Roger Bourderon, Jean Burles, Jacques Girault
Roger Martelli, Jean-Louis Robert, Jean-Paul Scot
Danielle Tartakowsky, Germaine Willard, Serge Wolikow

LE PCF
étapes et problèmes
1920-1972



problèmes-histoire / éditions sociales

le P.C.F.
étapes et problèmes
1920-1972

problèmes/ histoire

Des mêmes auteurs
chez les mêmes éditeurs :

Roger BOURDERON : *Le Fascisme, idéologie et pratiques.*
Jean BURLES : *Le Parti communiste dans la société française.*
Jacques GIRAULT : *La Commune et Bordeaux.*
Jacques GIRAULT : *Sur l'Implantation du P C.F. dans l'entre-deux guerres.*
Roger MARTELLI : *La Nation.*
Serge WOLIKOW : *Le Parti révolutionnaire.*

Par ailleurs
Germaine WILLARD a dirigé l'édition de *L'Humanité clandestine*
Roger BOURDERON, Jean BURLES, Roger MARTELLI, Jean-Pau
SCOT et Serge WOLIKOW ont participé, avec Daniel BLUMI
Jean CHARLES, Jean GACON, Richard LAGACHE et Miche
MARGAIRAZ à
l'Histoire du réformisme en France depuis 1920 (tomes 1 et 2)

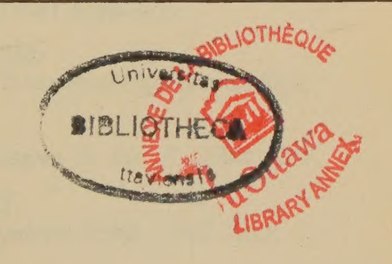
Danielle TARTAKOWSKY et Serge WOLIKOW, avec Michel DION
Raymond HUARD, Annie LACROIX, Maurice MOISSONNIER e
Michel SIMON à
La Classe ouvrière française et la politique

Jacques GIRAULT, Jean-Louis ROBERT, Danielle TARTAKOWSK
ont réalisé, avec Jean CHARLES et Claude WILLARD, l'éditio
critique du
Congrès de Tours

Danielle TARTAKOWSKY a collaboré avec Claude WILLARD à
l'Histoire de la France contemporaine, tome 5
Roger BOURDERON et Germaine WILLARD ont réalisé
l'Histoire de la France contemporaine, tome 6
publiée par les Editions sociales et le Livre-Club Diderot.

Roger Bourderon, Jean Burles,
Jacques Girault, Roger Martelli,
Jean-Louis Robert, Jean-Paul Scot,
Danielle Tartakowsky, Germaine Willard,
Serge Volikow

le P.C.F.
étapes et problèmes
1920-1972



éditions sociales

ISBN 2-209-05403-6

Sommaire

Introduction 9

1. Jean-Louis ROBERT
Les Origines du P.C.F. 13

2. Danielle TARTAKOWSKY
Le « Tournant » des années trente. 45

3. Jacques GIRAULT
L'Implantation du P.C.F. entre les deux guerres. 75

4. Serge WOLIKOW
Le P.C.F. et le Front populaire. 99

5. Germaine WILLARD
Le P.C.F. et la Deuxième Guerre mondiale. 199

6. Jean-Paul SCOT
Stratégie et Pratiques du P.C.F., 1944-1947. 227

7. Roger MARTELLI
Le P.C.F. et la guerre froide, 1947-1953. 291

8. Roger MARTELLI
L'Année 1956. 399

9. Roger BOURDERON
P.C.F., pouvoir gaulliste, union, 1958-1964. 445

10. Jean BURLES
Le P.C.F. et la société française, 1964-1972. 515

11. Roger MARTELLI
Etudier l'histoire du P.C.F. 553

Notes. 565

Introduction

Ce livre n'a guère d'équivalent, dans sa forme comme dans sa démarche. Les textes présentés ont été rédigés à partir de conférences, prononcées lors d'un cycle qui se tint à l'Institut de recherches marxistes en 1979 et qui permit de parcourir l'histoire du Parti communiste français de ses origines jusqu'en 1972.

La réunion de ces conférences ne constitue pas une histoire continue du Parti communiste français. Elles sont le résultat de plusieurs années de travaux individuels et collectifs; elles reflètent une démarche de recherche qui se veut patiente et argumentée, dont elles ne sont, en fait, qu'un moment.

On ne s'étonnera donc pas de l'aspect pris par ce livre, celui de la diversité et de la discontinuité. Diversité dans la forme, la dimension et le style; diversité des méthodes de travail mises en œuvre; diversité des points de vue et des conceptions. Discontinuité chronologique (plusieurs périodes ne sont pas étudiées); discontinuité des choix d'étude (des aspects sont privilégiés au détriment d'autres); discontinuité dans les voies d'approche (selon que l'on s'attache plutôt à la stratégie ou au rapport concret du P.C.F. à la société).

Les lignes qui précèdent ne sont pas l'indice d'une modestie de façade, mais de simple honnêteté. Telles qu'elles sont, dans une production générale sur le P.C.F. qui ne brille pas toujours par son sérieux et par sa qualité, ces conférences offrent un apport original, des éléments importants de connaissance, des bases solides de réflexion pour l'historien comme pour le militant. Mais si l'on prend la mesure des ambitions immenses de la connaissance, elles ne sont qu'une étape, un appel à d'autres réflexions collectives, à d'autres publications. Si elles contribuent à cet effort, si elles permettent de renforcer l'accumulation de matériaux, de documents, de souvenirs et d'analyses, elles auront bien rempli leur rôle.

Il n'y a pas là d'histoire globale, quelque chose qui se rapproche d'un manuel. Ce n'est d'ailleurs pas le fait du hasard : conserver la forme d'un manuel serait maintenir d'une façon ou d'une autre, malgré qu'on en ait, une conception de l'histoire qui n'est plus de mise aujourd'hui. Ce serait maintenir peu ou prou le principe d'une histoire officielle, à l'encontre de ce que sont maintenant les besoins et la démarche du P.C.F. et les méthodes de travail des historiens communistes.

La démarche mise en œuvre dans chacun de ces textes est en effet une démarche d'historien. Elle ne s'identifie pas à la démarche d'un parti politique qui, dans l'élaboration de sa politique, se détermine en permanence, d'une façon ou d'une autre, face à son propre passé, qui se réserve tout naturellement, en regard même de sa vocation et de ses responsabilités de parti révolutionnaire, le droit de porter un authentique jugement sur lui-même, de faire la part de ce qu'il tient pour positif et négatif. Quant à l'historien, il lui faut fondamentalement connaître et comprendre dans ses multiples déterminations l'objet de son étude; il en repère à la fois la cohérence historique et la différenciation dans les comportements; il tente aussi de mesurer les effets de son intervention sur les luttes politiques et sur toute la vie sociale. En cela, il établit des relations entre le type d'activité politique développée par le P.C.F. et l'évolution générale de la lutte de classes et de la formation sociale française; il désigne donc en un sens des contradictions possibles, qui peuvent rendre compte des changements perceptibles dans l'orientation stratégique et dans l'activité du P.C.F. Mais, dans le moment où il pousse son investigation, c'est sur des aspects différents, selon la période et selon l'état réel des recherches accumulées, que l'historien porte son regard. L'équilibre n'est pas toujours facile ni même souhaitable, selon le moment étudié, entre ce qui révèle l'enracinement actif et permanent du P.C.F. dans la société française et ce qui traduit des difficultés, voire des

freins, dans le développement de son activité révolutionnaire dans cette société.

Les besoins de connaissance aujourd'hui exigent de pousser le plus loin possible l'analyse du P.C.F., qui est une des clés de l'évolution sociale contemporaine. Tout est donc objet d'étude, sans tabou d'aucune sorte; la seule limite, on le verra, est celle du sérieux : les auteurs sont allés, dans la mesure de leur possible, jusqu'au bout de ce que l'on sait des sujets abordés et que l'état actuel de la recherche permet de maîtriser. Pas au-delà : l'hypothèse, dans le domaine scientifique, obéit à des règles assez strictes, qui ne sont pas celles du roman, ou beaucoup plus platement celles d'une certaine conception de la politique.

Le lecteur doit lui aussi savoir que la connaissance est loin d'être achevée; son avancée nécessite du temps et des collaborations nombreuses, sous des formes très diverses.

Ceci est une invite : que la volonté de contribuer activement à cette avancée, de toutes les manières, anime ceux qui liront ce livre avec perspicacité et esprit critique!

1

Les origines du P.C.F.

Jean-Louis Robert

CHRONOLOGIE
1914-1921

1914

juillet-août : Déclenchement de la Première Guerre mondiale. Le Parti socialiste et la C.G.T. se rallient à la Défense nationale et à l'Union sacrée. Pierre Renaudel, Marcel Sembat, Albert Thomas, Marcel Cachin sont alors les principaux dirigeants du Parti socialiste. Léon Jouhaux dirige la C.G.T.
Dans le Parti socialiste va se développer une double opposition :
— centriste, pacifiste autour de Longuet et Paul Faure;
— zimmerwaldienne autour de Bourderon, Loriot.
Il en va à peu près de même à la C.G.T. (autour de Merrheim).

1915

septembre : Conférence de Zimmerwald (participation de Lénine, Trotski Merrheim, des socialistes allemands, italiens...).
novembre : Création du Comité pour la reprise des relations internationales.

1916

avril : Conférence de Kienthal (y participent trois députés socialistes).

1917

mars : Première Révolution russe.
mai-juin : Vague de grèves en France — surtout à Paris —, mutineries.
novembre : Deuxième Révolution russe (bolchevique).
— Formation du ministère Clemenceau.

1918

mai : Mouvements importants de grèves (Paris, la Loire...).
juillet : Congrès de la C.G.T. qui aboutit à une entente entre la majorité de Jouhaux et la minorité de Merrheim.
octobre : Congrès du Parti socialiste, l'opposition longuettiste l'emporte, la droite ne participe plus à la direction du Parti. Frossard et Cachin (qui a évolué vers le centre) deviennent respectivement secrétaire du Parti et directeur de *l'Humanité*.
11 novembre : Armistice.

1919

2-6 mars : 1[er] Congrès de l'Internationale communiste (III[e] Internationale).
8 mai : Le C.R.R.I. se transforme en Comité pour l'adhésion à la III[e] Internationale.
mai-juin : Nouvelle grande vague de grèves; la C.G.T. atteint près de 2 millions d'adhérents.
novembre : Elections législatives, le Parti socialiste gagne 300 000 voix et dépasse 1 700 000 (20 % des exprimés) mais perd plus de 30 sièges.
décembre : Succès important du Parti socialiste aux élections municipales.

1920

25-29 février : Congrès du Parti socialiste à Strasbourg; la majorité décide de quitter la II[e] Internationale, mais refuse l'adhésion immédiate à la III[e] Internationale.

mai : Grève des cheminots — grave échec.
juin-juillet : Voyage de Cachin et Frossard à Moscou. Ils se prononcent pour l'adhésion à la IIIᵉ Internationale.
16 juillet-7 août : IIᵉ Congrès de l'Internationale communiste. Il adopte les 21 conditions.
8 octobre : Publication des 21 conditions, assez tardivement, dans *l'Humanité.*
25-30 décembre : Congrès de Tours.
Il se prononce par 3 208 mandats pour l'adhésion à la IIIᵉ Internationale (1 022 mandats pour l'adhésion avec réserves, 397 abstentions).
— Il se refuse à condamner le télégramme Zinoviev.
Les minoritaires reconstituent aussitôt la S.F.I.O.

1921

5-17 mai : Le Parti socialiste (S.F.I.C.) prend le nom de Parti communiste français (S.F.I.C.).

Les origines du P.C.F. *

Au centre de cette étude figure un Congrès [1], c'est-à-dire un événement. Un événement qui est un choix, le choix par la majorité des congressistes, et en fait, du Parti socialiste, de l'adhésion à l'Internationale communiste et donc de la transformation du Parti socialiste, dans une certaine mesure, en Parti communiste. Ainsi, le nom de Parti communiste n'est pas adopté par le Parti socialiste dès le Congrès de Tours, il faudra encore attendre quelques mois de discussions pour que ce terme : « Parti communiste » soit adopté par la majorité.

Un événement, on peut sans doute le considérer comme le résultat d'un processus événementiel complexe où s'insèrent les événements français, des événements internationaux, etc. Fondamentalement ce fut, je crois, le choix d'une historienne qui a occupé fortement le terrain des origines du Parti communiste français et du Congrès de Tours, c'est-à-dire Annie Kriegel, qui indique elle-même que l'adhésion à la IIIe Internationale procède essentiellement de l'évolution d'un processus d'événements complexes, mais fondamentaux.

* Voir les notes du texte de J.-L. Robert en p. 565.

Je ne nie pas l'intérêt de l'histoire événementielle, bien au contraire : l'événement est un révélateur des structures et donc fondamental, mais je ne crois pas que l'on puisse réduire à un seul jeu d'événements la fondation du Parti communiste français (S.F.I.C.). Il faut s'interroger sur ce qui, dans la formation sociale et économique de la France, dans la situation de la classe ouvrière, dans l'instauration de pratiques sociales nouvelles, dans les transformations de l'Etat ou dans le mouvement ouvrier, pendant la guerre et dans l'après-guerre, permet de comprendre, sans mécanisme, ce mouvement vers l'adhésion.

Au-delà, on peut aussi s'interroger sur la trace des héritages, des idéologies qui ont été encore peu étudiées.

On parlera ici surtout des éléments nouveaux que la recherche historique a mis en valeur depuis une quinzaine d'années, depuis qu'Annie Kriegel a soutenu sa thèse, ce qui explique que cet exposé sera partiellement déséquilibré et que sur des points essentiels on n'y trouvera que peu de réponses.

LA SOCIÉTÉ, L'ÉCONOMIE FRANÇAISES ET LA GRANDE GUERRE

L'économie de guerre et ses conséquences

Je commencerai donc par aborder les mutations des forces sociales et économiques pendant la guerre et au lendemain de la guerre. Mutations et continuité. D'abord, ce qui est fondamental, c'est que le pays, pendant cette guerre, met sur pied une économie de guerre. *L'Etat, ceci est une des premières caractéristiques de l'époque, va jouer un rôle considérable pendant la guerre pour mettre sur pied cette économie de guerre.* Les indicateurs sont extrêmement nombreux, si on prend ne serait-ce qu'un indicateur très simple comme les dépenses budgétaires de l'Etat : de 5 milliards de francs en 1913, on monte à 10 milliards en 1914, 28 milliards en 1916, 41 milliards en 1918. Ce qui, de plus, dépasse largement l'inflation de l'époque, et lorsqu'on étudie la part de ces dépenses dans le produit de la France, on constate un bond considérable. Action de l'Etat, ne serait-ce que par la demande militaire, la demande en armement pour l'essentiel. Rôle accru de l'Etat aussi par le biais du ministère de l'Armement. Le rôle de ce ministère de l'Armement a été bien mis en valeur ces dernières années. Le ministre de l'Armement, pendant de longues années, a été un socialiste : Albert Thomas

jusqu'à 1917, puis un homme politique assez célèbre, Louis Loucheur, qui était lié aux groupes industriels. Mais, fondamentalement, la politique des deux sera la même. Ce ministère de l'Armement, d'abord petite structure, devient de plus en plus important et assume des tâches décisives. D'abord, évidemment, il coordonne l'ensemble des productions de guerre; ensuite, il coordonne les mouvements de la main-d'œuvre : environ deux millions d'ouvriers vont travailler dans les usines de guerre, sous contrôle de l'Etat. Même lorsque l'usine est privée, il y a des représentants du ministère de l'Armement qui surveillent le fonctionnement de l'entreprise. Egalement, intervention dans les conflits sociaux, où le ministère de l'Armement impose son arbitrage.

On pourrait développer plus longuement les cas d'interventions de ce type, mais s'il y a ce rôle accru de l'Etat, ce rôle nouveau, il faut bien en percevoir les limites. Les industriels ont continûment conservé le contrôle de la gestion des entreprises, des prix, des profits; l'organisation de la production est restée le fait du patronat : il n'y eut pas de nationalisation, ni même de réquisition comme pendant la Révolution de 1793, ce qui fait parler certains historiens d'un « complexe militaro-industriel » (peut-être le terme n'est-il pas tout à fait exact, mais il représente, dans une certaine mesure, la réalité), pendant la Première Guerre mondiale. *Cette économie de guerre eut — et ceci est un aspect qui est souvent méconnu — un succès considérable.* On ignore trop souvent que cette économie de la France, pendant la Première Guerre mondiale, est alors en pointe. On pourrait multiplier les exemples, mais rien de plus intéressant que de constater qu'une industrie de pointe comme l'Aéronautique est dominée largement, à cette époque, par la France. Pendant la guerre la France produit 90 000 moteurs d'avion, ce qui la situe très loin devant l'Allemagne qui n'en produit que 40 000; elle produit à elle seule autant de moteurs d'avion que tout le reste du monde réuni. On pourrait multiplier les exemples de ces phénomènes d'avancée, ces phénomènes de succès de l'économie de guerre française, qui ne sont pas sans conséquences pour la classe ouvrière.

A côté de cela, et en même temps, se produit *une formidable accumulation au profit des plus grands industriels.* C'est Louis Renault qui organise des structures ou des groupes de production qui obtiendront, en fait, le monopole des commandes de l'Etat en fixant les prix et qui permettront un formidable bond en avant des bénéfices, des chiffres d'affaires et des investissements. Cependant, le fonctionnement de l'économie et de l'Etat à cette période ne peut se réduire à un simple pouvoir de la grande bourgeoisie, du grand capital qui feraient d'énormes bénéfices

pendant la guerre. D'abord, il faut comprendre la force du radicalisme dans cette période. Le radicalisme est prépondérant, il l'est d'autant plus que la Chambre élue en 1914, avant la guerre, avait donné une légère majorité pour la gauche. Il contrôle en bonne partie les rouages du pouvoir, il assume les principaux ministères. Ce radicalisme, on ne peut en faire une simple représentation de la petite bourgeoisie, mais le poids de la petite bourgeoisie est certainement élevé sur le radicalisme. Cela aboutit à la mise en place de contradictions. Une affaire très révélatrice, qui a été étudiée par l'historien Paxton, c'est l'affaire des Carbures. Les Carbures était une importante entreprise qui contrôlait une grande partie du marché de la Chimie. Toute une série de petites entreprises vont lui faire des procès, qui seront soutenus par une partie de l'appareil d'Etat (le Garde des Sceaux, Viviani — proche du radicalisme —, et bien d'autres) contre la pression sur les prix et la tendance au monopole de la Société des Carbures. Et pendant plusieurs années, il y aura un débat sur cette question, où on voit s'affronter à l'intérieur de l'Etat des forces tout à fait divergentes. On sait également, mais pour l'instant, la question est loin d'être entièrement éclaircie, que toute la Première Guerre mondiale voit une rivalité farouche entre Caillaux et ses proches, comme Malvy, le ministre de l'Intérieur et Clemenceau. Pour l'instant, à ma connaissance, on ne dispose pas d'explications très cohérentes de ces phénomènes, mais on le voit fonctionner quand on étudie l'appareil d'Etat, on voit la lutte farouche que mènent des services de police comme la Préfecture de police et la Sûreté qui sont proches, l'un d'un groupe, l'autre d'un autre groupe et qui ont des politiques, par rapport au mouvement ouvrier, totalement différentes, pendant la guerre. Donc, un fonctionnement de la formation socio-économique et étatique complexe; à l'issue de la guerre, la petite bourgeoisie ne sort pas nécessairement affaiblie. Ainsi, les fusions, les absorptions d'entreprises pendant la guerre sont très faibles, les grandes entreprises progressent, mais pas en absorbant ou en éliminant des petites entreprises : la Première Guerre mondiale est nettement la période du XXe siècle où il y a le moins de fusions et d'absorptions. Un autre indicateur, comme le nombre d'établissements, confirme cette tendance. Il n'y a pas de diminution du nombre d'établissements pendant la Grande Guerre. Donc, il faut bien apprécier les choses, certes c'est la grande industrie qui bénéficie massivement de la guerre, du productivisme exigé, mais cela n'a de répercussions qu'affaiblies ou contradictoires au niveau des rapports de force sociaux et de l'Etat.

La classe ouvrière

Dans le cadre de cette économie de guerre, qu'en est-il de la classe ouvrière? On peut faire d'abord un bilan global rapide, à partir du recensement de 1921. On compte, en 1921, entre 21 et 22 millions d'actifs. Chiffre assez proche des années antérieures à 1914, parce qu'il y a eu des pertes compensées par les trois départements d'Alsace-Lorraine. Sur ces actifs, on compte, selon les critères de recensement, environ 12 millions de salariés. C'est le premier recensement qui atteste d'une majorité sensible de salariés en France. Parmi ces salariés, les ouvriers, au sens du recensement, sont 8,8 millions, dont une masse énorme, qui n'existe pratiquement plus aujourd'hui, mais qui formait une grande partie de cette classe ouvrière : 2 800 000 ouvriers agricoles. Il reste donc à peu près 6 millions d'ouvriers dans l'industrie et les transports; soit à peu près 27 % de la population active, et si on compare à 1906, on constate que l'augmentation est relativement lente : ces ouvriers de l'industrie et des transports étaient 25 % en 1906. Il ne semble pas qu'il y ait eu une mutation brutale à ce niveau-là dans l'évolution continue de l'industrialisation. Au niveau des effectifs des branches économiques, on retrouve le même type de phénomènes : il y a bien entendu des branches qui progressent, ce sont par exemple, la métallurgie (déjà en 1921, 1 million d'ouvriers dans la métallurgie), les transports (1 million d'ouvriers et d'employés). Mais on trouve également près d'un million d'ouvriers dans le textile et l'habillement. En 1921, les effectifs des branches anciennes sont identiques à ceux des branches en développement.

Si on s'en tient à ces grandes masses, à ces grands blocs, on voit une classe ouvrière relativement importante, surtout si on y inclut les ouvriers de l'agriculture, encore marquée par l'industrialisation assez ancienne de la France, sans mutations brutales. On y voit plutôt une progression continue, prolongeant le mouvement antérieur sans qu'il y ait une accélération par rapport aux périodes de l'avant-guerre ou de l'après-guerre.

Ce qui a joué dans la classe ouvrière pendant la guerre, *c'est l'impact de la production de masse*. Il a fallu produire, beaucoup, rapidement, ce qui a supposé une certaine réorganisation du travail, avec des conséquences, elles, nouvelles. D'abord, ce qui est très significatif, c'est l'apparition, *à un seuil nouveau pendant la guerre* — la plupart des historiens l'ont maintenant bien montré — de la grande usine : la très grande usine apparaît pendant la guerre. Quelques exemples significatifs : Renault-Billancourt : 5 000 ouvriers en 1914, près de 25 000 en 1918,

l'usine est alors bâtie presque entièrement; Citroën : dans le XVe arrondissement, l'usine n'existe pas en 1914, il y a près de 10000 ouvriers en 1918 dans des bâtiments qui ont été construits extrêmement rapidement. On peut encore citer Bourges, dont les établissements militaires passent de quelques milliers d'ouvriers avant la guerre à plus de 20000 en 1918; et ainsi, à l'arrière, apparaissent ces grandes usines. La Première Guerre mondiale a modelé le paysage industriel de la France d'une façon très sensible, et les usines immenses, par leur population et par leur taille, lui donnent un aspect nouveau.

En même temps que la grande usine qui concerne surtout — mais pas exclusivement — la métallurgie, il y a l'intensification du travail, l'augmentation du rythme de la production, notamment par les pressions que le patronat a exercées sur les salaires aux pièces, qui furent baissés pendant les premières années de la guerre. On diminue le salaire aux pièces, c'est-à-dire qu'on exige plus de pièces de l'ouvrier pour lui donner le même salaire. Souvent, pour justifier cette baisse du salaire, on se retranche derrière le fait que l'ouvrier peut produire plus, en raison de la réorganisation du travail et de l'introduction de la rationalisation. Il y a à ce sujet un débat entre historiens sur l'importance de cette rationalisation du travail par la taylorisation. Un certain nombre d'éléments sont introduits, comme le chronométrage. Déjà, il y avait même eu une grève aux usines Renault avant la guerre, lorsqu'on avait voulu introduire le chronométrage; on l'introduit assez souvent pendant la guerre. Cependant, il peut ne pas s'assimiler à une réorganisation du travail, car le chronométrage, c'est souvent plus une forme de contrôle accentué sur l'ouvrier qu'un moyen de réorganiser « scientifiquement » le travail. Et c'est souvent ainsi que les patrons l'entendent et que l'ouvrier le comprend : il s'en prend alors au contremaître ou à l'ingénieur. Cependant, il y a des éléments de rationalisation, par exemple la chaîne, qui en est le premier élément dans une certaine mesure. Chez Citroën, la chaîne apparaît dans les usines neuves. A Berliet-Vénissieux, pour la première fois, on construit un immense atelier de 350 mètres de long, dans lequel un journaliste constate avec stupeur que les véhicules sont entraînés par une chaîne à mouvement continu et que les travaux y sont effectués, du début jusqu'à la fin, chaque pièce étant usinée sur le côté. Chez Citroën, on transportait la carrosserie et les pièces en charriot, ce qui n'était pas vraiment une chaîne, mais le principe était le même. Parfois, il y a réorganisation totale du travail selon les principes de Taylor. Actuellement, cette réorganisation n'a été recensée que dans quelques ateliers, mais on n'est pas assuré qu'il n'y en ait pas eu d'autres cas. Chez Michelin,

dans les grands ateliers de réparation de la compagnie Paris-Orléans, à Saint-Pierre-des-Corps, dans certains ateliers Peugeot, dans certains ateliers de Renault, on a pratiqué une réorganisation presque complète de la façon de travailler aboutissant à une parcellisation des tâches. *Il y a donc ces éléments nouveaux dont l'impact réel reste encore à cerner.* La plus grande partie de la classe ouvrière continue à travailler dans les entreprises petites ou même grandes dans lesquelles fonctionnent des ateliers de tours, des ateliers de fraiseur, où chacun travaille de façon dispersée dans l'atelier.

Il reste enfin l'amorce d'une mutation qui laisse des traces dans le paysage : le paysage urbain va être plus contrasté, plus violemment contrasté : c'est le cas par exemple, très net, de la région parisienne où le contraste entre la banlieue, zone industrielle, et le cœur parisien s'accentue considérablement pendant la guerre, contraste qui double ainsi les rapports nouveaux ouvriers/encadrement/patronat dans la grande usine.

Autre élément important, caractéristique de la classe ouvrière pendant la guerre, *c'est la surexploitation.* Il est très difficile d'en donner une mesure réelle, parce que les indices sont complexes, changeants et que les situations entre Paris et la province sont différentes. Ce qui est assuré, c'est que, dès 1914, dès le début de la guerre, les industries ont baissé massivement les salaires, entre 33 et 50 %, ce qui entraînait une chute brutale du niveau de vie, bien entendu accentuée encore par l'inflation grandissante.

C'est seulement bien après la guerre — les indices concordent — vers 1921-1922, que l'on retrouve le niveau du salaire réel d'avant 1914. Donc, dans cette période, on est dans une phase d'extrêmes difficultés pour la vie ouvrière, dont il faut prendre conscience. C'est vraiment une période où l'on est à la limite du renouvellement de la force de travail dans certains cas. Cela dit, il faut quand même souligner que, en même temps que ces conditions sont très dures, la tendance, à partir de 1916-1917, est au rattrapage, c'est-à-dire, à un sentiment de relatif progrès. Des phénomènes complexes peuvent ainsi apparaître, quant à la perception de l'évolution de la condition ouvrière. Ainsi, entre l'ouvrier rappelé à l'arrière dès 1916 et qui, au travers de luttes sociales, vit un relatif progrès et l'ouvrier au front pendant quatre ans et revenu en 1919, qui constate une chute de son pouvoir d'achat, la réaction peut être différente. Dans l'ensemble, cependant, c'est une phase de surexploitation très violente. Certains historiens ou économistes estiment qu'il ne s'agit pas de surexploitation, puisqu'au fond, il y avait diminution de la production de biens de consommation, en faveur d'une augmentation des biens périssables qu'étaient les armements et

que, en fait, la classe ouvrière paie seulement l'effort de guerre du pays. Cette analyse est partiellement vraie, mais néglige la formidable accumulation de bénéfices, de capital, que réalise le grand patronat dans cette période. Et s'il y a un indice qui a monté encore plus vite que l'indice des prix de consommation, c'est l'indice des prix de gros.

Ce contraste, à mon sens a été terriblement perçu par la classe ouvrière pendant cette période. Un leitmotiv revient continuellement dans les réunions : la classe ouvrière donne son sang et son travail pour le pays, alors que le grand patronat ne vise qu'à obtenir des profits.

Certains historiens estiment que la conscience de classe a atteint un sommet en France au début du XX[e] siècle, d'autres estiment qu'elle a été provisoirement enfouie pendant quatre années; *je crois au contraire que la Première Guerre mondiale, pour toutes ces raisons, a été une période d'accentuation considérable de la conscience de classe, de façon évidemment inégale.*

Le dernier élément, c'est la mobilité. Une mobilité très grande pendant la guerre qui va, en quelque sorte, *non pas aboutir à un bouleversement définitif, parce que tout va se remettre en place, petit à petit, après la guerre,* mais qui amène un brassage dont les conséquences restent à mesurer : une mobilité géographique, d'abord. Il a fallu organiser une nouvelle géographie de l'industrie : les zones charbonnières du Nord, les zones de production du fer de Lorraine étaient occupées par l'Allemagne. Cette formidable mobilité géographique se mesure d'ailleurs encore un peu dans le recensement de 1921, où l'indice de mobilité fait un bond entre 1911 et 1921.

Il y a aussi une mobilité entre branches pendant la guerre. Il est bien évident que des branches ont été sacrifiées. Le livre, par exemple, le bâtiment, d'autres branches de biens de consommation considérées comme secondes, ont été réduites à une production très faible pendant la guerre, alors qu'au contraire, tout ce qui concernait l'usine de guerre, la métallurgie, la chimie ou l'habillement — il fallait produire pour l'habillement militaire — demandait une importante main-d'œuvre. Il y a ainsi eu des mutations, comme l'embauche des ouvriers du bâtiment, dans les usines de la métallurgie, où ils amenaient toute une mentalité très différente de celle des traditions de lutte des métallurgistes. Donc, une mobilité très vaste et parfois une mobilité infime, comme par exemple, chez les cheminots, qui ont été mobilisés sur place. Mobilité aussi dans le temps : l'appel de main-d'œuvre étant élevé jusqu'au début de 1917, puis s'affaissant progressivement. Il y a aussi une mobilité continuelle entre le front et l'arrière, notamment de tous ceux — la plupart, des ouvriers —

qui sont mobilisés ou mobilisables et qui sont renvoyés, détachés ou en sursis d'appel à l'arrière, mais qui peuvent être rappelés au front.

Un dernier exemple de cette mobilité, c'est le passage des femmes à l'usine. La part des femmes dans les usines ou ateliers est passée d'environ 32 % sur l'ensemble national à un peu plus de 40 % en 1918, ce qui n'est pas une progression énorme, mais dans certaines usines comme Citroën, il y a eu réellement un bouleversement. Progression non durable, puisque dès 1921 la poussée a été complètement résorbée. En analysant le recensement de 1921, on peut constater que, pour compenser les hommes morts, ce ne sont pas les femmes qu'on retrouve, ce sont les hommes très jeunes ou les hommes très vieux. Il y a une poussée de l'activité masculine d'un recensement à un autre, entre 1906 et 1921; en 1921, il y a 70 % des hommes qui sont actifs, ce qui est le taux le plus élevé de tout le XXe siècle, avec une poussée très forte dans les moins de 18 ans et dans les plus de 60 ans, alors qu'il n'y a pas, paradoxalement, de poussée du pourcentage des femmes actives : il reste stable.

Pour conclure, la classe ouvrière a vécu des expériences extrêmement diverses, parfois nouvelles; classe ouvrière qui s'est elle-même diversifiée, au moins pendant la guerre. On peut y constater à la fois des facteurs d'homogénéisation nouveaux dans le rapport au grand patronat, par exemple, et des facteurs d'hétérogénéité — parfois seulement provisoires — liés à des vécus différents.

Les succès du capitalisme, de l'économie de guerre ont pu développer un fort courant productiviste dans la classe ouvrière, et, au-delà, un certain réformisme; mais, en même temps, jouent la surexploitation féroce, la confrontation à un travail nouveau.

Pratiques du mouvement ouvrier

J'aborderai donc l'action, l'idéologie ouvrière dans la période qui nous concerne.

D'abord, cette action, et cette idéologie ouvrière, on les rencontre surtout dans le syndicat, puisque le Parti socialiste est dans cette période très éloigné des luttes ouvrières, très étranger à ce qui se passe dans l'entreprise. Ce qui ne signifie pas qu'il soit étranger à la classe ouvrière.

Le premier fait important, c'est la mise en place, pendant la guerre, d'un syndicalisme nouveau par rapport aux conceptions du syndicalisme révolutionnaire dominant d'avant la guerre. C'est un syndicalisme de collaboration de classes qui s'installe,

que d'autres appellent un syndicalisme de présence. Bien entendu, la motivation de départ de ce syndicalisme, c'est la Défense nationale. Mais je crois que — et ceci est important — si ce nouveau syndicalisme s'articule sur les schèmes de la Défense nationale et de la production pour le pays, etc., on ne saurait le réduire à cela, comme l'atteste son prolongement au-delà de la guerre.

Quels en sont les principaux thèmes? Tout d'abord, c'est, je crois, la politique de présence, la volonté de rencontrer les autres forces sociales et d'entamer un dialogue. L'épisode bien connu du banquet de Jouhaux devant les patrons, n'est, au fond, qu'une pointe de ce qui est continuel pendant toute la période. Il y a une multitude de comités, d'organismes paritaires (patronat/ouvriers) ou ternaires (patronat/ouvriers et Etat) qui sont créés souvent à l'initiative des hommes charnières que sont Malvy et Thomas, et dans lesquels se rencontrent des leaders du syndicalisme, du patronat et des responsables de l'Etat. Par exemple, un historien vient de publier une étude tout à fait significative sur le « Comité permanent pour l'étude et la prévention du chômage ». Un Comité qui est créé à l'initiative du ministère du Travail, qui va fonctionner en 1917 et en 1918. Qui trouve-t-on dans ces comités? Jouhaux, secrétaire de la C.G.T., Keufer, secrétaire de la fédération du Livre, depuis longtemps connu comme réformiste, mais aussi, et ça, c'est essentiel, Merrheim, secrétaire de la fédération des métaux, fédération pacifiste, mais qui a une pratique syndicale proche de celle de la direction de la C.G.T. Et, à côté de ces hommes-là et du ministre du Travail radicalisant, Robert Pineau, secrétaire du Comité des Forges, André de Peyreminhoff, secrétaire de la Chambre patronale des Industries houillères, Louis Renault, dont j'ai déjà parlé, etc.

Et, pendant deux ans, voici des gens qui vont se rencontrer régulièrement et qui se rencontreront dans d'autres organismes. Qui aboutissent par exemple au constat du 10 novembre 1917, soulignant l'effort réalisé pendant la guerre, pour qu'il serve à armer le pays pour les luttes pacifiques sur le terrain industriel après la guerre.

C'est-à-dire, et c'est très clair, qu'on veut prolonger après la guerre ce qui n'est pas donc seulement des pratiques de guerre. Cette présence s'associe à un développement formidable des thèmes productivistes, de la nécessité de la rénovation de l'outillage, de l'amélioration de l'organisation du travail pour lesquelles la classe ouvrière aurait une compétence spécifique.

La volonté de faire un syndicalisme de masse vise à assurer par ce biais la pression ouvrière face à la formidable organisation patronale. L'expression de cette masse ouvrière organisée néces-

site une représentation ouvrière. Ainsi, en accord avec Albert Thomas, seront introduits dans les seules usines de guerre les délégués ouvriers. Ces délégués devaient permettre la résolution des conflits et contribuer à organiser la production de meilleure façon. Ce syndicalisme est donc en contact permanent avec l'Etat, l'Etat étant perçu comme un des leviers possibles de l'action.

Il faut souligner l'importance nouvelle de l'intensité des liens avec le Parti socialiste. Ce syndicalisme de pression, en quelque sorte, a besoin du groupe parlementaire socialiste, qui est vraiment une de ses articulations essentielles. La C.G.T. est continuellement en contact avec le groupe ou les élus socialistes pour la défense des projets de loi qui concernent la classe ouvrière et pour toute une série d'actions qui sont des actions ponctuelles. Souvent, un député socialiste intervient dans une grève. Notons, enfin, dès 1916, l'apparition de la *notion de plan,* qui devient centrale dans l'action de la C.G.T. à partir de 1918. Plan élaboré pendant la guerre dans le cadre du Comité d'action regroupant Parti socialiste, C.G.T. et Fédération des coopératives.

Ce syndicalisme obtient des résultats contradictoires. Il peut mettre en avant, ainsi, le succès obtenu avec le vote de la loi des 8 heures, en avril 1919, comme modèle du succès obtenu par ce type de syndicalisme : s'y combinent une pression ouvrière (menaces de grève...), auprès des groupes étatiques ou patronaux, des interventions, puis l'action du groupe parlementaire socialiste. Mais il est clair que ce type d'action n'a pu décisivement contrebattre la surexploitation de la classe ouvrière, et il est donc partiellement battu en brèche par les luttes ouvrières. *Il n'y a rien de plus significatif que le fait que toutes les grandes vagues de grèves de cette période, malgré leurs grandes différences, se sont faites hors de toute initiative réelle de la direction de la C.G.T.*

Les grèves de mai 1917 ont été des grèves spontanées, surtout corporatives, des grèves contre la misère, relativement peu politisées et peu liées avec les mutineries qui se passent dans l'armée française pendant cette période. Le mouvement de mai 1918 a été, lui, beaucoup plus politique et a connu une envergure certaine. Il a été lancé, contre la C.G.T. par les minoritaires et certains délégués d'atelier. La plus importante de ces grèves, celle de mai-juillet 1919, a été déclenchée à l'initiative des syndicats locaux (comme la métallurgie parisienne), souvent contre les directions nationales. Enfin, la grève, qui est la plus connue, de mai 1920 a été le fait de l'initiative des cheminots. Aucune de ces grèves n'a été lancée par la C.G.T., toutes ont été des grèves soit spontanées, soit lancées par quelques syndicats ou par la

minorité de la C.G.T. ou par la fédération des cheminots qui a mis la C.G.T. pratiquement au pied du mur, et qui l'a obligée après à suivre le mouvement en mai 1920. *De fait, chacune de ces grèves remet en cause le type de syndicalisme que la C.G.T. a mis en place.*

Cela dit, si ces grèves sont importantes, elles n'ont jamais eu l'envergure d'une véritable grève générale. La grande majorité des ouvriers n'y participent pas. En mai 1918, par exemple, on est en pleine offensive allemande, et faire grève, cela apparaît comme une trahison de la défense nationale, et ceci entraîne une cassure plus violente que d'autres grèves, à d'autres périodes. Ces grèves de 1918 ont été inexistantes dans certaines branches. Elles ont été très fortes dans d'autres, par exemple chez les métallurgistes. Elles ont été inexistantes dans certaines régions. Par exemple, la région du Nord occupée, les régions proches du front ont été très peu touchées par cet ensemble de grèves de 1918. Alors que d'autres régions, comme la région parisienne ou la région stéphanoise, ont connu des mouvements considérables. Mais on a le sentiment d'une différenciation très forte. Ces luttes se lient à la création progressive, au sein de la C.G.T., d'une minorité qui remet en cause la pratique syndicale majoritaire. Je ne développerai pas l'histoire très complexe et très longue du Comité de défense syndicaliste pour insister sur une question centrale.

Selon Annie Kriegel, dans le courant de 1918 et particulièrement devant l'offensive allemande, le mouvement ouvrier reconstitue son unité dans un sursaut du même type que celui d'août 1914. Les comptes de la guerre sont réglés. Je crois personnellement que c'est une analyse erronée : je me référerai aux travaux de Jean Charles qui cite par exemple la très belle déclaration de Monatte en juin 1919 : « *Nous voulons garder le droit de tirer la leçon, le triste bénéfice de la leçon de cinq années de guerre* ». Jean Charles montre aussi que, pour la minorité, la politique de Jouhaux, après la guerre continue celle de la guerre et qu'elle ne s'en dissocie pas. Un tel phénomène est confirmé par les travaux de sociologie historique que j'ai menés : les branches ou régions sur lesquelles s'appuie la minorité révolutionnaire jusqu'après la scission sont les branches où il y a une forte activité syndicale, de fortes luttes pendant la guerre, alors que la majorité a plutôt tendance à s'appuyer sur les branches ou les régions où ces luttes, où cette activité, ont été faibles. Donc, au niveau même des structures de l'organisation des tendances syndicales, on voit que, la guerre continue à avoir des effets au moins jusqu'à la scission et même plusieurs années après.

OPINION PUBLIQUE ET CLASSE OUVRIÈRE DEVANT LA DÉFENSE NATIONALE ET LA RÉVOLUTION RUSSE

Quelques mots maintenant, parce que, à mon sens, c'est le sujet sur lequel les travaux sont le moins abondants, sur l'attitude de la classe ouvrière vis-à-vis de la guerre d'une part, et sur les répercussions de la Révolution russe d'autre part.

On connaît bien, grâce notamment à la thèse d'Annie Kriegel, le déroulement de ces événements; on connaît bien les différentes composantes, les différentes positions par rapport à la guerre : depuis le jusqu'au-boutisme, en passant par la Défense nationale pour chasser l'Allemand et la conclusion d'une paix non impérialiste et la conception longuettiste d'une Défense nationale devant s'accompagner de démarches continuelles pour la paix et ainsi de suite, jusqu'au défaitisme, qui est, il faut le dire, pratiquement inexistant dans le mouvement ouvrier français pendant la Première Guerre mondiale. On connaît bien ces différentes composantes, mais, le plus souvent, on les connaît, on les voit fonctionner au sommet, on ignore très largement en fait le fonctionnement de l'idéologie de Défense nationale et de ses composantes comme l'Union sacrée dans l'opinion publique, dans la classe ouvrière. On la connaît bien pour une période, celle d'août 1914, grâce à la thèse de Jean-Jacques Becker sur les Français et l'entrée en guerre de la France, qui montre que les Français, dans leur grande majorité, étaient partisans de la Défense nationale, mais qui a remis en cause l'idée assez fréquente qu'il y avait bellicisme dans l'opinion publique française en 1914. Malgré quelques manifestations qu'on à mises en avant, on ne note pas de trace de bellicisme profond. *Pour l'ensemble des Français, légèrement moins pour la classe ouvrière, la guerre de* 1914 *est une guerre de défense, une guerre juste, une guerre pour la liberté, une guerre pour le droit, une guerre pour la justice.* Si ce phénomène est massif en 1914, on ne dispose pas d'indications sur la continuité de cette conception, aucune étude ne nous permet de savoir si ce phénomène s'est prolongé, le livre tant attendu du doyen Renouvin sur l'opinion publique en 1917 n'ayant pu être achevé[2]. Plus largement d'ailleurs, je pense que beaucoup d'études ne sont pas très élaborées parce qu'on ne dispose pas en fait d'analyse plus globale *sur ce qu'est cette guerre.* On dispose essentiellement du concept léniniste de la guerre impérialiste comme outil d'analyse, mais il est trop

souvent mécaniquement appliqué. L'impact réel de la victoire sur l'après-guerre n'est pas encore bien analysé ou mesuré. Cet impact de la victoire, pour Danielle Tartakowsky, explique en partie qu'il n'y ait pas eu de véritable crise en France comme il y a eu crise de l'ensemble de la formation sociale nationale en Russie ou dans d'autres pays, mais une crise beaucoup plus limitée. L'impact du vécu d'une guerre reste aussi à étudier, non seulement la répercussion de la vie du front, *mais celle d'une militarisation globale de la vie quotidienne de tous.* On peut envisager l'hypothèse d'une répercussion complexe sur le mouvement ouvrier (les 21 conditions?).

On ne peut parler ici de la Révolution russe en tant que telle. Ce qui nous intéresse, c'est sa répercussion en France. Il y a eu deux révolutions russes : celle de février 1917 n'a guère posé de problèmes, évidemment elle a soulevé l'enthousiasme dans le mouvement ouvrier. C'est la révolution d'Octobre qui pose les problèmes essentiels. Cette révolution, elle a été d'abord violemment critiquée par la direction du Parti socialiste et par la C.G.T., et ceci pratiquement jusqu'à la fin de 1918. Si on étudie la presse dans cette période, on constate que *l'Humanité* ou *la Bataille* dénoncent la Révolution russe sur deux plans : d'abord, la condamnation des méthodes, sur laquelle on reviendra; et un deuxième plan aussi important, c'est le fait — que l'on retrouve le plus souvent dans les discussions à la base — que la révolution russe affaiblit le camp allié. Et ainsi, il faut bien prendre conscience d'un écart qui va se créer, considérable. Il y a ceux pour lesquels, au fond, l'image négative de la Révolution russe ne bougera plus à partir de ce moment-là : c'est très sensible dans certaines régions occupées, par exemple la Lorraine. Au contraire, pour ceux qui sont les plus engagés dans les mouvements pacifistes, d'emblée la Révolution russe est un relais à leurs propres aspirations. Mais il n'y a pas eu un élan unanimement et spontanément favorable de la population ouvrière française.

Un deuxième point important, c'est la connaissance qu'on aura de cette Révolution russe et de ce qui se passe en Russie. Il y a une correspondance qui passe par Genève ou Stockholm, qui informe plus ou moins les militants, dont on retrouve des traces dans les archives quand la police a réussi à les saisir. Il y a des informations, surtout en 1918 et 1919, dans certains journaux peu lus; le principal journal donnant des informations sur la Russie dans cette période, c'est *le Populaire,* qui deviendra plus tard l'organe de la S.F.I.O., mais qui, à l'époque, était l'organe de l'opposition centriste. Mais ces informations sont disparates. C'est seulement à la fin de 1919, avec la création du journal

Clarté, puis au début de 1920, avec la création du *Bulletin communiste*, puis encore plus nettement à partir de juillet 1920 avec *l'Humanité*, après le voyage de Cachin et Frossard [3] que les informations sur la réalité soviétique se font plus abondantes. Ainsi, dans *l'Humanité*, la part des informations sur la Russie consacrée à une analyse de ce qu'était la réalité de l'Union soviétique est, de 1917 au 1er semestre 1920, de 4 %. L'essentiel des informations sur la Russie est constitué de faits événementiels ou bien des faits diplomatiques ou bien parfois de comptes rendus de luttes contre l'intervention en Russie. Il faut attendre le deuxième semestre de 1920 pour voir ce taux monter. Donc, mais assez tardivement, il y a des informations sur la Révolution russe, qui reste, en décembre 1920, médiocrement connue. Cela permet de multiples interprétations de cette révolution. Claude Willard en recense trois :

- l'interprétation tolstoïenne : la Révolution russe est analysée comme la réalisation de la pensée, spécifiquement russe, de Tolstoï;
- l'interprétation anarchisante, qu'on retrouve autour de ceux qui fonderont le premier Parti communiste, avant le Parti communiste français; il y a eu en 1919, un premier Parti communiste, fondé autour de Péricat, dont Benoît Frachon d'ailleurs a été adhérent, pour lequel cette Révolution russe des années 1917-1920, c'est l'anarchisme libertaire et communiste;
- une interprétation syndicaliste-révolutionnaire, certainement la plus importante, laquelle assimile le soviet et le syndicat. Interprétation très répandue et qui durera longtemps.

A ces trois interprétations de Claude Willard, j'en ajouterai une : c'est l'interprétation qu'à mon sens on trouvera le plus dans le Parti socialiste : l'interprétation jacobine, qui assimile le processus de la Révolution russe au processus de la Révolution française, la Russie soviétique à une nation que toutes les puissances veulent écraser et qu'il faut défendre comme la Révolution française.

Cela dit, *ces interprétations ne sont pas non plus nécessairement méconnaissance, mais elles sont peut-être aussi le reflet d'une diversité de la Russie soviétique dans les années 1917-1920;* en tout cas, on peut se demander si le corps de doctrine de la Révolution russe tel qu'il apparaît dans ces années est homogène. La question en tout cas peut être posée, même s'il est clair qu'au niveau de Lénine, cette unité existe en grande partie, mais Lénine n'est pas nécessairement le militant qu'on entend le plus. Par exemple, le souvenir de la présence de Trotski en France, notamment pendant la guerre elle-même, et le rôle qu'il a joué

dans l'animation des groupes pacifistes français pendant la guerre l'amènent à être lié au mouvement ouvrier français. Donc, là, je ferai moins de conclusion que d'interrogations sur cet ensemble de problèmes.

LE PARTI SOCIALISTE ET L'ADHÉSION

Le Parti socialiste au lendemain de la guerre

J'en viens maintenant au Parti socialiste. Tout d'abord, qu'est le Parti socialiste de 1919? D'abord, des mesures simples d'implantation : c'est un parti en plein essor. Après avoir stagné pendant la guerre autour de 30 000 adhérents, il connaît en 1919 une vague d'adhésions très importante. A la fin de 1919, il compte 140 000 adhérents, à la fin de 1920, 180 000; la progression continuant en 1920, à l'inverse d'ailleurs de l'évolution de la C.G.T. Cela dit, cette vague est parfois exagérée : on a souvent vu dans le parti issu de Tours un parti de jeunes, parce qu'on s'en tient à ces chiffres. Néanmoins, il faut se rappeler qu'à la veille de 1914, le Parti socialiste approchait déjà 100 000 adhérents. On ne dispose pas d'études pour savoir dans quelle mesure ces 100 000 sont revenus ou s'il y a eu un renouvellement complet. Les élections de 1919 marqueront une certaine déception pour le Parti socialiste qui obtient 1 700 000 voix sur un corps électoral relativement faible, puisque les femmes n'ont pas le droit de vote en France, ce qui le situe à environ 20 % des suffrages exprimés. Mais il dirige des mairies très importantes comme celles de Lille, et, de fait, Marseille. On peut dégager rapidement les grandes zones de son implantation, le nord et l'ouest du Massif Central, bastion rouge classique, la région parisienne, le Nord-Pas-de-Calais, où il dépasse 40 % des suffrages exprimés, le Midi provençal (Bouches-du-Rhône, Var) et méditerranéen; et enfin, l'Alsace-Lorraine qui donne, du fait d'une ancienne implantation, avant 1914, du socialisme allemand, des scores assez élevés au Parti socialiste en 1919.

On n'a aucune indication importante sur l'âge des militants. Peut-être, lorsque le dictionnaire historique de Jean Maitron sera terminé, pourra-t-on essayer d'utiliser toutes les données qu'il fournira sur la période 1914-1939 pour retracer, à travers les milliers de militants de son dictionnaire, cet aspect. Pour l'instant, nous n'en disposons pas. Je donnerai quand même un exemple — tout en me demandant s'il est révélateur —, c'est

celui du Cher au début de 1921. On est frappé d'une chose quand on regarde de près cet exemple, c'est que dans le Cher l'âge moyen se situe à plus de quarante ans, ce qui est relativement élevé, par rapport au Parti communiste actuel, par exemple. Sur le sexe des adhérents, on est assuré que la prépondérance masculine est écrasante. Les quelques éléments dont on peut disposer, indiquent plus de 95 % d'hommes dans le Parti socialiste.

Au plan sociologique, il n'y a pas de bilan global, je donnerai quelques résultats partiels. A partir de près de 1 000 candidats aux élections municipales, on peut dresser le tableau suivant :

- ouvriers de l'industrie et agricoles : environ 38 %;
- employés ou ouvriers des chemins de fer, des postes, services publics, transports : environ 20 % (avec un poids prépondérant des cheminots).

Cela donne en gros 57 à 58 % dans ces deux catégories, chiffre qui recoupe celui calculé pour le Cher pour les deux mêmes groupes : environ 59 %[4].

Bien entendu, comme il s'agit de candidats, on ne peut affirmer qu'il y ait une adéquation exacte à la composition de l'ensemble du Parti socialiste. Cependant, cela montre que dans ce Parti socialiste, la classe ouvrière est fortement représentée dès avant la scission. Par contre, si l'on examine les candidatures aux élections législatives, ce pourcentage chute sensiblement, puisqu'on compte environ 21 % d'ouvriers agricoles et de l'industrie et 12 % d'employés, d'ouvriers aux chemins de fer, transports, etc., c'est-à-dire 33 % pour les catégories examinées, ce qui est une chute très sensible. Au niveau des députés, on ne compte plus que 12 % d'ouvriers et environ 5 % d'employés-ouvriers des postes, etc. : soit à peu près 17 % pour les deux catégories. Le pourcentage est à peu près le même au niveau de la C.A.P., organe dirigeant du Parti socialiste. On a donc une image inversée en quelque sorte entre la base et le sommet parlementaire ou organisationnel. *Il y a au sein du Parti socialiste, dans son mode de fonctionnement d'avant la scission, une contradiction qui existe et qui est profonde.* On a souvent parlé d'une opposition aux parlementaires. Je pense que cette opposition aux parlementaires est d'abord le reflet d'une opposition sociale au sein du Parti socialiste.

L'organisation du Parti socialiste est l'héritage du socialisme d'avant 1914. Elle est géographique exclusivement et va des groupes locaux, des sections locales et des Fédérations départementales jusqu'au Congrès. Cette organisation dissocie le Parti socialiste de l'entreprise, des luttes à l'entreprise, *mais lui permet une certaine stabilité de fonctionnement.* Ainsi, après la

grève de mai 1920, les effectifs de la C.G.T. chutent brutalement, et non ceux du Parti socialiste.

Au niveau de l'organisation, encore quelques éléments : la direction du Parti socialiste est assurée par ce qu'on appelle la C.A.P. (Commission administrative permanente) assez peu importante, 10 à 20 membres selon les cas. Parallèlement, il y a un Conseil d'administration de *l'Humanité*, qui dirige *l'Humanité*. Les deux organismes sont élus par le congrès et fonctionnent l'un à côté de l'autre, chacun ayant une responsabilité autonome. Enfin, il y a le groupe parlementaire qui joue un rôle énorme dans cette période. La C.A.P. et son secrétaire général, à l'époque Frossard, le groupe parlementaire et la direction de *l'Humanité* ne fonctionnent pas de façon cohérente, chacun ayant une grande autonomie et chacun présentant son rapport au congrès. L'importance du groupe parlementaire reflète l'importance de l'action parlementaire pour le Parti socialiste. Rien de plus significatif, par exemple, que l'importance des débats au Congrès de 1919 sur l'élaboration du programme de réforme qu'on va présenter aux élections législatives. En même temps, il y a une pratique qui est héritée d'avant 1914, que la guerre n'a que peu remise en cause et qui est très générale : la pratique de bloc, que Danielle Tartakowsky appelle « bloc jacobin ». On pourrait l'appeler aussi le bloc des gauches. Aux élections municipales de 1919, presque partout sont constituées, au deuxième tour, des listes socialistes/radicales, et même assez souvent au premier tour; pratique qui sera remise en cause en tout cas par le Parti communiste dans ses débuts.

Enfin, si on se pose le problème du langage, que j'aborderai très rapidement, il y a également dans le Parti socialiste un discours mis en valeur par J.-B. Marcellesi pour le Congrès de Tours, commun à tous les courants, qui est tout à fait celui du socialisme français d'avant 1914 et qui n'a guère été modifié par la guerre.

Nouveaux éléments sur les causes de l'adhésion

On peut se demander ce qui fait basculer ce parti vers l'adhésion à l'Internationale communiste. Développons rapidement les conclusions d'Annie Kriegel.

Pour elle, l'adhésion à l'Internationale communiste tient, les comptes de la guerre étant réglés, à une conjoncture très précise : d'une part les échecs du mouvement ouvrier, échecs répétés — échec aux élections de novembre 1919, et plus encore échec des grèves de 1919, de mai 1920 — d'autre part, l'existence d'une

conjoncture révolutionnaire encore plausible au plan mondial lors du deuxième semestre 1920. Le Parti socialiste, qui connaît peu le bolchevisme, se tourne vers lui comme vers une solution conjoncturelle, étroite, à ses problèmes. Ce phénomène de conjoncture serait amplifié par l'ignorance des adhérents favorables à l'adhésion. Ce sont les militants inexpérimentés, les militants jeunes, les militants ruraux qui voteraient le plus largement l'adhésion. Donc, une sorte de naissance accidentelle qui irait en outre à l'encontre des choix effectués presque partout ailleurs en Europe. Cette thèse de l'accident n'est pas entièrement neuve, puisqu'on la retrouve dès janvier 1921 dans la bouche d'un certain nombre de socialistes S.F.I.O.

J'ai déjà montré que les comptes de la guerre étaient loin d'être réglés en 1918, ce qui indique que *la naissance du P.C.F. ne saurait être réduite à la conjoncture courte.* La poussée à gauche au sein du socialisme français est d'ailleurs un mouvement long depuis 1916.

Sur le plan de la situation internationale, le IIe Congrès de l'Internationale communiste, qui se tient du 17 juillet au 7 août 1920, se déroule dans un contexte relativement optimiste, en pleine offensive de l'Armée rouge en Pologne. On peut, la thèse est largement crédible, analyser les 21 conditions d'adhésion comme liées à ce contexte offensif, alors qu'antérieurement, la politique de l'Internationale avait été plus souple. Cela dit, le contexte n'est plus le même au moment de la préparation du Congrès de Tours, au moment des votes qui se déroulent d'octobre à décembre 1920. En octobre-novembre 1920, l'offensive en Pologne est depuis longtemps arrêtée. Mais si la situation paraît moins favorable, au plan international, en Italie et en Allemagne, elle est loin d'être stabilisée. En France, surtout, se développe une conjoncture particulière dans la deuxième moitié de 1920. C'est à ce moment que l'on voit apparaître une crise dont le sommet sera atteint en 1921, avec une montée du chômage assez forte : en mai 1920, le chômage est presque inexistant, et en mars 1921, il y aura 500 000 chômeurs. Il y a également une crise politique liée à la contre-offensive de la bourgeoisie après l'échec de mai 1920 (révocations, remise en cause généralisée des 8 heures, augmentation considérable de l'impôt, élection de Millerand comme président de la République...). Ce contexte affaiblit la position des parlementaires socialistes dont l'action, encore importante dans une Chambre de gauche, jusqu'en novembre 1919, malgré Clemenceau, apparaît de plus en plus inefficace. De même, les réformes et les quelques progrès obtenus antérieurement étant remis en cause, la lutte pour les réformes devient peu crédible. Il y a là toute une

situation complexe qu'il faudrait aussi étudier. Elle s'accompagne d'une crise agraire : la récolte de 1920 est une des plus mauvaises de la période qui nous concerne.

Au plan politique, l'indicateur que sont les élections partielles atteste, pour la période de septembre à décembre 1920, de succès importants pour le Parti socialiste.

Ainsi, le choix du Congrès de Tours, qu'on ne peut réduire à un accident, s'inscrit aussi dans une conjoncture qui se caractérise par des aspects contradictoires. Les délégués ont eu à voter, mais ce ne sont pas eux qui ont choisi, ce sont ceux qui ont décidé des mandats : les militants socialistes. Trois motions furent soumises aux adhérents. La première, d'adhésion à la IIIe Internationale est soutenue par le Comité de la IIIe Internationale (fondée dès 1919) et une partie du Centre autour de Cachin et Frossard, qui, depuis leur voyage à Moscou et en Russie soviétique, l'été 1920, se sont prononcés très vigoureusement pour l'adhésion. La deuxième motion est celle de l'adhésion avec réserves, présentée par Longuet. Cette motion semble assez proche de la première, elle se prononce par exemple pour la dictature du prolétariat de façon très nette; je cite entre autres :

« *Le Parti déclare* [...] *qu'au lendemain de la prise du pouvoir et pendant toute la durée de la période transitoire, la dictature impersonnelle du prolétariat devra s'exercer en toute souveraineté.* »

La Révolution russe est également défendue avec chaleur dans cette motion pour l'adhésion avec réserves. *La différence fondamentale — au niveau du texte — entre ces deux motions, c'est l'organisation du Parti et de ses rapports avec la nouvelle Internationale.* La motion Longuet considère comme contraire à l'intérêt autant qu'à la tradition du mouvement socialiste français un type unique de modèle et refuse ainsi que les 21 conditions soient imposées à tous les pays. Elle refuse une organisation de type illégal, refuse toute exclusion, refuse l'élection du Comité directeur au suffrage majoritaire, se prononce pour le maintien de la représentation proportionnelle des tendances et refuse au Comité directeur une autorité importante sur les fédérations.

La troisième motion, c'est celle présentée par Blum, qu'on appelle « *motion d'unité socialiste* » ou des « *résistants* ». Elle s'oppose très sensiblement à la Révolution russe qui est caractérisée comme imposant non la dictature du prolétariat, mais celle d'un Parti non démocratique. Elle ne renie pas le socialisme de guerre et insiste sur le rôle central des réformes.

Au travers des interventions des délégués, lors de la première

partie du Congrès, les motivations du vote massif (70 % des mandats) pour la motion d'adhésion apparaissent clairement :

- la première motivation est l'opposition aux élus, surtout parlementaires, auxquels est souvent accolée la caractéristique de « bourgeois » — reflet de l'opposition sociale déjà perçue;
- la deuxième motivation, c'est l'hostilité au socialisme de guerre;
- le troisième motif d'adhésion, c'est la volonté de réorganisation du Parti, avec plus de discipline, une unité de direction, un contrôle des élus. On veut un parti efficace, structuré, discipliné;
- la quatrième motivation, c'est la volonté de rompre avec le réformisme, pour renouer avec l'action révolutionnaire, pour passer à l'action révolutionnaire. Mais là, il faut quand même souligner qu'il y a des différences assez sensibles : entre celui qui écrit dans un journal socialiste en décembre 1920 un article titré : « *Faites des réformes, mais faites-les en révolutionnaires* », c'est-à-dire qu'il assume une articulation des deux démarches, et celui qui écrit un article sur « *La vieille foutaise du réformisme révolutionnaire* », il existe pour le moins une marge!

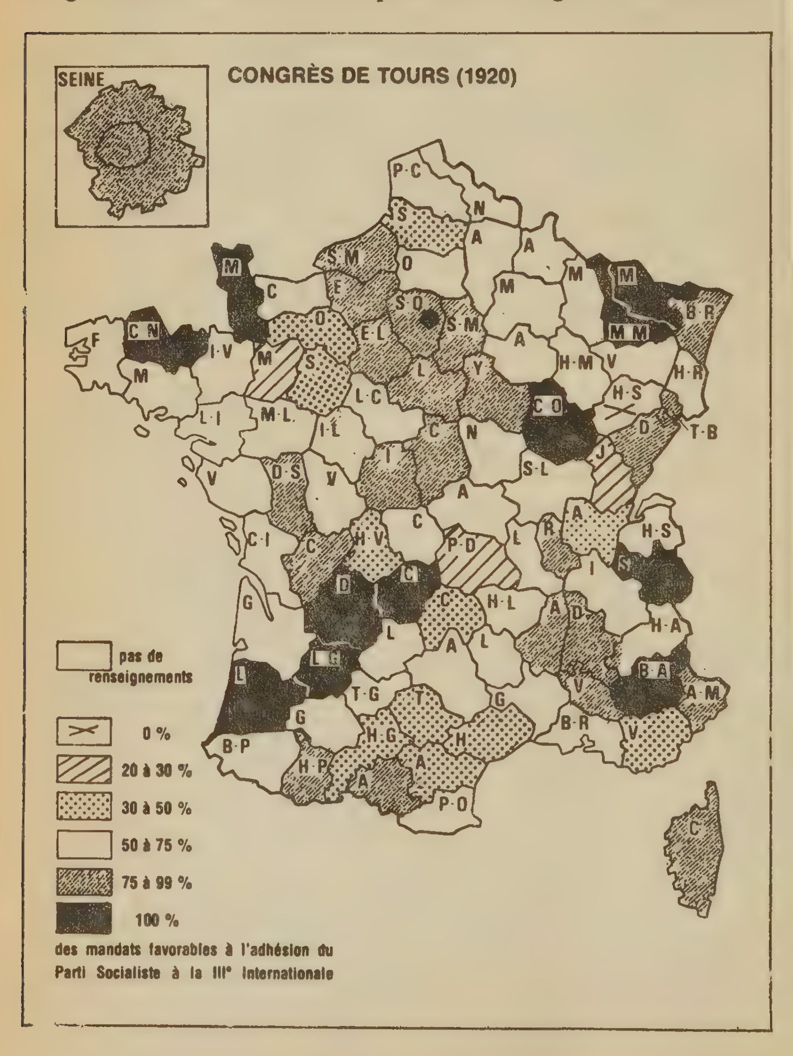
Autre motivation qui apparaît, c'est la Révolution russe : plus pour exprimer la volonté de la défendre que par accord avec un modèle.

Ce réseau de motivations peut bien sûr s'articuler; il reste que le plus souvent, seules une ou deux d'entre elles sont avancées. Ici interviennent, certainement, les vécus différenciés. L'ancien combattant, l'ouvrier, l'intellectuel ne vont pas de la même façon dans ce Parti communiste. Ce qui pose comme dernier problème : qui a choisi telle ou telle orientation?

La plupart des délégués affirment que ce sont les jeunes, les inexpérimentés, les ruraux qui ont choisi d'adhérer à la IIIe Internationale. Il y a peu d'études pour conforter ou non ces affirmations. Dans la Drôme, la réalité infirme l'affirmation du délégué. L'étude menée sur les délégués au Congrès de Tours conforte l'impression de la jeunesse des partisans de l'adhésion mais infirme nettement celle de sa composante rurale et peu ouvrière. Cependant, dans certains départements (la Saône-et-Loire, par exemple) des villes ouvrières votent moins pour l'adhésion. A ce sujet, je ferai *deux remarques en utilisant le concept d'hégémonie plus que l'étude sociologique*. Il existe, dans certaines villes, un socialisme ancien avec des sections importantes et souvent un grand nombre d'élus (maire, conseillers généraux, députés). Ceux-ci — le plus souvent opposés à l'adhésion —, disposent d'un poids, d'une influence qui leur permettent ainsi d'atténuer la force du courant favorable à l'adhésion. Au contraire, dans certaines sections rurales, on peut s'interroger sur le poids des militants ouvriers (bûcherons,

cheminots très souvent) dans des votes massifs pour la III[e] Internationale.

Enfin, il faut souligner qu'il n'y avait finalement qu'un seul enjeu lors du Congrès de Tours, car tout le monde savait que l'adhésion serait votée. La seule question, c'était celle de la ligne de brisure. La droite du Parti était décidée à partir, et les partisans de l'adhésion décidés à l'exclure. Mais la majorité des délégués était hostile à toute rupture avec Longuet et ses amis. Il



y a des fédérations, comme la Corrèze, qui donnent 100 % de leurs mandats à la IIIe Internationale. Mais cette adhésion, lors du Congrès fédéral, a été accompagnée d'une motion s'opposant à l'exclusion de Longuet!

C'est certainement en raison de ces hésitations que l'Internationale communiste a envoyé — et il était regrettable que le *Manuel d'histoire du Parti* de 1964 n'en ait pas parlé — le télégramme de Zinoviev qui avait un ton très brutal, traitant Longuet d' « *agent déterminé de l'influence de la bourgeoisie* ».

Pour conclure, je crois que l'adhésion à la IIIe Internationale, la naissance du Parti communiste, c'est le résultat d'un vaste élan qui n'est pas dissociable, comme je crois l'avoir montré, du mouvement de la société française, qu'on ne peut pas réduire à un accident, mais qui est en même temps un phénomène conjoncturel, comme c'est normal dans l'histoire, et qu'ainsi, il ne saurait être perçu ultérieurement comme une donnée intangible et indépendante de l'évolution sociale et économique.

2

Le « tournant » des années trente

Danielle Tartakowsky

CHRONOLOGIE
1921-JUIN 1934

1921

22 juin-12 juillet : IIIe Congrès de l'Internationale communiste.
26-31 décembre : Ier Congrès du P.C.F. à Marseille.
28 décembre : Le C.E. de l'Internationale adopte les « thèses sur le front unique ».

1922

janvier : Scission syndicale C.G.T.-C.G.T.U.
15-19 octobre : IIe Congrès du P.C.F. à Paris.
4 novembre-5 décembre : IVe Congrès de l'Internationale communiste.

1923

1er janvier : Frossard démissionne du secrétariat général du Parti
janvier : Occupation de la Ruhr par l'armée française.
— Conférence nationale de Boulogne. Secrétariat P.C.F. : Sellier-Treint.

1924

21 janvier : mort de Lénine.
janvier : IIIe Congrès du P.C.F. à Lyon : Bureau politique : Sellier, Cremet, Tommasi, Marrane, Cachin, Rosmer, Souvarine.
mai : Elections législatives. P.C.F. : 875 812 voix. 26 sièges.
17 juin-8 juillet : Ve Congrès de l'Internationale communiste. « Congrès de la bolchevisation ». Le B.P. du P.C.F. est remanié : Semard devient secrétaire général.

1925

janvier : IVe Congrès du P.C.F. à Clichy.

1926

juin : Ve Congrès du P.C.F. à Lille. Treint, Suzanne Girault éliminés de la direction du Parti.
octobre : Publication dans *l'Humanité* de la résolution sur la question russe.

1927

novembre : Le C.C. du P.C.F. approuve les mesures prises contre Trotski et Zinoviev. Adoption de la tactique « Classe contre classe ».

1928

avril : Elections législatives : 1er tour : P.C.F., 1 063 943 voix, 14 députés.
17 juillet-2 septembre : VIe Congrès de l'Internationale communiste : dénonciation du « social-fascisme », définition d'une troisième période dans le rapport des forces mondiales : celle du développement d'une nouvelle phase de l'édification capitaliste avec danger de guerre.

1929

mars : VIe Congrès du P.C.F. à Saint-Denis : Bureau politique : Barbé, Cachin, Célor, Ferrat, Frachon, Doriot, Lozeray, Marty, Monmousseau, Semard, Thorez.

juillet : X[e] Plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste. Réorientation partielle de la ligne du VI[e] Congrès.

1930

mars : Conférence nationale du P.C.F.
juillet : Réunion du Comité central du P.C.F. qui décide d'entreprendre la « lutte sur les deux fronts ».

1931

février-mars : Conférence nationale du P.C.F. consacrée avant tout à la question syndicale.
avril : XI[e] Plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste : examen de la question française.
juin : Arrivée en France d'une délégation de l'Internationale communiste.
août : Elimination de Barbé et Célor de la direction du Parti. Nouveau secrétariat : Thorez, Frachon, Cachin.

1932

mars : VII[e] Congrès du P.C.F. à Paris.
mai : Elections législatives. 1[er] tour : 796 630 voix. 12 députés.
août : Congrès international contre la guerre impérialiste à Amsterdam.
septembre : XII[e] Plénum du Comité exécutif de la III[e] Internationale : Reconnaissance de la fin de la stabilisation relative du capitalisme.
décembre : Fondation de l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires (A.E.A.R.).

1933

décembre : XIII[e] Plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste.

1934

février : 6 février : manifestation des ligues. 9 février . manifestation du P.C.F. 12 février : Grève générale organisée par la C.G.T. Le P.C.F. participe aux manifestations.
mars : Comité central du P.C.F. : Question Doriot.
juin : Conférence nationale du P.C.F. à Ivry.

Le « tournant » des années trente *

APRÈS DIX ANNÉES D'EXISTENCE

La scission de Tours fut, on le sait une scission majoritaire. Le Parti communiste S.F.I.C. (Section française de l'Internationale communiste) compte au lendemain de son congrès fondateur 190 000 adhérents, quand la « vieille maison » n'en regroupe plus que 50 000.

Un échec?

La tendance, pourtant, dès 1923, s'inverse en faveur d'une double hémorragie qui débute à peine le parti créé.

Une double hémorragie

Une hémorragie des effectifs tout d'abord. La S.F.I.O., qui se restructure à partir des élus qui lui sont majoritairement

* Voir les notes du texte de D. Tartakowsky en p. 565.

demeurés fidèles, de ses organes de presse également, atteint, en 1924, 72 000 adhérents; la S.F.I.C., qui paraît inexorablement se vider de sa substance, ne compte plus guère, quant à elle, que 57 000 membres à la même date; comme en atteste la courbe ci-après, les écarts vont aller se creusant.

Effectifs socialistes et communistes de 1920 à 1937 *



* Source : Annie Kriegel, *Le Pain et les roses*, P.U.F. 1968, p. 203.

Cette hémorragie des effectifs s'accompagne d'une hémorragie des cadres qui abandonnent le parti, s'excluent d'eux-mêmes, sont exclus ou se mettent en marge. Dès la Conférence nationale de Boulogne, qui se réunit en janvier 1923 pour revenir sur les décisions du Congrès de Paris [1], il ne reste plus dans le comité directeur du Parti que 9 des 24 membres élus à Tours. La date d'entrée dans les instances dirigeantes nationales du Parti des membres des comités centraux élus par les Congrès de Clichy (17-21 janvier 1925), puis de Lille (20-26 juin 1926) témoigne

d'une même propension à renouveler les cadres dans d'importantes proportions.

DATE D'ENTRÉE DANS LES INSTANCES DIRIGEANTES DU PARTI DES MEMBRES DES COMITÉS CENTRAUX ÉLUS PAR LES CONGRÈS DE CLICHY ET DE LILLE

	Congrès de Clichy	Congrès de Lille
1920 (Tours)	4	5
1921 (Marseille)	1	1
1922 (Paris)	3	3
1923 (Conférence nationale de Boulogne)	2	2
1924 (Lyon)	8	8
1925 (Clichy)	24	11
1926 (Lille)	—	47
TOTAL	42	77

Une double hémorragie donc, dont on tire fréquemment argument pour affirmer que le parti né à Tours fut bien une « greffe artificielle », une donnée conjoncturelle incapable de survivre à la prospérité des années vingt, un greffon d'autant moins susceptible de donner des fruits que l'Internationale communiste multiplie tout au long de ces années ses « diktats », décourageant progressivement les volontés les meilleures. Ces indéniables phénomènes sont imputés aux interventions réitérées de l'Internationale communiste afférant aux questions du Front unique, de la « bolchevisation » des partis et de la tactique « classe contre classe ».

Des interventions réitérées de l'Internationale communiste

Lorsque se réunit en mars 1921 le IIIe Congrès de l'Internationale communiste, l'espoir d'une révolution imminente s'est éteint. La Russie soviétique s'engage dans la N.E.P. (Nouvelle politique économique), le capitalisme se « stabilise » et la stabilisation laisse en place de puissantes organisations réformistes avec lesquelles le mouvement révolutionnaire devra compter. Parce que l'ampleur de la crise ouverte en 1917 n'a pas été telle que s'achève le processus de gestation des partis de type nouveau, les sections de l'Internationale communiste tendent à

retomber dans les ornières du passé; l'éloignement des perspectives révolutionnaires accentue les tendances à la décomposition des organisations nées de l'offensive. Dans les conditions nouvelles créées par le passage de la « guerre de mouvement » qui favorisait la convergence des luttes à la « guerre de position » qui ne peut que conforter les masses (et les partis encore en gestation) dans leurs pratiques de luttes traditionnelles et spontanées, l'Internationale communiste devient le seul pôle unifiant capable de diriger les luttes sans solution de continuité. Se définissant comme un « parti mondial » régi à l'échelle internationale par les principes du centralisme démocratique, elle est conduite à jouer, durant toutes les années vingt pour le moins, un incontestable rôle dirigeant sur l'ensemble de ses actions.

Il n'est dès lors pas rare que les décisions de ses congrès et plénums reviennent sur les décisions adoptées par les congrès de ses sections ou les anticipent. Ce qui ne va pas sans provoquer le désarroi de leurs cadres et de leurs adhérents.

C'est d'abord le cas dans la question du Front unique (1921-1922). La centralisation accrue dont le IIIe Congrès de l'Internationale communiste s'est donné les moyens se veut la condition de cet indispensable corollaire qu'est la conquête des masses. Une conquête des masses qui, dans les conditions nouvelles de la lutte révolutionnaire, ne peut être que le fruit d'une politique de Front unique menée avec les organisations réformistes, syndicales et socialistes.

Ces thèses sur le Front unique sont énoncées en décembre 1921, trop tardivement pour que le Congrès de Marseille ait la possibilité d'en débattre. Elles sont majoritairement rejetées par le comité directeur de la S.F.I.C. qui tend à confondre les notions d'unité organique et d'unité d'action et, dans la confusion qui s'ensuit, ne peuvent faire l'objet d'une véritable discussion lors du Congrès de Paris (1922).

Que les conditions objectives d'une véritable mise en œuvre du Front unique ne soient pas créées dans un pays marqué par la stabilité relative de sa formation sociale et les illusions qu'entretient la bourgeoisie quant à la possibilité d'un « retour à la normale », la chose est sûre. Il n'en demeure pas moins que la crise qui oppose entre elles les différentes tendances qui se survivent au sein de la S.F.I.C. et la S.F.I.C. tout entière à l'Internationale communiste témoigne de ce que le parti français n'est encore que bien formellement ce qu'il prétend être. Ce d'autant plus qu'il n'engage alors pas la moindre lutte, se gardant en particulier de toute intervention sur le terrain des grèves.

Une situation qui conduit l'Internationale à se pencher, lors de

son IVᵉ Congrès qui se tient en novembre 1922 sur « la question française ». La résolution qu'elle adopte alors affirme la nécessité de combattre et d'abattre « l'esprit petit-bourgeois » qui règne encore en maître sur la S.F.I.C. Elle décide, pour y parvenir, de porter le fer contre les intellectuels qualifiés par elle de « carriéristes » et qui exercent encore sur le parti un véritable rôle dirigeant. Elle rappelle pour ce faire l'absolue nécessité de subordonner la presse communiste au contrôle du comité directeur, décide d'exclure les communistes qui ne quitteraient pas la franc-maçonnerie ou la Ligue des droits de l'Homme et pose en outre comme principe que 9/10ᵉ des candidats présentés par le Parti lors des prochaines élections devront être ouvriers ou paysans.

Ces décisions que ratifie la Conférence nationale du Parti réunie à Boulogne en janvier 1923 entraînent le départ de Frossard de la direction du Parti, puis du Parti lui-même, et cette défection en produit de nouvelles. Après un délai plus ou moins long, ces transfuges de la première heure rejoignent pour la plupart la S.F.I.O.

La politique de « bolchevisation »[2] provoque une nouvelle vague de départs. Cette politique dont le principe est adopté par l'Internationale communiste en janvier 1924 tend à réorganiser les partis sur la base de cellules d'usines qui deviendront « le centre de gravité du travail politique et d'organisation ». Dans la conjoncture de 1924, marquée par la mort de Lénine, la crise ouverte par elle dans le parti russe et au-delà dans l'Internationale communiste, cet objectif s'imbrique toutefois profondément avec un second objectif, initialement distinct et qui consiste à épurer les partis des éléments suspects de soutenir Trotski dans le conflit qui l'oppose à Staline, Zinoviev et Kamenev. Faisant de l'accord avec la décision de « bolcheviser » la pierre de touche d'un soutien aux positions de la troïka désormais triomphante, analysant au contraire toute opposition ou réticence à la réorganisation sur la base des cellules d'usines comme l'irréfutable indice d'une déviation « trotskiste », l'Internationale communiste utilise la bolchevisation pour régler, par des épurations, les conflits jusqu'alors latents dans ses principales sections.

Les épurations tant de droite que de gauche qui se produisent au nom d'une orthodoxie que définissent alors les *Principes du léninisme* de Staline, la décision, plus fondamentalement, de mener désormais la politique sur le terrain principal de l'exploitation, celui de l'usine, en rupture avec la double tradition social-démocrate et syndicaliste révolutionnaire, provoquent oppositions, exclusions ou départs. Souvarine est exclu pour son effectif soutien aux positions de Trotski; des cadres issus du syndica-

lisme révolutionnaire tels Monatte ou Rosmer, des dirigeants socialistes de la première heure tels Loriot ou Dunois, des intellectuels ralliés désertent tour à tour le Parti par incompréhension profonde du processus en cours. Ils rejoignent qui la S.F.I.O., qui les courants syndicalistes-révolutionnaires encore à l'œuvre, quoique défaits, dans le mouvement syndical, qui des organisations « trotskistes » de faible audience.

Là n'est pas la cause principale de l'hémorragie des effectifs. Par désir de se démarquer du passé en renforçant les éléments prolétariens tant au sein du Parti qu'en celui de sa direction, on en vient à négliger voire à rejeter tous ceux qui n'appartiennent pas à la classe ouvrière. Ainsi, initialement, n'envisage-t-on pas de créer, au côté des cellules d'usines, des cellules de rues, les adhérents du Parti communiste ne travaillant pas dans les (grandes) entreprises devant être purement et simplement « rattachés » à la cellule d'usine la plus proche, c'est-à-dire bien trop souvent la moins lointaine. La réintroduction, en 1926, de « cellules de rues » (qui, en pratique, n'ont pas disparu durant les deux années précédentes) ne met pas un terme aux difficultés.

Du fait des choix politiques qui privilégient l'entreprise jusqu'à l'exclusive, d'une trame d'organisations par trop lâche, le Parti communiste laisse à l'écart de nombreux « isolés », non salariés, ouvriers des petites entreprises, habitants des communes rurales, et bien souvent les perd.

La composition des adhésions reçues en 1926 par le « centre » témoigne de la véritable transfusion qui s'opère alors : le Parti communiste gagne effectivement des adhérents dans la classe ouvrière mais laisse à l'écart d'importants secteurs du monde du travail — pour ne parler que de lui.

La tactique « classe contre classe » constitue la troisième de ces interventions qui rythment au long des années vingt la vie de la S.F.I.C. Son principe, énoncé en novembre 1927, définit quelle doit être la tactique électorale du parti lors des prochaines élections législatives. Elle préconise le maintien des candidats communistes au second tour, l'envoi immédiat de propositions au Parti socialiste pour former avec lui un « Bloc ouvrier et paysan » en vue du maintien, contre tous les candidats bourgeois, du socialiste et du communiste, le désistement mutuel des deux partis étant conditionné par l'acceptation d'un programme commun.

Ce mot d'ordre, qui relève davantage d'une certaine « gymnastique révolutionnaire » que d'un désir (qui serait alors du reste totalement irréaliste) d'aboutir à un accord, vise à la fois à démontrer aux « ouvriers » socialistes que leurs « chefs » les trompent et à transformer le Parti communiste en transformant

EFFECTIFS DU P.C.F., 1927-1930

Régions	EFFECTIFS			CELLULES						
	1927	1929	1930	1927	1929	1930	usines	travail-leurs à statut	rues	locales
Parisienne	14 500	8 500	6 500	795	550	535	(non compris l'Oise et la Marne)			
Nord	7 500	5 500	4 000	358	290	253				148
Lyonnaise	4 350	3 600	2 800	247	202					
Centre	3 138	3 010	2 100	184	175	165	17	7	8	127
Limousine	2 042	2 187	1 950	149	178	127	2	6	7	112
Marseillaise	3 450	2 000	2 000	204	210	139	14	14	32	80
Alsace-Lorraine	3 266	1 996	1 783	138	101	104	10	18		76
Languedoc	2 400	1 974	2 000	185	175	163	24	12	10	117
Basse-Seine	1 260	1 086	700	166	62					
Alpes	1 200	977	825	80	69	63	8	5	3	46
Troyenne	1 917	903	1 000	120	122	82	6		18	58
Charentaise	844	800	467	170	60	45		5		40
Centre-Est	650	750	480	48	40	47	8			47
Bordelaise	1 548	700	813	114	32	80	3	5	38	34
Pyrénées	500	700		29	25					39
Orléanaise	818	650		78	43	46	7	8	6	32
Tourangelle	1 014	503	550	68	54	48	2			
Garonne	650	500	570	54	40	63	5	3	6	49
Algérie	600	500		25	20					
Auvergne	431	394	120	28	24	19	2	1		16
Nord-Est	1 486	330	400	116	50	32	1			31
Est	1 514	326	450	83	30	38	12	2	2	22
Atlantique	776	150		56	16					
Bretonne	776	261			17	25				
Normande	156	150		15	14					
	56 010	*38 247*		*3 308*	*2 599*					

COMPOSITION SOCIALE DES ADHÉSIONS REÇUES AU CENTRE A LA DATE DU 10 OCTOBRE 1926*

I. PROFESSIONS

Désignation	*Paris*	*Province*	*Totaux*
Métallurgistes	195	52	247
Bâtiment	140	35	175
Electriciens	20	5	25
Textile	16	12	28
Mineurs		1	1
Bois	39	11	50
Livre	24	2	26
Alimentation	51	19	70
Cuirs et peaux	20	2	22
Chauffeurs	53	18	71
Manœuvres-Journaliers	50	17	67
Transports	13	10	23
Services publics	26	14	40
P.T.T.	9	6	15
Enseignement	2	5	7
Employés	115	27	140
Artisants-commerçants	34	24	58
Professions libérales	6	10	16
Cultivateurs	1	19	20
Ménagères	10	3	13
Divers	78	41	119
TOTAUX	900	333	1 233
Dont femmes :	60	12	72

II. CATÉGORIES

	Paris (%)	*Province* (%)	*Totaux* (%)
Ouvriers	608 – 67,5	174 – 52,5	782 – 63,5
Employés :			
Etat	—	—	—
Villes	50 – 5,5	35 – 10,4	85 – 6,9
Transports	—	—	—
Employés	113 – 12,5	27 – 8,1	140 – 11,3
Classes moyennes	40 – 4,5	34 – 10	74 – 6
Cultivateurs	1	19 – 6	20 – 1,6
Divers	88 – 10	44 – 13	132 – 10,7
TOTAUX	900 – 100	333 – 100	1 233 – 100
Dont femmes :	60 – 6,7	12 – 3,6	72 – 5,8

* *Source :* Archives de l'Institut du marxisme-léninisme de Moscou. Microfilm de l'Institut M. Thorez, cote 6.

sa pratique. Comme ce fut déjà le cas pour la bolchevisation, il est également le moyen de « démasquer » ceux qu'on accuse de s'être alignés sur les positions « zinoviévo-trotskistes » que combat Staline alors appuyé par Boukharine, le critère qui permet de les éliminer.

Cette tactique, qui a pour premier effet d'accentuer l'effacement du Parti communiste sur le terrain parlementaire, quand le gouvernement en revient précisément au scrutin d'arrondissement pour mieux l'éliminer, provoque de nouvelles oppositions, de nouvelles exclusions, de nouveaux départs.

L'Internationale communiste théorise alors même l'entrée dans ce qu'elle nomme « la troisième période » (en ce qu'elle succède à la crise révolutionnaire de 1919-1920 puis à la stabilisation); une troisième période marquée par l'exacerbation des contradictions qui ne sauraient avoir d'autre issue que la guerre engagée par les puissances impérialistes contre l'Union soviétique; une analyse qui la conduit à faire des dangers de guerre contre cet Etat « la question la plus brûlante » du mouvement communiste, à lui subordonner l'activité de ses sections, à privilégier dès lors la lutte « anti » (c'est-à-dire au sein de l'armée) au détriment de toute autre. Cette lutte, par définition clandestine et qui expose ceux qui la mènent à une brutale répression, accentue encore les défections.

En résumé donc, dix années d'échecs dont l'Internationale communiste serait responsable. Dix années qui réduiraient le Parti communiste à l'état de « secte » et prouveraient à posteriori « l'erreur » de Tours.

Si la chute des effectifs n'est pas plus niable que ne le sont les crises de cadres successives qui rythment alors l'histoire du Parti communiste, la notion « d'échec » nous paraît pourtant devoir être pour le moins fortement nuancée.

D'irréversibles acquis

Une pratique nouvelle de la politique

L'impérialisme français est sorti victorieux de la guerre. Parce que la révolution russe lui a fait perdre le principal de ses champs d'investissements de capitaux, que la suprématie de l'impérialisme américain est une donnée nouvelle avec laquelle il lui faut désormais compter, il n'en doit pas moins s'engager dans la voie de restructurations profondes. Des restructurations dont le rapport des forces politiques et en particulier le poids des classes moyennes lui rendent la mise en œuvre difficile.

Pour affronter les conditions nouvelles de la concurrence

impérialiste, il espère un temps pouvoir se soumettre l'impérialisme allemand (occupation de la Ruhr par l'armée française) puis, cet espoir étant déçu, s'oriente vers d'autres voies : une meilleure rentabilisation de l'Europe coloniale obtenue en passant progressivement « de la colonisation à l'impérialisme » (R. Galissot); un renforcement des conditions d'exploitation lui permettant, en métropole, une augmentation sensible des profits. Des choix qui le conduisent à se poser en gendarme de l'ordre colonial (guerre du Maroc et de Syrie) et, en France, à accroître la concentration industrielle et la rationalisation de la production. Des choix qui, sur un fond de stabilité, provoquent des résistances à la faveur desquelles la S.F.I.C., échappant à ses difficultés internes, s'affirme et se transforme.

Les traditions syndicalistes-révolutionnaires sévissant encore, elle abandonne tout d'abord au mouvement syndical le monopole de toute intervention sur le terrain des grèves (dont le nombre est alors du reste limité) et fait ses premières armes dans la lutte contre l'impérialisme. Elle tente de développer parmi les troupes des mouvements de fraternisation, intervient sous des formes souvent provocantes au Parlement, organise un comité d'action contre l'occupation de la Ruhr qui réunit, à la S.F.I.C. et à son initiative, l'A.R.A.C. la C.G.T.U., l'Union anarchiste et peut être considéré comme une première tentative (aux effets limités) de front unique. Elle est encore, en octobre 1925, à l'initiative d'une grève générale qui, pour n'avoir qu'une ampleur tout aussi limitée, n'en constitue pas moins la première grève politique anti-impérialiste qu'ait jamais menée le mouvement ouvrier français.

Ses premières cellules d'usines lui permettent de rompre avec une tradition de lutte qui conduisait à cantonner la politique dans les seuls lieux que la bourgeoisie désignait comme tels. Si leur pratique est souvent syndicale avant tout, du moins contribue-t-elle à lutter contre la rationalisation, favorisant à plus long terme la reconquête (ou conquête) par le courant révolutionnaire du terrain syndical, alors dominé par les réformistes [3].

La S.F.I.C. engage donc durant ces années mêmes où ses effectifs chutent des luttes en rupture avec ce que fut la pratique du socialisme français. Un socialisme qui remettait en cause les excès de la colonisation, sa violence mais non son bien-fondé; qui, au nom de la non-ingérence sur le terrain syndical, s'interdisait toute intervention dans les luttes ouvrières; qui laissait de ce fait à découvert les lieux où précisément s'opérait la reproduction du capital qu'il prétendait combattre.

Si le nouveau parti ne peut prétendre couvrir l'ensemble des

fronts, du moins intervient-il sur ceux qui, dans les conditions nouvelles de la concurrence impérialiste, ont, pour l'impérialisme français, valeur stratégique. La bourgeoisie en a conscience qui exerce à son encontre une farouche répression, alors qu'elle avait pu, avant-guerre (et ce du moins depuis la Commune) se dispenser d'utiliser la force contre les organisations *politiques* de la classe ouvrière.

Cette répression qui frappe les militants ouvriers, les conscrits communistes et n'épargne ni les élus ni la direction du Parti contribue du reste à expliquer *aussi*, on l'oublie trop souvent, la chute des effectifs.

Des cadres d'un type nouveau

Si les interventions de l'Internationale communiste peuvent en 1922 effectivement amoindrir l'influence des cadres sociaux-démocrates dans le Parti, elles ne sauraient suffire à le doter de ces cadres de type nouveau qui lui font alors défaut.

Il faut, pour que ceux-ci surgissent, que s'engagent les luttes dont nous venons de faire état.

Parce que la lutte contre l'occupation de la Ruhr réunit en un combat commun les militants de la C.G.T.U., de la Jeunesse communiste et de la S.F.I.C., l'image de marque du Parti se transforme. Militants syndicaux et jeunes communistes le voient se conduire, en pratique, comme un parti de type différent et rejoignent ses rangs. Des cadres issus de la jeunesse communiste et de la C.G.T.U. sont alors même cooptés à la direction du Parti. En l'absence de luttes susceptibles d'homogénéiser leurs pratiques diverses, ils ne font toutefois que cohabiter ensemble dans cette direction; ce en dépit de la politique de « bolchevisation » qui, à défaut d'unifier leur pratique, prétend du moins unifier leur idéologie.

Cette même politique de « bolchevisation » permet toutefois l'émergence de nouveaux cadres, plus nombreux, militants ouvriers et organisateurs des luttes de la classe ouvrière sur le lieu de l'entreprise. Ces cadres qui se forment au travers d'une pratique nouvelle de la politique constituent le vivier dans lequel les premières écoles centrales du parti, qui se mettent alors en place, puisent leurs élèves. Ils retournent ensuite à l'entreprise où ils deviennent (ou redeviennent) le plus souvent des cadres syndicaux.

La direction nationale du Parti communiste devient alors également plus ouvrière. En juillet 1924, Pierre Semard remplace Henri Sellier à la tête de la S.F.I.C. Mutation significative qui

fait passer la direction du parti d'un cadre issu de la S.F.I.O. à un autre issu du mouvement syndical.

Une audience de masse

Eu égard aux luttes qu'il engage, à la pratique qu'il déploie dans des organismes dont il a conservé ou acquis la direction (municipalités, coopératives...) le Parti communiste bénéficie enfin, durant ces mêmes années vingt, d'une audience beaucoup plus large que ne le laisse penser la seule courbe de ses effectifs.

Il la doit à des organisations et moyens d'expression de diverses natures.

L'Humanité, tout d'abord. La S.F.I.C. est en effet le seul des grands partis communistes occidentaux à avoir conservé, au-delà de la scission, le vieux quotidien socialiste. Et l'effet n'en est pas négligeable. On *continue,* en effet, à lire *l'Humanité* qui devient, pour le Parti communiste, le moyen de matérialiser son audience. Quand en 1929 celui-ci ne compte plus guère que 38 000 membres, le tirage de *l'Humanité* oscille entre 190 000 et 200 000 exemplaires.

Il faut encore et surtout prendre en compte des organisations qu'on nommerait aujourd'hui organisations de masse mais, qui, compte tenu des spécificités du combat de classes des années vingt, doivent être plutôt considérées comme les parties intégrantes d'un parti révolutionnaire encore en gestation. C'est le cas de l'A.R.A.C., ce mouvement d'anciens combattants, créé par Barbusse, de la Jeunesse communiste dont l'adhésion à l'Internationale a précédé celle du Parti, qui regroupe les communistes jeunes — c'est-à-dire pour beaucoup les communistes en âge de servir à l'armée — et qui dès lors effectue durant les années vingt la réalité du travail « anti ». C'est surtout le cas de la C.G.T.U. Son importance particulière mérite qu'on lui consacre ici un plus long développement.

L'échec des grèves de 1920 ayant accéléré le processus de scission également engagé dans le mouvement syndical depuis 1918, les majoritaires, réformistes partisans d'une intégration du syndicat « dans les affaires de la Nation » et hostiles à l'expérience soviétique, excluent par fournées les militants et organisations minoritaires[4]. Bien qu'en progression, ces derniers ne parviennent pas à opposer à la direction confédérale un front uni : à mesure que se dissipent les confusions entre soviets et syndicats, régime bolchevik et Etat syndicaliste, l'adhésion directe de la C.G.T. à l'Internationale communiste devient inconcevable. Pour rallier les syndicalistes révolutionnaires, cette dernière décide alors la création d'une Internationale syndicale

rouge dont les statuts prévoient qu'elle entretiendra une liaison organique avec l'Internationale communiste. Les majoritaires s'indignent; les minoritaires se divisent. Seuls quelques « communistes internationalistes », dont Rosmer, sont prêts à accepter ce que refusent « anarchistes », « syndicalistes purs » et « syndicalistes communistes » (parmi ces derniers Monatte, Monmousseau et Semard qui ne sont pas, alors, membres du Parti communiste).

Avancé de septembre à juin 1921, dans un contexte défavorable aux minoritaires, le Congrès confédéral de Lille ne donne à la tendance majoritaire de Jouhaux qu'une courte victoire dont elle se saisit toutefois pour confirmer les exclusions massives. Les minoritaires répondent par la réunion d'un congrès qui exige, en décembre 1921, la convocation d'un congrès extraordinaire de la C.G.T. En réponse, la commission administrative de la C.G.T. consacre la scission.

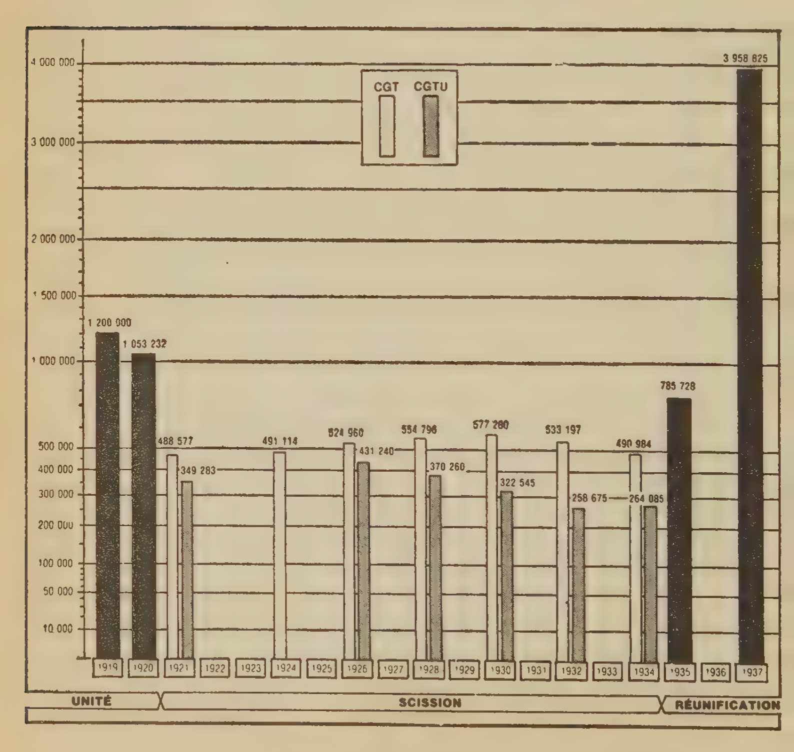
Les exclus fondent alors une nouvelle confédération : la C.G.T.U., au sein de laquelle s'affrontent, durant toute l'année 1922, partisans et adversaires d'une adhésion à l'Internationale syndicale rouge. Cette dernière ayant renoncé à l'article litigieux imposant la liaison organique entre syndicat et parti, le Congrès de Bourges consacre la défaite des éléments libertaires dont triomphe une alliance des syndicalistes-communistes et des communistes internationalistes et décide en conséquence de son adhésion à l'Internationale syndicale rouge.

Qu'on se garde des anachronismes. Les rapports qu'entretiennent à partir de cette date C.G.T.U. et S.F.I.C. ne se peuvent comprendre sans référence aux tâches qui sont *alors* celles du mouvement révolutionnaire. La France vit à l'heure de la « prospérité » et la C.G.T. réformiste, majoritaire, se laisse séduire à ces mirages; elle soutient la rationalisation et avance plus résolument dans la voie d'une étroite collaboration avec l'Etat. Pour lui disputer le terrain, il faut un parti de type nouveau et un syndicat de classe et de masse, l'un et l'autre *à construire*, et qui ne peuvent se construire que *l'un par l'autre*. (Notons du reste que la C.G.T. entretient de son côté, alors même, des liens sans cesse plus étroits avec la S.F.I.O.) Entre l'organisation politique qu'est la S.F.I.C. et l'organisation syndicale qu'est la C.G.T.U. existent dès lors de nombreuses passerelles et des distinctions qui, sur le plan de l'entreprise, sont quelquefois difficiles à mettre à jour [5].

La C.G.T.U. se renforce précisément (voir courbe p. 46) quand la réorganisation sur la base des cellules d'usine bat son plein. Les cellules nouvellement créées contribuent souvent à construire ou à reconstruire la section syndicale, également victime de la répression, et leur travail profite le plus souvent, en dernière

analyse, d'abord et avant tout au syndicat. On ne saurait comprendre sans référence à leur action la progressive reconquête de la classe ouvrière par le courant révolutionnaire (elle ne sera toutefois visible qu'ultérieurement). La période « classe contre classe », qui éloigne au contraire les militants de l'entreprise, se traduit, également sur le plan syndical, par une chute des effectifs.

A ces organisations qui, telles l'A.R.A.C., la J.C., la C.G.T.U., pratiquent alors une manière de partage des tâches, s'ajoutent enfin des mouvements qui relèvent quant à eux de l'organisation de masse dans l'acception qu'on en donne aujourd'hui : ainsi le Secours rouge, les Amis de l'U.R.S.S., diverses associations culturelles et sportives, etc. Ils contribuent, chacun à leur manière, à asseoir, sur le terrain qui leur est propre, l'audience du Parti communiste.



Ajoutons enfin que le Parti communiste ne cherche pas *principalement*, durant les années vingt, à recruter. Se donnant pour un parti de cadres, une avant-garde dirigeante, il tend à canaliser ceux qui se rapprochent de lui vers ces organisations de toute nature dont il prétend coordonner l'action. Qu'elles aient alors des effectifs également déclinants n'enlève rien au fait qu'elles matérialisent les contours d'une influence de masse plus grande que le seul chiffre des adhérents du Parti le laisserait penser. Le mouvement des C.D.H. (Comités de défense de *l'Humanité*), qui naît en août 1929 pour défendre *l'Humanité* menacée d'asphyxie financière par les attaques gouvernementales contre la Banque ouvrière et paysanne qui finance le quotidien communiste, atteste du reste de la capacité des masses à se mobiliser pour défendre le Parti communiste quand le gouvernement croit aisément l'acculer.

Si le repli des années vingt ne doit pas masquer les mutations profondes qui s'engagent et contribuent, à long terme, à modifier la physionomie des luttes de classes en France, il n'en est pourtant pas moins révélateur d'un certain nombre de limites inhérentes à la pratique qui est alors celle du Parti communiste français.

Des limites

Ces limites tiennent d'abord à ce qu'un parti ne saurait se satisfaire, quelles que soient les justifications, voire la théorisation qu'on en puisse fournir, d'une telle chute de ses effectifs. Il est des seuils en deçà desquels il risquerait de lui devenir difficile d'assurer encore une effective liaison avec les masses.

Elles tiennent ensuite aux caractères des luttes qu'engage alors le Parti communiste et dans lesquelles il se constitue. La pratique prioritairement syndicale (on pourrait aussi dire ponctuelle) qui est alors la sienne le conduit à occulter la spécificité du politique.

Parce que l'Etat, c'est sa fonction, avance masqué, le Parti communiste ne s'en prend alors qu'à ses *effets* les plus manifestes que sont les appareils répressifs ou la politique gouvernementale. Rien ne lui permet d'appréhender concrètement les modes complexes de son organisation, les formes de l'hégémonie bourgeoise.

La question des alliances lui est, de la même manière, et pour les mêmes raisons, un point aveugle : la lutte à l'usine (et non pas l'entreprise dont la structure sociale est aujourd'hui plus complexe) où la classe ouvrière est seule face au patronat que secondent contremaîtres et « chronos » le conduit en effet à

réduire la formation française aux deux seules classes antagonistes du mode de production capitaliste, négligeant la question, pourtant plus décisive encore en France qu'ailleurs, des classes moyennes.

Que l'on passe de la pratique des luttes quotidiennes à la théorie, et ces mêmes insuffisances se font sentir. Le Parti ne voit en l'Etat qu'un simple « instrument » de la classe dominante à laquelle il l'assimile (il suffit donc, pour espérer abattre le pouvoir de la bourgeoisie, de la combattre à l'usine); il analyse dans cette même perspective les classes moyennes comme destinées à disparaître et n'ayant dès lors d'autre issue que de choisir leur camp. (Le mot d'ordre n'est-il pas, du reste, « classe contre classe »?)

Autant d'indices d'un économisme fondamental renvoyant tout à la fois à la pratique du Parti communiste et au vieux fond théorique guesdiste. Ils expliquent, dans leur articulation, la facilité avec laquelle les lectures staliniennes de Lénine et de Marx qui prévalent alors dans l'Internationale communiste s'implantent dans le mouvement ouvrier français. Il y a en effet, à la fin des années vingt, une incontestable adéquation entre l'héritage théorique du guesdisme, la pratique des luttes de classes en France et les conceptions staliniennes du marxisme.

Les luttes qu'engage alors le Parti communiste lui permettent d'affirmer son caractère de classe dans un pays où la bourgeoisie dirige à l'hégémonie plus qu'elle ne domine, où l'autonomie relative des classes moyennes est une incontournable donnée de la lutte politique; mais elles ne sauraient pour autant suffire à poser — concrètement — la question du pouvoir. Comment, du reste, le pourraient-elles dans un pays alors caractérisé par la stabilité de sa formation sociale? Si le Parti raisonne aussi facilement en terme de modèles, n'est-ce pas précisément parce que les conditions objectives d'une réflexion concrète sur la question du pouvoir ne sont pas créées?

LE TOURNANT DU P.C.F.; JUILLET 1929-AOÛT 1931

Du Xe Plénum (juillet 1929) au Comité central de juillet 1930

Lors de son Xe Plénum qui se tient en juillet 1929, l'Internationale communiste revient sur les thèses de son VIe Congrès qui subordonnaient l'issue de la bataille de classes au combat planétaire où s'affrontaient « deux mondes ».

Parce que ce plénum n'est qu'un des épisodes de la lutte alors engagée par Staline contre Boukharine, on fait endosser à ce dernier les « erreurs » du VI[e] Congrès : la sous-estimation jusqu'alors faite, dans l'analyse de la crise, des contradictions entre puissances impérialistes, des contradictions internes à chacune de ces puissances. On met à ce point l'accent sur ces dernières qu'on en vient, par un désir de réaction, à surestimer au contraire le développement de la crise et l'essor (supposé) des luttes de masse.

Au point que le présidium élargi de février 1930 doit réagir contre ce qui confine au spontanéisme. Et de rappeler qu'il ne saurait y avoir de situation révolutionnaire sans que s'exerce le rôle dirigeant du Parti.

Une tâche que le Parti communiste français, pour ne parler ici que de lui, paraît bien mal à même d'assumer.

Les difficultés de 1929 ont accentué la chute des effectifs et l'ont soumis au feu d'une active répression. *L'Humanité* du 25 décembre 1929 en publie un impressionnant bilan : 1 127 communistes poursuivis, 597 condamnés totalisant 260 années de prison et 1 089 000 francs d'amende et de frais de justice : climat difficile qui favorise des défections nouvelles. Ainsi, un certain nombre d'élus de la région parisienne sont-ils, en novembre, exclus du Parti pour avoir protesté contre l'action menée depuis plusieurs mois par le Bureau politique. Dans une lettre qu'ils lui adressent et que publient les *Cahiers du bolchevisme,* ils dénoncent pour justifier leur attitude l'insuffisance des dirigeants, la brutalité de l'épuration, la faiblesse du recrutement, la chute des effectifs et l'imprudence de « l'appareil » lors des récentes manifestations (en particulier le 1[er] août 1929); ils constituent, quelques jours après leur exclusion, le « Parti ouvrier-paysan » (ou P.O.P.) dont Garchery devient président.

Cette mini-scission n'est que l'indice d'un malaise plus profond qui incite alors la Jeunesse communiste et la C.G.T.U. — certains de ses membres du moins — à proclamer, qui son rôle dirigeant, qui son autonomie. En novembre 1930 se crée un « Comité des 22 » constitué par 7 représentants de la tendance de gauche de la C.G.T., 7 autonomes et 8 unitaires de la minorité syndicaliste-révolutionnaire de la C.G.T.U. Ils se proposent d'œuvrer à la réunification du mouvement syndical sur la base d'une liquidation pure et simple du courant révolutionnaire.

La Jeunesse communiste est l'organisation sur laquelle repose depuis 1921 l'essentiel de la lutte dite « anti ». Pour des raisons qui tiennent tant à la ligne énoncée depuis 1928 par l'Internationale communiste qu'à la conjoncture française, les militants issus de ses rangs ont vu s'accroître en 1929 puis encore en 1930 leur

poids dans la direction du Parti. Les priorités décidées par le VIe Congrès ont en effet tout naturellement conduit à renforcer le poids des cadres formés par et dans la lutte « anti ». Célor, Ferrat, Lozeray, François Billoux, sont ainsi entrés en 1929 au Bureau politique du Parti; Barbé les y a rejoints en juillet 1930. Le phénomène, signalons-le, est un phénomène international qui prend toutefois en France une dimension particulière.

La répression ayant durement frappé, fin 1929, la direction du Parti communiste, ceux de ses membres qui échappent aux arrestations — c'est le cas de ces militants issus de la J.C. — ont vu tout naturellement leur pouvoir s'accroître. Ils en viennent à assurer la réalité de la direction du Parti et, théorisant une position qu'ils doivent à la conjoncture, se proclament l'avant-garde de l'avant-garde. Ne mènent-ils pas la lutte donnée par l'Internationale communiste comme *la plus* révolutionnaire? (Un article allant dans ce sens et qui devait être publié par les *Cahiers du bolchevisme* aurait, si l'on en croit *l'Histoire du P.C.F.* rédigée par le groupe U.N.I.R., été intercepté par l'Internationale, inquiète du sens — théorique — que prenaient les choses.)

Né hors d'une crise globale de la formation sociale dans laquelle il s'est constitué, le Parti communiste français n'a jusqu'alors jamais été confronté à une crise nationale susceptible d'homogénéiser les différents *courants* qui le constituent. (Nous désignons ici par ce terme les différentes pratiques de lutte par lesquelles s'exprime alors la classe ouvrière.) Ce parti, qui n'est jamais qu'une construction tendancielle, tend donc, dès lors qu'il est confronté à de graves difficultés, à se décomposer (ou se redécomposer) entre les différentes organisations (et, au-delà, les différentes pratiques) qui lui préexistent. D'où des tentatives de repli sur les pratiques traditionnelles du mouvement ouvrier français (parlementarisme et syndicalisme); tentatives qui ne sont que la contrepartie de ces fuites en avant, sans prise sur le quotidien des luttes, dont les actions de la J.C. et certaines des campagnes du parti sont en 1929-1930 un bon exemple.

La direction du Parti souligne dès le début 1930 les difficultés auxquelles elle est affrontée. Elle les attribue toutefois durant tout le premier semestre et conformément à ce qu'elle a toujours fait aux survivances « opportunistes » qu'il convient donc de combattre résolument. Après qu'une délégation se fut rendue auprès du C.E. de l'Internationale communiste pour débattre une nouvelle fois de « la question française », les directives de lutte, toutefois, se transforment, engageant le Parti dans la voie du « tournant ».

Dans le rapport qu'il prononce devant le Comité central de juillet 1930, Maurice Thorez souligne la nécessité de renforcer le

parti et son incapacité présente à organiser *durablement* les masses. (Son effective incapacité à mobiliser les masses autrement que sur des questions ponctuelles telles la défense de Sacco et Vanzetti ou la défense de *l'Humanité*, le fait que les « comités » qu'il constitue pour ce faire survivent mal aux événements qui leur ont donné jour nous paraissent caractéristiques de ce que nous avons appelé — en élargissant l'acception traditionnelle de cette expression — une pratique syndicale. Elle s'explique par cela que, la question du pouvoir n'étant pas à l'ordre du jour, le parti n'a pas de stratégie qui seule peut permettre, au-delà des inévitables retombées de l'action, de maintenir dans le temps long, les masses en lutte.) Le Comité central de juillet 1930 dénonce également les atteintes portées au « rôle dirigeant du Parti communiste » par les syndicalistes révolutionnaires, le P.O.P. et la Jeunesse communiste. Pour faire face aux menaces que cette situation fait peser sur le Parti communiste, il appelle, pour la première fois de son histoire, à « lutter sur deux fronts ».

Comme les principaux partis communistes européens, le Parti communiste français est né d'une scission à l'intérieur de l'organisation social-démocrate qui lui préexistait. Son histoire présente toutefois deux spécificités. La première tient aux liens particulièrement forts qui unissent dans la France d'avant 1914 la S.F.I.O. à l'Etat. N'a-t-on pas pu écrire que Parti socialiste et Parti radical (qu'il faut comprendre ici comme une partie intégrante de l'appareil d'Etat) constituent les deux composantes d'un vaste Parti républicain qui se reconstitue aussitôt que la République paraît menacée (M. Rebérioux). La deuxième spécificité tient à ce que le Parti communiste français, né hors d'une crise révolutionnaire, n'a pu se doter immédiatement de cette avant-garde révolutionnaire dont disposent par contre les partis italien et allemand. L'absence d'une telle avant-garde que peut seule engendrer une pratique nouvelle de la politique ayant pour objectif l'appareil d'Etat, le fait que, hors de toute crise globale de la formation sociale française, le rapport du mouvement ouvrier français à l'Etat ne se soit pas trouvé radicalement transformé, expliquent que les manifestations alors qualifiées d'opportunistes de droite soient en France, durant les années 1920, le phénomène dominant. Elles provoquent, par réaction, des manifestations, d'autant plus volontaristes qu'elles sont plus étrangères au corps social, « d'opportunisme de gauche ». C'est dans ces conditions, avec dix années de retard sur certains partis voisins, que le Parti communiste français fait sa « maladie infantile ».

En appelant à « la lutte sur les deux fronts », le Comité central du P.C.F. (et avant lui l'Internationale) reconnaît pour la

première fois l'existence d'un tel « opportunisme de gauche » aux côtés de « l'opportunisme de droite » dans lequel il persiste toutefois à voir le danger principal. Le Parti ne peut combattre sur ces deux fronts qu'à condition d'occuper *tous* les terrains sur lesquels s'engage la lutte de classe. Il lui faut pour ce faire, mettre un terme à la surestimation de certaines pratiques au détriment d'autres (à quoi se résument fondamentalement les opportunismes, qu'ils soient de droite ou de gauche). Le Comité central rééquilibre à cette fin la direction du Parti de façon significative. « Il n'est pas possible, avait dit Maurice Thorez, d'avoir cette conception qu'à chaque tournant du Parti doit correspondre un cadre nouveau. » Le nouveau Bureau politique qui compte désormais 4 membres issus de la J.C., 1 membre issu de la S.F.I.O. et 2 membres issus de la C.G.T.U., auxquels s'ajoute Maurice Thorez qui devient en octobre secrétaire du Bureau politique, traduit cette volonté de « rééduquer » les anciens cadres plutôt que de les éliminer au profit de cadres nouveaux.

Du XIe Plénum (avril 1931) au Comité central d'août 1931

Le XIe Plénum de l'Internationale communiste réuni en avril 1931 revient à son tour sur l'analyse de la crise. La crise, déclare-t-il, porte atteinte à l'influence de la social-démocratie sur les masses. Elle contraint la bourgeoisie à renoncer à ce qui n'est qu'un habile camouflage de sa dictature de classe pour recourir ouvertement au fascisme. Confrontées à cette forme ultime de sa domination, les masses se « radicalisent ». Parce que les formes de l'Etat bourgeois sont toutes identiques, que la social-démocratie et le fascisme ne sont que les deux moyens interchangeables par lesquels la bourgeoisie assoit son hégémonie, « deux frères jumeaux » (Staline) contre lesquels il faut également lutter, c'est contribuer à maintenir le pouvoir de la bourgeoisie sous une forme qualitativement identique que s'attacher à sauvegarder la démocratie. Face au fascisme et à la crise, il n'est « d'issue révolutionnaire » que dans la révolution prolétarienne. Une voie qui suppose un combat résolu contre cette « aile avancée de la bourgeoisie dans la classe ouvrière » qu'est la social-démocratie, une mobilisation toujours plus large des masses sur un objectif révolutionnaire.

Pour satisfaire à ces exigences, l'Internationale communiste doit infléchir un peu plus encore sa ligne. Renversant les priorités qu'elle avait énoncées lors du VIe Congrès, elle fait désormais des luttes ouvrières et de la politique syndicale la tâche principale des partis communistes et ne réintroduit la lutte contre la guerre qu'au

terme de son énumération. Autrement dit, et bien que cela ne soit pas énoncé de façon explicite, la lutte contre l'opportunisme de gauche devient désormais prioriraire.

Pour accélérer le tournant en cours en modifiant le dispositif stratégique des cadres du Parti, le XIe Plénum décide en outre d'envoyer en France une délégation constituée de 3 délégués, 6 instructeurs et dirigée par E. Fried (Clément). Elle arrive en France en juin 1931 pour y préparer ce qu'on va bientôt nommer l'élimination de « groupe » Barbé-Célor.

C'est en août 1931, deux mois plus tard, que le Comité central du Parti communiste dénonce l'existence d'un « groupe » qui, depuis plusieurs mois, aurait, au mépris de tout centralisme démocratique, pris en main la direction du parti, négligeant luttes quotidiennes et revendications ouvrières. Pour dénoncer les pratiques du « groupe », Maurice Thorez multiplie les articles : « Que les bouches s'ouvrent! »; « Pas de mannequins dans le Parti! »; « Jetons la pagaille! ».

La réalité est moins simple. L'inefficacité probable de Barbé et de Célor à faire face aux tâches nouvelles (la pratique de la lutte « anti » ne prédispose assurément pas aux luttes de masse), leur incontestable sectarisme, l'existence même de réelles pratiques de « groupe » peuvent, bien sûr, répondre de leur élimination, préparée, on l'a vu, depuis de nombreuses semaines. Elles ne suffisent pas à expliquer les formes — spectaculaires — dans lesquelles s'opère cette élimination. Pourquoi qualifier de « groupe » une direction mise en place quelques mois plus tôt par l'Internationale communiste elle-même? Pourquoi jeter l'opprobre (on parlera bientôt de « groupe » policier[6]) sur ce qui ne fut, au terme du compte, qu'un effet limite, inhérent à un parti qu'aucune pratique unifiante n'est venue doter d'une véritable direction homogène?

Sans doute faut-il voir dans les formes par lesquelles s'opère ce tournant un effet des méthodes qui entrent en vigueur en U.R.S.S. En novembre 1930, s'ouvre le procès du « parti industriel », en janvier 1931, celui du « parti paysan » et en mars celui des mencheviks. On peut émettre une seconde hypothèse (qui n'est du reste pas contradictoire avec la première) : En frappant de façon aussi spectaculaire, on entend peut-être moins rompre avec Barbé et Célor qu'avec ce qu'a été le Parti jusqu'alors : un mouvement révolutionnaire en gestation, oscillant, depuis 1920, de « groupe » en « groupe », au gré des pratiques que la conjoncture (ou parfois l'Internationale communiste) donne pour prépondérantes.

C'est en tout cas le mérite historique de l'Internationale communiste, l'expression de son rôle dirigeant, que de mettre en

place en France, avant que la crise ne la touche de plein fouet, une direction plus organiquement liée aux masses ouvrières. Le « tournant » du P.C.F. précède de son fait l'entrée de la France dans la crise.

Une direction homogène

La nouvelle direction se structure autour de Maurice Thorez, issu d'un Nord où le réformisme ouvrier est une donnée incontournable, Benoît Frachon, secrétaire général de la C.G.T.U. et Jacques Duclos qui représente, au travers de l'A.R.A.C., la génération « née du feu ».

Le Comité central élu par le Congrès de Paris (1932) se caractérise quant à lui par un net renforcement du poids de l'élément syndical. Il traduit toutefois une même tendance au « rééquilibrage » des générations (c'est-à-dire, en dernière analyse, des formes des luttes ayant prévalu aux différentes étapes de l'histoire du Parti communiste français.

MEMBRES DU COMITÉ CENTRAL
ÉLUS PAR LE CONGRÈS DE PARIS (1932)

Elus depuis :			
Tours	3		
Marseille	1		20 %
Paris (1922)	0		
Lyon	4		
Clichy	4		10 %
Lille	7		15 %
Saint-Denis	2	(au moins)*	5 %
Paris (1932)	19	(au plus)	50 %

* Du fait de la répression, la liste des noms des membres du Comité central élus par le Congrès de Saint-Denis n'a pas été rendue publique.

A partir de ce congrès et jusqu'à la guerre, le Comité central du parti ne connaît que des modifications de faible ampleur. Comme le montre le tableau ci-après, p. 67, le taux de renouvellement de ses membres est très faible (et même nul lors du Congrès d'Arles). Les nouveaux élus ne sont le plus souvent intégrés qu'au titre de suppléants. (Il faut toutefois signaler ici une donnée que les chiffres ne font pas apparaître : l'entrée, à titre de suppléants tout d'abord, puis comme membres du Comité central, de deux intellectuels : Georges Cogniot et Etienne Fajon ;

c'est là un indice supplémentaire que le Parti s'efforce alors de s'intégrer les différentes pratiques qu'il a jusqu'alors animées par organisations de masse interposées. Fonctionnant comme un intellectuel collectif, il peut également alors et alors seulement donner naissance à des intellectuels de type nouveau.)

	CONGRÈS DE VILLEURBANNE (1936)			CONGRÈS D'ARLES (1937)		
	membres	suppléants	%	membres	suppléants	%
Tours	3		18	1		12,5
Marseille	1			1		
Paris (1922)	0			0		
Lyon	3	1		3		
Clichy	2	1	24,7	3		22,5
Lille	8	1		6		
Saint-Denis	1 (au moins)			1 (au moins)		
Paris (1932)	19			6	4	
Villeurbanne	4	9		8	5	
Arles	—	—		—	—	

Le Parti communiste français paraît donc avoir enfin constitué son « groupe dirigeant ». Un groupe dirigeant dont les membres demeurent pour l'essentiel à leur poste jusqu'à la guerre[7] (et, pour ceux qui lui survivent, au-delà) et qui ne connaît plus à partir de 1931 de crises de cadres[8].

Ce qui ne saurait se comprendre par seule référence à l'élimination du « groupe ». Il n'en est ainsi qu'à la faveur de la crise qui, d'économique qu'elle est d'abord, devient en 1934 hégémonique, contribuant à la fusion tendancielle des éléments issus d'horizons divers qu'elle entraîne dans une pratique unifiée, dès lors unifiante, de la politique.

LE P.C.F. FACE A LA CRISE : 17 AOÛT 1931-6 FÉVRIER 1934

Le P.C.F. oppose une double pratique à la crise qui touche la France à partir de la fin de 1931.

Sur le plan politique : « Classe contre classe »

Fidèle aux analyses du XIe Plénum qui demeurent inchangées jusqu'au XIIIe Plénum (et que l'expérience allemande tend dans un premier temps à renforcer) le Parti applique à nouveau la tactique « classe contre classe » lors des législatives de mai 1932. Il ne recueille que 796 630 voix (contre 1 063 943 en 1928) et perd à nouveau deux élus, ce qui ramène à douze députés sa représentation parlementaire.

Sortis victorieux de l'épreuve électorale, les radicaux ont constitué un gouvernement dit de « néo-cartel » que dirige Herriot et qui bénéficie du soutien parlementaire de la S.F.I.O. Le P.C.F. lui refuse, pour ce qui le concerne, tout soutien. « En France, déclare Maurice Thorez devant le Comité central réuni en juillet 1933, il [le fascisme] peut prendre la forme d'un rassemblement autour de tel ou tel parti de gauche. Dès maintenant, la politique du néo-cartel... travaille à la fascisation progressive de l'Etat et le Parti socialiste aide en cela la bourgeoisie » [10].

S'il engage au début 1933 des discussions avec la S.F.I.O. en vue d'aboutir à la tenue d'un meeting commun, l'échec des pourparlers, puis la rupture le 7 février 1933, le ramènent vite dans les chemins d'une stricte unité à la base. Le Comité central réuni à Saint-Denis quelques jours plus tard amorce une première autocritique : « Les pourparlers entamés avec les organisations socialistes centrales et locales en vue de l'organisation de controverses sur l'unité ont été considérés comme ayant en eux-mêmes toute valeur et n'ont pas été accompagnés d'un travail profond dans le but de gagner les ouvriers socialistes et sans parti à notre politique de classe. » Une autocritique qu'il faut mettre en rapport avec un article paru en février 1933 dans *l'Internationale communiste* [11]. L'auteur y réaffirme la théorie du Front unique à la base sans rejeter *a priori* les pourparlers avec les chefs socialistes. Ceux-ci, quand ils ont lieu, doivent toutefois avoir pour but de les démasquer aux yeux des masses. L'article, qui prend directement à partie la politique du P.C.F. en ce début de l'année 1933, rappelle enfin qu'on ne saurait renoncer — comme l'a souhaité le P.C.F. — à la critique de la social-démocratie.

L'arrivée de Hitler au pouvoir paraît infléchir un temps ces positions. L'Internationale communiste s'adresse en mars 1933 à l'Internationale socialiste pour lui proposer d'organiser la riposte commune. Le P.C.F., dans son sillage, s'adresse à son tour à la S.F.I.O. et l'Internationale communiste de la Jeunesse (I.C.J.) à

l'Internationale socialiste de la Jeunesse (I.S.J.). Le rapport que prononce Fritz Heckert, membre du C.C. du Parti communiste allemand, devant le présidium de l'Internationale communiste, contrevient toutefois aux analyses de la question allemande qui soutiendraient ces démarches — dont aucune n'a du reste abouti. Le Front unique à la base redevient dès lors la règle.

Les conditions du Front unique

Ces mêmes analyses qui interdisent au Parti communiste de voir les contradictions que la crise fait naître en France, au cœur même de l'Etat, et donc de s'en saisir, lui permettent toutefois de dénoncer alors même le caractère de classe de la crise et du fascisme. Il est alors la seule force politique qui tente d'organiser, sur cette base, les masses à la recherche d'une issue.

Les radicaux au pouvoir doivent affronter des difficultés que rien ne les prépare à résoudre. Incapables de faire face à la montée des périls en Europe, ils le sont tout autant de juguler la crise et s'en tiennent à une timide politique de déflation qui les coupe de leur traditionnelle base de masse sans pour autant satisfaire aux exigences de la bourgeoisie française. Les grèves et marches de la faim deviennent des images familières. L'agitation gagne les agriculteurs, les anciens combattants, les fonctionnaires. En se compromettant dans une politique qui atteint la classe ouvrière et conduit les classes moyennes à la désespérance, le « néo-cartel » frappe donc le pivot du système idéologique par lequel le radicalisme s'est constitué.

Les formations constitutives du Cartel subissent de ce fait « une crise dans la crise »[12]. La S.F.I.O. est confrontée aux difficultés les plus sérieuses qu'elle ait à connaître depuis Tours et qui se soldent fin 1933 par l'exclusion des néo-socialistes. Bien qu'aucune scission ne l'affecte alors, le Parti radical subit de son côté une crise plus profonde encore. Plus que dans le Parti, elle est dans le régime par lequel il se définit; un véritable « massacre de ministères », qui tombent tour à tour, victimes de leur impuissance, provoquant la défiance de ceux-là même dont le régime s'était jusqu'alors voulu l'expression.

Le développement des ligues, le surgissement de revues et groupements intellectuels sont autant de symptômes que les classes moyennes jusqu'alors « organisées » par le radicalisme (conçu comme un système politique) sont soudain « libérées », disponibles pour d'autres choix. Et de se tourner vers celles des expériences étrangères qui leur paraissent susceptibles de mettre un terme à la crise et à l'impuissance : l'Italie, moins directement

menaçante pour la France que ne l'est l'Allemagne, l'Union soviétique où triomphe le plan quinquennal et qui prend la tête de la lutte antifasciste.

La question du Front unique, de pédagogique qu'elle avait jusqu'alors été, devient soudain en France, de ce fait, une question politique.

Le développement du Front unique

C'est dans les organisations de masse qu'il contribue à animer que le Parti développe en pratique le Front unique.

La lutte syndicale

Une Conférence nationale du Parti réunie en février 1931 s'était attachée à distinguer la pratique politique de la pratique syndicale. Elément du « tournant » politique, elle avait également jeté les bases d'une réflexion permettant à la C.G.T.U. de s'engager dans une pratique syndicale révolutionnaire de *masse*. Dès le début de la crise, la C.G.T.U. préconise le retour aux quarante heures sans diminution de salaire et mobilise les victimes de la crise et en tout premier lieu les chômeurs. Alors que la C.G.T. dénie, en temps de crise, toute efficacité à la grève, la C.G.T.U. met l'accent sur la possibilité et la nécessité de la lutte. Ses effectifs enregistrent du reste alors un léger redressement, tandis qu'elle parvient à engager dans les entreprises de premières grèves unitaires.

Elle engage ainsi le processus qui va conduire à la réunification syndicale de mars 1936 (Congrès de Toulouse). Une réunification dont, bien qu'elle dépasse les limites chronologiques de notre étude, nous dirons ici quelques mots. Dans le Bureau confédéral élu par le Congrès de Toulouse, les ex-confédérés sont huit, quand les ex-unitaires ne sont que deux. Ces derniers ont renoncé au principe — énoncé par l'Internationale communiste — des fractions communistes dans le syndicat et admis l'incompatibilité des mandats politiques et syndicaux. La victoire confédérée n'est pourtant qu'apparente.

Au terme de plusieurs années de lutte, la C.G.T.U. et le Parti communiste ont contraint le syndicat réformiste (majoritaire) à réintégrer les éléments révolutionnaires qu'il avait délibérément exclus. En menant tout au cours de la crise une bataille de classe sans concession, ses militants ont su conquérir la confiance de la classe ouvrière. La ligne syndicaliste de classe et de masse effectivement mise en œuvre depuis 1931 rend dès lors superflues

les fractions auxquelles les unitaires renoncent volontiers. C'est à la seule faveur des luttes qui se poursuivent et bientôt culminent qu'ils vont renverser, *définitivement* le rapport des forces dans le mouvement syndical français.

Amsterdam-Pleyel[13]

Le Parti s'efforce également de structurer dès 1932 « l'antifascisme à usage externe » (J. Touchard) que les agressions japonaises en Mandchourie, les progrès du nazisme et la répression qui frappe les antifascistes allemands font naître dans des milieux qu'il n'a jusqu'alors que faiblement pénétrés.

Le 3 mars 1932, le secrétariat du P.C.F. donne à Paul Vaillant-Couturier la tâche de contacter Barbusse et les écrivains sympathisants pour lancer un manifeste contre la guerre. Barbusse contacte à son tour différents « grands intellectuels », comme on dit alors, pour former, sur les bases suivantes, le premier Comité international : contre le retour imminent d'une guerre impérialiste visant principalement l'U.R.S.S.; pour une action *au-dessus des partis*, s'appuyant sur l'union des travailleurs manuels et intellectuels de toute tendance du monde entier. Romain Rolland lance parallèlement un appel à tous les partis pour qu'ils envoient leurs délégués au Congrès.

Le Congrès mondial d'Amsterdam réunit en août 1932 des délégués de 30 pays dont 47,40 % sans parti, radicaux ou libéraux, 37,8 % de communistes, 13,25 % de socialistes.

Après un grand élan suscité par l'appel, le mouvement connaît un fléchissement jusqu'au début de l'année 1933. La C.G.T. italienne et l'opposition syndicale révolutionnaire d'Allemagne ayant alors proposé la tenue d'un Congrès européen antifasciste, le mouvement d'Amsterdam se rallie à cette proposition. Le Congrès antifasciste réuni salle Pleyel en juin 1933 rassemble des inorganisés en plus grand nombre (56,12 %) mais moins de socialistes (6,2 %). Ses analyses sont, il est vrai, dominées par la définition du fascisme qui donne alors le Parti communiste : la lutte contre le fascisme signifie la lutte contre le capitalisme; elle ne peut être qu'une lutte de classes. Le fascisme est un danger international; il faut lui opposer une riposte internationale. La lutte antifasciste, enfin, exige l'unité d'action des masses; dans cette lutte, le rôle principal revient à la classe ouvrière. Des analyses qui ne font pas l'unanimité du Congrès. Gaston Bergery, qui les combat, crée en réponse un mouvement qu'il baptise « Front commun ». Il entend s'ouvrir plus largement sur la petite bourgeoisie et ramène la lutte antifasciste à une lutte nationale. Cette initiative, les séductions qu'elle opère sur le

Syndicat national des Instituteurs (S.N.I.), la condamnation d'Amsterdam-Pleyel par le Congrès de la S.F.I.O. réuni en juillet 1933, tout cela conduit le mouvement de Barbusse à en revenir alors à des pratiques de front unique à la base.

Le mouvement Amsterdam-Pleyel, dont le Parti communiste a l'initiative, va ainsi rendre aux intellectuels en crise et qui cherchent une issue, ce rôle d'organisateurs des masses que la bourgeoisie précisément leur conteste. Fermant ainsi la porte à des tentations d'une autre nature, il *contribue* à expliquer le puissant sursaut des intellectuels qui se produit au lendemain des événements du 6 février 1934 et dont il ne recueille toutefois pas l'essentiel des fruits.

Le XIII[e] Plénum

Alors même qu'il demeure fidèle à la tactique « classe contre classe », le Parti communiste français développe donc une politique de front unique qui s'investit dans les organisations de masse traditionnelles ou suscitées par lui. Il investit en elles l'essentiel de sa pratique mais cet effort, pour la première fois de son histoire, rejaillit en retour sur lui-même. En atteste le fait que ses effectifs progressent légèrement à partir de 1933, c'est-à-dire *avant* le fameux « tournant » de la Conférence d'Ivry. Un tournant que le nouveau rapport qui, de 1932 à 1934, se crée avec les masses contribue à rendre possible.

Arguant de ce que la S.F.I.O. a exclu les néo-socialistes de ses rangs, de ce que certains de ses membres (du reste condamnés par elle) ont rejoint le mouvement Amsterdam-Pleyel, Doriot propose alors d'engager avec elle des négociations pour aller au-delà. Une initiative que combat le XIII[e] Plénum réuni du 28 novembre au 13 décembre 1933. Il reconnaît pour la première fois que « la dictature fasciste n'est nullement la forme inévitable de la dictature de la bourgeoisie dans tous les pays » mais n'en condamne que plus vivement les positions — liquidatrices au demeurant — de Doriot : « C'est de la volonté de la classe ouvrière, du succès de l'action des partis communistes en vue de saper l'influence de la social-démocratie dans les masses que dépend le moment où le prolétariat renversera la domination du capitalisme banqueroutier. La lutte contre la social-démocratie apparaît donc à la fois comme la condition *sine qua non* de réaliser la révolution et d'éviter le fascisme. Et de manière conséquente avec lui-même, le XIII[e] Plénum invite donc les partis communistes à s'en tenir au front unique « par le bas ».

Le 6 février 1934 ou l'expression d'une contradiction

Les événements du 6 février 1934 donnent à la crise que traverse alors la France une dimension hégémonique. L'attitude que leur oppose le Parti communiste est révélatrice de la démarche contradictoire qui reste alors la sienne.

Le 6 février, l'A.R.A.C. est dans la rue, sinon aux côtés, du moins en même temps que les ligues fascistes. Cette démarche s'explique sans nul doute par la volonté de ne pas laisser aux organisations de droite le soin d'organiser la colère des anciens combattants. L'A.R.A.C. les appelle en effet à manifester « contre le régime des profits et des scandales, contre son mandataire, le gouvernement de Monsieur Daladier, auteur de la révision des pensions, contre la politique impérialiste, pour l'arrestation de Chiappe, contre le fascisme et la guerre ». La spécificité de ses mots d'ordre ne suffit pourtant pas à ôter toute ambiguïté à la présence de 3 000 de ses membres dans la manifestation; tant il est vrai qu'ils ne peuvent raisonnablement espérer infléchir en leur faveur le rapport des forces, se bornant à grossir le nombre de manifestants.

Il faut y voir l'effet de la démarche contradictoire qui anime alors le P.C.F. Capable de mobiliser les masses sur une base de classe, il rejette toute notion d' « ennemi principal ». « Entre le choléra et la peste, on ne choisit pas [14] », tente de déclarer Maurice Thorez devant la Chambre qui siège tandis que gronde l'émeute.

Au lendemain du 6, le Parti communiste se refuse pareillement à tout rapprochement avec ceux qu'il accuse d'avoir fait, de faire encore, le lit du fascisme. Il s'attaque à « Daladier le fusilleur », dénonce la social-démocratie et tout particulièrement son aile gauche. « Le Parti communiste a su éviter en 1934 les erreurs qui empêchèrent, il y a une trentaine d'années, lors de l'Affaire Dreyfus, les prolétaires de France de mettre à profit une crise profonde », écrit peu après Maurice Thorez. « Il a évité l'erreur opportuniste des jauressistes qui se traînèrent à la remorque des partis bourgeois, abandonnant les positions du prolétariat sous prétexte de défendre la République des capitalistes. Il a évité l'erreur sectaire des guesdistes qui s'écartèrent avec horreur de la mêlée, ne sachant pas entrer dans la bataille et utiliser le conflit des deux clans bourgeois dans l'intérêt du prolétariat [15]. »

Des principes qui le conduisent à organiser *seul,* le 9 février, la première riposte de masse à la tentative fasciste du 6. Son appel à manifester se conclut par un double mot d'ordre : « A bas la

dictature sanglante du capital! Vive le gouvernement ouvrier et paysan! » Conçus comme *unique* alternative au fascisme, la révolution et les soviets restent pour le Parti communiste à l'ordre du jour. On ne peut y préparer les masses en les engageant à l'action commune avec des partis animés de stratégies divergentes.

En se définissant (jusque dans sa pratique) comme un *parti mondial* animé par les principes d'un *centralisme démocratique* qui devait fonctionner à l'échelle mondiale, l'Internationale communiste a permis, au prix d'interventions parfois brutales, de bâtir *des partis révolutionnaires* en dehors de toute crise globale capable de les faire surgir.

Son action comporte pourtant des limites objectives qui tiennent au caractère global de la stratégie qu'elle énonce. Le centralisme démocratique ne se justifie et ne s'impose qu'en tant qu'il est, pour le mouvement ouvrier d'un pays donné, l'unique moyen de focaliser les luttes sur cet objectif unique et déterminant qu'est l'Etat. Appliqué (ou prétendument appliqué) à l'échelle mondiale, il ne peut à long terme que nuire à l'appréhension des formes nationales et diversifiées dans lesquelles s'investit la stratégie de l'Impérialisme.

C'est à ce problème, qui s'est déjà posé de façon dramatique en Allemagne, que le Parti communiste français et l'Internationale communiste tout entière se trouvent confrontés en février 1934. Il engage, au travers d'une dialectique complexe dans les rapports entre le Parti communiste français et l'Internationale communiste — et dans lesquels cette dernière joue un rôle tantôt moteur, tantôt frein —, des évolutions décisives qui vont permettre au Parti français de se transformer, d'avant-garde révolutionnaire qu'il était encore, en un véritable *parti* révolutionnaire capable d'énoncer une stratégie conforme aux conditions de sa lutte nationale.

3

L'implantation du P.C.F. entre les deux guerres

Jacques Girault

L'implantation du P.C.F. entre les deux guerres *

Un des aspects trop souvent négligés de l'histoire du mouvement ouvrier est l'histoire de son implantation. Souvent aussi, on considère cette étude dans un sens restrictif : l'aspect électoral, l'évolution des effectifs de l'organisation, des aspects monographiques (une biographie, une grève, la réaction lors de tel événement, etc.).

Roger Martelli, récemment, constatait ce manque d'intérêt pour l'étude de « la vie concrète de l'organisation » [1]. Il l'expliquait par le « prestige des discussions de sommet » et le « recul devant la recherche locale ponctuelle ».

Est-ce à dire que ce terrain doive être laissé aux chercheurs de science politique (et ici nous devons signaler le rôle souvent pionnier des recherches menées dans le cadre de la Fondation nationale des Sciences politiques), aux sociologues, et qu'il n'y aurait — somme toute — possibilité d'étudier l'implantation du Parti communiste que pour la période actuelle?

C'est ici que l'historien doit intervenir à condition d'avoir eu une réflexion préliminaire sur :

* Voir les notes du texte de J. Girault en p. 566.

La problématique de l'implantation

Avec d'autres chercheurs communistes et non-communistes, j'ai proposé, voici trois ans, une réflexion, des résultats et un guide de recherches[2]. Rappelons-en les grandes lignes.

• L'étude du Parti communiste ne doit pas être abordée uniquement sur le plan de sa politique générale pour deux raisons essentielles :

L'absence de sources en provenance de l'Internationale, en dépit du fonds français partiellement à notre disposition; et quand bien même nous aurions ces archives, la seule étude de l'idéologie et de la politique communiste ne suffirait pas à rendre compte du phénomène communiste.

• D'autre part, cette étude est le seul terrain scientifiquement valable à opposer au courant historiographique dominant qui considère les partis communistes comme des contre-sociétés analysables en elles-mêmes, sans rapport avec l'histoire sociale et nationale.

Alors, quelles démarches?

Il nous faut mener de pair plusieurs démarches :

• une approche mesurable, l'étude électorale par exemple. Cette seule étude ne peut rendre compte du communisme qui refuse de privilégier certaines formes de la vie politique traditionnelle, au moins jusqu'en 1939;

• une autre approche mesurable, l'étude de l'organisation. C'est ici que certains travaux ayant comme hypothèse centrale le Parti communiste contre-société sont utiles. Saisir et bien connaître l'appareil du Parti, son fonctionnement, ne doivent pas être négligés, c'est l'évidence;

• une approche explicative : il s'agit de remonter du politique (des élections, de l'organisation) aux structures sociales. Un danger nous guette toutefois : essayer de déterminer les facteurs favorables ou défavorables. Cette voie est périlleuse. Bien des études récentes sur la classe ouvrière et, par exemple, ses rapports avec le religieux (S. Bonnet, M. Simon, G. Michelat, etc.) ont permis de réintroduire plus d'esprit « dialectique » dans les analyses...;

• enfin, introduisons dans notre réflexion l'histoire dans toute sa dimension. Comment rendre compte de l'influence qui se perd et qui se gagne (l'Alsace, le Front populaire, la Libération, etc.)? Comment réintroduire le rôle de l'événement, des conjonctures?

Comment déceler l'implicite et trouver l'élément décisif pour une future influence : le militant, la pratique culturelle, syndicale. bref, le rapport avec le milieu?

Prévenir quelques objections...

Nationaliser à ce point l'histoire du P.C.F., ce serait, pour certains, perdre de vue l'essentiel : le Parti communiste est avant tout le produit d'une stratégie et d'une organisation internationale. Pour d'autres — et je force volontairement le trait — ce serait donner une histoire du Parti communiste conforme aux analyses politiques parfois inaugurées au moment du XXII[e] Congrès.

Expliquons-nous :

- il s'agit avant tout de saisir les conséquences de la politique internationale sur la vie française et non pas de renverser la perspective en accordant une importance démesurée à l'Internationale. Celle-ci a pesé lourdement sur l'évolution du communisme en France. Saisir dans le concret toutes les conséquences de sa politique, tel est notre but;
- partisan rigoureux d'une indépendance de la recherche historique par rapport au politique, hostile à une pratique idéologique de l'histoire, nous mesurons combien les utilisations qui en sont faites peuvent s'inscrire dans une démarche politique d'ensemble. Il s'agit d'un combat permanent des historiens à mener pour l'histoire. Toute manipulation de l'histoire par le politique est dangereuse. Il ne peut y avoir de bonne politique sans bonne histoire.

N'allons pas plus loin dans ces réflexions préliminaires.

Répondre à la question : « Comment s'est implanté le Parti communiste en France dans l'entre-deux-guerres? », c'est avant tout exposer les grandes lignes de cette implantation, et répondre à la question : « comment? », fait problème. Ce *comment* est obsédant...

Que l'on ne s'attende pas ici à un exposé exhaustif. Je renvoie à l'ouvrage collectif cité plus haut[2]. Que l'on m'excuse d'avance si je répète un peu ici cet ouvrage! Il est difficile de se renouveler complètement...

COMMENT MESURER CETTE IMPLANTATION?

Cette question sera envisagée à deux niveaux : le seul instrument de mesure exacte est fourni par les résultats électoraux; un complément, plus difficile à cerner, est fourni par les autres aspects mesurables de l'organisation : le nombre de militants, la présence effective de l'organisation, la presse, etc.

Les élections

Il est une spécificité qu'il ne faut pas ignorer : l'élection n'est considérée que comme un aspect de sa politique par le Parti communiste entre les deux guerres. Il y eut même lutte contre l'électoralisme; c'est notamment l'aspect le plus visible de la période dite de tactique « classe contre classe ». Pour le Parti, alors, il s'agissait de créer de nouveaux liens avec les masses par la politisation des luttes quotidiennes menées avant tout à l'entreprise.

Cette réserve faite, les diverses élections apparaissent comme autant de relais de l'implantation; le résultat joue donc toujours un rôle de baromètre et il tient une grande place dans les analyses. Ce qui ne signifie pas qu'un succès aux élections législatives assure un vote de même tendance aux autres élections, cantonales et municipales.

Les succès électoraux du Parti communiste inquiètent toujours : en 1924, le danger de la « banlieue rouge », souligné par tous, résulte avant tout du succès aux élections législatives; dans les années 1930, les conquêtes de municipalités signifient augmentation de l'inquiétude.

Quelle est l'évolution générale?

	Suffrages	Part (en %) de la Seine et de la Seine-et-Oise	Pourcentage par rapport aux inscrits	Députés	dont élus dans la Seine/ Seine-et-Oise
1924	875 812	34	7,9	26	19
1928	1 063 943	28	9,3	14	8
1932	794 883	33	6,8	12	6
1936	1 487 336	32	12,6	72	38

Que constatons-nous?

La tendance est au net repli au début des années 1930. Le système électoral a provoqué un recul à partir de 1928 Un des buts du scrutin d'arrondissement est atteint. Plus du quart du total des voix du Parti communiste provient toujours de la Région parisienne; mais la place de celle-ci par rapport à l'ensemble des suffrages communistes recule sensiblement, conséquence de la diffusion du phénomène communiste à tout le pays. Toutefois, au début des années 1930, la Région parisienne résiste mieux : entre 1928 et 1932, le Parti communiste recule de vingt-six pour cent en France et seulement de dix pour cent dans la Seine et la Seine-et-Oise. Toutefois, cette région connaît des différences importantes : la forte remontée affecte avant tout la banlieue qui joue désormais un rôle accru.

Une géographie se met en place :

En 1924, les points forts sont : la Région parisienne, le Nord, l'Alsace, la Moselle, les bordures du Massif central, le Midi méditerranéen et l'Aube. Dans ces régions, les zones industrielles pèsent plus lourdement.

Après 1928, la personnalité du candidat et la tactique électorale — inégalement appliquée, il est vrai (maintien du candidat difficile et effets parfois contradictoires de la tactique choisie) — viennent perturber les effets de la représentation proportionnelle. Les grandes zones se maintiennent avec un léger recul dans la Région parisienne et de fortes pertes au deuxième tour :

quand l'organisation est faible,

quand les traditions républicaines sont fortes,

quand la classe ouvrière est moins présente, sauf si des facteurs politiques locaux apparaissent, ainsi au Creusot.

En 1932, la consultation se situe au cœur d'une grave crise de l'organisation. L'élection est alors un véritable test. Le recul est particulièrement fort en Alsace; les faibles progrès affectent le Pas-de-Calais et, en banlieue, des cantons particuliers, tels que Villeneuve-Saint-Georges ou Le Raincy.

En 1936, c'est l'épanouissement avec une extension spatiale du phénomène. Les points forts se détachent : le Nord, la Région parisienne, la bordure du Massif central, le Midi; toutefois, le recul par rapport à 1928 touche l'Aube, l'Alsace-Lorraine, le Cher, la Haute-Vienne.

S'en tenir aux seules élections générales ne permet pas de déceler les évolutions en cours; aussi l'étude des élections partielles et des autres consultations est-elle indispensable.

L'examen de ces résultats électoraux, conduit à son niveau le plus bas, permet de cerner les principales conditions de l'in-

fluence électorale communiste : le rôle de la composition socio-professionnelle, des traditions politiques est évident.

Pour le moment, nous n'aborderons pas ces questions car pour nous, une idée centrale demeure : il y a de grandes tendances, de grandes explications; mais il ne faut pas chercher de lien mécanique entre des facteurs et un succès ou un échec électoral. Avoir une telle démarche serait notamment faire abstraction de l'organisation et de sa politique.

L'organisation

Connaître l'évolution de l'organisme implanteur est nécessaire. Comment s'est implanté le Parti communiste? Répondre à cette question revient avant tout à comprendre l'organisation et surtout à situer avec quelle organisation cette implantation s'est effectuée.

La tendance générale des effectifs du Parti communiste a été bien décrite dans les travaux d'Annie Kriegel. Majoritaire lors de la scission, le Parti communiste voit ses effectifs fondre jusqu'en 1933, mais plus rapidement au début des années 1920 que par la suite; la reprise, qui commence à partir de 1934, s'accélère vers 1936. Il n'y a donc pas de liens apparents entre la crise du Parti communiste et la perte rapide des effectifs.

LES EFFECTIFS
(selon les travaux d'A. Kriegel)

1921	109 391
1925	60 000
1929	45 000
1932	30 000
1936	280 000
1938	320 000

Cette évolution mise en place dans ses grandes lignes, reste à répondre à certaines questions : que doit-elle à la politique du Parti?, que doit-elle aux dissidences?, que doit-elle au noyau communiste stable? Non pas à cette contre-société que serait son appareil permanent, mais à ces militants aux responsabilités diverses : qu'il s'agisse du prestigieux député Renaud Jean, qu'il s'agisse de l'ouvrier de l'arsenal de Toulon, Jean-Baptiste Durand, ou qu'il s'agisse du maire Clamamus... Autant d'itinéraires, autant d'expériences militantes sur lesquelles il nous faudra réfléchir pour bien comprendre l'expression imagée — et

peut-être contestable — de Pierre Semard dans son rapport au Congrès de Lille, en 1926, de parti-« passoire ».

Les formes d'organisation sont aussi des éléments essentiels pour notre propos.

Au début, l'organisation en section territoriale, héritage socialiste, est conservée. Par refus de l'unique finalité électorale, le parti de type nouveau, tel qu'il se définit, déplace son organisation vers les centres industriels (1924-1925); les cellules appuyées sur les usines, puis complétées par les cellules territoriales, sont regroupées en rayons et en régions de 1925 à 1927. A partir des vingt-sept régions, mises en place par la commission d'organisation et décrites dans *les Cahiers du Bolchevisme* le 6 février 1925, peu de modifications auront lieu dans les années suivantes.

On a tout dit — et en même temps on n'a rien expliqué — sur la confusion de cette période de bolchevisation de l'organisation : l'éloignement entre le noyau responsable et les militants semble le principal handicap; le principe était d'asseoir chaque rayon sur une base industrielle, ou sur une municipalité, ou sur une coopérative.

Les conséquences exactes pour le fonctionnement du Parti communiste sont encore bien mal connues; d'autant que la politique suivie alors par lui a pu accentuer certaines évolutions, attribuées indifféremment aux défauts organisationnels ou aux excès de la politisation de toutes les luttes imposées alors par le Parti communiste!

Toujours est-il que l'organisation de base, la cellule d'usine, vit mal. C'est le leitmotiv de tous les rapports. Nous pourrions multiplier les citations. Contentons-nous du pourcentage de cellules d'entreprises, selon les calculs d'Annie Kriegel :

1926	48 %
1928	27 %
1934	21 %
1937	31 %

Quant aux cellules locales — qui n'avaient jamais complètement disparu — elles sont les seules à vivre continûment et à augmenter. Toutefois, les diverses réorganisations régionales du Parti communiste après 1925 ont cherché à rapprocher l'organisation des « masses ». C'est le sens réel de la décentralisation, y compris de la décentralisation en Région parisienne. Si bien que le tableau général de l'organisation à la fin des années 1930 est

proche de celui de 1920, à ceci près qu'il existe des cellules d'entreprises, grande originalité. Leur proportion a tendance à augmenter à la suite de leur création dans des usines jusqu'alors sans organisation.

Dans ce domaine, comme ailleurs, ne cherchons pas des rapports automatiques. Tout est dans la vie réelle de l'organisation, dans ses capacités de pénétrer dans le tissu social français.

LA RÉORGANISATION DU P.C.F. EN RÉGIONS

(selon *Les Cahiers du Bolchevisme,* 6 février 1925)

1. Région parisienne : Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Oise.
2. Région du Nord : Nord, Pas-de-Calais, Nord de la Somme.
3. Région lyonnaise : Rhône, Loire, Saône-et-Loire, Ain, Jura (rayon de Saint-Claude).
4. Région troyenne : Aube, Haute-Marne, Yonne, Côte-d'Or (région de Châtillon).
5. Région Nord-Est : Ardennes, Aisne, Marne.
6. Région de l'Est : Meurthe-et-Moselle, Meuse, Vosges.
7. Région Alsace-Lorraine : Moselle, Bas-Rhin, Haut-Rhin.
8. Région belfortaise : Doubs, Territoire de Belfort, Haute-Saône, Côte-d'Or, Jura.
9. Région méditerranéenne : Bouches-du-Rhône, Ouest du Var, Gard, Vaucluse, Sud de la Lozère, Corse.
10. Région albigeoise : Tarn, Tarn-et-Garonne, Haute-Garonne, Ariège, Aveyron (Decazeville).
11. Région bordelaise : Gironde, Lot-et-Garonne, Gers, Basses et Hautes-Pyrénées, Landes.
12. Région limousine : Haute-Vienne, Dordogne, Lot, Corrèze, Charente, Charente-Inférieure, Ouest de la Creuse.
13. Région du Centre : Cher, Indre, Allier, Nièvre, Est de la Creuse.
14. Région atlantique : Loire-Inférieure, Deux-Sèvres, Vendée, Morbihan.
15. Région Basse-Seine : Seine-Inférieure, Eure, Sud de la Somme.
16. Région brestoise : Finistère, Côtes-du-Nord.
17. Région tourangelle : Indre-et-Loire, Sarthe, Loir-et-Cher, Vienne, Maine-et-Loire.
18. Région rennaise : Ille-et-Vilaine, Mayenne.
19. Région normande : Manche, Calvados.
20. Région Languedoc : Hérault, Aude, Pyrénées-Orientales, Aveyron (Millau).
21. Région niçoise : Alpes-Maritimes, Basses-Alpes, Est du Var.
22. Région des Alpes : Isère, Savoie, Haute-Savoie, Hautes-Alpes.
23. Region Drôme-Ardèche : Drôme, Ardèche.
24. Région Beauce et Perche : Eure-et-Loir, Orne, Loiret.
25. Région de l'Auvergne : Puy-de-Dôme, Cantal, Haute-Loire, Nord de la Lozère.
26. Région algérienne : Alger, Oran, Constantine.
27. Région tunisienne : Tunis.



DANS QUELLE SOCIÉTÉ S'IMPLANTE LE PARTI COMMUNISTE?

Pour répondre parfaitement à cette question, il faudrait avoir travaillé soi-même sur tous les aspects. Il n'en est rien. Ne nous attendons donc pas à une étude complète des structures. Ainsi, par exemple, les recherches actuelles menées en sociologie sur les relations entre facteurs religieux et classe ouvrière ouvrent des perspectives intéressantes pour notre réflexion.

Nous nous bornerons à isoler deux aspects : la classe ouvrière et la paysannerie.

La classe ouvrière

Il nous faut saisir les différences, les évolutions en cours dans les structures sociales. Rappelons quelques grands traits. Au dynamisme du Nord et du Nord-Est, s'opposent les autres régions, moins dynamiques.

Des mutations se précisent selon les secteurs. Seuls la métallurgie, le bâtiment et la chimie sont en expansion. Or le Parti communiste devient, nous le savons, un parti ouvrier, et avant tout un parti d'ouvriers métallurgistes. Nous pourrions donc affirmer que le Parti communiste s'implante dans une France industrielle dynamique. Oui, mais ceci est bien schématique et doit être révisé profondément.

En effet, des différences importantes se présentent dans des régions d'apparence semblable. Par exemple, certains secteurs ne connaissent pas de grandes luttes, ainsi la zone industrielle et minière d'Alès en 1936 ou, à la même époque, la zone du Boucau. Dans ce cas précis, la répression qui a suivi la grande grève de 1930 a laissé de nombreux souvenirs, souvenirs qui seront dépassés lors de la grève du 20 novembre 1938. Mais la zone de plus forte implantation industrielle et communiste du Sud-Ouest paraît éteinte en 1936! Dans le textile, aussi bien, des différences se présentent : si, dans la région de Roubaix ou dans l'Aube, le Parti communiste est bien implanté, il n'en va pas de même dans les petits centres textiles des Vosges et du Gard. Ici, les questions de la défense de l'emploi sont centrales...

Des mutations technologiques de grande ampleur se produisent aussi et ne sont pas sans effet pour le rapport à la politique. L'O.S. se généralise. Nous connaissons bien mal les rapports entre ces modifications et le comportement politique ouvrier. D'autant que les formes de défense ne sont pas seulement politiques ou syndicales. Dans la Région parisienne, l'ouvrier qualifié change fréquemment d'employeur jusqu'au début des années 1930. Demander son compte et changer de « boîte » font partie des horizons habituels. Ailleurs, une telle pratique est plus difficile, sauf si le travailleur accepte de déménager... De tels déplacements de main-d'œuvre ne sont pas l'exception!

Des métiers sont plus propices à l'implantation communiste : les travailleurs à statut, les cheminots (et il suffit de rappeler le rôle des nœuds ferroviaires, Vierzon, Carnoules, Saint-Pierre-des-

Corps, etc.). Mais, là encore, bien des évolutions sont en cours, le souvenir des révocations de 1920, les différentes réintégrations... Parfois la fusion avec le milieu local se fait (à Carnoules), parfois, elle ne se fait pas (à Longueau).

La création d'industries a pu jouer un rôle différent sur la main-d'œuvre recrutée. Par exemple, les industries du raffinage de l'étang de Berre attirent les ouvriers chassés par la répression; le Parti communiste, décapité à Saint-Tropez après la grève de 1925, se reconstitue. car des traces de cette lutte sont conservées. au moins dans les mémoires. En revanche, si les industries sont liées à des facteurs politiques, des obstacles supplémentaires peuvent apparaître : ainsi la création de l'Office de l'azote à Toulouse, conséquence d'un choix stratégique, provoque des difficultés pour la diffusion d'une politique à vocation internationaliste, de même que l'atonie du port de Marseille dans les années 1920, conséquence de la fermeture du marché russe, n'est guère propice à une politique de défense de la Révolution soviétique!

Des situations très différentes président à la rencontre entre la classe ouvrière et l'organisme implanteur qui choisit — et ce choix est fondamental — de s'ancrer dans la classe ouvrière. Les confusions entre parti et syndicat sont inévitables et durables. En 1936, songeons à cette cellule communiste qui déclenche le débrayage dans une usine, dans le film *La Vie est à nous,* réalisé à la demande du Parti communiste par Jean Renoir. Est-ce seulement une fantaisie d'artiste ou une idée bien admise alors dans le Parti? Des seuils apparaissent aussi dans cette classe ouvrière : à Ivry, à la fin des années 1930, le progrès électoral ne se poursuit pas dans les quartiers les plus ouvriers. Des difficultés supplémentaires viennent du déracinement et de la marginalisation de certains travailleurs; songeons aux difficultés rencontrées dans le XIIIe arrondissement dans la pénétration dans la Cité Jeanne-d'Arc. Parfois le milieu ouvrier traditionnel est franchement réticent; ainsi les ouvriers de l'arsenal de Toulon vis-à-vis du travail « antimilitariste ». Parfois, la forte imprégnation socialiste empêche — y compris physiquement — toute pénétration, ainsi dans certains puits de mines. Parfois, c'est le paternalisme patronal qui est l'obstacle, ainsi chez Michelin ou chez Schneider. Enfin, souvent, les obstacles viennent des militants eux-mêmes : le rôle essentiel attribué aux étrangers, à la M.O.E., heurte les habitudes nationales issues souvent de la guerre, d'autant que l'étranger n'est pas toujours perçu comme un frère en ces temps de crise et de chômage menaçant. Souvent aussi, le militant n'appartient pas au milieu dans lequel il agit; ne parlons pas des envoyés de Paris ou d'ailleurs, ce serait trop évident.

Songeons simplement aux difficultés supplémentaires que rencontre le militant de telle usine automobile pour connaître les particularités de la maison rivale. Et les grèves du début des années 1930 montrent bien les dangers d'une analyse quelque peu extérieure aux préoccupations des ouvriers.

En conclusion, nous constatons qu'il n'y a pas de relation d'équivalence entre la présence de la classe ouvrière et l'implantation communiste. Il faut toujours bien connaître les ouvriers et cerner de près le maximum de facteurs pour comprendre les situations, d'autant que la conjoncture économique et les traditions politiques ajoutent des facteurs de diversification.

La paysannerie

Il faut préalablement bien comprendre la situation réelle du paysan.

La nature des rapports sociaux ne doit pas être étudiée de façon isolée; il faut toujours la mettre en relation avec les conditions de vie et la vie politique. Pour nous faire bien comprendre, il nous suffit de réfléchir sur des exemples d'un même ouvrier agricole en pays viticole : dans le Languedoc, les conditions de vie plus collectives, les luttes passées[3], la crise viticole font que, parfois, on est réceptif au Parti communiste, parfois, on est sensible à la solidarité de type agrarien entretenue par la S.F.I.O. Les rapports sociaux sont identiques, la taille des exploitations est semblable. Il faut donc chercher ailleurs...

L'ouvrier agricole, dans le Var, vit au milieu d'un monde de petits propriétaires; il est lui-même parfois petit propriétaire parcellaire. Ce monde est très tôt acquis à la coopération; la pénétration communiste sera plus tardive. Et, pour terminer, l'ouvrier agricole en Bordelais est beaucoup plus dépendant du propriétaire de grand domaine.

L'inégale tension des rapports sociaux, s'ajoutant à la très grande stabilité des structures sociales, explique parfois l'imperméabilité de certaines régions rurales au communisme.

Il nous faut pourtant saisir les évolutions en cours.

L'exode rural se développe. Il masque parfois l'aggravation des conditions, conséquence de la mécanisation croissante, de l'augmentation des rendements. Dans ces processus, les pauvres sont toujours perdants et s'en vont, parfois. Mais souvent on résiste : ici on crée des syndicats; là, comme dans le Sud-Ouest, pour résister à la pénurie de matériel, les métayers s'organisent; une implantation communiste durable en résulte.

Les activités se différencient lentement avec des résultats différents, ainsi dans l'activité florale dans la France du Sud-Est. La crise frappe partout et se traduit, notamment dans les années 1930, par la chute des exportations. Dans deux régions fort semblables, le Var et la région de Grasse, les conséquences sont diverses. Ici, le Parti communiste ne parvient pas à s'implanter; là, l'implantation se traduit par l'élection d'un député communiste en 1936. Dans les deux cas, les traditions politiques ont pesé lourdement.

Il nous faut comprendre les aléas de la conjoncture. Comment se fait l'adaptation à la crise. Par exemple, dans le Var, la crise de mévente du vin et de baisse des prix s'accompagne d'une augmentation des prix des engrais, des impôts. Dans le même temps, la baisse des dépenses de l'Etat gêne les entreprises reposant sur le crédit ou les subventions. En deux ou trois ans, le Parti communiste progresse fortement à partir, le plus souvent, de petits noyaux de « sympathisants ».

Face à la même crise agricole des années 1930, il peut y avoir adaptation. Par exemple, dans les campagnes du Nord, les petits exploitants pratiquant la polyculture résistent mieux. Le communisme ne pénètre pas.

Dans ces deux cas, des facteurs politiques se sont ajoutés : dans Le Var, la crise du socialisme, dans le Nord, l'influence religieuse.

Plus que dans la classe ouvrière, le rôle des traditions politiques est fondamental. Ici, nous rejoignons la grande question des facteurs de la vie politique dans les campagnes. Y a-t-il ou non présence des notables? Et, aussi, quel est le notable? Est-ce le propriétaire? Est-ce l'instituteur? Le rôle des facteurs économiques est toujours important. La voie économique est la voie principale de pénétration des idées politiques; voie lente qu'il est difficile d'explorer[4]. Le rôle de la coopération et du syndicalisme, le rôle des analyses communistes et de la présence de communistes dans ces organisations prennent ici le pas sur les autres analyses.

Il en résulte des implantations réussies aux caractéristiques diverses. Prenons le cas du Lot-et-Garonne : la métairie domine; le propriétaire est absent; très tôt, les idées démocratiques ont été diffusées. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, de véritables luttes de classe sont animées par les métayers de la région de Marmande. Le résultat politique est l'élection partielle de décembre 1920 où Renaud Jean l'emporte. Il répondait en effet précisément aux questions qui se posaient. Dans les régions voisines où le faire-valoir direct domine, rien d'analogue ne se

produit. Il nous faudra donc toujours distinguer la part des luttes et la part de l'homme, bref saisir comment se crée une tradition et comment s'assure un relais.

A noter qu'ici, en grande partie, l'implantation rurale du Parti communiste est proche de celle de la S.F.I.O.

Que propose le Parti communiste? Il analyse les rapports sociaux d'une part et propose toujours le modèle russe d'autre part. Nous pouvons donc nous demander si l'implantation du Parti communiste à la campagne se traduit par une adhésion à la politique agraire du Parti.

Des difficultés supplémentaires viennent du fait que le Parti communiste affronte directement les traditions politiques.

Aussi, souvent, faut-il attendre que se conjuguent les effets de la crise, la décomposition du socialisme, la menace du fascisme. D'autant que, si le Parti communiste a contribué à créer des organisations parallèles, des « couronnes extérieures » en milieu ouvrier, il y arrive peu et mal en milieu rural. La Confédération générale des Paysans travailleurs (C.G.P.T.) a toujours été faible. Aussi devons-nous être particulièrement attentif au rôle des individus et aux processus, quasi quotidiens, de la pénétration.

Il ne nous faudra pas oublier l'existence de facteurs de distorsion : par exemple, les activités mixtes, les ouvriers-paysans. Hormis dans quelques cas — les bûcherons du Cher ou les mineurs de bauxite du Var — cette situation est peu propice à une bonne implantation communiste. Tout autre est le rôle joué par les conséquences de l'exode rural : d'où viennent les communistes de la banlieue parisienne? Ont-ils gardé des liens avec le milieu d'origine? Où est-on inscrit sur les listes électorales? Enfin, se pose une question bien mal éclairée : quelles furent les conséquences du chômage et l'ampleur du retour vers les campagnes d'origine? Le cas de Marzin dans les Côtes-du-Nord est-il isolé?

Il n'y a pas de relations entre la structure agraire et l'implantation. Si le métayage en Puy-de-Dôme est favorable au Parti communiste, il n'en est pas de même dans la Vienne.

De la même façon, il n'y a pas de relation entre la crise et l'implantation communiste.

En revanche, il y a une relation entre la présence militante et l'implantation. Et ce ne sont pas toujours les cultivateurs qui assurent cette permanence; qu'il s'agisse de Vazeilles, de Gaou, de Renaud Jean, ou de Dupuy dans le Gers. Notons au passage le rôle particulier des maréchaux-ferrants.

Nous devons aussi essayer de répondre à la grande interroga-

tion de la thèse d'Annie Kriegel : les campagnes ont-elles été plus favorables à l'adhésion à la Troisième Internationale? Sa réponse positive se fonde sur la seule analyse du Congrès de Tours.

La motion pour l'adhésion sans réserves à la Troisième Internationale est la seule à aborder vraiment les questions que se posent les paysans dans toute leur ampleur (aussi bien la question de l'inactivité de la S.F.I.O. devant les problèmes agraires que la question de la guerre, etc.). Le vocabulaire, d'autre part, est confus à souhait; se mêlent à volonté « paysans », « ruraux », « campagnards », etc. Enfin, de nombreux délégués ont déformé la réalité de leur département face à l'adhésion à la Troisième Internationale (dans le Cher ou la Drôme). Il fallait répondre en effet à l'objection amplement développée par les adversaires de l'Internationale communiste qui tous insistaient sur la résistance des campagnes à une telle adhésion. Naturellement, la sociologie des participants au congrès montre l'extrême faiblesse de la présence paysanne [5].

Aussi, pour aller vite, pourrions-nous affirmer que, dans un premier temps, une convergence s'est produite : paysans et ouvriers se sont rencontrés pour adhérer au nouveau parti. Par la suite, les inflexions « ouvriéristes » de la politique du Parti communiste n'ont pas aidé à consolider cette convergence.

En milieu paysan, plus qu'ailleurs, nous ne pouvons parler d'implantation que s'il y a permanence durable de l'organisation confirmée par l'élection ou par d'autres pénétrations durables, telles que le militantisme dans les coopératives ou autres associations à vocation économique.

En guise de conclusion temporaire, nous pouvons répondre : oui, les structures sociales sont des données importantes qui doivent être étudiées et qui pèsent lourdement pour expliquer l'implantation communiste. Mais nous ne devons pas analyser mécaniquement ces données. Les mêmes structures donnent parfois des résultats fort différents. Il n'y a pas de structures sociales favorables; il n'y a pas de structures sociales défavorables. Nous devons très vite dépasser ces analyses pour comprendre les luttes politiques — et n'oublions pas l'importance de la politique en France, et des luttes à tous les niveaux — d'où l'importance des luttes municipales; nous devons aussi être attentifs à toutes les luttes, soit à l'entreprise, soit dans le cadre de la vie quotidienne. Autant de chemins originaux et contradictoires qu'il nous faudra explorer!

QUELQUES VOIES PARTICULIÈRES POUR CETTE IMPLANTATION

Nous pourrions analyser aussi bien le rôle des traditions politiques, le rôle des luttes revendicatives et du syndicalisme, le rôle de la presse, le rôle des conjonctures politiques, les conséquences de la crise économique, les pratiques culturelles des militants, des étrangers, etc. Autant de questions sur lesquelles les recherches ont donné des résultats importants.

Nous retiendrons ici deux aspects seulement : les municipalités et ce que nous appelons maintenant le « cadre de vie ».

Les municipalités communistes

L'intervention communiste dans la vie municipale est un moyen supplémentaire pour favoriser la progression du Parti. Après la guerre de 1914-1918, des problèmes d'équipements n'ont pas trouvé de solutions (transports, voirie, logements, construction d'écoles, adduction d'eau. d'électricité, etc.).

Y eut-il une politique municipale cohérente?

Quand naît le Parti communiste, il n'y a pas de politique cohérente. Le Parti est directement l'héritier du socialisme, et la S.F.I.O. a souvent bien réussi sur le terrain municipal. L'apport du passage au Parti communiste des nouvelles municipalités de la banlieue parisienne est donc décisif. Mais très vite, nous le savons, et au plus tard en 1923, des départs sont massifs. Et la liste est longue. Citons : Pantin, Saint-Ouen, Drancy, Aubervilliers, Suresnes, Boulogne, Issy, Bagnolet, Pavillons-sous-Bois, Le Kremlin-Bicêtre, Le Pré-Saint-Gervais, etc.

En province, en revanche, la question se pose différemment; dans leur majorité, les communes socialistes restent à la S.F.I.O. dès 1920 : Toulon, Brest, Lille, etc.

Il en résulte deux situations.

Dans la Région parisienne, la volonté de définir une politique municipale communiste peut être mise en application; bien que peu nombreuses, des municipalités communistes fonctionnent au milieu des années 1920 : Ivry, Saint-Denis, Bobigny, et les élus municipaux parisiens peuvent jouer un rôle. La Région parisienne est dès lors animée par une double tendance : la conquête

municipale, la perte des élus, après la scission de 1929, notamment. Ces municipalités peuvent servir de champs d'expérience.

En province, l'isolement est plus grand. Les municipalités n'occupent pas la même place dans la vie du Parti. Les individus, les alliances locales jouent un plus grand rôle.

Tout au long de son histoire, le Parti communiste a essayé de faire vivre ses commissions municipales, avec des différences entre la Région parisienne et la province, et, aussi, selon les périodes : la cohésion est plus grande jusqu'en 1929, une phase de repli suit de 1929 à 1935 (par exemple, le seul élu municipal communiste à Paris est André Marty). Le rôle attribué aux municipalités est aussi différent : dans la Région parisienne, l'organisation se replie sur les municipalités et les entreprises. Le phénomène est varié en province.

Après 1936, une tentative de coordination fondée sur la diffusion de l'information apparaît avec l'Association d'étude et d'informations municipales et départementales animée par Vassart. Avec l'augmentation du nombre des élus sous le Front populaire, le besoin est très grand, aussi bien en Région parisienne qu'en province. Mais souvent les nouveaux élus font aussi appel aux anciens; ainsi dans le Var, Turle, seul maire communiste, va, à partir de 1935, conseiller Mari, Honorat ou Recous, nouveaux maires communistes.

La gestion municipale communiste

Un triple rôle est attribué aux municipalités par le Parti communiste — et cela de façon permanente : orienter certains choix dans un sens plus social; apporter certaines solutions aux difficultés nées du développement urbain; aider à politiser les administrés, phénomène qui s'accentue dans les années 1929-1930.

Un autre rôle, souvent argument de polémique, mais réel, est attribué aux municipalités : être au service du Parti communiste. Qu'il s'agisse du logement, des emplois municipaux pour les permanents et les militants, de l'aide matérielle à l'organisation (ainsi le rôle des municipalités est évident lors des grèves). Qu'il s'agisse aussi d'une intervention plus politique : ainsi, par exemple, à la fin des années 1920, il est demandé aux municipalités communistes, par leur politique en direction des instituteurs de la Seine, d'aider au redressement de la Fédération unitaire de l'Enseignement.

Naturellement, ce rôle politique est accentué dans la Région parisienne, zone de repli de l'organisation, champ d'expérimenta-

tion et rôle pionnier. Aussi chaque municipalité met-elle en avant un ou deux aspects de son activité.

Pour Ivry, ce sera l'office municipal d'H.B.M. qui mène dans le centre de la ville une politique sociale pour contribuer au renforcement électoral du Parti;

Pour Clichy, ce seront les colonies de vacances, comme pour Bobigny (on décrit souvent sa colonie de l'île d'Oléron et son système de placement à domicile dans la Nièvre);

Pour Villejuif, ce sera son action médicale (les expériences de médecine préventive complètent bien l'exemple donné par l'hospice et l'Institut du cancer; ce sera aussi cette innovation architecturale du bloc scolaire Karl-Marx conçu en 1933 autour de l'architecte Lurçat.

Les municipalités communistes jouent donc un rôle de phare : on les craint et on les admire. A cet égard, elles jouent pour les communistes français le même rôle que l'U.R.S.S.

Naturellement des contingences pèsent; la tutelle est grande; les budgets sont contraignants[6], la lenteur administrative s'ajoute aux conséquences de la présence industrielle dans presque toutes ces communes.

Le rôle pionnier est fort différent en province. Inutile d'insister!

Souvent des initiatives qui préfigurent l'évolution de la politique du Parti sont prises au niveau local : à Nanterre, à partir de 1935, la fête de la Rosière et les réponses aux demandes des commerçants; à Villejuif, l'ouverture vers les couches moyennes peut s'entrevoir dans la genèse de l'école Karl-Marx qui associe à la mise à l'étude syndicat des instituteurs et médecins; à Ivry, le passage d'un anticléricalisme militant à une politique de rapprochement avec les catholiques; à Bobigny, l'entraînement de personnalités fort éloignées dans la solidarité envers la République espagnole.

Des contreparties, naturellement, apparaissent. Souvent les élus sont d'actifs militants de l'appareil du Parti, Maranne par exemple, ou des militants syndicalistes, tel Berrar. Il s'agit pour eux d'apprendre le métier d'élu, soit en imitant les voisins communistes, soit en imitant... les autres.

Le terrain municipal est un terrain de contacts et d'ouvertures vers d'autres courants politiques, vers l'administration étatique, vers les milieux patronaux, vers les élus locaux d'autres partis (Ici, il faudrait s'interroger sérieusement sur les relations avec les amis d'Henri Sellier ou de Laval). Aussi, les dissidences d'élus locaux communistes sont-elles fréquentes. Les départs de 1922-1923 ont eu moins d'importance pour l'implantation du Parti communiste, car il n'y avait pas eu d'identification entre Parti

communiste et équipe municipale. Toutefois, un obstacle sérieux se présente : il sera très difficile pour le Parti communiste de reconquérir ces positions avant 1939. Tout autre est la portée des dissidences de 1929, qu'il s'agisse d'Auffray à Clichy, de Lauze à Villetaneuse, ou plus tard et pour d'autres raisons, de Doriot à Saint-Denis. L'identification s'est faite; les conséquences sont plus amples. Enfin, la dissidence, en général plus politique, plus profonde aussi, de 1939-1940, frappe de nombreux élus en Région parisienne et en province. La guerre et la répression ont empêché certaines évolutions; l'effet sera donc atténué, bien que le Parti communiste, dans la Région parisienne, ne retrouve pas en 1945 ses positions de 1935. Ce repli ne peut se comprendre sans références précises à ces défections. Ce n'est naturellement pas la seule raison.

Luttes pour le cadre de vie

Prendre en compte les besoins des travailleurs, partir de ces besoins, lutter pied à pied pour améliorer les conditions de vie, voici un terrain de luttes possibles pour le Parti communiste. Je dis bien *possible,* car des décalages existent entre les inflexions politiques et ces luttes « au ras du sol ».

Nous nous limiterons à la Région parisienne et aux seules luttes pour l'habitat. Mais tous les terrains sont occupés : qu'il s'agisse des transports, qu'il s'agisse de la culture (cette banlieue, véritable désert culturel et religieux que décrit le père Lhande), qu'il s'agisse de la consommation, de la santé, etc.

D'autre part, une réalité demeure : l'absence générale de politique d'urbanisme qui se traduit par une poussée anarchique de la banlieue où dominent deux formes essentielles de logement : les lotissements (environ deux tiers des logements construits) et les « habitations à bon marché » (environ un quart des constructions). Des inégalités affectent cette banlieue : la pratique des lotissements par exemple est inconnue — ou pratiquement inconnue — à Saint-Denis, à Ivry ou à Gentilly.

Les lotissements

Le phénomène des lotissements atteint tous les terrains disponibles et touche toutes les couches populaires. Conséquence de la crise du logement, de la bonne conjoncture (hauts salaires et plein emploi), de l'offre (les lotisseurs pullulent), il connaît vers 1930 un ralentissement sérieux, suite de l'intervention des pouvoirs publics et surtout de la crise économique.

C'est un phénomène idéologique massif : progrès de l'individualisme, intention de faire supporter aux lotis l'essentiel des responsabilités, immense besoin populaire (qu'il s'agisse des retombées d'aspirations mutualistes ou des conséquences de l'absence de perspectives d'émancipation immédiate...).

Au début, l'absence de législation provoque une anarchie complète. La première loi, en 1924, crée l'obligation de pourvoir d'un équipement tout lotissement. Mais les créations défectueuses sont légion. Le terme de « mal loti » a une connotation révolutionnaire pour le Parti communiste.

Le phénomène s'étend particulièrement en banlieue Nord-Est; d'où l'action particulière à la Chambre de Clamamus, député-maire de Bobigny.

Le tournant législatif est en 1928 constitué par les lois Sarraut et Loucheur. Elles favorisent les constructions individuelles et prévoient le partage des dépenses d'équipements entre l'Etat et les associations de lotis.

Face à cet appareil législatif, les communistes eurent une double attitude. Ils le critiquèrent, d'autant que le risque était grand qu'il contribuât à dévoyer certaines luttes. D'autre part, ils pénétrèrent dans les organisations nées de l'application de ces lois. Aucune politique systématique, naturellement, ne fut préconisée et, en grande partie, cette histoire reste à écrire. Un seul exemple pour nous convaincre de son importance : à Montreuil, du fait de l'action des communistes dans les associations de lotis, le Parti communiste progresse régulièrement dans les quartiers de lotissements.

Un autre aspect est important, car il peut créer de nouvelles actions. La prise en charge de ses propres difficultés, la construction de sa maison, la création d'un cadre de vie commun, les rapports de voisinage et de solidarité, tout ceci donne naissance à une nouvelle collectivité où bien des actions sont possibles. Les lotis viennent pour la plupart de Paris; ils ont les mêmes difficultés, les mêmes adversaires. Que le Parti communiste soit présent, que des militants se dégagent : la rencontre peut se faire.

Mais des différences demeurent, conséquences notamment des différences de fortunes; échappe plus souvent à cette rencontre l'Ouest de Paris. Malgré tout, de grands facteurs d'homogénéité dominent : la jeunesse des habitants, leur condition de salariés, leur obligation de travailler ailleurs; bref, on accumule le plus souvent les difficultés de logement et les difficultés de transport. Aussi, souvent, comme à Villejuif ou à Montreuil, les organisations communistes dans les lotissements sont-elles très fortes.

Dans ce contexte, le rôle des municipalités peut être impor-

tant : contribution à la viabilité, impulsion à la création de syndicats de lotis, luttes pour les subventions, etc. Parfois aussi, des facteurs d'hostilité apparaissent; on attribue aux maires des responsabilités qu'ils n'ont peut-être pas (et Clamamus semble en avoir fait souvent les frais); les réalisations sociales, scolaires, etc., sont toujours très lentes à voir le jour; parfois, des différences sociales expliquent une plus grande résistance des lotissements à la pénétration communiste, comme à La Courneuve.

La poussée communiste, en banlieue notamment, correspond à la grande instabilité de la population parisienne. Le désir d'être mieux logé a créé des occasions nouvelles de luttes. La prise en charge de certains problèmes a contribué à l'implantation communiste, qu'il y ait ou non conquête municipale.

Les habitations collectives[7]

Les deux grandes catégories d'habitations collectives sont les immeubles privés (logements d'usines, œuvres philanthropiques, etc.) et les constructions d'initiative plus publique (qu'il s'agisse de certains offices d'H.B.M. ou de sociétés coopératives, par exemple). La première question est bien mal connue. Quelles furent les relations entre industriels et politique du logement au XXe siècle?

Risquons sur cette question une hypothèse. En province, la politique paternaliste en matière de logement ferme la voie à la pénétration des idées révolutionnaires. Dans la région parisienne, en revanche, il y aurait effet cumulatif : aux luttes contre le patron s'ajoutent les luttes contre le propriétaire.

Quoi qu'il en soit, le Parti communiste n'a pas théorisé l'autonomie des luttes pour le logement.

D'autre part, des aspects nous sont complètement inconnus : la participation aux luttes de la Fédération des locataires et la part des analyses sur les questions du logement dans les conceptions générales des conseillers municipaux dissidents, Garchery et Louis Sellier.

Après 1930, alors que lotissements et constructions privées l'emportaient, avec la crise, l'initiative publique peut prendre le relais en dépit de faibles moyens. Ceci a contribué à empêcher le marasme de l'industrie du bâtiment. A-t-elle permis un plus grand contrôle des organismes publics? Y a-t-il eu pénétration de communistes dans les conseils d'administration des offices départementaux d'H.B.M. par exemple?

De cette action des pouvoirs publics, il résulte malgré tout peu

de réalisations importantes. L'initiative privée a donné quand même les meilleurs résultats.

Qui habite ces H.B.M.? Avant tout les mal-logés de la « zone » de Paris. L'amélioration du logement est certaine, mais combien d'imperfections irritantes, combien de sujets de mécontentement pour cette population homogène! D'autant que des formes nouvelles d'action apparaissent où souvent, sujet bien mal connu, les femmes jouent un rôle essentiel.

Il y avait donc une possibilité d'intervention pour une municipalité communiste. Or, nous le savons bien, les grandes initiatives en matière de logement ont été le fait des élus socialistes, avec l'exemple bien connu d'Henri Sellier.

Toutefois, il y eut une certaine impulsion des mairies communistes; les exemples d'Ivry et d'Alfortville en témoignent. D'autant plus que les autres municipalités ont refusé ou n'ont pas essayé d'améliorer la condition de vie dans les H.B.M. privées implantées sur leur territoire. Pour Bagneux, ce fut l'occasion du spectaculaire progrès communiste.

L'H.B.M. est un facteur d'homogénéité socio-professionnelle. Elle peut offrir un terrain nouveau pour les luttes, qu'il s'agisse de luttes pour une amélioration des transports comme à Bagneux ou pour la construction d'une école, comme à Villejuif.

Cette forme d'habitation collective a dû être analysée par le Parti communiste comme somme toute favorable à son implantation. Outre les besoins qu'il fallait satisfaire, dans l'après-guerre, les communistes ont été les défenseurs de l'habitat social collectif. Cette adhésion devait aussi avoir des raisons politiques, l'expérience montrant que l'habitat collectif permettait à l'organisation de se renforcer.

En conclusion...

Nous étions partis de la problématique générale de l'implantation. Nous y retournons.

Rencontre entre une politique et une société, l'implantation est à la fois résultat de cette politique et de ses possibilités de peser sur les évolutions en cours dans le tissu social complexe.

Nous devons saisir les permanences, mais aussi nous interroger sur les ruptures et les nouveautés.

Un grand danger toutefois nous menace : isoler l'étude du phénomène communiste et, danger inverse, ou complémentaire, manquer d'audace dans l'approche. Nous n'en sommes, il est vrai, encore qu'aux premiers balbutiements. Le champ à explorer reste vaste...

4

Le P.C.F. et le Front populaire

Serge Wolikow

CHRONOLOGIE*
JUILLET 1934-1939

1934

8 juillet : Manifestation à l'appel du P.C.F. et des socialistes de la Seine contre les actions fascistes.

15-16 juillet : Le Conseil national socialiste se prononce en faveur de l'unité d'action proposée par le P.C.F. par 3471 mandats contre 366.

7 octobre : Elections cantonales — Le P.C.F. obtient 100 000 voix de plus qu'en 1932, mais moins qu'en 1928.

10 octobre : M. Thorez fait la proposition d'un « Front populaire pour le pain, la liberté et la paix ».

24-25 novembre : Le Conseil national de la S.F.I.O. repousse les propositions du P.C.F. en vue d'une action commune pour le développement du Front populaire.

1935

1er mai : Manifestations ouvrières communes C.G.T. et C.G.T.U.

5 mai et 12 mai : Elections municipales. Succès pour les communistes.

6 juin : Formation d'un gouvernement Laval avec la participation des radicaux.

10-12 juin : Le Congrès de la S.F.I.O. se prononce en faveur de la réalisation du Front populaire.

14 juillet : A l'appel du Comité d'organisation du Rassemblement populaire 500 000 parisiens participent au défilé de la Bastille à la Nation.
Ils ratifient le serment du Front populaire.

18 juillet : Appel commun P.C.F.-S.F.I.O. « A bas les décrets-lois de misère ».

25 juillet-20 août : VIIe Congrès de l'Internationale communiste.

27 septembre : Séance commune des deux congrès de la C.G.T. et de la C.G.T.U. : la réunification est décidée.

1936

22-25 janvier : VIIIe Congrès du P.C.F. à Villeurbanne.

2-5 mars : Réunion à Toulouse du Congrès de la C.G.T. réunifiée.

12 mars : Refus du Parti socialiste d'agir en commun avec le P.C.F. pour l'unité d'action internationale.

17 avril : Discours de M. Thorez à la radio.

26 avril-3 mai : Elections.

15 mai : Lettre du B.P. du P.C.F. à la S.F.I.O. à propos de la participation des communistes.

27-28 mai : Début du grand mouvement de grèves avec occupation d'usines.

4 juin : Blum constitue son ministère.

7 juin : Signature des accords Matignon — C.G.T.-Patronat.

18 juin : Dissolution des ligues fascistes.

18 juillet : Rébellion de Franco contre la République espagnole.

24 juillet : Appel du P.C.F. pour l'aide à l'Espagne.

* Pour les années 1932-1933, voir également la chronologie du texte de D. Tartakowsky, p. 567.

8 août : Le gouvernement affirme sa politique de non-intervention.
29 septembre : Vote de la dévaluation.
5 décembre : Débats sur la politique extérieure: le P.C.F. s'abstient.

1937

13 février : Blum annonce la « pause ».
27 février : Maurice Thorez répond : « La pause? Aux trusts! »
16 mars : Provocation fasciste à Clichy. La police intervient : 5 morts parmi les ouvriers.
21 mars : Funérailles : un million de travailleurs...
26 avril : Bombardement de Guernica.
16 juin : Blum obtient les pleins pouvoirs financiers à la Chambre des députés.
21 juin : Refus du sénat. Blum démissionne.
22 juin : Gouvernement présidé par un radical : Chautemps.
30 juin : Pleins pouvoirs financiers votés : Duclos annonce que le P.C.F. est prêt à prendre ses responsabilités dans un gouvernement à l'image du Front populaire.

10-17 octobre : Elections cantonales. Progrès du P.C.F. Il obtient 14 % des voix.
25-29 décembre : IX[e] congrès du P.C.F. à Arles.

1938

13 mars : Constitution du 2[e] gouvernement Blum sans les communistes.
8 avril : Démission de Blum devant le refus du Sénat de voter les projets financiers du gouvernement. Intervention du P.C.F. pour qu'il se maintienne.
10 avril : Constitution du gouvernement Daladier.

21 août : Daladier dans un discours à la radio attaque les 40 heures.
29 septembre : Accords de Munich. Le gouvernement français renie ses engagements diplomatiques.
4 octobre : A la Chambre des députés, seuls les communistes votent contre l'approbation de ces accords et contre les pleins pouvoirs à Daladier.
1[er] novembre : P. Reynaud devient ministre des Finances.
12 novembre : Les décrets-lois de « sacrifices » sont annoncés.
30 novembre : Grève générale et répression.

1939

21-23 janvier : Conférence nationale du P.C.F.

Le P.C.F. et le Front populaire *

Dans l'histoire du P.C.F., la période du Front populaire est sans doute une des plus souvent évoquées et à première vue la plus largement connue.

Depuis quarante ans, le rôle important joué alors par le P.C.F. dans l'évolution politique de la société française est un objet de débat. Le Parti communiste lui-même s'est attaché très tôt à revenir sur son activité passée durant cette période pour en donner une interprétation globale.

L'enseignement secondaire contribue également à donner des éléments de connaissance sur l'époque et le Parti communiste alors, ce qui renforce l'impression que l'essentiel est connu. Les principaux faits étant bien connus, il ne resterait, à propos du P.C.F., plus qu'à éclaircir quelques questions concernant notamment les origines le « tournant » de 1934, la non-participation au Gouvernement en 1936, ou les conditions de la fin du Front populaire.

Ces questions sont certainement incontournables et je les aborderai. Mais pour le faire en historien, c'est-à-dire avec le

* Voir les notes du texte de S. Wolikow en p. 567.

souci de comprendre les processus historiques réels, un effort de lucidité est indispensable. Il est nécessaire de préciser l'objet de cet exposé et la démarche qu'il implique.

Ma première remarque est pour préciser qu'il y a lieu de distinguer histoire du Front populaire et histoire du Parti communiste.

C'est celle-ci qui sera au centre de mon exposé. Connaître les grands épisodes politiques qui marquent la naissance puis le développement du Front populaire, ce n'est pas nécessairement connaître au même titre l'activité du Parti communiste.

Il faut se garder d'assimiler ces deux histoires, ce que les historiens communistes, notamment, n'ont pas toujours su faire. Bien sûr, entre elles, les liaisons sont étroites, à l'origine surtout, puisqu'alors elles s'identifient quand le P.C.F. prend l'initiative de définir cette nouvelle orientation. On ne saurait cependant réduire l'une à l'autre : ni ramener toute l'histoire du Front populaire à celle du P.C.F., ni fondre celle-ci dans l'histoire générale du Front populaire. Même si les deux démarches procèdent d'*a priori* idéologico-politiques différents, elles aboutissent à une même confusion insoutenable au plan scientifique.

En fait le Front populaire en tant que phénomène politique est différencié, son unité est complexe : elle est constituée de plusieurs éléments qui apparaissent successivement puis coexistent, de 1934 à 1938.

Le Front populaire, c'est d'abord l'orientation des communistes, du P.C.F. et de l'Internationale, c'est ensuite un mouvement populaire fondé sur un type d'alliance politique autour de certains objectifs, mais c'est aussi une politique gouvernementale et l'activité d'une majorité gouvernementale à partir de juin 1936.

Ce qui m'intéressera, dans cet exposé, c'est ce premier élément, c'est-à-dire la place et le rôle du P.C.F. tout au long de la période, y compris après 1936. Bien souvent on néglige ces années 1936-1939, surtout quand on identifie Front populaire et Parti communiste! Comment, en effet, dissocier alors le P.C.F. de l'échec du Front populaire? En fait, ces années, dans l'histoire du P.C.F. sont particulièrement riches. Cette époque de difficultés est un moment dans lequel le parti accumule des expériences, développe de nouvelles réflexions théoriques et politiques.

Une deuxième remarque est nécessaire pour rappeler ce qui devrait être une évidence : le P.C.F., dans les années trente, est une section de l'Internationale communiste, conçue comme un parti mondial. On ne peut l'ignorer sous peine de tomber dans l'anachronisme et le contresens historique.

Dans ces années, l'Internationale comme le P.C.F. connaît une évolution importante à laquelle d'ailleurs celui-ci participe. Mais

on ne peut étudier leur histoire simplement en les juxtaposant : elles sont mêlées, même si elles ont progressivement tendance à se distinguer.

Aux origines du Front populaire, il y avait aussi bien la politique et l'influence du P.C.F. que les analyses et la réflexion de l'Internationale. Sans doute, au départ, les initiatives, heureuses et malheureuses, provinrent-elles de la direction de l'I.C., mais, dès 1934, cette tendance s'inversa au moins partiellement. le P.C.F. prit alors une part décisive à l'élaboration de la nouvelle orientation qui s'effectue explicitement sur le terrain national.

D'ailleurs, c'est seulement lorsque ses contours furent dessinés et qu'elle eut commencé à faire ses preuves qu'elle fut reprise comme telle au plan international. De ce fait, le P.C.F. occupa tout au long de la période une place privilégiée lui conférant une rèelle marge d'initiative. Déjà le VIIe Congrès, sous l'impulsion de Dimitrov, avait poussé chaque parti communiste à une plus grande autonomie. Le Parti communiste français, désormais le premier des pays capitalistes, était engagé dans une expérience originale et avançait pour une large part sous sa propre responsabilité. Pour autant, on ne saurait sous-estimer les effets contradictoires de son appartenance à l'Internationale. D'une part, l'I.C., en adoptant et généralisant l'orientation de front populaire, épaulait le P.C.F., mais de l'autre, elle le chargeait d'une responsabilité internationale. Sa politique, ainsi intégrée dans une stratégie internationale, pouvait être conditionnée par celle-ci.

S'il est chaque fois nécessaire de garder présent à l'esprit cette dimension internationale, il convient de préciser exactement ses contours, étant donné les évolutions notables qui s'effectuent alors entre 1933 et 1938.

En troisième lieu, il me faut préciser davantage l'objet de cet exposé, car dire que c'est l'histoire du P.C.F. dans la période est insuffisant.

J'ajouterai donc que mon ambition, dans le cadre de cette contribution a été d'évoquer les divers aspects de l'activité du P.C.F. dans leur rapport à la société française : c'est-à-dire aborder, même brièvement, ses activités de propagande, d'organisation, aussi bien que son influence électorale ou encore ses analyses théorico-politiques.

La part faite à l'histoire de la stratégie est importante parce que c'est elle qui, au fond, organise toute l'activité du Parti. De plus, dans notre période, elle connaît des inflexions majeures dont j'ai essayé de restituer le mouvement, en analysant avec une

certaine précision la genèse et le développement de l'orientation de Front populaire.

Je signalerai enfin que j'ai été tributaire pour cet exposé de l'avancement très inégal et au total assez limité des travaux historiques spécifiquement consacrés au P.C.F. dans cette période, ce à quoi il convient d'ajouter, sauf exception, l'absence d'archives.

Certaines des réflexions présentées ici reprennent des articles ou des études effectuées ces dernières années, d'autres ont été plus particulièrement précisées pour ce texte.

L'ÉCONOMIE ET LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE AU DÉBUT DES ANNÉES TRENTE

L'activité du Parti communiste français dans les années trente est incompréhensible si l'on ne prend pas en compte ce qu'était alors la situation socio-économique de la France.

Il n'est pas question, ici, de l'étudier en détail, mais seulement d'en rappeler quelques traits caractéristiques indispensables pour apprécier de façon juste aussi bien les problèmes auxquels le P.C.F. fut confronté que les initiatives politiques diverses qu'il fut conduit à prendre.

La crise

Les années trente sont des années de crise économique et sociale. Crise internationale bien sûr, tous les grands pays industrialisés, sauf l'U.R.S.S., leurs colonies, furent touchés[1]. Mais crise française également dans la mesure où les caractères de la crise économique en France sont à de nombreux points de vue différents de ceux des autres pays européens ou d'Amérique du nord.

Crise cyclique conjoncturelle? la crise des années trente est bien davantage, elle est une crise des structures globales du capitalisme tel qu'il s'était développé jusqu'alors. Sa durée et sa profondeur en témoignent.

Il ne s'agissait pas de simples déséquilibres intersectoriels, mais bien d'un grippage général des mécanismes de la mise en valeur du capital en raison de la baisse du taux de profit et de l'impossibilité, dans les conditions d'alors, de le relever par les seuls moyens jusque-là mis en œuvre et qui, dès lors, contri-

buaient au contraire à aggraver les contradictions (ex. : gonflement du crédit; surinvestissement dans les biens de production, exportations, politique monétaire, ...).

C'est précisément en raison de ses caractères structurels que la crise économique en France a connu un développement particulier : indiquons-le sommairement.

Une évolution originale

Il n'y a pas eu, au sens strict, ce que l'on appelle de crise de 1929 pour la raison que la crise s'y développe plus tardivement — fin 1930 — que dans les autres pays capitalistes. Son rythme ultérieur est également original : alors que dans la plupart des pays capitalistes le fond de la crise avait été atteint dans l'hiver 1932-1933, en France — si la décélération initiale a été moins forte — par contre, la baisse de la production se poursuit jusque dans l'hiver 34-35. La reprise, ensuite, est très limitée.

Décalage donc, moindre intensité au départ, par contre, étalement de la crise.

Autres caractéristiques : la crise se développe de façon inégale selon les secteurs. Dans l'industrie, les secteurs de l'industrie lourde et d'équipement résistent jusqu'en 1931 en raison, notamment, des commandes publiques ou parapubliques (armement, électrification, chemins de fer,...), mais ensuite leur production diminue régulièrement, signe de l'arrêt des investissements au moins jusqu'en 1936. Les industries des biens de consommation touchées par la concurrence étrangère dès 1929-1930 sur les marchés extérieurs, se replient, en baisse sur le marché colonial et le marché national.

La crise de surproduction industrielle ne s'est pas tout de suite combinée avec la crise agraire — à l'inverse de nombreux autres pays. La mise en place de tarifs douaniers protectionnistes a permis de limiter l'effondrement des prix agricoles de sorte que, dans une première phase de la crise (jusqu'en 1932-33), ceux-ci restent au niveau des prix industriels. En conséquence, il y a seulement un rétrécissement limité du pouvoir d'achat du marché rural. En 1934-35, la chute des prix agricoles souhaitée par les milieux industriels et encouragée par le pouvoir (Flandrin-Laval) généralise et approfondit la crise agricole.

La parité monétaire fixée en 1928 est maintenue : jusqu'en 1932 les capitaux liquides restent très importants; la France bénéficie du rythme inégal de la crise et reçoit des apports importants de capitaux étrangers. Ensuite le départ de ces capitaux, combiné à la chute des recettes budgétaires, provoque une détérioration régulière de la situation financière.

Ces quelques données permettent de comprendre que les différentes classes et catégories sociales n'aient pas été touchées également par la crise. Il faut souligner aussi que leurs réactions ont été des éléments qui, appartenant à la crise elle-même, ont déterminé certains de ses aspects : aussi bien la combativité de la classe ouvrière, celle des paysans, que la politique économique résultant pour une part de l'intervention du grand capital.

Les effets sociaux de la crise

Si la crise touche d'abord les ouvriers, il y a des inégalités très fortes selon les secteurs. Certains auteurs[2] n'ont pas hésité à affirmer que le pouvoir d'achat ouvrier avait progressé pendant la crise. Bien sûr, si l'on tient compte du seul taux horaire en ignorant le chômage et les réductions de durée du travail, on peut arriver à ce résultat. Le chiffre exact du chômage est difficile à évaluer précisément; il semble devoir s'être situé à 1 500 000 en 1934-35, ce qui était considérable si l'on songe que les effectifs globaux des salariés et des ouvriers étaient bien plus faibles qu'aujourd'hui[3].

La crise, on le sait, ne crée pas les meilleures conditions pour les luttes ouvrières; la menace du chômage est un moyen qui permet au patronat de lutter avec efficacité contre les mouvements revendicatifs. De fait, il y a à partir de 1931 une brusque chute du nombre des grèves et des grévistes, même si la tendance est celle d'une lente remontée ensuite[4].

L'activité revendicative dans l'industrie devient, de fait, à la fois plus difficile et plus décisive : on comprend ainsi la place croissante qu'elle occupe dans les préoccupations du P.C.F. et de la C.G.T.U., au moment même où le courant réformiste C.G.T. et S.F.I.O. était disposé à accepter « les sacrifices nécessaires ». Il reste que dans cette période les mouvements de grèves, les actions revendicatives se développèrent dans les secteurs où la sécurité de l'emploi était plus grande (fonctionnaires, cheminots, par exemple). Malgré l'affaiblissement relatif des forces syndicales et des difficultés de la lutte, on ne trouve cependant jamais en France la situation de l'Allemagne où les organisations ouvrières avaient été décapitées par les licenciements, où les ouvriers révolutionnaires étaient tous chômeurs, et où le Parti était coupé des usines. Enfin, il semble bien que dans certaines régions où la prolétarisation était récente ou partielle il y a eu un repli des ouvriers sur les activités agricoles et rurales.

D'ailleurs les recensements montrent que le nombre des ouvriers a diminué entre 1931 et 1936[5]. Ainsi donc, il n'y a pas eu en France, à la différence d'autres pays capitalistes, boule-

versement des structures du monde rural. Les petits exploitants agricoles durement touchés par la crise résistent au prix de durs sacrifices et d'une baisse de leur niveau de vie. De même, les petites entreprises. Contre la classe ouvrière et les salariés, le grand capital, dont les positions politiques et idéologiques se trouvaient dans les campagnes, pratiqua une politique de concession limitée à la paysannerie dont les gros paysans étaient les principaux bénéficiaires. Ils s'efforcèrent de mettre sur pied des organisations paysannes dirigées contre le mouvement ouvrier et les salariés urbains. Sans aucun doute, les thèmes anti-ouvriers, qui flattaient la paysannerie, célébraient ses vertus et l'appelaient à la défense de la propriété, devient un écho réel dans certaines régions en 1933-34.

La petite bourgeoisie et les classes moyennes furent touchées de façon très différenciée par la crise. Si la stabilité monétaire préserva dans un premier temps leurs revenus, ensuite, à partir de 1933, elles subirent à la fois les effets des politiques d'austérité et du nouveau ralentissement de la vie économique.

Les politiques économiques et leurs effets

Les politiques économiques gouvernementales mises en œuvre de 1930 à 1936 reflétaient pour une part seulement les objectifs de la classe dominante, de la grande bourgeoisie capitaliste. Elles reflétaient également l'intervention des diverses classes sociales : paysannerie, classe ouvrière, petite bourgeoisie. La caractéristique de ces politiques économiques successives c'est qu'elles n'étaient ni l'expression directe des intérêts du grand capital, ni, encore moins, la traduction des revendications des ouvriers et des autres travailleurs salariés ou indépendants. Si leur contenu est toujours la somme d'une série de compromis et de concessions, il s'inscrit dans la logique de la mise en œuvre du capital et du profit.

Précisons : on peut distinguer trois politiques économiques et sociales successives dont les effets sont doubles : ils constituent des éléments de la crise économique et sociale, ils deviennent des données de la situation politique.

Jusqu'aux élections de 1932, la droite au pouvoir (Tardieu, Laval) tenta, par une politique de soutien aux grandes entreprises, d'avantages fiscaux, de subventions, et de protectionnisme sur les produits agricoles, à la fois de retarder le développement de la crise et de conserver les suffrages paysans [6].

Les élections de 1932, qui virent la défaite de la droite, témoignèrent du mécontentement de la population laborieuse

touchée malgré tout par la crise et d'une large fraction de la paysannerie qui reprochait à la droite de lui avoir promis la prospérité et de lui avoir laissé croire qu'elle pourrait échapper à la crise, alors que celle-ci ne cessait de se développer au début de 1932.

Les gouvernements radicaux successifs, de 1932 à 1934, mettent en œuvre une politique économique qui cède progressivement devant la pression de la bourgeoisie tout en essayant de conserver le soutien des classes moyennes; c'est l'amorce de la politique de déflation : de restrictions budgétaires, de mesures d'économie aussi spectaculaires qu'inefficaces; la défense de la stabilité monétaire ne s'accompagne d'aucune mesure concrète contre la fuite des capitaux qui s'amorce, ou pour assurer un meilleur rendement fiscal en s'en prenant au capital...

Les gouvernants de droite soutenus par les radicaux vont ensuite, de 1934 à 1936, mettre en œuvre une politique systématique de déflation : c'est-à-dire d'austérité pour les salariés et les travailleurs : l'objectif étant de faire baisser les coûts de production en pesant sur les salaires, les prix agricoles; d'équilibrer le budget en aggravant la pression fiscale indirecte sur la consommation en réduisant les dépenses publiques.

Les mesures de diminution des salaires des fonctionnaires, des pensions des anciens combattants, etc., furent inefficaces et aggravèrent le mécontentement social. Il en alla de même des paysans touchés par la chute des prix agricoles en 1934-35.

Cette politique déflationniste qui suscitait un mécontentement généralisé apparaissait inefficace en comparaison des politiques économiques mises en œuvre en Angleterre ou aux Etats-Unis et fondées sur des dévaluations massives de la monnaie et une amputation considérable du revenu de certaines catégories sociales tels les paysans.

C'est là que les conditions socio-politiques apparaissent déterminantes pour comprendre pourquoi, au moment où la droite et la grande bourgeoisie se trouvaient menacées par le mouvement populaire grandissant sous l'impulsion des communistes, il ne leur apparaissait pas possible de mettre en cause une politique économique sur la base de laquelle elles avaient, depuis 1926, consolidé leur influence politique dans le pays.

Dans ce climat politique, la grande bourgeoisie ne voulait pas endosser la responsabilité politique de la dévaluation et d'une politique de hausse des prix qu'elle considérait cependant de plus en plus favorablement. Cela explique son comportement dans l'été 1936!

L'ÉVOLUTION POLITIQUE APRÈS 1932

L'échec du néo-cartel

La politique des gouvernements radicaux provoqua le désarroi des masses populaires et offrit un terrain favorable aux manœuvres des forces de droite et des milieux patronaux.

Au-delà de la corruption et des compromissions de certains députés et ministres radicaux révélées lors de l'affaire Stavisky c'étaient surtout l'indécision et les divisions de la majorité parlementaire, l'instabilité gouvernementale et fondamentalement sa politique impopulaire qui permettaient de déconsidérer les institutions parlementaires.

Les partis de la majorité parlementaire, les radicaux et les socialistes ayant, dans les faits, abandonné leurs promesses électorales, étaient touchés par des crises internes qui permettaient d'apparenter leurs comportements à ceux des partis de droite déjà touchés par une large réprobation, dès lors étendue aux partis politiques en général.

Une nouvelle droite

Plus fondamentalement, à partir de 1932, la République parlementaire se trouvait, aux yeux de la classe dirigeante, mise en cause, parce qu'elle apparaissait au mieux inefficace et au pire dangereuse pour l'ordre social. Les comportements politiques français, marqués par la persistance d'un courant révolutionnaire enraciné dans la classe ouvrière, rendaient difficile la mise en œuvre d'une politique économique et sociale cohérente répondant à l'attente du grand capital. D'un autre côté, ces mêmes milieux, après leur défaite électorale, compte tenu de l'existence d'un mouvement populaire qui grandissait, songeaient désormais à modifier au fond la situation politique en liquidant le système parlementaire. C'était par exemple la position d'un homme comme F. de Wendel[7].

A l'Assemblée, les différents groupes de droite étaient partagés sur les moyens à adopter pour revenir au pouvoir : c'est-à-dire sur l'attitude à adopter à l'égard de la politique du gouvernement radical. Soit l'infléchir progressivement à droite en le soutenant, soit l'isoler en exigeant de sa part qu'il fasse une politique de droite en matière économique pour qu'il se coupe ainsi du

mouvement ouvrier, tout en lui refusant tout soutien parlementaire : c'était conduire au blocage du système parlementaire. Cette orientation, défendue par Tardieu, fut celle qui, en définitive s'imposa, rencontrant ainsi les orientations du grand patronat favorable à la modification du système politique. Dans ces conditions, la droite parlementaire joua un rôle beaucoup moins apparent que dans le passé, elle s'effaça au profit des ligues, en se contentant d'une activité parlementaire purement négative.

L'essor des ligues, des organisations de droite non parlementaires participait donc de cette stratégie : les Jeunesses patriotes, les Croix-de-Feu et autres organisations de même type présentaient l'avantage d'échapper à la réprobation qu'avait suscitée la politique de droite appliquée des années durant. Typique de ce point de vue, l'affirmation des Croix-de-Feu qui déclaraient n'être ni de droite ni de gauche : les ligues s'appuyaient sur le mécontentement populaire pour le dévoyer. Elles avaient en fait un programme politique dont le fond commun était celui de toute la droite : la réforme de l'Etat, l'atteinte aux libertés démocratiques et aux droits conquis par la classe ouvrière. Non seulement les parentés idéologiques étaient très fortes entre ligues et partis de droite traditionnels, mais il y avait même des relations étroites entre eux [8].

Le 6 février 1934 et l'avancée politique des forces de droite

En février 1934, la complémentarité des différentes forces de droite devait d'ailleurs apparaître. Les forces de droite parlementaires, prenant appui sur l'action des ligues, parvinrent alors à leurs fins puisqu'elles obtinrent la démission du gouvernement radical présidé par Daladier et qu'ensuite les radicaux, s'ils restèrent au gouvernement, s'y retrouvèrent en minorité : sous la présidence de Doumergue, Herriot côtoyait Tardieu et Pétain. La politique du nouveau gouvernement, issu de l'émeute du 6 février, correspondait aux principaux objectifs définis par les forces conservatrices françaises depuis deux ans : la réforme de l'Etat, écarter les forces démocratiques de la vie politique [9]. Les forces de droite n'avaient pas eu besoin de prendre le Palais-Bourbon pour obtenir ainsi une victoire politique indéniable. Si, finalement, la réforme de l'Etat ne put être opérée, ce ne fut pas le résultat des hésitations des ligues au soir du 6 février, mais le fruit de l'action des forces ouvrières et démocratiques mobilisées en premier lieu par le Parti communiste.

Il ne faut cependant jamais oublier qu'en dépit du coup d'arrêt

porté aux ligues et à la droite en 1934, celles-ci continuèrent pendant un temps de gagner du terrain et de renforcer plus ou moins leurs positions. Durant deux ans, la France fut d'ailleurs gouvernée par une coalition regroupant la droite et le Parti radical sous les présidences successives de Doumergue, Flandin et Laval.

Ces gouvernements, pour imposer leur politique de déflation, eurent recours systématiquement aux décrets-lois; ils menèrent d'autre part une politique étrangère contradictoire associant le rapprochement diplomatique avec l'U.R.S.S., une grande complaisance à l'égard des ambitions du fascisme italien et une passivité certaine devant le réarmement allemand.

Au moins jusqu'à la fin de 1934, la progression électorale de la droite continua au détriment surtout des radicaux. Ensuite, bien que le rayonnement de la politique de Front populaire ait modifié la tendance, les forces de droite, les ligues notamment, restèrent puissantes et actives : quand, en 1936, pour faire face, elles se réorganisèrent en tentant de mettre sur pied des partis de masse, elles bénéficièrent du soutien renforcé du patronat qui, par ailleurs, réorganisait ses propres forces et n'avait pas perdu espoir de faire basculer une nouvelle fois les dirigeants radicaux de son côté [10]. Mais étant donné le maintien inchangé du système institutionnel et la géographie des forces politiques, le Parti radical continuait d'être au centre de l'affrontement politique entre mouvement ouvrier révolutionnaire et forces socio-politiques liées à la grande bourgeoisie.

LES ORIGINES DE L'ORIENTATION DE FRONT POPULAIRE

Je voudrais tout d'abord essayer d'examiner et de comprendre ce qui a permis au P.C.F. de prendre, de juin à octobre 1934, des initiatives politiques alors largement nouvelles, tant pour la France qu'au plan international.

Aussi convient-il de les resituer dans l'évolution qui les a préparées, au niveau du Parti français, comme à celui de l'Internationale, en évitant les simplifications rétrospectives. Celles-ci étant nombreuses, je n'en citerai que deux, à titre d'exemples.

Je pense en particulier aux thèses pour lesquelles tout se résume à un « tournant » tactique imposé par l'Internationale, elle-même déterminée par les ordres de Staline. Si leur simplisme

en facilite l'exposé, elles sont incapables d'expliquer rationnellement comment et pourquoi ce groupuscule sectaire et isolé qu'aurait été le Parti communiste jusqu'au printemps 1934 a eu la capacité de mettre en œuvre l'orientation sans précédent du Front populaire.

Si leur origine directement politique est indéniable et remonte à l'époque même des événements, ces thèses ont été particulièrement développées à partir des années 1950 par des historiens ou des politologues américains avant que, ces dernières années, des historiens français les reprennent eux aussi [11].

L'audience qu'elles obtiennent dans des milieux universitaires par ailleurs fort critiques et exigeants en matière historique est révélatrice du sort particulier qui est encore fait à l'histoire du Parti communiste.

Mais il y a également une simplification rétrospective opposée à laquelle les historiens communistes n'ont pas toujours su résister et qui consiste à expliquer qu'il s'agit en 1934, pour le P.C.F., de mettre en œuvre, dans des conditions particulières, une tactique élaborée fort longtemps auparavant. Ainsi, le Front populaire serait l'aboutissement, le simple prolongement de la tactique de Front unique [12]. Cette thèse, qui a le mérite d'insister sur la cohérence et la continuité de l'action du P.C.F., est impuissante à rendre compte, par exemple, de la dynamique créatrice des décisions politiques prises alors, qu'elles aient eu une portée limitée ou une ampleur stratégique, avec les hésitations, les tâtonnements, les erreurs et aussi les débats qui les ont accompagnées.

Eviter ces approches simplificatrices suppose qu'on apprécie avec exactitude la situation du P.C.F., son activité, l'évolution de ses analyses dans les années 1932-33. Il ne s'agit pas de gommer les changements de 1934, mais au contraire de bien mesurer leur ampleur et leur nature.

L'hypothèse que j'avancerai est qu'au plan international et au plan français, la nécessité d'un infléchissement des analyses du mouvement communiste s'exprime sous différentes formes dès 1932, même s'il ne se concrétise définitivement qu'en 1934.

La montée du fascisme, la détérioration de la situation internationale, l'affaiblissement des partis communistes ont été autant de facteurs objectifs jouant dans le sens d'une telle évolution. Mais, dans le même temps, d'autres données ont nourri alors des tendances inverses, favorables au maintien des anciennes analyses. C'était notamment la crise de l'Internationale socialiste dont les principales sections étaient soit divisées, soit en perte de vitesse, après que le S.P.D., la plus importante, ait

jusqu'au bout fait montre de sa passivité devant l'installation du nazisme.

Dans l'évolution, alors hésitante, de l'Internationale communiste, se situe celle du P.C.F. dont le rythme n'est pas tout à fait identique.

Le P.C.F. s'est trouvé en 1932-début 1933 à la pointe de cette évolution, décisive à terme, car elle lui a donné une influence de masse nouvelle. Mais ensuite, après le printemps 1933 et pour une année, cette évolution fut stoppée. Le P.C.F., au premier semestre 1934, dut attendre qu'elle reprenne, s'affirme et s'élargisse au niveau de la direction de l'I.C. pour que toutes les virtualités qu'elle recélait puissent désormais s'exprimer et se développer pleinement.

Le P.C.F. et l'Internationale, 1932-1933

Les orientations de l'Internationale

En 1932, encore, les orientations politiques de l'I.C. comme celles de ses sections se fondaient sur les analyses et les résolutions élaborées pour l'essentiel après le VIe Congrès et adoptées lors du Xe Plénum [13].

Je les résume ici à grands traits dans la mesure où elles demeurent finalement la base de la politique du P.C.F. jusqu'au printemps 1934.

Elles reposaient d'abord sur la thèse selon laquelle le système capitaliste connaissait une crise qui devait lui être fatale. Le monde serait ainsi entré dans un nouveau cycle de guerres et de révolutions après celui qui avait correspondu à la guerre mondiale et à la révolution russe.

Le développement du fascisme procédant directement de la démocratie bourgeoise à l'agonie devait créer de la sorte les conditions de la crise révolutionnaire, mettant à l'ordre du jour la lutte pour l'instauration du pouvoir soviétique. Le fascisme ayant fait disparaître toutes les illusions démocratiques que la classe ouvrière avait pu conserver sur la dictature de la bourgeoisie, il était conçu comme le dernier stade du capitalisme avant la révolution sociale.

Dans cette perspective, les organisations syndicales, les partis socialistes qui, au nom de la crise et du moindre mal, acceptaient la collaboration de classe, étaient qualifiés de principal soutien social de la bourgeoisie dans la mesure où ils empêchaient l'unification de la classe ouvrière sur des positions révolution-

naires. S'il était quelquefois fait référence au Front unique, celui-ci était abandonné en pratique.

Pour une large part, ces analyses étaient alimentées par les développements de la situation allemande. En Allemagne, maillon faible de la chaîne des pays impérialistes, la révolution paraissait devoir être proche. Les relatifs succès électoraux du P.C.A., alors que les autres partis communistes semblaient régresser, paraissaient prouver concrètement la validité d'une orientation qu'il appliquait d'une façon régulièrement donnée en exemple aux communistes des autres pays.

Le P.C.F. Difficultés et premiers changements

Pour faire face à la situation critique dans laquelle se trouvait le Parti communiste en France, qui connaissait alors une hémorragie régulière d'adhérents, un isolement croissant et une rapide perte d'influence dans le mouvement syndical, un changement d'orientation est opéré à l'automne 1931 sous l'impulsion de M. Thorez, épaulé notamment par B. Frachon et J. Duclos.

Les critiques qu'ils émettent alors sur l'absence de démocratie dans le Parti, contre le mépris des revendications économiques, l'abandon de toute action pour réaliser le front unique avec les ouvriers socialistes sous couvert d'une phraséologie ultra-révolutionnaire, sont approuvées et encouragées dans la direction de l'Internationale, bien que la politique générale de l'I.C., celle en particulier concernant le P.C.A., demeure alors inchangée.

Il semble acquis aujourd'hui que la direction de l'Internationale, en fait, n'ait pas été unanime sur la voie à suivre. Dans les rectifications apportées à la politique et à la direction de certains partis, tel le Parti communiste français, mais aussi les partis tchèque et polonais, qui, tous, perdaient leur influence de masse et risquaient la désagrégation, elle avait sans doute jugé leur importance comme secondaire par rapport au P.C.A., mais on ne peut négliger également le rôle spécifique et positif de dirigeants comme Manouilski, dont les positions se distinguent alors de celles de Molotov ou de Knorine.

Toujours est-il que des changements positifs s'opèrent dans le P.C.F. mais ils concernent d'abord sa vie interne : l'esprit de groupe est critiqué, ainsi que l'absence de discussion. La nécessité de rétablir un climat de confiance passant par un effort collectif de réflexion, d'action et de direction à tous les niveaux du Parti est fortement affirmée.

Dès l'automne 1931, l'urgence de modifier l'activité du Parti est nettement soulignée par M. Thorez qui explique par exemple que, dans le domaine de l'analyse, au lieu des formules ultra-

révolutionnaires générales sur la crise sans issue et la grève politique, il vaut mieux étudier concrètement l'évolution de la situation économique en France, les effets différenciés de la crise sur les classes sociales, l'activité des diverses forces politiques [14]. C'est ce que M. Thorez s'efforce de faire dans le rapport qu'il présente devant le VIIe Congrès du parti.

Mais l'activité réelle du Parti ne se modifie que lentement : les faiblesses, le passif, sont tels que la mise en œuvre d'une nouvelle pratique est difficile. La proximité des élections législatives (mai 1932) joue dans le même sens.

Ces élections législatives confirmèrent l'ampleur du recul de l'influence du Parti qui, au premier tour, n'obtint que 794 883 suffrages contre 1 063 943 en 1928. Les changements dans la direction du parti et l'annonce d'un nouveau style d'activité datant de six mois, il était clair que ces résultats sanctionnaient avant tout les faiblesses et les erreurs des années antérieures. Ils ne pouvaient cependant qu'engager la direction du Parti et celle de l'I.C. à ne point tarder pour mettre en œuvre les changements annoncés [15].

Les effectifs du Parti, qui se trouvaient à leur niveau le plus bas (30 000 adhérents au plus), avaient atteint un seuil critique [16]. Sans doute, le sentiment d'appartenance au Parti était-il largement répandu (trait français?) au-delà du cercle étroit de ses adhérents. Mais, de ce point de vue, la baisse des effectifs de la C.G.T.U. était au moins aussi ample et préoccupante, puisqu'elle comptait désormais moins de 260 000 syndiqués [17].

Enfin, la capacité d'action et de mobilisation était également en baisse : rares étaient désormais les occasions où le Parti mobilisait les travailleurs dans les manifestations et où la C.G.T.U. se trouvait à la tête des luttes revendicatives.

Dans le mouvement ouvrier, entre courant révolutionnaire et courant réformiste, le rapport de forces évoluait en faveur de ce dernier.

Dix-huit mois plus tard, la situation, sans être bouleversée, n'est plus la même. Face à un parti S.F.I.O. en difficulté et marqué par la scission des néo-socialistes à l'automne 1933, de plus en plus divisé en courants fortement différenciés et incapable de présenter une perspective politique claire, face à la C.G.T. qui temporisait dans l'organisation des luttes et était tentée d'abandonner le terrain des revendications pour celui des réformes de structure, le Parti communiste et la C.G.T.U. faisaient preuve d'un dynamisme certain et d'une influence nouvelle, même si ceux-ci ne se traduisaient pas immédiatement dans les chiffres.

Pour comprendre cette évolution, somme toute assez rapide, il faut prendre en compte les changements opérés effectivement

durant ces dix-huit mois dans l'activité du Parti, changements dont j'examinerai ensuite les limites et le freinage qu'ils subirent.

Lutte contre la guerre et le nazisme, 1932-1933

La lutte contre le danger de guerre était de longue date, depuis le IXe Plénum de 1928, devenue une des principales tâches assignées aux différentes sections de l'Internationale communiste.

Le P.C.F., pour sa part, n'avait pas obtenu de grands succès : la journée du 1er août devait être l'occasion de mobiliser les masses contre la guerre. Ce fut un échec, puisqu'après la tentative de 1929, le Parti renonça au mot d'ordre de grève et de manifestation pour ce jour. L'Internationale devait d'ailleurs, lors du XIe Plénum (juillet 1931), vivement critiquer le travail du P.C.F. dans ce domaine.

Après le VIIe Congrès du Parti, cette lutte est relancée sur des bases différentes, puisque le Parti va s'efforcer de lui donner d'emblée une large assise de masse en encourageant la constitution d'un mouvement spécifique de lutte contre la guerre.

Il est organisé à l'initiative d'intellectuels comme R. Rolland et H. Barbusse. Celui-ci, communiste, en liaison avec le Parti, organise le lancement d'un appel des intellectuels et écrivains contre la guerre. Un Comité d'initiative international fut ainsi constitué, en vue de la préparation d'un Congrès rassemblant des travailleurs manuels et intellectuels de toutes tendances, « au-dessus des partis », contre une guerre impérialiste visant l'U.R.S.S. [18].

Malgré le refus de l'Internationale socialiste, de la S.F.I.O. et de la C.G.T. de soutenir le mouvement (les militants socialistes qui y participèrent furent même exclus), celui-ci, lors de son Congrès constitutif à Amsterdam (27-30 août 1932), rassembla un large éventail de participants, tant au plan politique que sociologique : beaucoup n'étaient adhérents à aucun parti, 13 % étaient socialistes, les instituteurs, les employés étaient en grand nombre; or, c'étaient des catégories que le Parti n'avait pas jusque-là réussi à entraîner dans l'action.

Cette première initiative témoignait de la façon dont désormais la direction du Parti s'efforçait d'agir pour étendre son influence. Elle apporte un soutien actif à ce mouvement, dans lequel sont représentés par exemple les mouvements pacifistes et démocrates longtemps dénoncés. Les communistes agissent, au sein du mouvement, pour lui donner une orientation qui ne se résume pas à la dénonciation de la guerre et de la violence en général, mais qui mettent en cause les puissances impérialistes, véritables responsables du danger de guerre.

Avec la victoire du nazisme en Allemagne et le refus du Parti socialiste de s'engager dans l'action commune (voir plus loin), le mouvement prend un nouvel essor autour de la lutte contre le fascisme, thème du Congrès qui se tient à Paris, salle Pleyel, du 4 au 6 juin 1933, et regroupe une majorité de délégués n'adhérant à aucun Parti, mais à de nombreux et divers syndicats et associations.

Ensuite, le mouvement continue d'agir par des meetings et des manifestations diverses organisées par de nombreux comités locaux (700 fin décembre 1933).

Enfin, en mars 1934, il est à l'initiative d'un Rassemblement national antifasciste qui se tient les 20 et 21 mai et rencontre un écho certain jusque dans le Parti socialiste, puisqu'à son Congrès de Toulouse, 1/3 des délégués se prononcèrent pour y participer.

Sans doute, le rôle de ce mouvement a-t-il évolué de 1932 à 1934 : il fut d'abord pour le P.C.F. une forme nouvelle permettant d'amorcer l'action unie. Mais quand la question des accords avec la S.F.I.O. commença à se poser, il devint un moyen de faire grandir la lutte de masse, malgré ou contre la S.F.I.O. (par exemple, au printemps et dans l'été 1933 ou au printemps 1934).

Du fait de son succès et en raison de ses liens avec le P.C.F., diverses tentatives eurent lieu pour le concurrencer en spéculant sur ce que pouvaient contenir encore d'étroit les positions du Parti sur la démocratie et le rôle du Parti socialiste. Je pense notamment à l'organisation du Front commun en 1933 ou du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes en mars 1934 [19].

En dépit de ses limites, ce mouvement joua finalement un rôle très important au plan national et international. Selon l'heureuse formule d'A. Agosti, il annonça, dès 1932, « la fonction de laboratoire de l'expérience unitaire antifasciste que la France devait assurer deux ans après » [20]. Il démontra également la capacité du P.C.F. à prendre la direction d'un réel mouvement de masse qui fut le terrain où se forgèrent les premières expériences de l'action unie contre le fascisme.

Priorité aux luttes revendicatives, renouveau du travail syndical

C'est seulement à la fin de 1932 que le Parti concentre l'essentiel de son activité sur la lutte pour les revendications et le travail syndical [21].

Lors des travaux du XIIe Plénum, l'accent principal avait été mis sur cet aspect, et les dirigeants communistes français avaient pu prendre connaissance des résultats obtenus dans ce domaine par d'autres partis, celui de la Tchécoslovaquie notamment [22].

Ce fut d'abord la conception même du travail syndical qui était à modifier en commençant par l'orientation des syndicats unitaires qui devait être réellement fondée sur la défense de toutes les revendications ouvrières, fussent-elles mineures en apparence.

Ainsi, les syndicats avaient-ils pour tâche d'élaborer des cahiers de revendications qui cessent d'être des catalogues généraux et passe-partout et deviennent concrets et adaptés à la situation de chaque entreprise ou atelier.

Le champ de l'activité syndicale était explicitement étendu : ne se résumant pas à la seule organisation en direction des grèves, elle devait concerner tous les problèmes auxquels les travailleurs, collectivement et individuellement, se trouvaient confrontés. Les syndicats, ainsi, avaient à connaître la législation sociale, à aider les travailleurs aux prises avec les problèmes d'accidents du travail, de maladie, de retraites, etc.

La façon de diriger les syndicats unitaires ne pouvait rester identique. Si le rôle des fractions communistes était maintenu, l'accent était cependant mis sur la spécificité, les particularités de l'activité syndicale : ce qui impliquait pour les dirigeants d' « accéder à leurs fonctions dans les conditions de la plus stricte démocratie syndicale ». Indiquer que « les syndicats doivent remplir leur propre tâche », c'était souligner la spécificité, sinon l'autonomie de leur fonctionnement. « On ne peut continuer d'avoir des syndicats qui ne sont qu'une copie, forcément mauvaise, du Parti[23]. »

Pour préparer et conduire les luttes, les méthodes devaient être désormais beaucoup plus diversifiées et tenir étroitement compte de l'état d'esprit, des propositions des travailleurs : à part la grève de longue durée, jusqu'alors exclusivement prônée, toutes les formes de luttes, des plus élémentaires aux plus élaborées, étaient à envisager.

La responsabilité des communistes dans la direction des grèves était également formulée en termes nouveaux, puisqu'ils devaient savoir conduire une grève sur la base d'une analyse réaliste du rapport des forces, des revendications de départ, de la combativité réelle des travailleurs. « Savoir terminer une grève peut être plus important que la déclencher ; il faut apprendre à conclure parfois une sorte d'armistice, à ne pas insister sur toutes les revendications pour obtenir la rentrée avec un mouvement conscient de sa force et prêt à d'autres luttes », déclare Thorez, dès octobre 1932[24] !

L'activité syndicale des communistes devait enfin s'étendre aux syndicats de la C.G.T. à l'intérieur desquels ils pourraient poser,

sur la base des luttes revendicatives et « d'un programme de lutte de classe », la question de l'unité syndicale.

Cette démarche générale du Parti communiste, beaucoup plus attentif que par le passé aux questions revendicatives et à l'importance du travail syndical, devait rapidement porter ses fruits.

Sous l'impulsion de B. Frachon, l'activité de la C.G.T.U. connaît, au cours de l'année 1933, des progrès que celui-ci se plaît à mentionner devant le XIII[e] Plénum, tout en soulignant leurs limites. Ainsi évoque-t-il le grand mouvement revendicatif des fonctionnaires qui s'est déroulé au début de 1933 auquel les communistes participèrent bien qu'il fût dirigé et dominé par la C.G.T. S'ils soutinrent activement les revendications, ils organisèrent également des comités de Front unique, intervinrent dans les meetings de la C.G.T. pour poser le problème de l'unité et de la lutte contre la politique de collaboration de classe préconisée par Paul-Boncour et dénoncer de ce point de vue les atermoiements, les compromissions des dirigeants de la C.G.T.

Ces meetings et manifestations eurent un grand succès, célébrés sans restrictions au printemps 1933.

A la fin de l'année, Frachon insiste encore sur celui-ci, mais indique que ce fut une faute alors d'atténuer les critiques contre les dirigeants de la C.G.T., et de ne pas avoir organisé une opposition révolutionnaire dans les syndicats C.G.T. avec les syndiqués qui participaient aux comités de Front unique.

Frachon explique également comment la C.G.T.U. a réussi à mener une lutte particulièrement difficile, lors de la grève de Citroën; en réussissant à déjouer la répression et le lock-out patronal, en organisant un comité de grève composé de travailleurs élus par atelier, en prenant appui sur les interventions des députés communistes pour obtenir une allocation de chômage pour les lock-outés, etc.

Concernant l'unité syndicale et la réunification, Frachon expose quelle fut l'attitude audacieuse des communistes qui, devant les travailleurs des transports en commun de la région parisienne rassemblés, proposèrent de réaliser l'unité syndicale sans y mettre aucune condition sauf que « le syndicat pratique la lutte de classe sur un programme correspondant aux revendications immédiates de la corporation »[25].

Progrès donc, de l'activité des communistes dans les syndicats, ce pour la première fois depuis de nombreuses années. En dépit des critiques formulées au XIII[e] Plénum contre les fautes opportunistes, la nouvelle ligne syndicale du Parti était réaffirmée et confirmée avec netteté; elle le mettait en situation de renforcer son influence.

Les tentatives unitaires infructueuses du P.C.F., décembre 1932-mars 1933

On croit souvent qu'il n'y a eu aucun rapport entre les directions du P.C.F. et celle de la S.F.I.O. jusqu'en 1934, date à laquelle s'engagèrent entre les deux partis les discussions qui devaient aboutir à l'unité d'action.

Le problème des contacts avec la direction de la S.F.I.O. se trouva posé de fait avec le développement du mouvement de lutte contre la guerre. Ainsi, dans l'été 1932, Barbusse s'adressa, sans succès, à F. Adler, secrétaire de l'Internationale socialiste, en lui proposant de soutenir son appel en faveur d'un congrès mondial de lutte contre la guerre. En France même, la S.F.I.O. manifesta sa réaction négative en excluant de ses rangs ceux de ses adhérents qui avaient participé au congrès d'Amsterdam [26].

L'établissement de relations entre les deux partis fut à deux reprises envisagé par le P.C.F. qui, en décembre 1932 et en février-mars 1933, avança des propositions concrètes en ce sens. A chaque fois, le Parti socialiste manœuvra et finalement refusa tout accord. Ce double insuccès du P.C.F., qui entraîna de la part de la direction de l'Internationale communiste une sévère critique, ne peut être ignoré, si l'on veut comprendre l'attitude du P.C.F. dans le premier semestre 1934.

Au lendemain du XIIe Plénum, la direction du P.C.F. décide d'adopter une attitude offensive sur les questions de l'unité, ce afin de n'en pas laisser l'exclusivité aux dirigeants de la S.F.I.O. et de la C.G.T. J'ai évoqué ce qu'il en était dans le domaine syndical.

Au plan des partis politiques, sans modifier les analyses de l'Internationale, M. Thorez met alors l'accent sur les particularités de la social-démocratie française qui n'a jamais participé au gouvernement, ce qui exige des communistes plus d'habileté et de souplesse [27].

Il insiste par ailleurs sur « le désir d'unité pour la lutte » qui grandit dans les masses et est l'objet de manœuvres : les dirigeants socialistes l'invoquant seulement pour réclamer une unité organique signifiant le « retour » des communistes à « la vieille maison [28] ».

Dans cette situation, les communistes décident de saisir toutes les occasions pour manifester leur conception de l'unité ouvrière se réalisant dans la lutte commune des travailleurs communistes et socialistes. Pour ce faire, des contacts et des discussions avec les sections socialistes sont envisagés par M. Thorez [29].

Fin novembre 1932, alors que le problème de l'unité est au

centre des débats dans le mouvement ouvrier, le Parti communiste se déclare prêt à discuter avec le Parti socialiste de l'organisation de la lutte commune. A la demande du Parti socialiste et du P.U.P., il accepte d'engager d'abord le débat sur les diverses conceptions de l'unité ouvrière[30].

Les délégations des partis se rencontrèrent même pour mettre au point les modalités d'organisation. Les communistes proposèrent la tenue d'un grand nombre de réunions publiques communes et acceptèrent les conditions émises par les socialistes. Ceux-ci avaient notamment demandé que chaque organisation participante dispose d'un nombre identique de cartes d'entrée, et réclamé un engagement réciproque d'éviter les injures et les violences. Ils en présentèrent ensuite d'autres qui avaient trait au contenu même des interventions et manifestaient ainsi leurs réticences. De la sorte, il n'est pas étonnant que les négociations aient traîné en longueur[31].

Finalement, dans une lettre adressée au secrétaire de la S.F.I.O., P. Faure, Thorez devait mettre fin à ces pourparlers en laissant entendre que les communistes ne se feraient pas duper. En indiquant que les conversations avec le délégué du Parti socialiste n'avaient plus de raison d'être, M. Thorez rappelait la bonne volonté du Parti communiste, qui était allé jusqu'à « des concessions inaccoutumées de notre part », soulignait-il. Malgré tout, ne fermant pas la porte aux contacts possibles entre les deux partis, il annonçait le programme des grandes réunions publiques organisées par le P.C.F. auxquelles il conviait les dirigeants socialistes[32].

De nouveau, le 13 février, dans un communiqué signé avec les Partis communistes allemand et polonais, le P.C.F. lançait un appel à la constitution du Front unique contre le facisme[33].

Depuis l'automne 1932, les liens entre le P.C.F. et le P.C.A. s'étaient resserrés pour dénoncer le traité de Versailles, la politique impérialiste de la France, et affirmer la nécessité de lutter contre le fascisme.

Le 2 décembre 1932, à la salle Bullier à Paris, Thälmann se trouvait aux côtés de M. Thorez. Le 15 janvier 1933, celui-ci était à son tour à Berlin[34].

De tous les partis communistes, le P.C.F. fut le premier à concrétiser l'appel que l'I.C. avait lancé le 5 mars 1933, dans lequel elle préconisait qu'après l'arrivée de Hitler au pouvoir, le Front unique contre le fascisme se réalise dans chaque pays par l'entente du Parti communiste et du Parti socialiste[35].

Le P.C.F., dans une lettre ouverte à la direction de la S.F.I.O., proposa l'organisation d'une journée de manifestations commune. M. Thorez, rappelant les efforts déjà accomplis par le

P.C.F. pour arriver à l'unité d'action, devait insister dans *l'Humanité* sur le fait qu'en France apparaissait également le danger du fascisme contre lequel il fallait lutter sans délai [36].

Allant jusqu'à dénoncer la facile démagogie antiparlementaire des campagnes profascistes, Thorez indiquait que, derrière les projets de réforme de l'Etat, de pouvoir fort, il y avait une entreprise de la classe dominante, tentant d'instaurer en France une dictature fasciste pour écraser la protestation populaire montante [37]. C'était une analyse originale par rapport aux thèses générales de l'I.C., dans la mesure où elle mettait l'accent sur la nécessité d'une action unie antifasciste, associant la défense des revendications et la dénonciation des tentatives de liquider les institutions parlementaires [38].

En réponse au refus exprimé non sans un certain embarras par L. Blum dans *le Populaire* [39], Thorez redisait avec force la position des communistes : « Cependant, nous répétons sans nous lasser : le Front unique est possible *tout de suite*. Il est possible et il est *nécessaire*. Il est *indispensable*. Et notre voix sera entendue [40]. »

Ce ne fut malheureusement pas le cas. La direction de la S.F.I.O., suivant les consignes de l'Internationale socialiste, se refusa à négocier avec le Parti communiste français dans la mesure où il n'y avait pas préalablement d'accord entre les deux Internationales [41].

Estimant que les dirigeants de l'Internationale socialiste ne voulaient pas réellement organiser l'action antifasciste, la direction de l'I.C. ne jugea pas opportun d'engager des discussions avec elle.

Le P.C.F., de même que le P.C.T. et le P.C.G.B., exprima alors, sur la base de l'expérience qu'il avait déjà acquise, l'opinion qu'au contraire, l'I.C. devait proposer à la direction de l'Internationale socialiste d'engager des pourparlers, afin précisément de détruire les arguments manœuvriers avancés par les dirigeants socialistes pour éviter l'action commune [42].

Le Parti communiste français critiqué par l'Internationale

Mais ces avis n'eurent pas de résultat, et, dès avril 1933, il y a un infléchissement des analyses et des positions de l'I.C. : la voie explorée notamment par le P.C.F. est délaissée, celui-ci est bientôt accusé d'avoir commis des fautes opportunistes.

La résolution que le présidium de l'I.C. adopta le 1er avril sur la situation en Allemagne marquait le retour aux analyses schématiques formulées depuis 1929. Elle indiquait notamment que, l'instauration du fascisme ayant détruit dans les masses les

illusions démocratiques, cela devait accélérer le rythme de l'essor révolutionnaire. La social-démocratie était accusée d'être ouvertement passée dans le camp des fascistes. Enfin, la ligne et la tactique suivies par le P.C.A. étaient entièrement approuvées et toutes les réflexions critiques qui avaient pu s'exprimer dans certains partis, le P.C.F. en particulier, sur les retards et les insuffisances commis dans la réalisation du Front unique en Allemagne se trouvaient ainsi rejetées [43].

Ce net retour en arrière après les avancées effectuées au lendemain du XIIᵉ Plénum semble avoir été déterminé conjointement par deux facteurs.

Dans la direction de l'I.C., ceux qui étaient les plus attachés aux analyses et aux orientations élaborées depuis 1929 imposent leur point de vue en prenant appui sur les comportements des dirigeants socialistes.

N'oublions pas qu'en Allemagne, de mars à juin 1933, les dirigeants sociaux-démocrates multiplièrent les concessions, plus honteuses les unes que les autres, espérant ainsi obtenir des nazis la reconnaissance d'une place légale dans le nouveau régime [44].

En Autriche, face au coup d'Etat opéré par le chancelier Dollfuss, le 7 mars, le Parti socialiste, bien organisé et prestigieux, se contenta de protestations verbales, reculant devant le mot d'ordre de grève générale réclamée par le petit Parti communiste, ce qui aurait permis d'élever encore la mobilisation des masses ouvrières résolues à lutter. Cette passivité devait permettre à Dollfuss de poursuivre la mise en place de son régime fasciste et d'affaiblir les positions du mouvement ouvrier [45].

En France, également, un certain nombre de faits contribuaient à légitimer un repli sur des positions et des analyses simplificatrices. Ainsi, dans la S.F.I.O., la majorité des parlementaires se déclarait non seulement prête à soutenir la politique gouvernementale, mais également disposée à accepter des portefeuilles ministériels [46]. Développant leurs positions, les leaders « néo-socialistes » Marquet, Déat, Montagnon et Renaudel exposaient à l'automne devant le Congrès du Parti des thèses dont la parenté avec les idées national-socialistes épouvantèrent Blum lui-même [47].

Enfin le prestige de la république parlementaire était entamé sous l'effet conjugué de la politique impopulaire et décevante des gouvernements radicaux successifs et des révélations sur les compromissions entre hommes politiques et milieux d'affaires.

Le XIIIe Plénum — Des analyses erronées

La réunion du XIIIe Plénum en décembre 1933 à Moscou confirma la réactivation des analyses politiques les plus schématiques et l'affirmation d'orientations stratégiques anciennes. Dans ce contexte, une vive critique des fautes du P.C.F. est émise par la direction de l'Internationale.

Sans doute y eut-il alors un progrès dans l'analyse du fascisme et l'affirmation qu'on pouvait lui faire échec. C'est alors que le fascisme est défini comme la « dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins et les plus impérialistes du capital financier[48] ». Cette définition précisait la nature de classe du fascisme et mettait l'accent sur son caractère particulier[49].

Au cours des travaux, dans le discours de conclusion présenté par Kuusinen et dans les thèses finales, il fut rappelé que la dictature fasciste n'était pas une étape inévitable de la dictature bourgeoise[50] et qu'empêcher son instauration dépendait de la lutte du prolétariat dont l'objectif devait être d'agir contre la fascisation des dictatures bourgeoises.

Le gouvernement allemand, enfin, fut, à juste titre, désigné comme le principal instigateur de la guerre contre l'U.R.S.S. La lutte contre le danger de guerre et celle contre le fascisme pouvaient ainsi coïncider[51].

Cependant, ces éléments de nouveauté et d'approfondissement sur le fascisme étaient dans une large mesure rendus inopérants par les analyses d'ensemble de la situation économique et politique mondiale.

L'amélioration sensible de la conjoncture économique mondiale n'est pas jugée durable. Les politiques économiques suivies par les différents pays capitalistes sont considérées comme incapables de les sortir de la crise. Le jugement antérieur, émis au XIIe Plénum, sur la fin de la stabilisation du système capitaliste et la proximité de la crise révolutionnaire, est encore réaffirmé[52]. Dans cette perspective, la montée du fascisme était présentée comme, avant tout, un signe d'affaiblissement et de crise du capitalisme. Ne pas voir que la tendance était au mûrissement de la crise révolutionnaire ne pouvait donc être qu'une erreur opportuniste de droite[53].

Dans ce contexte, les appréciations portées sur le rôle et la nature de la social-démocratie depuis 1929 sont reprises sans aucune nuance, puisqu'il est redit dans les thèses finales que la social-démocratie continue de jouer le rôle de principal soutien social de la bourgeoisie en divisant la classe ouvrière, et qu'elle

est en voie de désagrégation. En conséquence, la seule tactique possible en direction des socialistes ne pouvait être que le Front unique avec les ouvriers socialistes, à l'exclusion de toute entente au niveau des partis [54].

Le P.C.F. est, en vertu de ces thèses, cité à plusieurs reprises, non pour ses réalisations, mais pour ses erreurs opportunistes. Sa direction, *l'Humanité*, sont l'objet de critiques détaillées et multiples.

Sans entrer ici dans leur analyse détaillée, indiquons seulement qu'elles portèrent principalement sur les initiatives prises par la direction du P.C.F. fin 1932-début 1933 en direction de la S.F.I.O. Sans pouvoir reprocher au P.C.F. les conversations engagées avec les dirigeants socialistes, approuvées alors, sans doute, par la direction de l'I.C., celle-ci critique aussi bien les dirigeants communistes français pour avoir accepté de discuter des problèmes de l'unité organique que pour avoir eux-mêmes fait des propositions de meeting commun, ou avoir tardé à, sinon oublié de définir des objectifs concrets d'action commune à présenter aux socialistes. En fait, c'est la démarche d'ensemble du P.C.F. qui est alors dénoncée, car elle a permis aux dirigeants socialistes de retrouver du crédit auprès de leurs militants [55].

Les mêmes critiques sont étendues au domaine syndical. Par ailleurs, le P.C.F. se voit reprocher de ne pas avoir bien défendu ou expliqué la politique de l'Internationale et de l'U.R.S.S.; sur ce point, *l'Humanité* est directement mise en cause, tant pour son retard à publier la résolution du Présidium de l'Internationale du 1er avril sur la situation allemande que pour ses analyses restrictives concernant la signature du traité germano-soviétique de juin 1933 [56].

Sans doute, les dirigeants de l'Internationale convenaient-ils que le P.C.F. avait obtenu quelques résultats et qu'il était en progrès [57]. Pour autant, selon la formule de Piatnitski : « Tout cela n'est pour l'instant qu'une goutte d'eau dans la mer, mais la voie est bonne. Il faut accélérer le mouvement et les résultats ne se feront pas attendre [58]. »

En conséquence de quoi, étaient définies un certain nombre d'orientations autour desquelles le P.C.F. devait développer son activité. Ainsi lui fallait-il conjointement développer les batailles économiques, la lutte contre la guerre et dénoncer la dictature de la bourgeoisie camouflée au moyen de la démocratie. D'autre part, il avait à profiter de la scission du Parti socialiste pour renforcer son influence et son organisation au plan politique et syndical [59].

Concrètement, des dispositions devaient être prises pour modifier ou améliorer le travail du Parti, compte tenu de ses

objectifs et des critiques apportées au cours du Plénum. La rédaction de *l'Humanité*, par exemple, devait être plus étroitement contrôlée par la direction du Parti[60]. Pour ce faire, A. Marty fut désigné comme rédacteur en chef adjoint.

On ne peut s'empêcher de penser, que sur ce point, c'était la direction même du P.C.F. qui, en fait, était sanctionnée par la nomination d'un dirigeant qui, lors du XIIIe Plénum s'était vu confier la tâche de présenter le rapport critiquant les erreurs opportunistes apparues dans le P.C.A.[61].

Le Comité central du P.C.F. était enfin invité à organiser une campagne spécifique pour démasquer la S.F.I.O. et appeler les ouvriers socialistes à la quitter.

En dépit de leur situation difficile, les interventions des dirigeants du P.C.F. sont soigneusement équilibrées. Ils reconnaissent les erreurs commises, mais exposent la réflexion propre du Parti et les premiers résultats de son activité.

L'exposé de M. Thorez sur « la situation actuelle en France et les tâches propres du P.C.F. » comportait l'analyse concrète et précise de l'évolution économique, du développement des mouvements revendicatifs et de la situation politique. Sur ce dernier point, il présente une argumentation fournie visant à exposer pourquoi, en France, il n'y a pas encore le fascisme[62]. Outre la puissance économique de l'impérialisme français, l'existence d'un Etat centralisé, Thorez évoquait les traditions démocratiques et parlementaires, profondément ancrées dans les masses et utilisées habilement par la bourgeoisie pour maintenir sa domination.

Signalant avec une certaine habileté l'origine révolutionnaire de ces traditions, il indique que c'est précisément la crainte de déclencher un mouvement révolutionnaire qui retient la bourgeoisie française.

Sur les événements d'Allemagne, Thorez est très bref, se contentant d'indiquer, sans plus, que le P.C.F. doit tirer profit de la leçon que représentait l'instauration de la dictature fasciste en Allemagne. Il affirme ensuite l'accord du Parti avec les analyses de la direction de l'I.C., mais reconnaît que, jusque dans la direction du P.C.F., des doutes ont été exprimés sur la justesse de l'orientation adoptée en Allemagne[63]. S'attardant sur la situation de crise interne de la S.F.I.O. affaiblie par des divisions allant jusqu'à la scission, Thorez la relie à l'évolution internationale des partis socialistes, mais il la met également au compte de l'activité du P.C.F. depuis les années précédentes. Quand il évoque la lutte nécessaire contre le Parti socialiste et ses diverses fractions, il indique que le moyen le plus efficace, c'est le front unique à la base et l'organisation d'actions communes avec les ouvriers socialistes.

Dans le bilan qu'il présente ensuite du travail de masse accompli par le Parti depuis l'automne 1932, le secrétaire montre les résultats obtenus, l'influence nouvelle acquise par le Parti. Tout en reconnaissant les erreurs dénoncées par la direction de l'I.C., il explique que le souci du P.C.F. de ne pas retomber dans le sectarisme a limité la correction de ces erreurs. Il évoque enfin les nombreuses réticences devant les critiques de l'I.C. et les doutes concernant le bien-fondé de la ligne de l'Internationale sur la question du Front unique[64].

De l'intervention de Thorez, comme de celle de Frachon, on retire l'impression que les dirigeants du P.C.F. restaient convaincus du bien-fondé de l'orientation que leur parti suivait depuis deux ans, fondée sur la prise en compte des revendications, l'organisation de l'action commune pour les défendre, et peu enthousiasmés par certaines des analyses avancées lors de ce Plénum. Mais, après les sévères critiques dont ils venaient d'être l'objet, ainsi que d'autres partis, tel que le Parti tchèque, les dirigeants du P.C.F. ne pouvaient prendre le risque, inconcevable, de compromettre leurs rapports avec l'Internationale communiste[65].

La situation du P.C.F. début 1934

Le P.C.F. a acquis une autorité et une influence nouvelles grâce à son activité en faveur de l'action commune pour la défense des revendications, pour lutter contre la guerre et le fascisme. Face à la S.F.I.O. en difficulté et immobiliste, le P.C.F. montrait un dynamisme certain.

Contradictoirement, l'orientation de l'I.C. après la réunion du XIIIe Plénum n'avait pas un effet stimulant. Les analyses sur la désagrégation de la social-démocratie, la proximité de la situation révolutionnaire, la nécessité de lutter contre la démocratie bourgeoise, la dénonciation de l'opportunisme comme danger principal dans tous les domaines de l'activité des partis, étaient autant de thèses qui entravaient la capacité d'action du P.C.F. et ne pouvaient que gêner l'extension de son influence.

Le P.C.F. et la lutte antifasciste — février-mai 1934

Les événements du 6 février 1934 allaient mettre à l'épreuve tant la capacité d'action du Parti communiste que ses analyses.

Ce ne fut pas en effet une simple émeute, ni même un complot fomenté secrètement pour installer une dictature, mais un ensemble complexe d'événements, intégrant sans doute les

aspects que j'évoquais ci-dessus, qui firent apparaître la possibilité que s'instaure en France un régime autoritaire fascisant.

Devant ces événements où se conjugua l'action des diverses forces de droite, élus, partis, associations, ligues, qui s'efforçaient d'exploiter le mécontentement de larges couches de la population contre des dirigeants politiques discrédités, pour modifier dans un premier temps les institutions parlementaires dans un sens autoritaire et imposer la politique économique de déflation, le P.C.F. réagit de façon combative.

Les communistes dans l'action

Thorez, deux semaines auparavant, avait d'ailleurs, devant le Comité central, repris à son compte les critiques de l'Internationale et réclamé du Parti davantage de combativité et de vigueur dans l'action.

Dans cette situation, il fit montre d'une capacité d'initiative certaine : celle-ci, au départ en application stricte des orientations du XIIIe Plénum, évoluera ensuite en fonction de la situation nouvelle.

Au matin du mardi 6 février, *l'Humanité* appelait les communistes à manifester à la fois contre les organisations fascistes et contre le gouvernement. Il s'agissait, précisait un communiqué du secrétariat du Comité central, d'organiser les contre-manifestations pour répondre à celles des fascistes, mais aussi d'en tenir devant les entreprises, dans les quartiers et les villes ouvrières de la région parisienne, pour la défense des revendications[66].

Les anciens combattants étaient conviés par l'A.R.A.C., association d'anciens combattants animée par les communistes, à se rassembler aux Champs-Elysées, afin de ne pas laisser les associations liées à la droite exploiter le mécontentement des anciens combattants pour la défense de Chiappe et des mots d'ordre fascistes en faveur d'un pouvoir fort.

De fait, au cours de la soirée du 6 février, les communistes manifestent, *l'Humanité* l'attestait le lendemain, en titrant : « Contre les fascistes, contre la démocratie qui se fascise, Paris ouvrier a riposté. »

Cependant, les effectifs des manifestants communistes, leur organisation, ne semblent pas avoir pesé lourd, face aux forces mobilisées par la droite[67].

Il reste surtout la portée symbolique contradictoire de la présence des communistes : l'aspect principal, c'était la volonté concrètement exprimée de ne pas laisser le champ libre à la droite en l'empêchant ainsi de confisquer à son profit le mécontentement populaire, mais, en même temps, leur manifestation

témoignait qu'ils mettaient sur le même plan le gouvernement, le système parlementaire et les forces fascistes.

Il faut dire que la démission du gouvernement Daladier, le 7, laissant la place à un gouvernement de droite présidé par Doumergue qui, pour une large part, reprenait le programme des manifestants du 6, avec l'appui des radicaux, donnait crédit aux analyses du Parti communiste qui soulignait la responsabilité du gouvernement et de la majorité parlementaire de gauche dans l'éclosion et le développement des « cliques fascistes et des groupes militaristes[68] ».

Le basculement à droite des radicaux, marqué par le renoncement de Daladier et le ralliement de Herriot, confortait les analyses et les explications du Parti communiste et rendait plus difficile la position du Parti socialiste. Ses dirigeants, pour « défendre la république menacée », avaient soutenu Daladier le 6 à la Chambre et L. Blum, accompagné de L. O. Frossard, avait même été, le lendemain, voir le président du Conseil pour lui demander de ne pas démissionner[69].

Si d'un côté, au soir du 6 février, des dirigeants des fédérations socialistes de la région parisienne s'étaient présentés à *l'Humanité* pour proposer d'agir contre les fascistes, d'un autre, les dirigeants nationaux de la S.F.I.O., le 7 février, après avoir envisagé d'appeler à une manifestation pour le 8 et y avoir renoncé, participent, avec les dirigeants de la C.G.T. ainsi que d'autres organisations socialisantes, à une réunion, où ni les communistes, ni la C.G.T.U. ne sont invités[70]. Il n'était pas question, pour ces organisations, d'accepter ce qu'elles avaient refusé déjà un an auparavant. Sur ce point, même les historiens les plus enclins à valoriser leur rôle en conviennent[71].

Dans la soirée du 7 février, la C.G.T. lança donc le mot d'ordre de grève générale pour le lundi 12, sans avoir consulté les autres organisations syndicales. Le lendemain, *l'Humanité* en rend compte, et, en même temps, publie les appels de cinq syndicats C.G.T.U. de la région parisienne qui « proposent une action commune immédiate aux confédérés en vue d'une grève de 24 heures ». Dès le 9 février, l'organe central du P.C.F. titre : « Lundi, unité d'action pour la grève générale », publie un communiqué de la C.G.T.U. dans ce sens et un éditorial signé M. Cachin, qui écrit notamment : « Les ouvriers unitaires vont se joindre à leurs camarades confédérés. Saluons le front unique qui va se réaliser ainsi avec une force immense à travers la France. »

Cette décision ne fut certainement pas prise par la direction du P.C.F., en liaison avec l'Internationale, sans réflexion et discussions.

Si les données manquent pour connaître avec précision le processus interne qui a précédé la décision, il suffit d'examiner *l'Humanité* pour rejeter comme fantaisiste la thèse, fréquemment reprise par des historiens, selon laquelle c'est seulement après le succès de la manifestation du 9 et l'autorisation de l'Internationale que le P.C.F. aurait appelé, le 11, à la grève générale du lendemain [72].

Quelles qu'aient été les incertitudes, les analyses erronées que recélait alors la politique du P.C.F., on ne peut parler d'attentisme à son endroit.

Tandis que la S.F.I.O. venait de renoncer à la manifestation qu'elle avait envisagée, le P.C.F. en organisait une au soir du 9 février. Décidée le 7, elle prenait, deux jours plus tard, du fait de l'évolution rapide de la situation, une dimension nouvelle.

L'appel à la manifestation, titré : « Brisez la vague fasciste », s'adressait aux « ouvriers socialistes et communistes » et présentait le rassemblement du soir comme devant leur permettre de « préparer dans l'action la grève revendicative et politique pour lundi » [73].

La manifestation du 9 fut un succès et se tint malgré l'interdiction gouvernementale. Elle donna lieu à de violents affrontements, la répression policière, particulièrement dure, provoqua des morts et de nombreux blessés parmi les manifestants. Ceux-ci, plusieurs dizaines de milliers, comprenaient, outre les communistes et les nombreux travailleurs sympathisants syndiqués à la C.G.T.U., des socialistes qui, bien que consignés dans les locaux de leur section, vinrent se joindre à la manifestation.

L'importance de cette manifestation, place de la République, fut reconnue par toute la presse qui en profita pour s'inquiéter de l'influence des communistes.

L'Humanité, pour sa part, dénonça à la fois la répression sanglante ordonnée par le nouveau gouvernement d'union nationale et célébra « la lutte commune des travailleurs communistes et socialistes » [74].

Dans un communiqué, le Parti communiste soulignait que cette manifestation témoignait de la possibilité de faire reculer le fascisme et appelait, fait nouveau, les communistes à « réaliser partout le front unique avec les sections socialistes » [75].

En définitive, cette manifestation avait montré la capacité de mobilisation du P.C.F., la volonté d'action des travailleurs de la région parisienne, et annonçait l'élan et l'ampleur de la grève du 12.

« Grève générale sans précédent ! » titra *l'Humanité* qui, le 13 février, rapportait de façon détaillée comment la grève avait

été suivie par des centaines de milliers de travailleurs à travers tout le pays. L'ampleur géographique du mouvement qui s'étendait à la plupart des régions françaises est sans doute l'élément le plus notable et le plus significatif, même s'il n'a pas toujours frappé en tant que tel les contemporains.

Partout, la grève fut l'occasion de manifestations unitaires; pourtant, ce fut celle de Paris qui retint l'attention et prit valeur symbolique, parce que nationale, bien qu'il n'y eût qu'un défilé de plus de 100 000 personnes, cours de Vincennes, près de la Nation, et pas de meeting. Ce défilé commun, loin d'avoir été fortuit ou imposé à la direction du P.C.F., a, au contraire, été recherché par elle, puisqu'elle avait publiquement, dans *l'Humanité,* convié ses militants à manifester sur le même lieu qu'avaient choisi la C.G.T. et la S.F.I.O. [76].

Dans de nombreuses villes, les manifestations furent complétées par des meetings antifascistes communs, rapportés avec précision par *l'Humanité,* ainsi à La Rochelle, Saint-Brieuc, Narbonne, Montpellier, etc. [77].

Sans aucun doute, cette grève et ces manifestations puissantes exprimaient à la fois la volonté d'action antifasciste et l'aspiration unitaire, ce que *l'Humanité* évoquait par la formule : « L'unité d'action arrêtera le fascisme. » Cette formule elle-même n'allait cependant pas sans poser un certain nombre de problèmes. De fait, les manifestations du 12 venaient de rassembler des organisations qui, jusqu'alors, se refusaient à discuter et agir ensemble sur des objectifs communs.

Centrant cette étude sur le P.C.F., il n'est pas dans mon propos, ici, d'analyser l'activité et les positions des organisations socialistes, socialisantes ou simplement laïques et républicaines diverses, telle la Ligue des droits de l'homme, qui étaient partie prenante du mouvement antifasciste dès le 12. Je rappellerai seulement qu'à l'époque, elles se refusaient à discuter avec les organisations communistes, en tablant sur leur perte d'influence depuis les années vingt. Justifiant leur refus par les critiques dont elles étaient l'objet, elles estimaient que le P.C.F. et la C.G.T.U. seraient de toute façon contraints de suivre leurs initiatives, comme la grève du 12 venait de le montrer [78].

Du côté du Parti communiste, la situation est différente. La capacité d'action s'est révélée durant ces journées. En liant depuis deux ans luttes pour les revendications et lutte contre le fascisme, les communistes ont contribué à mobiliser la classe ouvrière, à lui faire jouer un rôle décisif et à conquérir une nouvelle audience.

Pour autant, on ne peut ignorer les hésitations que recèle la politique du parti, ni les difficultés qu'elle rencontre. Outre la

complexité de la situation, il y a le poids des analyses et des orientations erronées adoptées lors du XIII[e] Plénum qui gênent le P.C.F. pour apprécier exactement la situation et élaborer des solutions politiques adaptées à celle-ci. Il y a ainsi une distorsion entre, d'un côté, les possibilités nouvelles que recèle le mouvement des masses dont le P.C.F. est partie intégrante et dans lequel il joue un rôle décisif, et, de l'autre, l'orientation stratégique qui demeure la sienne.

Dans ces conditions, les progrès de son influence sont plus difficiles à consolider : il est mis en difficulté par diverses manœuvres qui profitent de ses propres erreurs.

Erreurs dans l'analyse et les prises de position

Durant les premiers semestres de 1934, les orientations et les thèses définies lors du XIII[e] Plénum constituèrent la référence théorique et idéologique des analyses du P.C.F. A la réunion du Comité central, le 25 janvier, M. Thorez présenta au nom du B.P. un rapport sur « les travaux et les décisions de la XIII[e] Assemblée plénière du Comité exécutif de l'Internationale communiste, et particulièrement, sur les tâches fixées au P.C.F. »[79]. Le 8 février, il en fit un compte rendu aux militants de la région parisienne. Parallèlement, dans *l'Humanité,* une série d'éditoriaux du nouveau rédacteur, A. Marty, popularisèrent les thèses récemment élaborées.

Sans doute, la thèse sur la lutte contre le fascisme et la possibilité de l'éviter nourrit-elle des articles et des prises de position justes, grâce auxquels le parti apparut effectivement comme la force politique qui, concrètement, organisait la lutte de masse contre le fascisme en France et au plan international : contre les ligues, mais aussi pour la libération de Dimitrov, pour sauver Thälmann...

Mais les thèses sur la maturation de la situation révolutionnaire, sur la fascisation de la démocratie, sur le rôle de la social-démocratie comme principal soutien de la bourgeoisie, sur le Front unique exclusivement par en bas, contre les dirigeants réformistes, conduisaient à des analyses et des prises de position de caractère erroné, quels que fussent par ailleurs les faits qui pouvaient sembler les justifier. Il suffit de considérer les titres de certains articles de *l'Humanité* des 6 au 8 février pour mesurer concrètement les erreurs d'appréciation produites par les thèses générales que nous avons évoquées. Par exemple, le 6, l'organe central du Parti appelait à de « vigoureuses actions ouvrières pour les revendications, contre le gouvernement des gauches et le fascisme ». Le lendemain, il indiquait que c'était « contre les

fascistes, contre la démocratie qui se fascise, que Paris ouvrier a riposté », tandis que, le 8, le gouvernement Daladier démissionnaire est encore qualifié de « ministère des fusilleurs ». Les semaines suivantes, plusieurs études des *Cahiers du bolchevisme* insistèrent sur l'impossibilité de défendre la démocratie bourgeoise et d'une entente avec le Parti socialiste[80].

Ces diverses prises de position, le plus souvent contradictoires avec la pratique et d'autres aspects de la politique du Parti, n'étaient pas bien comprises et le mettaient en difficulté, face aux démarches, parfois manœuvrières, en faveur d'une union antifasciste élargie au plus grand nombre d'organisations. Un certain nombre d'intellectuels envoyèrent ainsi une lettre dans ce sens à la direction du Parti, pendant que Doriot créait avec la section socialiste de Saint-Denis un comité antifasciste et que les dirigeants socialistes de la Seine s'efforçaient de créer un groupe de liaison des comités antifascistes qui fleurissaient un peu partout[81].

Souplesse et réalisme en pratique

Outre ces faits, d'autres témoignent dans la pratique de comportements réalistes et souples.

Que l'on songe, par exemple, à l'attitude déjà évoquée du Parti pendant les journées de février. Ensuite, pour consolider le mouvement de masse, il soutient et participe activement aux initiatives du mouvement Amsterdam-Pleyel. Ainsi, Cachin, le 19 février, est à un meeting en compagnie de Farinet, dirigeant de la fédération socialiste de la Seine[82]. Face à la création de comités antifascistes divers, J. Duclos indiquait que le Comité national de lutte contre la guerre et le fascisme était la structure capable de coordonner leur activité et donc auquel ils pouvaient adhérer sans condition[83].

Devant la création d'organisations, qui, au départ, concurrencent le mouvement Amsterdam-Pleyel tel, par exemple, le Comité de Vigilance des Intellectuels antifascistes, constitué le 5 mars par diverses personnalités intellectuelles, le Parti opte pour une politique de présence active : des communistes : Baby, Prenant, sont parmi les dirigeants de cette organisation.

Quand le Mouvement Amsterdam-Pleyel lance l'initiative d'un grand rassemblement antifasciste pour le 20 mai, il récuse d'abord l'adhésion d'organisations et accepte seulement celle des comités. Mais ensuite, sa position évolue nettement, puisque fut acceptée la présence à ce rassemblement d'organisations comme le C.V.I.A. ou la fédération S.F.I.O. de la Seine qui avaient des points de désaccord avec la plate-forme du mouvement[84].

Progrès de l'influence du P.C.F.

En dépit des erreurs et des faiblesses qu'il peut commettre, le Parti renforce son influence. Le mouvement des adhésions est ascendant et les effectifs augmentent légèrement[85]. L'élargissement de son influence peut se mesurer à d'autres signes. Ainsi en va-t-il, par exemple, de la manifestation du 6 avril décommandée par la C.G.T. Ses dirigeants avaient eu l'idée, en conclusion de ses Etats généraux tenus sur le thème du Plan, inspiré des idées socialistes belges, de faire un grand meeting au Vél' d'Hiv'. Les communistes et la C.G.T.U. ayant annoncé qu'ils s'y rendraient pour dénoncer les idées de collaboration de classe, proposer un programme d'action contre les décrets-lois du gouvernement et défendre les positions de classe sur les questions de la crise, la C.G.T. renonce à le tenir[86]. L'activité du Parti n'était pas pour rien dans les difficultés que rencontrait le développement des idées de collaboration de classe.

Les 20 et 21 mai, le rassemblement national antifasciste réunit au Cirque d'Hiver plus de 3 000 délégués dont moins d'un quart de communistes et membres de syndicats unitaires. La présence et l'intervention de nombreux délégués socialistes de la région parisienne illustrait la participation de certaines fédérations socialistes. A l'issue de deux jours d'interventions très diverses, dont celle de Doriot et de Thorez, une charte de lutte est unanimement approuvée : elle appelle toutes les forces antifascistes à s'unir dans une lutte commune[87].

Lors du congrès de la S.F.I.O., qui se tient à Toulouse à la fin du mois de mai (20-23 mai 1934), une forte minorité de délégués, plus du tiers, se prononce pour l'unité d'action immédiate avec les communistes. Après que les socialistes exclus l'année précédente pour avoir participé au Mouvement Amsterdam-Pleyel aient été réintégrés dans le Parti, de nombreux délégués réclament l'adhésion du Parti au mouvement et l'envoi d'une délégation à Moscou auprès de l'Internationale communiste pour y mettre au point l'unité d'action[88].

Problèmes de direction et d'orientation, janvier-mai 1934

C'est dans ce contexte général qu'il faut replacer le problème de direction posé par le comportement de Doriot., membre du B.P. L'étude historique précise de l'épisode reste à faire; elle est rendue difficile à la fois par le défaut d'archives et la multitude des informations engendrées par le destin ultérieur de Doriot. Je

m'efforcerai ici de restituer les traits essentiels de cette affaire en essayant au maximum d'éviter toute spéculation.

L' « affaire » Doriot

C'est seulement en avril 1934 que l'affaire éclate publiquement et ouvertement, mais elle durait en fait depuis la fin de l'année 1933. Cachin, revenant sur les événements un an plus tard, devait dire, parlant de Doriot devant le VIIe Congrès de l'I.C., qu' « il était, en quelque sorte, un enfant gâté du parti communiste »[89]. De fait, depuis longtemps, ce membre du Bureau politique occupait dans le Parti une place particulière, liée au rôle qu'il avait joué dans les premières années du P.C.F. Depuis plusieurs années, il n'avait pas de rôle effectif dans la direction du Parti et s'était consacré surtout à l'activité parlementaire et municipale. Député-maire de Saint-Denis, il s'était constitué une réputation locale fondée sur son activité d'élu.

Peu importe ici de savoir si l'ensemble du comportement de Doriot était déterminé par des liaisons avec les services du ministère de l'Intérieur[90]. Il suffit de remarquer que son comportement fut constamment, depuis le début de 1934, celui de quelqu'un qui fut hostile à toute solution de compromis et décidé à la rupture. Mais ceci ne devait se révéler que progressivement. C'est après le XIIIe Plénum, lors du C.C. du 24-25 janvier, que Doriot critique devant le Comité central la politique de Front unique du Parti.

L'habileté politique de Doriot fut de prendre appui sur les aspirations unitaires et de profiter des erreurs d'analyse du XIIIe Plénum. Sur ce terrain, il put lancer, en marge du Parti, une entreprise politique, aidé de Barbé, ancien secrétaire du Parti. Plaçant le journal local de Saint-Denis en dehors du contrôle du Parti, il en fait le véhicule de ses attaques contre la direction du Parti. Soutenu par divers milieux liés au Parti socialiste, il s'afforce de gagner des appuis dans l'organisation du Parti de la région parisienne.

Doriot ne dévoile ses intentions que progressivement; au départ, il prétendait seulement être animé par le souci de la lutte antifasciste, et réaliser sans attendre l'alliance avec le Parti socialiste[91]; si Doriot a réussi à obtenir, dans le rayon de Saint-Denis, un soutien majoritaire, il n'y parvient pas ailleurs. Après que ses thèses eurent été désavouées par la Conférence de la région de Paris-Nord, début avril, il adopte ouvertement un comportement fractionnel. D'abord, en publiant une lettre ouverte adressée à l'Internationale, dans laquelle il se livrait à une critique de la direction politique pendant les journées de

Février. Sans attendre, il diffusa largement ce texte sous forme de brochure à tous les membres du Parti. Ensuite, il démissionna de ses fonctions de maire — manœuvre qui devait à la fois lui permettre de faire légitimer par le vote populaire sa démarche et de mettre la direction du Parti en difficulté. L'affaire étant portée sur la place publique, les divergences risquaient de le paralyser. L'autorité de la direction, l'unité du Parti étaient battues en brèche, en même temps qu'étaient soulevées des questions touchant à son orientation politique — les deux aspects étaient étroitement imbriqués.

La réaction de la direction du Parti consiste en une réponse politique, s'attachant, dès la fin janvier, à réfuter les idées avancées par Doriot, tout en évitant soigneusement de le citer nommément. Les dirigeants du Parti renoncent à débattre de la politique du Parti à Saint-Denis et dans la région de Paris-Nord; ils multiplient les articles dans *l'Humanité* et les *Cahiers du bolchevisme*. Sans doute, début avril, Doriot et ses partisans apparaissent-ils isolés dans le Parti. Mais, pour mener campagne contre eux, la direction du Parti se recentre sur les références au XIIIe Plénum, à ses thèses les plus contestables, pour mieux faire apparaître la démarche fractionnelle de Doriot. D'une certaine façon, celui-ci contraignait aussi la direction du Parti à s'enfermer dans des formulations dogmatiques sur le social-fascisme, ou le front unique par en bas, au moment même où, on l'a vu, la politique réelle du Parti était beaucoup plus nuancée et souple. Après la publication de sa lettre ouverte, il risquait de gagner une nouvelle audience...

On peut penser que cette situation difficile a sans doute été favorable à certains infléchissements qui commençaient à se produire dans la politique de l'Internationale.

Lorsque, le 21 avril, Doriot ayant fait appel à l'Internationale, celle-ci envoie un télégramme recommandant de cesser la lutte intérieure dans le parti et invitant Thorez et Doriot à se rendre à Moscou, les premières discussions sur l'orientation de l'I.C. viennent de s'ouvrir, à la lumière, notamment des événements de Février en France [92].

Ce processus d'infléchissement qui s'étale sur plusieurs mois peut avoir, du moins au début, contribué à retarder la solution définitive de l'affaire Doriot. Toujours est-il que celui-ci refuse de se rendre à Moscou, bien qu'il ait été invité à plusieurs reprises, trouvant pour cela divers prétextes, démontrant ainsi concrètement son désir de rupture [93]. Le 16 mai, le Présidium de l'Internationale condamne l'activité fractionnelle de Doriot et donne à la direction du P.C.F. toute latitude pour prendre les mesures nécessaires contre lui. La décision fut publiée par

l'Humanité, accompagnée d'une résolution du B.P. [94], complétée, quelques jours plus tard, par la traduction d'un long article paru dans la *Pravda* [95].

L'activité politique de Doriot dans le Parti, son refus de venir discuter à Moscou déconsidèrent ses propos sur le Front unique, souligne l'Internationale : « il est clair que Doriot parle et écrit sur le Front unique non pas dans l'intérêt de sa réalisation effective, mais simplement pour pouvoir, sous le couvert de phrases sur le Front unique, préparer la scission dans le Parti » [96].

L'article de la *Pravda,* qui expose la démarche de l'I.C., rappelle à plusieurs reprises son souci de modération, lorsqu'elle s'est refusée publiquement à envisager pendant longtemps toute mesure d'exclusion. Mais le plus important est sans doute son affirmation selon laquelle il ne saurait y avoir de divergences insurmontables concernant l'appel des dirigeants socialistes en vue de l'action commune antifasciste. Des références précises aux initiatives et à la pratique unitaire du P.C.F. depuis deux ans permettent d'expliquer qu'en fait, les divergences avec Doriot ne portaient pas sur le Front unique. Cette argumentation, développée dans les articles de *l'Humanité* durant la dernière semaine de mai, dégageait les obstacles et rendait possibles des initiatives nouvelles. Elle exprimait de toute évidence une démarche cohérente élaborée au niveau de l'Internationale pour ne pas laisser la possibilité à Doriot de se réclamer du Front unique en incitant le P.C.F. à s'engager sur la voie des propositions d'actions communes concrètes avec la S.F.I.O.

Après les décisions de l'Internationale, et en dépit de l'appel, somme toute modéré, qui lui fut lancé, Doriot, visiblement décidé à la rupture, se refusa à toute entente et multiplia des critiques qui s'étendirent désormais à l'Internationale communiste elle-même. Dès lors, son isolement ne devait que croître; son exclusion, à l'issue de la Conférence nationale, fin juin, ne suscita ni surprise, ni remous.

On a souvent affirmé que les initiatives prises par le P.C.F. au mois de juin 1934, au moment où Doriot était exclu du Parti, étaient précisément celles qu'il avait préconisées, de sorte que son seul tort aurait été d'avoir eu raison trop tôt, ou bien, que, rival de Thorez, celui-ci l'aurait éliminé en s'appuyant sur l'Internationale.

Sans doute, l'adresse à la S.F.I.O. et l'entente avec les socialistes pour agir en commun contre les fascistes furent les thèmes essentiels de la campagne de Doriot. Pour autant, comment ne pas voir qu'il ne s'agissait en rien d'une politique fondamentalement originale. Elle avait été esquissée dès la fin

1932-début 1933. Et surtout, elle n'était pas propre à Doriot. Celui-ci, au début de 1934, s'appuyait sur les aspirations unitaires, le développement de l'action de masse pour formuler des mots d'ordre qui devaient lui permettre de jouer un rôle personnel. Ils lui servaient à légitimer son activité politique autonome, en marge du Parti. C'est cela qui lui importait. Ne se refusa-t-il pas ensuite à discuter de ses mots d'ordre au moment même, où, dans l'Internationale, des modifications de l'orientation paraissaient nécessaires?

Doriot avait réussi à développer son activité fractionnelle en profitant des erreurs d'analyse et de certaines prises de position du Parti et de l'I.C. Peut-être a-t-il involontairement contribué à montrer l'urgence d'un infléchissement. Toujours est-il que la correction de ces erreurs devait aller bien au-delà des critiques qu'il avait lancées. Autrement dit, il n'est pas sérieusement possible d'attribuer à celui-ci la paternité d'une politique qui devait conduire au Front populaire.

En fait, il y a coïncidence chronologique, et sans doute logique, entre la discussion à Moscou des problèmes de direction du P.C.F. et celle qui concerne l'orientation d'ensemble de l'Internationale. C'est là, à partir du mois d'avril 1934, que commence de s'esquisser la nouvelle politique dont les développements se font pour une large part au rythme de l'expérience pratique du P.C.F.

Thorez, présent à Moscou de la fin avril à la mi-mai, assiste aux débuts du changement d'orientation qui, à peine amorcé lors de son retour en France, se poursuit et s'épanouit dans les mois qui suivent. Il s'effectue conjointement sur deux plans. Celui de la direction de l'I.C. pour ce qui concerne la réflexion idéologico-théorique, la visée stratégique. Celui du Parti communiste français qui expérimente la nouvelle politique par des initiatives qui parfois devancent les formulations idéologiques de l'Internationale.

L'impulsion vient sans doute de l'I.C., mais la capacité de mise en œuvre et d'initiative du P.C.F. se développe rapidement sur la base de l'expérience originale qu'il acquiert. Une interaction étroite lie alors l'activité de l'I.C. et celle du P.C.F. : m'en tenant à l'essentiel, je les étudierai successivement en centrant mon attention sur la politique du P.C.F.

On a vu comment certaines orientations de l'I.C. avaient pu, en 1933, gêner le développement de la politique du Front unique du P.C.F. Examinons maintenant comment, au contraire, l'évolution qui se produit dans la politique de l'I.C. au cours de cette période a des effets positifs sur l'activité du P.C.F. qui, à terme, vont inverser certaines de ses relations avec l'I.C.

Modification des analyses et nouvelles orientations dans l'I.C.

On peut reconstituer à grands traits le processus d'évolution de la politique de l'I.C. [97].

C'est en avril 1934 que les changements commencent à être envisagés. On ne saurait sous-estimer le rôle joué alors par Dimitrov. Il était arrivé fin février à Moscou, auréolé de prestige après son procès. Sa magnifique défense, dont il avait fait un acte d'accusation contre le régime hitlérien, avait fait reculer les nazis, qui durent l'acquitter. Durant son procès, il avait été soutenu, dans toute l'Europe, par un vaste mouvement d'opinion qui, outre les communistes, rassemblait des forces politiques très diverses.

Confronté de près à l'expérience allemande, Dimitrov arrivait à Moscou convaincu que les partis communistes devaient mener autrement la lutte antifasciste, s'ils voulaient qu'elle soit victorieuse. Les événements de France et d'Autriche montraient d'autre part que la social-démocratie pouvait s'engager dans des mouvements antifascistes de masse.

Début avril, il devient membre du secrétariat de l'Internationale et, de fait, en prend la direction, notamment pour ce qui concerne l'Europe. Dès ce moment, il commence à évoquer les problèmes posés par la tactique des partis communistes européens notamment en direction des partis sociaux-démocrates. C'est sans doute lui, autant que le délégué du P.C.F. à Moscou, Vassart, qui a songé alors à ce que les problèmes d'orientation et de direction du P.C.F. soient examinés sans attendre par les plus hautes instances de l'Internationale.

Rencontrant Thorez le 11 mai, il devait insister auprès de lui sur l'importance de l'expérience de février en France, pour en tirer la conclusion que, dans le développement du Front unique, le Parti communiste ne devait pas faire preuve d'étroitesse et devait prendre soin d'élaborer des mots d'ordre acceptables par les larges masses [98].

Le 16 mai, lors de la réunion du Présidium consacré aux problèmes français, la possibilité pour le P.C.F. de s'adresser directement aux dirigeants de la S.F.I.O. en vue de mener des actions antifascistes sur des objectifs précis est clairement évoquée par Manouilski qui semble bien avoir joué alors un rôle important et positif en faveur de l'évolution amorcée.

C'est dans les semaines suivantes que l'idée de modifier la tactique est formulée explicitement lors des discussions qui se déroulèrent dans les commissions constituées en vue de préparer le VIIe Congrès de l'Internationale, alors prévu pour le second

semestre de 1934. L'idée que le mot d'ordre de lutte immédiate pour la dictature du prolétariat ne correspondait pas à la situation existant alors dans les pays capitalistes fut avancée dès le 14 juin par Manouilski qui préconisa l'élaboration d'un programme de lutte sur des objectifs immédiats, concrets et limités de caractère démocratique [99].

Dimitrov, qui présidait la commission chargée de définir les orientations des partis communistes dans la lutte contre le fascisme présenta, le 2 juillet, un document qui tendait à modifier fortement la politique de l'Internationale sur trois points importants : l'analyse de la social-démocratie, la conception du Front unique, le fonctionnement de l'Internationale. Sous la forme d'interrogations successives, il mettait en question les thèses sur la social-démocratie adoptées depuis 1929 : c'est-à-dire, celles sur son caractère social-fasciste, son rôle de principal soutien social de la bourgeoisie, le caractère plus dangereux des tendances de gauche. Il indiquait ainsi la nécessité, pour les communistes, de changer de comportement à l'égard des cadres des partis socialistes et des syndicats réformistes, de militer à l'intérieur de ces syndicats, afin de les transformer, de ne pas poser comme condition à l'unité syndicale la reconnaissance du rôle du Parti communiste [100].

Le dirigeant bulgare insistait ensuite sur la nécessité de changer la tactique du Front unique et notamment d'en finir avec les formules sur l'unité seulement par en bas, avec les proclamations sur le rôle dirigeant du P.C.F. et sur la trahison de la social-démocratie, au profit d'un travail de masse pour entraîner les travailleurs socialistes à lutter, en tenant compte des organisations existantes.

Dimitrov évoquait enfin la nécessité pour l'Internationale de modifier son fonctionnement, afin de tenir compte de la diversité croissante des situations auxquelles se trouvaient confrontés les différents partis.

C'était le début d'une critique d'ensemble des thèses du XIIIe Plénum. Après des discussions nombreuses et parfois vives, elle devait être confirmée dans les mois suivants et aboutir à l'élaboration d'une orientation centrée sur l'urgente priorité d'un large front antifasciste.

Durant ces discussions et sans attendre qu'elles aient abouti, les dirigeants de l'Internationale incitèrent le P.C.F. à s'engager dans la voie nouvelle en faveur de laquelle son expérience allait très vite témoigner.

Ainsi, dès le 11 juin, une lettre envoyée au P.C.F. en vue de sa Conférence nationale et rédigée en collaboration avec son représentant sur place, Vassart, comportait des indications

fondées sur ces analyses nouvelles. En particulier, outre la nécessité de réaliser contre le fascisme un large front qui rassemble les travailleurs de toutes tendances et prenne en compte les revendications de la petite bourgeoisie, il était recommandé d'en finir avec les déclarations « politiquement fausses » sur la liquidation nécessaire de la démocratie bourgeoise [101]. C'était indiquer clairement que la défense de la démocratie pouvait devenir un objectif de la lutte antifasciste.

Ensuite, au cours du mois d'août, une nouvelle lettre [102] du secrétariat de l'I.C. approuvant et soutenant la politique de Front unique mise en œuvre par le P.C.F. l'appelait notamment à établir un accord national de désistement au 2e tour avec la S.F.I.O. en vue des élections cantonales.

Pourquoi ce changement?

On se contente souvent de l'expliquer par l'évolution de la politique extérieure de l'U.R.S.S. conduite par Staline; pour cela, on considère que l'Internationale n'était qu'un instrument de la politique soviétique [103].

Quelle qu'ait été l'autorité croissante des représentants du P.C.U.S. dans l'I.C., celle-ci conservait une organisation, un fonctionnement spécifique et des buts distincts de ceux, par exemple, de l'Etat soviétique. Ainsi le rapprochement diplomatique entre l'U.R.S.S. et la France était amorcé dès 1931-32 sans que, pour autant, les lignes de l'I.C. ou du P.C.F. aient été parallèlement modifiées. Dans le second semestre de 1933, les évolutions de la diplomatie soviétique, qui tiennent compte de la politique extérieure hitlérienne, ne trouvent pas de prolongement au niveau de l'I.C.

Il faut donc se garder de toute vision instrumentaliste de la politique de l'Internationale, mais cela ne signifie pas qu'on doive évacuer le poids des facteurs internationaux. Ils ont contribué sans doute au changement d'orientation. La dégradation de la situation internationale, marquée par le rapprochement diplomatique polono-allemand, la montée du fascisme en Autriche et en France, faisait croître et coïncider deux risques : l'isolement diplomatique de l'U.R.S.S. et l'écrasement des partis communistes. Ces différentes données faisaient apparaître inadaptées les thèses encore réaffirmées au XIIIe Plénum.

Quant au rôle de Staline et de la direction du Parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S., ils doivent être relativisés. Bien sûr, on ne peut imaginer que les changements d'orientation se soient produits malgré l'opposition totale de Staline. Mais, dans l'état actuel des connaissances, il semble établi que Staline,

non seulement n'en a pas pris l'initiative, mais aussi qu'il a manifesté des réticences face aux propositions qui revenaient à abandonner une orientation et des thèses qui lui devaient beaucoup.

Dimitrov, au début d'avril, eut une entrevue avec Staline et la direction du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. au cours de laquelle il exposa ses idées. Etant donné la situation internationale, celle du mouvement communiste et peut-être aussi celle au sein de la direction du Parti communiste bolchevik, Staline proposa que Dimitrov prenne de fait la direction de l'I.C. et lui promit l'appui du B.P. D'après les historiens soviétiques qui ont travaillé sur les archives du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. et de l'Internationale, il semble bien que Staline ait été sceptique sur la possibilité d'une entente avec les partis socialistes et qu'il envisageait seulement d'assouplir la tactique traditionnelle du Front unique [104].

D'autre part, remarquons que, si ces changements n'ont pas été élaborés sur la place publique, ils n'ont pas non plus résulté d'une décision ponctuelle et autoritaire du secrétariat de l'I.C. Ils ont fait l'objet d'une réflexion et d'une discussion auxquelles les représentants des plus grands partis étaient associés. Ces changements ont progressivement gagné en ampleur : d'abord simples modifications tactiques, ils concernent rapidement les aspects stratégiques de l'activité des partis communistes.

Sur ce point, l'expérience du P.C.F. ne vient pas après coup, en application d'une orientation élaborée définitivement, elle contribue au contraire à la définir et à l'étayer.

La lutte pour l'unité d'action et l'émergence d'orientations nouvelles, mai-juillet 1934

Entre la première proposition d'unité d'action adressée par le P.C.F. à la S.F.I.O. et la signature, sans précédent historique, du pacte d'unité d'action, moins de deux mois s'écoulèrent. Cela peut, rétrospectivement, paraître négligeable, mais, en fait, durant ces quelques semaines, les événements se précipitèrent. Les différentes données que j'ai évoquées ci-dessus imposaient au Parti communiste de prendre des initiatives nouvelles en matière d'unité d'action antifasciste, ce qui lui demandait d'infléchir sa politique sur certains points. Mais elles lui offraient aussi la possibilité sans précédent de voir concrètement ces initiatives unitaires, réussissant ainsi à unir dans l'action le mouvement ouvrier français.

Dans les derniers jours du mois de mai, après le congrès de la S.F.I.O., le rassemblement antifasciste, les manifestations au mur

des Fédérés, et alors que sont communiquées les décisions de l'I.C. concernant Doriot, le Parti communiste accentue ses appels à l'unité antifasciste. Après la réunion du B.P., le 25 mai, Thorez, devant les militants de la région parisienne, dans les colonnes de *l'Humanité,* souligne l'urgence de l'action commune antifasciste. Le 29, c'est l'annonce de la Conférence nationale et de son ordre du jour consacré à « l'organisation du Front unique de lutte antifasciste ». Le 30, M. Thorez, évoquant les appels lancés en mars 1933 par le P.C.F., auxquels la S.F.I.O. n'avait pas donné suite, indiquait : « Nous sommes cependant prêts à renouveler de telles démarches, lorsque la situation nous semblera l'exiger. » Le 31, enfin, le Comité central lança un appel adressé, non seulement aux ouvriers et aux sections socialistes, mais aussi à la direction de la S.F.I.O. qui leur proposait d'organiser l'action commune pour sauver Thälmann.

Le 5 juin, le jour où la Commission administrative permanente devait examiner la proposition du Parti communiste, celui-ci envoya une nouvelle lettre qui, tout en confirmant la première, évoquait la possibilité d'élargir l'action commune « à la lutte contre les décrets-lois, contre le fascisme et la guerre impérialiste »[105].

Les négociations difficilement entamées furent rapidement rompues. Lors de la première entrevue, les socialistes refusèrent d'apporter une réponse précise et exigèrent, comme préalable, que les communistes s'engagent publiquement à renoncer aux polémiques injurieuses et diffamatoires. Ce à quoi le Parti communiste souscrit le lendemain, dans *l'Humanité,* en précisant que de telles méthodes ne sont cependant pas dans ses habitudes. Ensuite, les dirigeants socialistes arguèrent d'un article de Maurice Thorez dans les *Cahiers du bolchevisme,* où il critiquait la politique du Parti socialiste, pour rompre les pourparlers.

En dépit de ces difficultés, le Parti communiste continue de réaffirmer la validité de ses propositions. Le 23 juin, dans un article saluant l'ouverture de la Conférence nationale, M. Cachin rappelait que les communistes étaient « résolus à ne pas arrêter leurs démarches pour l'unité d'action à la base comme au sommet ».

Les pourparlers à peine amorcés étaient rompus au moment même où s'ouvrait la Conférence nationale du Parti, mais ses travaux devaient montrer et confirmer l'inflexion de sa politique, son premier résultat étant de relancer victorieusement le mouvement en faveur de l'unité d'action. En effet, s'il fallait trouver un point de départ, une base doctrinale à toute l'activité engagée par le P.C.F. de 1934 à 1936 pour organiser dans l'action toutes les forces antifascistes et rassembler un mouvement populaire pour

barrer la route au fascisme, ce ne pourrait être que cette Conférence nationale.

La Conférence nationale, 23-26 juin

Durant trois jours, elle se tint dans la grande salle de la mairie d'Ivry, où les délégués furent accueillis par G. Marrane, avant d'entendre le discours d'ouverture de M. Cachin, puis le rapport du Comité central présenté par M. Thorez, consacré pour l'essentiel aux problèmes d'unité d'action antifasciste. Dans la discussion, le second jour, il y eut de nombreuses interventions dont celles, par exemple, de M. Desrumeaux, qui souligna la persistance de tendances sectaires dans le Nord, de Marty, qui évoqua avant tout le travail de masse à opérer en direction des « classes moyennes » ou des soldats, ou encore de R. Jean, qui, tout en condamnant sans réserve l'attitude de Doriot, critique l'activité du Bureau politique durant les journées de Février. La dernière journée fut consacrée au travail syndical des communistes, abordé successivement par Gitton et Frachon. Celui-ci, élargissant son propos, répondit à R. Jean, insistant sur le rôle moteur joué par le P.C.F. dans l'essor de l'action antifasciste, tout en reconnaissant la justesse de certaines de ses critiques [106].

Dans son discours de clôture, tout entier centré sur la réalisation de l'unité d'action antifasciste, Thorez insista sur son urgence et avança des éléments nouveaux d'analyse concernant les libertés démocratiques, la nation..., ce qui étayait ainsi de façon théorique les propositions d'accord adressées aux socialistes.

A l'issue de cette Conférence nationale, l'orientation du Parti, avec ses nouveautés, était confirmée et s'appuyait désormais sur une analyse modifiée de la situation politique. Par exemple, la menace fasciste, justement et constamment dénoncée depuis 1933, était dorénavant inscrite dans une analyse renouvelée de l'affrontement politique.

Face au fascisme qui mettait en cause la démocratie bourgeoise, le parti n'analysait pas la liquidation de celle-ci comme prélude à une situation révolutionnaire, mais au contraire comme la voie ouverte à l'écrasement du mouvement ouvrier et révolutionnaire, d'où l'importance, pour celui-ci, de défendre les libertés démocratiques.

Le Parti communiste, loin de se satisfaire des progrès de son influence, portait une appréciation réaliste, lucide, sur la situation, en constatant les progrès encore plus rapides des forces de droite et du fascisme.

S'il distinguait celles-ci, il montrait comment la politique des

décrets-lois du gouvernement Doumergue préparait le terrain aux organisations fascistes dont l'influence allait croissant auprès de la petite bourgeoisie urbaine et rurale.

L'élément le plus important de la nouvelle orientation était sans doute la définition d'un objectif intermédiaire, distinct de la prise du pouvoir : c'était la lutte contre le fascisme, pour la défense des libertés démocratiques et des revendications. Autour de cet objectif, il était possible de réunir rapidement un large mouvement de masse. Il y avait, expliquait Thorez, une course de vitesse engagée entre nous et les fascistes. D'où trois exigences prioritaires pour la gagner : réaliser « à tout prix » l'unité d'action des ouvriers socialistes et communistes; réaliser l'unité syndicale en reconstruisant une seule C.G.T.; entraîner les classes moyennes autour de la classe ouvrière.

La résolution adoptée par la Conférence répondait par avance à ceux qui y auraient vu une nouvelle ligne, en expliquant qu'il s'agissait simplement d'une marche plus rapide dans la même voie, celle de la lutte contre le fascisme. Tout en reconnaissant que des erreurs ou des faiblesses avaient pu marquer l'activité du Parti en février, Thorez rappela que l'entente avec les dirigeants socialistes n'avait jamais été repoussée en principe par les communistes, en 1933 par exemple, et qu'ils s'étaient toujours trouvés au premier rang des luttes antifascistes.

Mais c'est surtout le nouveau rapport de forces qu'il mit en avant : grâce au renforcement de son influence, fruit de son activité indépendante et du soutien constant qu'il avait apporté depuis 1932 aux revendications de la classe ouvrière, le parti pouvait avancer des propositions nouvelles d'unité d'action et les faire aboutir.

En dépit de ces explications, en bonne partie justifiées, comment ne pas voir le changement effectué alors dans la politique du Parti communiste? Celui-ci, sur un certain nombre de questions décisives, modifie son analyse : par exemple, sur la question de l'Etat et de sa forme politique. De fait, il y a désormais prise en compte des caractères positifs que représente pour le mouvement ouvrier une démocratie bourgeoise. Au niveau des mots d'ordre, cela signifie que ce n'était pas seulement les libertés ouvrières entendues dans un sens restrictif qui devaient être défendues, mais toutes les libertés démocratiques mises en cause par le grand capital et menacées par le fascisme. Il y avait là une mise au point fondamentale et indispensable pour développer efficacement le mouvement d'union antifasciste. Dans le même ordre d'idées, pour lutter contre le chauvinisme exalté par les ligues fascistes, le Parti rappelait que les communistes

aimaient leur pays dans la mesure où ils s'intéressaient au sort des travailleurs français. C'était l'amorce d'un changement de position sur la question nationale.

Cependant, dans de nombreux domaines, des analyses anciennes coexistaient encore avec les nouvelles. Il en allait ainsi de la ligne classe contre classe dont la validité était réaffirmée, ou de la Défense nationale dénoncée par principe.

Mais, pour l'heure, ce n'était pas l'essentiel : la Conférence nationale répondait avant tout, comme nous l'avons dit, à une préoccupation précise : organiser l'action antifasciste, l'élargir en réalisant d'abord une alliance durable avec les socialistes.

Le Pacte d'unité d'action

La politique et les initiatives du Parti communiste rencontraient en cette fin de juin 1934 un tel écho parmi les masses populaires que, dans le Parti socialiste, l'idée grandissait que l'unité d'action était devenue inévitable.

Le jour même de l'ouverture de sa Conférence, le Parti communiste avait adressé un nouvel appel à la S.F.I.O., pendant qu'au plan parisien les fédérations des deux partis s'entendaient, malgré le veto de la direction du Parti socialiste, pour appeler en commun à un meeting et à une manifestation antifascistes, les 2 et 8 juillet. Le succès considérable de ces deux initiatives ne contribua pas peu à faire revenir les dirigeants socialistes sur leur décision de suspendre les discussions avec les communistes. Cela ne fut plus possible, dès lors que le Parti communiste, habilement, se déclara favorable à un projet d'accord comportant un pacte dit de non-agression élaboré par la fédération S.F.I.O. du Nord, dirigée par Lebas, dont les réticences à passer une alliance avec les communistes étaient bien connues et dont le but était de présenter un texte dont certaines formules auraient été trouvées inacceptables par le P.C.F. pour lui faire endosser la responsabilité d'une rupture définitive.

Après que le Conseil national de la S.F.I.O., réuni le 15 juillet, eut approuvé l'offre d'action commune du Parti communiste, le Pacte d'unité d'action est signé le 27 juillet par les délégations des deux partis. La déclaration de L. Blum, ses articles dans *le Populaire*, témoignent sans ambiguïté de ses réticences. Finalement, il s'y résout, car les dirigeants socialistes prennent conscience que, s'ils ne le font pas, ils risquent de voir éclater leur parti et s'effondrer son influence [107].

Pour déjouer ces manœuvres et ces réticences socialistes, les communistes firent, au cours des négociations, des concessions notables. Ils acceptèrent ainsi la suspension de toute critique

réciproque pendant l'action commune, tinrent compte du refus socialiste d'inclure dans l'accord l'action commune contre la politique économique et sociale du gouvernement et le recours à la grève, et renoncèrent enfin à la constitution de comités de base en acceptant qu'il y ait seulement des comités de coordination où se retrouveraient les délégués des deux partis [108].

Le pacte prévoyait l'organisation d'une campagne commune contre le fascisme, pour la défense des libertés démocratiques, que les deux partis mèneraient au moyen de meetings et de manifestations.

La signature d'un tel pacte, qui était sans précédent, me conduit à faire deux remarques. Le simple exposé des événements qui y ont conduit laisse ouvertes de nombreuses questions. Sans vouloir ni pouvoir répondre à toutes, je me contenterai de présenter deux observations ayant trait au rôle effectif du Parti communiste et à la signification profonde du Pacte d'unité d'action.

La part prise par le P.C.F. dans la réalisation de l'unité d'action fut à l'évidence si importante qu'il n'est pas d'historien qui la nie. C'est lui qui proposa l'accord et multiplia les initiatives et concessions pour l'obtenir. Le titre du *Populaire*, le 16 juillet 1934, rendant compte des décisions du Conseil national socialiste, était à cet égard tout à fait clair, puisqu'il indiquait que « le Parti Socialiste accepte l'offre d'action commune contre le fascisme et la guerre ».

Si le rôle essentiel du Parti communiste est donc indéniable, il est souvent mis au compte de sa nouvelle orientation, adoptée fin mai. On a vu qu'effectivement, celle-ci a présidé aux initiatives communistes en faveur de l'unité d'action. Sans aucun doute nécessaire pour que l'unité d'action antifasciste se réalise, cette nouvelle orientation n'était pas en tant que telle suffisante pour l'imposer en quelques semaines à un Parti socialiste dont les dirigeants la refusaient.

D'ailleurs, une rapide comparaison internationale le prouve : les autres partis communistes d'Europe, dans l'été 1934, à la suite du P.C.F., multiplient en direction des partis socialistes des propositions d'unité d'action. Sauf en Espagne, il y a partout un refus persistant des partis socialistes, notamment là où ils sont particulièrement puissants, comme en Grande-Bretagne, dans les pays scandinaves ou encore, en Tchécoslovaquie.

Quant à l'Internationale socialiste, elle maintenait sa position de 1933, en interdisant à ses sections de signer des accords au niveau national, en même temps qu'elle restait hostile à l'action commune avec son homologue communiste. Les propositions de l'Internationale communiste que lui présentèrent en octobre 1934

M. Thorez et M. Cachin en vue d'actions communes pour appuyer la lutte du prolétariat espagnol se heurtèrent à un nouveau refus.

Pour comprendre la signature du Pacte d'unité d'action, c'est donc la situation politique française qu'il faut prendre en compte. Celle-ci était caractérisée par le comportement combatif et la mobilisation politique de la classe ouvrière et des masses populaires. C'était, pour une large part, le résultat de l'activité du Parti communiste qui, dans cette période de crise, avait, depuis 1932, accordé la priorité aux luttes revendicatives et à l'action antifasciste.

Les communistes présentèrent alors le Pacte d'unité d'action comme la réalisation du Front unique. Cette formule, déjà ancienne, puisqu'elle avait été élaborée par Lénine en 1921 et 1922, lors des IIIe et IVe Congrès de l'Internationale, désignait une réalité nouvelle différente de celle à laquelle la notion de Front unique faisait jusqu'alors référence.

Il faut rappeler d'abord que la signature du Pacte d'unité d'action était un accord historiquement sans précédent. Jamais, depuis l'élaboration du mot d'ordre de Front unique, douze ans auparavant, il n'y avait eu d'entente au niveau national entre un parti socialiste et un parti communiste.

Le caractère exceptionnel d'une telle entente était d'ailleurs souligné par le terme d'accord circonstanciel employé encore au début du mois de juin dans *l'Humanité*. La formule, qui désignait une entente temporaire et limitée était inadaptée et elle disparut. La nouveauté du pacte signé le 27 juillet allait bien au-delà de la différence de forme : elle introduisait en fait une démarche stratégique nouvelle, distincte de celle qu'impliquait la conception traditionnelle du Front unique. Il ne s'agissait pas en effet d'un accord conclu en vue d'aller au pouvoir dans une période de transition en vue de préparer la révolution et de transformer l'Etat, mais, au contraire, d'une alliance dont le but était la défense des libertés démocratiques existantes.

L'alliance constituée se réalisait autour d'un objectif intermédiaire nettement distinct de la lutte pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Dès lors, son élargissement nécessaire à d'autres couches sociales et d'autres forces politiques était possible sans tarder, ce que Thorez avait laissé entendre dans ses interventions devant la Conférence nationale.

Plus que la réalisation de la conception ancienne de Front unique, la signature du Pacte d'unité d'action fut davantage le premier moment de la mise en œuvre d'une nouvelle orientation. Pendant que celle-ci était esquissée par Dimitrov et Manouilski devant les instances dirigeantes de l'Internationale, le P.C.F. la

concrétisait, sans pour autant en avoir mesuré toutes les implications. Mais la situation politique qu'il venait ainsi de modifier allait sans tarder l'y conduire.

Une avancée décisive : le mot d'ordre de Front populaire

Le Parti communiste, durant les mois d'août et de septembre, s'employa d'abord à mettre en pratique le Pacte d'unité d'action en agissant pour le succès des manifestations et des meetings antifascistes communs. Les socialistes ayant, on s'en souvient, refusé l'action commune contre la politique économique et sociale du gouvernement, le Parti communiste élabora une plate-forme d'action dont les principaux points étaient constitués par les grandes revendications de la classe ouvrière et des « classes moyennes ». Il accordait la priorité aux revendications immédiates : les salaires, la réduction des heures de travail, l'aide aux chômeurs, le soutien du revenu des paysans et des artisans et commerçants. Le programme comprenait également une série de propositions de réformes fiscales destinées à « faire payer les riches » pour financer les mesures sociales.

Cette initiative, même si elle fut accélérée par l'échéance électorale des cantonales, correspondait à une démarche fondamentale. Le Parti communiste, à la différence des autres forces antifascistes, des socialistes notamment, loin d'abandonner la lutte pour les revendications au nom de l'action antifasciste, considérait que la seule façon de combattre la démagogie sociale de la droite et des fascistes, spéculant sur le désarroi des masses populaires frappées par la crise, était de leur offrir une perspective politique de lutte, réunissant la défense des revendications et celle des libertés démocratiques. A ce titre, il dénonçait également avec force la réforme de l'Etat à laquelle Doumergue, dans ses allocutions radiodiffusées s'efforçait de préparer l'opinion [109].

Le président du Conseil, lors de ces discours, ayant attaqué le programme revendicatif du P.C.F. en dénonçant son caractère démagogique, le Parti lui répondit par une affiche tirée à des centaines de milliers d'exemplaires [110].

Dans cette situation, la position du Parti radical devenait inconfortable. Si ses principaux dirigeants, Sarrault, Herriot en tête, participaient au gouvernement et défendaient sa politique en multipliant les attaques contre l'unité d'action communiste-socialiste, des militants, des fédérations et certains dirigeants s'inquiétaient de l'impasse dans laquelle leur parti était ainsi engagé [111].

Le Parti communiste, en vue des élections, proposa aux socialistes, sur la base du Pacte d'unité d'action, un accord de désistement mutuel, ce qui impliquait que ceux-ci rompent souvent localement des alliances électorales passées avec des radicaux favorables au gouvernement Doumergue. Tout en dénonçant publiquement les tergiversations de la S.F.I.O., le Parti communiste annonça également sa décision, dans le cas où un représentant des forces de droite risquerait de l'emporter, de se désister pour les candidats radicaux qui prendraient position contre la politique des décrets-lois, pour la défense des libertés démocratiques [112].

Dès le premier tour des élections cantonales, le 7 octobre, le Parti communiste enregistra une forte progression de ses suffrages. Les radicaux, par contre, connaissaient une perte de vitesse, dont les candidats de droite et d'extrême droite étaient bénéficiaires.

Le surlendemain, lors de la réunion du comité de coordination, M. Thorez présenta au Parti socialiste des propositions nouvelles dont il évoqua publiquement la teneur dès le lendemain dans un grand meeting dont *l'Humanité* rendit compte sous un titre double et en partie inédit : « A tout prix, battre le fascisme. Pour un large Front populaire antifasciste. » Les communistes, afin de consolider le Pacte d'unité d'action, préconisaient d'abord de l'appuyer sur une large plate-forme revendicative, concrète, élaborée conjointement par les deux partis, ensuite de s'adresser à des forces politiques qui, tel le Parti radical, pourraient y souscrire [113]. Le 24 octobre, Thorez prit significativement la parole à Nantes, là où, le lendemain, devait s'ouvrir le Congrès radical, pour renouveler et expliciter sa proposition d'élargir l'unité d'action au Parti radical.

Ce mot d'ordre, qui formulait de façon nouvelle l'alliance sociale et politique que le P.C.F. préconisait pour barrer en France la route au fascisme, concrétisait vraiment l'orientation définie lors de la Conférence nationale. De ce point de vue, il n'y avait pas rupture, mais développement, exploitation de ce qui n'avait été qu'esquissé en juin et amorcé ensuite dans la bataille politique.

Ainsi traduisait-il en termes clairs une volonté de prendre en compte la réalité sociale française : l'existence, à côté de la classe ouvrière, d'une vaste paysannerie travailleuse et d'un grand nombre d'artisans et de commerçants dans les villes.

La constitution d'une telle alliance, nécessaire pour éviter l'isolement de la classe ouvrière, apparaissait d'autant plus réaliste que ces couches moyennes victimes de la crise et de la politique économique du gouvernement étaient profondément

mécontentes, tout en restant, dans leur masse, attachées aux traditions républicaines et démocratiques.

Les élections cantonales, le regain d'activité des ligues, démontrèrent que la base de masse des forces de droite, loin de se réduire, s'élargissait au détriment du Parti radical parmi ces couches, d'où l'urgence d'initiatives en leur direction. Sans taire ses critiques à l'égard du Parti radical et de ses dirigeants, le Parti communiste, se référant à l'expérience allemande, ne misait plus sur sa désagrégation, qui, sur le court terme, risquait de profiter aux forces de droite, mais se donnait comme objectif de le détacher de son alliance avec les partis de droite.

C'était prendre en compte la réalité politique nationale marquée par l'enracinement profond et ancien des comportements politiques. Sans doute, la conception même du Front populaire se situait dans le prolongement des orientations définies lors de la Conférence nationale; son soubassement théorique, c'était la course de vitesse engagée avec le fascisme, la défense des libertés démocratiques, la nécessité pour la classe ouvrière d'entraîner dans la lutte les catégories populaires les plus nombreuses.

La formule elle-même : Front populaire pour la liberté, le travail et la paix, rendait désormais bien compte des objectifs précis et limités de la lutte et du rassemblement populaire à opérer pour la mener au succès.

Il reste qu'en envisageant une alliance politique durable avec le Parti radical, à l'évidence non ouvrier, le Parti communiste prenait une initiative sans précédent dans l'histoire du mouvement communiste, d'autant qu'il ne s'agissait pas d'un petit parti, mais de celui qui recueillait le plus de suffrages et se trouvait associé à la direction des affaires du pays, après l'avoir eue en main, à plusieurs reprises, auparavant.

Une analyse rapide de la situation politique pouvait laisser penser que le Parti communiste, fort, au maximum, de ses 40 000 membres et de ses 9 députés, s'engageait dans une aventure au-dessus de ses moyens.

En la circonstance, la direction de l'Internationale ne joua pas le même rôle qu'au mois de mai précédent. Loin de soutenir activement l'initiative du P.C.F., elle manifesta ses inquiétudes et conseilla de ne pas lancer le mot d'ordre de Front populaire à l'adresse du Parti radical. Ce fut le sens de la démarche que fit, sans succès, Togliatti auprès de Thorez, à la veille de son discours de Nantes [114].

En fait, au niveau de l'Internationale, les discussions amorcées dans les commissions préparatoires au VIIe Congrès se poursuivaient. Le 5 septembre, d'ailleurs, la date de la convocation du

Congrès, envisagée primitivement pour le mois d'octobre1934, avait été repoussée à l'année suivante [115]. Lors d'une réunion du secrétariat de l'Internationale, le 15 octobre, s'exprima l'idée que le Parti communiste français, toujours considéré comme faible et inexpérimenté, risquait de ne pouvoir diriger un mouvement rassemblant des forces politiques beaucoup plus puissantes que lui, et qu'en fin de compte, il était à craindre qu'il se trouve à leur remorque, transformé en force d'appoint [116].

La volonté du P.C.F., de ses dirigeants et de M. Thorez en particulier, de ne pas suspendre la campagne politique engagée sur le nouveau mot d'ordre de Front populaire, s'appuyait sur l'expérience des derniers mois. Elle puisait dans les débats en cours au sein de l'I.C. les raisons d'espérer que le Parti communiste français pouvait faire la preuve de la justesse de son analyse.

En définitive, cet épisode était l'indice d'une modification des rapports entre l'I.C. et le P.C.F. C'est lui qui allait contribuer, sur le terrain, à la définition de l'orientation de la politique générale de l'I.C.

Début décembre, les dirigeants du P.C.F. présentèrent devant le Présidium de l'Internationale des exposés sur leur expérience. M. Thorez montra comment, malgré les difficultés et les manœuvres auxquelles il devait faire face, l'autorité et l'influence du P.C.F. avaient grandi, comment celui-ci s'y était pris pour développer une activité de masse en vue de rassembler dans l'action revendicative et antifasciste les forces ouvrières et démocratiques.

C'est alors que la direction de l'Internationale et celle du P.C.(b) de l'Union soviétique, en dépit de réticences persistantes sur certaines avancées françaises, approuvèrent et appuyèrent officiellement l'orientation du P.C.F.

Dans les mois suivants, l'expérience du P.C.F. allait être reprise et généralisée pour servir de base à la politique de toute l'Internationale. Mais pour l'heure, à l'automne 1934, on n'en était pas là.

L'ACTION DU P.C.F. POUR RÉALISER LE FRONT POPULAIRE OCTOBRE 1934-MAI 1936

Entre le moment où le P.C.F. lança l'idée d'un large rassemblement antifasciste et celui où il fut effectivement réalisé, plusieurs mois s'écoulèrent.

Les propositions communistes rejetées jusqu'au printemps 1935

Au début, les propositions communistes, en dépit de leur retentissement important, n'aboutirent pas.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que les forces politiques concernées n'approuvaient pas d'enthousiasme le nouveau mot d'ordre. Les dirigeants radicaux, s'ils avaient, après les élections cantonales, marqué leur hostilité à la réforme de l'Etat et fait chuter le gouvernement Doumergue, n'en continuaient pas moins de pratiquer, au niveau gouvernemental, une politique d'alliance avec la droite.

Les socialistes, loin d'approuver les propositions faites par les communistes dans les comités de coordination, multiplièrent les critiques gauchisantes, accusant le Parti communiste d'abandonner ses objectifs révolutionnaires. Alors que le P.C.F. esquissait ce qui pourrait être un programme limité susceptible de rassembler les différentes forces démocratiques dans la lutte antifasciste, la S.F.I.O. accordait la priorité aux discussions sur les réformes de structure : nationalisations, socialisations, ou encore, sur l'unité organique résultant de la fusion des deux partis. Ce n'étaient d'ailleurs pas les moins réticents pour l'unité d'action avec les communistes, tels Faure et Lebas, qui recouraient à cette tactique.

Pour déjouer ces manœuvres, le Parti engagea publiquement dans la presse un débat idéologique fondamental avec la S.F.I.O. Il porta notamment sur la question des perspectives politiques et sur la possibilité ou non de réaliser des socialisations dans l'immédiat. Dénonçant les formules socialistes, les communistes, Frachon par exemple, expliquèrent qu'on ne pouvait confondre socialisation et nationalisation, et qu'il convenait de s'entendre d'abord sur un programme précis et limité de mesures économiques et sociales apportant satisfaction aux revendications populaires les plus pressantes. Le Parti communiste, dans ce contexte, réaffirma avec force la conception du socialisme et de la prise de pouvoir, telle que l'Internationale communiste l'avait définie lors du VIe Congrès de 1928. Le souci politique était clair : il s'agissait de bien distinguer lutte pour le Front populaire et lutte pour le socialisme, afin que le débat politique se concentre sur l'objectif immédiat : le Front populaire [117].

Ces explications répondaient également aux vœux de la direction de l'I.C., qui avait assorti de mises en garde son soutien à la politique du P.C.F. [118].

Malgré tout, cette distinction radicale entre propositions immédiates et conception générale du socialisme, même si elle

permettait de répliquer aux manœuvres dilatoires socialistes, n'était pas sans inconvénients dans la mesure où elle pouvait gêner, même à court terme, de nouvelles initiatives, à propos, par exemple, de l'inévitable question de l'expression politique et gouvernementale du Front populaire. Plus généralement et à terme, cela devait créer des difficultés pour formuler positivement et organiquement la relation entre démocratie et socialisme [119].

Parallèlement, en direction des masses populaires, le Parti communiste déploya une activité considérable pour populariser l'idée du Front populaire par d'innombrables meetings, des manifestations massives, comme celle du 10 février, ou pour la célébration de la Commune, etc.

Cette activité, en définitive, contribua à faire évoluer en profondeur le rapport de forces, à renforcer l'influence du Parti communiste et de ses propositions, ce que les élections municipales devaient révéler, créant ainsi une situation politique nouvelle, à partir de laquelle la réalisation effective du Front populaire s'amorça.

Elections municipales et initiatives parlementaires du P.C.F.

A l'occasion des élections municipales du printemps, le Parti communiste confirma la tactique électorale qu'il avait inaugurée lors des cantonales en donnant un caractère beaucoup plus systématique et général aux désistements en faveur des candidats radicaux. Il était demandé à ces derniers d'affirmer leur fidélité à la tradition républicaine, de s'opposer à la politique de la droite en matière économique et sociale, c'est-à-dire à la politique de déflation du gouvernement, de se prononcer, enfin, pour une politique étrangère de fermeté à l'égard des puissances fascistes. De nombreux candidats radicaux adoptèrent publiquement ces positions, ce qui revenait à désavouer le gouvernement auquel participaient les dirigeants radicaux, mais permettait à ces candidats d'assurer leur élection.

Les résultats montrèrent un progrès général de la gauche, et plus particulièrement des communistes qui, dans la région parisienne, enlevèrent un grand nombre de municipalités. Il est à noter également que les reports de voix au second tour s'effectuèrent bien dans l'ensemble [120].

Les communistes proposent de soutenir un gouvernement de gauche

Dans le même temps, à la Chambre des députés, le petit groupe communiste, fort de 9 députés seulement, jouait un rôle actif. A l'occasion de la crise ministérielle ouverte par la chute du gouvernement Flandin, il proposa aux radicaux et aux socialistes de se concerter pour envisager la formation d'un gouvernement de gauche qui appliquerait une politique démocratique définie par un programme minimum [121]. Pour la première fois depuis 1926, les communistes s'affirmèrent disposés à soutenir un gouvernement de gauche appliquant un programme minimum. M. Thorez, devant la Chambre, déclara que les communistes étaient prêts à soutenir « une politique qui irait dans le sens des intérêts de la population laborieuse du pays, dans le sens des intérêts de la majorité du pays [122] ».

Ces propositions, cependant, furent repoussées, non seulement par les radicaux qui acceptèrent de soutenir le gouvernement présidé par Laval, mais également par les socialistes qui, eux, exigeaient des mesures en principe plus audacieuses, Auriol allant jusqu'à dire : « Les banques, je les ferme, les banquiers, je les enferme [123]. »

Ces initiatives du P.C.F. doivent être rapprochées des modifications survenues alors dans la situation nationale et internationale.

A la veille des élections municipales, le ministre des Affaires étrangères, Laval, contraint de signer un traité avec l'U.R.S.S., après avoir laissé les mains libres à Mussolini en Afrique et permis à Hitler de rétablir le service militaire, avait pensé faire une opération de politique intérieure en faisant un voyage à Moscou pour y obtenir de Staline une déclaration dans laquelle celui-ci approuverait l'effort de défense nationale français.

La réaction du P.C.F. fut très rapide : publiant sans délai une affiche qui donnait raison à Staline, il expliquait que les communistes soutiendraient toutes les mesures, y compris militaires, nécessaires pour s'opposer au plan international aux entreprises des puissances fascistes. Sans doute, la signature de cet accord diplomatique entre gouvernement français et Gouvernement soviétique facilitait-elle désormais les possibilités d'entente sur la politique extérieure entre communistes, socialistes et radicaux.

Mais, ce qui pouvait jouer dans ce sens, c'étaient les résultats des élections municipales qui montraient que les mots d'ordre du P.C.F. recueillaient un soutien significatif.

Le Front populaire se constitue : le 14 juillet 1935

Dans ce contexte, l'appel lancé par Langevin, à l'initiative du Mouvement Amsterdam-Pleyel, en vue de préparer une grande manifestation populaire le 14 juillet, fut l'occasion d'un premier regroupement des forces démocratiques et antifascistes.

Le Parti socialiste, réuni en Congrès, donna, dans le même temps, son accord pour la constitution d' « un grand mouvement populaire ». Dans le Parti radical, divisé, certains dirigeants, tel Daladier, étaient prêts à s'engager dans le rassemblement proposé.

La direction de la C.G.T., de son côté, après avoir longtemps refusé, accepta alors d'engager avec la C.G.T.U. des pourparlers en vue de l'unité syndicale.

La mise sur pied d'un comité provisoire, présidé par V. Basch, de la Ligue des Droits de l'homme, épaulé par Rabaté, du Mouvement Amsterdam-Pleyel, et regroupant des représentants des partis de gauche, des syndicats et de diverses associations, correspondait à ce que les communistes préconisaient depuis plusieurs mois.

Après que le Parti radical eût, début juillet, donné son accord pour participer aux manifestations, fut constitué un « Comité d'organisation du rassemblement populaire », qui devint désormais le cadre des discussions ayant en vue de développer le Front populaire.

Les manifestations du 14 juillet 1935 eurent un retentissement considérable. A l'appel de 48 organisations, des centaines de milliers de personnes manifestèrent dans tout le pays. Ces démonstrations donnèrent une réplique imposante aux manifestations des ligues : aux 50 000 Croix-de-feu qui avaient défilé sur les Champs-Elysées, avaient répondu, à la Bastille, 500 000 manifestants du Front populaire. Un des grands moments de la journée vit J. Duclos parler au nom du Parti communiste, devant les travailleurs rassemblés au stade Buffalo, le matin de ce 14 juillet. Insistant sur le caractère à la fois révolutionnaire et patriotique de la lutte antifasciste, il appela à « réconcilier le drapeau tricolore de la Révolution française et le drapeau rouge de la Commune de Paris, de même que la Marseillaise et l'Internationale [124] ».

L'énorme succès populaire que ces manifestations rencontrèrent, le rôle décisif qu'y jouèrent les communistes démontraient que le rapport des forces en France continuait d'évoluer favorablement et que l'orientation de Front populaire mise en

œuvre par le Parti communiste était riche de possibilités encore insoupçonnées quelques mois auparavant, par l'Internationale, notamment.

Ces événements politiques français coïncidaient avec la tenue, à Moscou, du VIIe Congrès de l'Internationale communiste. Leur développement, qui confirmait le réalisme de l'orientation de Front populaire, considérée comme audacieuse, sinon risquée, à peine six mois auparavant, encourageait certains dirigeants de l'I.C., Dimitrov notamment, à en généraliser la portée.

Le VIIe Congrès de l'Internationale communiste

Le 25 juillet 1935, s'ouvrit à Moscou le VIIe Congrès de l'I.C. en présence de 513 délégués représentant 65 partis [125]. Les débats de ce qui devait être le dernier Congrès de la IIIe Internationale durèrent un mois et firent constamment référence à la politique du Parti communiste français.

L'importance historique de ce Congrès vient de ce qu'il consacra l'orientation de Front populaire fondée sur une analyse différenciée de la situation politique des pays capitalistes européens en s'appuyant sur l'expérience nouvelle accumulée par le P.C.F.

Alors que, pour beaucoup de partis présents au Congrès, les orientations présentées étaient nouvelles, ce n'était pas le cas pour le P.C.F. qui les avait avancées et adoptées depuis près d'une année. La présentation systématique de ces orientations et analyses explique sans doute le choc que ce Congrès représenta pour le mouvement communiste : se trouvaient généralisées et explicitées les thèses qui modifiaient profondément les habitudes politiques prises par de nombreux partis depuis 1928-1929.

Portée et limites des analyses du VIIe Congrès

Dimitrov, dans ses diverses interventions, formula avec netteté et vigueur des analyses bien différentes de celles qui avaient dominé le XIIIe Plénum, 18 mois auparavant.

Malgré l'absence d'une étude renouvelée de la conjoncture économique, il présenta une appréciation beaucoup plus réaliste et dialectique de la situation politique dans les grands pays capitalistes. Délaissant et critiquant les pronostics hasardeux sur l'imminence de la révolution, il insista sur le fait que l'alternative, pour l'heure, était entre le fascisme et la démocratie.

A ce sujet, il n'hésita pas à évoquer comme des erreurs certaines analyses antérieures sur la fascisation de la démocratie

et sur la social-démocratie. Tout en dénonçant sa responsabilité historique dans la montée du fascisme, il soulignait la possibilité pour les partis communistes de l'entraîner dans la lutte antifasciste, à condition que celle-ci fût menée par un Parti communiste influent.

Prenant appui sur l'exemple français, Dimitrov insista sur les modifications que les partis communistes devaient apporter à leur activité en donnant la priorité à la constitution d'un large mouvement antifasciste fondé sur une alliance des couches populaires autour de la classe ouvrière et sur des accords politiques du Parti communiste avec les autres forces démocratiques, le Parti socialiste notamment...

Cependant, quelle qu'ait été l'importance de ce congrès, on ne peut ignorer ses faiblesses et ses limites. Il n'est pas question ici de les étudier, seulement de les évoquer brièvement pour aider à comprendre certaines de ces insuffisances au regard, en particulier, de la situation politique à laquelle le P.C.F. pouvait se trouver confronté.

Par exemple, la réflexion critique sur l'activité passée fut très limitée. Pieck, dans son rapport d'activité, en principe consacré à l'étude de la politique de l'I.C. depuis le VI[e] Congrès, signala les erreurs sectaires et les analyses fausses des différents partis durant la période mais évita de s'interroger sur la politique d'ensemble de l'Internationale, sur les orientations de fait abandonnées et les implications stratégiques des nouvelles. Ce rapport ne donna pas lieu à d'amples discussions. Quant à la résolution finale adoptée sur ce premier point de l'ordre du jour, elle était encore plus discrète et allusive. Significativement, elle ne retenait de l'activité du Comité exécutif de l'Internationale que ses propositions d'unité d'action adressées à l'Internationale socialiste en 1933 : le bilan de l'activité depuis 1928 n'était pas tiré.

Différents indices témoignent, d'autre part, que des différences d'appréciations demeuraient sur la portée de la nouvelle orientation. Certaines interventions marquèrent la persistance de réticences devant l'orientation de Front populaire, signalées par l'emploi de la formule de Front unique; d'autres, au contraire, soulignèrent le caractère inédit et la portée de la nouvelle orientation. Ainsi, Dimitrov, au cours des travaux du Congrès, reprit cette idée avec une insistance croissante, tout en prenant bien soin de circonscrire sa portée.

« Notre Congrès, expliqua-t-il, a révisé dans l'esprit même et à l'aide du marxisme-léninisme vivant, la position tactique de l'Internationale communiste, en fonction de la situation mondiale modifiée », en précisant que « le Congrès a pris une ferme

résolution sur la nécessité d'appliquer d'une manière nouvelle la tactique du Front unique [126] ».

Ces déclarations insistant sur le caractère exclusivement tactique du changement d'orientation étaient accompagnées d'un rappel inchangé des thèses stratégiques sur le passage au socialisme et les conditions de son édification. Il y avait sans doute là une des limites essentielles du Congrès, qui continuait à distinguer complètement le bien-fondé de l'orientation nouvelle de défense de la démocratie et de large politique d'alliance pour l'immédiat, et le bien-fondé des analyses anciennes sur la prise de pouvoir et la forme soviétique de l'Etat pour aller au socialisme.

Mais si, bien sûr, le P.C.F. ne pouvait que s'inscrire dans la démarche de l'I.C., dont nous venons de montrer les évolutions novatrices en même temps que les limites, il le fit de façon originale. Pour la première fois dans son histoire, il se trouvait à la source d'une nouvelle orientation de l'Internationale.

L'exemple du P.C.F.

Tout au long des travaux du Congrès, les références au P.C.F. furent nombreuses. Dimitrov cita dans son discours le caractère exemplaire de l'activité du P.C.F. dans sa lutte antifasciste et ce qu'elle représentait pour l'Internationale : « C'est le mérite du Parti communiste et du prolétariat français, d'avoir, dit-il, par la pratique de leur lutte dans le front unique prolétarien contre le fascisme, aidé à préparer les décisions de notre Congrès dont l'importance est si énorme pour les ouvriers de tous les pays. »

Les interventions de la nombreuse délégation française, conduite par M. Cachin, M. Thorez et A. Marty, eurent un impact considérable [127].

Dans son intervention, M. Thorez présenta un exposé particulièrement dense qui expliquait aux délégués de tous les partis communistes les fondements de la politique de Front populaire que le P.C.F. avait inaugurée. Ne se contentant pas de rappeler la montée du fascisme au plan international et français, il détailla la stratégie du parti, en expliquant comment la lutte pour les revendications constituait le point de départ de toute politique d'alliance antifasciste. Cela impliquait, entre autres, que le Parti avançât des solutions immédiates, s'en prenant, non pas à la bourgeoisie en général, mais au grand capital, à l'oligarchie capitaliste.

M. Thorez souligna le développement par le parti de sa politique antifasciste qui l'avait conduit à prendre une position claire et nette sur la question de la démocratie. A ce propos, il insista sur le fait que l'existence de traditions démocratiques et

révolutionnaires constituaient des conditions objectives favorables au développement d'un large rassemblement antifasciste.

Un autre exemple de condition spécifique à la France et objectivement favorable à la lutte antifasciste, c'était l'existence d'une paysannerie travailleuse, nombreuse, attachée aux institutions républicaines.

Exposant la nécessité pour les partis communistes d'avoir une conception affinée des comportements politiques et de leur détermination, Thorez, citant Engels dans sa correspondance avec Bloch, rappela le poids des traditions et l'importance des données subjectives. Il critiqua ainsi les conceptions étroitement économistes qui, dans l'Internationale, avaient tendu à considérer que la petite bourgeoisie ne pouvait, dans sa masse, être entraînée par l'action de la classe ouvrière. Sur ce point, il exposa comment elle pouvait reprendre les meilleures traditions républicaines et patriotiques par exemple, et s'en faire l'héritière.

Enfin, abordant les perspectives politiques, il évoqua l'hypothèse d'une participation du P.C.F. à un gouvernement de Front populaire.

Compte tenu de l'intérêt de la question, voyons de plus près ce qu'en disent le Congrès et le secrétaire du P.C.F. [128].

Dimitrov aborda la question prudemment, et avec de nombreuses précautions, d'autant que pour l'heure, c'était seulement en France que la question pouvait se poser.

Au-delà, on peut déceler des affirmations de tonalités différentes, indices d'une position incertaine. Ainsi, si Dimitrov précisait qu'il n'y avait pas de recette pour déterminer à l'avance la position à adopter, que tout serait fonction de la situation concrète, il énonça cependant les conditions générales qui devaient nécessairement être réunies et conférer à la situation un caractère pré-révolutionnaire.

Mais, par ailleurs, il indiquait qu'il serait erroné de subordonner la participation à un gouvernement de Front populaire à la certitude qu'il déboucherait sur la prise révolutionnaire du pouvoir.

M. Thorez était, lui, beaucoup plus explicite et situait sans ambiguïté la formation d'un gouvernement de Front populaire dans le cadre de la lutte antifasciste, en soulignant que les conditions n'étaient pas réalisées pour que la lutte pour le pouvoir des soviets soit l'objectif immédiat de l'action du P.C.F.

Le lien entre la nouvelle orientation et les changements dans le fonctionnement de l'Internationale apparut clairement; là encore, l'expérience française servit de référence.

En effet, à l'issue de ce Congrès, le P.C.F. occupait une place nouvelle dans l'Internationale. De fait, celle-ci avait évolué

depuis 1934. Le P.C.F. était devenu le Parti communiste à la pointe des nouvelles orientations de l'Internationale qu'il expérimentait.

Ce qui venait de se passer en France depuis une année contribua certainement aux décisions du Congrès qui modifièrent le fonctionnement de l'Internationale en donnant plus d'autonomie aux sections. Dimitrov souligna la nécessité pour chaque section nationale de tenir davantage compte des conditions particulières de leur pays. Une résolution du Congrès indiqua que la direction de l'Internationale devait désormais « éviter de s'immiscer directement dans les affaires internes d'organisation des partis communistes » mais aider les partis pour qu'ils trouvent par eux-mêmes les solutions politiques aux difficultés qu'ils rencontraient en évitant notamment « de transférer mécaniquement l'expérience d'un pays à l'autre ». Le Comité exécutif de l'Internationale conservait cependant toutes ses prérogatives pour les orientations politiques générales [129].

Les perspectives de gouvernement et l'action pour un programme commun

Action revendicative et progrès de l'unité

Durant l'été et l'automne, le P.C.F. impulsa et organisa l'action contre la politique de Laval dans le domaine économique. Ainsi appela-t-il, dès l'été, à lutter sans attendre contre les décrets-lois gouvernementaux qui réduisaient d'autorité les salaires des fonctionnaires, les pensions des anciens combattants et des retraités. Pour élargir l'action, il proposa alors au Parti socialiste une plate-forme commune, incluant la lutte contre la politique économique du pouvoir.

Les puissantes manifestations de fonctionnaires, d'employés de l'Etat, des anciens combattants, des retraités, l'audience des propositions du P.C.F., le tassement de l'influence de la S.F.I.O. constaté lors de son Congrès de Mulhouse, furent autant d'éléments qui amenèrent finalement les socialistes à signer la plate-forme le 23 septembre 1935 [130].

Dans ce contexte, les discussions sur l'unité syndicale progressèrent et aboutirent le 27 septembre. Si la C.G.T.U. qui, depuis un an, avait proposé la réunification, avait multiplié les concessions en acceptant l'abandon des fractions, l'incompatibilité des mandats syndicaux et politiques, la C.G.T., elle, avait dû abandonner son programme planiste et réformiste et affirmer son attachement au syndicalisme de lutte de classe. En fait, le

mouvement d'unification était déjà devenu une réalité dans certaines fédérations (les cheminots, par exemple), avant même la signature de l'accord.

Par contre, les discussions entre communistes et socialistes sur l'unité organique piétinèrent. Longtemps, les socialistes avaient placé cette question comme préalable, ce qui retardait leur engagement dans l'action commune. Mais, après que le P.C.F. ait, le 29 mai 1935, présenté son projet de charte d'unité, ils freinèrent les discussions et répondirent en mettant en avant comme texte d'unité la charte de 1905, qui avait présidé à la naissance de la S.F.I.O. A l'automne, cependant, les socialistes finirent par présenter un nouveau projet. Bien qu'affirmant plus nettement les objectifs révolutionnaires du futur parti unique, il n'apportait pas de nouveautés substantielles. Les discussions en commission réclamées par les socialistes s'enlisèrent [131].

Action antifasciste

Contre la politique extérieure de Laval, particulièrement compréhensive à l'égard des entreprises mussoliniennes, le P.C.F. prit l'initiative d'une vaste campagne politique qui, pour sa part, se heurta à l'inertie des autres partis de gauche.

Au début de 1935, les communistes avaient été les seuls à s'opposer aux accords alors signés par Laval et Mussolini, accords qui laissaient le dictateur fasciste développer sa politique colonialiste et impérialiste et l'encourageaient à préparer l'invasion de l'Ethiopie [132].

Lorsqu'en octobre, l'Italie lança son agression, bénéficiant de la passivité de fait des gouvernements français et anglais, les communistes français appelèrent à l'action contre la guerre d'Ethiopie, sans s'en remettre aux décisions de la S.D.N., dont l'action était paralysée par les manœuvres franco-britanniques.

Dès le mois d'août 1935, le P.C.F. s'adressa à la S.F.I.O. et au Labour Party en vue d'opposer aux menaces fascistes l'action commune nationale et internationale. Devant leurs réponses dilatoires, le P.C.F. prit alors l'initiative d'organiser une grande conférence internationale pour la défense de l'Ethiopie. Les communistes multiplièrent à cette occasion les contacts avec des socialistes et des pacifistes britanniques et s'adressèrent de nouveau aux dirigeants travaillistes [133].

Finalement, le 3 septembre, la conférence internationale réunit à Paris des orateurs de nombreuses nationalités et constitua un premier moment de l'action internationale contre la politique extérieure agressive des puissances fascistes [134].

Quelques semaines plus tard, M. Cachin et M. Thorez rencon-

trèrent les dirigeants de l'Internationale socialiste pour leur proposer d'agir en commun, encore une fois sans résultats. Cette attitude négative ne se démentit pas, alors même que l'agression fasciste se déployait en Ethiopie. Après un nouvel appel de Dimitrov, l'Internationale socialiste, réunie à Bruxelles le 12 octobre, réitéra son refus sous la pression des partis socialistes scandinave, tchèque et britannique [135].

En France, le P.C.F. réussit cependant à organiser une nouvelle conférence internationale contre la guerre et le fascisme, et à faire évoluer les positions des socialistes et des radicaux qui, dans leur majorité, prirent alors, enfin, une position claire à l'égard de la politique extérieure de Laval [136].

Le refus de l'Internationale socialiste amena les dirigeants de l'Internationale communiste à freiner les contacts des partis communistes avec les partis socialistes dont les manœuvres étaient évidentes et l'hostilité à l'unité d'action patente, partout où ils étaient puissants [137].

Si, en France, la situation était différente, cette évolution de la conjoncture internationale ne fut pas sans effet sur la politique du P.C.F.

Dans les mois qui suivirent le VIIe Congrès de l'Internationale, les dirigeants du P.C.F. multiplièrent les déclarations envisageant clairement la participation du Parti à un gouvernement de Front populaire.

M. Thorez, s'inscrivant dans la continuité des décisions de l'Internationale, indiquait que ce gouvernement pourrait se former à tout moment, pas dans l'immédiat, qu'il faudrait une situation révolutionnaire; mais il précisait que la mobilisation antifasciste en tant que telle avait un caractère révolutionnaire... [138]. Le 17 octobre, à la Mutualité, il déclara publiquement que les communistes étaient prêts à prendre leurs responsabilités dans un gouvernement de Front populaire [139].

La participation gouvernementale des communistes — Une perspective remise en question

J. Duclos, M. Cachin, dans les semaines suivantes, reprirent ces idées dans les colonnes de *l'Humanité* [140].

Or, cette orientation suscita des réticences, puis des critiques de la direction de l'Internationale. Nous avons toute une série d'indications qui témoignent qu'après le VIIe Congrès, il y eut tendance à interpréter de façon restrictive les orientations définies alors.

Manouilski, dès le mois de septembre, faisant le bilan du VIIe Congrès, n'abordait plus les problèmes de la participation et

réaffirmait le bien-fondé de la thèse de Staline selon laquelle la social-démocratie était la « sœur jumelle du fascisme et le principal soutien social de la bourgeoisie » [141].

Lors de la réunion du Présidium de l'I.C., qui examina l'activité des partis communistes depuis le Congrès, on critiqua les fautes opportunistes du parti tchèque, mais aussi du P.C.F. Kuusinen mit en cause son « schématisme abstrait » dans « sa façon de poser les questions du gouvernement de Front populaire ». Le dirigeant finlandais indiqua que le gouvernement de Front populaire ne saurait avoir d'autre rôle que de préparer la dictature du prolétariat. Cela dit, il félicita les dirigeants français, Thorez notamment, pour avoir déjà clarifié la question [142]. En fait, au-delà des clauses de style, il semble bien que la direction du P.C.F. fut alors critiquée, comme en témoignent par ailleurs une lettre du secrétariat de l'I.C. qui, fin octobre, s'inquiétait de l'élargissement donné à l'orientation de Front populaire, ou encore deux lettres de Togliatti indiquant que les déclarations de M. Thorez avaient été discutées et critiquées par le secrétariat de l'I.C. [143].

En définitive, il apparaît que c'est alors que la position du P.C.F. sur la participation au gouvernement de Front populaire a été véritablement fixée.

Au plan théorique, le P.C.F. affirma dès lors que le gouvernement de Front populaire serait la préface de la révolution et qu'en conséquence, il ne pouvait envisager sa participation à un gouvernement s'appuyant seulement sur une majorité parlementaire de gauche [144].

Les critiques de l'I.C. avaient d'autant plus de poids qu'elles prenaient appui sur des faits indéniables, comme par exemple l'attitude des partis radical et socialiste qui tendaient à assimiler le Front populaire à une simple coalition électorale de type cartel des gauches.

La lutte pour un programme

Dans ces conditions, le P.C.F. s'efforça désormais d'obtenir la mise au point d'un programme commun précis qui constituerait la traduction au plan politique du mouvement populaire, démontrerait la possibilité de mettre en œuvre une nouvelle politique et permettrait d'en populariser les principaux axes avant les élections.

Ainsi, les discussions interrompues au début de 1935 reprirent en vue d'élaborer un programme commun aux organisations du rassemblement populaire. Ne pouvant ici entrer dans le détail, je me contenterai juste d'évoquer les questions économiques princi-

pales sur lesquelles portèrent les discussions. Par exemple, comment réduire le déficit budgétaire, fallait-il ou non dévaluer la monnaie? Fallait-il ou non des réformes de structures, comme le demandaient les socialistes, ou bien un programme de mesures précises dans le domaine fiscal, bancaire et industriel, comme le demandaient les communistes.

L'attitude du Parti communiste fut de ne pas lâcher la proie pour l'ombre et de s'en tenir à l'essentiel, c'est-à-dire au rassemblement le plus large sur des objectifs précis pour battre le fascisme et faire reculer le grand capital. Ce fut également de tout faire pour préserver l'alliance encore fragile avec les radicaux.

Reprenant les termes du débat engagé avec les socialistes au début de 1935, le Parti communiste rappela alors la différence entre nationalisations et socialisations, ne manquant pas de relever que les socialistes, tandis qu'ils se prononçaient pour de larges nationalisations, se refusaient à accepter le projet fiscal de prélèvement sur les grosses fortunes, avancé par le Parti communiste [145].

Le caractère modéré, limité mais précis et cohérent des propositions communistes s'expliquait par le souci de l'alliance avec les radicaux que l'engagement officiel dans le Front populaire devait consolider.

Mais on peut également rapprocher les critiques faites par le Parti aux propositions de nationalisations de son souci, rappelé par l'Internationale, de séparer défense démocratique antifasciste et transformation révolutionnaire.

Finalement, les discussions aboutirent à la signature, début janvier 1936, du programme commun.

Le programme commun

Il se présentait non point comme un simple catalogue de revendications, mais comme un programme donnant à un gouvernement de gauche les moyens d'une politique démocratique, antifasciste et de progrès social.

Dans sa première partie, consacrée aux questions politiques, les trois partis définissaient précisément leurs objectifs regroupés sous deux rubriques : défense de la liberté et défense de la paix.

Ainsi était tracé le cadre d'une politique de résistance au fascisme à l'extérieur et de défense de la démocratie à l'intérieur.

Dans la deuxième partie du programme, étaient traités les objectifs économiques regroupés selon trois rubriques :
restauration du pouvoir d'achat par des mesures sociales immédiates, une aide à la paysannerie et au petit commerce;
réorganisation du système de crédit, avec nationalisation de la

Banque de France, contrôle des banques et des sociétés anonymes;
mesures d'assainissement financier qui imposeraient entre autres une réforme démocratique de la fiscalité et un contrôle sur les mouvements de capitaux.

Il est à noter que cette troisième partie est généralement méconnue, en raison du refus ultérieur des socialistes de l'appliquer [146].

En définitive, le programme reprenait, sur l'essentiel, les propositions des communistes. Tel qu'il était, il définissait une politique de gauche bien différente de celle pratiquée jusqu'alors par les gouvernements qui s'étaient succédé depuis 1932.

Le VIIIe Congrès du P.C.F.

Le 22 janvier 1936, le VIIIe Congrès du Parti communiste s'ouvrit à Villeurbanne. Ce fut un événement national à la mesure du rôle que jouait désormais le Parti dans la vie politique du pays. Quelle différence avec le Congrès précédent qui s'était réuni moins de quatre ans avant!

L'importance de ce Congrès dans l'histoire du Parti vient autant de la démarche globale qui s'y exprime que des objectifs immédiats qui y furent adoptés.

Que ce Congrès fût sans précédent dans l'histoire du Parti, les 840 délégués qui participèrent durant quatre jours à ses travaux en eurent tous le sentiment.

G. Monmousseau, le vieux militant ouvrier, intervenant brièvement lors de la dernière séance, en porta témoignage : « Quelques camarades m'ont dit, en dehors des séances : on a l'impression que ce congrès, c'est le premier congrès d'un grand parti. Ce Congrès est le premier Congrès d'un grand Parti communiste [147]. »

De fait, suivi par de nombreux représentants des Partis communistes, par des journalistes de la presse française et internationale, salué par Dimitrov et par d'innombrables messages de sympathie provenant de démocrates et antifascistes illustres, ce congrès eut un grand impact national.

Par son déroulement, son style, il exprima à la fois ce qu'était devenu le Parti et ce qu'il s'efforçait d'être : un Parti révolutionnaire de masse s'inscrivant dans la réalité nationale.

Tous les délégués, dans leurs interventions, firent ressortir les bons résultats obtenus par le Parti et exposèrent comment ils avaient dans leur région, dans leur entreprise, mis en œuvre l'orientation de Front populaire.

Autre point commun, leur langage simple, concret et direct. Celui des délégués comme des dirigeants exprimait la volonté d'en finir avec les formules stéréotypées. M. Cachin insista d'entrée sur l'importance qu'il y avait à parler politique autrement : « Nous avons appris maintenant à parler au peuple, nous avons simplifié des exposés dont l'argumentation d'un dogmatisme rébarbatif faisait peur à tout le monde. Et je considère que ça, c'est un progrès considérable, parce que nous avons appris à parler aux prolétaires, parce que le Parti a su constituer des cadres [148]. »

M. Cachin, qui présenta le « Rapport politique et administratif du Comité central », insista sur les progrès et les succès du Parti. Aucun dirigeant n'était mieux placé pour souligner l'évolution positive qui, quinze ans après Tours, survenait comme la démonstration du bien-fondé des décisions prises alors par la majorité de la S.F.I.O. Le fondateur du Parti, le dirigeant communiste le plus prestigieux fit donc le bilan de l'activité du Parti. Son rapport, de style très direct, émaillé de commentaires et de remarques concrètes, mettait l'accent sur les succès remportés par le Parti, sans s'attarder sur les questions soulevées par l'orientation politique générale.

Evoquant tour à tour l'augmentation des effectifs, la vente et l'élaboration de *l'Humanité,* l'effort d'éducation, le soutien d'intellectuels illustres, Cachin insista sur le travail de masse, le dynamisme des communistes et le rayonnement croissant de leurs idées.

De nombreux dirigeants intervinrent pour aborder des aspects précis de la politique du Parti. Ainsi, Duclos traita de « l'avenir de la jeunesse », R. Jean et W. Rochet exposèrent le plan et l'activité du Parti pour réaliser « le sauvetage de l'agriculture française ». Marty présenta un rapport sur l'activité du P.C. dans l'Internationale communiste, B. Frachon sur les luttes revendicatives et l'activité des communistes pour l'unité syndicale, P. Semard, sur les progrès économiques de l'U.R.S.S. et le stakhanovisme.

Mais ce fut le rapport de M. Thorez qui constitua le temps fort du Congrès. Il présenta avec originalité la politique de Front populaire, mise en œuvre depuis plus d'un an. Le style, la structure de l'exposé étaient profondément inédits pour un rapport de congrès.

La nouveauté n'était pas ponctuelle, les positions du Parti, qui avaient été, dans l'année écoulée, précisées et définies progressivement, y figuraient; la nouveauté était globale.

Par exemple, toute la première partie du rapport était bien autre chose qu'une simple description de la crise. Elle était

construite autour de l'opposition révoltante qu'il y avait entre les immenses richesses, les ressources, les potentialités que recelait la France et la crise dans laquelle la domination de l'oligarchie capitaliste l'avait plongée.

Quatre ans auparavant, M. Thorez, dans son rapport au VII[e] Congrès, avait essentiellement insisté sur le contraste entre la crise française et l'essor économique en U.R.S.S.

D'autre part, le tableau qui était fait de la crise rompait avec les seules caractérisations économiques : à côté de celles-ci, il prenait en compte ses aspects socio-culturels, idéologiques. Ainsi la détérioration des conditions de vie, l'insécurité, la baisse de la natalité, la décadence des activités intellectuelles furent-elles longuement abordées par M. Thorez.

L'analyse sociale était également renouvelée : plus concrète et plus fine, prenant mieux en compte la diversité sociologique française, elle présentait de façon nouvelle la structure de classe et les luttes qui la traversaient [149]. Délaissant la dénonciation de la bourgeoisie capitaliste en général, le rapport insistait sur le rôle décisif d'une minorité de privilégiés : les 200 familles, qui concentraient la richesse et le pouvoir de commandement, dominaient toute l'activité économique, dictaient leur volonté au gouvernement : c'étaient eux, « les véritables maîtres du pays ». Au lieu de considérer isolément la classe ouvrière, la situation de celle-ci était évoquée avec celles des autres « classes laborieuses » : classe populaire par excellence, elle n'était que l'une des composantes du peuple, à côté des employés, des commerçants et artisans, des intellectuels, des paysans. Son rôle dirigeant au plan social et politique n'était pas simplement déduit de sa position économique, comme classe la plus exploitée, mais lié à sa capacité politique et idéologique à unir autour d'elle les différentes couches populaires. C'était la conception sur laquelle reposait l'orientation du Front populaire : à la différence des cartels des gauches antérieurs, dans le Front populaire, la classe ouvrière devait jouer le rôle moteur.

La réalité politique nationale devenait ainsi primordiale : il suffit de voir toute l'importance consacrée par le rapport au thème de la nation pour s'en convaincre. Les formes de politisation historiquement constituées et concrétisées dans des habitudes, des traditions, des sentiments d'appartenance à des Partis politiques étaient pris en compte. L'analyse des partis politiques s'affinait. M. Thorez se refusait, par exemple, « à considérer tous les partis bourgeois comme une seule masse réactionnaire ». Il s'agissait pour le P.C.F. de s'inscrire dans la réalité nationale française en réactivant ses composantes démocratiques et révolutionnaires si importantes tout le long de son

histoire. Les références à la « Grande Révolution » étaient donc bien autre chose que des effets rhétoriques; elles s'inscrivaient dans une démarche durable qui ne devait pas se démentir jusqu'en 1939, date à laquelle le P.C.F. prit, seul comme parti politique, l'initiative de célébrer le cent cinquantième anniversaire de la prise de la Bastille.

L'audace, la nouveauté de certaines formulations politiques étaient frappantes : l'union du peuple de France, la réconciliation nationale contre l'oligarchie capitaliste, la revendication de l'héritage national, étaient autant de mots d'ordre qui traduisaient de façon expressive et concrète la stratégie inédite du Parti : au moment où elle commençait à entrer dans les faits, il fallait la développer de façon créatrice.

La dernière partie du rapport, consacrée au Parti, était particulièrement détaillée et substantielle, mais exempte de tout triomphalisme. L'accent était davantage mis sur le progrès que le Parti communiste avait encore à faire pour devenir un parti de masse, l'objectif étant les 100 000 adhérents, que sur les succès déjà obtenus.

Ce VIIIe Congrès fut sans doute, après le Congrès de Tours, le plus important des vingt premières années de l'histoire du Parti communiste. Si l'un fonda le Parti, l'autre marqua le moment où il réussit enfin, après quinze ans d'efforts, à élaborer une politique adaptée à la réalité nationale française.

La campagne électorale

La démarche exprimée par le VIIIe Congrès permit au P.C.F. de mener une campagne électorale particulièrement efficace.

Pour faire échec aux partis du Front populaire, les forces de droite, en difficulté, se lancèrent dans une campagne dont l'anticommunisme était l'élément central. Dans les affiches, les recueils destinés aux candidats « nationaux », le Front populaire était représenté comme un simple instrument dans les mains des communistes et de l'Union soviétique : « Moscou, maître du Front populaire », « Le Parti communiste exerce une véritable dictature occulte sur le Front populaire[150]. » Les mots d'ordre de la droite avaient tous pour but d'accréditer dans l'opinion l'idée que la victoire des partis du Front populaire signifierait l'alignement sur l'U.R.S.S., la révolution et la guerre. Ses affiches, agitant l'épouvantail communiste, annonçaient, en cas de victoire du Front populaire, la guerre, le désordre et la dictature.

Le Parti communiste tint, bien sûr, compte de cette campagne

pour développer sa propagande. Son programme électoral, ses affiches, reprenaient sous une forme populaire les analyses du VIIIe Congrès autour de trois axes essentiels. Une dénonciation claire et précise des « 200 familles », de la menace fasciste; la présentation concrète et précise du programme du Parti comportait notamment une réforme fiscale prévoyant le prélèvement sur les grosses fortunes; il y avait enfin l'appel à l'union de tous les travailleurs, des républicains, des antifascistes.

Le film *La vie est à nous,* tourné par J. Renoir et toute une équipe d'acteurs sympathisants pour la campagne du Parti, formulait de façon remarquable les principaux aspects de la politique du P.C.F. : il est à noter que la structure de son scénario était homologue de celle du rapport qu'avait présenté Thorez au Congrès.

Le discours du secrétaire général du Parti, à la radio, le 17 avril, fut certainement l'événement central de la campagne; son retentissement considérable ne vint pas seulement de sa nouveauté : pour la première fois, un communiste s'exprimait à la radio [151].

Ce qu'il disait pouvait surprendre nombre d'électeurs qui n'avaient pas une connaissance directe de la politique du Parti communiste. Sa conclusion, dans laquelle il expliquait que la politique du Parti communiste était celle de la main tendue aux catholiques, aux volontaires nationaux, aux anciens combattants abusés par la propagande fasciste, présentait en fait, sous une forme simple et expressive, l'idée de la réconciliation et de l'union du peuple de France. Ce qui était nouveau pour des millions de Français, dans ce discours, n'était en réalité que la traduction des idées du Congrès de Villeurbanne.

Au déchaînement anticommuniste qui visait à provoquer un réflexe de peur dans l'électorat, le Parti communiste répondait : « Pour l'ordre, votez communiste! » La logique de la lutte politique pendant la campagne poussa également le Parti à préciser que les élections ne sauraient provoquer une révolution et que le Parti communiste ne participerait pas au gouvernement, conformément à ce qu'il avait affirmé lors de son dernier congrès [152].

Avec la nouvelle situation politique, révélée et créée par les résultats électoraux eux-mêmes, pour une large part fruits de l'action du P.C.F., celui-ci entrait dans une nouvelle phase de son histoire.

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, LE GOUVERNEMENT ET LA POLITIQUE DU FRONT POPULAIRE — 1936-1938

Les résultats électoraux

Les élections du 26 avril et du 3 mai 1936 donnèrent au Front populaire une majorité d'élus avec 378 députés dont 72 communistes contre 220 aux partis de droite. L'importance de cette majorité était pour une large part due au système électoral, le scrutin d'arrondissement majoritaire à deux tours, qui provoquait des distorsions entre nombre de suffrages et de sièges; il accordait d'autre part une place essentielle aux désistements du second tour[153].

Il n'y avait pas de raz de marée à gauche, mais seulement une légère progression globale : le pourcentage des suffrages des trois partis de gauche passait de 44,48 % des inscrits en 1932 à 45,94 %.

Une analyse différenciée fait apparaître que c'était le Parti communiste qui obtenait les gains les plus nets en suffrages et en sièges : ses voix passaient de 794 883 en 1932, soit 9 % des exprimés, à 1 487 336, soit 15,2 % des exprimés, ses députés, de 10 à 72.

Les radicaux, par contre, perdaient plus de 500 000 voix et 43 députés. Quant aux socialistes, ils progressaient seulement en sièges (+ 49), grâce aux désistements. Il restait que les radicaux et les socialistes avaient beaucoup plus de voix que les communistes.

Ces élections permettent de mesurer certaines évolutions dans la répartition de l'influence électorale du P.C.F.

Il renforçait ses positions dans ses deux bastions de la région parisienne et du Nord. Le P.C.F. avait là gagné directement sur les forces de droite.

Il progressait également dans les régions rurales du centre et du midi. Dans les zones urbaines des Bouches-du-Rhône, du Rhône et de la Loire, il effectuait une percée sensible.

Il reste que son influence électorale demeurait très inégale. Il était davantage présent dans les régions industrielles, dans le Nord, la région parisienne, le Centre et le Sud-Est. Son influence était faible par contre dans tout l'Ouest à dominante rurale, mais aussi dans les régions industrielles de l'Est.

Remarquons pour finir que les reports de voix au second tour sur les candidats communistes se réalisèrent dans de bonnes conditions, ce qui témoignait de la puissance du courant unitaire et du rayonnement du Parti communiste.

Finalement, le succès électoral du Front populaire était davantage le résultat de la discipline des désistements que d'une forte progression globale des voix de gauche. La redistribution des suffrages entre les différents partis de gauche n'avaient cependant pas fondamentalement modifié la situation parlementaire. En dépit de son recul sensible, il n'y avait pas de majorité, ni de gouvernement de gauche possible, sans le Parti radical.

Le P.C.F. et la question de la participation au gouvernement

L. Blum fut désigné pour former le gouvernement, étant donné le recul au Parti radical au profit de la S.F.I.O. qui, en termes électoraux, devenait le principal parti du Front populaire.

Le Parti communiste, bien qu'un peu surpris par l'ampleur de ses succès et par le recul des radicaux, prit position sans attendre. Le 6 mai, devant la presse française et internationale, le Parti exposa sa position, indiquant qu'il soutiendrait loyalement le nouveau gouvernement, auquel, cependant, il n'entendait pas participer : « Nous ne participerons pas au gouvernement; nous l'avons dit et répété très loyalement au cours de notre campagne électorale [154]. »

Cette promptitude ne saurait étonner, puisqu'on a vu que la position du Parti en la matière avait été discutée et définie dès la fin de l'année précédente. Cela permet de comprendre pourquoi il n'y a eu besoin ni d'une réunion du B.P., ni du C.C., tout au plus de discussions entre quelques dirigeants, pour exposer publiquement la position du Parti.

De même, les interprétations qui invoquent une intervention, à ce moment, de l'Internationale, pour expliquer la décision du P.C.F. ne peuvent être retenues [155].

Sans doute y a-t-il eu plusieurs réunions des instances dirigeantes de l'I.C. consacrées à la situation française [156]. Mais il n'y a là rien d'étonnant, souvenons-nous qu'au VIIe Congrès de l'I.C., en 1935, il avait été rappelé que les questions touchant à la stratégie du mouvement communiste demeuraient de la compétence des instances dirigeantes de l'I.C.

Il reste que la conférence de presse du P.C.F. a précédé ces réunions. De plus, les informations et les documents, même parcellaires, que l'on possède à leur sujet montrent que les dirigeants de l'Internationale approuvèrent la décision du P.C.F.

de ne pas participer au gouvernement et de le soutenir, ce qui était conforme à la position définie en novembre 1935. Ces documents montrent cependant que ces dirigeants, Dimitrov notamment, étaient sensibles à l'évolution inédite de la situation : la décision de non-participation était conçue comme provisoire et fonction de la conjoncture. Pour eux, l'argument essentiel semble avoir été que la participation gouvernementale des communistes, au lieu de consolider le Front populaire, risquait de le déstabiliser en suscitant les réactions de la droite, en liant les mains du Parti, incapable d'être, dans cette situation, à la fois Parti de gouvernement et Parti de lutte de classe [157].

La position adoptée alors par l'I.C. s'explique bien mieux par cette analyse, en partie erronée, que par des considérations de politique extérieure. Que celles-ci aient existé ne fait pas de doute : aussi bien l'U.R.S.S. que la direction de l'I.C. avaient le souci que ne s'instaure pas en France un régime fasciste. Le rôle exemplaire du P.C.F., la position stratégique de la France, expliquent que les dirigeants de l'I.C. avaient été attentifs à ce qu'un éventuel échec du Parti communiste ne discrédite pas l'orientation de Front populaire dont il avait été le protagoniste et qui était devenue l'orientation de tous les partis communistes [158].

Mais, entre ces préoccupations et la non-participation, il n'y avait pas de lien nécessaire. On pourrait par exemple concevoir que la participation gouvernementale des communistes ait représenté une garantie, un élément de consolidation du Front populaire.

En fait, si c'est le contraire qui fut affirmé, c'est parce que persistait l'idée que le P.C.F. n'avait pas la capacité politique suffisante pour être à la fois au gouvernement et impulser le mouvement de masse, pour jouer un rôle politique d'avant-garde tout en occupant une place gouvernementale qui ne pourrait que lui lier les mains. Ajoutons enfin que l'inquiétude procédait sans doute d'une certaine sous-estimation des possibilités originales que recélait la situation politique française. Le développement, dans les semaines suivantes, du mouvement gréviste, devait en témoigner.

Pour autant, le P.C.F. ne se contenta pas de réaffirmer sa position. Ses interventions, en mai et en juin, montrèrent un comportement politique inédit, à la mesure du caractère nouveau de la situation. Le secrétaire général du Parti, dans tous ses discours, insistait alors sur l'originalité de la situation politique, caractérisée notamment par la dialectique nouvelle qui pouvait s'instaurer entre gouvernement et mouvement des masses, s'épaulant réciproquement. Fondé sur un programme précis et un large

mouvement populaire, le nouveau gouvernement était profondément différent des gouvernements à participation socialiste ayant existé dans d'autres pays capitalistes [159].

Evoquant la nécessité pour tous les communistes de « faire travailler nos cerveaux », Thorez relativisa au maximum la non-participation « inopportune... dans le moment présent », et affirmait « l'esprit de responsabilité » du P.C.F. qui se considérait comme engagé dans la mise en œuvre du programme commun adopté par les trois partis de gauche [160].

Au vu de ses seules interventions publiques, on peut voir que la démarche de M. Thorez impliquait logiquement la participation, ce que recoupent les indications qu'il a données dans ce sens ultérieurement.

En définitive, le P.C.F., bien qu'il ne fût point au gouvernement, se comportait comme si cela était. Son comportement responsable correspondait au souci de tout faire pour préserver et consolider le Front populaire.

Dans cette perspective, la non-participation allait se révéler être bien plus un handicap qu'un avantage.

Le rôle du Parti communiste dans les grèves

A l'époque et ultérieurement, on a beaucoup épilogué sur le rôle du Parti communiste dans les grèves, la droite l'accusant de les avoir provoquées et organisées afin de prendre le pouvoir, des courants gauchisants lui reprochant au contraire d'avoir limité leur ampleur et empêché leur transformation en grève politique [161].

Ce mouvement revendicatif sans précédent en France entraîna dans l'action, fin mai et début juin 1936, plusieurs millions de travailleurs. Il n'est pas question ici de l'étudier en tant que tel. Je me contenterai de deux remarques concernant le rôle des communistes dans ces grèves.

Le déclenchement des grèves est incompréhensible si on ne le resitue pas dans le contexte politique précis du moment, caractérisé à la fois par l'espérance née de la victoire électorale du Front populaire et par la réaction brutale du patronat, qui, après les manifestations du 1er mai, avait multiplié les sanctions et refusé de négocier.

Cet essor rapide et massif des grèves est également incompréhensible si l'on oublie l'activité revendicative impulsée par les militants communistes dans la C.G.T.U., puis dans la C.G.T. réunifiée, depuis plusieurs années. La combativité ouvrière, bien que freinée par la crise, s'était développée sous diverses formes : le processus de la réunification syndicale avait fait reculer dans le

mouvement syndical les idées de collaboration de classe et d'acceptation de la crise. Mois après mois, les communistes avaient, avec un succès inégal, mis l'accent sur la lutte pour les revendications; ils étaient bien souvent les militants syndicaux les plus actifs. Tous ces éléments doivent être pris en compte si l'on veut vraiment comprendre pourquoi ce furent les communistes qui, dans ce mouvement de grève sans précédent, renforcèrent le plus leur influence [162].

Bien que n'ayant pas été le plus souvent à l'origine directe des grèves, ils apparaissaient tout naturellement les mieux préparés pour les organiser et les diriger. C'est que, même faiblement organisé, le parti était de longue date implanté dans des entreprises, ses militants, son journal, *l'Humanité,* connus comme les porte-parole et les défenseurs des ouvriers.

Ce mouvement revendicatif gagnant en ampleur dans les premiers jours de juin, le patronat, après l'avoir toujours refusé, fut conduit à négocier avec les représentants syndicaux et à signer, le 7 juin 1936, des accords qui consacraient le succès du mouvement revendicatif : sur les salaires, les conditions de travail, les conventions collectives. Ces accords devant être ensuite soumis par le gouvernement aux deux Chambres pour avoir force de lois, ils furent prolongés par des lois votées, consacrant la réduction de la durée du travail à 40 heures par semaine, les deux semaines de congés payés.

C'est dans ce contexte, après les accords Matignon, qu'il faut situer la phrase de M. Thorez : « Il faut savoir terminer une grève. » Cette démarche procédait de l'analyse que le P.C.F. avait faite de la situation politique française dès 1934, et que les élections venaient d'une certaine façon de confirmer. Aux gauchistes de la S.F.I.O. qui déclaraient : « tout est possible », le P.C.F. rappelait que les conditions n'étaient pas réunies pour réaliser la révolution socialiste. Plaçant au centre de ses préoccupations l'alliance avec la paysannerie et les couches moyennes dont une minorité seulement était gagnée aux idées du Front populaire, il fallait, estimait-il, à tout prix éviter les initiatives qui risqueraient d'isoler la classe ouvrière. C'est pourquoi, dans la mesure où les revendications essentielles étaient satisfaites, le P.C.F. invita les travailleurs à cesser la grève [163].

Ajoutons enfin que les communistes furent d'autant mieux entendus qu'ils avaient été, avant, partie prenante du mouvement gréviste. En témoignent les dizaines de milliers d'adhésions au Parti communiste pendant la période.

Les initiatives infructueuses pour consolider le Front populaire

Durant les premières semaines d'existence du gouvernement de Front populaire, le P.C.F. s'efforça de contribuer à la mise en œuvre du programme en appuyant les mesures gouvernementales, en même temps qu'il exhortait à ne pas ralentir le rythme d'application des mesures économiques et sociales.

Mais, dès le mois d'août, il mit en garde le gouvernement contre la tendance à ne pas respecter le programme, dans son esprit comme dans sa lettre. Ainsi, en matière de politique étrangère, le P.C.F. demandait que le gouvernement français, en vertu des accords signés, apporte l'aide immédiate nécessaire au gouvernement républicain espagnol qui devait, depuis la mi-juillet, faire face à la rébellion militaire franquiste appuyée par les puissances fascistes [164]. Contre le mouvement d'exportation des capitaux qui s'amplifia en août et début septembre, il réclama l'application des mesures prévues par le programme [165].

Le Front français

C'est dans cette situation que la direction du P.C.F. avança des propositions politiques nouvelles qui tendaient à consolider et à élargir l'union. Le 6 août, Thorez lança l'idée d'un Front français qui permettrait de gagner ceux-là même qui, lors des élections, n'avaient pas voté pour le Front populaire, mais qui pouvaient appuyer l'action du gouvernement sur la base d'un accord pour défendre les lois républicaines, l'économie nationale, la liberté, l'indépendance de la France [166].

Sans tarder, le P.C.F. tirait la leçon politique pour la France des événements espagnols en voulant éviter que se crée une situation politique de guerre civile, par l'élargissement de la base politique du gouvernement. Cette initiative, dans le droit fil de l'orientation du Congrès de Villeurbanne, et qui traduisait concrètement la formule de la main tendue, fut critiquée sans attendre par les socialistes qui prétendirent y voir un renoncement des communistes au Front populaire. Tout au long de la période, on vit les socialistes recourir constamment à la phraséologie gauchiste pour combattre les initiatives du Parti communiste au nom de la pureté révolutionnaire. Alors qu'au pouvoir, ils tergiversaient. Paradoxalement, le P.C.F., hors du gouvernement, tenait un langage politique responsable. Toujours est-il que le P.C.F. fut amené, début septembre, à retirer son mot d'ordre en signe de bonne volonté unitaire. C'était aussi le signe de la situation difficile dans laquelle il se trouvait [167].

Si les initiatives du Parti communiste eurent alors des succès limités et ne furent pas toujours bien comprises, c'est que le prestige des mesures sociales revenait aux socialistes, dont le leader, L. Blum, incarnait le nouveau gouvernement. Le Parti socialiste, au moment même où il participait à la mise en œuvre d'une politique dont les principaux traits avaient été esquissés par les communistes, conquérait une marge de manœuvre grandissante lui permettant finalement de temporiser, voire de reporter l'application de mesures décisives : par exemple, celles sur la fiscalité, sur le contrôle des capitaux ou les mesures sociales en faveur des classes moyennes. En ce sens, le Parti socialiste était pleinement responsable de sa politique. Ainsi, par exemple, durant l'été, la direction de la S.F.I.O. et le gouvernement prirent secrètement leurs distances avec la politique du programme commun en matière monétaire.

Contre la dévaluation

Le Parti socialiste, comme les autres partis du Front populaire, avait souscrit avant les élections à l'engagement de ne pas recourir à la manipulation monétaire.

En fait, on le sait aujourd'hui, dès le début de juin, des pourparlers secrets s'engagèrent, à l'initiative du gouvernement français, avec ceux des Etats-Unis et de Grande-Bretagne. L. Blum et V. Auriol, ministre des Finances, se refusaient à prendre des mesures sérieuses contre le grand capital, considérant que la dévaluation permettrait de faire l'économie des mesures nécessaires, fiscales, notamment, à l'encontre des milieux possédants, dont ils espéraient ainsi gagner la bienveillance [168].

De fait, les hauts fonctionnaires du ministère des Finances, en relation avec les milieux bancaires, préparèrent la dévaluation annoncée par le gouvernement le 25 septembre; le P.C.F. était ainsi devant le fait accompli. Cependant, par souci de préserver l'unité du Front populaire, le Parti communiste vota les mesures gouvernementales sans retirer ses critiques et proposa pour garantir le maintien du pouvoir d'achat la mise en place d'un système d'échelle mobile. « Ce qui nous préoccupe, déclara J. Duclos à la Chambre des députés, c'est de faire que la dévaluation n'écrase pas le peuple [169]. »

L'Espagne, la dénonciation de la non-intervention

En décembre, de nouveau, le Parti communiste se trouva dans une position complexe lorsque les questions de politique étrangère furent débattues à la Chambre des députés. Les

communistes dénoncèrent sans ambiguïté la politique dite de non-intervention en Espagne au nom de laquelle le gouvernement n'avait pas tenu ses engagements envers le gouvernement républicain espagnol et avait laissé les mains libres aux puissances fascistes, soutiens des rebelles franquistes. G. Péri, dans un discours remarquable, dressa le bilan de faillite de cette politique et appela le gouvernement à ne plus être à la remorque de la diplomatie conservatrice de la Grande-Bretagne [170]. On sait qu'en dépit de généreuses déclarations d'intentions, le gouvernement L. Blum, arguant de sa fidélité à l'alliance britannique, ne modifia pas sa politique. Le Parti communiste choisit de s'abstenir dans le vote qui conclut le débat, afin de ne pas rompre la majorité parlementaire de Front populaire. En même temps qu'il combattait une politique prenant ses distances avec l'esprit du programme commun qui prévoyait une diplomatie active contre le fascisme, le P.C.F. s'efforçait de préserver le Front populaire.

Toujours est-il qu'au bout de quelques mois d'expérience, il apparaissait bien que la non-participation n'avait pas élargi, mais limité les moyens d'action du Parti. S'identifiant au gouvernement, les socialistes avaient pu prendre leurs distances avec certaines des orientations essentielles du Front populaire. L'affaire du Front français fut de ce point de vue exemplaire, puisqu'ils avaient pu, au moment même où ils prônaient la non-intervention en Espagne, se permettre des critiques de gauche contre le Parti communiste, accusé d'abandonner le mot d'ordre de Front populaire.

Dès l'automne, les dirigeants du P.C.F., comme ceux de l'Internationale, avaient compris les possibilités qu'offrait une participation gouvernementale des communistes [171]. Duclos, discutant avec les dirigeants communistes espagnols, les encouragea alors à entrer au gouvernement.

La lutte contre la « pause »

Au cours du premier semestre de 1937, le Parti communiste consacra l'essentiel de son activité à lutter contre la politique de la « pause » et à agir en faveur d'une relance des réformes économiques et sociales prévues par le programme du Front populaire [172].

L. Blum, au début de l'année, avait en effet, sous la pression des milieux financiers, annoncé qu'une pause était nécessaire dans l'application des réformes. Des réformes aussi importantes que celle de la fiscalité, la mise en place d'un contrôle sur les mouvements de capitaux, ou encore des mesures sociales, un

système de retraite en faveur des personnes âgées et des artisans et commerçants étaient ainsi reportées.

Pour encourager les capitaux enfuis à revenir en France, le gouvernement décida de lancer un emprunt avec garantie de change; c'était une prime à la spéculation. Afin de donner confiance aux milieux financiers, il fit appel à des « experts » économiques hostiles au programme économique du Front populaire [173].

Le Parti communiste, par la voix de J. Duclos, vice-président de la commission des Finances de la Chambre des députés et responsable de l'action du Parti sur les questions économiques, dénonça le caractère dangereux de cette politique, tant sur le plan économique que sur le plan politique.

S'inscrivant en faux contre la campagne d'affolement destinée à justifier la mise en sommeil du programme de Front populaire, J. Duclos insista sur les possibilités qu'offrait la situation [174].

Face à la politique socialiste d'emprunt vouée à l'échec, compte tenu de la volonté politique du grand capital de saboter la reprise économique [175], le P.C.F. proposa une série de mesures fiscales destinées à frapper les grosses fortunes, à empêcher la spéculation et à permettre le financement des mesures sociales.

Pour montrer qu'il était possible d'éviter cette politique de concessions à l'égard du grand capital, le Parti communiste lança une grande campagne d'information destinée à montrer qu'il s'agissait de briser la contre-offensive du grand capital, des trusts. Ainsi M. Thorez, dans un discours-réponse à L. Blum, souligna que la pause ne devait pas être imposée aux travailleurs mais aux « trusts » [176]. Il se prononça également pour la « nationalisation des monopoles de fait » en indiquant qu'il ne s'agissait pas de se payer de mots mais d'agir réellement contre le grand capital. Il évoqua enfin le danger d'une politique qui risquait de rejeter à droite les couches moyennes déçues et d'encourager la droite et les organisations fascinantes.

C'est dans ce contexte que le Bureau politique du P.C.F. fit, en juin, la proposition de participer au gouvernement, en même temps qu'il encourageait L. Blum à résister aux pressions de la droite et du patronat en s'appuyant sur la majorité parlementaire qu'il avait à la Chambre des députés et sur la mobilisation populaire [177]. Finalement, Blum refusa cette orientation et préféra démissionner après un vote hostile du Sénat.

L'organisation et l'activité du Parti communiste : des changements historiques

En moins de quatre années, le Parti communiste connut des changements considérables qui, pour une large part, déterminèrent son histoire ultérieure.

Décuplant le nombre de ses adhérents, le Parti, qui était encore en 1934 quasiment exclu de la vie politique, s'imposa en 1937-1938 comme un grand parti national intervenant dans tous les domaines politiques et prêt à participer sans attendre au gouvernement de la France. A tous les niveaux, l'activité du Parti changea alors de dimension, se diversifia et s'élargit. Renforçant son organisation, son activité et son influence, il devint désormais un élément essentiel de la réalité socio-politique française [178].

Un parti de masse

L'augmentation du nombre des communistes est sans doute la donnée primordiale : songeons qu'en 1937, 9 communistes sur 10 avaient adhéré depuis moins de 3 ans et les deux tiers seulement depuis 1936.

Je ne peux ici avancer que quelques remarques sommaires, mais la question mériterait en soi une étude systématique.

Si le flux des adhésions a commencé de grossir fortement en 1934, il s'est accéléré surtout dans les deux années suivantes. En effet, en 1934, les effectifs augmentèrent de 68 %, passant de moins de 30 000 à plus de 42 000. L'année suivante, il y en eut plus du double avec 86 000 adhérents en décembre 1935. En 1936, le nombre des adhérents augmenta de 200 000 puisqu'il atteint 288 483 à la fin de l'année. Une étude précise du courant d'adhésions montre une première accélération au lendemain des élections et une très forte poussée pendant et après les grèves de l'été 1936. S'il se ralentit en 1937, le courant d'adhésions se maintint, puisqu'au congrès d'Arles, à la fin de l'année, les effectifs se montaient à 333 247. Mais ce fut seulement à l'automne de 1938 que le mouvement s'infléchit et que la baisse devint sensible.

En devenant réellement un parti de masse, le Parti communiste avait, en termes d'effectifs, dépassé très nettement au cours de l'année 1936 la S.F.I.O.

Sans aucun doute, ce considérable mouvement d'adhésions est le meilleur indice de l'écho que rencontra dans les masses populaires la politique du P.C.F. Elles reconnurent en lui le parti du Front populaire, de l'action antifasciste et des luttes revendi-

catives, ce que montre la progression du rythme des adhésions en fonction de l'intensité des luttes politiques et sociales. En l'absence de données sur la composition sociale des adhérents, on peut utiliser comme indicateur l'évolution des structures d'organisation.

Evolution et diversification de l'organisation

Dès 1932, une décentralisation de l'organisation régionale avait été amorcée : le nombre des régions passant alors de 27 à 46, il augmenta ensuite pour atteindre 70 en 1938. Les régions du Parti correspondaient désormais le plus souvent aux départements.

Le nombre des cellules augmenta fortement, mais moins vite que celui des adhérents, puisqu'il passa d'un peu moins de 2 000 en 1932 à 2 725 en 1934 et à près de 13 000 en 1937, la moyenne des adhérents par cellule évoluant de 16 à 26 de 1934 à 1937. Le nombre des cellules d'entreprise, au départ, progressa moins que celui des cellules locales, puisque les cellules d'entreprises représentaient 21,5 % des cellules en 1934 et seulement 18,4 % en 1935 avant que le mouvement s'inverse les deux années suivantes, leur chiffre passant alors à 27 et 31 % du total des cellules. Cette croissance sensible des cellules d'entreprise en 1936 et 1937 était le signe d'une modification dans le mouvement des effectifs.

Jusque-là, le renforcement du Parti s'était effectué sur des bases locales, dans le cadre de l'activité antifasciste et des grandes manifestations populaires de 1935. Par contre, à partir du mouvement de grève de juin 1936, il s'effectue davantage sur la base des entreprises. C'est particulièrement notable dans les grandes régions industrielles et les grandes entreprises, comme le montrent les exemples de la région parisienne et des usines Renault. Les cellules d'entreprise de la région parisienne, qui constituaient 35 % des cellules au début 1936, en représentaient les 54 % un an plus tard. Durant toute la période, le poids relatif des adhérents de cette région dans les effectifs nationaux du Parti a tendance à augmenter, se situant alors aux environs de 33 à 35 % de ceux-ci.

Chez Renault, le renforcement du Parti fut considérable et particulièrement rapide : en janvier 1936, il y avait 120 adhérents, en décembre 1936, 6 000 et en 1937, 7 500. Là comme ailleurs, le renforcement du Parti dans les grandes usines de la région parisienne s'est fait parallèlement au renforcement syndical.

Indéniablement, les ouvriers constituaient la majorité des nouveaux adhérents du Parti en 1936 : c'est alors que l'implantation du Parti dans les entreprises s'est élargie.

Plus généralement, on peut considérer que ces années furent celles de l'enracinement national de l'organisation du Parti. Dans ce domaine, les quatre années qui précédèrent la guerre furent sans doute encore plus décisives qu'au plan de l'influence électorale. C'est alors en effet que, par rapport à celle-ci, l'organisation du Parti rattrape une partie de son retard, le rapport adhérents/électeurs évoluant de 1/26 en 1932 à 1/4,5 en 1936-1937.

Sans doute la répartition nationale des forces du Parti restait-elle très inégale : le poids des grandes régions, parisienne, Nord, Centre, Bouches-du-Rhône, demeurait très fort. L'essentiel des effectifs du Parti s'y trouvait rassemblé. Ce fut seulement avec la Résistance et à la Libération que cette répartition se modifia.

Par contre, l'importance des forces communistes organisées à l'entreprise était dès cette époque particulièrement sensible. Dans la vie politique française, c'était désormais un des traits spécifiques du Parti communiste qui témoignait assez bien de la continuité fondamentale des rapports du Parti avec la classe ouvrière depuis une dizaine d'années et du rôle que sa politique avait joué dans le développement de ses luttes.

L'enracinement des organisations communistes dans les entreprises en 1936 et 1937 n'aurait pu s'opérer sans l'orientation persévérante poursuivie depuis 10 ans à la fois pour implanter le Parti à l'entreprise et pour fonder son activité sur la défense des revendications.

Si, dans les premiers mois de la politique de Front populaire, il y eut un certain relâchement de l'attention du Parti à ces questions, très vite, dès le printemps et l'été 1935, l'accent était de nouveau mis sur l'importance des luttes revendicatives et l'action du Parti à l'entreprise. En 1936, pour des dizaines de milliers d'ouvriers, l'adhésion au Parti communiste prenait tout son sens dès lors qu'existait une perspective politique ouverte par le résultat des élections et surtout que les grèves avaient démontré à la fois le rôle des communistes et le bien-fondé de leur politique de classe.

On ne peut s'empêcher de remarquer que, dans les dix années suivantes, il n'y eut pas de progrès sensibles de la présence du Parti communiste dans les entreprises. Sans doute la période de la guerre et de la Résistance marqua-t-elle un coup d'arrêt très important, puisqu'à la Libération l'implantation du Parti dans les entreprises devait même relativement régresser.

Une propagande populaire et originale

Dès 1933-1934 la propagande du Parti évolua; ainsi organisa-t-il dès cette époque une grande campagne sur la question des impôts avec le mot d'ordre de faire payer les riches. Contre les déclarations radiodiffusées et anticommunistes de Doumergue en septembre 1934, le Parti riposta par une affiche titrée « Réponse à Doumergue » qui donnait un caractère très concret à ses explications, mais qui reposait, bien sûr, sur une intense mobilisation des adhérents. Dès lors le Parti multiplia les brochures reproduisant les discours que les dirigeants prononçaient lors des réunions importantes, Comité central, congrès, ou sur des questions politiques d'actualité.

Ces brochures comme les affiches avaient en général un caractère beaucoup plus concret et vivant qu'auparavant. Considérons seulement, à titre d'exemple, les titres de quelques affiches de 1935 : « Qui doit payer », « Question à M. le comte de la Rocque », « Staline a raison », « Au secours de l'agriculture française », « les pillards capitalistes » [179], etc.

Si la propagande imprimée reste l'essentiel, il y a, dès 1936, la recherche de formules nouvelles avec notamment l'utilisation de films qui présentent la politique du Parti ou exaltent les traditions révolutionnaires. Ainsi des milliers de séances de cinéma furent organisées de 1936 à 1938 pour des centaines de milliers de spectateurs avec des films comme *la Vie est à nous* ou *le Temps des cerises* [180].

Après 1936, si la propagande garde son caractère populaire fondé sur des explications simples et des formules évocatrices, elle gagne en argumentation : elle n'est plus seulement dénonciation mais aussi analyse critique étayée et présentation de solutions élaborées.

Je prendrai comme seul exemple celui de la campagne lancée en 1937-1938 contre les trusts. Ce n'était pas seulement une forte dénonciation de la domination malfaisante des 200 familles, mais la présentation détaillée des agissements du grand capital contre l'intérêt national. Ce fut par exemple la publication de la galerie de portraits des hommes qui incarnaient ces trusts : publiés d'abord dans la presse, ils furent évoqués dans les discours parlementaires et les meetings avant d'être ensuite systématiquement repris dans une remarquable plaquette éditée par *l'Humanité* et réalisée sous la direction de Politzer qui la préfaça. C'était lui qui assurait le plus gros du travail d'élaboration, de réflexion et de propagande du Parti sur les questions économiques. La plaquette témoignait aussi de l'approfondissement de la réflexion du parti sur le rôle et la place dominante des plus grands groupes

industriels et financiers dans l'économie nationale, et notamment sur leur stratégie dont l'objectif essentiel était d'effacer les réformes imposées par le Front populaire pour renforcer leur emprise économique et augmenter leurs profits.

« *L'Humanité* »

La presse demeurait en tout état de cause pour le Parti communiste le principal moyen d'expression et de diffusion de sa politique.

Malgré le développement de la radio, la presse écrite dominait tout le système d'information : le tirage des grands journaux nationaux atteignait ainsi des chiffres très élevés, par exemple, en 1935, *le Petit Parisien* tirait à 1 200 000 exemplaires, *le Journal* à 950 000, *le Matin* à 550 000 et *Paris-Soir* à 2 millions.

Durant la période, l'essor de *l'Humanité* fut remarquable : de 1933 à 1937, le tirage fit plus que doubler et atteignit le chiffre moyen de 426 330 en 1937. Sans doute la progression n'était-elle pas de même ampleur que celle des adhérents, mais elle était nettement supérieure aux gains électoraux. Et, en définitive, comment ne pas remarquer que le tirage de *l'Humanité* restait sensiblement plus fort que le nombre des adhérents. *L'Humanité* se situait ainsi au 4e rang, puis, en 1937, au 3e rang des journaux du matin [181]. Son audience était due, sur le fond, à celle de la politique du Parti, mais elle devait également beaucoup à la compétence et à la qualité de sa rédaction, dirigée et animée par M. Cachin, P. Vaillant-Couturier, L. Sampaix, G. Péri et G. Cogniot.

Au Congrès de Villeurbanne, M. Cachin, qui n'avait cessé de diriger le journal depuis les premières années du Parti, insista particulièrement sur les efforts faits pour améliorer la qualité des rubriques, obtenir de nouvelles collaborations et rendre le journal plus attrayant. *L'Humanité,* organe central du Parti, était en même temps conçu comme pouvant et devant être un grand journal populaire :

« Le Parti se doit d'avoir un journal répondant aux besoins, aux goûts, aux désirs de tous ceux qui, de plus en plus nombreux, placent sa confiance en lui, et qui, en même temps que l'expression fidèle de la ligne politique et de la vie du Parti, demandent un grand journal d'informations, vivant, qui les renseigne, les instruise et les distraie [182]. »

Evolution de l'activité politique générale du Parti

La réunification syndicale, l'abandon du système des fractions communistes aussi bien dans le mouvement syndical que dans les organisations de masse, l'augmentation considérable du nombre des élus locaux en 1935, nationaux en 1936, devait contribuer à modifier sensiblement l'activité du Parti.

Après 1936, l'activité des communistes sur les questions sociales et revendications se déploya surtout dans le mouvement syndical pour ce qui concernait l'organisation de la lutte, tandis que le parti en tant que tel intervenait au niveau de la politique économique d'ensemble, notamment par l'entremise de ses élus. Les 72 députés communistes jouaient un rôle actif à la Chambre des députés dans les différentes commissions. Le Parti, fort de ses nouveaux élus, donnait un large écho à leurs nombreuses interventions parlementaires qui étaient bien souvent publiées *in extenso* dans des brochures tirées à des dizaines de milliers d'exemplaires.

L'importance de son groupe parlementaire, les responsabilités que certains députés communistes avaient dans les commissions donnaient au parti les moyens d'être beaucoup plus au fait que par le passé de la politique gouvernementale et des problèmes diplomatiques, en dépit de sa non-participation au gouvernement.

En fait, l'activité du Parti communiste revêtait désormais une nouvelle dimension, liée à la place qu'il occupait dans la vie politique nationale et au Parlement, comme parti de la majorité gouvernementale. Pour le Parti communiste, c'était une expérience sans précédent, ce qui, tout à la fois, allait lui permettre et lui faire obligation d'avancer des réflexions et des analyses nouvelles.

Analyses nouvelles, avancées théoriques et leurs limites

Le P.C.F. était dans la situation d'un parti très jeune, relativement démuni de cadres expérimentés par rapport à l'afflux des adhérents, alors qu'il se trouvait confronté à des responsabilités et à des tâches inédites et multiples. Sans doute, l'effort éducatif amorcé alors est-il considérable, avec la mise sur pied, sous la direction d'E. Fajon, d'un système d'écoles qui devait donner aux militants ouvriers les moyens d'accéder rapidement à des responsabilités de direction[183]. Mais, dans l'immédiat, l'essentiel des tâches reposait sur un petit nombre de dirigeants qui, dans les trois années précédant le conflit mondial,

allaient faire avancer la réflexion théorique du Parti à la mesure des problèmes politiques nouveaux qu'il rencontrait.

Je ne peux, dans le cadre de cet exposé, qu'évoquer brièvement certaines de ces avancées.

La réflexion économique

C'est dans le domaine des questions économiques, sans doute, que le Parti communiste fut amené le plus rapidement à intervenir de façon nouvelle. Sa place dans la majorité parlementaire, sa volonté de se poser comme parti de gouvernement le conduisirent très vite à lier ses interventions économiques à une démarche d'ensemble, en même temps que ses propositions étaient plus précises et plus diversifiées qu'avant 1936 [184].

A la différence de la S.F.I.O., le P.C.F. ne succombait ni aux facilités de l'analyse sous-consommationniste de la crise, ni aux conceptions monétaristes ou financières de type keynésien qui revenaient à mettre en avant les manipulations budgétaires — le déficit notamment — ou monétaires — les dévaluations — comme autant de moyens pour relancer l'activité économique. Désormais, à la base de l'argumentation économique du P.C.F., il y avait la notion de potentiel productif national qui s'enracinait dans la conception de la richesse nationale exposée lors du congrès de Villeurbanne par M. Thorez. Intégrant dans son analyse économique le comportement politique du grand capital, il montrait dès lors comment tous les aspects de la politique économique, aussi bien concernant les prix, les salaires que ceux ayant trait aux impôts, investissements et profits, étaient au centre de la lutte des classes, ce qui justifiait l'intervention du parti à ce niveau.

L'évolution des analyses du Parti concernant les nationalisations est à cet égard particulièrement éclairante.

Les nationalisations

L'évolution s'amorça au début de 1937 lorsque M. Thorez, répliquant à la politique de la pause préconisée par L. Blum, indiqua officiellement que les communistes étaient favorables à la « nationalisation des monopoles de fait ». Le Parti, cependant, conserva une attitude prudente et réservée puisqu'au Congrès d'Arles, en décembre de la même année, le secrétaire général insistait sur ce qui distinguait nationalisation et socialisation. Cela répondait au besoin de préserver mieux l'indépendance nationale : « pour assurer la défense efficace de notre pays contre les menaces que fait peser sur lui le fascisme international, la

nationalisation des monopoles de fait s'impose, elle assurera à la fois une production plus accrue et une défense nationale plus efficace, libéré que sera l'Etat républicain de la tutelle qu'exercent sur lui les trusts [185]. »

La nation prise en compte

La prise en compte de la réalité nationale devint une donnée centrale de la politique du P.C.F. à partir de 1935. Elle ne cessa de s'affirmer au long de la période et resta ultérieurement un de ses traits constants [186].

La conception que le P.C.F. se forgea alors de la réalité nationale ne saurait être réduite à quelques textes théoriques par lesquels ses dirigeants abordaient la question. Elle était à l'œuvre dans toute l'activité du Parti : celui-ci, désormais, s'inscrivait dans la réalité nationale et non plus à l'extérieur d'elle. Sans doute concevait-il son insertion de façon spécifique : il s'agissait de rattacher l'activité des communistes à la longue tradition des luttes révolutionnaires, démocratiques et populaires qui avaient façonné la nation française.

La réalité nationale n'était donc plus conçue comme un cadre imposé par la bourgeoisie, mais comme la dimension spécifique de la société française, et donc traversée par les luttes de classes. Ces luttes, qui avaient marqué l'histoire de la nation française, étaient revendiquées par le P.C.F. qui situait ainsi son action dans le prolongement des luttes révolutionnaires. L'évocation de la Révolution française, qui ne cessait de revenir dans toutes les grandes initiatives politiques du Parti, du 14 juillet 1935 à la célébration de son cent cinquantième anniversaire en 1939, était le moyen politique de montrer comment, en France, l'unité et l'indépendance nationales s'étaient forgées contre les classes dominantes.

En liant la défense des revendications de la classe ouvrière, non seulement à celle de l'indépendance nationale, mais aussi à l'essor des potentialités nationales, le Parti communiste créait les conditions politiques pour que le mouvement ouvrier joue un rôle politique central d'ampleur nationale.

Les intellectuels et la culture : la lutte pour le rationalisme

L'attention portée par le Parti aux activités culturelles et intellectuelles grandit de façon notable à partir de 1934. Dès cette époque, il encouragea les intellectuels communistes qui publiaient des travaux marxistes et ceux qui s'efforçaient de rassembler les intellectuels antifascistes.

Après 1936, le parti mit l'accent sur la défense de la culture et de « l'intelligence française » menacées par la crise et le fascisme. S'attachant notamment à défendre et développer l'héritage rationaliste de la pensée française, il prit en 1939 l'initiative de créer une revue, *la Pensée,* destinée précisément à servir de point d'appui et de moyen d'expression aux intellectuels universitaires marxistes ou simplement rationalistes [187].

La réflexion sur l'Etat, la démocratie et le socialisme, et ses limites

Curieusement, dans divers domaines, la pratique politique du parti anticipait nettement sur sa réflexion théorique. Ainsi en allait-il de son analyse de l'Etat. Si, en 1934, la politique de Front populaire avait coïncidé avec une révision des analyses portant sur la forme de l'Etat bourgeois, notamment sur sa forme démocratique, ensuite la réflexion n'avait pas beaucoup progressé. Cela en dépit de la participation beaucoup plus ample des communistes à la vie politique et de l'expérience qu'ils faisaient des liens entre lutte de classes et lutte pour la démocratie. En fait, la défense des formes démocratiques de l'Etat bourgeois et sa transformation révolutionnaire demeuraient complètement distinguées, de même que forme et caractère de classe de l'Etat. L'Etat prolétarien étant conçu comme radicalement autre, il ne pouvait y avoir que solution de continuité et pas de transition entre démocratie bourgeoise et démocratie de type nouveau. Tout au plus trouve-t-on, en 1937-1938, l'idée que la défense de la démocratie bourgeoise créera de meilleures conditions pour la transformation révolutionnaire [188].

En fait, l'expérience, les réflexions, les analyses accumulées par le Parti dans le domaine des alliances, des luttes sociales et politiques, n'étaient pas généralisées au-delà d'un horizon immédiat : la défense de la démocratie et de l'indépendance nationale contre le grand capital français et la menace fasciste.

A l'exception de quelques rares réflexions nouvelles et limitées durant l'été 1936 [189], l'évocation de la révolution et du socialisme restait inchangée : le modèle soviétique, seule référence, était ainsi juxtaposé à l'orientation de Front populaire puis de Front français de type national et démocratique. Les deux perspectives étaient de nature profondément différente : elles étaient complètement distinctes. Vu la situation historique, elles ne se situaient absolument pas sur le même plan. Si l'une apparaissait concrètement possible, l'autre était avant tout utilisée comme le modèle de la société capitaliste existante.

Si donc l'orientation de Front populaire était grosse d'une conception nouvelle de la lutte révolutionnaire, celle-ci intégrant

comme composante la lutte pour la démocratie, elle n'aboutit pas à une réflexion nouvelle sur les voies de passage au socialisme. Ce n'était pas seulement en raison du poids du modèle soviétique, idéologique et institutionnel dans le cadre de l'Internationale, mais aussi en raison des conditions internationales et de l'évolution du rapport des forces en France après 1936.

Parvenu à ce point de mon exposé, le lecteur doit se poser la question : comment expliquer cette distorsion apparente entre, d'une part, le renforcement du Parti communiste jusqu'en 1937, ses avancées théoriques, politiques, ses initiatives audacieuses et, d'autre part, l'évolution négative du rapport de forces, marqué en 1938 par la dislocation du Front populaire et l'isolement relatif du Parti.

En premier lieu, il ne faut jamais oublier que le P.C.F. n'avait, en 1936, obtenu que 15 % des voix et que la S.F.I.O. avait encore, de loin, une influence électorale beaucoup plus importante, y compris dans la classe ouvrière.

Si le P.C.F. s'était renforcé beaucoup plus que la S.F.I.O., cela ne signifiait pas que son influence électorale ait progressé immédiatement dans la même proportion : on put le constater lors des élections partielles de 1937.

Il faut prendre en considération le rôle de la S.F.I.O. qui se trouva placée durant une année à la tête du gouvernement. Loin de craindre le mouvement des masses, elle prit alors d'une certaine façon appui sur lui en spéculant sur des illusions qu'alimentait sa politique. Je songe aux illusions engendrées par le succès électoral de 1936 qui consistaient notamment en la croyance que les réformes sociales allaient continuer, du moment qu'il y avait désormais un gouvernement de Front populaire. Cela se traduisait par une confiance plus grande à l'égard de la S.F.I.O. et par une sous-estimation des difficultés et attaques de la grande bourgeoisie française comme du danger représenté par le fascisme international.

L'attachement à la paix et les sentiments antimilitaristes de la population étaient utilisés par la droite et les socialistes pour faire apparaître les communistes comme des partisans de la guerre et ainsi les isoler.

Enfin, il ne faut pas sous-estimer l'effet répulsif que pouvaient produire les grands procès qui se déroulaient alors à Moscou (d'août 1936 au printemps 1938).

Pour autant, cette période politiquement difficile pour le Parti communiste, d'autant qu'elle venait après des succès considérables, n'entraîna ni son repliement ni l'abandon de son orientation : elle l'incita au contraire à lui donner de nouveaux développements. De telle sorte qu'au début de 1939 ses initiatives

politiques avaient, au sens fort du terme, un caractère d'avant-garde : leur validité allait s'exprimer au cours des terribles années qui suivirent.

1938-1939 : SEUL DANS LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE NATIONALE ET LA DÉMOCRATIE, CONTRE LE FASCISME

La fin du Front populaire et la lutte du Parti communiste

La conférence de Munich, le 30 septembre 1938, est une date marquante dans l'histoire politique générale française et internationale, mais aussi dans celle du Front populaire. C'est alors que finit le Front populaire et que s'opère le regroupement des forces politiques et idéologiques prêtes à accepter, au nom de l'anticommunisme, du pacifisme, la capitulation de fait devant le fascisme.

Dans cette situation politique, le Parti communiste n'apporta pas de modification essentielle à son combat : les orientations fondamentales de sa politique demeurèrent. Poursuivre l'action contre le fascisme, mener une politique nationale liant lutte pour la défense de la démocratie, défense des revendications et politique d'indépendance nationale active contre le fascisme, tels étaient les axes inchangés de sa politique.

En avril 1938, le Parti communiste avait encore voté l'investiture au gouvernement radical présidé par Daladier dont le programme se réclamait du Front populaire. Mais en même temps, il avait soutenu tout au long du printemps des luttes ouvrières contre la politique du gouvernement et du patronat qui tentaient de reprendre par la hausse des prix, l'allongement de la durée du travail, les conquêtes de 1936.

Pour ce faire, le patronat alléguait les nécessités de la Défense nationale. Dès le printemps 1938, la situation politique intérieure se trouvait dominée par l'évolution de la situation internationale. La politique d'expansion des puissances fascistes fut alors utilisée comme moyen de disloquer en France le Front populaire en isolant les communistes, alternativement présentés comme ceux qui empêchaient l'effort de Défense nationale du fait de leur attachement aux conquêtes sociales de 36 et comme ceux qui voulaient entraîner la France dans une nouvelle guerre.

Le Parti communiste ne cessa alors de dénoncer le freinage de la production, le sabotage financier opéré par les milieux du

grand capital et la passivité devant les agressions fascistes qui se poursuivaient en Espagne, s'étaient étendues à l'Autriche et menaçaient la Tchécoslovaquie. De ce point de vue, les gouvernements radicaux n'avaient fait que suivre la diplomatie de la « non-intervention » inaugurée par L. Blum dès 1936.

Précisément, durant l'été 1938, au moment des menaces hitlériennes contre la Tchécoslovaquie, Daladier accentua l'infléchissement à droite de sa politique économique et sociale, reprenant pour cela les thèses du patronat et des forces de droite. Alors que le Parlement était en vacances, tirant argument des nécessités de la Défense nationale, il annonça le 21 août la mise au pas des travailleurs sous prétexte de « remettre la France au travail ».

Le 4 octobre 1938, les communistes seuls votèrent contre la signature, quatre jours auparavant, par Daladier, des accords de Munich. Gabriel Péri, à la Chambre des députés, exposa la position des communistes : son discours lucide et clairvoyant était l'expression cohérente des positions que le P.C.F. n'avait cessé de défendre depuis les origines du Front populaire : pour défendre la démocratie, faire reculer et battre le fascisme, il n'y avait pas d'autres moyens que la lutte unie des peuples et des nations démocratiques [190].

Ceux qui, sous prétexte de sauver la paix, donnaient satisfaction à Hitler, étaient aveuglés par l'anticommunisme et l'antisoviétisme. La diplomatie britannique, à la remorque de laquelle se plaçait, le gouvernement français, démobilisait les forces démocratiques et antifascistes et ouvrait la voie à de nouvelles agressions fascistes. Que les classes dirigeantes aient alors eu la volonté de profiter de cette situation pour briser le mouvement ouvrier et affaiblir ses forces révolutionnaires, on en trouve le témoignage dans la nouvelle politique économique et sociale engagée par le gouvernement Daladier.

En effet, après Munich, Daladier, fort du soutien de sa nouvelle majorité incluant la droite, les radicaux et les socialistes, demanda les pleins pouvoirs en annonçant un « plan d'assainissement et de rénovation économique et financière ». Les socialistes décidant de s'abstenir, seuls les communistes votèrent à nouveau contre.

Le 28 octobre, devant le Congrès radical, Daladier se livra à une violente diatribe anticommuniste pour faire accepter la politique de division du Front populaire et justifier le soutien de la droite, en en rejetant la responsabilité sur le P.C.F. qui, « par son opposition agressive et injurieuse de ces derniers mois, avait rompu la solidarité qui l'unissait aux autres partis du Rassemblement populaire [191] ».

Le 13 novembre, paraissaient les décrets-lois économiques et financiers mis au point par P. Reynaud, nouveau ministre des Finances : ils définissaient une politique économique en rupture avec celle amorcée par le Front populaire et remettaient en cause les conquêtes sociales de 1936.

La recherche de l'épreuve de force, tant par le patronat que par le gouvernement, aboutit à la grève du 30 novembre. Malgré la combativité ouvrière, la répression gouvernementale et patronale, s'appuyant sur la propagande munichoise diffusée jusque dans le mouvement ouvrier par des dirigeants socialistes et certains courants de la C.G.T., réussi à marquer des points : licenciements, révocations de militants se multiplièrent et se combinèrent avec l'allongement autoritaire de la durée du travail [192].

Il est certain qu'en novembre et dans les mois qui suivirent, le Parti communiste était isolé. Lors de la Conférence nationale de Gennevilliers (janvier) de nombreux délégués signalèrent les conditions difficiles dans lesquelles ils agissaient dans leur entreprise ou leur localité [193].

Signe des temps, les forces de droite, se sentant alors suffisamment influentes, lancèrent une campagne de presse en faveur de l'interdiction du Parti communiste, accusé de vouloir entraîner la France dans une guerre au bénéfice de l'Union soviétique.

C'est dans ce contexte que le P.C.F. s'efforça, par des initiatives successives, sinon de redresser la situation, du moins de prendre date et d'offrir de nouvelles perspectives pour la lutte antifasciste.

Le programme de gouvernement du P.C.F.

C'est ainsi qu'il présenta pour la première fois un programme de gouvernement. Cette initiative historique prolongeait l'expérience accumulée durant le Front populaire mais elle s'en distinguait et répondait à la situation politique nouvelle [194].

La majorité parlementaire de Front populaire ayant éclaté, la lutte du Parti s'en trouvait modifiée. Son objectif n'était plus de pousser le gouvernement à l'application complète du programme ou à lui rester fidèle. Puisque la politique gouvernementale avait complètement rompu avec les principes mêmes de la politique de Front populaire, le Parti communiste œuvrait pour créer les conditions d'un changement de politique passant par un changement de gouvernement : il s'agissait de « chasser » Daladier.

Les décisions du Comité central du 21 novembre 1938, qui

adopte le programme, ont ceci d'original qu'elles montrent que la direction du P.C.F. sut alors voir que le Parti avait besoin, pour engager cette nouvelle bataille et se faire comprendre des masses populaires, de dessiner les traits d'une autre politique, de prouver qu'il existait une alternative d'ensemble à « la politique de misère » présentée par Daladier et Reynaud comme une nécessité nationale. En cela, il se posait réellement comme parti de gouvernement en même temps que parti d'avant-garde.

Le programme de gouvernement se présentait comme un tout cohérent : tirant les leçons du Front populaire, il accompagnait les mesures sociales de propositions économiques précises qui devaient, non seulement permettre de dégager des ressources, mais aussi donner au gouvernement les moyens de mettre en cause la domination des trusts sur l'économie nationale : les nationalisations.

Deux mois plus tard, la Conférence nationale de Gennevilliers se réunit dans un climat international particulièrement dramatique, dominé par l'écroulement de la république espagnole à la défense de laquelle les communistes continuaient seuls d'appeler. Le programme de gouvernement présenté par le Parti est alors largement exposé et précisé [195].

Mais l'attitude du Parti socialiste, l'évolution précipitée des événements rendaient particulièrement difficile à atteindre l'objectif politique que le Parti s'était fixé en novembre : substituer à la politique du gouvernement Daladier une politique nouvelle s'inspirant du projet présenté par le Parti communiste et mise en œuvre par un nouveau gouvernement. Le « départ des hommes de Munich » ne pouvait être un objectif politique réaliste dès lors que le Parti socialiste était hostile à l'unité d'action autour d'un tel programme. Par ailleurs, la dégradation de la situation internationale au printemps 1939 permettait au Parti communiste de rompre son isolement : ses positions antimunichoises étaient progressivement beaucoup mieux comprises à la lumière des événements survenus dans les mois précédents.

La lutte pour la Défense nationale, contre le fascisme

En effet, l'offensive des puissances fascistes au début de l'année 1939 avait provoqué une nouvelle détérioration de la situation internationale marquée par la victoire franquiste en Espagne, l'occupation de Prague par les hitlériens, le déclenchement de l'offensive italienne contre l'Albanie, les revendications allemandes contre la Pologne et italiennes à l'égard de la France.

La démonstration de la faillite de la politique munichoise était

ainsi apportée. Dans ses discours, Daladier manifesta alors une plus grande fermeté à l'égard des puissances fascistes. Dès lors, le P.C.F. appela Daladier à passer des paroles aux actes. Il s'agissait de s'emparer des déclarations de Daladier pour montrer la justesse des propositions du P.C.F. Mais, lors de la réunion du comité central, le 19 mai 1939, Thorez constatant que le gouvernement Daladier n'avait pas en fait abandonné sa politique de réaction sociale à l'intérieur et de passivité devant les puissances fascistes, évoquait de nouveau la constitution d'un réel gouvernement « de Défense nationale et de Salut public » car, dit-il : « une telle politique de réaction ne peut être poursuivie sans préjudice grave pour la Défense nationale. Si le gouvernement entendait la maintenir, la question se poserait d'un véritable gouvernement de la France [196]. »

Lors de ce même Comité central, qui devait être le dernier à se tenir avant la guerre, il fut décidé de donner une ampleur particulière à la célébration du 150e anniversaire de la Révolution française, en même temps qu'était créée une commission d'histoire du Parti communiste.

D'une façon ou d'une autre, il s'agissait pour le P.C.F. de faire grandir, d'abord chez les militants, l'idée du lien indissoluble qu'il y avait entre l'histoire nationale et la lutte démocratique, entre la Défense nationale et celle des intérêts de la classe ouvrière.

La politique de large alliance pour constituer un gouvernement démocratique de Défense nationale ne resta pas sans écho dans l'opinion française : divers indices, les premiers sondages, les élections partielles, certaines évolutions positives dans le Parti socialiste en témoignèrent durant les mois suivants [197].

On ne saurait, me semble-t-il, ignorer cet épisode sous prétexte que cette politique du P.C.F. n'obtint aucun résultat tangible dans l'immédiat. Il me paraît en effet tout à fait essentiel de le connaître si l'on veut comprendre comment le Parti communiste est parvenu à jouer, durant l'occupation, un rôle d'avant-garde dans la Résistance, par exemple pour ce qui concerne la définition du programme qui allait devenir celui du Conseil national de la Résistance.

Comment, alors qu'il était clandestin depuis plus de trois ans, un tel parti, dont les militants, parmi les meilleurs, étaient arrêtés et fusillés en masse, dont la direction était assurée par quelques membres du Comité central, a-t-il réussi à préciser les principaux points économiques et politiques du programme de la Résistance? C'est, croyons-nous, parce qu'il pouvait dans ces circonstances, s'appuyer sur l'acquis des réflexions collectives et l'élaboration théorique et politique poursuivies jusqu'en 1939.

Mais, au-delà de ces effets positifs à court terme, l'expérience que le P.C.F. avait accumulée au long des années trente devait avoir des conséquences durables. Désormais le Parti communiste, en France, avait réussi à s'insérer comme tel dans la réalité nationale, même si c'était de façon inégale et avant tout dans la classe ouvrière. En tout cas, sa politique, sa propagande étaient devenues des composantes essentielles des luttes politiques françaises. Les succès qu'il avait remportés en impulsant la formation d'un large mouvement populaire, et en devenant un parti de masse constituaient un capital précieux : le Parti communiste s'était forgé une expérience et une tradition propres. Elles jouèrent ensuite d'autant plus un rôle de référence pour la masse des adhérents que cette période avait correspondu à leur entrée dans le Parti et à leur apprentissage de l'activité militante. Dans bien des cas même, cette expérience du Front populaire prit figure de modèle avec les aspects négatifs et stérilisants d'une telle démarche. Ainsi, dans les années cinquante, le rappel des luttes et des mots d'ordre vieux de vingt ans, dans des conditions historiques largement différentes, était davantage le signe de difficultés à élaborer une stratégie nouvelle qu'une reprise créatrice de l'expérience des années trente.

Aujourd'hui, abordée de façon critique et historique, celle-ci peut encore nourrir une réflexion vivante et les recherches actuelles sur la place du P.C.F. dans la société française. La politique de Front populaire est un exemple sans précédent, en ce siècle, en France, d'initiative historique : elle exprima la capacité du Parti communiste à exploiter les possibilités de l'époque, à saisir les traits spécifiques de la réalité nationale dans une conjoncture politique donnée pour modifier celle-ci en faveur de la classe ouvrière et des forces démocratiques. Elle a représenté la première grande tentative du mouvement ouvrier pour lier la lutte pour ses intérêts et la lutte pour la démocratie politique.

Si le P.C.F. fut durablement marqué par cette période, il en alla de même pour la nation française : pour la première fois, le P.C.F. en tant que tel modifia le cours de l'histoire nationale.

5

Le P.C.F. et la Deuxième Guerre mondiale

Germaine Willard

CHRONOLOGIE

1939-1944

1939

25 août : Le gouvernement Daladier ordonne la saisie de *l'Humanité*.
1er septembre : Hitler envahit la Pologne.
2 septembre : Vote de crédits exceptionnels à la Chambre.
3 septembre : France et Grande-Bretagne se déclarent en état de guerre avec l'Allemagne hitlérienne.
9 septembre : Premiers décrets-lois économiques.
18 septembre : Le Bureau de la C.G.T. condamne l'attitude du P.C.F.
26 septembre : Dissolution du P.C.F. par décret.
28 septembre : Traité germano-soviétique de délimitation des frontières.
1er octobre : Lettre des députés communistes à Herriot.
26 octobre : Début de la parution régulière de *l'Humanité* clandestine.
30 novembre : Début de la guerre entre l'U.R.S.S. et la Finlande.

1940

19 janvier : La Chambre vote la déchéance des députés communistes.
22 février : Mise au point par l'état-major français du plan de bombardement de la région de Bakou.
20 mars : Démission du gouvernement Daladier.
22 mars : Gouvernement P. Reynaud.
3 avril : Condamnation des députés communistes par le tribunal militaire.
9 avril : Invasion de la Norvège et du Danemark par l'Allemagne hitlérienne. Décret Sérol : les communistes sont passibles de la peine de mort.
10 mai : Les troupes hitlériennes envahissent la Hollande, la Belgique et le Luxembourg.
14 mai : Le front français est enfoncé à Sedan.
6 juin : Propositions du P.C.F. pour la défense de Paris.
7 juin : Le front français est enfoncé sur la Somme.
14 juin : Entrée de la Wehrmacht à Paris.
16 juin : Gouvernement Pétain.
18 juin : Discours de De Gaulle à la radio de Londres.
25 juin : Entrée en vigueur des Armistices.
3 juillet : La flotte française est coulée à Mers-el-Kébir par la marine britannique.
10 juillet : Les parlementaires votent les pleins pouvoirs à Pétain. Appel au peuple de France (M. Thorez-J. Duclos).
13 août : Pétain annonce la « Révolution nationale ».
27 septembre : Pacte de Berlin : Allemagne, Italie, Japon se partagent le monde.
5 octobre : Arrestations d'élus et de dirigeants syndicaux communistes.
24 octobre : Entrevue Hitler-Pétain à Montoire officialisant la collaboration.

1941

9 février : Ministère Darlan à Vichy.
11 mars : Vote de la loi prêt-bail par les Etats-Unis.
mars : Déportation en Afrique du Nord des députés communistes et de nombreux militants.

6 avril : Invasion de la Grèce et de la Yougoslavie par les armées hitlériennes.
11 mai : Accords militaires Hitler-Darlan.
15 mai : Le P.C.F. appelle à constituer le « Front national de lutte pour l'indépendance de la France ».
fin mai-début juin : Grève des mineurs de la région du Nord.
22 juin : Attaque hitlérienne contre l'U.R.S.S.
7 juillet : Création de la L.V.F. (Légion de volontaires français contre le bolchevisme) patronnée par Pétain.
19 et 24 juillet : Deux communistes exécutés à Paris.
13 août : Manifestation de la porte Saint-Denis organisée par le P.C.F.
14 août : Création des Sections spéciales par Vichy.
Charte de l'Atlantique (Roosevelt-Churchill).
19 août : Deux communistes exécutés à Paris.
21 août : Coup de feu de Fabien.
16 septembre : Premières exécutions d'otages à Paris.
24 septembre : J. Catelas est guillotiné sur ordre de Vichy.
2 octobre : Débuts de la bataille de Moscou.
4 octobre : La Charte du Travail est promulguée à Vichy.
22 octobre : Exécution de 99 otages à Châteaubriant, Nantes et Bordeaux.
7 décembre : Attaque japonaise contre Pearl Harbor.
15 décembre : G. Péri et L. Sampaix exécutés à Paris.

1942

janvier : Déclaration des Nations-Unies.
19 février : Début du procès de Riom (Blum, Daladier, Gamelin).
7 mars : Premier procès public des Bataillons de la jeunesse.
avril : Formation définitive des F.T.P.F.
18 avril : Laval à la tête du gouvernement.
23 mai : Exécutions de G. Politzer et J. Solomon.
30 mai : Exécutions de F. Cadras et J. Decour.
31 mai : Manifestation de femmes rue de Buci.
22 juin : Laval lance la « Relève ».
16 juillet : La grande rafle du « Vél' d'Hiv' » (13 000 juifs).
4 septembre : Premiers décrets sur la réquisition de la main-d'œuvre.
septembre : Débuts de la bataille de Stalingrad.
8 novembre : Débarquement américain en Afrique du Nord.
11 novembre : Les armées hitlériennes occupent toute la France.
27 novembre : Sabordage de la flotte française à Toulon.

1943

11 janvier : Accord conclu à Londres entre le P.C.F., représenté par Fernand Grenier, et le Comité national français, présidé par le général de Gaulle.
24 janvier : Destruction du Vieux port de Marseille.
30 janvier : Création de la Milice, dirigée par Darnand.
février : Le P.C.F. lance le mot d'ordre : « s'unir, s'armer, se battre ».
2 février : Victoire soviétique de Stalingrad.
5 février : Libération des communistes en Algérie.
21 février : Mise en place du S.T.O. (Service du travail obligatoire).
17 avril : Réunification de la C.G.T. (accords du Perreux).
27 mai : Constitution du C.N.R. (Conseil national de la Résistance).

3 juin : Constitution à Alger du C.F.L.N. (Comité français de la Libération nationale).
10 juin : Dissolution de l'Internationale communiste.
juin : Mise en place du C.A.D. (Comité d'Action contre la Déportation).
10 juillet : Débarquement allié en Sicile.
14 juillet : Importantes manifestations dans tout le pays.
25 juillet : Chute de Mussolini.
août : Création du C.P.L. (Comité parisien de Libération) présidé par André Tollet.
3 septembre : Débarquement allié en Italie.
septembre-octobre : Insurrection victorieuse en Corse.
3 novembre : Première réunion de l'Assemblée consultative à Alger.
28 novembre : Conférence de Téhéran (Churchill, Roosevelt, Staline).

1944

janvier : Renforcement de l'appareil policier à Vichy.
1er février : Création des F.F.I. (Forces françaises de l'intérieur).
Extension du S.T.O.
mars : Mise en place du Comité d'action militaire du C.N.R. (C.O.M.A.C.).
15 mars : Le C.N.R. adopte son programme.
fin mars : Ecrasement du gros maquis des Glières.
1er avril : Massacre d'Ascq (Nord).
4 avril : F. Billoux et F. Grenier entrent au C.F.L.N.
15 mai : Le C.F.L.N. devient Gouvernement provisoire de la République française (G.P.R.F.).
4 juin : Prise de Rome par les alliés.
6 juin : Débarquement anglo-américain en Normandie.
Développement de l'action résistante.
10 juin : Massacre d'Oradour-sur-Glane.
14 juillet : Grandes manifestations à Paris.
20 juillet : Attentat contre Hitler.
23 juillet : Destruction du gros maquis du Vercors.
31 juillet : Le Front allemand est percé à Avranches.
10 août : Début de la grève insurrectionnelle des cheminots.
18 août : Début de l'insurrection parisienne.
25 août : Capitulation de von Choltitz reçue par le général Leclerc et le colonel Rol-Tanguy.
26 août : Descente des Champs-Elysées.
31 août : Réunion du Comité central du P.C.F. à Paris.

Le P.C.F. et la Deuxième Guerre mondiale *

Moins de vingt ans après sa naissance, le Parti communiste français est confronté à cette épreuve particulièrement difficile et dramatique pour tout mouvement ouvrier révolutionnaire qu'est la guerre. Epreuve d'autant plus redoutable que les enjeux du conflit mondial sont élevés et que ses caractères apparaissent complexes, voire contradictoires.

LE P.C.F. FACE AU DANGER DE GUERRE

Pour élaborer sa stratégie face à la guerre, quels sont alors les éléments de réflexion du P.C.F. ?

Analyses des guerres précédentes

D'abord, les analyses de Lénine concernant la Première Guerre mondiale. Pour y définir les tâches du mouvement ouvrier

* Voir les notes du texte de G. Willard en p. 587.

révolutionnaire, Lénine avait en effet dégagé un certain nombre de principes fondamentaux de réflexion. Nécessité de mettre à jour les contradictions qui ont conduit à la crise internationale : en 1914, celles du monde capitaliste parvenu au stade impérialiste — contradictions entre les grands impérialismes; contradictions de classes à l'intérieur de chaque pays. Nécessité, pour la classe ouvrière, de poser le problème de la guerre en termes de classe; pour toute guerre, la question décisive est : qui dirige la guerre et pour quel objectif? A partir de là, Lénine caractérisait la Première Guerre mondiale comme une guerre impérialiste. provoquée et conduite par les classes dirigeantes de chaque pays pour la défense de leurs intérêts. Donc, une guerre contraire aux intérêts du prolétariat et des peuples, une guerre « injuste ».

Lénine distinguait cependant les caractères de la guerre dans son ensemble et ceux de la guerre pour chaque pays pris à part : ainsi, pour la Serbie, qui défendait son existence nationale, la guerre revêtait un aspect juste. De plus, l'expérience historique avait montré que les caractères d'une guerre pouvaient changer : notamment cette expérience historique, bien connue du mouvement ouvrier français, la guerre de 1870-1871.

Le P.C.F. et le monde des années trente

A cet héritage historique s'ajoutent les acquis politiques et théoriques des luttes menées par le P.C.F. — et le mouvement ouvrier international — dans les années trente.

Le monde dans lequel mûrit la Seconde Guerre mondiale est en effet différent de celui d'août 1914. On y retrouve, certes, les mêmes contradictions fondamentales, portées d'ailleurs à un niveau supérieur. Contradictions interimpérialistes, notamment entre pays capitalistes vainqueurs et vaincus de Versailles. Contradictions internes dans chaque pays capitaliste, qui s'expriment dans une lutte de classes, particulièrement intense en France.

Deux grands faits nouveaux, cependant, par rapport à 1914.

Premier fait : la naissance d'un pays socialiste dont l'existence et le développement constituent une condamnation vivante du régime capitaliste. D'où une nouvelle contradiction fondamentale, à l'échelle internationale, entre l'ensemble des pays impérialistes et l'U.R.S.S.

Deuxième fait : l'apparition et le développement des Etats fascistes, en premier lieu l'Allemagne hitlérienne. Or, les régimes fascistes donnent à l'impérialisme une puissance considérable. Ils affaiblissent, voire liquident le mouvement ouvrier. En réponse

à la crise du régime capitaliste, révélée par la grande crise économique de 1929, ils instaurent des rapports nouveaux entre l'appareil d'Etat et les monopoles (capitalisme monopoliste d'Etat). Ainsi est aggravée l'inégalité de développement entre les pays capitalistes, donc accru le danger de guerre. De plus, la force acquise par les impérialismes fascistes permet à ces derniers de se fixer des objectifs nouveaux, sans commune mesure avec ceux de la Première Guerre mondiale : non pas un simple partage des zones d'influence, mais la conquête de nations entières, leur colonisation, leur fascisation; en bref, ils visent à la domination mondiale.

Ces deux faits ont des conséquences directes sur les luttes sociales et politiques dans tous les autres pays capitalistes. L'U.R.S.S. constituant alors un pôle d'attraction, un exemple, un « modèle », qui renforce la combativité du mouvement révolutionnaire, organisé dans la IIIe Internationale (I.C.), la volonté d'isoler « le pays du socialisme », de l'affaiblir, voire de le détruire, est donc une constante dans les classes dirigeantes des pays impérialistes. Parallèlement, pour la grande bourgeoisie des « démocraties occidentales » les régimes fascistes ne manquent pas d'attraits, bien qu'ils mettent en cause le statut impérialiste mondial établi, à son profit, au lendemain de la Première Guerre mondiale : n'ont-ils pas réussi, notamment, à écraser chez eux le mouvement ouvrier? Et l'un de leurs objectifs affirmés n'est-il pas la lutte contre le « bolchevisme »?

Ainsi, dans les « démocraties occidentales », les positions de classe ont des conséquences directes sur les choix de politique extérieure; tout particulièrement en France, où les affrontements sociaux et politiques atteignent leur niveau le plus élevé. Le Front populaire, en effet, y a imposé des mesures économiques, sociales, politiques, qui affaiblissent les positions de la grande bourgeoisie et de la réaction dans la société française, et développé un fort mouvement populaire et démocratique. Stopper et renverser cette évolution devient alors l'objectif central des classes dirigeantes françaises. Et cela, au moment où l'agressivité des Etats fascistes devient patente et où croît le danger de guerre.

Or la puissance de l'Allemagne hitlérienne crée en Europe un rapport de forces défavorable aux forces populaires. Ne constitue-t-elle pas dès lors un appui à la contre-offensive engagée en France contre le Front populaire? La convergence entre la politique « d'apaisement » — c'est-à-dire de capitulation devant l'agresseur —, la politique des « mains libres à l'Est » — c'est-à-dire l'espoir d'une guerre germano-soviétique —, et le développement d'une politique réactionnaire à l'intérieur du pays se révèle parfaitement à l'automne 1938, au moment de Munich. Et le

P.C.F. relève le double aspect antinational et réactionnaire de cette « politique munichoise» : « Comme en 1789, comme à chaque grande période de notre histoire, les grands, les privilégiés trahissent la cause nationale. Comment ne pas être frappé par le fait que la réaction, qui a préconisé et obtenu la capitulation du gouvernement Daladier-Bonnet sur le plan extérieur, le reniement de la signature de la France, a également obtenu sur le plan intérieur que ce gouvernement tourne le dos au programme du Front populaire? [1] »

Au contraire, dans la lutte qu'il mène contre le grand capital, la réaction, la guerre, le P.C.F. commence à dégager de façon neuve l'articulation entre les intérêts de la classe ouvrière et l'intérêt national. Le projecteur est braqué sur le fascisme, intérieur et extérieur, ennemi mortel de la classe ouvrière. En premier lieu sur l'Allemagne hitlérienne qui menace à la fois la paix, l'avenir démocratique du peuple français et l'existence même de la nation. La défense nationale contre l'Allemagne hitlérienne est donc un devoir de classe : « Défendre la France contre Hitler comporte, en ce moment, une signification très précise pour la classe ouvrière; c'est défendre, avec les conquêtes sociales de notre peuple, la possibilité de leur élargissement, de leur épanouissement ultérieur[2]. » Corollairement, défendre et développer les conquêtes du Front populaire, c'est créer les conditions d'une véritable défense nationale : « Nulle force matérielle ne peut compenser la force morale de l'idéal populaire de liberté et de paix, du devoir librement accepté, du sacrifice noblement consenti[3]. »

Le P.C.F. est alors conduit à approfondir la réflexion sur le fait national, sur l'importance de ce cadre historique spécifique dans lequel se déroule la lutte des classes, sur le rôle national de la classe ouvrière, précisément parce que classe révolutionnaire. Le cent cinquantième anniversaire de la Révolution française, célébré avec un éclat particulier par le P.C.F., est surtout l'occasion de rappeler comment s'y sont conjugués sentiment national et sentiment révolutionnaire, défense de la Nation et défense de la Révolution. Les années qui précèdent la guerre sont ainsi la grande période des retrouvailles entre la classe ouvrière, la nation et son histoire, la grande période de renaissance d'un patriotisme populaire.

Le P.C.F. repense donc un certain nombre de ses positions, de ses mots d'ordre de la période antérieure. Il ne peut être question de refuser toute défense nationale, de préconiser, en cas de guerre, le défaitisme révolutionnaire dès l'instant où l'adversaire est le fascisme. Il ne peut être question de reprendre l'argumentation purement pacifiste — le refus de toute guerre, quelle qu'elle

soit — à l'heure où un tel pacifisme lamine la volonté de résistance à l'Allemagne hitlérienne. Aux menaces et aux pressions croissantes et conjuguées des puissances fascistes et de la réaction en France, il faut opposer une conjonction de forces bien plus large que le seul Front populaire. Dès août 1936, le P.C.F. préconise la formation d'un « Front français contre le front antifrançais de trahison [4] » : « Nous appelons, pour le salut de notre peuple, pour la sauvegarde de la liberté et de la paix, ces biens les plus précieux des hommes, à la constitution du Front français... Il est possible et nécessaire, dans les heures difficiles que nous traversons, que ceux qui ne sont pas entièrement d'accord avec tel ou tel point du programme du Front populaire soient appelés à collaborer à l'effort commun pour la paix et la liberté » [5]. L'idée est vigoureusement reprise après Munich, alors que s'affirme l'étendue du péril hitlérien : « De plus en plus on se comptera en France sur cette seule question :

« Qui est contre ou pour Hitler?

« Qui est contre Hitler, c'est-à-dire contre Munich, contre le déshonneur, contre l'esclavage, pour la France, pour la paix?

« Qui est pour Hitler, c'est-à-dire pour Munich, pour l'humiliation, pour la servitude, contre la France, contre la paix?

« Les limites du regroupement des Français dépassent singulièrement les cadres du Front populaire. C'est pourquoi notre tâche n'est pas seulement désormais de travailler au maintien du Front populaire, mais bien d'obtenir son élargissement dans le sens autrefois indiqué par nous du Front des Français » [6]. Le P.C.F. prend ainsi l'initiative d'une politique d'alliance plus audacieuse encore que celle du Front populaire.

Ces avancées politiques et théoriques, riches d'avenir, ne se fraient pas si facilement leur chemin. Car, pendant des années, le courant révolutionnaire français s'est affirmé notamment dans la lutte contre le nationalisme, contre la guerre, contre l'union sacrée. Comprendre que désormais les mots d'ordre de « défense nationale », de « Front français », de résistance — y compris par les armes — aux puissances fascistes, expriment les mêmes objectifs fondamentaux, exige une forte élévation du niveau de conscience politique. Mais n'est-ce pas, justement, à cause de cela que le P.C.F., dans son ensemble, en a été si profondément imprégné?

Que le P.C.F. accroche de mieux en mieux sa réflexion au cadre national spécifique dans lequel il agit ne l'empêche pas de demeurer un détachement du mouvement révolutionnaire international : la « section française de l'Internationale communiste » (S.F.I.C.). Nulle contradiction cependant entre ses tâches nationales et internationales; face à la menace fasciste, la défense

nationale contre Hitler, le combat contre la réaction intérieure, la défense de la paix, la défense du « pays du socialisme », le soutien aux forces populaires en lutte, se recouvrent totalement. Cette situation donne à la politique communiste une remarquable cohérence. Mais ne contribue-t-elle pas à empêcher le P.C.F. de pousser plus avant sa réflexion sur certains problèmes, alors naissants, du mouvement ouvrier international? En particulier, face à une diversification de plus en plus grande, pour ses différents détachements, non de la nature mais des conditions de combat, l'alignement de chaque parti communiste sur toutes les positions politiques de l'Union soviétique peut-il demeurer la pierre de touche de toute politique révolutionnaire?

Il n'en reste pas moins que la réflexion, l'expérience, l'influence développées par le P.C.F. dans la lutte, révolutionnaire et patriotique, contre le fascisme et le danger de guerre, constituent des acquis décisifs, dont l'importance se révélera au cours du conflit mondial.

Caractères de la Deuxième Guerre mondiale

Cette guerre, face à laquelle le P.C.F. doit définir ses positions, se révèle infiniment plus complexe que la Première Guerre mondiale. Elle revêt, en permanence, de 1939 à 1945, des aspects contradictoires.

Aspects impérialistes, puisque tous les grands pays capitalistes y sont intégrés. Dans les deux camps, les classes dirigeantes visent à renforcer leurs positions impérialistes, et pas seulement au détriment du camp adverse; pensons, par exemple, aux efforts britanniques et américains pour utiliser notamment l'affaiblissement de l'impérialisme français après la défaite de 1940. Elles visent aussi à renforcer leurs positions de classe. Qu'on songe à la « drôle de guerre » en France, qui sert de tremplin à une violente offensive anticommuniste et antipopulaire; au perfectionnement, aux Etats-Unis, du capitalisme monopoliste d'Etat, à la faveur de l'économie de guerre; à la signification, aussi, du retard du second Front en Europe, qui va faire porter à l'U.R.S.S. le poids essentiel de la guerre.

Mais, en même temps, aspects libérateurs et antifascistes pour tous les peuples menacés, agressés, conquis par les puissances fascistes : l'instauration de « l'Ordre nouveau » par l'Allemagne hitlérienne signifie en effet la destruction du cadre national, l'anéantissement du mouvement ouvrier et démocratique dans tous les pays concernés, le pillage et l'asservissement des peuples;

en fait, l'anéantissement des acquis progressistes de l'humanité depuis des siècles.

Or ces aspects, contradictoires, se combinent de façon différente dans le temps et dans l'espace. L'aspect prédominant de la guerre — impérialiste ou libérateur — n'est pas forcément le même pour chaque pays au même moment. Et l'aspect libérateur et antifasciste de la Deuxième Guerre mondiale, dans son ensemble, ne l'emporte qu'à partir du moment où la guerre contre les Etats fascistes est conduite par une coalition dans laquelle les peuples en lutte ont le poids essentiel. Alors seulement sont exprimés nettement les buts de guerre libérateurs et antifascistes : discours de Staline du 3 juillet 1941, Charte de l'Atlantique élaborée par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis en août 1941, Déclaration des Nations Unies en guerre contre les puissances fascistes en janvier 1942; et dégagées aussi les forces capables de les imposer.

Prendre en compte tous les éléments de la guerre à chaque moment, en analyser l'évolution avec les changements de situation ne sera donc pas tâche facile.

1939-1941 : UNE GUERRE IMPÉRIALISTE?

La guerre, qui éclate le 3 septembre 1939, s'ouvre et va se développer dans des conditions très particulières.

Septembre 1939 : une situation paradoxale

Comme on pouvait le prévoir, la guerre est provoquée par l'agression nazie (attaque de la Pologne); elle apparaît donc comme une guerre de défense antihitlérienne. Elle présente cependant des traits inattendus. Seuls sont en présence alors des pays capitalistes. Les dirigeants britanniques, suivis par les dirigeants français, ayant refusé de conclure une alliance solide avec l'U.R.S.S., celle-ci a signé un pacte de non-agression avec l'Allemagne (23 août), ce qui la place en position de neutralité. Or, l'événement est immédiatement utilisé par le gouvernement français pour frapper le P.C.F., sommé de désavouer ce pacte, présenté comme une alliance entre Hitler et Staline. Dès le 26 août, *l'Humanité* est interdite, une campagne anticommuniste se développe, des militants sont arrêtés. Et cela, alors que le P.C.F. se prononce de façon claire pour « l'union de la nation

française contre l'agresseur hitlérien » : c'est le titre de *l'Humanité* saisie le 26 août.

Surpris, lui aussi, par la conclusion du pacte germano-soviétique, le P.C.F. s'efforce de l'expliquer, non sans maladresses. Cela ne l'empêche pas de s'affirmer pour la Défense nationale contre Hitler : les députés communistes votent ainsi les crédits exceptionnels demandés par le gouvernement Daladier le 2 septembre. Mais il rappelle les conditions indispensables à une véritable guerre antihitlérienne : l'arrêt de la politique réactionnaire engagée. Ainsi, sans donner de la guerre une caractérisation précise, il prend en compte ses aspects contradictoires : l'un, juste — l'aspect antihitlérien —, l'autre injuste — l'aspect antipopulaire —, et il s'élève contre la politique intérieure au nom même de la défense antihitlérienne.

La « drôle de guerre »[7]

A partir de la fin septembre, la stratégie du P.C.F. se modifie face à la guerre. Le 1er octobre, dans une lettre à Herriot, président de la Chambre, les députés communistes demandent la convocation du Parlement pour discuter des offres de paix faites conjointement par l'Allemagne et l'U.R.S.S. La guerre va désormais être caractérisée comme une guerre purement impérialiste.

Deux ordres de faits expliquent ce changement.

Le premier est le déroulement même des événements : incontestablement une « drôle de guerre ». Aucune opération contre l'ennemi désigné : la France et la Grande-Bretagne ont assisté, l'arme au pied, à l'effondrement de la Pologne pour la défense de laquelle elles avaient déclaré la guerre; un immobilisme militaire quasi total s'installe à l'Ouest jusqu'en mai 1940. Par contre s'affirme une politique antisoviétique qui n'en reste pas au stade de la propagande : exclusion de l'U.R.S.S. de la S.D.N., aide militaire à la Finlande au cours du conflit soviéto-finlandais, projets de bombardements des pétroles de Bakou. A l'intérieur de la France triomphe une politique de réaction qui entreprend de liquider les acquis du Front populaire, d'affaiblir le mouvement ouvrier, notamment en écrasant le P.C.F. Après l'interdiction du P.C.F., le 26 septembre 1939, alors que celui-ci continuait pourtant à se prononcer et à agir pour le développement de la Défense nationale contre Hitler, la répression s'accentue sans cesse : arrestations, révocation des élus, procès des députés communistes, expulsion des communistes de la C.G.T., internements en camp de concentration, décret Sérol (en avril 1940)

prévoyant la peine de mort pour les militants. Tout cela ponctué par une très violente campagne visant à mettre le P.C.F. au ban de la nation, et à laquelle s'associent tous les partis, de l'extrême droite à la S.F.I.O. incluse. Cette répression, entamée, il faut le rappeler, en août-septembre, indépendamment des positions du P.C.F. face à la guerre, a joué un rôle essentiel dans l'appréciation des caractères de la guerre : celle-ci est bien vécue, quotidiennement, par les militants, comme une guerre impérialiste.

Le parallélisme avec la situation de la Première Guerre mondiale, la reprise de certains mots d'ordre abandonnés au temps du Front populaire paraissent donc fondés. La spécificité de l'impérialisme hitlérien semble oubliée. Pourtant, la France se trouve en état de guerre avec l'Allemagne nazie; la menace d'une conquête hitlérienne du pays est donc plus directe que jamais. De ce fait, la guerre en cours ne peut être considérée uniquement comme une guerre impérialiste; ses aspects contradictoires demeurent.

Qu'ils ne soient plus relevés par le P.C.F. s'explique largement par les positions prises par l'Internationale communiste : celle-ci élabore en effet une définition théorique qui caractérise la guerre en cours comme une guerre uniquement impérialiste, et donne au mouvement ouvrier la tâche première de lutter pour la paix. Or, cette définition repose moins sur une analyse approfondie de la guerre que sur la volonté d'apporter une justification théorique à la politique soviétique : dès lors que la guerre est injuste des deux côtés, la neutralité de l'U.R.S.S., les compromis provisoires qu'elle passe avec l'un des deux camps sont fondés. Mais, même si cette « politique de paix » est alors la seule possible pour l'U.R.S.S., peut-elle être transposée purement et simplement par tous les partis communistes? Surtout par ceux qui, comme le P.C.F., se trouvent dans des pays engagés dans la guerre? Pour la première fois, les différents détachements du mouvement ouvrier se trouvent placés face à un événement d'envergure — la guerre — dans des situations différentes; leur combat, fondamentalement commun, devrait donc s'exprimer dans des politiques différentes face à la guerre.

Les conditions historiques de la période, cependant, ne permettent pas que soit dégagée cette nécessité, totalement nouvelle. Et il n'est pas besoin, ici, d'invoquer les pressions de l'Internationale communiste. Malgré les avancées théoriques et politiques des années précédentes, notamment dans le P.C.F., cette hypothèse n'a jamais été envisagée, on l'a vu. Comment pourrait-elle l'être, alors que la clandestinité réduit considérablement les possibilités de réflexion du P.C.F.? Alors que l'U.R.S.S.

et le mouvement ouvrier révolutionnaire vivent une crise internationale dramatique et qu'ils sont contraints à une dure défensive? L'unité de pensée et d'action autour de l'U.R.S.S., seul pays du socialisme réel, garant de l'avenir du mouvement révolutionnaire, apparaît au contraire plus impérative que jamais aux partis communistes.

La caractérisation impérialiste de la guerre empêche évidemment le P.C.F. de maîtriser correctement l'ensemble de la situation. Elle contribue à expliquer ses difficultés pour ouvrir des perspectives politiques, pour définir sur quelle base doit s'effectuer l'intervention politique des masses, pour briser son isolement. C'est d'ailleurs seulement en avril 1940 qu'est formulé un mot d'ordre politique général : « Un gouvernement de paix s'appuyant sur les masses populaires, donnant des garanties contre la réaction, assurant la collaboration avec l'Union soviétique pour le rétablissement de la paix générale »[8]. Or, dans la mesure où l'élément programmatique essentiel de ce mot d'ordre est la paix, il ne peut être qu'un vœu pieux : l'initiative de la situation appartient alors à Hitler, pour lequel il n'est pas question d'arrêter la guerre.

Mais l'action du P.C.F. ne peut se déduire uniquement d'un élément : la définition de la guerre. Car le P.C.F. est un corps vivant, de militants et de dirigeants, qui a déjà accumulé un acquis théorique et politique important.

Ainsi, l'acquis des grandes luttes menées dans les années trente contre le fascisme demeure présent. Il est vrai que dans la presse les références au fascisme concernent surtout la France : la politique française est dénoncée comme une politique ouvrant la voie au fascisme, voire comme une politique déjà fasciste. La dimension antifasciste apparaît cependant également à propos de la guerre. Par exemple, dans le rappel fréquent de la politique munichoise qui a renforcé le fascisme international. Par exemple, dans l'argumentation avancée pour démontrer que la guerre est une guerre impérialiste. Ainsi, dans l'Appel au peuple de France du 5 octobre 1939 — premier texte du P.C.F. définissant la guerre comme impérialiste — l'argument principal consiste à montrer que la guerre menée n'est pas une guerre antihitlérienne : « Les communistes haïssent Hitler et le régime de violences antiouvrières qu'il représente. Mais nous dénions aux hommes de Munich, aux capitalistes exploiteurs et aux prébendiers d'Abetz le droit de parler d'antihitlérisme au moment même où ils introduisent en France les méthodes fascistes d'oppression »[9]. Le P.C.F. est ainsi conduit à réintroduire l'idée de trahison nationale des classes dirigeantes[10]. Les mots d'ordre de lutte contre la guerre montrent bien, d'ailleurs, que la spécificité de la

Deuxième Guerre mondiale est prise en compte, même si son aspect antifasciste n'est pas nettement relevé dans les textes : il n'est question ni de défaitisme révolutionnaire, ni de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. On répétait, certes, comme en 1914-1918 : « l'ennemi est dans notre pays », mais on n'oubliait pas qu'il était aussi ailleurs. Cela explique l'infléchissement de la politique du P.C.F., après l'invasion hitlérienne de mai 1940, que traduiront ses propositions du 6 juin 1940 pour la défense de Paris[11].

D'autre part, la défense quotidienne des intérêts de la classe ouvrière constitue le terrain permanent et solide sur lequel agit le P.C.F. Pendant la « drôle de guerre », cela signifie la lutte contre la remise en cause des conquêtes du Front populaire, contre l'aggravation de l'exploitation capitaliste sous couvert de la Défense nationale, contre les mesures antidémocratiques. De ce fait, le seul barrage érigé contre une politique qui rend impossible toute défense nationale est la lutte de classe conduite par le P.C.F. De plus, par cette lutte, le P. C.F. maintient son existence, commence à briser son isolement, empêche les classes dirigeantes de mener jusqu'au bout leur contre-offensive. Cette sauvegarde de l'organisation, de la conscience et de l'action politique dans la classe ouvrière sera décisive pour la suite des événements.

Le P.C.F. face aux conséquences de la défaite [12]

La problématique la plus fréquente sur ce point — le P.C.F. a-t-il participé à la Résistance avant le 22 juin 1941 ? — n'est pas satisfaisante. La Résistance est un phénomène global, caractéristique de la Seconde Guerre mondiale dans tous les pays occupés; elle n'apparaît pas tout armée et formée dès le début; c'est le résultat d'un processus qu'on ne peut définir complètement que lorsqu'il est parvenu à maturité. En 1940, nous sommes au tout début de ce processus. On ne peut parler alors que d'attitudes traduisant un refus d'accepter les conséquences — au moins certaines d'entre elles — de la défaite et une volonté d'agir contre elles. C'est sous cet angle qu'il faut étudier les positions du P.C.F.

Dans les quelques semaines qui suivent le désastre militaire, le P.C.F. est englobé dans l'énorme chaos provoqué par l'exode et la débâcle. Impossible d'étudier ses comportements sans avoir en tête la dislocation nationale de cet été 1940 où tout s'effondre : l'armée française, les institutions de la IIIe République, l'organisation clandestine du P.C.F. réduit alors à des fragments

dispersés, sans liens entre eux avec la direction, direction elle-même émiettée.

Dans un premier temps, les rares textes du P.C.F. s'accrochent donc à quelques axes fondamentaux. *L'Humanité* du 1er juillet 1940 titre : « Vive l'U.R.S.S. »; celle du 4 juillet : « A bas le capitalisme. » C'est un fait bien connu que, plus les perspectives sont bouchées, plus les mots d'ordre prennent un caractère général et messianique. Bien entendu, dans cette période de faiblesse et de difficultés extrêmes pour le P.C.F., l'U.R.S.S. demeure le référent essentiel; l'expression politique du P.C.F. colle plus étroitement que jamais aux positions affirmées par l'U.R.S.S.

Pas de remise en cause, donc, de la définition de la guerre, réduite à un conflit entre deux pays capitalistes. Au moment où l'un de ces pays, l'Allemagne hitlérienne, est en train d'asseoir sa domination en France, le maintien de cette analyse théorique est particulièrement dommageable. C'est cela qui explique, fondamentalement, certaines attitudes à l'égard de l'occupant : très faible place donnée, dans les textes du P.C.F. — y compris dans l'Appel du 10 juillet 1940 [13] — à la présence de l'occupant; aucun rappel de ce que sont l'hitlérisme et les objectifs de l'impérialisme nazi; illusions sur les conséquences que pourrait avoir, en France, le pacte de non-agression germano-soviétique, notamment sur une possible attitude de neutralité de l'occupant à l'égard du P.C.F. Illusions sans doute encouragées par Moscou et qu'illustre la démarche faite, fin juin 1940, auprès de l'occupant, pour demander la réapparition légale de *l'Humanité.*

Ce qui replace le P.C.F. sur les bons rails, c'est son ancrage dans la réalité française, son insertion dans les grands affrontements, sociaux et politiques, qui ont secoué et secouent le pays. C'est sur ce terrain que les militants commencent immédiatement à reconstituer le parti, à agir : « Nous savions par notre expérience du mouvement ouvrier — dit l'un d'entre eux — qu'il y a des circonstances où la première chose à faire est de reprendre contact avec les travailleurs, de les réorganiser à partir des problèmes qui les concernent immédiatement » [14]. Et le premier grand texte politique de la période, l'Appel du 10 juillet 1940 au Peuple de France, se situe précisément au moment où se développent les conséquences intérieures de la défaite : au moment où la République est renversée et instauré le régime de Vichy. Relancée, la bataille de classe va permettre au P.C.F. de commencer à peser sur la situation et d'en dégager peu à peu l'ensemble des caractères.

Car en France, l'interpénétration du problème social et du problème national est particulièrement étroite. La France est, de

tous les pays européens agressés par l'Allemagne hitlérienne, celui où la lutte de classes a atteint le niveau le plus élevé dans les années trente; celui donc où la peur sociale a le plus occulté, dans les classes possédantes, le sens national. Le bout de la route, c'est Vichy. La France est le seul pays où le gouvernement légal ait accepté de signer un armistice, c'est-à-dire de reconnaître, en droit, la défaite et d'entériner les exigences du vainqueur. Cette capitulation, en effet, permettait l'instauration d'un gouvernement réactionnaire qui pourrait pousser jusqu'à son terme la revanche sur le Front populaire. Mais cela au prix d'une collaboration avec l'occupant qui allait faire du gouvernement Pétain l'instrument essentiel de l'exploitation du pays par le vainqueur hitlérien. Ce qu'avait d'ailleurs fort bien vu Hitler.

L'étude et la dénonciation du régime de Vichy — « réaction antinationale des oligarchies capitalistes » [15] — conduisent donc le P.C.F. à dégager la double composante, sociale et nationale, de ses objectifs : « Liberté et indépendance »; « libération sociale et nationale ». Tout comme les actions de la classe ouvrière l'opposent à la fois au gouvernement de Vichy, au patronat collaborateur et à l'occupant dont l'objectif principal est l'exploitation économique maximale du pays. Elles apparaissent donc bien comme les prémisses d'une lutte de masse pour la liberté et l'indépendance. La grande grève des mineurs, organisée par le P.C.F. en mai-juin 1941, le montrera clairement.

Cependant, l'appréciation de la guerre en tant que guerre impérialiste n'est pas abandonnée. La lutte du peuple français est donc située par le P.C.F. en dehors de la guerre qui continue, comme une lutte indépendante du conflit anglo-allemand. D'où le renvoi, dos à dos, de Pétain, — l'homme de l'impérialisme allemand — et de De Gaulle considéré comme l'homme de l'impérialisme anglais. D'où aussi la difficulté de dégager des perspectives politiques convaincantes à l'action engagée en France ; la reconquête de la liberté et de l'indépendance passaient en effet par la défaite militaire de l'Allemagne hitlérienne. D'où, enfin, la difficulté de réaliser cette « Union de la Nation française » impérativement réclamée par le P.C.F.; car parmi les Français — fort peu nombreux d'ailleurs — qui veulent « faire quelque chose », c'est généralement la guerre menée par la Grande-Bretagne et les discours du général de Gaulle qui polarisent l'attention.

La politique du P.C.F. recèle donc des éléments contradictoires. S'expriment-ils, comme on le dit parfois, par l'existence de deux « lignes » à l'intérieur du Parti communiste, l'une mettant l'accent sur la lutte pour la paix, l'autre sur la lutte contre le fascisme hitlérien? La contradiction se traduirait alors par un

clivage entre militants, voire entre la « base » et le « sommet ». En fait, la contradiction entre la caractérisation impérialiste de la guerre — qui conduit au refus d'intégrer le combat du peuple français dans le conflit mondial — et l'action engagée en France — qui intègre, dans les faits, le peuple français dans ce conflit — traverse toute la politique du P.C.F. et est vécue par l'ensemble des militants [16].

C'est pourquoi les termes de cette contradiction ne restent pas figés : la référence à la guerre impérialiste apparaît de plus en plus inadaptée face aux luttes concrètes conduites par le P.C.F. Elle tient donc une place de plus en plus faible dans ses écrits. Par contre, y passent peu à peu au premier plan la dénonciation de l'oppression étrangère, de l'impérialisme allemand, de la nature et des objectifs de l'hitlérisme; les brochures de Politzer (*Révolution et contre-révolution au XXe siècle*) et de Péri (*Non, le nazisme n'est pas le socialisme*), répandues dans le Parti au printemps 1941, les mots d'ordre lancés pour le 1er mai 1941 montrent fort bien dans quel sens le P.C.F. est en train de surmonter ses contradictions. La connexion entre lutte de classes, combat antifasciste et bataille nationale, se dégage à nouveau.

Cela permet au P.C.F. de reprendre la politique d'alliance amorcée avant-guerre avec le mot d'ordre de Front français : c'est l'initiative, le 15 mai 1941, d'appeler à former un « Front national de lutte pour l'Indépendance de la France », où sont conviés tous les Français « sauf les capitulards et les traîtres ». Le frein que constitue la définition unilatérale de la guerre n'est cependant pas encore totalement desserré. Séquelle qui entrave la formulation claire et complète d'une politique pourtant déjà conduite dans les faits.

LE P.C.F. ET LA GUERRE LIBÉRATRICE

Le 22 juin 1941 : un tournant?

L'attaque hitlérienne contre l'U.R.S.S. provoque-t-elle, comme on le dit souvent, un changement immédiat et total de stratégie? *L'Humanité* du 20 juin 1941 écrit encore : « Les traîtres de Vichy font tuer des Français en Syrie pour l'Allemagne, tandis que de Gaulle et Catroux en font tuer d'autres pour l'Angleterre. A bas la guerre impérialiste! ». *L'Humanité* du 22 juin 1941 est un appel au peuple de France pour qu'il entre massivement dans la guerre contre Hitler. Le passage brutal de la définition de la guerre

comme une guerre impérialiste à la définition de la guerre comme une guerre antihitlérienne est donc frappant. Mais il y a bien autre chose dans *l'Humanité* du 20 juin : l'exaltation de la récente grève des mineurs du Nord; un long article consacré à la lutte engagée par le P.C.F. contre « l'oppression nationale » — expression soulignée dans le texte — et que clôt le mot d'ordre : « Front national de lutte pour l'indépendance du pays ». Autrement dit, le combat social et national est déjà engagé en France, par le P.C.F., avant le 22 juin 1941. L'agression hitlérienne contre l'U.R.S.S. desserre définitivement le frein que constituait encore la définition « impérialiste » de la guerre : le P.C.F. intègre sa lutte dans le cadre de la Seconde Guerre mondiale. Le caractère antihitlérien de sa stratégie est désormais exprimé clairement et avec toutes ses composantes : lutte de classes, combat national, combat internationaliste.

L'entrée en guerre de l'U.R.S.S. ne constitue pas d'ailleurs un changement décisif pour les seuls communistes. C'est le grand tournant politique de la Seconde Guerre mondiale, qui en change toutes les données, et pour tous les participants. Facteur militaire nouveau, évidemment, avec l'entrée en lice d'un grand pays, de près de 200 millions d'habitants, ce qui ouvre enfin les perspectives d'une possible défaite nazie. Facteur politique nouveau, bien plus encore, car il porte en pleine lumière l'enjeu principal de la guerre : ou bien la victoire de la « croisade contre le bolchevisme », la liquidation de l'Etat socialiste et le triomphe de l' « Ordre nouveau » en Europe; ou bien la défaite nazie, qui assurera l'existence de l'Etat socialiste et la liquidation de la domination fasciste dans tous les pays européens.

Cet enjeu est immédiatement relevé par toutes les forces réactionnaires en France et en Europe. Hitler affirme : « La lutte qui va s'engager est une guerre d'extermination »[17]. Le collaborateur Rebatet écrit : « J'exultais. Toutes les équivoques étaient balayées, à commencer par celle du pacte germano-soviétique. Cette guerre au bolchevisme exécré depuis ma première enfance prenait un sens grandiose. Tout s'éclairait, y compris les rigueurs à notre endroit de l'Allemagne, que justifiait un pareil dessein... C'était la croisade de l'Europe entière contre son abominable ennemi, l'Internationale blanche, si souvent appelée de mes vœux, qui s'unissait et se dressait enfin contre l'Internationale rouge des barbares »[18]. Et, le 3 juillet 1941, Staline, lui aussi, dégage l'enjeu de la lutte à mort engagée sur le territoire soviétique : « Cette guerre du peuple pour le salut de la Patrie, contre les oppresseurs fascistes, n'a pas seulement pour objet de supprimer le danger qui pèse sur notre pays, mais encore d'aider tous les

peuples d'Europe qui gémissent sous le joug du fascisme allemand »[19].

La lutte entamée par le P.C.F. devient alors un élément de la grande coalition antifasciste rassemblant Etats et peuples contre les agresseurs fascistes et leurs soutiens.

Spécificités de la lutte du P.C.F.

A cette guerre d'un type particulier qu'est la Résistance, d'autres Français, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, participent également. Cependant, l'action du P.C.F. revêt un certain nombre de caractères qui lui donnent une spécificité incontestable.

D'abord, le P.C.F. est le seul parti qui, en tant que tel, soit une organisation de résistance. La solidité de ses structures, son expérience précoce de la clandestinité — depuis septembre 1939 — ne suffisent pas à l'expliquer; les problèmes d'organisation ne peuvent être détachés des problèmes politiques. Le P.C.F., en se développant, s'est donné un type d'organisation correspondant à son rôle de parti de la classe ouvrière, dirigeant son combat contre les forces concentrées des classes possédantes. Et cette organisation a tenu, malgré la répression, parce que, en dépit des faiblesses que nous avons relevées, le P.C.F. a continué à diriger ce combat. *A contrario*, les autres partis politiques ne s'effondrent pas, en 1940, par carence organisationnelle, mais parce qu'ils ont conduit ou soutenu une politique qui a débouché sur la défaite. Leur sabordage le 10 juillet 1940 — où tous, sans exception, votent majoritairement les pleins pouvoirs à Pétain — entérine la faillite de cette politique; il traduit leur démission devant une situation à laquelle ils sont incapables de faire face. Certes, les différents courants politiques et idéologiques ne disparaissent pas. Mais ils sont traversés — inégalement d'ailleurs — par le clivage collaboration-résistance. Et les militants des anciens partis, quand ils participent à l'action résistante, s'intègrent aux groupements qui se créent alors, surtout les « mouvements ». Ainsi le courant révolutionnaire est-il le seul qui demeure organisé. Fait qui traduit et renforce le poids de la classe ouvrière dans la Résistance.

Le rôle assigné à la classe ouvrière dans ce combat est un des traits les plus originaux de l'action du P.C.F. Dans la société française en effet, la classe ouvrière est, selon les mots mêmes de l'Appel du 10 juillet 1940, la classe montante « pleine de confiance et de courage parce que l'avenir lui appartient ». Et elle constitue la cible principale de la double oppression,

intérieure et extérieure; la revanche des classes dominantes françaises sur le Front populaire, la nécessité pour l'occupant d'utiliser au maximum et au moindre prix les ressources du pays convergent sur un même objectif : surexploiter la classe ouvrière, détruire le mouvement ouvrier. Significatif est d'ailleurs le parallélisme des mesures prises à cette fin, et dès le début, par l'occupant et Vichy : interdiction des grèves, des augmentations de salaires, des manifestations, des organisations ouvrières, répression immédiate contre les militants ouvriers. Pour la classe ouvrière, combat social, combat politique, combat national sont donc indissociables, ce qui fait d'elle la force matérielle et politique principale de la Résistance. Ce qui explique aussi que les actions revendicatives soient une composante essentielle de la lutte libératrice.

Cette lutte libératrice, le P.C.F. est la seule organisation qui la conçoive, dès le début, comme une lutte de masse et multiforme. Pour lui, en effet, la libération du pays ne peut être que l'œuvre du peuple français. L'oppression hitléro-vichyste pèse de façon croissante sur l'ensemble de la nation : sur toute les catégories de la population — mis à part les collaborateurs — et dans tous les secteurs de la vie nationale. Le front doit donc être tenu partout et par tous, dans des formes adaptées aux conditions du lieu et du moment, à partir des problèmes concrètement posés. Le P.C F. ne néglige aucun aspect du combat : presse clandestine, actions ouvrières, résistance intellectuelle, lutte armée, etc. Toutes ces actions sont nécessaires et convergentes; en se développant, elles se renforcent mutuellement : il y a une chaîne continue de la pétition et de l'action revendicative la plus modeste à la lutte directe contre l'appareil militaire allemand.

La place primordiale tenue par le P.C.F. dans la lutte armée est sans doute la spécificité le plus souvent mise en valeur : le P.C.F. est le premier à l'engager, de façon systématique, dans le pays; il s'efforce de lui donner l'ampleur d'une véritable guerre populaire et d'en trouver les formes les plus efficaces; le rôle des F.T.P.F., créés à son initiative, et où les communistes jouent le rôle dirigeant, est connu. Mais comment expliquer cette place?

Excluons d'abord les explications conjoncturelles — ainsi « l'appel au secours » de Staline, empêtré dans de dramatiques difficultés, qu'évoque H. Michel[20]; elles relèvent en fait d'une problématique qui réduit le P.C.F. à n'être qu'un « agent de Moscou ». D'ailleurs, les groupes armés qui engagent ouvertement la lutte dans l'été 1941 existent déjà (Organisation spéciale, O.S.); ce sont les conditions nouvelles créées par l'attaque hitlérienne — qu'analyse fort bien *l'Humanité* du 22 juin 1941 — qui conduisent à mettre cette forme de lutte à l'ordre du jour.

Méfions-nous aussi d'explications essentiellement psychologiques, telles que l'esprit de sacrifice particulièrement élevé des militants communistes. Certes, cet esprit de sacrifice est incontestable; mais, à l'échelle individuelle, les communistes n'en ont pas le monopole; et, d'ailleurs, toutes les formes de lutte exigent alors cet esprit de sacrifice : on risque aussi sa liberté et sa vie en distribuant des tracts, en faisant grève, en manifestant. Méfions-nous aussi de « l'esprit de discipline » des communistes, si souvent invoqué. Les militants savent bien, en effet, le prix de l'organisation et de la discipline dans le type de guerre qu'ils mènent alors, dans les conditions d'une dure clandestinité. Ils n'en sont pas pour autant des robots. Ainsi, les mots d'ordre de lutte armée se sont heurtés, au début, à des réticences très sérieuses. C'est seulement à la suite d'un grand effort d'explication et de conviction, à l'intérieur du Parti, qu'ils ont été compris et mis en œuvre[21].

En réalité, la place particulière tenue par les communistes dans la lutte armée ne peut se comprendre sans prendre en compte l'ensemble de la politique — y compris passée — du P.C.F. Que le P.C.F. ait été le seul parti antimunichois est un fait essentiel. Car il a, alors, dégagé les enjeux vitaux de l'affrontement avec les Etats fascistes et formé les militants dans l'esprit d'une résistance résolue à Hitler. Pas plus que le Parti communiste, ces acquis n'ont disparu pendant la période 1939-1941; l'attaque hitlérienne contre l'U.R.S.S. les fait réapparaître au premier plan, au moment où tous les enjeux fondamentaux de la guerre se dégagent à nouveau clairement. Au contraire, l'esprit de Munich, largement répandu ou dominant dans toutes les autres forces politiques, a conduit à un véritable désarmement moral du pays, en développant l'esprit de résignation, de capitulation — qu'on se rappelle le fameux « plutôt la servitude que la guerre ». N'est-ce pas un élément essentiel pour expliquer les difficultés considérables du P.C.F. pour faire démarrer la lutte armée[22] ? Et n'est-il pas significatif que la plupart des résistants non communistes aient été antimunichois?

Il faut aussi rappeler la conception que, dès le début, le P.C.F. a de la lutte. Ce sont les exigences de son travail de masse qui le conduisent à créer, à l'automne 1940, ses premiers groupes armés : l'O.S. (Organisation spéciale), embryon des futurs F.T.P.F., est d'abord destinée à soutenir son action politique, en protégeant les militants qui distribuent des tracts et font des prises de parole, les grévistes et les manifestants. Et, à mesure que s'élève le niveau général de conscience et d'action, luttes armées et non armées s'interpénètrent et s'appuient. Ainsi, les ouvriers qui font grève, qui refusent de répondre à la réquisition pour

le S.T.O., doivent pouvoir résister aux forces répressives, y compris par les armes; ceux qui deviennent les « réfractaires » au S.T.O. et se réfugient dans les maquis doivent être organisés et armés, intégrés dans le combat. La lutte armée prend ainsi progressivement ce caractère de masse que le P.C.F. lui assigne dès le début. Car les attentats individuels — coup de feu de Fabien le 21 août 1941 —, effectués au grand jour, n'ont pas seulement une fonction immédiate : détruire l'ennemi en détail et riposter à la terreur nazie; ils ont un rôle politique : ce sont des exemples destinés à montrer la possibilité et l'efficacité de l'action militaire, donc à y entraîner des fractions de plus en plus importantes de la population.

Le P.C.F. et l'union des forces nationales

Rassembler les hommes, coordonner les efforts apparaît immédiatement comme une nécessité impérative à tous ceux qui s'engagent, en France, dans la lutte. Mais c'est le P.C.F. qui prend, au départ, l'initiative politique essentielle en ce domaine : c'est, en effet, la seule organisation existant et agissant — quoique avec de fortes inégalités — sur l'ensemble du territoire national; c'est aussi la seule qui ait une conception de masse du combat national et la pratique d'une large politique d'alliance.

Les conditions particulières du combat ne peuvent cependant conduire à une alliance de type « Front populaire ». Les autres partis de gauche ont disparu comme organisations, les courants politiques sont divisés; des hommes d'horizons politiques et idéologiques variés s'engagent dans la lutte, avec leurs motivations propres. Un dénominateur commun, cependant, pour tous ceux qui « résistent » : la reconquête de l'indépendance nationale. Le P.C.F. reprend alors l'idée du « Front français », en l'adaptant et en la développant : le « Front national de lutte pour l'indépendance de la France », qu'il appelle à constituer le 15 mai 1941, doit « unir les Français dans la lutte commune pour la libération nationale de la France et contre les traîtres et les capitulards au service de l'envahisseur ». Rassemblement donc, sur la base de la lutte patriotique, non de forces politiques, mais de Françaises et de Français « de toutes conditions, de toutes opinions, de toutes croyances ». Le Front national sera donc un mouvement original dans la Résistance. Mais il constitue aussi un fait nouveau dans la politique française : pour la première fois se retrouvent pour combattre côte à côte, dans une même organisation, des hommes d'origine sociale différente, et dont les conceptions philosophiques, la vision de la société française et de

son avenir sont souvent opposés. Certes, les conditions historiques du moment jouent leur rôle : « Fou qui songe à ses querelles au cœur du commun combat »[23]. Mais que cette initiative soit le fait du P.C.F. mérite réflexion : elle montre à quel point l'idée que l'indépendance nationale constitue un enjeu primordial de la lutte de classes fait son chemin dans la réflexion stratégique du P.C.F.

Cette recherche constante de l'union se retrouve dans les rapports du P.C.F. avec les autres organisations de Résistance. Deux voies essentielles pour la faire progresser. Bien entendu, les liens qui s'établissent dans l'action : la lutte contre le S.T.O., à laquelle les communistes prennent une part essentielle, joue ici un rôle décisif à partir de l'automne 1942, des organisations différentes prenant les mêmes positions — qui s'expriment parfois par des tracts signés en commun — et agissant conjointement. Ainsi s'amorce, à la base, l'unité d'action des combattants. En même temps, le P.C.F. établit des liaisons avec le Comité national français de Londres, dirigé par le général de Gaulle, qui commence, en 1942, à jouer le rôle d'un embryon de gouvernement français à l'intérieur de la coalition antihitlérienne. Ainsi est conclu, en janvier 1943, un accord politique entre les deux pôles essentiels de la Résistance française, qui facilitera la coordination de toutes les organisations engagées dans la lutte : elle se réalise dans le Conseil national de la Résistance (C.N.R.) en mai 1943.

Cependant cette union, réalisée entre des hommes et des groupements issus de milieux sociaux et politiques si différents, est traversée de courants divergents. Elle n'a rien, en effet, d'une « union sacrée » où seraient étouffées les contradictions sociales et politiques au profit des classes possédantes. Dans l'action contre l'occupant hitlérien et Vichy, le poids de la classe ouvrière — seule, en tant que classe, à résister dans sa masse — est déterminant; l'influence des courants de gauche, en premier lieu du P.C.F., est prépondérante. Le fait essentiel, dans l'histoire de la Résistance française, est donc le développement d'une résistance de masse, populaire et offensive, menant le combat à la fois sur le front social, politique et national. A partir de 1943, il devient évident qu'un tel combat donnera, à la Libération, un poids nouveau aux forces populaires et démocratiques dans la reconstruction du pays. Dans l'accord conclu avec le général de Gaulle, le P.C.F. a fait reconnaître ce rôle des masses populaires, pour l'immédiat et pour l'avenir : le chef du Comité national français a en effet affirmé la nécessité de l'insurrection nationale et s'est engagé, à la Libération, à rendre la parole au peuple français.

Chez les éléments les plus conservateurs de la Résistance — surtout dans l'entourage du général de Gaulle, notamment au Bureau central de renseignements et d'action (B.C.R.A.), et dans certaines organisations comme l'Organisation civile et militaire (O.C.M.) et l'Organisation de résistance de l'armée (O.R.A.) — la peur sociale resurgit donc en force. Dans la mesure où le rapport des forces de l'après-Libération se met en place dans la lutte nationale, c'est la conception de cette lutte qui devient alors l'enjeu principal de la lutte de classes à l'intérieur de la Résistance. Doit-elle être, comme le préconise le P.C.F., la lutte de l'ensemble du peuple français, lancé dans une action croissante et multiforme qui aboutira à l'insurrection nationale — c'est-à-dire à la levée en masse du peuple français, armé et non armé? Ou doit-elle être, comme le veulent les « attentistes », l'affaire de groupes spécialisés, d'organisations soigneusement tenues en main de l'extérieur, n'entrant en action qu'au moment du débarquement allié? Seul moyen, en effet, d'éviter le développement d'un puissant mouvement populaire à la Libération.

Le P.C.F. démontre le lien entre « la peur du peuple et la trahison de la patrie »[24], cette tentation permanente, dans les classes possédantes, à sacrifier l'intérêt national à l'intérêt de classe. Il dénonce vigoureusement tous les méfaits de l'attentisme. Surtout, par son action, il prépare concrètement l'insurrection nationale en développant la lutte immédiate sous toutes ses formes. L'exemple d'un tel combat s'impose à des fractions croissantes de la Résistance. Comment les résistants pourraient-ils assister passivement au développement de cette oppression généralisée qui conduit à une véritable « destruction physique de la nation »[25] : terreur hitlérienne et vichyste; famine organisée, déportation par le S.T.O. de centaines de milliers de travailleurs? Un certain nombre de mouvements, au cours de l'année 1943, s'orientent à leur tour vers la bataille de masse et le combat militaire immédiat. Certains responsables, venus de Londres avec des consignes attentistes sont, eux aussi, conduits à modifier leur attitude au contact des réalités françaises.

Les aspects impérialistes qui subsistent dans la Seconde Guerre mondiale contribuent aussi à cette évolution; surtout les efforts des dirigeants anglo-américains pour étendre leurs positions impérialistes en profitant de l'affaiblissement de la France. Les événements d'Afrique du Nord, fin 1942, les projets pour établir en France, à la Libération, un régime d'occupation militaire, l'A.M.G.O.T., Allied Military Government of Occupied Territories (Administration militaire alliée des territoires occupés) démontrent clairement leur volonté de traiter la France en mineure et d'intervenir dans ses affaires intérieures : empêcher

l'établissement du gouvernement français présidé par le général de Gaulle, reconnu par la Résistance, et le libre choix, par le peuple français, de ses institutions et de sa politique. Une seule parade possible à ce nouveau danger : que le peuple français, en participant massivement à la guerre, à sa propre libération, impose, à ses alliés aussi, l'indépendance du pays.

Tout cela explique la défaite de l'attentisme, qu'entérine le programme du C.N.R. adopté à l'unanimité en mai 1944. Son programme d'action immédiat proposé par Pierre Villon, membre du Comité central du P.C.F., au nom du Front national, retient la conception de la lutte nationale et de l'insurrection qui est celle du P.C.F. et des organisations auxquelles il donne l'impulsion : C.G.T., F.N., F.T.P. Ainsi sont créées les conditions favorables à la reconquête d'une véritable indépendance nationale. Et, en même temps, les conditions favorables à la réalisation des profondes réformes démocratiques, mises à jour par et dans la lutte nationale, et qu'énumère la seconde partie du programme du C.N.R.

CONCLUSION

De l'épreuve de la Seconde Guerre mondiale, le P.C.F. sort renforcé. La constatation est banale, encore faut-il préciser et expliquer le fait. Le nuancer aussi en rappelant les pertes sévères qu'il a subies, les communistes ayant été la cible principale de la répression hitléro-vichyste; beaucoup de militants, de cadres expérimentés — dirigeants syndicaux, élus, intellectuels, responsables régionaux et locaux — formés dans les luttes, avant et pendant la guerre, ont disparu.

On relève surtout l'influence nouvelle acquise par le P.C.F. dans la société française. Deux faits surtout le démontrent : le courant révolutionnaire l'emporte maintenant dans la classe ouvrière, au détriment du courant réformiste prépondérant avant la guerre; et le P.C.F. apparaît, à des fractions importantes de la population, intégré à part entière dans la vie nationale, y compris comme un parti capable d'assumer des responsabilités gouvernementales; les communistes participent d'ailleurs au gouvernement depuis avril 1944.

Changements évidemment liés au rôle que le P.C.F. a joué dans la lutte libératrice, rôle qui s'explique par sa place spécifique dans la vie politique du pays. Parti révolutionnaire de la classe ouvrière, la constante fondamentale de son action a été

la défense des intérêts, immédiats et d'avenir, de la classe ouvrière, la lutte pour le maintien et le développement de ses organisations de combat. Et cela dès le début de la guerre; c'est pourquoi la période 1939-1941, malgré les difficultés et les faiblesses évidentes de la politique du P.C.F., n'est nullement cette traversée du désert que d'aucuns décrivent : y ont été préservées et développées certaines bases essentielles pour le développement de la lutte ultérieure.

Cette position de classe fonde le poids du P.C.F. dans la Résistance : l'intervention massive de la classe ouvrière donne à la lutte libératrice à la fois sa dimension de masse et son double contenu, social et national. Elle explique évidemment le prestige acquis par la politique du P.C.F. et par ses militants dans la classe ouvrière. En même temps, en dehors du P.C.F., l'efficacité de l'action qu'il définit et qu'il conduit entraîne à la réflexion; à la fin de la guerre, pour un certain nombre de Français, la place et le rôle du P.C.F. et de la classe ouvrière dans la nation ne peuvent plus être envisagés de la même façon qu'autrefois.

Le P.C.F., lui aussi, a évolué. Il n'a pu tenir toute sa place dans la lutte libératrice qu'en maîtrisant des problèmes complexes, et souvent inédits; en un court moment s'y sont accumulées une réflexion et une expérience porteuses d'approfondissements théoriques. Ainsi a été précisée l'articulation entre lutte de classes et problème national, mise à jour avant-guerre. Non seulement parce que, dans les faits, la classe ouvrière a démontré son rôle national. Mais parce que l'indépendance nationale est apparue nettement comme un enjeu essentiel de la lutte de classes. Plus encore qu'au moment de Munich, ont été mises en lumière la nécessité pour les classes possédantes françaises de trouver des appuis extérieurs pour maintenir leur domination, la liaison entre réaction et trahison nationale, à Vichy certes, mais aussi à l'intérieur même de la Résistance. Cette dimension nationale des luttes sociales a été d'autant mieux intégrée dans le P.C.F. qu'elle a été profondément vécue par les militants au cours de leur lutte contre l'oppresseur étranger. Cet enrichissement du mouvement révolutionnaire par le patriotisme populaire est fort bien traduit dans le poème d'Aragon : « Mon parti m'a rendu les couleurs de la France ».

Corollairement, l'articulation entre aspects nationaux et internationaux du combat révolutionnaire devait être aussi envisagée de façon neuve. La dissolution de l'Internationale communiste, en 1943, commence d'ailleurs à entériner ces changements. Elle porte un premier coup au « monocentrisme » d'un mouvement ouvrier international polarisé sur l'expérience et la politique soviétiques, et qui avait été l'une des causes des difficultés du

P.C.F. au début de la guerre. Non, certes, que le prestige de l'U.R.S.S. ait diminué; il a été, au contraire, renforcé par le rôle capital du peuple soviétique dans la guerre, et pas seulement chez les communistes; ce prestige est d'ailleurs un élément du renforcement de l'influence du P.C.F. en France. Ce qui a changé, c'est la prise en compte de la réalité nationale, les acquis d'une lutte où l'importance et les spécificités de cette réalité ont été mises au jour. Conditions favorables pour que puissent être envisagés de façon plus dialectique les rapports entre les différents partis communistes; condition favorable aussi pour que puisse se développer la réflexion sur les spécificités du combat politique et des voies révolutionnaires dans chaque pays; réflexion qu'amorcera l'interview au *Times* de Maurice Thorez.

6

Stratégie et pratiques du P.C.F. 1944-1947

Jean-Paul Scot

CHRONOLOGIE
1944-1947

1944

6 juin : Débarquement allié en Normandie.

14 août : Le Comité parisien de Libération appelle à la grève générale insurrectionnelle. Le 19 août, appel du P.C.F. à l'insurrection armée. Paris libéré le 25 août.

28 août : De Gaulle entend supprimer les F.F.I.

31 août : Premier Comité central du P.C.F. à Paris.

9 septembre : Le gouvernement provisoire de De Gaulle est installé à Paris. François Billoux et Charles Tillon en sont les deux ministres communistes, à la Santé et à l'Air.

28 octobre : De Gaulle dissout les Milices patriotiques. Refus des communistes et du C.N.R.

27 novembre : Retour de Maurice Thorez en France.

4 décembre : Création d'un Comité d'entente P.C.-S.F.I.O.

10 décembre : Conclusion du traité d'alliance et d'assistance franco-soviétique.

5-17 décembre : Avec les délégués de 40 Comités départementaux de la zone Sud, les Comités de la région parisienne lancent un appel à la réunion des Etats généraux de la Renaissance française pour appliquer le programme du C.N.R.

1945

21-23 janvier : Comité central du P.C.F. à Ivry. Maurice Thorez demande la dissolution effective des groupes armés irréguliers et recommande aux Comités de Libération de ne pas se substituer aux pouvoirs d'Etat.

28 janvier : Refus de la majorité du Mouvement de libération nationale (M.L.N.) de fusionner avec le Front national dans un seul mouvement uni de la Résistance.

16-18 mars : Congrès d'unité paysanne créant la Confédération générale de l'agriculture (C.G.A.).

29 avril-mai : Refus socialiste de listes unies de la Résistance pour les élections municipales. Le P.C.F. remporte un grand succès avec les listes d'Union républicaine et antifasciste.

8 mai : Capitulation à Berlin de l'Armée allemande.

26-30 juin : Xe Congrès national du P.C.F. à Paris, « au service de la France, Renaissance, Démocratie, Unité ».

22 juillet : Discours de Maurice Thorez aux mineurs à Waziers. Relance de la bataille de la production par le P.C.F.

août : Le Congrès de la S.F.I.O. rejette le projet de création d'un Parti ouvrier français.
De Gaulle entend limiter les pouvoirs de la future Assemblée constituante. Hostilité de l'Assemblée consultative par 146 voix contre 46. De Gaulle passe outre et reprend le projet transactionnel des socialistes pour le référendum du 21 octobre.

21 octobre : Référendum : Deuxième question : 66,5 % OUI : De Gaulle, S.F.I.O.-M.R.P., Droite;
33,5 % NON : P.C.F.
Aux élections à la Constituante, le P.C.F. devient le premier parti de France.

5 novembre : La C.G.T., le P.C., la S.F.I.O., le Parti radical et la Ligue des droits de l'homme actualisent le Programme du C.N.R. et publient le Programme de la Délégation des Gauches.

3-4 novembre : Le C.C. du P.C.F. demande la constitution d'un gouvernement à l'image de la nation, à base socialo-communiste, dirigé par Maurice Thorez, pour appliquer le programme du C.N.R. mis à jour.
Refus socialiste : la S.F.I.O. demande la formation d'un gouvernement tripartite avec le M.R.P. et le général de Gaulle.

13 novembre : De Gaulle investi chef de gouvernement à l'unanimité de l'Assemblée.

15 novembre : De Gaulle conteste le caractère national du P.C.F. ; il refuse de gouverner selon les règles démocratiques. Il démissionne pour faire pression sur l'Assemblée.
Le Comité central du P.C.F. propose aux socialistes la formation d'un gouvernement républicain s'appuyant sur les patriotes fidèles à l'esprit de la Résistance.
Deuxième refus socialiste.

19 novembre : Sur proposition socialiste, l'Assemblée conforte de Gaulle dans son mandat.
Abstentions communistes.

21 novembre : De Gaulle forme un gouvernement comprenant cinq ministres communistes : Maurice Thorez, François Billoux, Charles Tillon, Ambroise Croizat, Marcel Paul.

1946

20 janvier : Devant le renforcement socialo-communiste à la commission de la Constitution, de Gaulle démissionne.

24 janvier : Le Parti communiste accepte la formation d'un gouvernement tripartite après un troisième refus socialiste de gouvernement socialo-communiste. Le P.C. accepte comme président du Conseil le S.F.I.O. Félix Gouin, gouvernement composé de 7 socialistes, 6 communistes, 6 M.R.P.

6 mars : Accords Ho Chi Minh-Sainteny : République démocratique du Viet-nam dans l'Union française.

19 mars : Premier projet de Constitution, adopté par 309 voix contre 249 (M.R.P.-droite). Refus par la S.F.I.O. de la campagne commune proposée par le P.C.F. Relance de la campagne anticommuniste. Discours de Churchill à Fulton.

5 mai : Par 10 584 359 voix contre 9 454 084, le projet de Constitution est repoussé.

28 mai : Signature des accords Blum-Byrnes à Washington.

2 juin : Elections à la deuxième Assemblée constituante : succès M.R.P., progrès communistes, fort recul socialiste.

16 juin : A Bayeux, de Gaulle attaque le régime des partis et réclame un régime présidentiel.
Devant ces dangers pour la démocratie, le C.C. du P.C.F. demande la fin rapide du « provisoire » et accepte la constitution d'un gouvernement tripartite, présidé par le M.R.P., puisque la S.F.I.O. refuse le maintien du gouvernement Gouin — à condition que soient satisfaites les augmentations de salaires demandées par la C.G.T. et des prix agricoles réclamées par la C.G.A.

25 juin- 2 décembre : Gouvernement Georges Bidault : 8 M.R.P., 6 S.F.I.O., 7 P.C.F.

19 juillet : Puissante manifestation de la C.G.T. pour le relèvement de 25 % des salaires et de la Sécurité sociale.

4 au 29 juillet : Conférence du Palais Royal : Accords syndicats-gouvernement-patronat : salaires relevés de 17 à 35 %, moyenne 18 %. Allocations familiales : + 50 %.

9 août : Plan de Sécurité sociale adopté.

29 août : Ouverture à Paris de la Conférence plénière de la Paix.

Août : Le Congrès S.F.I.O. limite l'unité d'action avec le P.C. et dissout le Comité d'entente.

14 septembre : *Modus vivendi* Ho Chi Minh-Moutet : fin de la Conférence de Fontainebleau.

30 septembre : L'Assemblée constituante adopte par 440 voix contre 106 le deuxième projet de Constitution.

13 octobre : Projet de Constitution ratifié par 36 % des inscrits (9 263 416 OUI; 8 143 981 NON; 8 467 537 abstentions).
Fin du « provisoire ».

10 novembre : Elections législatives. P.C.F. : premier parti de France avec 28,6 %, reculs du M.R.P. et de la S.F.I.O.

15 novembre : Le B.P. du P.C.F. réclame « l'honneur et la responsabilité de la présidence du gouvernement de la République française » pour Maurice Thorez, pour une politique démocratique, laïque et sociale.
Proposition de gouvernement démocratique, laïque et social.

18 novembre : Interview de Maurice Thorez au *Times*.

25 novembre : Bombardement de Haïphong par la marine française. Des milliers de morts.

27 novembre : Le C.C. du P.C.F. à Puteaux présente le programme de gouvernement du Parti communiste à la S.F.I.O. qui présente un contre-programme financier.

4 décembre : 23 députés socialistes contribuent à faire échouer la candidature de Maurice Thorez comme président du Conseil.

18 décembre-16 janvier 1947 : Gouvernement socialiste homogène de Léon Blum.

1947

1er janvier : Adoption du 1er Plan français, mais objectifs révisés en baisse à la demande des Américains. Entrée en vigueur de la Sécurité sociale. Baisse de 5 % de tous les prix.

14-15 janvier : Le Conseil national de la C.G.T. revendique le minimum vital à 7 800 F par mois.

16 janvier : Vincent Auriol élu président de la République au premier tour grâce aux votes communistes.

22 janvier-19 novembre : Gouvernement Ramadier : 8 socialistes, 5 communistes, 5 M.R.P., 3 radicaux, 2 U.D.S.R., 2 indépendants de droite. Il n'y a plus de tripartisme.

4 mars : Signature du traité d'alliance franco-britannique.

18 mars : Critiques communistes de la guerre d'Indochine. Abstention des députés communistes dans le vote de confiance sur l'Indochine. Les ministres communistes votent pour.

22 mars : Abstention des députés communistes dans le vote des crédits de guerre pour l'Indochine. Les ministres communistes votent pour.

24 avril : Echec de la Conférence à Quatre de Moscou. G. Bidault et les ministres non communistes renoncent aux positions traditionnelles de la France à propos de l'Allemagne. La France se rapproche des Etats-Unis et de l'Angleterre.

2 avril : Répression violente des émeutes à Madagascar.

7 avril : De Gaulle annonce la fondation du R.P.F. (Rassemblement du peuple français).

25 avril : Début de la grève chez Renault, le 29, la C.G.T. appelle à la grève totale dans l'usine.

1er mai : Grandes manifestations C.G.T. pour l'amélioration des conditions de vie. Les communistes refusent le blocage des salaires.

4 mai : L'Assemblée, sauf les communistes, vote la confiance du gouvernement Ramadier sur la politique économique et sociale. Le chef du gouvernement signe les décrets révoquant les ministres communistes du gouvernement.

5 juin : Le général Marshall propose un plan d'aide à l'Europe.

Stratégie et pratiques du P.C.F. 1944-1947 *

Entre août 1944 et mai 1947, de la Libération de Paris à l'exclusion des ministres communistes, s'achève la période historique de la guerre antifasciste de libération nationale alors que se développe déjà la phase de renaissance de la France et que se désagrège progressivement la coalition antihitlérienne. Le Comité central du Parti communiste français, réuni le 31 août dans Paris à peine libéré, met à jour le mot d'ordre « s'unir, s'armer, combattre » sous la forme « s'unir, combattre, travailler » [1]. Mais ce n'est qu'après la défaite de l'Allemagne nazie, le 8 mai 1945, et dans de nouvelles conditions politiques générales, que le Xe Congrès, réuni du 26 au 30 juin 1945, traduit par les trois objectifs fondamentaux « Renaissance, Démocratie, Unité » la forme nouvelle que prend sa stratégie d'Union de la nation française développée depuis les luttes du Front populaire. Cependant, ce n'est qu'à la fin de 1946, à l'expiration des institutions provisoires et après l'adoption de la Constitution de la IVe République, que sont précisées les perspectives de développement d'une « démocratie nouvelle » pour la France et d'une

* Voir les notes du texte de J.-P. Scot en p. 588.

voie française au socialisme, en particulier après l'interview de Maurice Thorez au *Times* le 18 novembre 1946[2].

A propos de quelques interprétations

Les thèses visant à interpréter la stratégie du Parti communiste français au cours de ces périodes historiques très complexes se sont multipliées avec plus ou moins de sérieux.

Pour les uns, les communistes ont recherché l'épreuve de force tendant à la prise du pouvoir en mettant en place des instruments de « double pouvoir de type léniniste ». Puis, à défaut de prise immédiate du pouvoir lors de la libération de Paris, les communistes auraient compté « occuper tout au moins des postes qui puissent permettre de tenter à Paris ce qu'on appellera, dans la suite, le coup de Prague[3]. » Ce n'est pas le lieu de démontrer l'inanité de cette thèse réactionnaire qui confond l'insurrection de libération nationale avec la mise en place des nouveaux pouvoirs et qui conteste aux communistes leur caractère national et le droit à la participation gouvernementale.

Pour d'autres[4], les dirigeants communistes auraient préféré pratiquer une politique d' « unanimité nationale », collaborant avec la bourgeoisie, plutôt que de conquérir le pouvoir avec la « gauche unie » et d'appliquer le « programme révolutionnaire » du Conseil national de la Résistance, en s'appuyant sur l'aspiration des larges masses à la révolution sociale. Les communistes auraient pu entraîner « l'ensemble du peuple » et « l'alliance entre le prolétariat et ses alliés » se serait réalisée au cours de cette période dite « révolutionnaire ». C'est là manifestement surestimer les forces et l'autonomie du Parti communiste, ignorer le phénomène politique du « gaullisme » et sous-estimer les autres courants politiques. C'est surtout ne pas voir le rapport réel des forces sociales, nationales et internationales et s'illusionner sur l'ampleur des aspirations révolutionnaires et la nature de la période.

C'est pourquoi les thèses universitaires les plus prudentes et les plus élaborées préfèrent n'insister que sur les « hésitations » entre des choix stratégiques d'un parti prisonnier des incertitudes de la conjoncture. René Rémond et Maurice Agulhon estiment à leur façon que le Parti communiste a hésité entre un « néo-soviétisme » et un « néo-Front populaire », entre les « institutions de la République et celles de la Résistance », entre une alliance des partis de gauche et une France des Comités[5]. De telles démarches isolent de leur contexte général telle ou telle pratique conjoncturelle sans en voir le fondement stratégique et le contenu original. Tendant à opposer la restauration de la

légalité républicaine et la prise en compte des aspirations de la Résistance, elles en viennent en fait à dissocier et à opposer la lutte de libération nationale à la lutte de libération économique et sociale.

La déformation de la stratégie du Parti la plus subtile et la plus caricaturale est exprimée par Annie Kriegel qui écrit : « Tout s'est passé comme si de 1944 à 1947 s'étaient rapidement succédé et combinées, dans un premier enchaînement kaléidoscopique, les trois stratégies possibles (...) enchevêtrement de trois logiques que les incertitudes conjoncturelles n'aidaient pas à débrouiller sûrement. » Le Parti communiste aurait d'abord conçu deux stratégies plus ou moins incompatibles entre elles : une « stratégie directe de conquête du pouvoir » et une « stratégie fondée sur les intérêts prioritaires du camp socialiste ». Et ce n'est qu'après le départ de De Gaulle que le « concept d'alliance » sociale et politique des forces de gauche serait « désormais au cœur de la politique communiste »[6].

De telles interprétations supposent d'une façon tout idéaliste que le Parti communiste puisse choisir au magasin des accessoires telle stratégie plutôt que telle autre. Annie Kriegel prête au Parti communiste la démarche qui lui fait, quant à elle, surestimer les facteurs subjectifs et croire, à partir de quelques « syndromes » isolés, à une « situation révolutionnaire ». Elle n'analyse pas la façon dont le P.C.F. établit une liaison entre sa stratégie générale de longue durée établie dès les Congrès de Villeurbanne et d'Arles en 1936 et 1937 et le rapport global des forces sociales à chaque moment concret de chaque période historique donnée.

Les phases de l'évolution du rapport des forces

L'étude globale du rapport des forces politiques et sociales à l'échelle nationale et internationale nous permet de distinguer deux phases dans l'évolution de ce rapport depuis 1944. Deux phases pendant lesquelles la stratégie du P.C.F. s'adapte, se précise sous des formes politiques devant lui permettre de jouer et rejouer un rôle politique décisif.

Tout d'abord, jusqu'en avril 1946, la période est caractérisée par une offensive démocratique des forces populaires. Mais au cours de cette phase contradictoire s'affrontent, au sein même de la Résistance et sur des bases de classe de plus en plus nettes, la bourgeoisie et la classe ouvrière. De Gaulle a réalisé la « restauration de l'Etat », sans « crise de l'Etat »[7], il a réussi à briser l'unité de la Résistance avant même la fin de la guerre et a tenté d'isoler et d'affaiblir le Parti communiste en contestant son

caractère de parti national. Mais la stratégie de celui-ci, rectifiée au Comité central de janvier 1945, développée au Xe Congrès de juin, lui permet d'exiger la mise en œuvre du programme du Conseil national de la Résistance mis à jour par la Délégation des Gauches. Préservant pour l'essentiel l'unité d'action avec le Parti socialiste, mettant en œuvre l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie grâce à la bataille de la Production, le Parti communiste conquiert à la fin de 1945 l'initiative politique tout en accroissant son rôle gouvernemental. Et c'est cela qui force le général de Gaulle à démissionner le 20 janvier 1946.

Cependant, à partir de mai 1946, la période historique est marquée par un reflux objectif des masses populaires devant l'offensive de l'impérialisme et de la bourgeoisie. La relance de l'antisoviétisme par les milieux impérialistes anglo-américains, le déchaînement anticommuniste face au premier projet commun de Constitution de la IVe République, la résistance du grand capital contre les nationalisations, la relance de l'inflation et la dégradation du ravitaillement provoquent le premier reflux politique et moral des espoirs nés à la Libération. C'est alors que le Parti socialiste fait échouer l'adoption du premier projet constitutionnel, pratique l'alliance privilégiée avec le Mouvement républicain populaire[8], rompt l'unité d'action avec le P.C.F., renonce au programme du Conseil national de la Résistance et fait finalement, le 4 décembre 1946, échouer la candidature de Maurice Thorez à la présidence du Conseil. Dès l'été 1946 se créent les conditions qui vont aboutir, le 4 mai 1947, à l'exclusion des ministres communistes. C'est alors pourtant que, dans la contre-offensive qu'il mène, le Parti communiste atteint sa plus grande force électorale et organisationnelle. Tout en consolidant les acquis des conquêtes sociales et démocratiques de la Libération, il tente d'ouvrir, maintenant que la IVe République est fondée, une voie originale au socialisme pour la France par une « démocratie nouvelle et populaire »[9]. Toutefois, l'interview de Maurice Thorez au *Times* et la publication d'un programme d'action gouvernemental du P.C.F. ne permettent pas au Parti communiste français de retrouver à la fin de 1946 un rôle politique décisif[10].

Une telle réflexion sur les rapports entre la politique du P.C.F. et le rapport des forces politiques et sociales nous amène à poser quelques questions neuves et capitales.

Comment le Parti communiste a-t-il pu perdre en 1946, alors qu'il était apparemment plus fort que jamais, l'influence politique décisive, bien que non dominante, qu'il avait pu conquérir de haute lutte en 1945?

Pourquoi et comment l'influence électorale et organisationnelle

directe du P.C.F. n'a-t-elle pas toujours été en correspondance avec sa capacité réelle d'infléchir le rapport global des forces politiques et sociales?

Comment furent menées de pair les luttes nationales démocratiques et les luttes de classe? Comment a été posé le rapport entre libération nationale et libération économique et sociale?

Comment la stratégie d'Union de la Nation française développée en 1936 peut-elle déboucher sur la voie originale de la « démocratie nouvelle » et du socialisme pour la France? Quelle est la nature de ces avancées stratégiques? Quelles en sont les limites?

LE RAPPORT DES FORCES NATIONALES ET INTERNATIONALES

Pour comprendre la stratégie du Parti communiste français de la Libération à la fin de la Seconde Guerre mondiale, il faut tout d'abord remarquer que la situation n'a jamais été perçue comme révolutionnaire par les dirigeants du P.C.F. Dès le Comité central du 31 août 1944, Jacques Duclos précise le rôle des communistes dans la bataille pour la libération de la France. Il met en garde contre ceux qui ont cru ou voulu croire que « notre Parti voulait faire l'insurrection communiste dans Paris [...] Ce que nous voulons c'est : libérer la France, châtier les traîtres, donner la parole au peuple [...] Cela veut dire que nous voulons voir la France devenir une véritable démocratie où la souveraineté populaire ne sera pas une formule mais une réalité »[11].

L'objectif fondamental après la Libération n'est pas seulement de terminer la guerre et d'extirper le fascisme d'Allemagne afin de restaurer la grandeur de la France; il est en même temps de liquider toutes les racines du fascisme en France, de liquider le régime de Vichy, de frapper les « trusts, traîtres à la nation »[12], afin d'écarter la réaction dans tous les domaines et sous toutes les formes. Le P.C.F. exige l'application rapide du programme du C.N.R. adopté par toutes les forces démocratiques de la Résistance. Ce programme prévoit « l'établissement de la démocratie la plus large en rendant la parole au peuple français par le rétablissement du suffrage universel; l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie; le retour à la nation des grands moyens de production monopolistes, fruit du travail commun, des sources

d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques ».

Au Comité central d'Ivry, le 21 janvier 1945, Maurice Thorez, à propos du programme du C.N.R., s'exclame : « Ce n'est pas encore le socialisme. C'est une mesure de caractère démocratique [...] Nous ne formulons pas présentement des exigences de caractère socialiste ou communiste. Nous disons cela au risque de paraître tièdes aux yeux de ceux qui ont constamment à la bouche le mot de révolution » [13]. Il mettra ensuite en garde les camarades contre les illusions d'une « dualité du pouvoir » et d'une « révolution faite par une minorité », pour affirmer qu'il s'agit alors en France d'une « lutte pour la démocratie vraie. Ce n'est pas la lutte pour le pouvoir des Soviets ».

Dans cette stratégie réaffirmée, pas de place pour un double pouvoir, pas de néo-soviétisme, mais la poursuite de ce qui a conduit à la proposition du Front français en août 1936, puis à la constitution du Front national en 1941. Car il est encore rappelé, en mai 1945, que le dilemme n'est pas « capitalisme ou socialisme », mais « démocratie ou fascisme ». Face aux tentatives anglo-américaines d'écrasement et de division de la Résistance en Grèce, en Belgique, face aux survivances de Vichy et aux tentations du « pouvoir personnel », il s'agit encore de « réaliser les tâches de la révolution démocratique bourgeoise » [14], encore loin d'avoir été poussée jusqu'au bout en France.

Mais comment le Parti communiste français détermine-t-il de telles positions? Comment analyse-t-il la situation internationale?

Le rapport des forces internationales à la fin de la Seconde Guerre mondiale

Comment évolue la coalition antihitlérienne?

Le Parti affirme sans cesse le rôle militaire décisif de l'U.R.S.S. dans la victoire sur le nazisme. L'U.R.S.S. porte encore en 1944 le poids principal de la guerre. Elle permet la libération de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Pologne, puis de la Yougoslavie et de l'Albanie et ensuite de la Hongrie, alors que les Anglo-Américains, avec l'appui des Forces françaises libres et des Forces françaises de l'intérieur, libèrent l'essentiel de la France, de la Belgique et des Pays-Bas. En 1945, c'est l'offensive d'hiver anticipée des Soviétiques qui permet la contre-offensive des Occidentaux pour passer le Rhin. La force du régime soviétique semble confirmée par la guerre antihitlérienne. Si la preuve

semble faite de la supériorité économique du socialisme dans l'effort de mobilisation, l'U.R.S.S. est présentée aussi comme « la grande puissance démocratique ». Aux yeux des communistes français, elle n'est pas seulement la « patrie du socialisme », elle est « le pays de la démocratie la plus avancée ». Bien peu imaginent la lourdeur des sacrifices et des pertes subis par le peuple soviétique. L'U.R.S.S. est au zénith de son rayonnement et l'exaltation du modèle du régime et de l'Etat soviétique est plus forte que jamais [15]. Le traité d'assistance mutuelle franco-soviétique est présenté comme un « gage de la sécurité et de la grandeur de la France ».

Cependant, Maurice Thorez pose souvent la question : « où en serions-nous aussi sans l'aide de nos alliés anglais et américains? ». Le P.C.F. est conscient que les Etats-Unis sortent plus forts que jamais de la guerre, qu'ils sont la puissance qui a le plus tiré profit de la guerre antifasciste, ce qui accentue l'inégal développement de l'impérialisme. Analysant dès le Xe Congrès les « difficultés encore grandes de la situation internationale », Maurice Thorez pose la « question des cartels internationaux, de leur rôle réactionnaire, de leurs tentatives pour sauver les trusts monopoleurs allemands, c'est-à-dire pour conserver les bases d'agression de l'impérialisme allemand ». Ils sont le fondement économique de la réaction internationale qui lance dès l'automne 1944 le thème de la constitution nécessaire d'un « Bloc occidental ». Le Parti communiste dénonce dès juin 1945 les tentatives des milieux d'affaires anglo-américains visant à reprendre à l'égard de l'Allemagne la même politique de restauration qu'après 1923. A propos du Moyen-Orient et des rivalités pétrolières et coloniales, l'expansion de l'impérialisme américain au détriment d'autres impérialismes affaiblis est mise en évidence. Enfin, à cause de la reconversion des économies de guerre aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, les cartels « sont en quête de nouvelles sources de combustibles et de matières premières et de débouchés pour les produits de leurs industries » [16]. Mais, jusqu'au milieu de l'année 1946, ce sont surtout les tendances économiques de ces menées impérialistes qui sont analysées, d'autant que la remise en cause de la diplomatie rooseveltienne n'est pas évidente tout de suite après la mort du président des Etats-Unis en 1945.

Le problème allemand

Certes, le révélateur des rivalités politiques internationales, c'est le problème allemand, question centrale de l'analyse du Parti communiste français. L'hitlérisme s'est effondré politique-

ment et militairement. Mais il ne suffit pas d'abolir l'Etat hitlérien, il faut aussi liquider les bases économiques et sociales du fascisme allemand, donc briser la puissance d'un impérialisme allemand resté quasiment intact. Pour empêcher une renaissance des monopoles allemands semblable à celle qu'avait suscitée après 1923 l'aide anglo-américaine, il faut non seulement dénazifier et démocratiser l'Allemagne, mais encore exiger d'elle des réparations en nature et en travail, obtenir l'internationalisation de la Ruhr, principale région industrielle occupée par les Britanniques, ainsi que l'intégration de la Sarre à l'espace économique français. Mais, à propos de l'Allemagne, le P.C.F. est vite conscient des divergences au sein de la coalition antihitlérienne dans l'application des accords de Potsdam. Il met essentiellement en cause la politique des Britanniques dont il dénonçait déjà l'appui donné aux forces réactionnaires en Grèce et en Pologne. Toutefois, c'est dans la cohésion et la prolongation de la coalition antihitlérienne qu'il envisage « la victoire de la démocratie [qui] ouvrira le champ aux plus nobles aspirations des hommes [et] appellera un nouvel épanouissement de la civilisation »[17].

Il faudra attendre la fin de 1945 pour que le Parti communiste français prenne de plus en plus en compte les expériences politiques et les réformes agraires qui se déroulent en Europe centrale et orientale, en Pologne, en Bulgarie, en Yougoslavie où des fronts nationaux très puissants maintiennent pour l'essentiel l'unité de la résistance antifasciste sous l'influence dirigeante des communistes[18]. Mais ce n'est vraiment qu'au cours de 1946 que la direction du P.C.F. analysera comment l'accumulation des contradictions politiques et sociales dans ces pays permet la liaison des luttes de libération nationale et de transformations démocratiques dans la voie de la « démocratie nouvelle », alors qu'une telle réflexion est menée depuis le début de 1945 en Pologne, en Bulgarie, en Yougoslavie, en Hongrie, en particulier par Georges Dimitrov[19]. En France, il apparaît que l'environnement international et le contexte national ont freiné une telle réflexion, esquissée dès janvier 1945 dans l'intervention de Maurice Thorez au Comité central d'Ivry.

Les rapports de forces politiques et sociales en France après la Libération

La « restauration de l'Etat »

Le Parti communiste ne voit pas en France une situation de « double pouvoir » où deux groupes sociaux antagonistes se

disputeraient le pouvoir. Le rapport des forces entre la bourgeoisie et la classe ouvrière a été modifié, mais il n'a pas été renversé. La preuve en est que les communistes dénoncent la poursuite de la « trahison des trusts ». Beaucoup d'entreprises qui ont travaillé pendant la guerre pour les Allemands ne se sont arrêtées ou mises au ralenti que depuis la Libération. C'est dire que les difficultés ne sont pas que d'ordre économique. Certes, la désorganisation des transports est très grave mais le P.C.F. estime que la plupart des grandes entreprises sont en mesure de travailler et que « le tableau n'est pas aussi noir qu'on se plaît à le dire ». Les comités de gestion ouvrière, là où ils existent, les travailleurs, les autorités elles-mêmes se heurtent à la résistance des banques et des Offices professionnels sabotant l'effort de reprise économique et de Défense nationale. « En vérité, beaucoup de nos difficultés sont provoquées ou aggravées par les mêmes hommes et les mêmes groupes qui portent la responsabilité de notre défaite de 1940 [...] par haine du peuple et de la démocratie »[20]. Les Offices professionnels dénoncés par les communistes ne sont que les héritiers des Comités d'organisation mis en place par le régime de Vichy, liant étroitement le grand capital et l'appareil d'Etat. Gaullistes et socialistes ont « laissé en place l'ensemble de l'organisation industrielle créée par le gouvernement de Vichy » et en ont fait « un simple service de l'Etat dépendant de l'autorité de l'Etat »[21]. C'est dire qu'il n'y a pas d'effondrement de la bourgeoisie en tant que classe, mais seulement effondrement politique du régime de Vichy. Il y a relève politique sans véritable épuration administrative et mise en place d'un nouveau personnel dirigeant sans véritable démocratisation de l'appareil d'Etat.

Participation critique

Est-ce pour autant que le Parti communiste français doit renoncer à sa stratégie d'Unité nationale antifasciste, « gage le plus sûr de la plus complète et rapide régénération de la France », selon la formule employée par Maurice Thorez dans son message-radio du 31 août 1944? Les communistes ont protesté contre leur exclusion de la commission de la Réforme de l'Etat à Alger. On ne leur accorde que deux préfets à la Libération et deux ministres dans le premier gouvernement provisoire installé à Paris le 9 septembre 1944, François Billoux à la Santé et Charles Tillon à l'Air. Une plus large participation communiste au gouvernement provisoire est réclamée après la libération de Paris et après les élections municipales de mai 1945. Sans succès. Elle est revendiquée comme un gage de l'unité de la

Résistance et de l'application du programme du C.N.R. contre les tentatives de sauvegarde du régime de Vichy.

La collaboration au gouvernement est conçue comme un soutien réel mais critique. Dès le Comité central du 31 août 1944, Jacques Duclos ne préjuge pas de la nature de ce gouvernement; ainsi estime-t-il « qu'il faut un gouvernement qui représente vraiment la France [...] certaines personnalités du gouvernement actuel ne représentent pas grand-chose ». Ce gouvernement sera jugé selon le critère de l'application du programme du C.N.R. C'est pourquoi le P.C.F. appelle le peuple français « à collaborer avec ce gouvernement pour l'application du programme adopté par la Résistance et incite le peuple à l'union et à l'action pour que ce programme de renaissance devienne une réalité », quitte pour cela à « harceler les autorités pour les pousser à agir conformément aux intérêts de la France »[22]. Dans le cadre de l'union, la classe ouvrière doit jouer un rôle prépondérant pour la reconstruction de la France, comme elle l'a fait dans la lutte antifasciste. Elle a joué un rôle décisif dans la lutte contre l'attentisme, puis lors de l'insurrection libératrice; elle doit donc jouer un rôle équivalent dans la mobilisation des masses et passer de nouvelles alliances de classe avec la paysannerie, les couches moyennes, les cadres et les intellectuels dans l'application de ce programme. C'est là le contenu de classe de cette politique d'unité nationale et démocratique qui repose sur la participation consciente des masses à la reconstruction.

Organisation de la Résistance et partis politiques

L'unité de la Résistance est incarnée dans le Conseil national de la Résistánce. Le C.N.R. n'est pas un Front national, né de la fusion de Comités de base et de Comités de libération, « meilleurs organes de mobilisation et d'organisation des masses », comme l'a certainement espéré Maurice Thorez[23]. Le C.N.R. est un cartel d'organisations de résistance (Front national, Mouvement de libération nationale, Organisation civile et militaire), de syndicats (C.G.T., réunifiée en 1943, et C.F.T.C.) et de partis politiques. Le P.C.F. va rechercher la fusion des principaux mouvements de la Résistance, mais certains gaullistes et socialistes empêcheront la fusion du Front national et du Mouvement de libération nationale, le 26 janvier 1945, et les mouvements de résistance perdront assez vite leur force de mobilisation populaire. Par contre, la vie politique se reconstitue sur la base de l'activité des partis, plus vite certainement que ne l'ont prévu les communistes. Seul parti à avoir survécu en tant que tel pendant toute l'occupation, le Parti

communiste est conscient que le général de Gaulle, après s'être longtemps présenté comme hostile aux partis, a favorisé la reconstitution des partis socialistes et radicaux, totalement effondrés en 1940, afin de contrebalancer l'influence communiste. Ces partis vont mettre en cause la nature et le rôle des organisations de la Résistance d'autant qu'est apparu un nouveau parti démocrate-chrétien, le Mouvement républicain populaire (M.R.P.) dirigé par d'authentiques résistants mais qui peut recueillir l'électorat clérical traditionnel. Il n'empêche que ces partis se réfèrent au programme du C.N.R., même si la S.F.I.O. entend « faire la révolution par en haut afin d'éviter qu'elle ne se fasse par en bas », comme l'écrit *le Populaire*, quotidien socialiste, et si le M.R.P. tend à la faire « par la loi » grâce au gouvernement provisoire et à de Gaulle. Seul donc le Parti communiste français se défie de la phraséologie révolutionnaire et entend associer les masses et les organisations de la Résistance à l'application du programme du C.N.R.

Au lendemain de la Libération, le P.C.F. apparaît comme le grand parti national et démocratique, seul véritable parti résistant en tant que tel, héritier de la lutte contre le fascisme et contre l'esprit de Munich. Il est très vite plus puissant qu'en 1937. Dans la classe ouvrière, il devient le premier parti (ce qu'il n'était pas en 1936) dans les grands centres industriels, mais pas dans tous. Il se renforce surtout sur la base locale alors que le nombre de cellules et de militants dans les entreprises est jusqu'au X[e] Congrès plus faible qu'en 1937; c'est le cas en particulier dans certains centres industriels du Nord et de l'Est et dans la région parisienne. Alors qu'en décembre 1937 les fédérations de Seine et de Seine-et-Oise comptaient 115 367 communistes, au X[e] Congrès, en 1945, la région parisienne n'avait plus que 87 262 adhérents. La libération a été surtout un mouvement urbain et militaire, pas — ou rarement — une lutte intense dans les entreprises aux effectifs réduits. Mais, le P.C.F. apparaît vraiment comme le parti de l'alliance de la classe ouvrière et des paysans-travailleurs en particulier dans le Midi, le Centre et le Sud-Ouest, donc principalement dans les zones libérées par la Résistance. Les adhésions entre autres de Langevin et de Picasso en font le parti de l'alliance avec les créateurs et les intellectuels. La croissance du P.C.F. est plus spectaculaire que lors du Front populaire. De 60 000 adhérents clandestins à la Libération de Paris, il passe à 387 000 adhérents dès la fin janvier 1945, soit plus qu'en 1937. Mais il manque cruellement de cadres moyens. Plus de 15 000 sont morts exécutés ou déportés. Pour ce parti forgé aux méthodes clandestines de commandement et de direction, le retour à la lutte politique

légale, à la vie démocratique va être difficile et long. Le P.C.F. jouit donc d'une influence remarquable, mais sa force apparente dissimule des faiblesses d'organisation ainsi que des faiblesses politiques, en particulier avant le Comité central d'Ivry.

La rectification stratégique du Comité central d'Ivry (janvier 1945)

Le Parti communiste français doit procéder au Comité central d'Ivry (21-23 janvier 1945) à une rectification stratégique et non pas à un simple « ajustement tactique » dû à une nouvelle situation, même si la stratégie d'Union de la nation française pour la libération nationale antifasciste et l'indépendance de la France reste inchangée. « L'unité de la Nation, cimentée par le sang de nos héros et de nos martyrs, a été et demeure le facteur essentiel de la force française renaissante »[24]. Ce ne sont pas les fondements qui sont changés, mais seulement l'expression politique d'une stratégie qui est précisée, modifiée dans ce que nous appelons rectification stratégique.

L'Union de la nation française mise en cause

Quels sont les fondements et les formes politiques de cette stratégie? Elle se manifeste d'abord sous l'occupation, par le refus de la capitulation et du régime de Vichy et par la lutte de libération. Elle prend d'abord la forme d'une *solidarité de classe* entre ouvriers, paysans, artisans, petits patrons, intellectuels face à la mobilisation au service de l'Allemagne. Elle s'exprime ensuite dans la *solidarité idéologique* qui unit dans une « protestation unanime » et quelle que soit l'origine de leur démarche, « catholiques, communistes, radicaux, socialistes », c'est-à-dire l'immense majorité des Français patriotes, contre les vichystes et les hitlériens. L'*expression politique* de cette stratégie s'incarne « dans le Conseil national de la Résistance et jusque dans le gouvernement provisoire de la République ». L'*objectif stratégique,* c'est donc de vaincre au plus tôt l'Allemagne nazie, de libérer les prisonniers et déportés et de faire appliquer le programme du C.N.R. qu'il faut faire connaître au peuple et sur lequel sera jugé le gouvernement provisoire. Tels sont les *fondements* et les *formes politiques* concrètes prises alors par cette stratégie demeurée inchangée avant et après la Libération.

Or de Gaulle, très tôt, refuse l'intégration des forces armées de la Résistance dans l'armée régulière, refuse la constitution d'une grande armée nationale et démocratique, dissout les Milices patriotiques, dessaisit de certains de leurs pouvoirs les Comités

de libération et refuse même d'appliquer le programme du C.N.R. avant toute consultation préalable de la nation.

Face à cette « restauration » conservatrice de l'Etat, face à ces pratiques de « pouvoir personnel », le Parti communiste réagit vivement dès octobre 1944, en particulier. Avec l'appui de résistants non communistes au sein du C.N.R., il maintient les Milices patriotiques et impulse les réunions d'Avignon puis de Paris des comités départementaux de la Libération, qui convoquent les Etats Généraux de la Résistance française pour le 14 juillet 1945. Cette lutte pour la reconnaissance du rôle des organisations de la Résistance, non pas à la place mais au côté des autorités reconnues légitimes, était nécessaire, car les services de De Gaulle avaient délibéremment exclu la poursuite de cette collaboration des pouvoirs publics et des organismes résistants. La stratégie gaulliste reposait sur la marginalisation, puis l'élimination de toute organisation issue du mouvement populaire.

La réaction mène alors une formidable campagne contre les communistes sous prétexte que les Comités de libération sont des embryons de « soviets » et que les Francs-Tireurs et Partisans et les Milices patriotiques constituent les premiers éléments d'Armée rouge et qu'ainsi se mettent en place des organes de double pouvoir. La lutte du Parti communiste français pour la reconnaissance du rôle de ces comités et milices comportait des risques évidents de débordements, de dérapages, ravivant les illusions révolutionnaires de certains de ses membres. D'autant que la direction du P.C.F. entend se « retremper aux sources de la démocratie agissante » et développe le thème des « deux ordres » et de la « nouvelle légalité » qui s'exprime dans la Résistance « jusqu'à l'élection de la Constituante »[25].

La portée du Comité central d'Ivry

Il est certain que le retour de Maurice Thorez, le 27 novembre 1944, entraîne une clarification et une rectification stratégiques. Il ne s'agit pas seulement d'appliquer la politique du Parti communiste avec des « méthodes nouvelles » dans des « conditions nouvelles ». Il s'agit de lutter contre des erreurs répandues à l'intérieur de ce parti, lesquelles empêcheraient de comprendre les perspectives. « Notre Parti doit réaliser un véritable tournant [...] Il faut changer quelque chose dans la façon dont nous menons notre politique nationale, invariable depuis l'accession au pouvoir de Hitler [...] notre politique nationale n'est pas une manœuvre ». Il faut lutter contre les illusions, l'étroitesse, le sectarisme de ceux qui pensent faire la révolution avec une

minorité. Il faut éviter que le P.C.F., isolé, ne tombe dans les pièges de la réaction. C'est dans l'ordre républicain que les communistes doivent être les meilleurs rassembleurs pour l'application du programme du C.N.R. L'objectif, c'est la « lutte pour la démocratie vraie, ce n'est pas la lutte pour le pouvoir des soviets »[26].

En même temps, il faut que le P.C.F. se distingue mieux encore des organisations de la Résistance, qu'il fasse mieux jouer à la classe ouvrière son rôle dirigeant, tant dans la bataille pour la Production que dans la défense des revendications, qu'il relance l'unité d'action politique avec le Parti socialiste dans le but de fonder non pas un « parti unique du peuple », mais un « parti ouvrier national » mettant fin à la scission du Congrès de Tours.

C'est pourquoi le Comité central d'Ivry prend le 23 janvier 1945 des décisions qui ne sont pas de simples « ajustements tactiques » comme certains le disent :

- dissolution des milices patriotiques, car il n'y a qu' « un seul Etat, une seule armée, une seule police »;
- pas de substitution des Comités de libération aux administrations, pas plus que le C.N.R. ne s'est substitué au gouvernement;
- la tâche des comités n'est pas d'administrer mais de mobiliser les masses pour l'application du programme du C.N.R.

Cette rectification stratégique permet au Parti communiste français d'étendre son influence en dépit d'éléments contraires.

L'unité syndicale de la classe ouvrière ne s'accomplit pas, car la C.F.T.C. refuse de fusionner avec la C.G.T., réunifiée aux accords du Perreux en 1943. La paysannerie, par contre, se rassemble dans une organisation unique, la Confédération générale de l'agriculture, s'appuyant au départ sur les 4 000 Comités d'action paysanne. L'alliance classe ouvrière-paysannerie peut en être facilitée, d'autant que Waldeck Rochet est le vice-président de la C.G.A.

L'unité politique de la Résistance n'est pas réalisée car la majorité du M.L.N. refuse la fusion avec le Front national qui forme cependant avec la minorité du M.L.N. le Mouvement unifié de la Résistance. Les Comités départementaux de la libération tiennent les Etats généraux de la Renaissance française à Paris du 11 au 14 juillet 1945, mais périclitent ensuite faute d'avoir pu devenir vraiment représentatifs, d'avoir pu se démocratiser et d'avoir su mobiliser les masses, comme le voulaient les communistes.

Cependant, le Comité d'entente fondé le 4 décembre entre Parti communiste et Parti socialiste permet des prises de position communes des deux partis protestant contre le

sabotage de l'épuration et exigeant, dans un Appel au Peuple de France, le 2 mars 1945, la réalisation rapide des nationalisations démocratiques.

En dépit de l'absence d'accord unitaire national pour les élections municipales de mai 1945, celles-ci traduisent une « nette victoire des forces progressives démocratiques antifascistes » et le Parti communiste apparaît comme le premier parti de France, bien plus fort qu'en 1936. Ainsi, le Parti communiste a réussi à faire échouer la stratégie de De Gaulle visant à isoler les communistes en s'appuyant sur l'union entre socialistes, gaullistes et M.R.P. et sur des projets de « travaillisme à la française »[27].

Certes, le Parti communiste n'a pu reprendre le rôle décisif qu'il avait joué lors de l'insurrection nationale, mais il a préservé les possibilités de rejouer un rôle décisif. La comparaison avec d'autres partis d'Europe occidentale[28] montre bien ce qui fait la force du P.C.F. à la fin de la Seconde Guerre mondiale. La situation n'est pas une répétition de 1936. Le Parti communiste est le parti le plus puissant. Le contenu du programme du C.N.R. est antimonopoliste et les organes de la Résistance jouent encore un rôle relatif.

STRATÉGIE DU P.C.F. ET POUSSÉE DU MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE MAI 1945-AVRIL 1946

Moins de deux mois après la victoire sur l'Allemagne nazie et après une rapide préparation, le Xe Congrès se réunit du 26 au 30 juin 1945. Maurice Thorez, dans son rapport introductif, fait un bilan de la stratégie et des pratiques politiques suivies depuis les Congrès de Villeurbanne (janvier 1936) et d'Arles (décembre 1937). Puis, il pose la question : « Comment refaire effectivement et le plus vite possible une France vraiment grande et libre, une France forte, indépendante, et démocratique ». Le Congrès adoptera comme mot d'ordre « Renaissance-Démocratie-Unité »[29]. C'est l'*expression politique* nouvelle que prend alors la stratégie d'Union de la Nation française. Comment s'articulent donc au Xe Congrès la bataille nationale et la bataille de classe, la lutte démocratique immédiate et l'ouverture des perspectives?

La portée du Xe Congrès

Renaissance

L'avenir de la France est d'abord compromis par des « difficultés internationales », par les comportements des cartels anglo-américains et par les dangers de restauration de l'impérialisme allemand. L'indépendance de la France est ensuite compromise par le « sabotage patronal » de la reprise et de l'embauche, par la crise agricole, plus grave qu'en 1944, par l'inflation des prix plus forte encore que l'inflation monétaire. Le Parti communiste entend tout faire pour s'opposer à ce « plan concerté de sabotage », à ce « complot contre le pays des classes dirigeantes ». C'est pourquoi le P.C.F. prend en charge la renaissance de la France par la bataille de la Production.

A de Gaulle, Maurice Thorez réplique : « La grandeur de la France n'est pas à proclamer, mais à refaire ». Dix mois après la libération de Paris, la situation est plutôt sombre et décevante. Du temps à été perdu. Le chômage s'aggrave. Mais le P.C.F. refuse le catastrophisme de De Gaulle et des socialistes qui comptent déjà essentiellement sur l'aide anglo-américaine pour le relèvement du pays [30]. Le Parti communiste estime que les destructions n'ont vraiment gravement touché que nos ports, les moyens de transports et certaines villes. Grâce à l'effort des travailleurs, les moyens de communication sont alors pour l'essentiel rétablis. Les usines de base n'ont presque pas souffert, même si le matériel a vieilli.

Avant même d'assumer des responsabilités gouvernementales, le P.C.F. se fixe des objectifs de relance de la bataille de la Production que la G.G.T. avait lancée. Objectifs dans des secteurs décisifs : le charbon, l'hydroélectricité, la sidérurgie, l'automobile, la machine-outil, l'agriculture. « Le problème du charbon est le plus aigu du moment ». C'est pourquoi, le 22 juillet 1945, Maurice Thorez lance à Waziers un appel aux mineurs. La bataille de la Production est la tâche principale du moment. C'est l'expression nouvelle du rôle dirigeant de la classe ouvrière. C'est l'équivalent, dans une autre période, du rôle historique de la classe ouvrière lors de l'insurrection [31].

C'est un devoir national et un devoir de classe, car c'est le seul moyen de lutter contre le sabotage du patronat, de mettre en cause la non-épuration de l'appareil d'Etat. C'est le seul moyen de lutter contre l'inflation des prix et la spéculation que nourrit la rareté des produits. La hausse de la production ferait baisser les coûts de production unitaires et faciliterait la reprise des

échanges. C'est le seul moyen de réduire le déficit du commerce extérieur et de préserver la valeur du franc. La bataille de la Production est une bataille pour l'indépendance nationale; elle suppose des échanges extérieurs bilatéraux équilibrés, des importations de nouvelles machines, mais aussi l'utilisation de nos potentialités nationales. Elle exige la récupération des machines volées par les occupants et suppose le complément des réparations en nature et en travail à exiger de l'Allemagne. Ainsi, seule la bataille de la Production peut créer les conditions d'une alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie afin d'isoler la grande bourgeoisie, alors que le mauvais ravitaillement, le marché noir et la pénurie de produits manufacturés sont utilisés pour dresser paysans et ouvriers les uns contre les autres. De même dans les comités mixtes, ingénieurs, techniciens, cadres et ouvriers seront associés dans les initiatives et le contrôle de la gestion des entreprises.

La bataille de la Production doit aller de pair avec la bataille des revendications. Certes, à la Libération, les salaires ont été réajustés, le taux d'exploitation de la période de l'occupation a été remis en cause. Mais il s'agit de renoncer à certaines interprétations syndicalistes erronées du genre : « Travailler d'abord, revendiquer ensuite. » Naturellement, tout n'est pas possible, mais il faut lutter contre le marché noir et la bureaucratie vichyste, responsable du mauvais ravitaillement. On peut défendre les revendications par d'autres formes de lutte que la grève pour ne pas nuire à l'effort de production. Maurice Thorez montre, par exemple, que la crise charbonnière ne s'explique pas seulement par la déficience physiologique des mineurs trop peu nombreux, mais aussi par le sabotage des directions tentant de discréditer la nationalisation. « Le remède est dans l'épuration, de véritables nationalisations et l'amélioration du ravitaillement. » C'est à cet objectif que doit tendre la bataille du charbon. La bataille de la Production débouche donc sur la bataille pour la démocratie.

Démocratie

Face aux menaces de prolongement du « provisoire », au renforcement du « pouvoir personnel », à la pérennité et à l'omnipotence des « bureaux », la démocratie est à défendre. La IIIe République n'est pas morte d'un excès de démocratie, mais de trop peu de démocratie. Le Parti communiste critique les thèses de ceux qui dénoncent la faiblesse du pouvoir exécutif, l'instabilité gouvernementale ou le rôle excessif des partis car pour lui, la IIIe République est morte à la suite de « véritables

escroqueries au suffrage universel », du reniement par certains partis de leurs engagements, de l'absence de contrôle effectif des électeurs sur leurs élus et de la toute-puissance des « bureaux » contrôlés par la grande bourgeoisie.

Aux arguments de De Gaulle et de la droite Maurice Thorez réplique : « Les formules plus de partis ou encore gouvernement en dehors et au-dessus des partis sont trop souvent lancées par le parti qui n'ose pas dire son nom, par le parti de la réaction » [32]. Le P.C.F. reconnaît la nécessité des partis comme moyens d'action et d'expression politique des diverses classes sociales. Le relèvement de la France ne sera le fait ni d'un seul parti, ni d'un seul homme. Le pluralisme des partis est justifié de façon sociologique et assez mécaniste tant que subsisteront des couches sociales dont les intérêts ne sont pas toujours identiques [33]. Les institutions doivent rendre responsables les partis.

Dès septembre 1944, le Bureau politique du P.C.F. a chargé une commission présidée par André Marty d'élaborer les idées maîtresses d'une nouvelle Constitution de la France à partir de l'étude des traditions démocratiques françaises et des constitutions élaborées depuis 1789. Cinq grands principes inspirent le projet présenté au Xe Congrès [34] :

1. le seul pouvoir légitime est celui qui émane du peuple;
2. responsabilité gouvernementale devant la représentation nationale;
3. destruction des « Grands Corps de l'Etat » et contrôle des administrations par le Corps législatif;
4. suppression des féodalités économiques et financières;
5. extension des libertés démocratiques.

« Dans un monde qui va vers plus de démocratie, la France commence à faire une figure singulière [...] Il semble que le mot démocratie n'ait pas le même sens pour tous. Certains rêvent d'une démocratie du genre athénien ou mieux encore du genre spartiate. Une démocratie pour les privilégiés, pour les propriétaires d'esclaves. Nous avons, nous, la conception de la démocratie telle que la définissait Condorcet, une démocratie *où toutes les institutions sociales doivent avoir pour but l'amélioration sociale, morale, intellectuelle et physique de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre.*

« La démocratie est une création continue » [35].

Depuis le Front populaire, les communistes français donnent un contenu économique et social à la démocratie. « Aujourd'hui, avec l'immense majorité des Français, nous concevons une démocratie débarrassée des trusts, une démocratie où il n'y aura pas de place pour les groupements et pour les hommes qui ont trahi la France et servi Hitler » [36].

Mais la perspective de cette « rénovation », de cet « élargissement » de la démocratie par son contenu économique et social n'est pas saisie dans tout son mouvement dialectique. André Marty déclare : « Il ne s'agit pas d'abolir la domination économique des trusts au nom d'une maxime de classe [...] C'est au nom du salut public que nous voulons exproprier les trusts ». C'est dire que les intérêts de la nation sont alors considérés comme identiques à ceux de la classe ouvrière sans que l'analyse de la nature contradictoire de la nation ait été faite. En même temps, sont nettement distingués les aspects politiques et le contenu de classe de la lutte de la classe ouvrière. Toujours est-il que le Parti communiste français revendique un « gouvernement à l'image de la nation » et envisage « comme la perspective la plus heureuse pour notre pays le maintien prolongé aux affaires d'un gouvernement de large unité nationale et démocratique, s'appuyant franchement sur le peuple, pour l'application du programme de rénovation nationale et sociale » [37]. A supposer qu'aucun antagonisme n'oppose les partenaires de ce gouvernement, comment les contradictions secondaires peuvent-elles être résolues? Comment la classe ouvrière peut-elle jouer son rôle dirigeant? C'est le sens de la bataille pour l'Unité.

Unité

Le gage de l'union de la nation, c'est l'unité politique de la classe ouvrière, force essentielle de l'union. Le Xe Congrès adopte le *projet de Charte d'unité de la classe ouvrière pour l'union organique des communistes et des socialistes dans un grand parti ouvrier français, le P.O.F.*, publié dans *l'Humanité* le 12 juin et commenté par Jacques Duclos au Congrès [38].

Cette Charte contient des avancées originales, mais aussi un certain nombre d'ambiguïtés.

Le P.O.F. ne serait pas le « parti unique du peuple », mais le « parti unique de la classe ouvrière ». « Les ouvriers français ne pourront assurer leur mission de libération totale de la France que s'ils sont unis et groupés en un seul parti. » Le pluralisme politique n'est donc conçu que comme le reflet de la diversité des classes; subsiste l'assimilation mécaniste entre classe, parti et mouvement ouvrier. Une seule classe ouvrière, un seul parti ouvrier. Il n'y a pas de prise en compte de la nature des courants idéologiques et de la diversité politique des partis. Le P.O.F. entend mettre fin à la division de 1920. Cependant, le P.O.F. serait un parti d'alliance de classes défendant les intérêts des ouvriers, mais aussi des paysans, des commerçants et artisans,

des intellectuels. Parti à structure léniniste, le P.O.F. entend propager les enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline.

Pourtant, le P.O.F. « n'entend nullement transposer mécaniquement en France telle ou telle expérience de tel ou tel pays, et il veut assurer la victoire du socialisme en France dans des conditions propres à la situation et au génie national de notre pays ». C'est là un des premiers dépassements de la notion du modèle de la Révolution soviétique. Toutefois, le P.O.F. entend démontrer la « supériorité des principes dont il se réclame » en faisant connaître les « grandioses victoires du socialisme » en U.R.S.S. et proclame que la « conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière est indispensable pour atteindre cet objectif ». Mais, même si le P.O.F. se fixe pour but de socialiser les moyens de production et d'échange, il entend garantir « la propriété privée, fruit du travail personnel ou familial de la masse des citoyens ». Cette recherche implicite des spécificités d'un socialisme pour la France, impulsée en particulier par la section paysanne du P.C.F., ne débouchant pas malgré tout sur l'affirmation de formes originales et de voies spécifiques au socialisme.

Le P.O.F. considère que « la destruction de la dictature du capital ne peut se réaliser sans un élargissement considérable de la démocratie pour le peuple [...] et sans une limitation de la liberté des exploiteurs [...] ce qui est traditionnellement désigné par les maîtres du socialisme sous le vocable de dictature du prolétariat et conduit à la société communiste ». Ce rappel de la nécessité de la dictature du prolétariat laisse paraître des difficultés dans la façon de poser la question du rapport entre la démocratie et la dictature du prolétariat. L'U.R.S.S. étant à la fois le pays de la « démocratie poussée jusqu'au bout » et du « socialisme » et le passage au communisme nécessitant la dictature du prolétariat, la direction du P.C.F. ne conçoit pas de différence de nature, tout au plus des différences de formes, de degrés et de moments, entre démocratie et socialisme. En fait, il n'y a pas encore de réel débat sur ces perspectives, car la question d'une transition originale n'est pas encore posée. Pour la masse des militants et des dirigeants, la révolution est implicitement conçue à l'exemple de la Révolution russe. Par exemple, pour Benoît Frachon, le socialisme est inscrit dans les faits historiques de notre époque : « Des millions de Français qui ne comprennent pas encore les nécessités du socialisme sont cependant décidés à des transformations radicales [...] Le temps viendra où la lente évolution se transformera en rupture totale avec un passé révolu »[39]. Dans la phase de démocratie vraie, les conditions objectives du socialisme seraient réunies, mais non les conditions

subjectives, toutefois « des changements importants peuvent être atteints ». Peut ensuite s'ouvrir la phase de la révolution socialiste, par une brutale transformation qualitative de la société et de l'Etat.

Dans l'immédiat, un processus de fusion organique est proposé au Parti socialiste en même temps qu'un renforcement de l'unité d'action.

L'avancée démocratique — hiver-printemps 1945-1946

Quel bilan dresser de cette ligne du Xe Congrès, six mois plus tard, quand l'Assemblée constituante, élue le 21 octobre 1945, adopte par 309 voix contre 249 un projet de Constitution présenté en commun par les communistes et les socialistes et qui doit être ratifié par le référendum du 5 mai? La politique du Xe Congrès a impulsé une remarquable avancée démocratique culminant alors avec les grandes nationalisations de l'électricité, du gaz, des charbonnages et avec l'extension des droits des comités d'entreprise et des délégués d'atelier à l'initiative des ministres communistes appuyés par les travailleurs.

C'est un bilan de victoire que dresse le Comité central de Gentilly le 20 avril 1946. Comment se fait-il qu'une Assemblée constituante élue sous le signe d'une coalition socialistes-M.R.P., soumise à la direction de De Gaulle aboutisse six mois après à une majorité communistes-socialistes, sans le M.R.P. et contre le M.R.P., sans de Gaulle et contre de Gaulle? Comment s'est déplacé le rapport des forces? Comment le Parti communiste a-t-il pu rejouer un rôle décisif?

Il y a à cela trois raisons majeures :

Le renforcement de l'influence du P.C.F.

En dépit du refus de l'unité organique par le Congrès socialiste d'août 1945[40], le Parti communiste a pu préserver et renforcer l'unité d'action avec les socialistes. La mobilisation et l'action des communistes ont permis aux forces révolutionnaires aspirant à de réels changements d'isoler la réaction et la grande bourgeoisie et d'entraîner les couches réformistes.

Dès la fin de la guerre, la réaction fait tout pour stopper les aspirations démocratiques des masses. Sont relancés l'antisoviétisme et le projet de Bloc occidental[41]. Les petites et moyennes entreprises et le patronat se réorganisent pour lutter contre les nationalisations. Des partis de droite réapparaissent. *Le Figaro, France-Soir* lancent des campagnes pour le renforcement du

pouvoir exécutif de De Gaulle et pour réclamer avec le M.R.P. la défense des libertés de propriété et d'enseignement. La réaction, en s'appuyant sur l'appareil d'Etat, agit de plus en plus à visage découvert.

Or le Parti socialiste développe alors la thèse de l'alliance privilégiée avec le M.R.P. pour une « troisième voie ». Léon Blum forge inlassablement des arguments pour que le Congrès socialiste d'août rejette les perspectives d'unité organique proposées par le Xe Congrès communiste[42]. Le Parti communiste ne serait pas dégagé de sa fidélité à l'U.R.S.S. et celle-ci trahirait sa mission de paix et de sécurité collective en organisant « un glacis » d'Etats vassaux en Europe centrale. Cependant, l'aspiration unitaire est telle chez les travailleurs que la S.F.I.O. accepte l'unité d'action. Le Parti socialiste se rallie à l'idée lancée par les communistes et appuyée par les Etats généraux de la Renaissance française, puis par l'Assemblée consultative elle-même, d'une Assemblée constituante pleinement souveraine. Mais, refusant la rupture avec de Gaulle, la S.F.I.O. propose à celui-ci une formule transactionnelle lui permettant de limiter les pouvoirs de l'assemblée future tout en reconnaissant la souveraineté formelle[43].

Le Comité central du 1er septembre est amené alors à modifier la façon dont fut posée la question de l'unité au Xe Congrès. Est critiqué le courant simpliste consistant à crier « Unité, Unité » et négligeant le contenu concret de l'unité. Le P.C.F. a sous-estimé le rôle de la social-démocratie et de la nécessité de lutter contre les thèses opportunistes et révisionnistes, telles les tentatives de Léon Blum pour remplacer la notion de « lutte de classes » par celle d' « action de classe » et pour limiter le rôle de classe ouvrière à la participation politique à l' « exercice du pouvoir ». L'unité, c'est d'abord l'action et elle n'est garantie que par l'action des masses qu'il faut développer, souligne le Comité central[44].

C'est pourquoi le Parti communiste va développer une formidable campagne pour le NON à la deuxième question du référendum afin d'empêcher la limitation des pouvoirs de l'Assemblée. Le NON à cette question, défendu par les communistes, recueille 33,5 % des voix alors que la S.F.I.O., le M.R.P., de Gaulle et la droite ont appelé à voter OUI. Or le même jour, aux élections des députés à la Constituante, le P.C.F. recueille 26,2 % des suffrages exprimés contre 15,4 % en 1936[45].

Non seulement le Parti communiste est devenu le premier parti de France avec plus de cinq millions de suffrages et 151 députés, devançant ainsi la S.F.I.O. qui ne regroupe que 23,8 % des votants, mais il a réussi à entraîner sur ses positions constitution-

nelles une partie de l'électorat radical et socialiste. Son influence peut s'étendre au-delà de son propre électorat, car non seulement le rapport des forces entre socialistes et communistes est renversé par rapport à 1936, mais encore, pour la première fois dans l'histoire, socialistes et communistes sont majoritaires dans le pays et à l'Assemblée. De nouvelles perspectives semblent s'offrir aux forces démocratiques.

Le renforcement de l'unité d'action

Ce n'est cependant ni en relançant les comités, ni en renouvelant les accords du Front populaire que le P.C.F. tentera de concrétiser son influence. Disons plutôt que fut pratiquée la *tactique du Front unique entre le P.C.F. et la S.F.I.O. avec la C.G.T. comme partenaire principal* et les patriotes républicains comme appoint[46].

La C.G.T. prend l'initiative de réunir le P.C.F., la S.F.I.O., les radicaux et la Ligue des Droits de l'Homme pour que cette Délégation des Gauches actualise le programme du C.N.R. A la différence de 1936, le Parti communiste est le plus puissant des partis et la C.G.T. avec ses cinq millions d'adhérents peut jouer un rôle de poids alors que les radicaux sont très affaiblis. Peut-être, pour la direction du P.C.F., tient-elle le rôle que le Front national, puis le Mouvement Unifié de la Résistance française, n'ont pu jouer. Ce programme est mis à jour : un seuil de nationalisations démocratiques est défini. Et le 4 novembre 1945, le Comité central demande la constitution d'un gouvernement à l'image de la nation et de l'Assemblée à base socialo-communiste pour appliquer ce programme. Le Parti communiste « entend prendre toute la place qui lui revient aux postes de commande du gouvernement démocratique voulu par le pays, décide qu'il est prêt à assumer toutes les responsabilités qui découlent pour lui de sa grande victoire électorale du 21 octobre »[47]. La candidature de Maurice Thorez à la présidence du gouvernement est posée.

Le M.R.P. refusant tout gouvernement qui ne serait pas présidé par de Gaulle, la S.F.I.O. refuse un gouvernement socialo-communiste et demande la formation d'un gouvernement tripartite, avec le M.R.P., présidé par le général de Gaulle. Se refusant au « tout ou rien », tenant compte des réponses à la deuxième question du référendum, le Parti communiste accepte l'investiture du général de Gaulle. Il revendique cependant un des trois grands ministères : Intérieur, Défense nationale, Affaires étrangères, que de Gaulle lui refuse le 15 novembre en

mettant en cause son caractère national. Pour faire pression sur l'Assemblée, de Gaulle démissionne[48].

Le Bureau politique du P.C.F. propose alors au Parti socialiste et au M.R.P. la constitution d'un gouvernement d'unité nationale et démocratique avec « répartition équitable » des divers départements ministériels. Deuxième refus socialiste qui fait dépendre la direction d'un gouvernement de l'accord entre les trois partis, c'est-à-dire de l'attitude du M.R.P. qui lie sa participation à la présidence de De Gaulle.

Ainsi, le 19 novembre, sur initiative socialiste, l'Assemblée confirme de Gaulle dans son mandat par 348 voix, les communistes s'abstenant. Mais, sous la pression de cette bataille publique, de Gaulle accepte de choisir cinq ministres communistes : Maurice Thorez — ministre d'Etat; Ambroise Croizat — ministre du Travail; Marcel Paul — ministre de la Production industrielle; François Billoux — ministre de l'Economie nationale; Charles Tillon — ministre de l'Armement.

Mais la critique des tendances au « pouvoir personnel », la défense de la laïcité de l'Ecole et de l'Etat, la limitation des futurs pouvoirs de la présidence de la République et le rapprochement des projets communistes et socialistes à la commission de la Constitution vont forcer de Gaulle à la démission le 20 janvier 1946. Les socialistes rejettent encore la constitution d'un gouvernement républicain à base socialiste et communiste. Soucieux d'éviter une crise du régime, le Parti communiste accepte un gouvernement tripartite présidé par le socialiste Félix Gouin, préféré à Vincent Auriol ou Léon Blum. Le 24 janvier, les trois partis signent un protocole d'action gouvernementale sur la bataille de la Production, les nationalisations, la réforme administrative, le projet de Constitution. Mais ils acceptent, après révision, le blocage temporaire des salaires et des prix[49].

Le renforcement de l'action des masses

Le gouvernement tripartite ne peut être assimilé à un gouvernement de Front unique car, par trois fois, le M.R.P. et la S.F.I.O. se sont opposés à un gouvernement d'unité démocratique. La S.F.I.O. a imposé la présence du M.R.P. qui n'a pas accepté l'actualisation du programme du C.N.R. Il n'empêche que ce troisième gouvernement provisoire représente un progrès démocratique certain. C'est par la mobilisation des travailleurs pour l'application du programme du C.N.R. actualisé, pour de véritables nationalisations, pour la Sécurité sociale, pour un meilleur ravitaillement que le Parti communiste a pu imposer

des compromis qu'on ne peut assimiler à de simples reculs communistes.

De Gaulle a finalement dû reconnaître le caractère national du Parti communiste français ainsi que son rôle dans la défense de la démocratie. Il écrira dans ses *Mémoires :* « Tout ce qui dans la Nation était organisé m'était hostile dès lors qu'il s'agissait des institutions. » Et il s'en prend particulièrement aux communistes.

Les socialistes et le M.R.P. ont dû finalement se rallier à la bataille de la Production qu'ils avaient d'abord subordonnée aux « réformes de structures », à l'adoption d'un « Plan » ou à l'« aide anglo-américaine » [50]. La rapidité de la reprise à la fin de 1945 prouvait la validité de la thèse communiste et la mobilisation des travailleurs. Gaullistes et socialistes avaient confié aux communistes les ministères économiques et sociaux, dans le secret espoir qu'ils s'y « cassent les reins » et « s'usent au pouvoir », les Finances, au rôle décisif, restant une « chasse gardée ».

Si de Gaulle et le M.R.P. ont pu sauver de la nationalisation les banques d'affaires, ils ne purent, en dépit de multiples tentatives, ni s'opposer à la nationalisation des quatre grandes banques de crédit selon un avant-projet de Jacques Duclos, ni dénaturer la nationalisation pleine et entière du capital des compagnies d'électricité, du gaz et des houillères selon les projets de loi de Marcel Paul, ni limiter la nationalisation des grandes compagnies d'assurances selon le projet de loi de François Billoux [51]. De même, Ambroise Croizat fit accroître les pouvoirs initiaux des comités d'entreprise jusqu'au contrôle des comptes et des projets. Dans toutes ces batailles, plus rudes qu'on ne l'imagine, les ministres communistes prirent appui essentiellement sur les forces syndicales. C'est la C.G.T., bien plus que les cellules d'entreprises qui contribue à la mobilisation de l'opinion publique. Un sondage I.F.O.P. de janvier 1945 révèle qu'à Paris 68 % de la population et 78 % des ouvriers étaient partisans de la nationalisation du gaz.

De telles transformations démocratiques, de même que le projet de Sécurité sociale et le projet de Constitution adopté le 19 avril par 309 députés communistes, socialistes et radicaux — le M.R.P. et la droite votant contre — nous paraissent les résultats de cette tactique du Front unique avec le Parti communiste comme force décisive et la C.G.T. comme partenaire principal. Or cette unité d'action subit un revers lors du référendum constitutionnel.

Le retournement de tendance : mai 1946

Le 5 mai 1946, le projet de constitution démocratique de la IVe République est rejeté par 10 273 000 NON contre 9 110 000 OUI [52]. Comment se fait-il que plus de deux millions d'électeurs de gauche n'aient pas suivi les consignes de leurs partis? Est-ce que ce recul des forces démocratiques est seulement passager? Quels partis seront sanctionnés par l'opinion publique aux nouvelles élections du 2 juin 1946 pour constituer une deuxième Assemblée constituante? Comment expliquer cette évolution du rapport des forces?

La relance de l'anticommunisme

Faut-il expliquer cet échec par une démoralisation de la classe ouvrière à la suite d'un éventuel abandon des positions de classe par le Parti communiste français dans la bataille de la Production? Cet échec proviendrait-il de la déception des attentes révolutionnaires? Nous pouvons répondre catégoriquement : non. Certes, la bataille de la Production n'a pas toujours été comprise. Les réformistes et les trotskistes ont eu beau jeu de dénoncer le productivisme, le stakhanovisme, la collaboration de classe des communistes. Mais les élections du 2 juin montrent que le P.C.F. ne recule que rarement et peu dans la classe ouvrière, sinon à Lyon, à Bordeaux, à Nantes. Mais il n'y progresse pas. Il gagne cependant près de 200 000 voix dans le pays, essentiellement en milieu paysan. La bataille de la Production et l'alliance de classes semblent comprises pour l'essentiel et ce n'est pas le crédit des ministres communistes qui pâtit du blocage des salaires ou des difficultés de ravitaillement.

Faut-il alors expliquer cet échec par l'extraordinaire campagne anticommuniste de la réaction? Depuis le départ de De Gaulle est agité le spectre de la terreur, de la dictature de l'Assemblée, de la dictature du prolétariat. La réaction amplifie l'écho du fameux discours de Churchill à l'université de Fulton : « De Memel à Trieste, un rideau de fer est tombé sur l'Europe ». La droite se bat moins avec des arguments politiques qu'en agitant des thèmes concernant les fondements de la société civile : défense de la propriété individuelle, de la famille, des libertés d'enseignement, de presse, d'opinion. C'est l'ensemble des tirages de la presse politique qui commence à décliner au printemps, alors que la grande presse à scandales se développe. Mais il est difficile d'expliquer ce qui est *cause* et ce qui est *effet* de cette désaffection à l'égard de la vie politique avec la prolongation du

« provisoire ». L'offensive des forces réactionnaires ne suffit pas à expliquer ce glissement du rapport des forces. En effet, aux élections du 2 juin 1946, le million de voix supplémentaires qui gonfle le M.R.P. et qui en fait le premier parti de France ne s'explique pas par le seul blocage des voix de la droite classique sur lui. Globablement la droite et le M.R.P. gagnent 600 000 voix. Mais la gauche en perdait deux millions le 5 mai.

La responsabilité de la S.F.I.O.

Le refus de l'unité d'action, le refus d'une campagne commune pour le OUI au projet constitutionnel commun qu'oppose le Parti socialiste à la proposition du Parti communiste explique pour l'essentiel cet échec du 5 mai 1946. Il faut bien remarquer que, dans l'ensemble du rapport des forces, la seule position politique qui ait changé, entre l'adoption du projet commun le 19 avril 1946 et son rejet par le pays le 5 mai, c'est l'attitude du Parti socialiste. Le 25 avril, le Comité directeur de la S.F.I.O. télégraphie aux fédérations : « Interdiction absolue faire propagande commune pour référendum avec Parti communiste — stop — aucune infraction tolérée par le Comité directeur ». L'unité d'action est brisée par les calomnies lancées publiquement contre Maurice Thorez, ministre d'Etat, par le ministre de l'Intérieur, le socialiste Le Troquer. Il précise encore que la question est de savoir si la France aura demain un gouvernement Félix Gouin ou un gouvernement Maurice Thorez. Il contribue ainsi à la campagne anticommuniste de *l'Aurore,* du *Figaro* qui spéculent dès lors sur la rupture entre communistes et socialistes et sur une « majorité travailliste » de la S.F.I.O. et du M.R.P. autour de Léon Blum. Le Troquer accepte cet échec avec « bonne humeur ». Le Comité directeur de la S.F.I.O., réuni le 7 mai, admet de fait que les socialistes ont opté pour l'échec du référendum, y voyant « un barrage dressé contre une éventuelle accession de Maurice Thorez au pouvoir » [53]. De telles attitudes se soldent le 2 juin par une perte de 300 000 suffrages socialistes et par un recul de 3 % de la gauche.

Certes, les communistes ont pu être victimes d'illusions entretenues par la participation gouvernementale et les premières victoires. Ainsi Jacques Duclos conclut-il son rapport au Comité central du 20 avril 1946 : « Et le 2 juin, c'est de loin, et de très loin en tête, que nous arriverons, avant tous les autres partis, et alors ainsi personne ne pourra contester la présidence du gouvernement de la République à notre Parti qui est la grande espérance de la France » [54]. Cependant, dès le 20 janvier, le Comité central du P.C.F. mettait en garde les camarades sur la

confusion entre « participation au gouvernement» et « participation au pouvoir »[55]. « Tout n'est pas arrivé ». Le P.C.F. est conscient que la conquête du pouvoir d'Etat n'est pas réglée par la participation gouvernementale. Comment conçoit-il cette conquête? Essentiellement par la direction du gouvernement, la réforme administrative et l'application réelle du programme de la Délégation des Gauches.

Sans jamais jouer un rôle dominant, le Parti communiste a impulsé de façon décisive des réformes démocratiques, des conquêtes de la classe ouvrière en s'appuyant sur la force de la C.G.T. et sur la puissance des courants unitaires. S'il a pratiqué des compromis, ceux-ci lui ont permis de prendre des initiatives afin d'isoler la réaction et de Gaulle, afin d'avancer vers un gouvernement démocratique de Front unique. Quelles que soient les limites objectives et subjectives de l'action du Parti communiste, les forces conservatrices, en faisant durer le « provisoire », commencent à relever la tête et reconquièrent l'hégémonie qu'elles avaient un moment perdue sur les couches réformistes. C'est dire la responsabilité politique de la S.F.I.O. qui, en dénonçant l'unité d'action avec les communistes, accélère le reflux du mouvement populaire.

RECUL DU MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE ET ISOLEMENT PROGRESSIF DU P.C.F. JUIN 1946 - MAI 1947

C'est bien avant l'exclusion des ministres communistes que se mettent en place les éléments qui la faciliteront. Dès l'été 1946, la bourgeoisie se réorganise. La Confédération des petites et moyennes entreprises et le Conseil national du patronat français, constitué tardivement, reprennent l'offensive. Les crédits américains découlant des accords Blum-Byrnes, signés à Washington le 28 mai, ne couvriront pas les besoins d'importation jusqu'à la fin de l'année. Les Etats-Unis pratiquent avec la France la politique du « morceau de sucre ». De Gaulle bascule ouvertement dans la réaction et à Bayeux, le 16 juin, puis à Epinal, le 22 septembre, il réclame l'instauration d'un régime présidentiel concentrant l'essentiel du pouvoir aux mains du chef de l'Etat. Au Congrès de la S.F.I.O., en août, la direction Blum-Mayer est renversée, mais la rupture de l'unité d'action avec les communistes est ratifiée après coup.

Certes, le Parti communiste s'évertue à consolider les

conquêtes démocratiques engagées. La direction du P.C.F. tente même de reprendre l'initiative politique, car le Parti progresse encore et devient électoralement plus fort que jamais. L'interview au *Times* esquisse la perspective originale d'une voie française au socialisme. Et pourtant le Parti communiste ne peut plus infléchir le dispositif des forces politiques, ni relancer l'unité d'action avec la S.F.I.O. Il vit comme une contradiction entre sa force, plus réelle que jamais, et un isolement qui s'aggrave. Il subit à sa façon l'exacerbation des contradictions de la société française.

L'aggravation des contradictions

Elles se manifestent au moins à quatre niveaux.

La question de l'Etat

La contradiction entre participation gouvernementale des communistes et absence de réelle démocratisation des pouvoirs d'Etat n'est pas résolue; au contraire, elle se renforce.

Aux élections du 2 juin 1946 [56], le P.C.F. progresse de près de 200 000 voix, mais la S.F.I.O. en perd plus de 300 000 et le M.R.P. en gagne un million, devenant avec 5,6 millions d'électeurs le premier parti de France, bénéficiant des apports des abstentionnistes et des suffrages de droite. La gauche ne représente plus désormais que 47 % des suffrages. La direction du Parti communiste ne dissimule pas ses inquiétudes devant ce recul. « Notre peuple apparaît comme étant divisé en deux blocs sensiblement égaux. C'est cette division de la France que le Parti communiste français s'est toujours efforcé d'empêcher », comme en 1936. Aussi, quand le M.R.P. présente la candidature de Georges Bidault, ancien président du C.N.R., pour présider le gouvernement, et que la S.F.I.O. l'accepte d'emblée, le Parti communiste ne peut empêcher le M.R.P. de prendre la direction de ce gouvernement républicain tripartite, mais accepte d'y participer afin de poursuivre l'œuvre démocratique entreprise, comme le précisait le Xe Congrès, Il met à sa participation deux conditions [57]. Doivent être satisfaites les augmentations de salaires rendues nécessaires par la hausse des prix comme le demandent la C.G.T. et la C.F.T.C. Doivent être réévalués les prix d'achat sous-estimés des produits agricoles afin d'éviter la crise agraire comme le désire la C.G.A.

Le Bureau politique du P.C.F. souligne la nécessité impérieuse de « mettre fin au provisoire et d'établir rapidement un texte de

Constitution susceptible de recueillir l'approbation de l'immense majorité républicaine du pays »[58], sans concessions sur la souveraineté nationale, la laïcité de l'Ecole et de l'Etat et les droits sociaux. En retour, il accepte la suspension provisoire du processus de nationalisations. Ainsi, ce n'est plus le programme du C.N.R. actualisé par la Délégation des Gauches qui définit la politique économique du gouvernement provisoire. Ce faisant, le M.R.P. contrôle la direction du gouvernement, les Finances, l'Economie nationale, les Affaires étrangères et les Armées. C'est lui qui assume pleinement les postes clés. Moins que jamais, il y a unité de conception de la politique économique et sociale. Or l'intervention économique de l'Etat devient de plus en plus un enjeu dans la lutte des classes.

L'aiguisement de la contradiction capital-travail

La reprise économique de 1946 exacerbe les contradictions de classe. A la fin de l'année, la production atteindra 90 % du niveau de 1938, mais, avec 82 % seulement, la consommation ne suit pas. La France est l'Etat européen qui connaît la plus forte reprise, ce qui prouve la validité de la thèse communiste d'un rapide redressement provisoire sur la base de l'appareil productif hérité de l'avant-guerre. Depuis la Libération, les mineurs ont doublé la production de charbon. Les biens d'équipement ont crû plus vite que les biens de consommation, car le grand capital laisse l'Etat assurer l'essentiel des investissements lourds et à long terme. De plus, les porteurs de capitaux hésitent à investir. Alors que, jusqu'en juin 1946, l'épargne investie dépassait le niveau de 1938, elle retombe aux 3/4 de ce qu'elle était et se tourne vers les industries de biens de consommation où la « rétention » de la production permet les stockages spéculatifs et la relance de l'inflation. Il y a reprise forte de la production, mais dégradation de la consommation[59].

La relance de l'inflation par les ministres M.R.P. Schuman et de Menthon y contribue. Devant les puissantes manifestations des travailleurs à l'appel de la C.G.T. exigeant le réajustement des salaires bloqués[60] depuis janvier, le gouvernement et le patronat concèdent, à la Conférence du Palais-Royal en juillet 1946, des hausses moyennes de 21% pour les salaires, un relèvement de 50 % des allocations familiales et une augmentation des prix de base des produits agricoles. C'est alors que les ministres M.R.P. libèrent secteur par secteur les prix industriels et alimentaires; en six mois la hausse dépasse 50 %[61]. La grande presse mène campagne contre le ministre communiste, Marcel Paul qui tente de lutter contre les stockages spéculatifs et met sur le marché des

produits saisis de première nécessité. La relance de l'inflation agit comme dissolvant de l'alliance classe ouvrière-paysannerie. On constate dans les campagnes des protestations contre la pénurie de produits industriels d'usage courant. Mais la rareté et la cherté des produits alimentaires, de la viande et même du pain réactivent en milieu ouvrier une hostilité aux paysans considérés comme des accapareurs. Se manifestent alors des signes d'ouvriérisme et d'économisme qui nuisent à la compréhension de la stratégie du Parti communiste.

Or depuis que la bataille de la Production est en voie de réussir, la question décisive devient la suivante : *comment financer l'accumulation future et la modernisation de l'équipement national?* Faut-il développer une politique fiscale antimonopoliste, poursuivre les nationalisations, exiger le règlement des réparations allemandes, négocier des crédits extérieurs bilatéraux ne mettant pas en cause notre indépendance, comme le pensent les communistes? Faut-il restaurer les profits capitalistes, alléger par l'inflation les emprunts et les dettes, aliéner le capital public aux intérêts monopolistes, compter prioritairement sur les crédits anglo-américains dans le cadre d'un « plan d'organisation économique international », comme l'admettent de fait M.R.P. et socialistes? Vu son rôle économique nouveau et la place du financement public, l'Etat est de plus en plus un enjeu des luttes de classes, ainsi que la question de l'indépendance nationale.

La tension des rapports internationaux

Plus tôt que certains ne le pensent, les communistes français analysent dès juin-juillet 1946 la dégradation de la situation internationale. La Conférence de la Paix réunie à Paris[62] révèle des affrontements parmi les membres de la coalition antifasciste. Les initiatives unilatérales des anglo-américains en Allemagne unifiant économiquement leurs zones d'occupation, la décision britannique d'abaisser le volume des livraisons de charbon allemand faites à la France, l'épreuve de force américano-yougoslave, l'intervention militaire britannique en Grèce, la « diplomatie armée » des Américains en Méditerranée, l'hostilité des Occidentaux face aux réformes en cours en Europe centrale et orientale sont analysées comme autant de preuves que les préoccupations antisoviétiques tendent à l'emporter à Londres et à Washington. « Tout se passe comme si, depuis la victoire [...] il s'était produit un véritable changement de front, comme si [...] l'U.R.S.S. était devenue l'ennemi n° 1 aux lieu et place de l'Allemagne nationale-socialiste »[63].

Pour Pierre Courtade et Maurice Thorez, la diplomatie

française n'a pas la « netteté nécessaire ». A la Conférence de la Paix, les représentants de la France ont, par toute une série de votes, donné l'impression qu'ils se rangeaient dans le « camp occidental ». Or, par ailleurs, au gouvernement et publiquement, Georges Bidault réaffirme les positions françaises sur la Ruhr, la Rhénanie et la Sarre et refuse de « se prêter aux manœuvres anglo-américaines qui ont pour but de découper l'Allemagne en deux dans l'esprit du bloc occidental ». M. Byrnes, secrétaire d'Etat américain aux Affaires étrangères, à Stuttgart le 6 septembre 1946, et le sénateur Connally disent que « l'Allemagne doit retrouver rapidement une position économique dominante en Europe ». Aussi le Parti communiste réaffirme-t-il que la question allemande doit être au centre des préoccupations : sécurité, réparations, dénazification, désarmement, liquidation de l'industrie lourde, internationalisation économique et politique de la Ruhr, régime spécial pour la Rhénanie et rattachement de la Sarre à notre système économique et monétaire[64].

Mais les efforts des trusts internationaux pour empêcher la décartellisation et la démocratisation dans toute l'Allemagne ne sont qu'un aspect de la lutte pour la conquête et la reconquête des marchés mondiaux par la mise en cause des impérialismes affaiblis et de l'indépendance nationale de certains Etats. C'est le banquier américain Baruch qui déclarait : « Prenons garde, lorsque nous accordons notre aide à d'autres pays, qu'ils ne l'utilisent à nationaliser leurs industries contre nous et à détruire notre système de libre concurrence ». Les communistes ont ratifié « sans enthousiasme » les accords Blum-Byrnes qui n'accordaient à la France que des crédits insuffisants. Ce n'est que plus tard que Léon Blum reconnaîtra que la « France adhère en vertu des accords de Washington » à un « plan d'organisation économique international dont les Etats-Unis ont pris l'initiative »[65]. Accords qui hypothéquèrent notre production cinématographique et aéronautique. De même, à la Conférence de Copenhague, sont envisagées des tentatives de réglementation de la production agricole et industrielle française. Dès juin 1946, les communistes condamnent ces dangers d'asservissement et de subordination économique et politique de notre pays.

Mais, pour le P.C.F., il demeure que « l'équilibre des forces en présence n'est pas rompu ». D'une part, il y a des contradictions interimpérialistes. La Grande-Bretagne, qui sent que son Empire, — l'Inde en particulier — échappe à sa domination, s'inquiète du développement de l'« impérialisme militaire et économique américain » au Moyen-Orient, en Amérique du Sud et en Europe. Des divergences opposent les partisans de la diplomatie rooseveltienne à celle du nouveau président des Etats-Unis,

Truman. Le conflit entre les deux politiques représentées par les secrétaires d'Etat Wallace — contraint à la démission — et Byrnes est de notoriété publique. Alors que le gouvernement travailliste Bevin poursuit la politique impérialiste traditionnelle de l'Angleterre, un fort courant travailliste s'y oppose. En France même, le M.R.P. semble plus soucieux de l'indépendance que les socialistes. Aussi, depuis que Staline a laissé entrevoir que l'U.R.S.S. ne céderait pas au « chantage atomique » et qu'elle ne croyait pas au « danger réel d'une « nouvelle guerre », le président américain Truman fait marche arrière, reconnaissant que « la guerre n'est pas inévitable ». C'est pourquoi, au cours du second semestre 1946, les communistes français pensent que l' « atmosphère internationale s'est clarifiée ». « Le monde passera par des alternatives de « tension » et de « détente ». Mais en définitive les contradictions interimpérialistes, la pression de l'opinion démocratique, la révolte latente des peuples coloniaux obligeront l'impérialisme à refréner ses ambitions[66].

On peut cependant se poser la question de savoir si cette vision optimiste du rapport des forces internationales n'a pas conduit le P.C.F. à surestimer le rapport des forces intérieures.

Les contradictions du tripartisme

La formule du gouvernement Bidault n'est pas celle désirée par le Parti communiste, lequel aurait préféré la reconduction du gouvernement Gouin pour trois ou quatre mois. Le M.R.P. présente une nature très contradictoire. Il est incontestable, surtout depuis mai et son refus d'adopter le premier projet constitutionnel, qu'il représente la forme la plus nouvelle, mais non la moins dangereuse, de la réaction. Certes, il apparaît comme un parti nouveau dirigé par des militants catholiques souvent antimunichois et résistants authentiques, mais, de plus en plus, il regroupe des forces sociales qui étaient une base du vichysme. De plus, les autres forces de réaction, le Parti républicain des Libertés (P.R.L.) et les radicaux munichois derrière Daladier se ressaisissent, se remanifestent. Quant au mouvement gaulliste, il tend à s'organiser. Ce qui est plus grave, c'est que le M.R.P. dénonce très vite le tripartisme et laisse entendre, tout en faisant appel au Parti socialiste, qu'il envisagerait, après les législatives, une coalition gouvernementale sans les communistes : « Bidault sans Thorez ».

M.R.P. et socialistes harmonisent de plus en plus leurs positions constitutionnelles, visant à limiter les pouvoirs de l'Assemblée législative. Les cinq ministres socialistes, qui n'assument plus que des fonctions subalternes au gouvernement,

laissent de plus en plus les affrontements se circonscrire entre communistes et M.R.P.[67]. La direction du Parti socialiste envisage des gouvernements de coalition sans en préciser les composantes et même lance l'idée de gouvernements homogènes. Sur la question allemande, sur la conception des objectifs du Plan, les socialistes s'alignent plus nettement sur des positions impérialistes que le M.R.P. lui-même. Léon Blum, dès le 28 juillet 1946, prêche le renoncement à l'indépendance nationale : « Il y aura d'autres transferts de souveraineté en d'autres matières importantes ». Les socialistes acceptent ouvertement la division internationale capitaliste du travail. Léon Blum ne juge pas cet alignement sur les positions impérialistes comme contradictoire avec la défense des intérêts des travailleurs français. Pour lui, seule « l'aide généreuse » des Américains atténuera les efforts et les souffrances de la classe ouvrière. Elle empêchera le déferlement de la crise américaine sur l'Europe où elle aurait des « conséquences catastrophiques ». C'est dire si la contradiction entre les thèses réformistes et les positions communistes s'aggrave.

Cependant, la déception est telle parmi les adhérents socialistes qu'au Congrès d'août 1946[68] le rapport moral de la direction est rejeté par 2 975 mandats contre 1 363, par 68 fédérations contre 18. C'est la première fois dans l'histoire de la S.F.I.O. qu'une tendance dite de « gauche », celle de Guy Mollet, renverse la direction. Mais cette victoire confuse ne renforce pas l'unité d'action avec les communistes. Au contraire. Elle en accentue les restrictions et les socialistes dissolvent le Comité d'entente. Guy Mollet écrit le 1er septembre : « Entre les partis de la bourgeoisie et nous, il y a une différence fondamentale de classe, même quand, sur le plan de la tactique, il y a conjonction temporaire [...] alors qu'entre le Parti communiste et nous, il y a actuellement des oppositions fondamentales de doctrine et de tactique »[69]. Le changement de direction de la S.F.I.O. n'a pas mis un terme à la tentation de la troisième force et n'a pour fonction que d'empêcher un glissement socialiste sur les positions communistes.

La contre-offensive du P.C.F.

Pourquoi et comment le Parti communiste a-t-il pu reprendre l'initiative?

La fin du « provisoire »

Pour le P.C.F., à l'automne 1946, la situation n'est pas comparable à celle de l'Allemagne en 1931-1932 ou de la France en 1934. Il n'y a pas seulement renforcement des éléments de la réaction, il y a aussi progrès des forces de la démocratie en Europe centrale, en Italie et même dans les pays d'Europe occidentale. Certes, la réaction marque des points, mais le mouvement démocratique aspire à un changement d'un contenu social plus élevé que sous le Front populaire.

En dépit des concessions faites au M.R.P., les ministres communistes ont poursuivi et obtenu certaines réformes démocratiques très populaires : adoption définitive de la Sécurité sociale, dissolution des Offices professionnels liant le grand capital et l'appareil d'Etat, vote du Statut des fonctionnaires et du Statut du fermage et du métayage, création du Centre national de la recherche scientifique et du Commissariat à l'énergie atomique, extension des pouvoirs des délégués ouvriers aux comités d'entreprise et aux conseils d'administration, amélioration de la législation des salaires, des retraites et des allocations familiales, abrogation de la disparité entre salaires masculins et salaires féminins et début d'analyse du plan Langevin-Wallon de réforme démocratique de l'enseignement. Décidément les ministres communistes ne s'usent pas au pouvoir et sont particulièrement liés aux masses. Certes, depuis mai 1946, il n'y a plus de conquêtes mettant en cause directement la propriété du grand capital; toutefois, de nombreuses réformes sociales et démocratiques aboutissent encore, lesquelles, indirectement, mettent profondément en cause cette domination et modifient partiellement les rapports sociaux.

Il n'empêche que le rapport des forces politiques apparaît comme particulièrement contradictoire en octobre-novembre 1946[70]. Le deuxième projet de Constitution de la IVe République est adopté par seulement 36 % des inscrits, contre 31,2 % de NON; il y a 31,3 % d'abstentions. 9 millions d'électeurs ont voté OUI alors que les quatre partis appelant à voter OUI totalisaient plus de 16 millions de suffrages en juin 1946. L'électorat M.R.P. et radical s'est réfugié dans l'abstention ou a voté NON selon les consignes de De Gaulle. Mais la IVe République est fondée. Le provisoire est fini.

Trois tendances se dégagent des élections législatives du 10 novembre. Le Parti communiste, avec 5,5 millions de suffrages et 28,8 % des exprimés, redevient, et de loin, le premier parti de France, se redressant dans la plupart des centres industriels et culminant dans les départements ruraux qui avaient

le plus connu la Résistance. Le Parti socialiste connaît un second et grave échec. Il perd plus d'un million d'électeurs par rapport à octobre 1945, tombe de 24 à 17 % des suffrages. La gauche ne totalise que 46,5 % des voix en dépit des progrès communistes. Enfin, le M.R.P. régresse de 600 000 voix au bénéfice de la droite la plus réactionnaire et des candidats gaullistes.

Espérant réorganiser les forces démocratiques et républicaines autour de lui, le Parti communiste se déclare prêt à assumer la direction des affaires du pays et présente la candidature de Maurice Thorez. Le Bureau politique du P.C.F. prend deux initiatives spectaculaires, l'interview de Maurice Thorez au *Times* et la rédaction d'un programme d'action gouvernementale, « programme d'action démocratique, laïque et sociale acceptable par tous les républicains »[71].

L'interview de Maurice Thorez au Times...

Trop souvent, on ne retient que la phrase évoquant la diversité des voies de passage au socialisme : « Les progrès de la démocratie à travers le monde, en dépit de rares exceptions qui confirment la règle, permettent d'envisager pour la marche au socialisme d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes. De toute façon, le chemin est nécessairement différent pour chaque pays ». Pour un communiste en 1946, ce n'était pas là une idée neuve. Mais c'était bien la première fois que le secrétaire général du Parti communiste français évoquait publiquement la « marche au socialisme » pour la France. D'où le retentissement de cette interview[72].

Mais l'intérêt réel de celle-ci est dans la précision du rôle et du contenu de la « démocratie nouvelle et populaire » pour la « marche au socialisme ». Tout d'abord le Parti communiste, « dans le cadre du système parlementaire qu'il a contribué à rétablir, s'en tiendra strictement au programme démocratique qui lui a valu la confiance des masses populaires ». Il ne s'agit pas d'appliquer un programme communiste reposant sur une transformation radicale du système de la propriété et des rapports de production, mais un programme démocratique.

Le contenu social de celui-ci est précisé. Il reposera sur « les nationalisations, le soutien des moyennes et petites entreprises industrielles et artisanales et la défense de la propriété paysanne contre les trusts ». Les nationalisations sont envisagées en effet dans une perspective nouvelle. Elles ne sont plus considérées comme de simples mesures de salut public, comme après la Libération, ni comme des mesures démocratiques dont la nature dépendrait de la nature de l'Etat[73]. « Nous avons la conviction

que les nationalisations [...] constituent un progrès dans la voie au socialisme. Les nationalisations portent atteinte à la toute-puissance des oligarchies financières, elles limitent les possibilités légales d'exploitation de l'homme par l'homme. Elles placent entre les mains d'un gouvernement démocratique des moyens appréciables pour l'œuvre de redressement économique et social du pays ».

Ainsi est définie la « démocratie nouvelle » pour la France. La classe ouvrière, les travailleurs peuvent jouer un rôle déterminant, par l'union politique des « forces ouvrières et républicaines »... grâce à « la fusion des Partis communiste et socialiste » ou à l'unité d'action entre ces partis, si, dans le cadre d'un « système parlementaire » la direction gouvernementale est assurée par les communistes, capables de s'appuyer sur les nationalisations et les comités d'entreprise pour réaliser, contre les trusts, un programme démocratique. Telle serait la voie française de la « marche au socialisme ».

Pourquoi une telle perspective n'est-elle ouverte qu'en novembre 1946? En fait, elle est implicitement évoquée au Xe Congrès et la charte du P.O.F. en contenait les éléments, quoique présentés avec ambiguïté. Maurice Thorez reprit ensuite la réflexion et il dira plus tard avoir abordé publiquement ces questions aux Comités centraux et à la Conférence fédérale de la Seine en mars 1946 [74] : « Cela est passé un petit peu au-dessus des têtes. On a seulement commencé à réfléchir après la déclaration au *Times.* » En fait, le rejet de l'unité organique, les difficultés de l'unité d'action, les incertitudes du rapport des forces internationales ont fait que le Parti communiste a analysé l'originalité des expériences menées par d'autres partis, mais s'est refusé à plaquer sur la France telle ou telle expérience polonaise, yougoslave ou bulgare.

Ses sources...

La définition d'une voie française au socialisme est à rechercher dans la réflexion entreprise à partir de 1934 et au moment du Front populaire. Rappelons que, dès la Conférence d'Ivry de 1934, les communistes français ne furent plus indifférents à l'existence et au contenu de la démocratie et aux formes d'organisation politique et sociale. Le Parti communiste français retrouvait ainsi la critique d'Engels au *programme d'Erfurt*, son introduction de 1895 aux *Luttes de classes en France* à propos de la diversité des formes d'Etat et de la nécessité pour la classe ouvrière des pays capitalistes développés d'accéder au pouvoir sous la forme de la *république démocratique* en se débarrassant de

la domination des classes dirigeantes. Au Xe Congrès, c'est la réflexion sur la Révolution française et sur le Front populaire qui permettait de définir la démocratie comme « création continue ». Le Front populaire avait donné aux masses des satisfactions qui avaient donné à la démocratie un contenu social plus riche et plus étroitement lié à son contenu politique. Mais c'est surtout la réflexion de Lénine sur la dialectique entre démocratie économique et démocratie politique, et sa critique de Kautsky à propos des rapports entre révolution politique et révolution sociale qui permit d'avancer : « Pris à part, aucun démocratisme, quel qu'il soit, ne donnera le socialisme; mais, dans la vie, le démocratisme ne sera jamais pris à part; il sera pris dans l'ensemble; il exercera aussi une influence sur l'économie dont il stimulera la transformation; il subira l'influence du développement économique. » C'est ainsi que Lénine ouvrait la perspective de « développer la démocratie » « jusqu'au bout »[75].

Et ses limites

La réflexion sur le rapport entre « démocratie nouvelle » et « dictature du prolétariat » est engagée dès le Comité central du 27 novembre 1946, et le secrétariat du P.C.F. cherche à connaître les réactions dans les fédérations et le Parti. Un grand effort de popularisation est fait, en particulier lors des trois conférences faites à la Mutualité les 10, 12 et 17 février 1947[76]. Alors que Maurice Thorez n'avait pas répondu à la question du *Times* concernant la dictature du prolétariat, Raymond Guyot est mandaté pour reprendre publiquement la formule de Georges Dimitrov : « L'avantage de la démocratie populaire [...] c'est qu'elle rend possible le passage au socialisme sans dictature du prolétariat », même si « le passage de la démocratie au socialisme suit une voie difficile et pleine d'obstacles ». Ainsi, sans dictature du prolétariat, le contenu de classe de l'Etat peut changer. L'Etat nouveau est au service du peuple. Le 8 juin 1947, un mois après l'exclusion des communistes du gouvernement, Maurice Thorez poursuit la réflexion devant la deuxième Conférence fédérale de la Seine : « Quand nous avons affirmé cela pour notre pays, nous avions raison et nous continuons à avoir raison. Mais il n'y a pas chez nous une démocratie de type nouveau. S'il y avait une telle démocratie, nous serions au gouvernement et à la direction du gouvernement. Mais il y a des éléments qui peuvent permettre le passage à une telle démocratie. »

Cependant subsiste, outre l'espoir du retour au gouvernement, une ambiguïté théorique dans la pensée de Maurice Thorez. Certes, il reconnaît que « lorsque se modifie une situation

générale pour toute une période donnée », il convient de modifier les mots d'ordre stratégiques et que la démocratie nouvelle suppose « le maintien des formes parlementaires ». Les « conditions historiques » font qu'il y a « différence » entre dictature du prolétariat et démocratie. Mais dit-il : « Quand le camarade Dimitrov est chef de gouvernement [...] vous savez, ça peut s'appeler dictature du prolétariat. En fait le pouvoir est entre les mains de la classe ouvrière [...]. Est-ce une condamnation, comme des camarades l'ont déclaré, de la dictature du prolétariat ? En quoi pourrait-on y voir une condamnation de la dictature du prolétariat ? » En fait, pour Maurice Thorez, il y a identité de fonction et de nature entre la dictature du prolétariat et la démocratie nouvelle. C'est « le pouvoir de la classe ouvrière, le pouvoir exercé au nom de la classe ouvrière et du peuple, par un parti communiste qui n'est pas seul, mais qui peut s'associer avec d'autres partis »[77]. Pour lui, l'intérêt de la classe ouvrière coïncide alors entièrement avec les intérêts de la nation. Donc, la nature de classe de la démocratie nouvelle est celle de la dictature du prolétariat dont elle n'est qu'une forme historique. Cette thèse conduit à sous-estimer l'originalité du contenu de l'alliance sociale et politique que représente la démocratie nouvelle.

L'isolement du Parti communiste français

Mais ce n'est pas pour ces raisons que le P.C.F. n'a pu jouer alors un rôle décisif, ni, à plus forte raison, un rôle déterminant.

L'échec de la candidature de Maurice Thorez à la présidence du gouvernement

En fait, pour des raisons objectives, la grande bourgeoisie a conservé depuis la Libération une place prépondérante dans l'économie et dans l'appareil d'Etat. Et ceci en dépit des conquêtes démocratiques et des nationalisations. Cela est évident si l'on compare les situations en France et en Tchécoslovaquie où les nationalisations sont réalisées à 100 % pour le fer, le charbon, le bois, le ciment, le gaz et au moins à 70 % pour l'électricité et la métallurgie. Certes, le programme de la Délégation des Gauches prévoyait un champ égal de nationalisations, mais le temps et les forces politiques ont manqué en France où les nationalisations de l'électricité et du gaz, des houillères, d'une partie de l'industrie aéronautique et de l'aviation n'ont été possibles que grâce à l'action des ministres communistes. Quant au Statut des fonctionnaires, établi par Maurice Thorez, s'il accroît les droits des

personnels, il ne saurait correspondre à une réforme de l'appareil d'Etat, ni des Grands Corps. La grande bourgeoisie a cependant perdu, en octobre 1945, le contrôle politique de l'Assemblée, et même du gouvernement, en janvier 1946. Elle a surtout perdu le contrôle des masses et l'initiative politique. Malgré tout, elle a pu retarder et limiter les nationalisations et la réforme démocratique de l'Etat, faire durer le provisoire, avec le long premier gouvernement de De Gaulle et l'ajournement du premier projet constitutionnel. Ainsi, dès le second semestre 1946, en s'appuyant sur l'offensive impérialiste, elle peut renverser en sa faveur le rapport des forces au sein de la nation et du gouvernement, cherchant désormais non seulement à marginaliser, mais à isoler le Parti communiste.

Comme le remarquait Léon Blum le 28 juin 1946 : « Partout les problèmes internationaux sont destinés à prendre une importance croissante dans la vie nationale. » Le Parti communiste est conscient de cette « aggravation de la lutte des classes à l'échelle internationale ». Mais, après la dénonciation de l'unité d'action par la S.F.I.O., l'impérialisme compte ouvertement sur le relai politique du Parti socialiste pour isoler les communistes : « La lutte en Europe n'est pas entre Churchill et Staline, c'est-à-dire entre la réaction et le communisme, mais entre le communisme et le socialisme », écrit Walter Lippman, le célèbre chroniqueur officiel du *New York Times,* dans *le Figaro,* repris le 15 novembre par *le Populaire.* Les socialistes rejettent sans examen l'interview au *Times* et le programme d'action gouvernementale du P.C.F. Au Conseil national de la S.F.I.O., le 3 décembre, Daniel Mayer s'exclame : « Voter pour Thorez, c'est faire reparaître le spectre de De Gaulle ». « Ne pas voter Maurice Thorez, c'est perdre le contact avec la classe ouvrière », s'exclame Guy Mollet. Le lendemain, 23 dirigeants socialistes violent la discipline de vote de leur parti, contribuant avec les radicaux à faire échouer la candidature à la présidence du gouvernement de Maurice Thorez qui ne recueille que 259 voix[78]. (310 votes positifs étaient nécessaires.) Après l'échec du M.R.P. Bidault et celui d'un gouvernement de concentration démocratique et républicaine présidé par un socialiste, Léon Blum forme, pour cinq semaines, un gouvernement transitoire socialiste homogène qui apparaît comme la première tentative d'exclusion des ministres communistes[79]. Or, ce gouvernement transitoire désigné pour la mise en place des institutions définitives de la IVe République, bénéficiant du soutien unanime de l'Assemblée, va marquer un tournant en politique économique et internationale : première politique de baisse des prix depuis dix ans, mise en place du Plan Monnet, mais aussi blocage des

salaires et concessions aux Anglo-Américains; accord franco-britannique pour contrebalancer l'alliance franco-soviétique; entraînement dans la guerre d'Indochine pour « préserver les intérêts français » et refus de prendre en compte les offres de négociations du président Hô Chi Minh. Bientôt la presse de droite et certains socialistes envisagent la reconduction de ce gouvernement[80].

La formation du gouvernement Ramadier

Dans cette situation très difficile, les communistes s'opposent catégoriquement à la reconduction. Mais, pour éviter leur isolement et déjouer les plans réactionnaires de maintien des communistes hors du gouvernement, ils font tout pour resserrer les liens entre militants socialistes et communistes. Ainsi font-ils élire le socialiste Vincent Auriol, au premier tour, président de l'Assemblée nationale, puis le 16 janvier 1947, président de la République. Le but de la reprise de l'unité d'action au sommet, mais aussi à la base, est de faire comprendre que les communistes sont les meilleurs défenseurs des travailleurs et que leur exclusion du gouvernement signifierait un glissement à droite. C'est ainsi que les communistes vont revenir au gouvernement, mais en position subalterne. Le socialiste Ramadier a constitué un gouvernement de concentration démocratique comprenant 9 socialistes, 5 communistes, 5 M.R.P., 5 membres du Rassemblement des Gauches et 2 Indépendants. Les partis ne sont pas représentés en proportion de leur importance et, alors qu'ils reculent, les socialistes ont une place dominante. Ils s'assurent les ministères économiques et la France d'Outre-Mer et le M.R.P. les Finances et les Affaires étrangères[81]. C'est bien la fin du tripartisme. On parle même du « quinquipartisme », et le M.R.P. et la droite spéculent sur la dislocation de la solidarité gouvernementale, d'autant que Ramadier en fait une question fondamentale. Néanmoins, il s'engage à « revaloriser le salaire réel », mais sans « hausse générale des salaires » ni « échelle mobile », à « poursuivre les profits spéculatifs », à accroître la production par le Plan, à rétablir l'équilibre budgétaire, à « mettre fin » à la guerre en Indochine « dès que l'ordre et la sécurité seront assurés », à refuser de « nous insérer dans un bloc »[82]. Telle est la base — ambiguë certes — de l'accord gouvernemental; mais les communistes entendent se lier plus étroitement encore aux masses pour le faire appliquer dans le sens des intérêts des travailleurs.

En effet, au début de 1947, les déceptions et les désillusions s'aggravent dans certaines couches anarcho-syndicalistes ou réfor-

mistes de la classe ouvrière. Les hausses de salaires ont été plus qu'effacées par la relance de l'inflation. Les Comités contre la vie chère, lancés par le Parti communiste, n'ont guère pu dépasser le stade de minorités agissantes sur les marchés. C'est en s'appuyant sur un tel courant que Léon Blum, le 1er janvier 1947, a lancé sa spectaculaire politique de baisse de 5 % de tous les prix, au nom de la prétendue loi d'airain du « cycle infernal des prix et des salaires ». En dépit de l'incrédulité de nombreux militants, la direction du P.C.F. doit reconnaître que les « masses laborieuses françaises plaçaient d'instinct leur confiance dans des mesures relatives à la baisse des prix » et que seul le Parti communiste pouvait contribuer au succès de cette politique que le gouvernement Léon Blum n'avait fait qu' « annoncer » alors qu'elle était une des lignes de force du programme de gouvernement communiste. Pour les communistes, il est possible de concilier relèvement du salaire nominal et baisse des prix, à condition de s'en prendre réellement aux profits capitalistes. Or, André Philip, ministre socialiste de l'Economie nationale, non seulement bloque les salaires, mais déclare le 27 janvier 1947 que « le niveau de vie urbain ne peut dépasser 75 % de celui d'avant-guerre », alors que déjà la consommation dépasse 82 % du niveau de 1938. Devant la dégradation réelle et accentuée du niveau de vie[83], le Bureau politique du P.C.F., le 6 février 1947, prend en compte les revendications du Comité confédéral de la C.G.T., lequel venait d'adopter par 248 voix contre 26 la revendication d'un minimum vital de 7 000 francs par mois, alors que la C.F.T.C. réclamait démagogiquement 9 000 F. Cependant, le Parti communiste ne fait pas siens le maintien de la hiérarchie des salaires, ni le bas prix du blé qui laisse prévoir une crise céréalière. Il constate que la production stagne et régresse faute de charbon alors que le gouvernement réduit ses exigences en matière de réparations en nature et n'entreprend pas sérieusement la lutte contre les stocks spéculatifs. C'est pourquoi les communistes ne peuvent qu'appuyer dans la mesure du raisonnable les grèves perlées des travailleurs du Livre, de la métallurgie parisienne, des dockers, des pêcheurs, des employés de banque, des minotiers du Nord, des cheminots qui se développent à la fin de l'hiver. La classe ouvrière recourt de plus en plus à la grève comme moyen d'action, en dépit des réticences des communistes qui entendent poursuivre la bataille de la Production et celle des nationalisations.

Exclusion des ministres communistes

Les désaccords se manifestent aussi en matière de Défense nationale, de politique étrangère et à propos de l'Union française. Le ministre communiste de la Défense nationale se voit de fait retirer la définition et la mise en œuvre d'une réelle politique de Défense au profit du président du Conseil. La signature, le 4 mars, de l'alliance franco-britannique, à Dunkerque, déjà préparée par Léon Blum, marque le triomphe de la thèse britannique selon laquelle la signature du traité « doit précéder le règlement des questions litigieuses entre les deux pays ». Alors que les livraisons de charbon diminuent, la France n'obtient de l'Angleterre qu'une vague promesse de relèvement.

Mais c'est sur la question de l'Indochine que se produit le premier changement de majorité à l'Assemblée[84]. Le 18 mars, le ministre socialiste de la France d'outre-mer déclare à propos du Viêt-minh qu' « il y a des hommes avec qui il sera impossible de traiter. Le Viêt-minh n'est pas tout le Vietnam, le Vietnam n'est pas toute l'Indochine ». Rompant la politique antérieure définie par les accords de Fontainebleau, Ramadier déclare qu' « aujourd'hui ce n'est plus le cadre des accords du 6 mars qui s'offre à nous » et exige le soutien unanime de l'Assemblée pour le rétablissement de l'ordre et de la sécurité en Indochine. L'ordre du jour est voté : les ministres communistes le votent, les députés s'abstiennent. Le Comité central réuni le 19 mars « affirme à nouveau la nécessité absolue de mettre fin aux hostilités en Indochine, de reprendre immédiatement les négociations pacifiques avec le gouvernement du Vietnam et son président Hô Chi Minh sur la base de l'accord du 6 mars 1946, de respecter l'indépendance et l'unité de la République Démocratique du Vietnam dans le cadre de la Fédération Indochinoise et de l'Union Française. Le Comité central ne croit pas possible le vote de crédits militaires pour la poursuite de la guerre contre le Vietnam ». Le samedi 22 mars, le groupe parlementaire communiste s'abstient sur la question de confiance, mais les ministres communistes sont mandatés par le Bureau politique du P.C.F. pour ne pas rompre la solidarité ministérielle et votent la motion. Mais, de la droite aux socialistes, une nouvelle majorité excluant les communistes prend corps.

La contradiction entre la défense des intérêts des travailleurs et de la nation et la politique de la majorité du gouvernement est de plus en plus aiguë. D'un côté, en dépit de l'échec de la politique de déflation, le ministre M.R.P. des Finances refuse tout relèvement des salaires avant juillet ou plus tard et se refuse à reconnaître les primes au rendement. De l'autre, les revendica-

tions sociales sont de plus en plus nettes. Après plusieurs semaines de luttes et de négociations syndicales sans succès, le 25 avril, deux ateliers de Renault cessent le travail et un comité de grève lance un appel au mouvement en s'opposant à la C.G.T. Le 29, la C.G.T. appelle à une grève totale dans l'usine. Les journaux socialistes et de droite se réjouissent de voir la C.G.T. mise en difficulté par une minorité de trotskistes, d'anarchistes et de socialistes. D'un côté, le gouvernement continue la guerre, réprime durement les mouvements populaires à Madagascar, se rapproche ostensiblement des thèses anglo-américaines sur l'Allemagne à la Conférence de Moscou. De l'autre, le Parti communiste rappelle les principes de la Constitution condamnant les guerres coloniales, et les bases traditionnelles de la politique d'indépendance de la France. Le 1er mai, les très puissantes manifestations sont des succès pour les orateurs communistes. Le Comité central du P.C.F. constate le non-respect par la majorité du gouvernement de ses engagements et condamne sa politique qui vise « à faire payer aux travailleurs les frais de la reconstruction ». Il apporte son « soutien aux légitimes revendications des syndicats »; il exige que soit « mis un terme à la politique de force qui aboutirait à la dissociation de l'Union Française au profit de certains impérialismes »; il exhorte les « travailleurs communistes et socialistes à unir leurs efforts contre la réaction ». Le dimanche 4 mai 1947, le président du Conseil pose la question de confiance à l'Assemblée. L'ordre du jour de confiance déposé par un député socialiste est adopté par 360 votants, S.F.I.O., radicaux, M.R.P. Les 186 députés communistes et apparentés seuls le repoussent; l'extrême droite s'abstient. Devant le refus de démission des ministres communistes[85], Ramadier signe le décret les excluant du ministère. La majorité, des socialistes à la droite, a utilisé le légitime soutien aux revendications des travailleurs pour tourner le dos à toute une politique démocratique dont les communistes étaient les garants. Il en était de même alors en Belgique, au Luxembourg, en Italie. Il est maintenant évident d'après les travaux des historiens américains qu'il s'agit là d'un effet de la doctrine Truman présentée en mars 1947. Dans la stratégie du « *containment* » de l'U.R.S.S. et d'intervention américaine en Europe et en Orient, il est impossible de s'accommoder de la participation communiste. Il s'agit au contraire pour les Américains de « régénérer » l'Europe occidentale et en particulier la France. Winston Churchill, démis de ses fonctions, n'avait-il pas déclaré à Zurich, en septembre 1946 : « On ne saurait régénérer l'Europe sans rebâtir une France forte, c'est-à-dire débarrassée de la cinquième colonne. » Ce n'est, semble-t-il, malgré tout qu'en avril 1947 que

l'ambassadeur américain aurait fait savoir à Ramadier et peut-être à Auriol que les relations entre les Etats-Unis et la France seraient facilitées si les ministres communistes étaient révoqués. D'autre part, les pressions financières sont évidentes. Ce n'est qu'après le 5 mai que les premiers crédits américains depuis les accords Blum-Byrnes sont octroyés à la France. Le 8 mai, le secrétaire d'Etat américain Dean Acheson annonçait le renversement des alliances : « Les Etats-Unis doivent pousser de toutes leurs forces à la reconstruction des deux grands ateliers d'Europe et d'Asie : l'Allemagne et le Japon. » Le 5 juin était lancé le projet du Plan Marshall.

Ainsi, les conditions n'étaient plus réunies pour que le Parti communiste puisse continuer à concilier sa politique nationale, de classe et sa participation gouvernementale. Cependant, il continuera à se présenter jusqu'en septembre 1947 comme parti de gouvernement. De fait, beaucoup de militants, sans se rendre compte de la portée de cette décision, accueillirent avec joie cette exclusion, redoutée par Maurice Thorez. En fait, le rôle dirigeant du Parti communiste n'a pas été reconnu assez largement dans le pays. Certes, le P.C.F. jouit d'une autorité politique incontestable qui lui vient de son action dans le Front populaire et la Résistance. Mais dès la fin de 1945, il plafonne en adhérents, n'atteint que 804 000 adhérents à la fin de 1946[86] (775 000 en décembre 45). Le tirage de *l'Humanité* connaît une chute très nette dès juin-juillet 1946 (95 000 exemplaires de moins entre novembre 1945 et novembre 1946). Le P.C.F. reste très faible dans les entreprises. Il y a à peine deux fois plus de cellules d'entreprises qu'en 1937 et elles sont beaucoup moins actives. Renaissent les tendances économistes selon lesquelles le syndicat suffit à tout. La vie syndicale n'est pas toujours aussi large et démocratique que le souhaiterait la direction du P.C.F., alors que les réformistes tentent dès l'été 1946 des expériences de scission syndicale. Les élections aux conseils d'administration des Caisses de Sécurité sociale, le 24 avril 1947, sont une relative déception pour les communistes. La C.G.T. ne recueille que 3 280 000 voix et 59,27 % des suffrages et la C.F.T.C. 1 458 000 voix et 26,36 % des suffrages[87]. En fait, c'est le rôle dirigeant de l'avant-garde de la classe ouvrière qui n'a pas été suffisamment reconnu par les masses.

En guise de conclusion

Le Parti communiste n'est pas le seul maître de l'histoire, n'est pas le seul créateur des rapports de forces. Dès la guerre, la

France fut, de tous les pays occupés, celui où la bourgeoisie et les forces réformistes jouèrent le plus la carte de la Résistance. Le gaullisme et le réformisme sont dominants à la Libération, même si le Parti communiste a pu jouer un rôle décisif dans la lutte contre l'attentisme et lors de l'insurrection. Le P.C.F. rejoue encore un rôle décisif entre octobre 1945 et mai 1946, mais ne peut alors suffisamment modifier les rapports de classe, n'arrivant pas à maintenir son hégémonie sur le mouvement réformiste. A partir de ce moment, le rapport des forces nationales et internationales marque un déclin par paliers de la capacité du Parti communiste français à infléchir la disposition des forces politiques.

Pourtant, le P.C.F. apparaît en novembre 1946 plus fort que jamais. L'influence d'un parti communiste ne se mesure pas seulement à son nombre d'adhérents et d'électeurs, mais à sa force d'entraînement des masses, à sa capacité d'initiative pour prendre le dessus sur les forces du capital. Or la dégradation de l'unité d'action prouve bien que l'offensive des forces impérialistes subjugue les directions de la S.F.I.O. et du M.R.P. dès 1946. Le Parti communiste ne put alors attirer suffisamment les travailleurs chrétiens et socialistes et leurs directions, en dépit des jeux de tendances au sein de la S.F.I.O. C'est ce que montre encore l'échec des Amicales du P.O.F. Les espoirs d'absorption ou de scission du courant réformiste se révélèrent vains.

L'autorité politique du Parti communiste en 1944-1945 est le résultat de son rôle dans la lutte antifasciste et pour la libération de la France. Mais, face au prolongement des difficultés de l'après-guerre, quand, en 1946, les perspectives nouvelles se poseront en termes de démocratie nouvelle, de transformation des rapports sociaux, de lutte anticoloniale et de défense de l'indépendance nationale contre les menées impérialistes, il ne progresse que peu. La direction du P.C.F. était consciente de ce que, pendant la guerre de libération nationale, la lutte des classes se poursuivait au sein de la Résistance et qu'elle expliquait les divergences sur les formes de lutte et de réformes. Mais c'est la façon dont fut résolue la libération nationale en France, sans crise de l'Etat, qui limita dès l'origine le champ des conquêtes sociales et démocratiques. On ne peut opposer lutte de libération nationale et luttes des classes; elles sont à saisir dans leurs articulations constantes à chaque période.

Le Parti communiste français a tenté de les articuler au maximum face à ceux qui les dissociaient. S'appuyant sur un mouvement populaire plus puissant et plus conscient qu'en 1936, il n'entreprit jamais de reproduire l'expérience critiquée du Front populaire; par contre, il lutta contre ceux qui crurent au rêve

d'une conquête révolutionnaire du pouvoir par une République des Comités. Mais la perspective d'une « démocratie nouvelle » pour la France, en germe dès le Comité central de janvier 1945 et le Xe Congrès ne fut pas précisée rapidement, autant à cause du contexte international et national qu'en raison d'une insuffisante réflexion collective sur la façon de lier les transformations économiques et sociales et les réformes politiques dans le cadre d'une société française peu analysée. La direction du P.C.F. reconnut elle-même qu'elle n'avait pas su lier suffisamment les perspectives de libération nationale et celles de la démocratie nouvelle[88]. C'est là d'ailleurs une des origines du retard théorique de 1956 puisque, pour Maurice Thorez, la « démocratie nouvelle » semble tenir les fonctions de la « dictature du prolétariat » dont elle serait une forme historique concrète et dont la perspective est abandonnée de fait en octobre 1947.

Pourtant, nous ne dirons pas qu'en 1946, le Parti communiste a sous-estimé ses forces et surestimé celles de l'adversaire[89]. Une analyse fine du rapport des forces nous montre que le Parti communiste a peut-être porté, au contraire, un jugement optimiste sur la situation internationale et nationale et surestimé ses propres forces alors pourtant qu'il n'arrivait pas à devenir ce nouveau parti de masse, se « comptant par millions », ni à rejouer un rôle décisif à la fin de 1946. Il n'empêche que, quelles que soient les imprécisions, les tâtonnements, les erreurs d'appréciation, les illusions des communistes, il n'y eut jamais, à notre avis, de choix implicite ou explicite de la direction du P.C.F. entre plusieurs types de stratégie. La stratégie d'Union de la nation française développée dès 1934 apparaît bien celle du Parti communiste français entre 1944 et 1947, même si elle ne semble pas toujours bien comprise ni poussée jusqu'au bout.

Toutefois, cette stratégie s'avéra efficace et porteuse de nombreuses conquêtes pour les travailleurs car il n'est pas parti révolutionnaire en Europe occidentale qui ait pu, dans un complexe affrontement de classes, introduire autant d'éléments contradictoires à la mise en place du capitalisme monopoliste d'Etat[90] autant de réformes démocratiques, qui permirent à la classe ouvrière de poursuivre la lutte pour la libération économique et sociale et pour l'indépendance nationale.

ANNEXES

NATIONALISATIONS ET CONQUÊTES SOCIALES

Nationalisations

1944

13 décembre : Ordonnance instituant les Houillères nationales du Nord et du Pas-de-Calais (seulement) après réquisition. Forte indemnisation des ex-propriétaires.

18 décembre : Contrôle de l'Etat sur la marine marchande.

1945

16 janvier : Nationalisation des usines Renault et confiscation des biens de Louis Renault pour trahison.

29 mai : Transfert à l'Etat des actions de toute la société des moteurs Gnome et Rhône, par Charles Tillon.

26 juin : Transfert à l'Etat de la propriété des actions des compagnies Air France et Air bleu.

2 décembre : Loi de nationalisation de la Banque de France et de 4 banques de dépôts : Crédit lyonnais, Société générale, Comptoir national d'escompte, B.N.C.I. après projet de loi de Jacques Duclos. De Gaulle empêche la nationalisation des banques d'affaires.

1946

28 mars : Loi de nationalisation de l'électricité et du gaz (production, transfert et distribution) sur projet de loi de Marcel Paul, en dépit de l'hostilité du M.R.P. et de nombreux socialistes.

25 avril : Loi de nationalisation des principales compagnies d'assurances, après leur dénonciation par François Billoux.

26 avril : Loi de nationalisation des Houillères de France (8 sociétés de bassin) sur projet de Marcel Paul.

Comités d'entreprise

1945

22 février : Ordonnance instituant les comités d'entreprise dans les entreprises de plus de 100 ouvriers (pas d'accès au bilan).

1946

24 avril : Loi étendant les attributions des comités aux entreprises de plus de 50 ouvriers (expert comptable-publicité des bilans) et statut des délégués élus du personnel présentés par Ambroise Croizat.

Sécurité sociale

1945

19 octobre : Réorganisation des assurances sociales. Principe adopté de la Sécurité sociale sur proposition C.G.T. et P.C.F.

1946

9 août : Adoption du Plan de Sècurité sociale étendant les assurances à tous les salariés par Ambroise Croizat.

1947

24 avril : Elections aux conseils d'administration des caisses de la Sécurité sociale.

Autres conquêtes

1946

19 octobre : Statut général de la Fonction publique, présenté par Maurice Thorez. Statut du Fermage et du Métayage.

ÉTAT COMPARATIF DES EFFECTIFS DU PARTI

du 1er décembre 1937 à décembre 1946

Fédérations	Décembre 1937	Décembre 1944	10e Congrès	Décembre 1945	Décembre 1946	Cartes expédiées au 31-1-47
AIN	900	2.251	4.000	7.621	8.168	8.300
AISNE	3.950	4.200	10.157	12.020	9.852	9.000
ALLIER	2.900	6.823	9.000	12.559	14.000	13.000
BASSES-ALPES	100	2.600	3.100	3.177	3.198	3.500
HAUTES-ALPES	250	1.200	2.000	2.310	2.680	2.500
ALPES-MARITIMES	7.600	5.650	10.691	14.096	14.134	13.000
ARDÈCHE	800	1.500	4.029	5.843	7.600	7.500
ARDENNES	1.900	2.471	4.027	5.426	5.525	5.500
ARIÈGE	1.236	2.850	3.190	5.345	4.570	5.000
AUBE	1.200	2.000	3.359	4.428	5.500	5.000
AUDE	1.600	2.380	3.546	5.531	6.323	5.500
AVEYRON	1.200	1.500	2.700	3.100	4.122	4.200
CALVADOS	1.300	988	1.450	3.214	3.200	3.500
CANTAL	550	1.965	2.592	3.505	2.997	3.000
CHARENTE	2.200	3.500	5.672	7.200	6.000	7.000
CHARENTE-MARITIME	3.050	1.842	2.621	5.678	7.332	7.300
CHER	2.500	5.500	6.000	8.500	8.250	9.000
CORRÈZE	2.650	6.465	8.152	11.017	11.231	11.500
CORSE	1.000	6.500	8.250	7.418	9.322	8.000
COTE-D'OR	1.645	1.800	3.240	5.050	5.350	5.300
COTES-DU-NORD	1.600	7.646	12.078	13.708	15.075	14.000

Source : Rapports du Comité central pour le XIe Congrès national du Parti communiste français.

Fédérations	Décembre 1937	Décembre 1944	10e Congrès	Décembre 1945	Décembre 1946	Cartes expédiées au 31-1-47
Creuse	1.270	3.429	4.046	5.766	5.809	6.000
Deux-Sèvres	1.250	1.520	2.682	3.506	3.705	3.500
Dordogne	2.850	6.968	9.058	12.000	14.188	14.000
Doubs	2.575	485	1.800	4.500	5.900	5.000
Drome	2.500	3.865	5.054	7.607	8.797	9.000
Eure	900	1.564	2.688	3.470	5.000	4.000
Eure-et-Loir	1.000	1.294	2.575	3.500	3.000	3.500
Finistère	1.800	5.803	8.922	11.200	13.000	11.000
Gard	3.917	5.611	7.903	11.820	12.062	12.000
Haute-Garonne	1.164	8.366	8.304	11.786	11.609	13.000
Gers	380	1.200	2.344	3.748	4.183	3.500
Gironde	6.100	5.000	6.401	10.665	11.460	11.000
Hérault	3.100	3.500	5.300	8.171	10.064	10.000
Ille-et-Vilaine	650	2.917	5.600	8.572	5.816	6.000
Indre	1.800	3.666	5.268	7.022	7.644	7.800
Indre-et-Loire	1.700	2.055	3.309	4.967	5.570	6.000
Isère	2.600	5.610	7.943	15.433	15.127	15.000
Jura	920	1.724	3.053	5.691	4.155	4.500
Landes	900	1.059	2.516	3.562	4.531	5.000
Loire	4.440	8.909	10.133	15.934	15.762	2.000
Haute-Loire	260	1.800	2.800	4.000	3.800	4.500
Loire-Inférieure	1.621	1.991	2.413	5.120	4.540	5.000
Loiret	1.659	1.400	2.252	4.180	5.195	5.000

Fédérations	Décembre 1937	Décembre 1944	10e Congrès	Décembre 1945	Décembre 1946	Cartes expédiées au 31-1-47
Loir-et-Cher	791	2.500	2.993	4.500	5.100	5.200
Lot	850	2.240	3.258	4.362	4.853	4.000
Lot-et-Garonne	3.120	3.065	6.645	8.800	7.670	7.800
Lozère	—	—	665	870	850	1.000
Maine-et-Loire	800	1.325	2.250	3.275	3.408	3.280
Manche	470	374	589	1.290	1.800	2.000
Marne	1.350	3.500	3.600	5.000	4.800	4.000
Haute-Marne	1.000	850	1.280	2.945	2.800	2.750
Mayenne	500	500	720	1.000	1.400	1.500
Meurthe-et-Moselle	6.000	3.079	3.510	6.488	6.993	6.500
Meuse	350	650	1.500	2.246	2.716	2.500
Morbihan	200	2.070	5.000	7.000	10.100	7.000
Moselle	5.000	1.300	2.500	4.800	5.301	6.000
Nièvre	1.900	3.459	4.938	5.525	6.883	7.500
Nord	20.800	20.000	29.404	40.400	36.616	38.500
Oise	4.500	6.000	6.389	10.127	10.622	10.000
Orne	470	500	1.060	1.297	3.200	3.500
Pas-de-Calais	12.200	17.985	23.954	38.650	37.000	34.000
Puy-de-Dome	3.330	5.069	8.000	11.000	9.923	10.500
Basses-Pyrénées	1.850	1.627	2.674	4.010	4.312	4.000
Hautes-Pyrénées	750	1.929	3.000	3.857	4.606	4.200
Pyrénées-Orientales	2.400	3.200	3.963	5.550	6.714	6.100
Bas-Rhin	2.653	1.000	2.610	5.370	5.553	5.500

Fédérations	Décembre 1937	Décembre 1944	10e Congrès	Décembre 1945	Décembre 1946	Cartes expédiées au 31-1-47
Haut-Rhin	3.847		1.984	3.400	2.919	3.000
Bouches-du-Rhone	9.832	14.000	19.501	26.892	26.726	28.000
Rhone	5.970	13.203	17.364	20.608	18.243	20.000
Haute-Saone	622	403	1.447	3.840	3.964	4.000
Saone-et-Loire	2.450	3.061	7.227	11.022	10.000	11.000
Sarthe	1.050	1.928	2.212	2.800	3.441	3.800
Savoie	600	3.000	4.464	4.464	5.433	5.500
Haute-Savoie	1.700	4.411	1.866	7.215	7.637	7.000
Seine-Inférieure	6.500	3.500	5.084	7.135	8.507	8.200
Somme	4.800	4.988	8.199	11.537	11.189	12.000
Tarn	800	1.208	3.000	4.850	3.422	3.000
Tarn-et-Garonne	500	1.800	2.150	2.600	2.300	2.500
Var	3.860	5.968	8.559	10.696	9.446	10.100
Vaucluse	2.100	3.200	1.300	6.650	6.700	6.000
Vendée	179	1.275	2.198	3.200	2.879	3.000
Vienne	1.050	2.150	3.094	5.500	5.393	5.500
Haute-Vienne	2.930	5.325	8.300	11.188	12.167	13.000
Vosges	2.060	750	1.211	1.668	3.500	3.500
Yonne	1.300	1.792	2.871	4.047	4.365	4.700
Seine-et-Marne	1.250	4.137	5.276	6.447	8.032	8.500
Seine-et-Oise	}115.367		22.000	28.425	31.324	30.000
Seine			65.262	103.780	108.092	105.000
Total	207.916	309.681	544.989	775.342	804.229	809.030

ETAT COMPARATIF
ET DES VOIX OBTENUES

	FEDERATIONS	Sections	Cellules locales	Cellules entrepr.	Cellules rurales	Total cellules	Hommes	Femmes
1	AIN	46	156	46	220	422	7.472	696
2	AISNE	46	112	48	303	463		
3	ALLIER	27	177	109	164	450	13.000	1.000
4	ALPES-BASSES	32	66	12	90	168	2.833	395
5	ALPES-HAUTES	25	20	3	112	135	2.530	150
6	ALPES-MARIT.	58	287	86	182	555	12.446	1.688
7	ARDECHE	34	87	54	229	370		
8	ARIEGE	27	219	17	34	270	4.170	400
9	ARDENNES	39	264	32	10	306	4.934	591
10	AUBE	40	108	35	106	249	4.926	574
11	AUDE	41	50	29	206	285		
12	AVEYRON	26	83	26	108	217		
13	BCHES-DU-RH.	61	535	647	173	1.386	23.211	3.515
14	CALVADOS	20	52	34	70	156		
15	CANTAL	21	51	17	100	163		
16	CHARENTE	21	36	150	6	192	5.500	500
17	CHAR.-MARIT.	35	106	65	223	394		
18	CHER	30	106	75	139	320	7.675	575
19	CORREZE		119	68	236	423	10.675	566
20	CORSE	71	97	321	41	463		
21	COTE-D'OR	31	313	56	3	369	4.750	600
22	COTES-DU-N.	103		42	680	722	13.975	1.100
23	CREUSE	27	40	6	217	263	5.451	358
24	DEUX-SEVRES	19	48	34	137	219	3.371	334
25	DORDOGNE	58	98	56	437	591		
26	DOUBS	24	186	74	6	266		
27	DROME	45	134	49	248	431		
28	EURE	38	197	15	48	250		
29	EURE-ET-LOIR	29	76	12	137	225	2.940	60
30	FINISTERE	80	380	56	103	539		
31	GARD	34	182	142	192	516		
32	HTE-GARONNE	40	194	226	141	561		
33	GERS	32	71	5	87	163		
34	GIRONDE	64	259	134	186	579		
35	HERAULT	41	180	76	195	451		
36	ILLE-ET-VIL.	28	91	42	117	250	5.511	305
37	INDRE	27	76	38	76	319	6.924	720
38	INDRE-ET-L.	28	59	65	197	321	5.100	470
39	ISERE	53	182	185	338	705		
40	JURA	39	110	20	171	301		
41	LANDES	37	141	27	102	270		
42	LOIRE	46	208	328	86	613		
43	LOIR-ET-CHER	27	65	20	105	190	4.680	420
44	HTE-LOIRE	26	67	9	35	111	3.500	300
45	LOIRE-INF.	26	117	101	42	320		
46	LOIRET		87	83	162	332		
47	LOT	49		25	250	275		
48	LOT-ET-GAR.	40	9 4	40	217	351		

DES EFFECTIFS DU PARTI
LE 10 NOVEMBRE 1946

Total adhérents	Electeurs	% adh. par rapport élect.	Voix obtenues	Suffrages exprimés	% voix par rapport suf. ex.	% adh. par rapport vx obt.	Gains ou pertes	
8.168	189.315	4,31	42.508	137.563	30,9	19,21	43	1
9.852	270.437	3,64	82.551	219.762	37,7	11,93	+ 2.883	2
14.000	247.495	5,65	63.908	173.403	36,9	21,90	— 3.088	3
3.198	57.001	5,61	14.017	41.338	33,9	22,81	+ 776	4
2.680	55.578	4,82	12.605	40.266	32,1	21,26	— 555	5
14.134	251.401	5,62	77.312	201.416	39,2	18,28	+ 2.847	6
7.600	170.900	4,44	41.133	136.041	30,7	18,47	+ 2.008	7
4.570	101.597	4,49	24.507	74.461	33,4	18,64	— 431	8
5.525	150.937	3,66	39.439	121.141	33,2	14	+ 1.939	9
5.500	142.395	3,86	31.982	111.177	29,3	17,2	— 52	10
6.323	170.466	3,70	34.624	127.033	27,3	18,26	— 107	11
4.128	200.601	2,05	32.042	160.856	20,4	12,88	+ 1.912	12
26.726	535.699	4,98	157.462	412.950	38,9	16,97	+ 12.424	13
3.200	230.986	1,38	38.254	181.526	21,4	8,36	+ 9.198	14
2.997	119.860	2,51	21.741	89.340	24,08	13,78	+ 2.294	15
6.000	203.477	2,94	50.545	147.381	34,3	11,87	+ 4.974	16
7.332	271.712	2,69	49.008	197.773	25,2	14,96	+ 6.667	17
8.250	188.479	4,37	51.761	141.336	36,6	15,93	+ 804	18
11.231	172.039	6,52	52.864	134.387	39,9	21,24	— 1.627	19
9.322	158.120	5,89	38.709	88.155	44,2	26,55	+ 6.555	20
5.350	207.161	2,58	28.374	162.411	17,7	18,68	+ 3.264	21
15.075	343.077	4,39	86.694	279.441	31,5	17,38	+ 7.718	22
5.809	134.030	4,33	34.230	90.534	38,7	16,97	+ 1.375	23
3.705	200.202	1,85	28.257	154.128	18,8	13,11	+ 3.778	24
14.188	257.422	5,51	64.085	193.585	33.5	22,13	+ 3.418	25
5.150	227.537	2,26	36.367	177.270	24,1	14,16	+ 7.542	26
8.997	172.644	5,21	43.331	123.139	35,1	20,76	+ 690	27
5.000	186.525	2,68	33.344	147.144	23,1	15	+ 3.075	28
3.000	157.141	1,90	29.121	124.876	23,3	10,3	+ 1.608	29
13.160	486.411	2,70	105.882	382.255	27,8	12,42	+ 9.848	30
12.062	232.898	5,17	67.096	182.575	37,4	17,87	+ 3.107	31
11.609	315.894	3,67	62.746	238.099	27,1	18,50	+ 3.729	32
4.183	117.588	3,55	19.655	79.161	25,5	21,28	+ 929	33
11.460	538.391	2,12	73.953	390.400	19,4	15,49	+ 9.682	34
10.064	276.671	3,63	71.482	214.523	33,8	14,08	+ 4.106	35
5.816	359.813	1,61	49.210	294.377	16 5	10,30	+ 5.405	36
7.644	167.914	4,55	40.826	125.084	33,3	18,72	+ 2.565	37
5.570	221.388	2,51	41.150	165.174	25,5	13,53	+ 2.399	38
15.127	354.663	4,26	82.019	246.880	33,7	18,44	+ 348	39
4.155	138.789	2,99	27.982	106.678	26,6	14,84	— 1.056	40
4.531	170.885	2,65	28.721	127.787	23	15,77	+ 929	41
15.762	388.227	4,05	85.140	292.089	29,6	18,51	— 152	42
5.100	151.485	3,36	29.451	118.466	25	17,31	— 1.037	43
3.800	153.001	2,48	22.790	115.040	19,8	16,67	+ 532	44
4.540	421.457	1,07	42.821	333.220	13,1	10,6	+ 1.053	43
5.195	218.194	2,38	44.157	173.135	26	11,76	+ 1.585	46
4.852	106.216	4,56	22.729	84.647	27,1	21,34	+ 446	47
7.670	157.824	4,85	42.107	117.429	35,9	18,21	— 1.291	48

	FÉDERATIONS	Sections	Cellules locales	Cellules entrepr.	cellules rurales	Total Cellules	Hommes	Femmes
49	LOZERE	11	14	2	30	46	830	20
50	MAINE-ET-L.	15	55	59	98	218	3.238	170
51	MANCHE	17	64	9	3	77		
52	MARNE	34	89	57	145	291	4.420	400
53	HTE-MARNE	40	98	38	53	189		
54	MAYENNE	12	66	6		72		
55	MEURT.-et-M.	42	176	123	20	310		
56	MEUSE	21	95	19	29	143		
57	MORBIHAN	39	183	60	72	315	9.722	378
58	MOSELLE	46	197	64	3	261		
59	NIEVRE	30	86	84	211	381	6.043	540
60	NORD	86	696	282	137	1.115	32 456	4.160
61	ORNE	33	106	6	20	132	2.997	203
62	OISE	55	398	35	84	517	9.804	818
63	PAS-de-CAL.	92	532	318	251	1.101		
64	PUY-DE-DOME.	45	174	95	161	430		
65	PYR.-BASSES	27	118	49	115	282	4.068	244
66	PYREN.-HAUT.	23	58	100	101	259	4.191	415
67	PYREN.-OR.	33	56	28	170	254		
68	BAS-RHIN	59	102	28	82	212		
69	HAUT-RHIN	24	71	15	46	132		
70	RHONE	58	271	257	167	789		
71	HTE-SAONE.	28			215	215		
72	SAONE-ET-L.	53	139	116	297	552	9.550	450
73	SARTHE	32	108	28	48	184		
74	SAVOIE	21	168	40	59	267	5.[illegible]	332
75	HTE-SAVOIE	28	97	46	225	368	6.944	693
76	SEINE-INFER.	48	324	128		452		
77	SOMME	50	140	79	307	526	9.877	1.312
78	TARN	40	50	29	66	182		302
79	TARN-ET-GAR.	15	36	10	77	123	2.100	200
80	VAR	25	225	107	79	411	8.496	950
81	VAUCLUSE	29	85	40	165	290	6.000	700
82	VENDEE	20	51	20	96	167		
83	VIENNE	28	67	42	175	284	5.123	270
84	HTE-VIENNE	34	104	78	269	451	11.335	832
85	VOSGES	25	150	40	50	240		
86	YONNE	38	51	12	237	300	3.790	575
87	SEINE	110	1.971	2.504		4.475	89.092	19.000
88	SEINE-ET OISE	98	805	302	289	1.396	27.019	4.305
89	SEINE-ET-M.	33	225	32	187	444	7.223	809
90	MARTINIQUE	8	90			90		
91	REUNION							
92	GUADELOUPE.	16	180			180		
	Totaux	3.479	15.860	8.363	12.060	36.283		

Total adhérents	Electeurs	% adh. par rapport élect.	Voix obtenues	Suffrages exprimés	% voix par rapport suf. ex.	% adh. par rapport vx obt.	Gains ou pertes	
850	61.273	1,38	16 200	46.127	35,1	5.37	817	19
3.408	310 856	1,09	33.331	236.920	14,4	10.22	+ 7.649	50
1.800	259.214	0,69	17.941	200.321	9,1	10.03	+ 3.442	51
4.820	235.113	2,05	48.769	172.532	29	9,88	+ 696	52
2.800	113.078	2,47	20.273	86.754	23,9	13,81	+ 1.929	53
1.400	158.295	0,88	11.557	130.526	9,1	12,11	+ 2.003	54
6.993	303.699	2,30	56.839	238.196	24,3	12,3	+ 6.307	55
2.716	116.093	2,33	18.662	90.194	21,3	14,55	+ 3.678	56
10.100	327.299	3,08	57.176	262.863	22,1	17.66	+ 8.953	57
5.301	305.495	1,73	47.913	256.637	19,2	11,06	2.744	58
6.883	160.270	4,29	39.909	118.543	33,7	17,24	726	59
36.616	1.182.671	3,09	291.400	1.029.669	28.7	12,56	+ 10.166	60
3.200	167 637	1,89	21.422	130.768	16,8	14,93	+ 2.922	61
10.622	230.259	4,61	64.278	191.445	34,3	16,52	+ 4.729	62
37.000	660.338	5,60	173.253	560.457	31.2	21,35	+ 13.833	63
9.923	314.801	3,15	49.115	225.543	22,1	20,20	721	64
4.312	263.079	1,63	36.996	202.985	18.6	11,65	541	65
4.606	127.765	3,60	24.573	93.297	26.9	18,74	+ 620	66
6.714	139.333	4,81	42.259	104.328	41,3	15,88	+ 1.486	67
5.553	435.049	1,27	40.547	310.639	13,6	13,69	5.077	68
2.909	303.060	0,95	22.732	217.377	10,9	12,89	+ 253	69
18.243	529.904	3,44	106.616	406.941	26,5	17,11	+ 10.974	70
3.964	132.788	2,98	25.713	103.500	24,9	15.41	1.890	71
10.000	288.673	3,46	76.847	240.588	32,4	13,02	— 642	72
3.441	248.660	1,38	34.035	189.880	18,5	10,11	+ 3.744	73
5.433	584.942	0,92	46.068	565.937	46	13,15	+ 10.911	74
7.637	162.687	4,69	35.867	122.942	29,6	21,29	+ 977	75
8.507	498.888	1,70	121.212	378.764	32,4	7.02	+ 9.072	76
11.189	276.995	4,03	74.296	231.661	32,7	15,06	+ 4.221	77
3.422	193.903	1,76	38.100	150.778	25,9	8,98	— 697	78
2.300	104.010	2,21	16 240	80.538	20,06	14,16	+ 106	79
9.446	216.686	4,35	60.203	156.366	39,3	15,69	+ 556	80
6.700	153.289	4,37	39.874	121.153	33,5	16,80	+ 2.935	81
2.879	251.252	1,14	26.926	203.279	13.6	10,69	— 2.928	82
5.393	202.619	2,66	48.845	149.523	32,7	11,04	+ 3.440	83
12.167	227.554	5,34	64.367	169.268	38,6	18,90	— 2.448	84
3.500	220.558	1,58	41.709	161.923	26,6	3,99	+ 2.760	85
4.367	170.238	2,56	37.646	131.469	29,2	11,6.	+ 2.224	86
108.092			839.431		35.3	12,87	+ 40.685	87
31.324		3,60	244.219		34,4	12,82	+ 2.397	88
8.032	251.418	3,19	70.415	205.597	34.9	11,40	+ 4.822	89
2.900	119.467	2,42	34.659	55.007	63	8,36		90
	110.850		51.572	93.417	55.20			91
2.000	114.099	1.75	16.252	35.897	45,27	12,30		92
819.155	24.728.731		5.580.649	19.333.053	28,89		272.909	



426.486
5 JOURS DE GREVE PERLÉE
ELECTIONS GENERALES
PASSAGE A 4 FRS 4 PAGES
517.789
514.916
438.848
ELEC. GENERALES
REFERENDUM
LANCEMENT
DEMISSION DE GAULLE
FORMATION GOUVERNEMENT
REFERENDUM ELEC. GENERALES
532.505
521.529
ELECTIONS MUNICIPALES
CAPITULATION DE L'ALLEMAGNE
440.421

1947: JAN FEV
1946: JAN FEV MARS AVR MAI JUIN JUILL AOUT SEPT OCT NOV DEC
1945: JAN FEV MARS AVR MAI JUIN JUILL AOUT SEPT OCT NOV DEC

500.000
475.000
450.000
425.000
400.000
375.000
350.000
325.000
300.000

7

Le P.C.F. et la « guerre froide »
1947-1953

Roger Martelli

INTRODUCTION

Ceci sera pour l'essentiel une histoire « par en haut » du P.C.F. Le choix est pour une part déterminé par l'état actuel des recherches : il n'y a pas d'études satisfaisantes de la pratique concrète du P.C.F., de ses organisations et de ses directions dans la période considérée. Dans ce domaine, presque tout est à faire, et on ne peut anticiper sur ce travail sans risques graves.

Mais le choix ne procède pas de la seule constatation négative. Je ne traite pas ainsi de l'histoire du P.C.F. pour la seule raison qu'il n'est pas d'autre voie possible. Je le fais parce que je pense que ce type d'investigation est indispensable.

Tout d'abord, l'historien est dès maintenant placé devant une masse considérable de documents publics à caractère national (brochures, presse, édition, souvenirs) qu'on ne peut souffrir de laisser dans l'ombre. Or, je suis personnellement frappé de la méconnaissance dans le détail de ces sources accessibles, telle qu'elle s'exprime dans l'ensemble des études existantes; elle est d'autant plus grave qu'elle est parfois théorisée (à la limite, cette documentation serait secondaire, parce que publique et donc officielle). Il faut s'atteler au travail fastidieux, mais indispensable de lecture et de mise en relation de tous ces textes.

Par ailleurs, si l'histoire politique s'en tenait autrefois aux seuls dirigeants, méprisait hautement les « masses » ou la « base », on ne peut se contenter de renverser la vapeur et négliger désormais les activités des directions politiques, qui doivent elles aussi être matière à étude et réflexion, avec des méthodes appropriées. Or, les efforts de direction en termes de masse passent pour une large part par le biais des documents publics qui en sont donc l'indice; l'effet est d'autant plus large que nous sommes dans une période où l'information joue en politique un rôle croissant dans le mouvement des consciences. Le dédain serait tout particulièrement grave dans le cas du P.C.F. : le rôle qu'y jouent les directions, la manière dont fonctionnent les grands textes de

référence dans toute l'organisation (les rapports sont discutés, les éditoriaux sont intégrés de façon différenciée, etc.) nécessitent une attention soutenue.

Enfin, je ne crois pas qu'il soit possible de connaître l'histoire du P.C.F. en faisant abstraction de l'histoire de sa stratégie. C'est par la mise en œuvre sur une période assez longue d'une orientation stratégique — qu'il explicite plus ou moins — que le P.C.F. agit en profondeur sur la société française. La connaissance de la stratégie ne se limite certes pas au décorticage de textes : elle s'inscrit dans des pratiques, elle se modifie concrètement en fonction des rapports de forces concrets locaux ou nationaux. Mais les pratiques en elles-mêmes, prises isolément, ne suffisent pas à la révéler; comment éviter alors l'aller-retour entre les textes accessibles et ce que l'on perçoit des pratiques?

Pour toute la période qui va de 1947 à 1953, je consacrerai une part importante à la seule année 1947 qui mérite d'être vue plus en détail : elle est en effet décisive par ses effets à long terme sur le P.C.F. Pour le reste, le texte pourra paraître profondément déséquilibré, à bien des égards trop interne. Le lecteur fera sans peine le bilan des absences et s'étonnera peut-être de certaines insistances. Mais la recherche n'est jamais achevée; travaux et confrontations permettront de dépasser bien vite ce qui ne peut être qu'une première approche. J'ajoute que ceux qui ont vécu la période ne s'y retrouveront pas nécessairement : beaucoup d'éléments ici décrits, et notamment les modifications dans l'orientation politique, n'ont pas toujours fait partie du vécu des militants. Il est décisif pour comprendre la vigueur de l'engagement communiste et son mantien dans une période difficile où l'adversaire ne ménage pas le P.C.F. Mais, pour comprendre avec le recul l'histoire du P.C.F. dans toute la période et pour saisir son rapport à la société française, il n'est pas possible de s'en tenir au seul vécu. Je cours donc consciemment le risque des incompréhensions au départ.

Les pages qui suivent voient dominer les aspects critiques, les références à ce qui fut négatif dans cette période de l'histoire du P.C.F. C'est, pour l'essentiel, en toute connaissance de cause que j'ai choisi, malgré mes convictions profondes, de ne pas donner l'image de l'équilibre dans la forme entre le positif et le négatif.

Pour une raison toute simple : les années qui s'étendent entre 1947 et 1953 sont certainement de celles où les défauts apparaissent le plus nettement dans le type de réflexion politique et dans le fonctionnement de l'organisation, où des décisions furent prises, où des jugements furent portés que le P.C.F. a lui-même repoussés avec force par la suite. Ces traits profondément négatifs, il ne suffit pas de les désigner, de se lamenter sur eux ou

de les condamner : il faut les comprendre et cela prend du temps. Dans l'état actuel — lacunaire — de la recherche, j'ai préféré le prendre : je suis responsable de ce choix.

Et pourtant ces années difficiles, où pèse toute la dureté des conflits qui déchirent le monde, ne sont aucunement, telles qu'elles sont, une sorte de parenthèse honteuse. Sans doute le P.C.F. se trompe-t-il souvent alors, parce qu'il pousse jusqu'au bout son engagement dans le « camp démocratique ». Mais, par-delà les difficultés, c'est cet engagement qui lui a permis de soutenir sans faille tous les mouvements qui, dans le monde, ont secoué la vieille domination impérialiste. Ses militants, malgré la répression souvent brutale, se battent aux côtés du peuple vietnamien et l'accompagnent jusqu'à la victoire, assurant jusqu'au bout le maintien d'une « certaine idée de la France ». Il n'accepte pas, lui, le verdict sanglant de Madagascar, dénonce la répression dès ses débuts au Maroc, en Tunisie, puis en Afrique noire, il aide concrètement au développement du mouvement syndical dans les colonies. Aucune force en France ne participe avec autant de constance au grand mouvement d'émancipation qui marque la seconde partie du siècle; la plupart des autres, dans notre pays, lui étaient alors plus simplement hostiles. Aucune force ne fit autant pour extirper des consciences les vieux et tenaces préjugés du racisme, du mépris hautain pour le « colonisé ». Aucune force politique ne sera donc prête, comme le fut le P.C.F., à assumer comme il le fallait et quand il le fallait, dès ses débuts, le soutien au combat national du peuple algérien.

Parce qu'il a choisi le « camp de la paix », le P.C.F. contribua encore à exorciser la peur de la guerre : malgré tous les efforts déployés en France, jamais ne put s'imposer durablement dans notre pays le thème de la fatalité du conflit mondial. Tout ne fut donc pas possible pour ceux qui, spéculant sur la peur, voulaient pousser plus avant l'engagement militaire de la France dans le bloc occidental, contre l'U.R.S.S. Quelque trente ans plus tard, on mesure encore — surtout si l'on compare avec d'autres pays — ce qu'a donné à la France cet acharnement des communistes à défendre, parfois presque seuls, des notions simples comme celles d' « indépendance nationale », à maintenir à ces notions une forte connotation positive et populaire, à préserver les formes originales de la conscience nationale française.

Grâce à cela et grâce aussi à cet enracinement ouvrier qu'il sut préserver par ses actes, aucune sourde hantise ne put contrecarrer la volonté de lutte ouvrière. Peut-être est-ce là le plus important : si l'on assiste, après 1947, à un repli des forces ouvrières sur le plan de l'organisation, on ne peut en dire autant de la combativité. Les capacités de reproduction et d'expansion du

courant révolutionnaire furent en France préservées alors que leur dissolution progressive fut le but affirmé de toutes les autres forces sociales et politiques, et cela sans discontinuer pendant toute la période. Une classe ouvrière qui continue à ne pas accepter, quel qu'en soit l'habillage, l'exploitation et ses conséquences; qui lutte pour la limiter, qui freine l'essor de ses formes nouvelles et plus insidieuses, qui limite les capacités d'expansion du capitalisme monopoliste d'Etat : cela n'eût sans doute pas été, sans un Parti communiste fortement maintenu.

Ce fut tout cela que garantit, dans la grande fracture de l'après-guerre, le choix par le P.C.F. de son camp. Le regard critique jeté sur lui ne peut donc estomper le fait que, dans cette période difficile aussi, le P.C.F. joua un rôle positif dans le développement de la classe ouvrière et de la société française.

*
* *

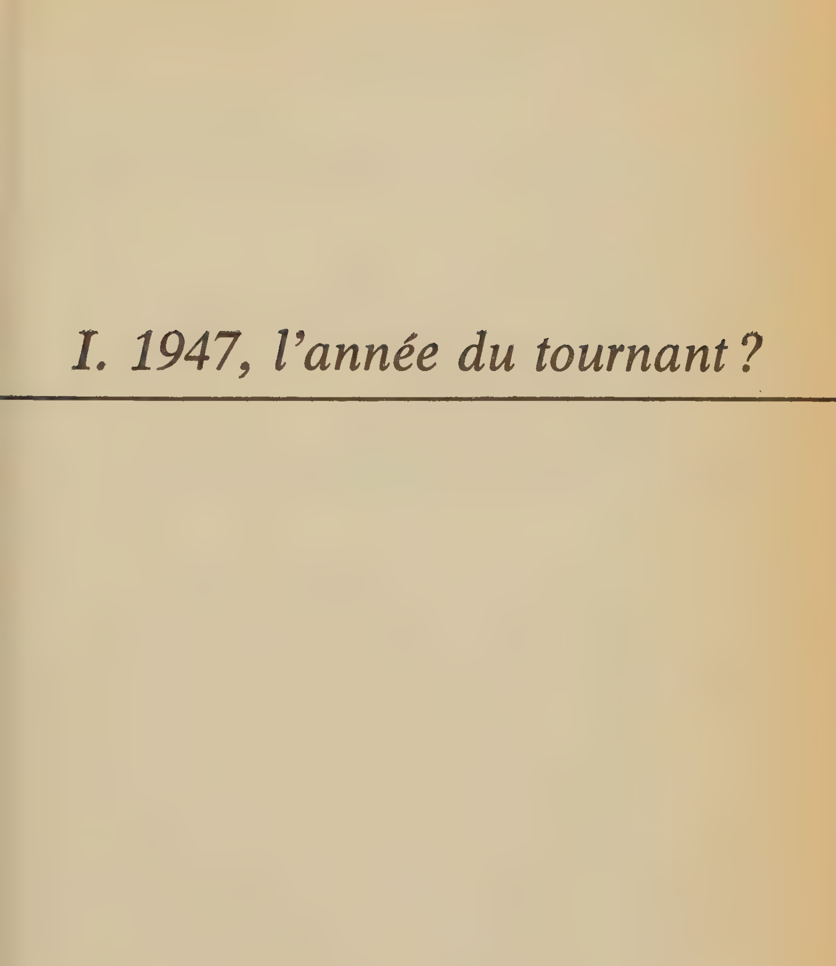
Le texte comprend un minimum de citations et de références. Beaucoup se trouvent reportées en notes : leur lecture n'est peut-être pas indispensable au suivi du raisonnement, mais elle est nécessaire pour comprendre de façon critique la période.

Dans le texte, l'abréviation C.C. désigne le Comité central du P.C.F. et B.P. le Bureau politique de ce parti; P.P.D. est utilisé pour éviter le titre étonnant de *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire,* l'organe du Bureau d'information (ou Kominform).

Les sigles des principales organisations utilisés sont :

P.S. ou S.F.I.O. : Parti socialiste, Section française de l'Internationale ouvrière
M.R.P. : Mouvement républicain populaire
R.P.F. : Rassemblement du peuple français
F.O. : Force ouvrière
C.F.T.C. : Confédération française des travailleurs chrétiens
F.S.M. : Fédération syndicale mondiale

I. 1947, l'année du tournant ?



CHRONOLOGIE
1947

4 mai : Révocation des ministres communistes.
13 mai : Éviction des socialistes et des communistes du gouvernement italien.
5 juin : Lancement du « Plan Marshall ».
28 juin : XI[e] Congrès du P.C.F. à Strasbourg.
26 juin : Ouverture de la conférence Bevin-Bidault-Molotov à Paris, sur le Plan Marshall.
2-10 juillet : L'U.R.S.S., la Tchécoslovaquie, la Bulgarie, la Roumanie, la Yougoslavie, l'Albanie, la Pologne et la Hongrie repoussent le Plan Marshall.
1[er] août : Accord C.G.T.-C.N.P.F. sur les salaires et les prix (repoussé par le gouvernement le 6 août).
14 août : Congrès de la S.F.I.O. à Lyon.
12-13 septembre : Comité central du P.C.F. à Aubervilliers.
fin septembre : Réunion constitutive du Kominform.
5 octobre : Annonce officielle en France de la création du Kominform.
19 et 26 octobre : Elections municipales.
29-30 octobre : Comité central du P.C.F.
12 novembre : Incidents à Marseille.
14 novembre-9 décembre : Mouvement de grèves.
22 novembre : Constitution du gouvernement Schuman.
14 décembre : Lancement officiel de la « Troisième force » par la S.F.I.O.
19 décembre : « Force ouvrière » quitte la C.G.T.

I. 1947, l'année du tournant ? *

Le 4 mai 1947, un décret ministériel met fin aux fonctions des ministres communistes [1]. D'emblée, le P.C.F. souligne que cette décision, qui marque selon lui un « glissement à droite » de la politique gouvernementale, ne modifie en rien la démarche construite par lui dans les années qui suivirent la Libération [2]. Il affirme donc avec force la continuité de son action [3] et sa caractéristique inchangée de « parti de gouvernement » : le 8 mai, le Bureau politique du P.C.F. déclare qu'il « proclame à nouveau la volonté du Parti d'agir en toute circonstance en grand parti de gouvernement mettant tout en œuvre pour faire triompher une politique de défense des intérêts du peuple, inséparable des intérêts nationaux et de la démocratie ». Pour la direction du P.C.F., la situation politique créée par la mise à l'écart des communistes présente un caractère exceptionnel de gravité ; mais elle ne lui semble pas s'inscrire dans une conjoncture durable, un processus aux aspects irréversibles. Présentée comme provisoire, elle ne saurait de ce fait marquer une césure dans la pratique communiste [4].

* Voir les notes de ce texte de R. Martelli en p. 594.

Un parti de gouvernement

Si les critiques portées contre la politique du gouvernement Ramadier tendent à se faire plus vives, d'abord sur les problèmes salariaux, puis, de plus en plus, sur les problèmes de politique étrangère, le P.C.F. entend faire la démonstration de son attitude constructive [5] : Dès le 15 mai, *l'Humanité* publie ainsi un appel aux paysans destiné à faciliter la collecte gouvernementale du blé, tout en protestant contre les méthodes coercitives mises en place. Plus généralement, le P.C.F. reste tout au long de l'été attentif aux aspects très concrets du ravitaillement [6] qui permettent de mettre en valeur les qualités de « réalisateurs » des communistes. Dans sa manière même de se situer par rapport aux revendications salariales, qui servirent pour une part de prétexte à sa mise à l'écart, il ne se départit pas de son attitude de responsabilité : justifiant sa fermeté au gouvernement et au parlement sur le problème des salaires, il la présente à plusieurs reprises comme découlant de son souci d'assurer un développement régulier à une production qui connaît, à la fin 1946, quelques signes de piétinement.

Situation provisoire : la perspective du printemps et de l'été est donc bien celle d'un retour rapide au gouvernement, voire même à la présidence [7] ; l'objectif politique affirmé dès le déclenchement de la crise étant de « ramener la politique du pays plus à gauche ».

Le projet est-il alors réaliste? Pour l'affirmer, la direction du P.C.F. s'appuie sur plusieurs éléments entrelacés : la réalité du mouvement revendicatif qui s'élargit en mai et en juin, dans ses dimensions sociales (pluralité des catégories sociales en action) et géographiques, comme dans ses objectifs (aux problèmes proprement salariaux s'ajoutent les problèmes aigus du ravitaillement); les premiers succès de ce mouvement à la fin mai; les contradictions internes de la nouvelle majorité et ses hésitations, mais surtout leurs répercussions à l'intérieur de la S.F.I.O., telles que les expriment les péripéties successives des réunions de ses organismes dirigeants [8]; les possibilités enfin d'utiliser l'esprit résistant [9]. C'est donc un P.C.F. affecté par une éviction qu'il n'a pas souhaitée, mais encore confiant, qui aborde la préparation de son XIe Congrès, prévu du 25 au 28 juin à Strasbourg.

L'affirmation mérite d'être immédiatement nuancée : les militants réagissent tout d'abord de façon extrêmement diversifiée devant cette phase nouvelle de l'activité communiste. Les témoignages enregistrés, comme les documents publics eux-mêmes, attestent que la rupture de mai est ressentie par

beaucoup de militants, comme mettant fin aux contradictions vécues de la fin 1946 et surtout du début 1947; on perçoit donc des formes plus ou moins nettes de soulagement [10], qui s'articulent d'ailleurs avec la recrudescence certaine de l'activité militante traditionnelle, notamment dans le cadre revendicatif syndical.

Prémices de « guerre froide »

Le XIe Congrès est une première occasion de faire le point de la situation politique française et des perspectives de l'activité communiste.

Nous sommes alors en pleine phase de désagrégation de la vaste alliance antifasciste qui permit l'écrasement du nazisme en 1945.

Phénomène complexe, très controversé, qui a suscité déjà une ample bibliographie [11].

Sans retracer dans le détail les différents éléments du contentieux entre alliés, il suffit de retenir ici qu'il s'agit d'un large processus qui renvoie à ses stratégies lointaines, notamment du côté des grandes puissances impérialistes.

Le rapport des forces de l'après-guerre apparaît fortement contradictoire : l'U.R.S.S. sort incontestablement épuisée du conflit, mais son rôle décisif sur le terrain militaire européen lui assure des positions importantes et un prestige politique incomparable. De l'autre côté, les Etats-Unis ont renforcé leur potentiel économique et militaire : leur avance technologique est évidente et leurs capacités de production surclassent alors les capacités correspondantes de l'U.R.S.S. [12]. Tout le problème des U.S.A. est donc de traduire sur le plan politique cette supériorité matérielle, en pesant au maximum sur le rapport des forces relativement instable qu'a laissé en Europe la période de la Résistance et de la Libération. Quelles que soient les dates retenues pour fixer l'amorce du processus (pendant la guerre, au temps même de l'administration Roosevelt, ou seulement au moment où Truman s'installe à la présidence des U.S.A.) [13], on peut tenir pour assurée la cristallisation en 1946 d'une vaste stratégie de contre-offensive, appuyée sur la supériorité économique qui permet de mettre au point la démarche de l' « aide » américaine. Le premier prêt à la France, au printemps 1946, est expressément accordé, selon l'expression même de Byrnes, pour combattre l'influence russe.

Déjà sensible au moment de l'entrevue de Potsdam en 1945, la tension connaît dès 1946 ses premiers signes avant-coureurs

qu'exprime crûment le discours célèbre de Churchill à Fulton, le 5 mars 1946, traditionnellement donné comme le premier discours de « guerre froide ». Le début de 1947 voit l'accentuation des désaccords et l'initiative frontale des Américains en Europe sur deux terrains principaux. L'Allemagne tout d'abord, où Anglais et Américains décident unilatéralement de fusionner leurs zones d'occupation (la « bizone ») le 1er janvier, cependant que les Etats-Unis évoquent la possibilité de remettre en cause la frontière Oder-Neisse entre la Pologne et l'Allemagne.

La Grèce et la Turquie ensuite, où les U.S.A. prennent le relais, en février 1947, de la tutelle britannique défaillante. C'est l'occasion, pour le président des Etats-Unis, de prononcer devant le Congrès un discours incisif : offrant une aide économique à la Grèce et à la Turquie, il propose en outre ce qu'il présente comme une authentique « doctrine », fondée sur l'opposition manichéenne des forces du bien et du mal, des « pays libres » d'un côté et de l' « oppression » de l'autre.

Cette affirmation et l'intervention qui en découle en Europe se traduisent immédiatement, sous l'effet combiné des pressions américaines et de l'évolution politique interne des pays considérés, par l'élimination des communistes des postes ministériels qu'ils obtinrent à la Libération : en Belgique dès le 12 mars (le jour même où Truman énonce sa « doctrine »), en France le 4 mai, en Italie le 13 mai.

La virulence américaine se traduit encore par l'échec de la conférence engagée à Moscou, le 10 mars, sur la question allemande; elle se prolonge le 5 juin par l'annonce du « Plan Marshall ». De retour de Moscou, le secrétaire d'Etat américain aux Affaires étrangères charge George F. Kennan de rédiger un plan qui apparaisse comme une version plus raffinée de la « doctrine Truman »[14] : c'est le plan d'aide économique à l'Europe, proposé à tous les Etats européens, pour peu qu'ils acceptent de réunir leurs propres ressources dans un ensemble unifié[15]. Le projet est accueilli positivement par les gouvernements français et britannique; dès le 18 juin, E. Bevin et G. Bidault proposent à l'U.R.S.S. une conférence économique européenne pour décider de l'utilisation des crédits américains. Malgré une forte méfiance exprimée très vite devant le Plan Marshall, Molotov fait savoir le 22 juin que l'U.R.S.S. acceptait de participer à la conférence qui devait se tenir à Paris du 27 juin au 2 juillet. Mais l'insistance occidentale sur la mise en place d'un plan unique d'attribution des ressources précipite l'échec de la conférence de Paris. Immédiatement après la conférence, Français et Britanniques invitent les pays européens à une nouvelle conférence à Paris. Les Yougoslaves et les Finlandais

refusent aussitôt. Les Polonais se déclarent dans un premier temps intéressés par l'offre occidentale; le gouvernement tchécoslovaque décide même de se rendre à Paris, puis revient sur sa décision après le voyage d'une délégation à Moscou. En définitive, tous les pays de l'Est européen décident de rejeter le Plan Marshall.

En même temps, les U.S.A. approfondissent leur stratégie. Le cadre théorique est fixé en juillet : c'est la recherche du *containment*, du barrage au communisme, tel que l'exprime G. Kennan dans un article, signé « Mr. X... », paru en juillet dans la revue *Foreign Affairs*[16]. Les moyens sont eux aussi précisés : outre le « Plan Marshall », une loi de juillet 1947 réorganise les forces armées américaines, crée la C.I.A. et le Conseil national de sécurité. Les U.S.A. sont donc, à la mi-juillet, prêts pour leur offensive contre le communisme en Europe et dans le monde.

Avec le Plan Marshall, les premières réactions du P.C.F. sont d'emblée méfiantes à l'égard d'une initiative qui suit de peu l'affirmation de la « doctrine Truman » et s'insère dans un processus perceptible de constitution d'un « bloc occidental »: d'où les réticences affirmées, la mise en évidence des inconvénients du plan, les doutes sur les possibilités d'exécution[17]. Pas d'hésitations donc sur la nature de l'initiative Marshall; mais hésitation à tout le moins sur l'attitude pratique à adopter face à lui; l'acceptation par l'U.R.S.S., le 22 juin, d'une conférence à trois (Bevin-Bidault-Molotov) pour discuter des propositions américaines, conduit le P.C.F. à une appréciation mesurée, à une sorte d'attente qui doit permettre une éventuelle utilisation sans risques (surtout politiques) de l'aide américaine, dont la nécessité n'est pas alors niée ou sous-estimée.

Tandis que les autres forces politiques, à commencer par la S.F.I.O., s'engagent dans une campagne de justification sans nuances du « Plan Marshall », le P.C.F. s'attache seul à populariser un double thème : nécessité de l'aide américaine, mais pour peu que cela n'affecte en aucune manière ce qui est considéré comme le problème prioritaire, celui des « réparations ». Ce type d'argumentation est, jusqu'à la fin juin, présenté avec constance et modération, comme en témoigne, pendant le Congrès même, le désaveu officiel porté en séance par Thorez d'un sous-titre de *l'Humanité* sur « le Plan Marshall, piège occidental »[18].

Seul l'échec de la conférence tripartite, au début juillet, va modifier le ton de l'argumentation et polariser l'attention sur les aspects critiques et la méfiance[19].

Le XIe Congrès du P.C.F. — juin 1947

Dans leur démarche d'ensemble, le Congrès de Strasbourg et sa préparation donnent une image assez précise de l'étape à laquelle est alors parvenu le P.C.F. Le rapport de Thorez, comme les principales interventions des autres dirigeants, sont dominés par l'attitude que le P.C.F. entend maintenir sienne; celle d'un parti populaire, attentif aux revendications, mais parti de gouvernement. Les principaux thèmes de l'argumentation communiste sont alors rassemblés : mise en avant du bilan des élus communistes au gouvernement et dans les municipalités, présentation des grandes options sur les principaux problèmes en suspens (dans le cadre explicite du programme de Puteaux de 1946), tant sur le plan intérieur que sur le plan international. Si la critique du gouvernement et des partis est vive, elle se mène dans la perspective d'un retour au gouvernement, avec sans doute les mêmes hommes : les passages consacrés à la S.F.I.O. font en particulier coexister la dénonciation soutenue des thèmes idéologiques de Blum, l'idée que la politique suivie par la S.F.I.O. la conduit elle-même au déclin, et l'espérance d'une modification proche dans ce parti. L'analyse internationale, pour sa part, confirme l'image d'un parti qui ne considère pas l'évolution des rapports de forces comme achevée; s'il n'a pas d'illusions sur la politique suivie par les Etats-Unis, il insiste encore — et cela jusqu'en septembre — sur la non-fatalité de la division du monde en blocs antagoniques[20].

Un autre aspect de ce congrès mérite dès maintenant d'être souligné dans la mesure où il traduit une constante de la réflexion communiste depuis la Libération, qui pèse sans nul doute sur son activité : pour parvenir à son objectif principal du moment — « reprendre le mouvement à gauche », « aller de l'avant » —, le P.C.F. compte principalement sur la poussée du mouvement revendicatif (sur le double thème du salaire et du ravitaillement) et sur le renforcement de son organisation.

Les documents de congrès insistent sur ce dernier point : la notion de « Parti comptant par millions » est réaffirmée par Thorez, Léon Mauvais responsable à l'organisation et de nombreux intervenants. Mais il convient de noter que cette affirmation n'est pas l'objet d'une réflexion autonome portant sur les conditions de sa réalisation; par ailleurs, on peut noter une absence massive : si les principaux dirigeants parlent de la nécessaire extension et de l'intensification de l'activité communiste, il n'est nullement question d'examiner les types de pratiques politiques à mettre en œuvre.

L'activité des militants et des organisations communistes n'est pas réflexion de congrès, sinon de façon implicite ou détournée, par le biais de la critique du « sectarisme », par l'insistance sur la pratique revendicative (et donc syndicale) ou par la référence à l'action municipale.

Cristallisation du rapport des forces

Les mois d'été voient progressivement se fixer les traits de la situation politique française et des positions internationales, se dessiner plus nettement aussi les stratégies des grandes forces sociales et politiques, se préciser ce qui pouvait encore, au début de l'année, n'apparaître que comme un devenir possible.

L'été, en France, est marqué tout d'abord par une recrudescence du mouvement revendicatif : l' « incident Renault » d'avril-mai apparaît donc comme un signe avant-coureur d'un mouvement bien plus profond, qui touche de nombreuses catégories. En juin, ce sont notamment les cheminots (la grève se déclenchant et s'étendant sans directive syndicale au départ), les banques, les grands magasins, Citroën; en juillet, c'est au tour de Peugeot, Berliet, Michelin, etc.

Or, le gouvernement, qui avait partiellement cédé devant les mouvements revendicatifs de mai (notamment dans le cas d'Electricité et Gaz de France), tend progressivement à mettre en place une démarche stricte de refus. Dès le 3 juin, apparaît le thème du « chef d'orchestre clandestin » que lance Ramadier devant l'Assemblée[21], mais surtout s'affirme l'arsenal idéologique, élaboré par ajouts et contributions différenciées, de l'impossible hausse des salaires et du « cycle infernal »[22] des salaires et des prix; enfin quelques premières escarmouches apparaissent sur la question du droit de grève, provisoirement sans lendemain[23].

Sur le plan politique, la période est celle de la précision dans l'attitude des principales forces politiques : le R.P.F., lancé au printemps, affirme sa présence, pendant que le M.R.P. — concurrencé par lui sur le plan électoral — cherche à définir tant ses orientations politiques et sa « spécialisation » que son image politique dans l'opinion.

Quant à la S.F.I.O., qui n'a pas réglé les problèmes politiques liés à l'éviction des ministres communistes, elle est contrainte de mener un jeu complexe qui se traduit par une intensification importante de ses débats internes : tandis que Ramadier organise la politique gouvernementale dans le sens indiqué précédemment, tandis que Léon Blum met en ordre progressivement les thèmes

qui vont devenir ceux de la « troisième force », le Conseil national en juillet, puis le Congrès de Lyon en août voient le renforcement des positions de Guy Mollet et l'affirmation de critiques à l'égard du gouvernement Ramadier, notamment sur sa politique indochinoise. En même temps, Guy Mollet obtient le maintien de la confiance à Ramadier et, dès le Conseil national de septembre, la logique de la participation l'emporte : l'essentiel s'affirme bien comme étant la mise à l'écart maintenue des communistes.

Mais la cristallisation est surtout nette sur le plan international où la « guerre froide » entre dans le vocabulaire politique. Les Etats-Unis, qui ont obtenu l'accord de la France et de la Grande-Bretagne sur la question du « Plan Marshall », réévaluent leur position à l'égard de l'Allemagne[24], dont ils entendent préparer dès lors l'intégration dans le cadre du plan et dans le camp occidental, sur lequel ils revendiquent l'hégémonie.

L'attitude de l'Union soviétique[25] et l'évolution du P.C.F.

Pendant toute la période, l'U.R.S.S. s'en tient à la politique prudente qui fut la sienne dans tout l'après-guerre : consolider ses positions européennes, pour éviter la constitution d'un glacis identique à celui qui l'isola et la menaça au lendemain de la Première Guerre mondiale; maintenir le plus loin possible l'alliance antifasciste, obtenir des réparations suffisantes et enrayer définitivement le péril allemand.

L'U.R.S.S. éprouve alors tout le poids des destructions de la guerre et souhaite recevoir, en plus des « réparations » allemandes, des crédits américains qui furent gelés dès mai 1945 avec l'annulation provisoire du prêt-bail à l'U.R.S.S. Les propositions de juin plongent donc les dirigeants soviétiques dans l'embarras; tout à la fois, ils souhaitent l'aide et refusent les contraintes politiques qu'ils sentent évidentes dans l'initiative de Marshall. Toutefois, dès la fin du conflit mondial, l'U.R.S.S. est, semble-t-il, prête à riposter aux pressions de ses anciens alliés et à faire face à un éventuel isolement; la virulence retrouvée de Churchill accroît ses inquiétudes, que confirment les péripéties de 1947.

Pourtant, il ne semble pas que des choix décisifs aient été opérés avant l'été 1947 : des débats se développent en U.R.S.S. sur l'évolution possible du capitalisme américain (vers la crise ou non?) et les capacités de transformation politique en Europe occidentale.

Sans que l'on puisse repérer exactement toutes les modalités du changement[26], il n'en reste pas moins que le choix est fait pour

l'essentiel à la fin juin, après l'échec de la Conférence de Paris : devant la pression occidentale et sa cohérence, sous l'égide incontestée des U.S.A., l'Union soviétique décide le repli. Le discours prononcé par le représentant soviétique à l'O.N.U., Vychinsky, le 18 septembre 1947, exprime fortement le réajustement, la fin des espérances de conciliation et annonce les principaux thèmes du « rapport Jdanov ».

Désormais, l'Europe est coupée en deux.

C'est dans ce tourbillon d'événements graves que se trouve alors placé le P.C.F. Les quelques espoirs suscités par le Congrès de Lyon de la S.F.I.O. laissent vite la place à une inquiétude croissante que renforce le brusque raidissement salarial du gouvernement : alors que des augmentations importantes avaient sanctionné la plupart des mouvements revendicatifs du printemps et du début de l'été, au début août le gouvernement refuse d'entériner l'accord sur les salaires et les prix, conclu par la C.G.T. et le C.N.P.F., dans la lignée des accords de 1946.

Cette attitude, qui aboutit de fait à une vive relance des hausses de prix, provoque rapidement une reprise des actions pour les salaires, cependant que s'élargissent en septembre les grèves pour le ravitaillement.

Le P.C.F. renforce donc ses critiques au gouvernement et à la S.F.I.O. et se préoccupe de plus en plus des problèmes internationaux, dénonce les tendances à l'hégémonie des U.S.A. en attirant l'attention principalement sur la question allemande, qui occupe fortement le devant de la scène[27]; il apporte une attention soutenue au développement du mouvement revendicatif.

Pourtant, il continue de considérer que le rapport des forces n'est pas durablement fixé. « La situation est devenue plus favorable pour notre parti » continue d'affirmer Jacques Duclos au Comité central des 12 et 13 septembre.

Jusqu'à la fin septembre, le P.C.F. maintient donc, presque inchangées, les perspectives principales de son activité tracées en mai : pour l'essentiel, la politique gouvernementale (qui est stigmatisée pour son « incohérence » et son « improvisation ») est analysée comme déterminée par des motivations qui associent des facteurs internationaux, certes (dont la référence est de plus en plus forte à la fin de l'été), mais surtout des contingences internes (le poids de la « réaction »). Quant à la tonalité de « parti de gouvernement », elle se maintient : insistance sur les propositions des communistes, référence permanente au programme de Puteaux, présence toujours importante des mots d'ordre d'organisation de la production et défense des nationalisations. Plus généralement, la direction du P.C.F. continue à

considérer comme réalisable un renversement de la tendance politique amorcée en mai, et cela tout particulièrement à l'occasion des élections municipales; est donc tenu pour possible le retour des communistes au gouvernement. A la fin septembre, il n'y a pas encore, pour la direction du P.C.F., d'irréversibilité dans l'organisation des rapports de force en France et dans le monde[28].

La création du Kominform

L'automne marque une mutation décisive, la fin de la période indécise qui voit la dissolution progressive des alliances à l'échelle nationale et internationale. Les affrontements prennent une forme plus tranchée avec le regroupement des blocs et la virulence des conflits politiques.

Cette situation nouvelle bouleverse toute la stratégie du mouvement communiste en Europe. En Europe occidentale bien sûr, où les partis communistes doivent faire face à une puissante offensive, largement soutenue par les principaux partis socialistes. En Europe orientale aussi, où l'on assiste, au printemps et à l'été 1947, à un raidissement politique qui touche les différents pays alliés à l'U.R.S.S. : exil du Hongrois Ferenc Nagy et du polonais Mikolajczyk, condamnation à mort du Bulgare Petkov et emprisonnement du Roumain Maniu.

Le moment décisif de la réorientation eut lieu en Pologne, à Szlarska Poreba, à la fin septembre, quand se réunirent en secret les dirigeants de neuf partis communistes, tous européens : sept étaient au pouvoir (soviétique, yougoslave, polonais, tchécoslovaque, hongrois, roumain et bulgare) et deux dans l'opposition (français et italien). La réunion se tint officiellement à l'invitation du parti polonais, mais c'est le Soviétique Jdanov qui présenta le rapport introductif[29]. Elle aboutit à la création d'un Bureau d'information des partis communistes et ouvriers que l'histoire retiendra sous l'appellation de *Kominform*.

Cette réunion se tint donc quatre ans après la dissolution de l'Internationale communiste[30]. Jusqu'à l'été 1947, malgré, semble-t-il, des propositions précoces des Yougoslaves dès 1945, il n'est pas question pour Staline et les Soviétiques de reconstituer un organisme commun aux différents partis communistes.

La question ne fait pas l'objet de discussions avant la rencontre de Pologne; les partis communistes français et italien sont prévenus d'ailleurs assez tard, au plus tôt vers la mi-août (au moins pour les Italiens, si l'on en croit les notes de P. Secchia[31]), et ne se placent aucunement dans une perspective

de nouveau regroupement. Pourtant des bruits circulent avant la réunion, assez pour que Maurice Thorez éprouve le besoin de démentir encore le 22 septembre, jour de l'ouverture de la réunion de Pologne, toute allusion à la reconstitution d'une Internationale [32].

Participèrent à la réunion de Pologne : Malenkov et Jdanov pour le P.C.U.S.; Kardelj et Djilas pour le P.C. yougoslave; Tchervenkov et Poptomov pour le P.C. bulgare; Gheorghiu-Dej et Pauker pour le P.C. roumain; Farkas et Revai pour le P.C. hongrois; Gomulka et Minc pour le P.C. polonais; Slansky et Bastovansky pour le P.C. tchécoslovaque; Duclos et Fajon pour le P.C.F.; Longo et Reale pour le P.C. italien.

Ne participent donc pas à la réunion, Staline, Thorez, Togliatti, Rakosi, Tito et Gottwald. Une première partie de la réunion fut consacrée à l'exposé de la politique suivie par les différents partis participants. Dans l'ensemble, les interventions traduisent le maintien de nombreuses analyses élaborées dans les années précédentes avec toutefois, selon L. Marcou, la distinction entre deux tendances pour l'Est européen : une « pluraliste », incarnée par les Polonais et les Tchécoslovaques qui valorisent la poursuite des expériences de coalition amorcées dans leur pays; une plus sévère, tendant vers le « Parti unique » et qui aurait été incarnée par les Yougoslaves. En l'absence des documents officiels de la conférence, ces remarques ne peuvent apparaître que comme des hypothèses provisoires, mais qui semblent déjà chargées d'une forte rationalité.

La seconde partie de la réunion fut introduite par le rapport d'A. Jdanov, présenté comme une réflexion « sur la situation internationale » [33].

Le rapport Jdanov

Le monde, explique Jdanov, est désormais partagé en deux camps : le camp « impérialiste et antidémocratique » dirigé par les Etats-Unis, d'une part; le camp « anti-impérialiste et démocratique » dont le « fondement » est constitué par l'U.R.S.S. et les « pays de la nouvelle démocratie », d'autre part. Le but du premier camp est de « renforcer l'impérialisme », de « préparer une nouvelle guerre impérialiste » et de « lutter contre le socialisme et la démocratie »; en regard, l'autre camp se fixe pour objectif la « paix démocratique juste » qui évitera « la menace de nouvelles guerres et d'expansion impérialiste », permettra l' « affermissement de la démocratie » et l' « extirpation des restes du fascisme ».

Jdanov se livre donc à une critique développée et cohérente du « nouveau cours expansionniste et agressif des U.S.A. » de la « doctrine Truman » et du « Plan Marshall », présentés comme les variantes d'un seul et unique « plan américain d'asservissement de l'Europe », organisé autour de trois grands axes : mesures militaires stratégiques, expansion économique, lutte idéologique. Face à ce plan dont sont systématiquement décrits les effets en Europe, sont valorisées les initiatives de paix et, plus généralement, la politique extérieure de l'U.R.S.S.

Réaffirmant la validité de la dissolution de l'Internationale communiste, Jdanov souligne toutefois les « faiblesses propres » des partis communistes, l'attitude de « certains camarades » qui avaient, dit-il, conclu à « la liquidation de toutes les liaisons, de tout contact entre les partis communistes frères »; ce qui, ajoute-t-il, est « nuisible et foncièrement contre nature ». D'où la nécessité affirmée d'un organisme de « consultation et de coordination libre des activités des différents partis ». Cet organisme est destiné à faciliter les tâches des partis communistes qui « doivent se mettre à la tête de la résistance (...) aux plans impérialistes d'expansion et d'agression » et, en Europe occidentale, « prendre en main le drapeau de la défense de l'indépendance nationale et de la souveraineté de leurs propres pays ». Le tout se faisant sur la base d'une « plate-forme anti-impérialiste et démocratique commune ».

Cette analyse est exposée dans la partie publiée du rapport de Jdanov, qui sert de base à la rédaction du communiqué final adopté par la conférence. Une autre partie fut tenue secrète, comme les débats qui la suivirent : la seule trace visible fut la tonalité autocritique des textes (publiés dans la revue du Kominform *Pour une Paix durable, Pour une Démocratie populaire*) de J. Duclos et L. Longo. La partie secrète portait en effet une critique très vive des partis communistes français et italien à propos de leur attitude au moment de leur éviction de leurs gouvernements respectifs. Selon les témoignages existants (Kaplan, Reale, Secchia, Longo, Duclos) [34], la critique aurait même été élargie par les délégués yougoslaves à toute la politique de ces partis après la guerre : ils se virent reprocher de n'avoir pas profité des possibilités insurrectionnelles offertes, selon eux, par l'existence d'une forte résistance armée.

Le contenu du rapport

A la lecture, le rapport Jdanov frappe par quelques traits fortement prononcés : sa rigueur et sa cohérence, la nouveauté de

son ton et de ses analyses de fond. Il est manifestement le produit conjoncturel de types de réflexion parfois anciens et d'une situation nouvelle, qu'organise l'offensive américaine : il est donc d'abord le fruit d'une « guerre froide » voulue par les Occidentaux et amorcée par les initiatives britanniques et américaines.

Sa structure est ordonnée par une analyse du rapport des forces, avec une dominante; l'erreur principale, explique-t-il, serait pour la classe ouvrière « la sous-estimation de ses propres forces » et la « surestimation des forces de l'adversaire ». A l'appui de sa démonstration : l'analyse des transformations politiques à l'issue de la guerre, la notion d'affaiblissement des pays impérialistes autres que les U.S.A. et l'idée de la « crise imminente » aux U.S.A. eux-mêmes.

A partir de là s'enclenche une vision parfaitement cohérente, à la fois des rapports internationaux et de toute l'évolution interne de chacun des pays capitalistes concernés : le thème clé, qui fait l'objet des développements les plus argumentés, est celui de la « dépendance » à l'égard des U.S.A. Les développements des stratégies politiques sont analysés aussi en fonction de la même exigence, notamment celle des partis socialistes, dont le réel militantisme « occidental » et antisoviétique leur fait mériter, selon lui, les dénominations d' « agence impérialiste » ou encore d' « éclaireurs militaires et politiques américains ». De même, l'analyse internationale conduit à de premiers glissements dans une double direction : s'amorcent les premières comparaisons entre la politique américaine et celle des nazis et commence à apparaître le thème de la « fascisation intérieure de la vie politique des Etats-Unis », qui sera par la suite élargi à tous les autres pays.

Le rapport Jdanov — et c'est ce qui fait alors sa force — possède donc, par sa cohérence, une forte capacité d'intégration d'éléments disparates du réel : il ne se contente pas de décrire, mais donne les clés d'une théorisation partielle de la réalité sociale du moment. Le tout dans un cadre de pensée, un vocabulaire politique et théorique qui est encore fortement marqué par l'héritage de l'Internationale communiste, notamment dans sa phase la plus rude de la fin des années 1920 et du début des années 1930.

Le vocabulaire n'est pas le seul indice d'analogie : il est significatif que l'orientation nouvelle proposée par Jdanov repose sur une évaluation « optimiste » des possibilités à court terme du mouvement révolutionnaire. C'est peut-être en cela que la cohérence se retourne en faiblesse : tout s'organise autour du renforcement du « camp démocratique » et, plus particulièrement, du système d'Etats qui en est le « fondement ».

Or le déséquilibre entre ce système et les puissances impérialistes qui lui font face est proprement écrasant : si la France et la Grande-Bretagne voient leur puissance relativement affaiblie par la guerre, il n'en reste pas moins qu'elles demeurent des puissances impérialistes, appuyées sur un empire colonial maintenu, dont les ressources s'ajoutent à celles, déjà développées, des Etats-Unis qui sont à l'apogée de leur prospérité.

Au contraire, les pays du « camp démocratique » sont les plus touchés par la guerre; leur structure économique est par ailleurs très diversifiée; mais l'essentiel est qu'on ne trouve parmi eux aucune ancienne puissance impérialiste. La volonté politique de s'appuyer sur les réelles avancées du mouvement révolutionnaire après la guerre pouvait-elle suffire à compenser ce déséquilibre objectif? En ce sens était-il vraiment réaliste, face à la forte poussée impérialiste, de structurer avec cette vigueur et ce degré d'unification la stratégie des différents partis révolutionnaires en Europe et de lier aussi étroitement cette stratégie à l'évolution prioritaire, et bientôt fortement prépondérante, d'un système d'Etats?

Notons, pour conclure ces appréciations problématiques du contenu de ce rapport Jdanov, que les infléchissements perceptibles ne se traduisent pas par un retour complet sur toutes les analyses élaborées au lendemain de la Libération : si Jdanov ne parle pas de voies nouvelles à propos des pays de l'Est européen, s'il valorise la forme soviétique du pouvoir et notamment l'absence de pluralisme et d'opposition, il n'en reste pas moins qu'il n'évoque nullement la dictature du prolétariat et qu'il insiste sur le thème du « nouveau type d'Etat ». C'est l'année 1948 qui marquera les mutations décisives dans ce domaine.

Le tournant de l'automne

Jusqu'à la fin septembre, le P.C.F. n'envisage pas de regroupement international des partis communistes : cela ne se perçoit ni dans son type d'analyse ni dans ses références directes au mouvement communiste international. Il va pourtant s'engager dès l'automne dans les orientations définies par la rencontre polonaise.

Dès le début octobre, un infléchissement assez net se fait sentir dans la préparation même des élections municipales : le ton se fait plus dur dans la critique de la politique gouvernementale dont le P.C.F. souligne les déterminations internationales. L'objectif (« Il faut que ça change ») devient, comme l'indique Maurice Thorez, de « doter la France d'un gouvernement

démocratique dans lequel la classe ouvrière et son Parti communiste exerceront enfin un rôle *déterminant* (souligné par moi — R.M.) pour le bien du pays et de la République[35] ». Toutefois si l'idée s'affirme que le « fossé se creuse » entre les forces politiques en présence, l'analyse ne va pas jusqu'à la mise en évidence de « blocs » ou de « camps ».

C'est à la fin octobre, avec la tenue du Comité central des 29 et 30 octobre, que se fixe l'orientation qui sera maintenue, dans ses grandes lignes, pendant toute la période de « guerre froide ».

Entre-temps, les élections municipales contribuent à fixer le paysage politique français[36] : marquées avant tout par la poussée considérable du R.P.F. et l'effondrement corrélatif du M.R.P., ces élections voient la baisse sensible de l'électorat socialiste et radical. Quant au P.C.F., qui avait vu se polariser contre lui les efforts unanimes des autres forces politiques, il subit certes un tassement de ses voix, mais résiste dans l'ensemble assez bien. Pourtant les élections jouent un rôle important dans la manière dont le P.C.F. interprète alors le mouvement des rapports des forces en France. Elles renforcent l'inquiétude et le sentiment d'isolement : la perte absolue est faible en nombre de voix, toutefois elle s'affirme assez nettement dans la région parisienne et dans des régions industrielles comme celles du Nord et du Pas-de-Calais; mais l'emportent de façon décisive la dominante anticommuniste de la campagne et surtout les formes de coalition qui font perdre au P.C.F., outre un nombre appréciable de sièges de conseillers municipaux, la direction de plusieurs grandes villes.

Or ces résultats ont été rendus possibles dans de nombreux cas par la tactique suivie par la S.F.I.O. qui va jusqu'à laisser le R.P.F. s'emparer de municipalités plutôt que de voter pour les candidats communistes.

L'automne marque donc la conjonction d'un ensemble de réalités internationales (les premiers pas du « bloc occidental ») et nationales (la poussée anticommuniste) qui rendent fortement crédibles l'idée d'un affrontement simplifié entre blocs bien délimités. Le P.C.F. est donc tout prêt à enregistrer l'analyse des « deux camps » présentés par A. Jdanov à la fin septembre.

Au C.C. de la fin octobre, Maurice Thorez présente un rapport qui reprend dans sa structure, après une analyse des récentes élections, l'argumentation du rapport de Jdanov, dont il se réclame explicitement, en conseillant son étude aux militants. Désormais, les éléments d'analyse de la situation française accumulés dans les mois précédents sont regroupés dans le cadre général de l'analyse du Kominform : l'espérance dans les contradictions entre impérialismes et à l'intérieur des grandes

formations politiques françaises, l'idée de l' « incohérence », laissent la place à l'analyse de stratégies convergentes et coordonnées, dont les maîtres mots sont la colonisation de la France et l'antisoviétisme forcené de ce que l'on appelle désormais le « parti américain », dépassant les notions de droite et de gauche et englobant dans un même vocable l'ensemble des forces politiques françaises. Une partie importante du rapport de Maurice Thorez se présente comme une autocritique de l'attitude du P.C.F. : de son attitude après mai 1947, mais surtout relative critique du Front populaire et de la Résistance. Le fond des critiques : les accords réalisés par le P.C.F. étaient pour l'essentiel des ententes au sommet parce qu'ils ne s'appuyaient pas sur l'activité de *comités élus*. La leçon à tirer : « il faut s'orienter davantage vers les masses » en multipliant les comités de base et tout particulièrement des Comités de Défense de la République[37] ou des Comités de défense des productions nationales (à l'exemple du cinéma, directement menacé par les accords Blum-Byrnes de 1946). La démarche autocritique amorcée par Duclos dès la réunion de Pologne[38] et poursuivie par Thorez devant le Comité central est provoquée selon toute vraisemblance par les critiques ouvertement formulées lors de la réunion constitutive du Kominform. Elle fait toutefois écho à des insatisfactions ressenties par certains militants et elle sanctionne ce qui apparaît comme un échec provisoire : contrairement aux espérances du printemps, le renversement de la tendance politique soulignée par l'éviction des ministres communistes n'a pas eu lieu. D'où la nécessité de trouver à court terme l'explication de cette incapacité à renverser le rapport des forces politiques.

Il n'est pas facile, avec le recul, de faire la part des choses : la modification de ce rapport était-elle réellement possible dans le contexte national et international qui vient d'être décrit? Ce n'est pas évident, notamment sur le plan international, où les velléités d' « endiguement » — très explicites aux U.S.A., et largement présentes en Occident — s'appuient encore sur une incontestable supériorité économique et militaire de l'impérialisme. C'est encore moins évident si l'on souligne aussi l'aspect observé à l'occasion du XI[e] Congrès : la grande inconnue de la période reste au fond l'activité réelle de l'ensemble de l'organisation communiste. Il semble qu'elle se soit menée presque exclusivement sur deux terrains : celui des élus — notamment dans le cadre parlementaire — et celui de la pratique syndicale. Mais les initiatives des organisations communistes comme telles pour agir sur les comportements politiques n'apparaissent guère, dans l'état actuel des connaissances tout au moins. D'où peut-être une

certaine distorsion entre l'acuité du mouvement revendicatif et la très faible mobilité des rapports des forces proprement politiques.

La modification est, en tout cas, sensible à la lecture de la presse communiste, déjà en octobre et surtout en novembre : le ton se fait plus incisif; une place désormais décisive est consacrée à la dénonciation du « parti américain »[39] et du Plan Marshall ainsi qu'à la valorisation en contrepoint de l'Union soviétique.

L'équilibre des rubriques de presse se modifie donc en faveur des références internationales alors que la politique intérieure occupait plus nettement la une du printemps jusqu'à l'automne.

Eléments de réflexion

Le Comité central d'octobre marque incontestablement un tournant dans l'orientation politique du P.C.F. après la Libération, la fin des espoirs, entretenus après mai 1947, de voir s'opérer un double redressement national et international. Dans ce mouvement, les explications les plus répandues s'attachent à voir le seul résultat d'une inflexion extérieure, la marque du Kominform et, par-delà, celle de l'Union soviétique. Sans doute, l'évolution — par ailleurs très rapide — de la conjoncture internationale a-t-elle pesé d'un poids décisif dans la construction des rapports des forces internes à la vie politique française; elle a pesé dans la détermination de l'attitude communiste.

Sans doute aussi peut-on constater que, par son propre mouvement de réflexion, le P.C.F. est progressivement conduit à accentuer sa critique de la pratique gouvernementale, à abandonner peu à peu l'espoir de mutation politique rapide, notamment dans la S.F.I.O., à constater l'évolution négative des rapports internationaux; toutefois on a constaté en même temps que, par lui-même, il ne tendait pas, à la fin septembre, à élaborer une démarche identique par sa cohérence avec celle que formula la rencontre de Pologne.

Pour qui regarde cette période avec le souci de la comprendre, il n'est guère d'autre constatation que celle-ci : l'année voit la cristallisation rapide de mouvements internationaux qui marquent tout l'après-guerre, la fixation en termes de « blocs » d'enjeux de luttes qui, par-delà les conflits immédiats des Etats, concernent le devenir même des mouvements d'émancipation nationale et sociale. Pour ce qui est de la responsabilité d'une telle cristallisation, aux effets profondément et durablement négatifs, les travaux historiques accumulés depuis quelques années en Europe et aux Etats-Unis nuancent pour le moins

la thèse longtemps officielle dans notre pays de l'expansionnisme soviétique : les responsabilités de l'administration Truman sont fréquemment évoquées et, de toute manière, l'antériorité chronologique des initiatives américaines qui aboutissent aux tensions de « guerre froide »; de même, on tend à valoriser de plus en plus la prudence pragmatique de la diplomatie soviétique et celle de Staline en la matière.

En tout cas, il serait difficile aussi de ne pas voir qu'en 1947, dans un monde qui se remettait à peine et avec difficulté du grand conflit mondial, la neutralité ne pouvait guère relever que de l'intention ou encore de l'arrière-pensée. L'acuité des problèmes posés poussait au choix : peut-être noterons-nous alors qu'en matière de choix le P.C.F., qu'inquiète la formation des « blocs », fut au fond le dernier à affirmer quel était son « camp » et cet engagement le conduisit, pour sa part, à soutenir le mouvement d'émancipation.

Tout cela étant dit, il apparaît nécessaire de faire les remarques suivantes. Tout d'abord, la mise en avant des déterminations internationales ne doit pas estomper le fait qu'elles sont lues dans un cadre politique spécifique, dans des rapports des forces nationaux qui marquent les comportements des grandes forces sociales et politiques[40].

Dans le cas français, l'interprétation des facteurs internationaux et des composantes internes est évidente (assez pour que *toutes* les forces politiques se déterminent nettement pour des choix internationaux décisifs), mais elle ne peut conduire à diluer la construction des rapports des forces politiques dans un ensemble dont la détermination serait uniquement internationale.

Par ailleurs, même si la création du Kominform accélère et infléchit des mutations qui, pour l'essentiel, sont mûries à l'extérieur du P.C.F., il n'en reste pas moins vrai que nous devons comprendre la logique interne de réflexion et de fonctionnement du P.C.F. lui-même, qui seule peut expliquer la rapidité avec laquelle, après une phase lente de glissements successifs, s'affirme une mutation importante et décisive de son analyse et de ses comportements.

Or la période précédente, notamment la fin de 1946 et le tout début de 1947, avait permis de dégager un aspect très important du fonctionnement et de l'activité communiste.

Outre l'assimilation inégale, dans une partie non négligeable de ses cadres et de ses adhérents, de l'expérience politique qui suivit la Libération, ce qui s'est passé autour de l'interview au *Times* mérite d'être souligné. On a vu d'une part que la réflexion, qui connaît une amorce de prolongement au début de 1947, est ensuite très rapidement freinée; d'autre part, la masse des

adhérents n'a pas pris en considération véritablement une initiative qui reste un effort encore faiblement organisé de direction. Effort timide, du reste assez mal maîtrisé, ce dont témoigne l'intervention, en juin encore, de Maurice Thorez devant la Conférence fédérale de la Seine : par sa forme même, le texte qui nous en a été transmis révèle le tiraillement qui résultait de la confrontation entre les expériences nouvelles de transformation sociale et politique que connaissait alors l'Europe et la notion de dictature du prolétariat.

Le tourbillon de 1947 atteint donc un parti dont la démarche ne s'est pas appuyée, depuis 1945, sur une réflexion stratégique développée et cohérente, anticipant dans une certaine mesure sur la conjoncture politique à court terme. Quand se modifient la situation internationale et le rapport des forces internes au pays, il se trouve confronté, à la fin septembre, avec une orientation stratégique cohérente qui s'exprime à la réunion de Pologne. Orientation sans doute élaborée à l'extérieur du P.C.F., mais qui s'articule fortement avec des éléments internes et qui réactive des traditions de fonctionnement et de réflexion anciennes dans le mouvement communiste.

La cohérence du rapport Jdanov, la force incontestable de son analyse, sa crédibilité, sa capacité à intégrer dans un ensemble les éléments disparates d'une réalité en mouvement l'emportent sur les espoirs de voir se retourner la situation.

Il serait hasardeux, avons-nous dit, d'affirmer que la situation politique aurait pu être tout autre, entre le printemps et l'automne, si le P.C.F. avait développé d'autres pratiques : ce n'est pas par sa seule intervention que se construisent les rapports de forces. Mais en tout état de cause, si l'on considère ce qu'est sa stratégie depuis 1945 et le type d'activité qu'elle donnait à l'organisation communiste comme telle, si l'on songe à ce qu'est alors le P.C.F., l'espoir d'un retour au gouvernement ou d'un renversement à court terme du rapport de forces semble avec le recul quelque peu illusoire.

Bouleversements d'une fin d'année

La fin de cette tumultueuse année 1947 voit donc une certaine précision se faire jour dans le dispositif des forces politiques en France. Le P.C.F. doit faire face à la pression conjointe d'un R.P.F. qui exulte au lendemain de son succès d'octobre, qu'il entend prolonger sur les terrains gouvernemental et parlementaire (demande de dissolution) et d'une « troisième force », à

l'initiative de Léon Blum et des socialistes, qui cherche à la fois ses bases doctrinaires et ses points d'appui politiques. De plus, le gouvernement qui s'est engagé dans la voie « occidentale » et qui s'accroche fortement à sa politique de blocage des salaires, durcit fortement sa position face au mouvement revendicatif. Cette attitude se conjugue avec des efforts internes au mouvement syndical (les manœuvres de la minorité Force ouvrière de la C.G.T.) pour inscrire dans ce domaine les manœuvres politiques d'isolement du P.C.F.

Autant de raisons pour faire des problèmes revendicatifs et syndicaux un enjeu décisif : l'urgence est d'autant plus grande dans l'orbite gouvernementale que les municipales n'ont pas entamé sérieusement, malgré la poussée anticommuniste que suscita l'annonce de la création du Kominform, la représentation politique des communistes.

Or la relance du mouvement revendicatif, après le refus gouvernemental du mois d'août, ne pouvait manquer de s'élargir avec la recrudescence automnale de la hausse des prix et des problèmes du ravitaillement. Après une forte tension en octobre autour des transports, le conflit majeur débute à Marseille, à la suite de l'augmentation du prix du tramway; très vite le mouvement s'étend à la S.N.C.F., aux mines du Nord, à la métallurgie parisienne, puis des grèves tournantes touchent six départements (Alpes-Maritimes, Gard, Hérault, Haute-Saône, Tarn-et-Garonne, Loire et Allier). On a affaire là à un mouvement de masse incontestable (plus de deux millions de grévistes dans la phase la plus aiguë de la grève), le premier grand mouvement depuis 1936. Le conflit est intéressant à plus d'un titre : par la place qu'il occupe dans les affrontements politiques; par ses formes d'organisation, leurs effets contradictoires et les débats qu'elles suscitèrent (la pratique, élargie sur le plan national, du comité national de grève regroupant les fédérations concernées par la grève); par son style et son caractère très combatifs, d'autant plus violents que s'affirme la stratégie gouvernementale du refus brutal[41].

Le mouvement est intéressant enfin par ses effets sur le comportement politique du P.C.F.

Il semble bien qu'à la base du mouvement, des comportements ouvriers traditionnels, avivés par les expériences armées de la Résistance, renforcés par les craintes de résurgence fasciste et la violence gouvernementale, ont tendu à créer par endroits des attitudes s'apparentant à une certaine mystique insurrectionnelle. La tension politique nationale et internationale de la fin de l'année, les incertitudes sur les perspectives ne contribuaient guère dans certains cas à atténuer cet aspect du conflit salarial.

Les répercussions au sommet de cet état d'esprit semblent, elles aussi, réelles : certains dirigeants poussent au durcissement de ton.

Du point de vue de la direction du P.C.F., une fois écartée l'hypothèse parfaitement infondée du complot insurrectionnel[42], il n'est guère facile de définir des lignes de connaissance sûre. Le P.C.F. soutient sans réticence aucune le mouvement gréviste : il y voit tout à la fois une confirmation de ses inquiétudes du printemps, une justification des analyses alors apportées sur la nécessité de satisfaire les revendications salariales, une illustration de l'analyse faite par le Kominform de la poussée du mouvement ouvrier et une illustration de l'unité du « parti américain » face au monde du travail. Mais, une fois admis cela, peut-on aller au-delà ? Y a-t-il des illusions sur les possibilités de succès du mouvement sur le plan revendicatif[43] ? Les succès du printemps pourraient nourrir une telle illusion, comme les possibilités que recelait l'accord C.G.T.-C.N.P.F. du mois d'août.

Existe-t-il plus ou moins implicitement l'idée qu'un tel mouvement de masse, en pesant sur le gouvernement à direction socialiste, aviverait les contradictions de la majorité ? L'exemple de 1936 pouvait pousser spontanément à l'idée qu'un mouvement analogue pourrait conduire à un renversement de politique.

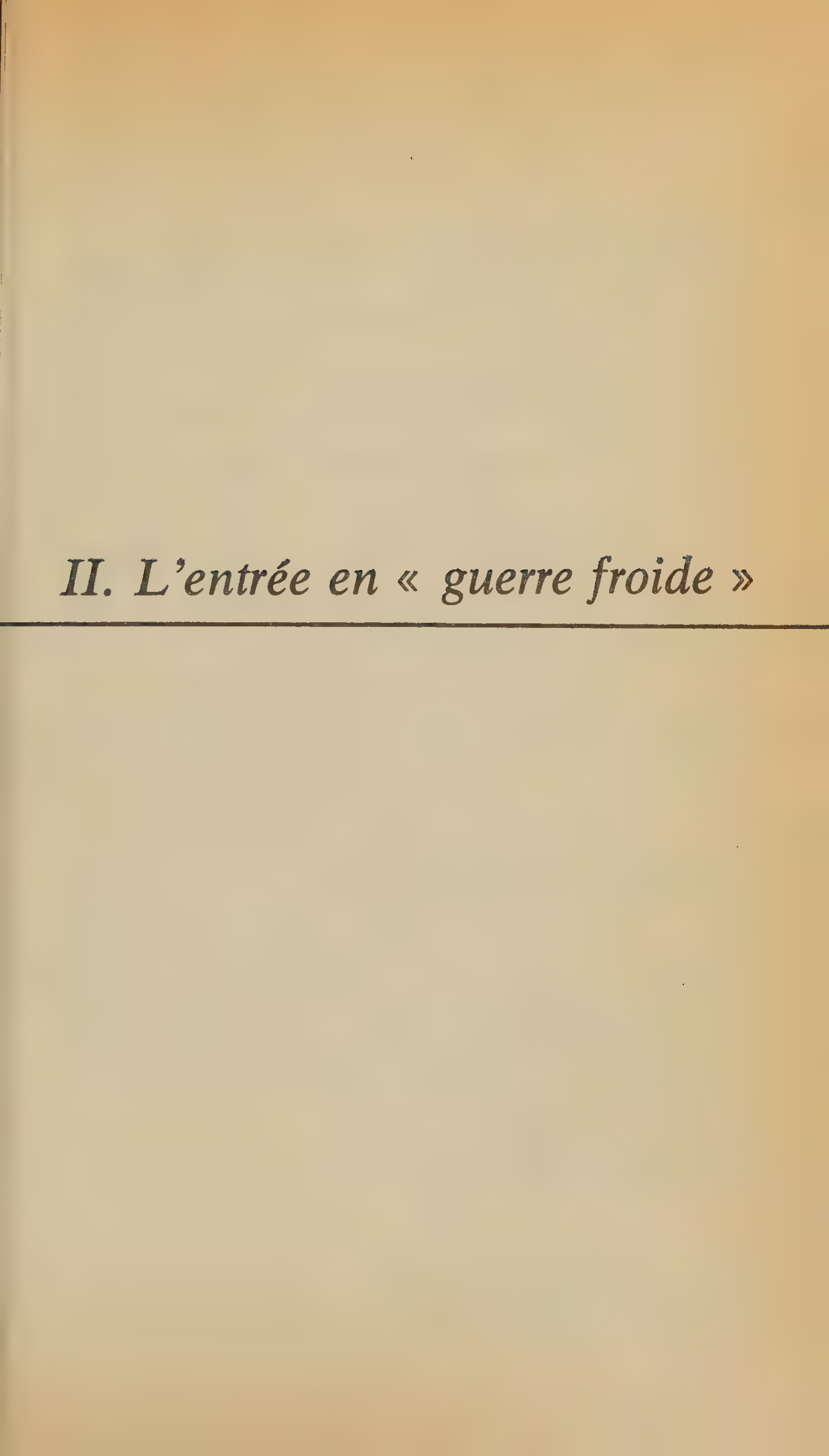
Autant de questions qui nécessiteraient, pour dépasser de bien fragiles hypothèses, des études plus poussées et notamment des études comparatives du mouvement gréviste (différent selon les régions, les branches industrielles, les structures d'organisation, les types de direction politique locale, l'influence de tel ou tel dirigeant, etc.).

Les effets de ce mouvement sont en un sens plus nettement perceptibles, puisqu'il tend à fixer pour une longue période le dispositif des forces politiques et syndicales. Sur le plan syndical, c'est la confirmation de la scission syndicale provoquée par la minorité Force ouvrière de la C.G.T. et activement soutenue par la S.F.I.O. : fortement amorcée dès le début novembre 1947 (avant même le Comité confédéral national qui définit l'attitude de la C.G.T. face au Plan Marshall et aux revendications salariales), la scission est entérinée les 17 et 18 décembre.

Du côté gouvernemental, les grèves servent de prétexte à la mise en place d'un nouveau gouvernement à direction M.R.P. (Robert Schuman[44]) ; c'est l'inauguration de la stratégie de l'affrontement, qui s'exprime sur le terrain avec l'action répressive de Jules Moch et, au Parlement, avec les premières amorces de réglementation de droit de grève (sur le thème de la « protection de la liberté du travail »).

La S.F.I.O. profite de la situation pour mettre provisoirement fin à ses hésitations du printemps et de l'été. Si Ramadier fait partiellement les frais de l'opération, la position de Guy Mollet se stabilise : il obtient le maintien de la participation socialiste, au nom de l'urgence des périls, et écarte l'aile gauche de son parti. La voie est donc libre pour renforcer les tentatives de « troisième force » : lancée officiellement par Guy Mollet le 30 octobre, acceptée par le M.R.P. dès le début novembre, elle est entérinée définitivement par le Conseil national S.F.I.O. le 14 décembre, puis par le Comité national du M.R.P. les 27 et 28 décembre. Pour reprendre la formule d'un dirigeant M.R.P., si la «.troisième force » se présente dans le langage comme un moyen de contenir les périls extrêmes du P.C.F. et du R.P.F., c'est bien le danger communiste qui garde alors la primauté.

Quant au P.C.F., les grèves marquent son passage définitif à l'opposition franche; la violence extrême des débats parlementaires de novembre sont l'occasion de sa mise à l'écart au sein de l'Assemblée. Il va donc s'engager résolument dans l'orientation nouvelle définie à l'automne. Ajoutons que les grèves sont déjà pour le P.C.F. l'occasion d'amorcer certains processus de réflexion qui s'épanouiront l'année suivante : si dans l'ensemble le Parti communiste s'engage dans le mouvement gréviste en pensant obtenir, au moins sur le plan économique, des satisfactions substantielles, la dureté du refus gouvernemental étonne partiellement, comme inquiètent les premières remises en cause, en novembre, des nationalisations de la Libération. Cette résistance de l'Etat surprend; très vite elle sera partiellement théorisée sur le thème : l'Etat résiste mieux que les capitalistes individuels à la pression ouvrière. Nous en verrons plus loin les conséquences.



II. L'entrée en « guerre froide »

CHRONOLOGIE
1948-1950

1948

20-26 février : Révolution en Tchécoslovaquie (« coup de Prague »).
22 février : Création de l'Association des Combattants de la liberté (manifeste publié le 12 mars).
17 mars : Traité de Bruxelles entre la Grande-Bretagne, la France, la Belgique, la Hollande et le Luxembourg.
3 avril : Le Congrès américain adopte le Plan Marshall.
12 avril : Congrès constitutif de Force ouvrière.
14-15 avril : Comité central du P.C.F. à Gennevilliers (programme de salut national en 17 points).
16 avril : Création de l'Organisation européenne de coopération économique (O.E.C.E.).
17 avril : Fusion P.C.-P.S. en Tchécoslovaquie.
17 mai : Lettre de Staline à H. Wallace.
5 juin : Accords de la baie d'Along : indépendance de l'Indochine dans l'Union française.
11 juin : « Résolution Vandenberg » adoptée par le Sénat américain qui autorise les alliances avec les pays d'Europe occidentale.
12 juin : Fusion P.C.-P.S. en Hongrie.
16 juin : Violents affrontements grévistes-police à Clermont-Ferrand.
22 juin : Blocus soviétique de Berlin (12 mai 1949).
28 juin : Résolution du Kominform condamnant le P.C. Yougoslave.
1er-4 juillet : Congrès S.F.I.O. (rapport voté par 2 150 voix contre 1935 et 620 abstentions).
9 juillet : Le Comité central du P.C.F. approuve la résolution du Kominform.
14 juillet : Attentat contre Togliatti à Rome. Grève générale avec éléments insurrectionnels.
20 juillet : Persécutions anticommunistes aux U.S.A.
25-28 août : Congrès mondial des intellectuels pour la paix en Pologne, à Wroclaw.
30 septembre : Déclaration du B.P. : « Le peuple de France ne fera jamais la guerre à l'Union soviétique. »
4 octobre : 6 condamnations à mort à Madagascar; grève générale des mineurs décidée par référendum.
10 octobre : J. Moch accuse le Kominform.
2 novembre : Réélection de Truman à la présidence des Etats-Unis.
13 novembre : Grève dans la région parisienne.
28 novembre : Assises nationales de la paix.
29 novembre : Reprise du travail dans les mines.
12 décembre : Fusion P.C.-P.S. en Pologne.

1949

22 janvier : Entrée de l'Armée rouge à Pékin.
24 janvier : Constitution du COMECON.
février : Offensive anticommuniste, révocation de délégués mineurs.

6 février : Conférence fédérale de la Seine du P.C.F.; clôture de M. Thorez : la paix « question décisive de l'heure ».
22-23 février : Comité central du P.C.F.
20-27 mars : Élections cantonales.
4 avril : Traité de l'Atlantique-Nord. Signé à Washington entre les U.S.A., le Canada, la Grande-Bretagne, le Portugal, la France, l'Italie, la Belgique, la Hollande, le Luxembourg, le Danemark, la Norvège, et l'Islande.
9-10 avril : Conférence nationale du P.C.F. (organisation).
20-25 avril : Congrès du Mouvement mondial des partisans de la paix.
8 mai : Création de la République fédérale d'Allemagne.
12 mai : Fin du blocus de Berlin.
juin : Arrestation de Rajk en Hongrie et de Kostov en Bulgarie.
13 juillet : Décret du Saint-Office sur les communistes.
14 juillet : Première explosion nucléaire soviétique.
27 juillet : Ratification du pacte Atlantique par l'Assemblée nationale.
8 août : Installation du Conseil de l'Europe à Strasbourg.
15 septembre : K. Adenauer chancelier de la R.F.A. Politique revancharde.
16-24 septembre : Procès Rajk en Hongrie.
21 septembre : Proclamation de la République populaire de Chine.
7 octobre : Proclamation de la République démocratique allemande.
16 octobre : Fin de la guérilla en Grèce.
25 novembre : Grève de 24 heures à l'appel de F.O. et de la C.G.T.
7-14 novembre : Crise politique en Pologne, Rokossowski chef d'état-major, Gomulka éliminé du Comité central.
2e quinzaine de novembre : Réunion du Kominform (rapports de Souslov, Togliatti, Dej).
9 décembre : Comité central du P.C.F. (actions concrètes contre les fabrications de guerre, vigilance et rigueur idéologique).

1950

10 janvier : L'U.R.S.S. se retire du Conseil de Sécurité de l'O.N.U.
19-31 janvier : L'U.R.S.S. et la Chine reconnaissent la République démocratique du Viet Nam.
31 janvier : Truman ordonne de fabriquer la bombe H.
4 février : Démission des ministres socialistes.
14 février : Alliance sino-soviétique.
février-mars : Grèves, au début unitaires, pour les salaires; actions contre les fabrications de guerre et l'arrivée de matériel de guerre américain.
8 mars : Vote des « lois scélérates » (anti-sabotages).
18 mars : Appel de Stockholm contre la bombe atomique.
2-6 avril : XIIe Congrès du P.C.F.

II. L'entrée en « guerre froide » 1948-1950

Esquisse d'une chronologie du P.C.F.

En apparence, l'activité communiste est uniforme à partir de l'automne 1947 jusqu'aux environs de 1953; pourtant il ne me semble pas pertinent de s'en tenir à ce niveau de généralité. Pour progresser dans la connaissance de cette période, il est nécessaire d'articuler plusieurs analyses successives : la place du P.C.F. dans le rapport des forces politiques en France; les effets des contraintes internationales sur ce rapport (dans le cas du P.C.F., cela suppose une double mise en relation : avec la situation internationale dans son ensemble, l'analyse qu'en donne le P.C.F. et les conséquences qu'il en tire explicitement pour sa politique; avec le mouvement communiste international et avec la politique soviétique); la manière dont le P.C.F. pense et construit son activité politique (la stratégie, explicite ou non, à partir de laquelle il se détermine); les effets plus ou moins perceptibles de sa propre intervention sur le mouvement social et la manière dont lui-même les perçoit.

La combinaison de ces différents types d'analyse permet — tout au moins dans l'état actuel de la recherche — de différencier

chronologiquement l'activité du P.C.F. jusqu'en 1953, tout en délimitant des éléments d'unité dans son intervention. Sans prétendre bâtir un cadre aux limites trop strictes, il semble que l'on peut moduler l'histoire du P.C.F. de la manière suivante : une première phase, jusque vers la fin de 1948, permet d'organiser la pratique politique communiste à partir des orientations définies à l'automne 1947; une seconde phase voit le passage à une pratique centrée sur les questions de la paix, du début de 1949 jusqu'au XII[e] Congrès d'avril 1950; la phase suivante est tout entière dominée dans ses structures par la question de la paix; elle correspond à l'apogée de la guerre froide et coïncide avec les difficultés maximales dans le développement de l'activité communiste; enfin, après les graves problèmes de l'année 1952, s'ouvre une phase de réajustement et de stabilisation, introduite par le Comité central de décembre 1952 et confirmée par le retour de Maurice Thorez au printemps 1953.

Comme c'est le cas pour toute périodisation historique, il est évident que ces périodes se chevauchent; mais, dans le cadre d'une orientation stratégique globale qui reste inchangée, au moins jusqu'en 1953, voire jusqu'en 1956, chacune de ces phases présente sa cohérence relative qu'il est possible de mettre en évidence.

Dans toute la période considérée, le P.C.F. doit faire face à une série d'événements internationaux et nationaux (que ponctuent les péripéties de la « guerre froide » et, en France, les élections et les crises ministérielles) dont les effets sur lui s'entremêlent étroitement. Les deux types d'événements se combinent alors de façon originale, avec une importance toute particulière des rapports de forces internationaux. Notons dès l'abord que cette importance conduit le P.C.F. à conclure qu'ils sont prioritaires dans la lutte politique, mais que cette constatation est en partie illusoire : la réalité observable montre bien plutôt une assez faible mobilité des comportements politiques en France, dont les déterminations restent enracinées dans le tissu national et sont donc fortement sensibles aux perspectives proprement nationales.

Les rappels qui vont suivre ne prennent pas ces réalités nationales et internationales en elles-mêmes : ils n'insistent en définitive que sur quelques grands traits et dans la mesure où ils jouent une influence notable sur l'activité du P.C.F. Le lecteur trouvera, soit dans la chronologie, soit dans les références bibliographiques, les compléments d'information qu'il jugera nécessaires.

Déterminations internationales

Ce qu'on appelle, depuis 1947, la « guerre froide » s'installe en 1948 pour devenir — et cela pour de nombreuses années — une partie intégrante du paysage politique mondial.

Le bloc occidental s'organise, d'abord autour de l'aide américaine, mise au point à la fin de 1947[45]. Les Etats-Unis fixent les grands axes de leur stratégie internationale : programmes et chartes[46] complètent l'action de l'O.N.U. qui est alors pour les U.S.A. le point d'appui privilégié[47]. L'enjeu décisif reste toutefois durablement l'Europe et ses formes d'organisation : l'union européenne connaît sa première grande consécration au printemps de 1948 avec la signature du Pacte de Bruxelles[48] puis la création de l'O.E.C.E.[49]. La coopération économique se double très tôt d'une coordination politique[50] et, bien vite, on parle d'unification militaire[51].

Du côté de l'U.R.S.S. et des « démocraties populaires », il n'est pas question d'abord d'intégration mais seulement d'accords bilatéraux[52]. Toutefois, le choix de l'été 1947, les difficultés qui tiennent au retard général de l'U.R.S.S. et de ses alliés s'accompagnent d'une mutation politique sensible : à la démarche très souple de la « démocratie nouvelle », succède celle de la « démocratie populaire ».

S'ensuivent une tendance à l'unification des processus de développement social et politique et des phénomènes assez nets de durcissement politique, sans qu'on puisse les identifier nécessairement à des mouvements venant exclusivement d'en haut (cf. le mouvement de février 1948 en Tchécoslovaquie ou « coup de Prague »). Le tout ne se fait pas sans contradiction; le montrent rudement au printemps et à l'été le déclenchement de l'affaire yougoslave et, bientôt, en 1949, l'ouverture des premiers grands procès.

Le déséquilibre des forces est au départ flagrant entre les deux groupements d'Etats : inégalité due aux effets différents de la guerre sur les pays respectifs (plus lourds en général du côté de l'U.R.S.S. et de ses alliés); inégalité due aux niveaux de développement différents. Malgré le discours volontairement optimiste du mouvement communiste international à l'époque, ce n'est pas sans un certain réalisme que les Etats-Unis peuvent encore se fixer comme objectif l'« endiguement », voire le « refoulement » du socialisme. Ce déséquilibre accroît d'autant le danger réel de déclenchement d'un conflit : les U.S.A. ne vont-ils pas être tentés de profiter de leur avance technologique?

Le P.C.F. fait alors partie, on le sait, du Kominform : il

participe à ses réunions, a un représentant permanent à son siège, édite ses publications [53], se réfère de façon permanente à ses analyses. Le Kominform n'est pas une nouvelle Internationale et ne fonctionne pas comme telle. Son rôle n'est par ailleurs pas uniforme : au-delà de 1950, qui marque son apogée et sa tentation ultime de contrôler plus étroitement les partis membres, l'influence s'exerce principalement sur le plan idéologique et par la valorisation des initiatives soviétiques. Mais dans ce cadre, par les grandes orientations politiques qu'il structure et popularise, le Kominform marque profondément la réflexion et l'activité de chaque parti communiste [54].

En France : Etat et capital

La France connaît des mutations extrêmement complexes qui sont encore imparfaitement connues. La phase de « reconstruction » n'est pas, en 1948, pleinement achevée et l'impérialisme français ne fait qu'amorcer une restructuration en profondeur; les investissements productifs s'orientent encore vers les infrastructures de base et les équipements « lourds », cela jusqu'en 1954 [55]. L'intervention de l'Etat est de ce fait décisive. Le secteur public et nationalisé occupe une place prépondérante dans le flux d'investissements et la planification — le « plan Monnet », réorienté après 1947 [56], organise de façon nouvelle les interventions étatiques. L'aide américaine et le Plan Marshall jouent, dans un premier temps, un rôle de premier plan : les flux de crédit se portent prioritairement vers les biens d'équipement, liant fortement le développement de l'appareil productif, dans les secteurs fortement concentrés, à des structures de production de guerre, qu'enflent les prolongements de la guerre d'Indochine et la croissance rapide des dépenses budgétaires militaires [57].

Dans la période qui va de 1947 à 1954, pas de mutations spectaculaires au total, ni dans l'organisation de l'appareil productif, ni dans le mouvement de concentration industrielle, ni dans le rythme de productivité. Seuls les mouvements courts de la croissance se répercutent de façon visible sur la vie sociale et politique.

Au fond, dans le contexte issu de la Libération, après les avancées démocratiques qui marquent encore le fonctionnement de l'Etat et pèsent sur son activité, deux secteurs sociaux se distinguent par l'importance de leur enjeu : celui des structures étatiques et de leur transformation (réforme des nationalisations, refonte des mécanismes de la planification, mutation des organismes sociaux), plus généralement ce qu'on va bientôt appeler la

« réforme de l'Etat »; celui des rapports de forces politiques d'autre part avec, à la clé, le maintien ou le renversement des positions acquises par le courant révolutionnaire à la Libération. Dans le fonctionnement d'ensemble de la société française, sont donc posés avec insistance les problèmes proprement politiques et leur expression sur le plan parlementaire et gouvernemental.

Rien d'étonnant alors si toutes les forces sociales et politiques accordent tant d'attention aux deux secteurs mentionnés. A commencer par le patronat [58], dont la stratégie reste prudente : des hésitations, certes, face à un Etat façonné par la Libération; mais, dans l'ensemble, on s'appuie sur lui à la fois pour le financement des infrastructures de base et pour freiner les hausses salariales; les patrons utilisent fortement les tarifs préférentiels, les commandes budgétaires, le contrôle des prix et la fiscalité sélective. Des éléments de mainmise donc sur l'Etat, par le biais notamment d'une haute administration dont la stabilité déjoue la valse des cabinets ministériels [59] : notons dès maintenant que cela nourrit l'analyse et l'attitude du P.C.F. sur la responsabilité principale de l'Etat et du secteur public, notamment à partir de la fin 1948 (voir plus loin). Si l'on rapproche ce fait de la mise en valeur par le P.C.F. de la dépendance à l'égard des Etats-Unis et donc de la responsabilité première des trusts américains dans les grandes décisions, cela conduit paradoxalement à atténuer relativement la responsabilité des capitalistes français. De là naîtront quelques problèmes qui s'exprimeront tout particulièrement au cours de l'année 1952.

En France : les forces politiques

Avec de tels enjeux autour de l'Etat, l'action des grandes forces politiques et leur ajustement permanent ne sont pas des éléments dérivés, des formes parasitaires de la vie sociale. Contrairement à des images tenaces, ce ne sont pas les fruits d'une perversion fondamentale du « système », mais bien des éléments fondamentaux de la période qui suit le grand tournant de 1947. L'entrée en crise, puis l'échec en 1958 de ces rapports complexes tiennent avant tout à l'incapacité du système politique à entamer fortement et durablement les positions acquises par le P.C.F. et le courant révolutionnaire. Le maintien de l' « hypothèque communiste » [60] ne permettait guère l'efficacité du système « IVe République »; la reprise de la progression communiste à partir de 1955-1956 précipite sa caducité.

Dans une France qui s'intègre de plus en plus dans le bloc

occidental et s'enlise dans le conflit indochinois, les principales forces tentent de stabiliser leurs forces d'intervention.

Le R.P.F., après sa poussée de la fin 1947, cherche ses bases d'organisation et ses alliances et connaît jusqu'au printemps 1948 sa grande phase d'expansion; après quoi il s'engluera lui aussi dans les sables politiques de la Quatrième. S'il continue à critiquer le « régime », il tend à polariser ses attaques contre les « séparatistes » (les communistes) et cherche une implantation ouvrière par le biais des thèmes de l' « association capital-travail »[61].

La Troisième Force[62] reste centrée sur l'alliance de la S.F.I.O. et du M.R.P.; malgré des efforts persévérants, notamment de Léon Blum, pour la structurer et élargir son champ d'action, elle a du mal à trouver une authentique cohésion, ne serait-ce que sur le plan des combinaisons parlementaires. Des contradictions se manifestent donc, et des orientations différenciées. Le M.R.P.[63] s'efforce tout à la fois de récupérer et d'organiser l'électorat de droite traditionnel dans ses bases régionales d'implantation (d'où une forte polarisation sur la question scolaire) tout en apparaissant comme un parti nouveau. Malgré ses liens multiples avec la C.F.T.C., il n'atteint pas vraiment le monde ouvrier et conserve l'image d'un parti de cadres et de notables.

La S.F.I.O.[64] continue à s'appuyer sur ses bastions ouvriers. Elle fonctionne autour de quelques grandes fédérations et participe activement, jusqu'en 1950, à la gestion gouvernementale. Elle tend à se centrer plus ou moins explicitement sur l'action contre le communisme (qui menace directement son implantation) et sur la promotion européenne. Son rapport au mouvement ouvrier reste complexe : elle intervient directement dans l'organisation de la scission syndicale provoquée par Force ouvrière et participe directement ou indirectement à la répression qui frappe les militants ouvriers; elle valorise avec force, tout comme F.O. et la C.F.T.C., la politique dite de « baisse des prix », destinée à faire face aux revendications de hausses salariales avancées par la C.G.T. En même temps, elle doit tenir compte partiellement d'une combativité ouvrière qui connaît certes des cycles de développement inégaux, mais qui, dans l'ensemble, ne se dément pas (voir annexe, p. 398). Les effets internes en sont sensibles dans la S.F.I.O., avec la reprise progressive de la revendication salariale et bientôt le retrait provisoire de la gestion gouvernementale sur la base explicite des problèmes sociaux[65].

Différenciation politique donc, mais, en même temps, des formes d'unification qui nourrissent le thème cher au P.C.F., du « parti américain » : autour des grandes options de la politique

gouvernementale (problèmes salariaux dans un premier temps, attitude à l'égard des U.S.A. et de la construction européenne); de façon plus continue dans l'organisation de l'action anticommuniste qui est le principal terrain fédérateur pour toute la période. Anticommunisme cohérent qui s'exprime à différents niveaux : niveau gouvernemental avec l'éviction systématique des communistes des postes clés[66], la préparation d'un arsenal législatif[67], l'utilisation des forces de répression et le travail de propagande[68]; niveau des organismes spécialisés, tel le groupement « Paix et Liberté » de J.-P. David; niveau des différentes forces politiques et syndicales qui délimitent chacune leurs thèmes et leur tonalité générale d'intervention.

Le P.C.F. : en voie d'équilibre

A partir de la fin 1947, le P.C.F. s'engage à fond dans la ligne définie au C.C. d'octobre et confirmée en décembre. Il le fait dans un contexte marqué par la volonté explicite des autres forces politiques de le mettre à l'écart[69]. Mais, dans un premier temps, les comportements politiques en France, et notamment le vote, ne semblent guère affectés : après la déception des municipales, le P.C.F. enregistre des succès électoraux non négligeables[70] et cela jusqu'à la fin 1949.

C'est donc contre un Parti communiste qui a relancé son activité militante, qui s'est fortement recentré sur les revendications ouvrières et qui obtient des résultats positifs en milieu ouvrier et urbain, que s'acharnent les autres partis et l'appareil de l'Etat. Un parti qui interprète comme des confirmations d'une juste orientation politique tous les indices par lesquels il mesure traditionnellement les effets de son activité générale (niveau de combativité ouvrière et élections).

Cette activité s'oriente pour l'essentiel dans deux grandes directions : la justification de l'action revendicative autour des questions salariales; la dénonciation du Plan Marshall, des préparatifs du pacte Atlantique à partir de l'automne, et plus généralement les manœuvres du « parti américain ». Le tout s'organise sous la dominante générale de la « lutte pour l'indépendance nationale ».

Que fait donc le P.C.F. en 1948 et quelle est la pratique de ses militants?

D'abord, ils agissent sur le terrain revendicatif, à l'intérieur des syndicats; dans ce domaine et malgré les difficultés de l'année 1947, il n'y a pas vraiment de relâchement perceptible. Et pourtant dès ce moment-là, semble s'amorcer le décrochage des

effectifs syndicaux : contradiction entre une combativité maintenue et des effectifs contractés, dont les effets se feront durement sentir quelques années plus tard. Mais l'image du militant communiste reste fortement avant tout celle du militant ouvrier syndical.

Comme organisation, le P.C.F. insiste sur les questions du pouvoir d'achat. Il n'est pas alors le seul, car la question domine les débats politiques français : au travers des problèmes salariaux et de la politique budgétaire, à un moment où l'intervention de l'Etat débouche sur les prémices de l'inflation, sont tout simplement en jeu les rythmes et les sources de financement des investissements productifs et le niveau de dévalorisation du capital public.

Jusqu'en 1950, le gouvernement s'en tient à une ligne simple, mais rigoureuse, en matière salariale : maintien des salaires et politique classique de déflation accompagnent la transformation des nationalisations. Mais, de ce fait, l'importance de la question salariale est suractivée et donne aux conflits une apparence simple : d'un côté, le refus des hausses de salaire se double d'une vigoureuse campagne sur le thème de la baisse des prix (gouvernement, F.O., C.F.T.C.)[71]; de l'autre, la critique systématique du thème précédent double la justification de la revendication salariale.

L'insistance du P.C.F. offre en outre pour lui une série d'avantages politiques : elle assure son rapport à la classe ouvrière et contribue à maintenir l'influence électorale acquise à la Libération; elle permet de montrer que les effets du Plan Marshall sont négatifs; elle contribue par là même à mettre en cause de façon cohérente la politique gouvernementale. Elle débouche enfin sur le mot d'ordre d' « indépendance nationale », présenté à la fois, de ce fait, comme une revendication nationale et comme une exigence sociale.

Le militant communiste en 1948 peut être encore un élu, notamment municipal; les élections de novembre 1947 ont réduit leur nombre, notamment en région parisienne, mais ils restent 30 000 environ et continuent à être répartis géographiquement selon une nébuleuse centrée sur la ceinture parisienne. Sur la pratique municipale, il n'y a malheureusement pas de travaux de synthèse comparables à ceux entrepris pour l'entre-deux-guerres. Les quelques documents nationaux existants ne révèlent pas de modifications notables dans une activité qui reste prioritairement menée autour des réalisations sociales; mais cette image est trop grossière pour être vraiment fiable.

Autre élément dans la pratique des communistes : la création de comités; nous délimiterons plus loin la place que leur assigne

le P.C.F. quand il envisage son activité sur une longue période. Le Comité central d'octobre 1947, qui développe une critique soutenue des expériences antérieures du Front populaire et de la Libération, proposait une activité appuyée sur la multiplication des comités élus. Pendant toute la première partie de l'année 1948, les militants sont appelés à les mettre en place et à les développer : début d'une pratique qui va devenir constante avec la création de comités très divers, la plupart du temps éphémères [72].

En 1948, les formes de regroupement les plus courantes sont, conformément au C.C. d'octobre, les Comités de défense de la République et les Comités de défense des industries. Dans ce domaine encore, l'absence d'études ponctuelles contraint à l'esquisse : les comités créés semblent peu nombreux et très inégalement répartis sur le territoire. Significativement, les plus répandus et les plus actifs sont les comités de défense des industries, plus liés à l'activité revendicative, avec deux points d'implantation forte : le cinéma et l'aéronautique. Dans les autres secteurs, les initiatives sont éparses et rares, elles ont essentiellement un caractère local et régional. Les Comités d'industrie, qui associent l'ensemble du personnel d'entreprise, connaîtront des prolongements jusqu'au tout début des années 1950, mais sans prendre l'allure d'un phénomène d'envergure généralisé.

Au total, l'année 1948 voit la consolidation de traits de comportements, de pratiques et de formes de réflexion qui vont fonctionner durablement dans le P.C.F.; c'est bien d'une orientation différente de celle suivie jusqu'au printemps 1947 qu'il s'agit désormais. Et pourtant, jusqu'à la fin de 1948, rien ne semble définitif, et subsiste encore d'une certaine manière l'idée qu'il est possible de renverser, dans un délai relativement court, la tendance de 1947.

Plusieurs éléments nourrissent une telle idée : d'abord la conception, maintes fois exprimée, que la France est un maillon faible de l'impérialisme et donc la conviction diffuse que c'est là que peuvent se concrétiser avec le plus d'efficacité les perspectives de succès que suggérait Jdanov à l'automne 1947. S'y ajoutent les constatations purement électorales : maintien du P.C.F. d'un côté et effritement des positions du M.R.P. par ailleurs; et surtout s'affirment l'idée de la faillite de la S.F.I.O., l'espoir de sa crise prochaine et de son retour à une politique plus à gauche. Quand, à l'occasion des premières crises ministérielles, apparaît avec énormément de force le thème du « gouvernement d'union démocratique », cette insistance est soutenue par la possibilité d'un retour au pouvoir du Parti communiste : un parti

qui, s'il ne se présente plus comme un « parti de gouvernement », affirme toutefois son esprit de responsabilité et s'est doté en avril d'un programme. Moins détaillé que celui de 1946, ce programme n'en fait pas moins l'objet de nombreux développements tout au long de l'année. Nous verrons plus loin que cette idée d'une possible victoire est, en fait, bien plus qu'une simple illusion : un élément d'une vision stratégique d'ensemble.

Seules la fin de l'année 1948 et la tension extrême qui accompagne la grève des mines vont éloigner la perspective du retour au pouvoir; en même temps, la tension, qui s'exaspère aussi à l'échelle internationale, déplace le noyau primordial de l'activité des Partis communistes vers la question de la paix.

Mais auparavant, l'été voit un événement dont la portée est considérable pour tout le mouvement communiste international, très grave en tout cas pour le P.C.F. : la mise à l'écart de la Yougoslavie.

Le P.C.F. et le Kominform : l'affaire yougoslave

Dans les rapports qu'entretient le P.C.F. avec le Kominform et avec l'U.R.S.S., l'année 1948 est incontestablement une année clé. L'affaire yougoslave, en effet, est une étape importante dans un processus qui va pour longtemps marquer le P.C.F.

Face à l'événement tout d'abord : le P.C.F. est présent à la réunion qui voit la mise à l'écart du P.C. yougoslave en juin 1948 et ses représentants votent la résolution célèbre de condamnation. Cette résolution est immédiatement ratifiée par les organismes dirigeants de tous les P.C. concernés : le Bureau politique du P.C.F., puis le Comité central de juillet acceptent en bloc l'analyse proposée par les représentants soviétiques. Le P.C.F. suivra alors sans réticences les fluctuations de l'attitude adoptée à l'égard de la Yougoslavie et du « titisme » : reprise des accusations de « nationalisme », puis, surtout à partir de l'automne 1949, dénonciation vigoureuse comme pays « fasciste » et appel direct au renversement de ce qui est désormais présenté comme la « clique Tito-Rankovitch d'espions et d'assassins »[73]. Les articles, les publications du P.C.F. se multiplient, durcissent le ton jusqu'à l'injure et se prolongent par des prises de position d'organisations (comme les syndicats et le Mouvement de la paix) qui, à leur tour, condamnent la Yougoslavie et son gouvernement.

En eux-mêmes, l'événement et ses répercussions directes[74] présentent un caractère d'exceptionnelle gravité. Mais surtout, ils s'inscrivent dans un mouvement plus global qui concerne toute

l'activité communiste : en ce sens, les effets indirects sont profonds et durables.

Tout d'abord, à partir de la fin 1948, on assiste à l'abandon définitif de la réflexion sur les voies nationales au socialisme. La critique devenue dominante du « nationalisme » met l'accent sur les traits communs de la marche au socialisme, relance l'insistance sur la notion de dictature du prolétariat et renforce la valeur de modèle que présente l'expérience soviétique. Cet infléchissement concerne l'ensemble des partis communistes : dans le cas français, il ne présente guère de traits originaux, sinon sans doute dans les rythmes chronologiques (voir plus bas).

Par ailleurs, l'affaire yougoslave accentue de façon démesurée les réflexes de « vigilance » dans le fonctionnement du P.C.F. Plusieurs phénomènes simultanés se fondent alors dans une même démarche. Les formes de répression gouvernementale, les provocations et la violence physique contre les militants ouvriers, la campagne de presse menée autour du problème yougoslave, la valorisation systématique de Tito contre l'U.R.S.S., l'appel direct à la constitution d'un « titisme à la française » au sein même du P.C.F. débouchent sur des formes de crispation politique qui s'expriment dans les activités de direction : le débat contre le « titisme » se prolonge dans la recherche systématique des « titistes » éventuels [75]. Les infiltrations policières bien réelles et l'existence dans le Parti communiste de partisans de Tito, ou simplement de communistes en désaccord, sont présentés systématiquement comme des faces différentes d'une même réalité. Le développement des procès à partir de 1949, et tout particulièrement le procès de Rajk en Hongrie [76], inaugurent une démarche qui se répétera pendant plusieurs années. Les procès fonctionnent pour le P.C.F. d'une double façon : la justification de ces procès est menée en référence directe avec la situation française (l'ennemi développe une entreprise de désagrégation interne des P.C. : la preuve en est l'infiltration policière et les provocations en France); inversement, les « révélations » des accusés renforcent les réflexes de vigilance et de repliement (ce qu'apprennent les procès témoigne de la nécessité de dépister les « espions », les « mouchards » et les « flics », ou les « titistes », ce qui revient alors au même dans le discours des communistes français).

Enfin, l'affaire yougoslave accentue des phénomènes de dépendance politique à l'égard des analyses du Kominform et du P.C. (b) de l'U.R.S.S. Le noyau de la « déviation titiste » étant le « nationalisme » et l'attitude « inamicale » à l'égard de l'U.R.S.S., se structure de façon prédominante l'idée que, de façon inverse, le noyau de l'attitude communiste est la fidélité à

l'U.R.S.S. Cette analyse, dont la force d'impact renvoie à l'histoire lointaine des Partis communistes, s'était atténuée relativement dans la phase de la Libération, en relation avec les amorces de réflexion stratégique autonome de l'année 1946 — début 1947; elle n'avait pas disparu, mais semblait occuper une place dérivée.

Le mois d'octobre 1947 avait marqué très vite un nouveau déplacement avec la multiplication nette, dans la presse, des références à l'U.R.S.S.

L'été 1948 présente une accentuation nouvelle du phénomène qui tend à occuper une place de plus en plus décisive : non seulement du point de vue quantitatif (le nombre plus grand des références directes à l'U.R.S.S. et à Staline), mais, surtout peut-être, du point de vue qualitatif. Le point extrême sera atteint au début de 1949, en même temps que s'affirme l'orientation de la lutte pour la paix; la place occupée par l'U.R.S.S. dans les rapports de forces internationaux polarise encore l'attention sur elle, légitime l'affirmation excessive du soutien communiste, soutient l'exaltation sans nuance de la réalité soviétique.

Les grèves de la fin 1948

Aux infléchissements graves propres au mouvement communiste international s'ajoutent bientôt des mouvements internes à la France. La poussée inflationniste se maintient et fait éclater le mythe de la baisse des prix [77], cependant qu'un net durcissement à droite [78] accroît l'inquiétude. Les temps sont-ils mûrs pour une nouvelle coalition de gauche? Certains semblent un court moment le penser [79] et c'est le moment où le P.C.F. développe ses appels à un « gouvernement d'union démocratique ».

Jusqu'à ce qu'éclatent les grèves des mines. Le mouvement s'inscrit dans une vague revendicative très large, qui s'étale en septembre et octobre [80] : le 4 octobre, les mineurs entrent à leur tour en grève. A l'origine : des décrets gouvernementaux (« décrets Lacoste ») qui prévoient le licenciement de 10 % du personnel, avec modification du statut des mineurs et du régime de la Sécurité sociale. La Fédération C.G.T. des mineurs organise alors un référendum par lequel les mineurs, à une écrasante majorité, se prononcent sur une plate-forme revendicative en six points et décident le principe d'une grève illimitée en cas de non-satisfaction. Mais, très vite, la grève prend une tournure très dure avec l'intervention des C.R.S., dès le 7 octobre, sur le carreau des mines, quelques mois seulement après les très graves incidents de Clermont-Ferrand.

C'est bientôt le drame : des affrontements très violents ont lieu dans les puits miniers du Nord et du Pas-de-Calais, de la Loire et du Midi. La police reçoit l'autorisation de faire usage de ses armes, des dizaines de milliers de policiers et de soldats sont envoyés par le ministre socialiste de l'Intérieur, Jules Moch[81], des tanks et des automitrailleuses parcourent les corons, des arrestations en masse sont opérées; on expulse les ouvriers étrangers indésirables. Dans le même temps, une formidable campagne d'opinion se développe : c'est un complot ourdi par le Kominform, une réplique du « coup de Prague », montée avec l' « argent de l'étranger »[82] !

Malgré une vive résistance des mineurs et un fort mouvement de solidarité, au moins jusqu'à la fin octobre, les derniers grévistes doivent reprendre le travail à la fin novembre : on a beau alors minimiser l'insuccès, pour l'essentiel les revendications n'ont pu être satisfaites.

Pourquoi cette crispation sur le problème minier? Les motifs du mouvement gréviste et les causes de sa détermination farouche sont évidents, tout comme est difficilement niable son caractère largement majoritaire.

Par ailleurs, il s'agit d'entreprises nationalisées, d'une corporation qui s'est trouvée déjà au cœur de l'effort de reconstruction, après les dures conditions de l'occupation et de la résistance. Le secteur houiller se voit en outre au centre d'un large processus de restructuration de l'énergie qui s'amorce à l'échelle européenne et mondiale. Ajoutons que le mineur, tout comme le métallurgiste, apparaît un peu comme un symbole de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier. Enfin, les mines et tout le complexe industriel et urbain qui les entoure sont placés au cœur de l'affrontement entre courant réformiste et courant révolutionnaire : il y prend volontiers l'aspect d'un conflit ouvert, direct, facilement très violent. Autant de raisons qui font du conflit des mines un enjeu de portée décisive et qui poussent à la détermination extrême des adversaires en présence.

Le P.C.F., au tout début, n'accorde pas une place privilégiée au mouvement des mineurs; mais il tend peu à peu à concentrer l'attention sur lui en le mettant en relation avec d'autres événements nationaux et internationaux. Il s'arc-boute sur la grève au fur et à mesure qu'elle progresse : tout semble dépendre de l'issue du conflit. Y voit-il pourtant le conflit ultime, l'amorce d'une insurrection? Plus personne aujourd'hui ne le pense sérieusement, même si le vécu des événements dans le pays minier lui-même évoque spontanément les atmosphères insurrectionnelles. Même si cette tendance à la violence et aux passions se

retrouve, un peu auparavant, en Italie, au lendemain de l'attentat contre Togliatti [83].

Dans l'ensemble, en tout cas, le mouvement des mineurs a des effets importants sur le comportement politique du P.C.F. Des effets directs : les cadres militants licenciés ou expulsés, les organisations d'entreprises souvent démantelées. Plus généralement, c'est l'accentuation du sentiment d'isolement par rapport aux autres forces politiques. L'expression la plus dramatique s'en trouve au Parlement : les débats y sont excessivement durs et voient se multiplier les violences verbales et physiques, qui ne sont pas — et de très loin ! — le fait des seuls députés communistes.

Par ailleurs, les grèves et leur déroulement confirment certains traits d'analyse qu'elles fixent : le recours à la violence gouvernementale, l'usage de la troupe, de la censure et des saisies de journaux portent à nouveau en germe l'idée de la « fascisation ». La polarisation est nette sur l'Etat qui tend à être présenté comme l'ennemi numéro un.

A partir de novembre, l'analyse des nationalisations est fortement déplacée : le thème de leur nécessaire « défense » tend à devenir secondaire par rapport à leur critique systématique comme instruments raffinés d'une exploitation renforcée.

Plus généralement, les grèves semblent mettre fin à l'espérance d'une issue politique à court terme, du type « gouvernement d'union démocratique ».

Le tout coïncide avec la « montée » d'un homme comme Lecœur qui, par son passé, ses fonctions et son style politique, symbolise plus ou moins clairement (à plus ou moins juste titre) les réticences devant la ligne de la Libération et du printemps 1947.

A la fin de 1948, le P.C.F. est donc de plain-pied dans la logique d'une orientation politique qui devient désormais fortement cohérente et qui prévaudra jusqu'en 1953 : la marque est alors devenue durable.

Réflexions sur la stratégie communiste en 1948

A plusieurs reprises a été évoquée la notion de « stratégie », de « démarche » ou de « vision » stratégique, que ce soit à propos du mot d'ordre de gouvernement d'union démocratique ou de l'affaire yougoslave.

De fait, pour bien comprendre la manière dont le P.C.F. pense la réalité française et organise sa propre activité politique, il est nécessaire de réfléchir quelque peu à ce qu'est alors sa visée

stratégique à long et à moyen terme. C'est ce détour qui permet de définir l'unité relative des comportements politiques du P.C.F. et de ses adhérents dans la période qui suit l'automne 1947. Unité relative d'une orientation qui lie de façon très complexe les instruments théoriques permettant l'analyse de la réalité sociale, la perspective assignée à l'action communiste, les moyens politiques mis en évidence pour atteindre les objectifs délimités et la pratique politique mise en œuvre par les organisations et les adhérents.

Pour la période considérée, le point d'appui n'est pas, contrairement à la tradition, le congrès précédent (celui de juin 1947) qui semble curieusement mis dans l'ombre. La source principale de référence est d'abord le rapport Jdanov de septembre, complété par les autres documents officiels du Kominform : articles leaders de la revue *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire (P.P.D.)* ou documents des grandes réunions et notamment, en ce qui concernera la lutte pour la paix, le document de novembre 1949.

Si l'on tente, à partir des textes accessibles, de reconstruire la perspective politique que s'assigne alors le P.C.F., on est frappé tout d'abord par la faiblesse, pendant toute la période (en fait jusqu'en 1956) de la référence au socialisme comme objectif pour la France. Il faut, pour interpréter le fait, se référer à l'arrière-plan de tout le mouvement communiste international. De façon très générale, la thématique des « voies nouvelles », que connurent les années 1945 et 1946, s'estompe dès la fin de l'année 1947 et recule franchement après l'été 1948. La condamnation du « nationalisme titiste » renforce la notion de « bloc » qu'impliquait déjà la stratégie choisie à l'été et à l'automne de 1947 : se trouvent donc fortement relativisées les différences qui séparent l'expérience soviétique et celles des démocraties « nouvelles », qui vont être désignées désormais comme « populaires », et l'emporte le thème d'une communauté essentielle de toutes ces expériences [84]. Sur le plan théorique, cet infléchissement se traduit par un retour en force de la notion de dictature du prolétariat, qu'accompagnent très vite les raisonnements sur l'aggravation de la lutte des classes pendant la phase de dictature du prolétariat : de ce fait sont légitimés, comme une nécessité incontournable, la vigilance, l'épuration politique et bientôt les procès. Dans le cas français, le processus par lequel se modifie la réflexion semble légèrement en retrait : s'appuyant sur les formulations de Jdanov, des éléments des analyses précédentes se maintiennent encore à l'été et au début de l'automne 1948 [85] ; c'est à la fin de l'année, et notamment autour du congrès du Parti bulgare [86] que s'affirme le tournant décisif et que sont totalement

intégrées les analyses communes à tous les partis membres du Kominform.

Les démocraties populaires ne sont plus le résultat et l'indice de voies nouvelles, mais de simples formes historiques de la dictature du prolétariat. Formes par ailleurs provisoires puisqu'existe une forme « supérieure » de la dictature du prolétariat, concrétisée par le modèle soviétique. Sa « supériorité » désigne par là la forme soviétique comme le but plus ou moins explicite à atteindre dans tous les cas. La valorisation sans nuance de l'U.R.S.S. fonctionne donc, pour le P.C.F. et pour tous les P.C. à l'époque, comme un moyen privilégié pour dessiner de façon concrète ce qui est l'objectif à long terme des communistes : l'exaltation de l'U.R.S.S. tend ainsi à se substituer peu à peu à l'explication et à la précision de ce qu'est cet objectif en France. Le mouvement de substitution est d'autant moins évitable qu'il s'accompagne d'une autre tendance que renforcent les difficultés de la « guerre froide » : l'objectif général du socialisme est sans doute réaffirmé comme la spécificité du P.C.F., mais à plusieurs reprises on explique qu'il ne peut être un objectif réalisable dans l'immédiat.

Dans toute la période sans exception domine, plus ou moins directement exprimée, l'idée que, pour les pays européens, la perspective du socialisme ne peut être que relativement lointaine. Sans doute pèse la conception selon laquelle les rapports internationaux étant décisifs dans la constitution des rapports de forces politiques, seule la modification durable de ces rapports peut véritablement permettre de s'engager dans la voie du socialisme. D'où la polarisation progressive, non pas sur ce que peut être le socialisme dans un pays comme la France[87], mais sur les *objectifs intermédiaires* qui permettront cette large et indispensable mutation internationale : fin du plan Marshall, arrêt de la construction d'un bloc occidental intégré; bientôt, lutte pour la paix.

Cette recherche de l'objectif intermédiaire, qui ordonne toute la pensée et l'action du P.C.F., au détriment, pour une large part, de la réflexion sur le socialisme, est — il convient de le souligner fortement — une constante de toute la période[88]; elle est déjà profondément inscrite dans le rapport Jdanov, qui est bien la matrice commune jusqu'en 1953 et au-delà.

Mais, à l'intérieur de cette constante, des infléchissements importants sont perceptibles : dans la délimitation des objectifs intermédiaires et, on le verra aussi plus loin, dans le fonctionnement interne de la réflexion théorique.

A la fin de 1947 et pendant l'année 1948, l'objectif affirmé est pensé autour de la notion d' « indépendance nationale » qui

désigne fondamentalement la renonciation au Plan Marshall et à ses conséquences. Sur le plan politique, la perspective s'exprime, facilitée par la conjoncture déjà analysée du printemps et de l'automne, par la revendication d'un « gouvernement d'union démocratique », dont la plate-forme très générale est rassemblée en avril 1948 dans le « programme de salut national » adopté par le C.C. de Gennevilliers. Pendant toute l'année 1948, la lutte pour l'indépendance nationale est définie comme la « tâche principale ».

La délimitation de l'objectif s'accompagne de celle des moyens nécessaires à sa réalisation. De même que pour fixer l'image du socialisme futur l'emporte alors l'image presque exclusive de l'U.R.S.S., de même dominent dans ce type de réflexion les expériences passées du mouvement communiste avec une tendance certaine à la fixation sur les années 1930 et sur le Front populaire. Traditionnellement, la réflexion est centrée sur les problèmes de l'unité et du « front unique » avec les travailleurs socialistes. Elle s'ordonne dans deux directions principales : à long terme, en référence directe aux expériences des démocraties populaires, la perspective est celle de la « fusion réelle » des socialistes et des communistes en un seul parti ouvrier; à court terme, la voie de la réalisation est celle des comités.

La pratique des comités — décrite plus haut — n'est donc pas conjoncturelle; elle relève d'une démarche à long terme, ce qui explique sa permanence et sa reproduction, mais sous des formes adaptées aux conditions politiques du moment.

Constance relative de l'orientation et infléchissements : le plus sensible va se marquer dès la fin 1948 et le début 1949.

La lutte pour la paix

Progressivement, un thème va devenir dominant dans l'activité politique du P.C.F. : celui de la lutte pour la paix. Cet aspect n'est certes pas absent du rapport Jdanov de 1947, où la revendication d'une « paix démocratique » figure en bonne place : mais elle désigne avant tout le règlement négocié des problèmes laissés en suspens par la défaite nazie. Au centre de l'activité des P.C. était placée la lutte pour l'indépendance nationale, contre le Plan Marshall.

L'approfondissement de la guerre froide va déplacer quelque peu les urgences.

Déjà, au printemps de 1948, la signature du traité de Bruxelles et les premiers appels à une défense atlantique sous direction militaire américaine entraînent une première insistance sur les

questions de la paix : la nécessité de « bâtir la paix du monde » devient un thème majeur dans la presse communiste comme s'affirme le soutien à l'U.R.S.S. A l'automne, une campagne soutenue se développe sur le thème du refus de la guerre contre l'U.R.S.S.

Mais la fin de 1948 et le début de 1949 marquent nettement l'infléchissement. On entre alors en effet dans l'étape de préparation directe du pacte Atlantique : les consultations se multiplient du côté occidental, tandis que des initiatives de paix, des offres de conciliation se font jour à plusieurs reprises du côté soviétique. Une sorte de course de vitesse s'engage alors entre les deux camps, avec pour enjeu immédiat la structuration durable ou non du bloc occidental sur les plans politique et militaire. A quoi il convient d'ajouter un autre enjeu, en apparence limité par son objet, en réalité parfaitement nodal pour une longue période : l'enjeu allemand. Quelle solution va l'emporter pour l'Allemagne, dans les déchirements de l'après-Potsdam?

Les mois d'octobre et de novembre voient l'actualité française accaparée par le conflit des mineurs et par les élections au Conseil de la République, plaçant momentanément en position dérivée les problèmes internationaux. Mais très vite, la question de Berlin, puis les débats sur les questions militaires qui accompagnent le vote du budget replacent au premier plan les relations entre les blocs.

Dans le même moment, l'activité centrée sur les questions de la paix atteint un premier palier important avec les Assises de la paix et de la liberté, initiative qui marque le point de rencontre de deux démarches qui ont vu le jour dans l'année 1948.

La première est née dans les milieux résistants. Les brimades judiciaires contre d'anciens résistants et l'indulgence à l'égard d'anciens collaborateurs font naître peu à peu l'idée d'une nécessaire organisation des résistants. Les premières consultations ont lieu, semble-t-il, à la fin de 1947, et en mars 1948 est officiellement annoncée la création des « Combattants de la liberté »[89]. Ce mouvement est soutenu dès le départ par le P.C.F., puis par le Kominform, qui y voient un exemple d'élargissement possible de l'union pour la défense de l'indépendance nationale.

La seconde démarche est internationale : en août 1948 a lieu en Pologne, à Wroclaw, un Congrès Mondial des Intellectuels pour la Paix, né d'une initiative franco-polonaise. Initiative très large qui rassemble des intellectuels d'horizons politiques et idéologiques très variés[90]; initiative complexe qui mêle les ouvertures les plus hardies et les premiers raidissements théoriques et politiques[91]. Au total, un succès politique qui aboutit à la

création d'un Comité International pour la Défense de la Paix.

La Délégation française, qui comprenait 27 personnes, constituera l'embryon d'une organisation qui se stabilise progressivement à la fin de l'année : auprès du Comité national provisoire, où Laurent Casanova joue un rôle décisif, adhèrent personnalités et organisations et, au début 1949, est prise la décision de créer un Mouvement des intellectuels français pour la défense de la paix, puis de convoquer pour Pâques 1949 un Congrès des intellectuels de France pour la défense de la culture et de la paix.

Entre-temps, les Assises de novembre 1948 avaient vu l'accentuation de l'orientation nouvelle vers la question de la paix : à l'issue de cette réunion, une « Charte des combattants de la liberté et de la paix » définit le rôle des « Conseils communaux » pour la paix et la liberté autour de trois grands thèmes (défense de la République, défense de la vérité, défense de la paix). La modification s'inscrit dans l'intitulé même de l'organisation qui devient officiellement, en décembre 1948, le Mouvement des combattants de la liberté et de la paix.

Face à de tels mouvements, qui se créent un peu partout dans le monde, la réaction des organisations communistes est évidemment positive : tant l'organe du Kominform que les directions du P.C.F. soutiennent les Combattants de la liberté et les initiatives prises autour de Wroclaw[92]. Toutefois, pendant l'année 1948 domine encore l'attention extrême apportée aux mouvements sociaux et aux possibles perspectives politiques aux U.S.A. et dans les principaux pays européens.

Mais l'année 1949 est l'année du pacte Atlantique. Signé en avril, il est ratifié en juillet par le Parlement français à l'issue de débats passionnés. Cette année 1949 est incontestablement la première où se pose avec une telle acuité et un tel sérieux la question : guerre ou paix? Avec d'autant plus d'acuité que la situation semble indécise : face au pacte et à la création de la R.F.A., face à la répression et à la violence exercée un peu partout dans le monde contre les communistes, on note l'annonce de la première explosion nucléaire soviétique en juillet et, en septembre, l'événement décisif, bouleversant, qu'est la proclamation de la République populaire chinoise.

Le mouvement communiste international s'oriente de plus en plus vers le problème de la paix. Les indices en sont multiples : articles en série dans la revue *P.P.D.*, publication soutenue de notes soviétiques sur la situation internationale. L'objectif central est simple : empêcher la ratification du pacte Atlantique. A côté des textes et de l'argumentation, la pratique se structure aussi à l'échelle internationale et nationale. En février 1949 est annoncée la convocation d'un Congrès mondial de la paix sur proposition

du Bureau international de liaison des intellectuels et de la Fédération démocratique internationale des femmes (qui joue un rôle extrêmement important dans la mise en place de l'activité centrée sur la paix, tant sur le plan international que sur le plan national).

La paix, question décisive

En France, ce mouvement s'exprime par des ouvertures très nettes au début de l'année (on parle un peu partout de l' « offensive de paix » du P.C.F. et de l'U.R.S.S.). Mais le moment décisif se situe en février avec une importante intervention de Thorez à l'occasion de la Conférence fédérale de la Seine. Bouleversant le déroulement de l'assemblée qui s'apprêtait à discuter principalement de la question des entreprises (au cœur de la réflexion de la Conférence nationale convoquée pour le mois d'avril), Thorez lance la formule célèbre : « la paix, la lutte pour la paix, c'est aujourd'hui la question décisive ». La conférence nationale d'avril entérine la démarche désormais suivie. Pratiquant l'autocritique, la direction du P.C.F., en la personne de Thorez, fixe les grandes lignes d'intervention politique : il faut vaincre la sous-estimation du danger de guerre (ce qui suppose de montrer le danger du pacte Atlantique, de dénoncer la renaissance du péril allemand et de montrer les effets néfastes du Plan Marshall), développer l'activité du Parti sur la « question décisive » (avec le thème, dont les effets se feront sentir plus tard, au moment des difficultés, du « tout dépend de nous »), en luttant contre le sectarisme tout en maintenant et en exprimant les positions de principe des communistes (l'esprit de l'internationalisme prolétarien).

Incontestablement, ce printemps 1949, qui voit le lancement sur une large échelle de la lutte pour la paix, correspond au maximum d'aisance et de développement du P.C.F. dans la période qui suit l'automne 1947 : vigueur de l'argumentation, cohérence certaine de l'orientation qui intègre alors de façon spécifique la lutte revendicative, ouverture du langage témoignent d'une maîtrise véritable de la direction.

A partir du printemps 1949, toute la pratique du P.C.F. s'oriente vers la lutte pour la paix. Le fait est d'autant plus ressenti comme nécessaire, en France, qu'à la psychose générale de guerre s'ajoute le maintien de l'angoissant problème indochinois : l'impasse militaire se double d'une impasse politique avec l'impossibilité d'asseoir durablement l'influence de Bao Daï. Et pourtant, l'impérialisme français entend se maintenir, avec

d'autant plus de vigueur que la poussée révolutionnaire en Chine accentue l'internationalisation du conflit indochinois.

Toute l'activité de direction est désormais tendue vers le problème de la paix qui tend à devenir l'objectif intermédiaire dont on parlait plus haut : des sessions du C.C. lui sont consacrées, la presse et les publications augmentent la quantité des textes portant sur les problèmes de la paix, les organisations spécialisées voient leur activité renforcée et notamment le Mouvement des combattants de la liberté et de la paix, qui s'attache à renforcer son organisation sur la base du conseil communal.

Mais l'année 1949 est surtout marquée par la *structuration* de l'activité pour la paix : progressivement, tout est pensé en fonction de l'urgence de la paix.

Cette structuration s'opère à un double niveau : international et national.

En avril 1949, se tient à Paris et à Prague le Congrès mondial de la paix, celui de la Colombe de Picasso (prolongé par une conférence nationale du Mouvement des intellectuels français pour la défense de la paix); à l'issue de ces travaux, est créé le Mouvement mondial des partisans de la paix qui a pour tâche explicite de coordonner et d'impulser la lutte pour la paix dans le monde entier.

Parallèlement, le mouvement communiste fixe ses orientations principales : soutien, bien sûr, au Mouvement mondial où les communistes jouent un rôle décisif, mais surtout organisation de l'activité et délimitation des grands axes de réflexion théorique et politique. Le moment le plus important de ce processus est, en novembre 1949, la tenue d'une nouvelle réunion plénière du Kominform.

Trois rapports sont discutés [93] : celui de M. Souslov sur « la défense de la paix et la lutte contre les fauteurs de guerre »; celui de P. Togliatti sur « l'unité de la classe ouvrière et les tâches des Partis communistes et ouvriers » et celui de G. Dej sur la Yougoslavie. Le rapport de M. Souslov est d'autant plus important qu'il devient désormais, après le rapport Jdanov, et en fait de façon plus directe que le rapport Jdanov, la grande référence des différents partis communistes, y compris du P.C.F. Sa structure ne peut donc être négligée : mise en avant du danger de guerre et analyse d'une « crise économique » propre aux pays capitalistes rendent compte, selon le rapport, de la course aux armements et de la « fascisation » des pays capitalistes; de cette constatation découle la nécessité pour les communistes de développer le « front organisé de la paix » structuré à l'échelle internationale; pour cela, il faut élargir l'action « en subordon-

nant toute l'activité à cette tâche centrale de l'heure ». Toutes les organisations, à commencer par les syndicats dans les entreprises, doivent accentuer leur action sur ce terrain et créer des comités de défense de la paix dans les entreprises et les administrations, ces comités devant « devenir des centres de lutte pour l'unité complète des travailleurs dans la défense de la paix, de la démocratie et des intérêts vitaux des masses populaires exploitées par le capitalisme ».

En France, et sur la base de cette orientation, l'activité pour la paix connaît, elle aussi, ses formes de structuration. A la fin de l'été et l'automne 1949, la direction du P.C.F. polarise peu à peu l'attention sur ce qu'on désigne comme « l'action concrète », centrée sur deux objectifs principaux : la lutte contre la guerre du Viet Nam qui, aux dires des dirigeants, reste trop éparpillée et sporadique; l'action contre la fabrication d'armements. La fin de l'année 1949 et le début 1950 voient alors la multiplication des actions dans ces deux domaines : l'intensité en est assez forte pour susciter une violente riposte de la part du gouvernement et des forces non-communistes, comme on le verra plus loin.

Du point de vue de l'organisation, se confirme l'orientation des Combattants vers le thème privilégié de la paix : ainsi s'accentue l'intégration dans le cadre du mouvement mondial, qui sera achevée en 1950 et surtout en 1951.

Le fonctionnement du P.C.F. dans la lutte pour la paix

Amorcée en 1949, la démarche du P.C.F. concernant la question de la paix est fortement stabilisée en 1950, avec le XII[e] Congrès et ses suites proches. La dominante incontestable de la paix s'inscrit dans les différents domaines de l'activité communiste.

Elle s'inscrit dans le rapport à l'action revendicative. Le maintien d'une forte intervention sur ce terrain est incontestable : le P.C.F. — et cela reste un de ses grands traits spécifiques — soutient sans réserves la lutte revendicative dans tous ses développements, y compris l'action gréviste dont l'intensité et la diversification catégorielle restent fortes; le soutien est direct par la justification de la revendication ou par l'intervention parlementaire; il passe toutefois principalement par l'action des militants communistes dans les syndicats. En cela, l'enracinement ouvrier du P.C.F. ne se dément pas dans la période, mais cela rend l'activité politique du parti partiellement tributaire des fluctuations de la conjoncture sociale.

Toutefois, dès l'année 1950, s'affirme une double tendance

dont les effets vont se faire bientôt sentir. Compte tenu de la faible implantation des cellules d'entreprise (que révéla la Conférence nationale d'organisation de 1949), pour l'essentiel, la création de comités de paix dans les entreprises, et plus généralement l'action pour la paix, doivent passer par le relais du mouvement syndical. Les directives de la F.S.M., d'une part, et, d'autre part, les indications du rapport Souslov de novembre 1949, favorisent cette forte prise en charge syndicale de l'action pour la paix. Mais cette caractéristique se double très vite, dès la fin de 1949, de l'apparition d'un thème qui va vite devenir dominant : le rythme relativement lent de l'organisation de cette action pour la paix par les syndicats, qu'accapare la dureté de la lutte revendicative, principalement salariale, conduit à l'idée de la lutte nécessaire contre l' « économisme »[94]. Par cette formule ramassée, les dirigeants communistes entendent alors la nécessité pour les syndicats de mener la lutte pour la paix en elle-même et non comme une conséquence ou un dérivé logique de l'action revendicative[95]. Nous en verrons plus loin les problèmes et les effets, pour ne noter ici qu'un phénomène : le retour aux analyses anciennes de la « grève politique »[96] et notamment la réutilisation de nombreux textes du début des années 1930.

La dominante de la paix s'inscrit encore dans la délimitation des perspectives de l'action communiste. Pour l'essentiel la structure générale esquissée dans le rapport Jdanov est maintenue, mais au prix de quelques déplacements : la « lutte pour la paix » joue le rôle tenu par la « lutte pour l'indépendance nationale » et le « comité de défense des industries » ou le « comité de défense de la République » laisse la place au « comité de paix » qui devient à la fois l'instrument principal de l'action et le lieu privilégié de réalisation de l'unité la plus large. D'où, à partir de 1950, l'insistance de plus en plus grande sur la création de ces comités de paix par les différentes organisations communistes et par les syndicats. Les formules employées par Souslov et par Togliatti témoignent de l'importance stratégique accordée au développement de ces comités qui apparaissent, à la limite, comme des embryons de futurs fronts populaires[97].

L'emploi de la formule de « front populaire » (employée par Togliatti lui-même) témoigne à lui seul d'une ambiguïté redoutable. On a vu qu'à partir de l'automne 1947 le Front populaire fonctionnait de façon contradictoire : il est une référence obligée dans la mesure où il avait souligné la capacité positive d'action du P.C.F. sur la société française; en même temps, il symbolise ce qui est alors considéré comme un ensemble d'erreurs politiques produisant à terme l'échec. Le début des années 1950 voit dans tout le mouvement communiste international tout à la

fois l'accentuation et même (de façon il est vrai partielle et très prudente en France) l'approfondissement de la critique de toute la période du Front populaire[98], et la reprise des éléments du vocabulaire de la période « classe contre classe ».

Le passage au thème quasi exclusif de la lutte pour la paix favorise l'accentuation du phénomène : la perspective n'est plus désormais une participation gouvernementale s'apparentant au Front populaire ou à la Libération, mais la revendication d'un « gouvernement de paix »[99]. Il est d'ailleurs significatif que la multiplication du thème d'un « gouvernement de paix » s'accompagne d'une réduction relative des références à son programme, si ce n'est le développement des propositions pacifiques du Mouvement de la paix ou de la diplomatie soviétique : l'ensemble des initiatives gouvernementales, jusqu'aux politiques économiques et sociales proposées, apparaissent alors comme de simples dérivés de la politique internationale de paix.

La dominante s'inscrit enfin dans le domaine théorique où se superposent deux mouvements complémentaires. Dès septembre 1947 avait été avancée l'idée d'un nécessaire changement dans le développement des activités théoriques[100]; l'orientation d'octobre avait renforcé le trait en soulignant l'urgence d'une participation active des intellectuels communistes à la réalisation des objectifs définis par le mouvement communiste, et cela dans leur domaine spécifique. En 1948, l'ajustement le plus important se fait dans le domaine de l'analyse économique : la direction communiste reprend les critiques adressées à l'économiste soviétique E. Varga dès mai 1947, critiques qui accompagnaient les mouvements plus larges de toute la stratégie internationale de l'U.R.S.S.[101]. En France, on retient surtout les critiques qui concernent l'Etat : l'Etat doit être présenté comme entièrement « subordonné aux monopoles » et on refuse explicitement de voir dans le capitalisme monopoliste d'Etat « une nouvelle phase de l'impérialisme ». Déjà, en elles-mêmes, ces positions tendaient à freiner la recherche sur les développements nouveaux de l'impérialisme et facilitaient la reprise pure et simple des analyses anciennes et des conséquences politiques qui en furent tirées, notamment au début des années 1930 (par exemple, concernant la fatalité de la crise économique et de ses effets révolutionnaires). De plus, au nom d'une critique de l' « objectivisme », s'affirme directement la conception selon laquelle les travaux économiques doivent être immédiatement reliés aux argumentations politiques générales organisées autour du rapport Jdanov[102]. Pendant toute l'année 1948, la structure des analyses économiques est donc à peu près stable : la mainmise américaine aboutit à une « économie de type semi-colonial » qui appauvrit les travailleurs

et s'oriente vers la préparation à la guerre; les perspectives de développement économique sont mesurées au travers de la notion ancienne de « crise générale du capitalisme », qui nourrit l'attente d'une crise de surproduction débouchant sur un « krach » s'apparentant plus ou moins à celui de 1929. Cette argumentation se modifiera en 1950, à partir du mois de juin et surtout après le déclenchement de la guerre de Corée : la notion fondamentale caractérisant l'économie française devient officiellement celle d' « économie de guerre » [103]. Tous les aspects du développement économique et social sont analysés au travers de cette notion, qui permet en outre de lui opposer l' « économie de paix » comme la perspective offerte par l'action du P.C.F.

Avant 1950, les ajustements les plus importants concernent la question de l'Etat. La position théorique contenue dans la critique de Varga est amplifiée par l'évolution de la situation politique à l'automne 1948. Jusqu'alors, l'analyse des nationalisations restait, dans ses grandes lignes, celle qui fut élaborée en 1946, et au début 1947 : le thème de la défense des nationalisations l'emportait dans les analyses et les interventions publiques et les comités d'entreprise continuaient à se voir assigner des tâches économiques importantes, notamment en ce qui concerne le contrôle des prix. A partir de l'automne 1948, la tonalité change fortement : à côté de la critique des comportements gestionnaires, répandus dans les comités d'entreprise [104] aux dépens des comportements de classe traditionnels, prend place une critique virulente des nationalisations. Les positions les plus systématiques sont avancées à plusieurs reprises, tout particulièrement par Lecœur (mais elles sont le fait aussi des autres membres de la direction) : les nationalisations sont désormais présentées comme des « illusions », voire même des « tromperies ».

En ce qui concerne l'Etat, on trouve désormais les formules selon laquelle l'Etat est plus dangereux que les patrons eux-mêmes : l'intransigeance gouvernementale dans le conflit des mines, la répression brutale qu'elle suscite permettent même d'avancer que les revendications des mineurs auraient certainement pu l'emporter avec les anciens patrons des Houillères, dont les capacités de résistance auraient été moindres que celle de l' « Etat-patron [105] ».

Une nouvelle étape est franchie à la fin 1949 : après des hésitations nettes au début de l'année, on voit le retour en force de la vieille notion de « fascisation » [106], qui va désormais englober toutes les manifestations de l'intervention de l'Etat. De ce fait, la notion de « capitalisme monopoliste d'Etat » est certes employée, mais pas pour désigner une phase cohérente du

développement capitaliste : son usage est limité aux seules interventions de l'Etat dans l'économie, voire même aux seules nationalisations.

Cette même notion de « fascisation » sert d'ailleurs de point d'ancrage théorique à toute l'analyse politique du P.C.F., y compris celle des différentes forces politiques françaises : elle est l'équivalent politique de l' « économie de guerre ». Dans l'ensemble, cette analyse se réduit à la notion de « parti américain » devenue systématique à partir d'octobre 1947 : le « parti américain » englobe toutes les forces politiques non communistes. Une telle notion offre sans doute alors des avantages politiques et correspond partiellement aux formes d'unification des politiques suivies par les différents partis politiques. Mais elle estompe les processus réels de diversification et dispense d'une analyse plus fine des stratégies de chaque formation politique, de leurs racines, de leurs ajustements permanents à court terme [107] et de leurs effets sur les attitudes politiques.

Où en est le P.C.F. en 1950?

Un congrès du P.C.F. est traditionnellement pour lui l'occasion de faire le point sur sa ligne politique, mais aussi sur son fonctionnement et sa situation interne. De ce point de vue, le XIIe Congrès n'offre guère d'informations développées. Au fond, de ce parti qui agit pourtant au grand jour, nous ne savons pas grand-chose de ce qu'il devient entre 1947 et 1954.

Nous ne savons rien, ou très peu de chose sur ses effectifs. Des chiffres officiels sont certes fournis par Thorez : 786 855 cartes, annonce-t-il, pour 6 288 650 timbres en 1949, contre 907 785 et 13 432 370 timbres en décembre 1947. Ces chiffres sont manifestement et extraordinairement gonflés; par ailleurs, si l'année 1949 avait vu un ralentissement des pertes d'effectifs, l'hémorragie a repris rapidement à un rythme très élevé. Pour en prendre la mesure, il suffit de rappeler que le chiffre officiel donné par M. Servin au XIIIe Congrès de 1954 est de 506 250 adhérents [108] : tous les indices concordent en fait pour donner l'image d'une perte d'effectifs au moins égale à 50 % sans que l'on puisse mesurer exactement le résultat quantitatif de ce processus [109].

Il est par ailleurs vraisemblable de penser que le rythme maximum de pertes se situe en 1948, puis après 1949. Du point de vue géographique, on sait seulement qu'entre 17 et 20 % des

adhérents sont regroupés dans la région parisienne, ce qui n'est pas sans influence sur la pratique politique du P.C.F.

Il n'est pas possible d'esquisser une répartition socio-professionnelle des pertes : contrairement aux déclarations officielles qui limitent les départs au secteur des couches moyennes, il semble qu'ils soient répartis dans les différentes catégories. Les pertes affectent les cellules rurales qui disparaissent massivement : 12060 cellules rurales annoncées au XIe Congrès de Strasbourg en 1947, seulement 5924 selon M. Servin en 1954. Mais les cellules d'entreprise, dont le réseau était déjà moins dense qu'au moment du Front populaire, voient leur nombre diminuer ainsi que leurs effectifs [110].

En ce qui concerne les cadres, nous disposons des données fournies par M. Servin à la Conférence nationale d'avril 1949; selon lui, les Comités et les bureaux fédéraux sont composés pour un tiers d'ouvriers. Les quelques exemples qu'il donne font alors état d'une relative sous-représentation des ouvriers [111], d'un certain vieillissement des cadres (ce que confirmera le même M. Servin au XIIIe Congrès de 1954) et d'un pourcentage encore très bas de femmes : 16 % dans les comités, 14 % dans les bureaux et 4 % dans les secrétariats fédéraux.

Les éléments de connaissance du fonctionnement concret de l'organisation communiste sont eux-mêmes très rares : le Comité central se réunit régulièrement, mais pour l'essentiel les décisions sont élaborées au niveau du Bureau politique ou même du secrétariat. Par ailleurs, les différentes analyses laissent entrevoir un élément de contradiction : en même temps que l'élaboration politique est restreinte au sommet de l'organisation, on assiste à des phénomènes de grippage dans la transmission des orientations et des directives politiques, à un affaiblissement du « suivi » des fédérations par la direction élue du Parti. Ce phénomène se double d'une tendance incontestable à confier ce « suivi » à des organismes spécialisés, notamment la section, puis la Commission d'organisation que contrôle A. Lecœur, devenu officiellement en 1950 secrétaire à l'organisation du P.C.F., en remplacement de Léon Mauvais.

Quant à l'activité politique, on ne peut dans l'état actuel de la recherche que se borner à quelques réflexions générales : elle reste extrêmement dense et se porte sur un nombre restreint de militants, ce qui accroît d'autant la surcharge militante; elle se traduit par la multiplication des tâches de chaque militant. Le dirigeant ouvrier type dans une grande entreprise de la région parisienne est alors secrétaire de sa section syndicale [112], membre du comité de section ou du bureau de sa cellule d'entreprise, responsable éventuellement du comité de paix et élu au comité

d'entreprise; dans sa « locale », il participe au comité de section, diffuse le matériel de propagande, vend *l'Humanité-Dimanche* et participe à des associations de locataires. Un autre militant type est le militant local : secrétaire d'une cellule et membre du comité ou du bureau de section, il est en même temps responsable d'un comité de paix de quartier, éventuellement conseiller municipal et responsable d'une autre association locale, le tout se faisant évidemment en plus de ses heures de travail. L'activité militante est donc dense [113].

La mesure des effets n'est pas simple. Les indices les plus immédiats sont bien sûr les indices électoraux : dans l'ensemble, ils restent bons, notamment dans les zones ouvrières et urbaines. L'isolement organisé des communistes ne s'exprime donc pas encore sur le plan électoral : l'électorat communiste reste stable, ce que confirment élections partielles et sondages divers. Il connaîtra jusqu'en 1958 des éléments de variation conjoncturels mais conservera pour l'essentiel la même physionomie : il s'agit d'un électorat fortement ouvrier, aux comportements politiques relativement homogènes, fidèle au vote communiste, qui ne se reporte guère sur les autres partis; il s'agit par ailleurs d'un électorat plus jeune et plus politisé que celui des autres partis, qui entretient avec le P.C.F. des relations militantes assez étroites même si elles ne débouchent pas sur l'adhésion [114]. Quelques caractéristiques sont pourtant déjà perceptibles, qui vont se répercuter de façon négative par la suite : si l'on excepte les phénomènes épars de poussée électorale en milieu ouvrier et urbain, on constate aussi une tendance possible à l'abstention de l'électorat communiste (il ne se reporte pas sur d'autres, mais ne vote pas non plus) et une tendance, très perceptible à l'occasion des cantonales du printemps 1949, à ne pas récupérer les voix perdues par la S.F.I.O.

Autres indices de l'influence, plus préoccupants ceux-là : les chiffres de diffusion de la presse. Le tirage de *l'Humanité* ne cesse de baisser : de 450 000 en avril 1947, il passe à 400 000 en 1948, à 310 000 en 1949 [115] et à 190 000 en 1950.

Entre 1945 et 1952, la presse communiste de province aurait perdu plus de la moitié de ses lecteurs, cependant que disparaissaient de nombreux titres [116].

Réflexions sur le P.C.F. et son fonctionnement en 1950

Le P.C.F. de 1950 a dans l'ensemble bien résisté aux premiers assauts de la guerre froide et à l'anticommunisme érigé en système de gouvernement.

Son influence sur la société française et son mouvement est indéniable : il contribue au maintien d'un mouvement ouvrier combatif, de luttes revendicatives qui restent importantes, notamment sur le terrain salarial. Le rapport des forces qu'inscrivit la Libération n'est donc pas renversé, et tout particulièrement persiste dans la classe ouvrière l'influence majoritaire du courant révolutionnaire, et cela tant sur le plan politique que sur le plan syndical.

Toutefois, certains traits du fonctionnement doivent être mis en valeur : quelques-uns s'inscrivent pour une part dans la tradition du mouvement communiste, d'autres sont nés plus directement du contexte de la guerre froide. Ces traits vont, dans les années qui vont suivre, peser négativement sur l'activité du P.C.F., entraîner à court terme une phase de difficultés aiguës; leur effet se fera sentir à plus long terme, et notamment au moment de 1956.

Parmi eux, il convient de noter la faiblesse relative et surtout la fixité de la réflexion théorique. Au fond, on note sur ce terrain une contradiction : au moment où le P.C.F. dispose de moyens intellectuels infiniment plus larges qu'avant la guerre, où il renforce son influence en milieu intellectuel, multiplie les lieux de réflexion théorique (Section des intellectuels jusqu'en 1951 dirigée par L. Casanova, section idéologique), où il dispose de revues dont l'influence intellectuelle est incontestable (*La Pensée, La Nouvelle Critique,* créée en 1948), sa réflexion théorique spécifique connaît des phénomènes de stagnation et, dans certains domaines, de régression. On ne saurait entendre par là que toute la production théorique de l'époque est négligeable; mais des avancées possibles sont stoppées, des conceptions fortement erronées se font jour et des pratiques aux conséquences profondément négatives. Les lieux où les erreurs eurent la portée la plus grave : la critique globale de la psychanalyse en tant que telle (vivement lancée en 1949), l'intervention et plus généralement la démarche à l'égard de la science dont la forme caricaturale fut donnée par l'opposition, jusqu'en 1950-1951, de la « science bourgeoise » et de la « science prolétarienne ». Mais, par-delà ces terrains particulièrement sensibles, c'est toute la démarche à l'égard du travail intellectuel et artistique qui pose problème. La structure de la réflexion est alors parfaitement cohérente : l'ensemble des activités intellectuelles, y compris la science et les arts, sont insérées dans le fonctionnement des sociétés, définies par les rapports qui y unissent et y opposent les classes; l'activité intellectuelle est traversée de part en part par ces conflits, et les intellectuels, qu'ils en aient conscience ou non, en exerçant leur activité, se situent objectivement par rapport aux

classes en présence. L'objectif des communistes, par l'intermédiaire d'une critique idéologique vigilante, est de dénoncer les manœuvres de l'adversaire de classe sur le terrain intellectuel et de permettre aux intellectuels de se placer consciemment sur les positions de la classe ouvrière.

Cette analyse, volontairement schématisée ici, conduisit le P.C.F. à une intervention systématique en tant que parti : les résultats des sciences et leur démarche même furent passés au crible d'une critique menée au nom de l' « esprit de parti », ce qui contribua à éloigner de nombreux hommes de science que rebutait une analyse sommaire. Le schématisme de l'argumentation en vint même à masquer ou à casser des éléments de réflexion pertinents sur le rapport des activités intellectuelles, de l'art, des sciences et de la culture avec le fonctionnement complexe de la vie sociale. Il serait facile d'énumérer les textes, les interventions qui nous paraissent surprenants avec le recul, mais le plus difficile resterait encore à faire : l'interprétation. On retombe vite alors sur l'éternel problème : les erreurs, voire les aberrations, sont-elles le seul effet d'une conjoncture difficile ou traduisent-elles des comportements structurels de l'activité communiste?

Répondre à une telle question nécessiterait un travail jusqu'alors jamais entrepris : une relecture systématique de tous les textes, leur mise en relation avec l'ensemble de l'activité intellectuelle du P.C.F., la mise en évidence de leurs conditions concrètes d'élaboration. Mais, dès maintenant, il est possible — fût-ce de façon très provisoire — de mettre en relation l'analyse des activités scientifiques et artistiques faite par le P.C.F., la conception qu'il a de sa propre activité théorique et l'orientation stratégique qui est la sienne depuis la fin 1947.

Il y a tout d'abord un contexte international qu'on ne saurait négliger : les premiers éléments structurés de réflexion sont élaborés à l'intérieur du P.C. (b) de l'U.R.S.S. dès la fin de la guerre. Les premiers textes de Jdanov, de tonalité fortement nationaliste, datent de cette période; on assiste, en 1946 et en 1947, à une intégration d'envergure de l'activité intellectuelle et théorique en U.R.S.S., dans le cadre des grandes options politiques qui se dessinent surtout en 1947 : la critique de Varga et des économistes, les critiques adressées aux écrivains datent de cette période. Quand ces textes se répandent dans les autres partis communistes, ils rencontrent des situations complexes : dans le cas du P.C.F., une floraison sans doute de réflexions et de travaux, mais aussi une maîtrise plus qu'hésitante par la direction du Parti de tous ces phénomènes. C'est donc d'avant la création du Kominform que datent les premiers efforts de réflexion sur les

rapports qui unissent développement de l'activité théorique, formation théorique des militants et bataille idéologique; le tout se fait avec les instruments théoriques, conceptuels, propres à l'époque. Or, pour l'essentiel, ces instruments sont formalisés dans deux œuvres dont on réencourage, dès 1947 et surtout en 1948, la diffusion : les vieux *Principes du léninisme* de Staline et surtout l'*Histoire du P.C. (b) de l'U.R.S.S.* [117]. De plus, à partir de 1947, tout le mouvement communiste s'engage dans une orientation dont on a dit plus haut la cohérence et qui, significativement, est associée au nom de Jdanov. On a dit aussi la capacité énorme d'intégration, par cette orientation, de toute l'activité des communistes : l'activité théorique n'y échappe pas, pas plus que les activités artistiques [118]. Le processus qui s'exprime donc d'abord dans les analyses économiques est étendu à l'ensemble des activités intellectuelles et théoriques : l'essentiel étant d'assurer la victoire du « camp de la paix » et toutes les forces devant être tendues vers cet objectif, il reste aux intellectuels communistes à participer à leur tour à cette activité en se mettant, pour reprendre une expression de l'époque, « à leur créneau ». Cette démarche se traduit immédiatement par une extrême politisation de toute l'activité des intellectuels communistes comme intellectuels spécialisés : à chacun de débusquer, dans sa discipline, les pièges inévitables de l'ennemi et de faire avancer les positions de la classe ouvrière, qui, par ailleurs, est la seule à avoir « intérêt » à voir se développer la science.

L'orientation vers la lutte pour la paix accentue cet aspect et l'élargit même à l'ensemble des activités artistiques. La forte tension de la guerre froide, la pression à laquelle sont soumis les communistes, et notamment les intellectuels, font alors de l'organisation des activités spécialisées des communistes une affaire de direction : les intellectuels communistes, comme spécialistes intervenant directement, par leur pratique intellectuelle et sans médiation, dans la lutte pour la paix, les directions aux différents niveaux se doivent d'intervenir comme pour toute activité politique.

Paradoxalement, cette démarche, qui ne stérilise pas totalement l'activité créatrice des intellectuels communistes, scientifiques ou créateurs, qui se traduit par des initiatives culturelles d'envergure telle la « bataille du livre », aboutit à un appauvrissement de l'activité théorique propre au P.C.F. : la recherche théorique étant absente, l'activité théorique étant un simple appendice de la bataille politique immédiate, ce que l'on désigne alors comme théorie apparaît bien plutôt comme une formalisation plus élaborée justifiant l'orientation politique. Ajoutons que le besoin de recherche théorique spécifique et le besoin pur et

simple de connaissance du fonctionnement social sont d'autant moins forts que le P.C.F. est inséré dans un double système : une perspective politique générale qui ne s'appuie pas sur la prise en compte des particularités nationales, ou même qui les critique plus ou moins directement; un système d'analyse politique d'une cohérence formelle parfaite, se présentant sous la forme d'un ensemble articulé de principes intangibles et indissociables les uns des autres, désigné comme « marxisme-léninisme-stalinisme ». La référence à d'autres expériences, ou simplement à des textes, joue donc parfaitement le rôle de substitut d'analyses spécifiques [119].

De même l'emportent significativement les analyses et le vocabulaire de l'époque qui, spontanément, évoque le plus immédiatement celle qui est alors vécue : celle du début des années 1930. La faiblesse de la réflexion théorique propre au P.C.F. accentue ainsi un double phénomène de dépendance : dépendance à l'égard d'un modèle externe, tel que celui de l'U.R.S.S. [120], dépendance à l'égard de modèles historiques propres au P.C.F. [121].

Phénomènes de crispation politique

Autre élément de difficulté : le fonctionnement de la direction. Le Comité central a été peu renouvelé à l'occasion du XIIe Congrès et il reste dominé par la personnalité d'envergure de Maurice Thorez. La dimension politique de celui-ci s'est accrue au fil des ans : à l'impact du dirigeant ouvrier, figure éminente de l'Internationale communiste, s'est ajoutée la stature de l'homme d'Etat. Thorez exerce donc un magistère incontestable et incontesté sur le P.C.F. et sa direction : doté d'une solide culture politique, voire même d'une bonne culture générale, il possède un sens politique réel, une connaissance étendue des mécanismes politiques français et du mouvement communiste international. Dans une période heurtée comme celle de la guerre froide, il a permis l'engagement sans trop de heurts du Parti communiste français dans l'orientation nouvelle de l'automne 1947. Cette orientation, qui ne coïncidait pas avec sa démarche antérieure, on a vu qu'il l'accepte, comme l'a fait de son côté, dans des circonstances approchantes, P. Togliatti; une fois acceptée, il l'applique sans réticence et engage dans cette voie le P.C.F. dès octobre. De même, c'est lui qui, en février 1949, lance l'inflexion décisive vers la lutte pour la paix, en interpellant une fois de plus direction et militants.

Or cette affirmation de ses capacités de direction politique se double alors de phénomènes qui sont monnaie courante dans le

mouvement communiste international de l'époque. La référence à Maurice Thorez tend à devenir citation et lui-même fonctionne de plus en plus comme modèle [122]. Le point culminant de ce processus a lieu en 1950, autour de son cinquantième anniversaire : outre les manifestations propres aux célébrations de ce type, l'anniversaire est l'occasion d'une multiplication des publications s'attachant à vanter non seulement les mérites personnels du « Fils du peuple », mais surtout son « apport » à tous les aspects du fonctionnement du Parti et à la vie intellectuelle en général, y compris scientifique. Cette cristallisation de toute la vie et de l'histoire du Parti sur un individu, cette personnification qu'exprime la formule du « Parti de Maurice Thorez », tendent à limiter les éléments de réflexion collective; la limitation est d'autant plus importante que l'orientation politique depuis la fin 1947 n'est pas le fait exclusif d'une élaboration originale, interne à la direction et aux militants du P.C.F.

La fixation sur le personnage de Thorez, que facilite le déchaînement des adversaires politiques contre lui, accompagne significativement des traits de fonctionnement de l'organisation communiste qui témoignent d'une certaine crispation politique face aux difficultés de la bataille politique. La tonalité du discours politique en est un indice, avec notamment la prolifération déjà notée des références au début des années 1930.

Mais plus importante, par ses effets à long terme, est la conception qui prévaut de ce que doit être le Parti communiste. Déjà, jusqu'en 1947, la ligne du « parti de masse » avait fait l'objet d'importantes controverses; elle est de fait abandonnée dans la période qui suit. En même temps que se durcit la guerre froide, se multiplient les appels à la « vigilance », tout particulièrement à partir de l'été 1948, quand vient au premier plan la lutte contre le « titisme » et l'invitation à démasquer les « titistes » dans les rangs du P.C.F.

De même l'insistance sur l'unité idéologique sans faille et même sur ce que l'on désigne alors — pour le valoriser — comme le « monolithisme » du P.C.F., l'insistance encore sur la « qualité » des membres du Parti conduisent à contredire dans la pratique la formule du « parti par millions »; elle quitte progressivement le vocabulaire des dirigeants communistes et de Thorez lui-même qui en fut l'initiateur. La limitation des effectifs, le rythme important des départs sont systématiquement sous-estimés : implicitement, ils tendent à être considérés comme positifs, par beaucoup de militants en tout cas, puisqu'ils permettent l'élévation en « qualité » du Parti [123].

Tous ces éléments n'affaiblissent pas d'emblée la position du P.C.F. pendant longtemps subsistera même la contradiction

réelle entre une influence préservée, notamment sur le plan électoral, et un rétrécissement considérable des effectifs. Mais cette contradiction ne peut rester immobile; les effets négatifs vont se faire bientôt sentir, avec d'autant plus de force que l'année 1950 voit un durcissement très net de l'anticommunisme en France et dans le monde.

III. L'ère des difficultés et la stabilisation 1950-1953

CHRONOLOGIE
1950-1953

1950

15-17 avril : Violents incidents à Brest.
28 avril : Révocation de Joliot-Curie.
9 mai : Plan Schuman proposant un pool européen charbon-acier.
25-27 juin : Guerre de Corée. Début de la guerre civile. Intervention U.S. contre la Corée du Nord. Résolution de l'O.N.U., contestée par l'U.R.S.S. et par la Chine. Débarquement américain à Taïwan.
30 juin : Première fourniture de matériel américain en Indochine.
11 juillet : Investiture de R. Pleven à l'Assemblée.
18 août : Assassinat du dirigeant communiste belge Julien Lahaut.
15-26 septembre : Débarquements américains au sud de la Corée.
23 septembre : Loi sur les activités anti-américaines. Débuts du « maccarthysme ».
29 septembre : Comité central du P.C.F. (réarmement allemand, service militaire, fascisation).
octobre : Aggravation du conflit coréen; défaites françaises en Indochine (Cao Bang et Lang Son).
10 octobre : Maladie de M. Thorez (départ le 11 novembre pour Moscou).
26 octobre : Plan Pleven d'armée occidentale européenne intégrée.
3 novembre : Intervention des volontaires chinois en Corée.
6 novembre : Révocation des maires communistes de Paris.
16-21 novembre : Congrès des Partisans de la paix à Varsovie.
fin novembre : Action des dockers à Bordeaux et La Pallice.
18-20 décembre : Mise en place de l'O.T.A.N. Eisenhower commandant suprême.
22 décembre : Lancement par les Combattants de la paix, d'une consultation nationale contre le réarmement allemand.

1951

2 janvier : Interdiction de 5 revues soviétiques.
janvier : Grèves et manifestations contre Eisenhower; arrestations; expulsion de la F.S.M. (syndicats), de la F.M.J.D. (jeunesse) et de la F.D.I.F. (femmes). Interdiction de la revue du Kominform.
30 janvier : L'O.N.U. condamne la Chine comme agresseur.
février : Début de la crise marocaine et « réformes » en Tunisie.
Arrestation de Clementis en Tchécoslovaquie.
14-15 février : C.C. du P.C.F. (périls de guerre et menace fasciste; urgence de la lutte contre le réarmement allemand).
février-mars : Guerre de positions en Corée sur le 38[e] parallèle. Menace atomique.
25 février : Appel du Conseil mondial de la paix pour un Pacte de paix entre les cinq grandes puissances (Etats-Unis, Union soviétique, Grande-Bretagne, France, Chine).
9 mars : Investiture d'H. Queuille.
mars : Grèves à la R.A.T.P., dans les centrales électriques et gazières, à la S.N.C.F.

18 avril : Signature du Plan Schuman instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (C.E.C.A.).
25-26 avril : Comité central du P.C.F. (problèmes de la paix).
7 mai : Vote définitif de la réforme électorale (loi sur les apparentements).
17 juin : Elections législatives en France.
30 juin-3 juillet : Conférence et « Charte de Francfort ». Reconstitution de l'Internationale socialiste. Renonciation à la lutte des classes, au marxisme et aux nationalisations.
9 juillet : Paix séparée des Occidentaux avec la R.F.A.
8 août : Investiture de R. Pleven. Soutien sans participation des socialistes.
1er septembre : Pacte du Pacifique entre Australie, Nouvelle-Zélande et Etats-Unis.
8 septembre : Paix séparée et traité nippo-américain de sécurité.
21 septembre : Vote de la loi Marie-Barangé sur l'allocation scolaire et les bourses pour l'enseignement privé.
7-14 octobre : Elections cantonales.
10 octobre : Négociations de Pan Mun Jon pour l'armistice en Corée.
31 octobre : Arrestation de Gomulka en Pologne.
1er novembre : Mouvements et troubles nationalistes au Maroc.
27 novembre : Arrestation de Slansky en Tchécoslovaquie
21-23 décembre : Grève générale en Tunisie.

1952

17 janvier : Investiture d'E. Faure.
17-18 janvier : Répression française en Tunisie.
12 février : Grèves antifascistes en France.
18 février : La Grèce et la Turquie entrent à l'O.T.A.N.
6 mars : Investiture d'A. Pinay.
30 mars : Exécution de N. Beloyannis.
28 avril : Ridgway succède à Eisenhower à la tête de l'O.T.A.N.
26 mai : Accords de Bonn entre la R.F.A. et les Occidentaux.
27 mai : Traité de Paris, instituant la C.E.D.
28 mai : Manifestation à Paris contre Ridgway. Arrestation de Duclos.
4 juin : Echec de la grève pour la libération de Duclos.
1er juillet : Libération de J. Duclos.
20 juillet : La S.F.I.O. condamne l'expérience Pinay.
23-26 juillet : Révolution nationale en Egypte.
14 août : Rakosi à la tête du gouvernement hongrois.
24 août : L'Angleterre évacue la zone du canal de Suez.
septembre-octobre : Conférence asiatique de la paix à Pékin.
3-4 septembre : Comité central du P.C.F. (Front national uni).
16 septembre : L'affaire Marty-Tillon devient publique.
octobre : Nouvelles arrestations de responsables syndicaux et demandes de levée d'immunité parlementaire.
5-14 octobre : XIXe Congrès du P.C. (b) de l'U.R.S.S.
1er novembre : Première bombe thermo-nucléaire américaine.
27 novembre : Condamnation à mort de Slansky et Clementis, en Tchécoslovaquie.
7 décembre : Comité central du P.C.F.

7-8 décembre : Manifestations nationalistes au Maroc.
18 décembre : Déclarations de Staline sur la coexistence pacifique.

1953

7 janvier : Investiture de R. Mayer.
25 janvier : De Gaulle se prononce contre la C.E.D.
1er mars : *Ce Soir* cesse de paraître.
5 mars : Mort de Staline.
5-6 mars : Conférence nationale du P.C.F.
15 mars : En U.R.S.S. : Vorochilov, président du Présidium; Malenkov, chef du gouvernement; Khrouchtchev, secrétaire du Parti; Molotov aux Affaires étrangères.
23 mars : Arrestation de responsables C.G.T. Frachon dans la clandestinité.
10 avril : Retour de M. Thorez.
26 avril-3 mai : Elections municipales.
3 juin : Investiture de P. Mendès-France.
16-17 juin : Comité central du P.C.F. (Front unique).

III. L'ère des difficultés et la stabilisation 1950-1953

Un contexte défavorable

Alors que l'année 1950 correspond au maximum d'activité des organisations communistes avec l'Appel de Stockholm, elle ouvre en même temps une phase de difficultés importantes pour le P.C.F., qui vont culminer pendant l'année 1952.

Cette période est marquée sur le plan national par un glissement accentué vers la droite : les radicaux réapparaissent en force dès 1949, cependant que la droite traditionnelle semble trouver un second souffle [124]. Les élections cantonales de 1949 avaient déjà indiqué l'amorce du processus; il est confirmé et amplifié par les élections législatives de 1951 (voir annexe p. 398). Sans doute la pratique toute nouvelle des « apparentements » accentue-t-elle le mouvement, mais celui-ci n'en reste pas moins réel. Le reflet parlementaire et gouvernemental est donc inévitable, et cela dans un contexte économique d'inflation plus forte, puis de dépression, avec le développement, bientôt, de phénomènes nouveaux et inquiétants, tels que le chômage et les indices classiques de récession industrielle.

Ajoutons, pour bien comprendre les conditions de l'activité

communiste, que le début des années 1950 voit l'accroissement de la répression anticommuniste [125], menée avec une relative efficacité par les ministres de l'Intérieur successifs, le socialiste J. Moch, d'abord, puis les ministres radicaux qui accaparent le poste à partir de 1950. En 1950, dans la foulée des lois « anti-sabotage » [126], ce sont les arrestations, les saisies, les révocations dans la fonction publique, au C.E.A., à la Radio [127]; en janvier 1951, ce sont les interdictions de revues et d'organisations. En 1952, elle ira jusqu'aux arrestations de dirigeants au printemps et à l'été, puis à l'automne 1952 et enfin au début de 1953, essentiellement alors contre la C.G.T. Dans le même temps, se multiplient les infiltrations et les provocations policières, l'entretien d'un climat de violences verbales et physiques.

Cette période est aussi celle de la pression américaine maximale : nous sommes à l'apogée de la guerre froide, au moment où, autour de la guerre de Corée, elle risque à tout moment de devenir « chaude » [128], au moment où l'on parle de plus en plus, et ouvertement, dans les milieux dirigeants américains, d'utiliser la bombe atomique. Pression intense et diversifiée : directe auprès des gouvernements, indirecte par le biais des officines spécialisées dans la propagande anti-communiste. Pression aussi par la multiplication des bases américaines dans le monde : la France a donc désormais les siennes, assez pour que le P.C.F. puisse dénoncer la « nouvelle occupation ».

Enfin, cette période est celle où le monde socialiste connaît ses difficultés les plus graves depuis la guerre. Au-delà du volontarisme officiel, ce sont les impasses dans l'organisation socialiste de l'agriculture, les déséquilibres du développement industriel; des contradictions se développent; les amorces de solution se font par en haut, sous des formes heurtées. Les indices des difficultés sont nombreux, mais les plus spectaculaires se trouvent dans la reprise des procès qui frappent le personnel politique au plus haut niveau, dans toutes les démocraties populaires, puis en U.R.S.S. On vit alors les derniers temps du stalinisme, la période des crispations et de la peur. Le mouvement communiste s'engage dans une phase de tassement : après les succès en Chine, les démarrages fulgurants du mouvement de la paix dans le monde, il connaît un piétinement certain, l'absence de perspectives claires. Cela s'exprime dans l'activité du Kominform : son apogée est en 1950, moment où il manque de se structurer de façon plus solide; selon toute vraisemblance, une nouvelle Internationale communiste est à deux doigts de se créer [129]. Mais le Kominform se replie dans son rôle, qui est certes pesant pour les différents P.C., mais politiquement peu décisif : il est de plus en plus un lieu de diffusion d'un discours

idéologique commun, de valorisation de l'U.R.S.S., de promotion des solutions choisies pour faire face aux difficultés du « camp socialiste ». C'est beaucoup, car les P.C. reprennent ces thèmes systématiquement; c'est peu, dans la mesure où cela les laisse totalement démunis pour faire face à leur propre bataille politique. L'orientation de 1947 est maintenue, mais l'habit commence à vieillir.

Voilà bien des raisons pour rendre compte des difficultés rencontrées par le P.C.F. à partir de 1950. La cause semble entendue; et pourtant, ce qui précède n'est pas suffisant. Incontestablement, tous ces éléments qui modifient le rapport de forces et s'imposent au P.C.F. comme des contraintes extérieures, fonctionnent comme des obstacles qu'il s'agit pour les communistes de surmonter — sans qu'ils aient nécessairement conscience d'ailleurs de l'importance ou même de l'existence de ces obstacles.

Encore faut-il voir comment ces difficultés agissent dans le cas français. Disons d'emblée qu'elles le font d'autant mieux que des contradictions internes sont perceptibles dans la pratique même des communistes, dans ses orientations fondamentales ou plutôt dans l'orientation qui modèle toute son activité : la lutte pour la paix. La bataille pour l'Appel de Stockholm est un incontestable succès, mais au prix d'une mobilisation des militants, d'une tension politique exceptionnelle. Le niveau de cette bataille et ses résultats ne furent pas égalés dans les mois qui suivirent : des signes de relâchement, des indices de blocage apparurent, qui entraînèrent quelques déceptions et des bouleversements d'organisation non négligeables; ils pesèrent très négativement sur des militants communistes qui tardaient à voir se dessiner des perspectives politiques encourageantes.

Il est vrai que la lutte pour la paix et ses premiers succès de 1950 ont nécessité des ajustements importants des autres forces sociales et politiques : le gouvernement se préoccupe d'intervenir efficacement sur ce terrain et pas sur le plan unique de la répression [130]; sur le monde chrétien pèse désormais le décret du Saint-Office de juillet 1949, qui éloigne de nombreux chrétiens de l'action commune avec les communistes pour la paix [131]. Le développement du « neutralisme », autour de Bourdet et du *Franc-Tireur*, puis autour du *Monde* et de sa campagne « bevaniste » [132] en 1951 pose des problèmes considérables au P.C.F. qui hésite d'ailleurs devant ce courant dont l'influence est très large et révèle des capacités assez fortes à influencer les rangs des sympathisants communistes. Par ailleurs, des possibilités incontestables existent sur le plan syndical pour l'unité d'action; mais sur le plan politique, les résultats sont maigres sur le plan local,

inexistants sur le plan national. Dans l'ensemble, la S.F.I.O. maîtrise ses zones d'influence politique : elle utilise fortement le mythe européen qui apparaît très tôt comme un de ses terrains favoris, joue en permanence de la diversification de ses tendances et de sa place dans l'appareil d'Etat. En ce sens, l'un des objectifs intermédiaires que s'assigne alors le P.C.F. — gagner les ouvriers socialistes, les détacher de leurs dirigeants — s'avère à l'usage irréalisable.

Mais toutes ces difficultés externes ont d'autant plus d'impact sur la vie du P.C.F. que deux thèmes dominants dans la réflexion et la pratique des communistes sont très vite sources de difficultés : l'idée selon laquelle il faut tout « subordonner » à l'action pour la paix; celle selon laquelle, le Parti ne pouvant pas tout, il faut des « organisations de masse ».

La lutte pour la paix : rythmes chronologiques

Quelles pratiques sont alors développées par les organisations communistes sur la question de la paix? Sans doute, la direction communiste insiste-t-elle sur l'absence de contradiction entre des activités qui sont de fait extrêmement diversifiées : édition de matériel de propagande et organisation de réunions en constituent bien sûr le noyau traditionnel, avec la pratique, plus nouvelle, du porte à porte, à l'occasion des signatures de pétitions. A cela s'ajoutent les formes plus intenses d'activité, ce que l'on appelle les « actions concrètes » contre la guerre [133]; elles concernent essentiellement quelques secteurs qui sont l'objet d'affrontements intenses : les fabrications d'armement, les transports d'armes et leur manutention dans les ports. Ces actions concrètes vont des manifestations d'entreprises pour exiger la transformation des productions de guerre en productions civiles jusqu'à l'arrêt de la production ou à la destruction du matériel, essentiellement dans les phases de transport : le point clé est alors l'action des dockers.

Pas de contradiction en théorie entre l' « action concrète » et la signature de pétitions; toutefois, des rythmes chronologiques observables différencient les périodes où domine le thème des nécessaires actions concrètes (fin 1949, début 1950, 1952), des périodes où s'affirment plutôt les pratiques des rassemblements, des votes et de la pétition. Dans la première phase, sont valorisés plus immédiatement les organisations communistes et les syndicats; dans la seconde, sont mis plus directement en avant les organisations de masse, et notamment le Mouvement de la paix. En ce qui concerne les actions concrètes, qui fonctionnent à fond

par grandes vagues, mais subsistent de façon permanente, même sous des formes atténuées, on peut noter qu'elles constituent bien entendu la pratique la plus délicate : elles suscitent une répression soutenue (par exemple, les lois « anti-sabotages » du début 1950) et une forte pression idéologique entretenue par le gouvernement, les partis et les grands organes de presse et d'information. De ce fait, malgré quelques retentissants succès, dans les ports essentiellement, le caractère de masse des actions décidées apparaît relativement mince et leurs effets sont très contradictoires.

Les formes d'activité immédiatement plus larges offrent le double avantage de s'adresser directement à des catégories de population plus étendues, de faire reculer dans les consciences les réflexes de peur et de permettre un débat politique plus direct, mobilisant en nombre plus grand les militants du parti : c'est à l'occasion d'initiatives comme celle de l'Appel de Stockholm qu'entre dans la pratique communiste l'exercice systématique du porte-à-porte qui sera élargi à d'autres circonstances, notamment électorales — comme ce sera le cas en 1956. Pourtant une telle activité, qui donne des résultats incontestables (tout particulièrement en 1950), n'est pas sans poser des problèmes, plus profondément politiques. Le succès d'initiatives du type « Stockholm » nécessite en effet un effort de mobilisation considérable et soutenu qui occupe directions et organisations pendant de longs mois. Cet effort porte essentiellement, puisqu'il concerne la question de la paix, sur des problèmes de portée internationale; or, la « guerre froide » à son apogée se caractérise par une très grande mobilité des rapports de forces et un déplacement perpétuel des enjeux internationaux. Se pose donc très vite la question de l'ajustement rapide des mots d'ordre et des initiatives, ce qui ne facilite pas la mobilisation des forces sur une période assez longue.

A l'apogée de la « guerre froide »

L'année 1950 s'ouvre sous les auspices de l'aide américaine renforcée sur le plan militaire : la loi d'aide adoptée en octobre 1949 débouche d'emblée, dans ses attendus mêmes, sur des accords bilatéraux et sur l'exigence d'un plan de défense commune. Au début de l'année, les deux objectifs sont en voie de réalisation : un accord franco-américain est signé le 27 janvier, suivant le vote du Conseil de l'Atlantique, le 6 janvier, portant sur le « concept stratégique » de défense et sur un programme de production d'armements. Cette année 1950 est encore dès ses débuts marquée par le redéploiement américain en direction de

l'Asie, où les U.S.A. tendent à prendre la relève des vieux impérialismes français et britanniques. C'est la « diplomatie totale » présentée par D. Acheson le 8 février. C'est enfin l'année de la « bombe H » : le président Truman en annonce la construction, le 31 janvier, pour reprendre le monopole atomique qu'avait interrompu la bombe soviétique en 1949.

Tout le début de l'année est donc centré sur cette question de l'équilibre des forces et tout particulièrement sur le problème atomique : quand le Conseil mondial des partisans de la paix décide le 19 mars de lancer un appel contre la bombe, il désigne tout à la fois un problème réel et un terrain de forte sensibilité populaire, à un moment où les principaux moyens d'information développent la psychose de guerre en la polarisant sur le thème du danger soviétique. En France, cet appel s'inscrit tout naturellement dans le prolongement des actions du début de l'année contre le déchargement du matériel de guerre américain; il offre en outre l'avantage de casser la forte pression organisée contre le P.C.F. et les syndicats, dans le cadre de la grande campagne anticommuniste de janvier-février. Après le XIIe Congrès du P.C.F., toutes les organisations communistes sont donc sollicitées pour mener la bataille pour l'Appel; en cela, le P.C.F. s'inscrit dans un mouvement de pression organisé internationalement, autour du Kominform et des grandes organisations de masse (en plus du Conseil mondial des partisans de la paix, la Fédération syndicale mondiale, la Fédération démocratique internationale des femmes, la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique, essentiellement).

Cette bataille politique fut menée avec efficacité; elle marque avec éclat la combativité maintenue de l'organisation communiste; elle inscrivit dans la population, en même temps que la volonté de paix, l'image d'un parti qui sait lutter pour la paix.

Or, le 25 juin, éclate la guerre de Corée qui modifie profondément les conditions de développement des rapports internationaux. Outre la tension qu'elle suscite immédiatement, elle produit des phénomènes importants de cristallisation : elle accentue l'engagement américain dans le domaine atomique, elle parachève l'internationalisation du conflit indochinois qu'elle prolonge et durcit, en même temps que les U.S.A. s'appuient sur le Japon; elle confirme l'utilisation par les Etats-Unis d'organismes internationaux comme l'O.N.U. [134]; elle relance la coopération européenne sur le plan militaire [135], avec le choix définitif par les Etats-Unis de la voie du réarmement allemand [136]. Tout le mouvement communiste international s'oriente donc, à la fin de 1950, dans la lutte contre le réarmement allemand, lutte qui est alors définie comme prioritaire. Dans un pays comme la France,

qui reste profondément marqué par les sombres années de l'occupation, cette priorité s'impose presque naturellement : toute l'activité des communistes se porte donc de diverses manières sur le refus du réarmement allemand, le point de focalisation étant le soutien à la pétition lancée par les Partisans de la paix à la fin de l'année.

Mais l'année 1951 va marquer une complexité croissante dans l'organisation des rapports de forces internationaux. Sans doute peut-on la considérer comme l'année de la tension maximale : jamais la menace atomique ne fut aussi grande qu'en février-mars, au moment où la guerre de positions s'installe en Corée. Année de la mise en place renforcée de l'unification atlantique sous la houlette énergique d'Eisenhower; année encore où les Occidentaux règlent séparément les séquelles de l'après-guerre. La tension est immense jusqu'à l'automne, lorsque s'ouvrent les négociations de Pan Mun Jon sur l'armistice en Corée. La stratégie de l'U.R.S.S. est difficile à saisir : incontestablement le surarmement américain bouleverse les données du plan quinquennal, ce qui entraîne des répercussions en chaîne dans l'U.R.S.S., mais aussi dans les démocraties populaires. La crainte soviétique du conflit semble réelle et justifiée; elle renforce les réflexes de « citadelle assiégée »; en même temps, la non-extension du conflit coréen montre les possibilités diplomatiques et politiques d'empêcher le déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale. La diplomatie soviétique se fait donc plus active pour proposer des issues positives : étant donné l'engagement de fait de l'O.N.U. aux côtés des Etats-Unis, la seule possibilité crédible apparaît alors celle d'un accord entre les cinq grandes puissances mondiales. Dans le domaine de l'action auprès de l'opinion, c'est le Conseil mondial de la paix qui joue le rôle déterminant en proposant, en février 1951, la conclusion d'un pacte de paix entre les cinq grandes puissances.

Une telle initiative, qui eût incontestablement marqué un déblocage de la situation internationale, ne pouvait en elle-même poser de problèmes aux communistes français. Mais, du point de vue pratique, elle soulevait la question de l'appel contre le réarmement allemand : en théorie, pas de contradiction, comme le rappelle à plusieurs reprises la direction du P.C.F. qui maintient dans un premier temps la priorité contre le réarmement allemand. Dans les faits, l'organisation communiste est alors incapable de mener de front les deux tâches; toute l'attention est reportée, comme le recommande instamment le journal du Kominform, sur le Pacte de paix; de façon relativement brutale, la lutte contre le réarmement allemand s'estompe pour un temps.

En même temps, le mouvement communiste prend peu à peu

la mesure d'un certain piétinement dans le mouvement des rapports de forces internationaux. Le maintien et l'exacerbation de la guerre froide, l'impossibilité enregistrée de modifier notablement la politique américaine et celle des alliés occidentaux, les limites de l'action pour la paix, après la percée décisive de l'Appel de Stockholm : tout cela débouche sur une réflexion renouvelée portant sur les pratiques des combattants de la Paix et de leur organisation. A partir de la fin de 1950, se multiplient les références à l'élargissement du Mouvement de la paix, ce qui recoupe des interrogations internes au mouvement français : de plus en plus l'insistance est mise, non pas sur les conseils communaux, mais sur les comités de paix, structure plus souple et plus décentralisée, qui permet en outre une initiative plus grande des organisations luttant pour la paix. Cette période coïncide avec une réorganisation de l'activité du Mouvement de la paix; en même temps, le P.C.F. structure définitivement son activité autour de la question de la paix. Sur le plan des hommes, ce mouvement se concrétise par le remplacement de Ch. Tillon par L. Casanova à la tête de l'action en faveur de la paix [137].

Tout pour la paix?

Un certain nombre de traits se dessinent plus nettement dans l'activité et le fonctionnement du P.C.F. : ils apparaissent déjà dans la période précédente, mais leur accentuation très nette va s'accompagner de difficultés croissantes.

Il n'est pas indifférent de noter que le P.C.F. est, depuis octobre 1950, privé de son secrétaire général qui, frappé par une brusque attaque cardiaque, est soigné en U.R.S.S.; son absence, qui durera jusqu'au printemps 1953, est d'autant plus lourde de conséquences que la place prise par M. Thorez ne facilitait guère un fonctionnement authentiquement collectif de la direction communiste. A la tête du Parti communiste, donc, trois hommes dirigent en principe le secrétariat : J. Duclos, qui remplace de fait M. Thorez, A. Marty et A. Lecœur. Dans cette direction, un homme tend à prendre une importance considérable, renforcée par son rôle dans l'organisation du P.C.F. : A. Lecœur, qui dirige depuis 1950 la Section, puis Commission d'Organisation et contrôle concrètement le Parti.

Le P.C.F. s'inscrit toujours plus profondément dans les cadres d'analyse politique fournis par le Kominform, au moment où celui-ci connaît une phase de rétrécissement de son activité. Il reprend les thèmes avancés par la revue *P.P.D.* et en pousse à l'extrême certaines composantes : en particulier, toute l'analyse

interne du P.C.F. est désormais de part en part organisée autour des deux notions d' « économie de guerre » et de « fascisation ». Le deuxième thème devient dominant dans le discours communiste : des éléments d'analyse du début des années trente sont alors systématiquement repris, plus encore qu'en 1949-1950. La recrudescence de la répression gouvernementale écarte toutes les limitations devant cette notion, qui est élargie à l'activité de tous les partis politiques, y compris la S.F.I.O. : tous les éléments de la situation politique — pratique gouvernementale, manœuvres électorales, interventions des leaders politiques — sont interprétés à l'aune de la « fascisation ». Par là se justifient aussi un durcissement perceptible du ton, un esprit de méfiance et de tension qui marque profondément l'organisation communiste.

En même temps est entérinée la renonciation à toute réflexion sur la perspective à long terme des communistes [138] : tout est décidément orienté en fonction de la seule perspective du « gouvernement de paix ». Les effets de cette orientation sont multiples; on n'en retiendra ici que les deux principaux, dans la mesure où ils rendent compte de certaines difficultés.

Le premier effet est dans le rapport du P.C.F. à l'action revendicative. Il n'est certes pas un moment, dans la période postérieure à 1947, dont on puisse dire que le P.C.F. abandonne le terrain revendicatif; une large place dans la presse est consacrée à la justification des revendications ouvrières. Mais, dès la fin 1949, apparaît le thème selon lequel toute l'activité des communistes doit être « subordonnée » à l'action pour la paix. Cette notion de subordination accentue la critique de l' « économisme » qui s'accompagne des multiplications de la référence à la grève politique. Alors qu'auparavant s'imposaient encore des formules qui voyaient dans la lutte revendicative le meilleur moyen pour les syndicats de lutter pour la paix, tendent désormais à devenir dominantes les formules inverses selon lesquelles la meilleure façon de lutter pour les revendications était de lutter pour un « gouvernement de paix » : « la paix, solution de tous les problèmes » devient le thème clé. Lutter pour la paix, contre la « fascisation, occupe une part croissante dans l'activité syndicale. Or les incidences de la guerre de Corée et les premières difficultés qui suivent l'achèvement de la reconstruction se traduisent par une inflation croissante et des dérèglements des échanges; des déséquilibres se font sentir entre pays et entre branches industrielles. Puis, c'est en 1952, la stagnation de la production.

Crise passagère ou élément d'un processus plus profond? Jusqu'en 1952, le mouvement communiste penche pour la crise durable, annonciatrice de « krachs » spectaculaires et sans doute

point d'appui d'un large mouvement revendicatif aux effets politiques prévisibles. Or au contraire, après la percée de 1950, c'est à un certain tassement du mouvement revendicatif qu'on assiste, la chute devenant spectaculaire en 1952. C'est précisément au moment où s'amorcent ces processus complexes dans l'économie que s'accentue, sur le plan syndical, l'orientation prioritaire sur les problèmes de la paix.

Le problème est d'autant plus grand que désormais l'action sur la paix devient dans l'entreprise presque exclusivement l'affaire du syndicat : malgré les interventions de direction, nous trouvons sans doute là la période la plus creuse dans l'activité des cellules d'entreprise. Cette orientation — qui est celle de tout le mouvement communiste, et pas du seul P.C.F. — pèse sur le champ politique, car la bataille autour des questions de la paix est, dans le contexte de la guerre froide, immédiatement et fortement politisée. Les conséquences sont donc bien réelles : elles affectent toute la pratique des relations entre parti et syndicat, qui ne fait plus l'objet de réflexions autonomes nouvelles; le rapport des communistes à la classe ouvrière, notamment à l'entreprise, tend de plus en plus à passer presque exclusivement par l'activité des communistes dans les syndicats.

Le deuxième effet de la structuration accentuée de l'activité communiste autour de la paix a des conséquences plus graves à court terme. Tout est subordonné à la paix, mais sur la base de propositions internationales qui ne sont pas élaborées au sein du P.C.F. Tout subordonner à la paix : cela signifie donc, en un sens, tout faire reposer sur l'évolution des rapports de forces internationaux. Or leur fixation relative s'accompagne de la multiplication des initiatives dans les deux camps pour débloquer la situation. Engagement plus vif dans la construction européenne, du côté occidental; multiplication des initiatives de paix du côté soviétique. Le blocage de la situation asiatique reporte sur l'Europe les espoirs; après une phase, à la fin de 1951, où revient en force le thème du péril allemand, l'U.R.S.S. propose, au printemps 1952, une négociation globale sur la question allemande, avec possibilité de doter l'Allemagne reconstituée d'une armée chargée d'assurer sa défense, avec les moyens en armement appropriés. Puis, à la fin de 1952, autour du XIXe Congrès du P.C. (b) de l'U.R.S.S. et de l'ouvrage de Staline sur les *Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, c'est une nouvelle analyse qui s'impose, annonçant fortement la période ultérieure : le danger d'une guerre entre les deux camps semble s'estomper, l'éclairage essentiel étant mis sur les contradictions interimpérialistes.

Dans le domaine, pour lui décisif, de la lutte anticoloniale, le

P.C.F. joue un rôle fondamental et développe des initiatives qui lui sont propres. Mais, dans le tourbillon d'événements et de propositions qui marquent les rapports internationaux sur le plan général, il n'a pas les moyens politiques de faire autre chose que de soutenir les initiatives successives de l'U.R.S.S. et donc de suivre les ajustements parfois brutaux opérés par la diplomatie soviétique. Ces formes de dépendance sont, qui plus est, étroitement liées à des phénomènes de grippage de toute la réflexion et de tout le fonctionnement de l'organisation communiste qui doit faire face à des difficultés accrues.

Les indices des difficultés

La mesure de ces difficultés est donnée par toute une série d'indices.

Les indices internes sont nets, quoique pas toujours faciles à manier. L'indice du discours est sans doute le plus immédiat, avec le ton « classe contre classe » et les appels multiples à la vigilance et à la dénonciation de la fascisation. La réflexion théorique ne se dégage par aucun aspect de celle du Kominform; sa clé est de plus en plus la revendication du modèle soviétique, en même temps que deviennent lancinantes les citations de Staline ou celles de M. Thorez, dont on publie les *Œuvres* complètes, soigneusement mises à la base des programmes d'étude.

Si les chiffres relatifs aux adhésions manquent, il semble évident que les années 1950, 1951, 1952 sont marquées par une baisse spectaculaire des effectifs, mais aussi par une dégradation de l'activité militante. La perception par la direction de cet état de fait s'exprime de façon indirecte : multiplication des critiques ou autocritiques, recherche de solutions d'organisation, et parmi elles, la complexe affaire des « instructeurs de cellules »[139]. Mais les indices les plus saisissants restent les indices électoraux. Jusqu'alors, les différentes élections avaient montré le maintien, voire la progression communistes dans les centres urbains. Les élections législatives générales de 1951 montrent d'inquiétantes mutations. Certes, ces élections se déroulent dans un contexte où dominent de façon étonnante les forces les plus exacerbées de l'anticommunisme; ajoutons que les pratiques toutes nouvelles de l'apparentement privent les communistes d'une juste représentation parlementaire et restreignent d'autant leur capacité d'action à l'Assemblée.

Mais le fait reste que les résultats électoraux des communistes traduisent non seulement un recul global (qui est relativement

limité), mais surtout un tassement très net dans les secteurs d'implantation électorale ouvrière forte et ancienne. Le recul est tout particulièrement sensible dans la région parisienne et atteint jusqu'à 6 % à Paris. La portée du recul est minimisée par les directions [140], mais elle frappe d'autant plus les militants que ces élections étaient les premières élections générales depuis 1947, les premières aussi, dans le cadre de l'orientation « lutte pour la paix ».

L'année 1952 [141]

C'est ainsi un parti durement secoué par des résultats électoraux insuffisants, marqué par plusieurs années d'anticommunisme agressif, qui aborde la dure année 1952. Année de la récession économique, après le « boom » post-coréen, année des crises politiques et de l'expérience Pinay, dernière année de la phase ascendante de la guerre froide, avec une très forte tension au printemps.

Tout, pour le P.C.F. semble confirmer l'analyse qu'il fit de la « fascisation »; résurgence R.P.F., interdictions gouvernementales accentuent l'inquiétude de l'été 1952. Au point que le fascisme semble à nouveau aux portes du pouvoir : le 12 février est l'occasion d'une grève lancée par les syndicats contre le fascisme, sous le mot d'ordre : « De Gaulle ne passera pas. » Les résultats ne sont pas bons, ce qui ne peut que renforcer les inquiétudes.

Au début mai est publié dans les *Cahiers du communisme*, un important article de F. Billoux, rédigé à l'issue d'un voyage en U.R.S.S. auprès de M. Thorez. Cet article, très critique à l'égard de la grève du 12 février, tire la sonnette d'alarme : le gouvernement Pinay « étant le plus réactionnaire que nous ayons connu depuis la fin de la guerre », pour obtenir le changement politique, il est nécessaire de passer à un niveau supérieur de l'action communiste, de reprendre les « actions concrètes » de la fin 1949 et début 1950 et de battre la bourgeoisie française pour imposer la paix qui est « la voie choisie par la classe ouvrière pour aller au socialisme ». Un article très rude, reçu avec satisfaction par les cadres militants qui ne voyaient plus guère de perspectives, qui constataient la poursuite du conflit indochinois et l'impossibilité de modifier le cours politique en France par le biais de l'action parlementaire. Un article qui indique clairement qu'il faut retrouver le chemin de la classe ouvrière.

Or le 28 mai va secouer directement et profondément l'organisation du P.C.F. L'annonce de la venue à Paris du général

Ridgway, successeur d'Eisenhower à la tête de l'O.T.A.N. et ancien commandant en chef de Corée, suscite l'organisation d'une manifestation, officiellement à l'appel du Mouvement de la paix. Pour éviter l'échec que connut une manifestation analogue en janvier 1951, la direction communiste met au point une organisation minutieuse et clandestine, avec des rassemblements différents et des manifestants prêts à affronter les assauts de la police.

Cette manifestation a lieu dans un contexte de tension maximale, tant sur le plan national qu'international : affrontements grévistes-policiers, répression accrue dans l'entreprise, attentats contre les sièges d'organisations communistes ou de syndicats, assassinat même d'un militant communiste à Châteauroux; dans le monde, ce sont de violents affrontements au Japon au tout début mai, la signature du traité instituant la C.E.D. à la veille de la manifestation et l'exécution, après une dramatique attente, du dirigeant communiste grec Beloyannis et de trois de ses camarades, la crainte et l'horreur devant l'annonce de l'emploi en Corée d'armes bactériologiques.

Tension très vive qui s'exprime le 28 mai à Paris : des heurts très violents ont lieu avec la police, un ouvrier algérien est tué, et le soir, c'est le coup de théâtre! On apprend que J. Duclos a été arrêté, porteur d'un émetteur radio et de mystérieux pigeons témoignant de toute évidence de l'organisation par le P.C.F. d'un vaste « complot ».

Paradoxe apparent pour une organisation qui vit dans la perspective de la fascisation, cette arrestation désoriente vivement l'organisation communiste. A la hâte et dans une certaine confusion, les syndicats appellent à manifester le 4 juin pour la libération de J. Duclos. C'est pour l'essentiel un échec, salué avec jubilation par la presse adverse et les organisations politiques et syndicales (S.F.I.O. et F.O. inclus) qui voient là le signe avant-coureur du déclin de la C.G.T. et, à terme, la désagrégation du courant révolutionnaire en France.

Le 18 juin, le C.C. du P.C.F. amorce une autocritique : le « danger principal » dénoncé est le sectarisme; la nécessité est affirmée d'initiatives permettant le développement de la plus « large union »; parmi elles, figure en bonne place le recentrage syndical, déjà annoncé par B. Frachon dès le 11 juin, sur l'action revendicative. La démarche inaugurée en juin est poursuivie à l'été et au début de l'automne avec la formule du « Front national uni » popularisée par J. Duclos.

Malgré ces efforts, gouvernement et partis parviennent à maintenir la mise à l'écart politique du P.C.F. : déboires électoraux et reprise en octobre de la répression directe pro-

longent le malaise. Malaise qui avait trouvé une expression aiguë — et c'est là un autre indice important des difficultés — dans le déclenchement, en septembre de l'« affaire Marty-Tillon ».

L'affaire Marty-Tillon

L'« affaire » débute en fait en 1951, lorsqu'une commission d'enquête [142] se constitue pour établir un dossier sur les activités d'A. Marty, alors secrétaire du Bureau politique, et de Charles Tillon, membre du B.P. et, depuis le printemps 1951, responsable du secteur municipal. Au centre du dossier, des déclarations faites par un ancien membre du Comité central, accusant nommément Marty et Tillon d'« activités fractionnelles », parmi lesquelles un projet, affirmait-il, de bulletin oppositionnel, envisagé par Marty dès 1949. Le 27 mai 1952, le Bureau politique procéda à l'audition de Marty; les difficultés qui suivent la manifestation contre Ridgway suspendent la procédure, mais on peut déjà constater une rétrogradation de fait de Marty, puisque c'est Lecœur qui assume officiellement la direction du Parti, en l'absence de Duclos, alors incarcéré. L'affaire rebondit brutalement à la fin de l'été, avec une séance de nuit du B.P. qui entend les déclarations de Marty et de Tillon, après la lecture d'un rapport présenté par L. Mauvais. Le surlendemain, le C.C., après avoir discuté sur le « Front National Uni », écouta le rapport de L. Mauvais et vota les propositions présentées au nom du B.P. (rétrogradation de Marty et de Tillon, respectivement au B.P. et au C.C.). Cette discussion et les décisions consécutives ne seront rendues publiques que dans *l'Humanité* du 17 septembre, après une information parue la veille dans plusieurs journaux parisiens. L'entrée dans le domaine public marque le véritable début de l'« affaire » : les débats s'insèrent désormais dans le champ général des luttes politiques, dont ils deviennent un moment. La conséquence en est directe : entre septembre et décembre (date du second rapport de L. Mauvais devant le C.C.) on assiste tout à la fois à une forte politisation, à une globalisation des accusations et à un durcissement du ton. Une sorte d'engrenage se met en marche qui aboutit, par paliers progressifs, à la mise à l'écart des deux hommes, dramatique dans le cas de Marty : il est exclu du P.C.F. et accusé, en février 1953, d'être un « policier »!

La politisation du débat conduit à regrouper les accusations autour de grands points, abordés dans *l'Humanité,* à l'occasion d'une série d'articles parus en novembre et repris par L. Mauvais dans son rapport de décembre. Dans l'ordre : le rôle de l'U.R.S.S.; le rôle et la politique nationale du Parti pendant la

Seconde Guerre mondiale; l'insurrection et la Libération; l'action pour la défense de la paix; les questions de la jeunesse; les problèmes théoriques et politiques du Parti; la conception du Parti et de son organisation.

Dans l'état actuel des connaissances, seules quelques remarques provisoires peuvent être présentées.

Les zones d'ombre sont encore très nombreuses dans l' « instruction » de l'affaire, mais force est de reconnaître que les accusations de « policier » proférées à l'encontre de Marty, et celle de « fractionnisme » ne reposent sur aucune preuve sérieuse et doivent donc être tenues pour inconsistantes. ce qui ne signifie pas qu'elles sont absurdes dans le contexte de l'époque : on peut en repérer les conditions de production [143]. Mais comment rendre compte de l' « affaire » elle-même? Le passé fournit sans doute des éléments d'explication : la personnalité des deux hommes, tout comme la multiplication des références à l'histoire dans les débats eux-mêmes semblent y inviter fortement.

De fait, au fur et à mesure que progresse l' « affaire », on assiste à un véritable débat sur l'histoire du P.C.F., avec une certaine tendance à la remontée chronologique : les années précédentes et la lutte pour la paix, la Résistance et la Libération, puis, dans le cas de Marty, le Front populaire, l'Espagne et même (mais plus discrètement) la mer Noire.

Ces points de discussion, la manière dont ils sont présentés et utilisés ne sont certes pas négligeables. Tous les acteurs — les dirigeants — ont un passé, des relations accumulées pendant des années avec leur vécu d'amitié ou au contraire d'inimitié (la personne de Marty, la réalité de son caractère difficile, valorisent incontestablement les relations affectives, le vécu passionné de son cas) et tout naturellement ce passé-là cristallise fortement, sous forme de souvenirs subjectifs, au moment où éclate l' « affaire ».

Toutefois, l'utilisation de ces références historiques nécessite une double précaution. Elles sont des éléments importants d'analyse du passé communiste, des indices certains des débats politiques internes aux directions, mais on ne peut les tenir comme des sources d'information directes : elles doivent donc être critiquées et réinterprétées. Par ailleurs, la manière dont se construit le débat historique, la façon dont sont organisés les différents discours sur l'histoire conduiraient plutôt à déplacer la signification de ces débats : la référence au passé semble en fait moins importante pour sa place comme *facteur explicatif* que comme *élément interne,* au même titre que l' « affaire », *du fonctionnement et de l'intervention politique du P.C.F. en 1952.*

Problèmes internes et histoire globale

Dans le cas des deux hommes, il est possible de dresser une liste des points débattus, voire de certaines divergences accumulées peut-être depuis 1939 (avec la prudence que nécessite l'absence d'études historiques sur les périodes concernées). Il n'en reste pas moins que Marty et Tillon ne sont manifestement pas les seuls dirigeants impliqués dans des débats internes; par ailleurs il faut encore expliquer pourquoi c'est en 1952 que les problèmes se nouent sous forme d'une affaire.

On peut chercher aussi du côté international. D'abord parce qu'aspects internationaux et nationaux suscitent conjointement un climat de tension, où il est difficile de démêler les aspects objectifs (ingérences policières, provocations, répression) et les reconstructions subjectives (le thème de la « vigilance », relancé après 1948). Ensuite, parce que les références aux procès dans les démocraties populaires sont permanentes en France et marquent incontestablement la forme prise par les accusations portées contre Marty et Tillon. Pourtant, même si elle est tentante, l'analogie entre l' « affaire » et les procès est dangereuse dans la mesure où elle estompe la différence fondamentale qui tient au fait tout banal que le P.C.F. n'est pas au pouvoir : or, dans le fonctionnement des procès, l'une des caractéristiques dominantes est l'entremêlement des problèmes internes aux P.C. et des problèmes d'Etat, tout comme frappe, dans la procédure suivie, la confusion entre les mécanismes proprement politiques (le contrôle du discours politique officiel notamment) et les mécanismes étatiques (l'instruction des procès, en collaboration avec la police d'Etat soviétique). Terminons en disant que l'analogie est d'autant plus dangereuse qu'elle tend — pour l'histoire des procès eux-mêmes — à estomper le contenu politique et social des problèmes que tentait de résoudre la voie administrative ou autoritaire du procès ou de l'exclusion : or ce contenu n'est pas donné immédiatement et nécessairement dans les argumentations élaborées sur le moment.

Il faut enfin tenir compte du fait que l'affaire, dans sa phase publique, coïncide avec la tenue du XIXe Congrès du P.C. (b) de l'U.R.S.S. (octobre 1952); or ce Congrès accorde une très large place au thème de la critique et de l'autocritique, dont on dit avec insistance qu'elle est valable pour les dirigeants comme pour les simples militants. Le déroulement de l'affaire (exigence d'autocritique, mise en avant de la « fierté » de Marty et de Tillon qui la refusent) en fait une application pratique immédiate

de la démarche — présentée comme exemplaire — préconisée par les communistes soviétiques.

Au total, quelle qu'en soit l'importance, je ne crois pas qu'il soit possible aujourd'hui de voir dans les rapports internationaux plus qu'un élément dans les rapports de force, les perceptions, les raisonnements politiques qui conduisent à l' « affaire ».

En fait, si l'on veut espérer comprendre en profondeur cette affaire, on doit se référer aux difficultés de 1952; celles d'un parti qu'affecte une détérioration de son rapport aux masses et notamment à la classe ouvrière; un parti où la faiblesse de direction collective fait vivre fortement les problèmes en termes individuels. Un parti donc qui vit, même de façon déformée, la nécessité d'une stabilisation de sa pratique politique et de son travail de direction; il n'est pas secondaire alors de constater que le dénouement de l'affaire, à partir de septembre, s'inscrit dans cette perspective. Cela permet sans doute de comprendre en même temps pourquoi s'impose le retour au passé : le recours à l'histoire s'avère nécessaire, moins comme justification des accusations prononcées que pour affirmer la continuité de la politique du P.C.F., affirmation d'autant plus urgente que l'incarnation de cette continuité (Thorez) tarde à rentrer en France. Plus que les désaccords passés, apparaissent déterminants les problèmes liés à la stratégie : à la question de la paix et à son complément structurel, le rôle de l'U.R.S.S. Ce sont ceux-là (la référence à la déviation « nationaliste », aux désaccords sur la structure et le rôle du Mouvement de la paix, sur le problème allemand au moment du Pacte à cinq) qui justifient alors principalement la mise à l'écart de Tillon [144]. Le cas de Marty est plus complexe (il est nécessaire de dissocier les deux cas), mais l'accusation principale portée contre lui concerne significativement le C.C. d'octobre 1947, qui fixe la modification dans l'orientation stratégique du P.C.F., après la première réunion du Kominform.

Au fond la « vérité » de l'affaire est moins dans ses coulisses qu'à sa surface visible : à charge pour nous de l'interpréter.

S'il me fallait conclure, je le ferais sous forme de remarques lapidaires :

L' « affaire » est au cœur de plusieurs déterminations : pour démêler l'écheveau, établir une hiérarchie des facteurs explicatifs il faut éviter le double piège de la lecture rétrospective (qui gomme la spécificité du contexte général) et de l'analogie (qui estompe les spécificités du cas français).

La réflexion sur l' « affaire » n'est pas à l'écart des problèmes généraux de l'activité du Parti communiste et donc d'une caractérisation historique de ses orientations stratégiques. La clef

de l'« affaire » est donc aussi dans le développement d'une histoire globale du P.C.F.

La démarche historique doit donc procéder selon un double mouvement d'analyse globale (vers l'histoire du P.C.F.) et d'analyses ponctuelles différenciées. Il semble en particulier nécessaire de dissocier dans l'analyse les cas de Marty et de Tillon et de reprendre un certain nombre de points fondamentaux (l'analyse des conceptions et des pratiques de lutte pour la paix dans les années 48-51 s'avère tout particulièrement nécessaire).

Il faut bannir le jeu de la réhabilitation politique : si le caractère arbitraire de la procédure, ses aspects déplorablement outranciers sont irréfutables, ce que l'on sait des débats permet de penser que ni Marty, ni même Tillon ne proposaient alors à l'organisation communiste une réflexion stratégique originale qui aurait pu surmonter les difficultés de l'époque.

Amorces de stabilisation

Depuis quelques années, le P.C.F. et sa direction vivent des difficultés incontestables dans le développement de l'activité communiste. L'année 1952 joue le rôle de révélateur et d'accélérateur dans les mutations nécessaires.

Révélateur, d'abord, par la profondeur des échecs : à plusieurs reprises, en février, en juin, puis en octobre, le P.C.F. ne parvient pas — dans des circonstances difficiles — à assurer une forte mobilisation ouvrière, ce qui confirme les inquiétudes suscitées par les élections de 1951 dans la région parisienne. Mais surtout, le P.C.F. adopte en 1952 plusieurs types successifs de pratiques politiques, qui relèvent soit d'une démarche combative centrée sur le noyau militant, soit d'une démarche plus large, style « Front national ». Or, dans les deux cas, au printemps comme à l'automne, la mise en œuvre de ces orientations de travail n'est pas suivie d'effets positifs : c'est évident au moment des grèves de février et de juin, mais il est tout aussi vrai que la ligne de septembre n'empêche pas la reprise de la répression, ne suscite pas de riposte d'envergure au « complot » et ne se traduit pas par des progressions électorales. Les oscillations de la pratique, la mise en évidence tantôt d'un « danger immédiat », tantôt d'un autre (« sectarisme » ou « opportunisme », selon le langage politique du P.C.F. lui-même), ne suffisent plus pour assurer la permanence de l'influence communiste. Le thème du redressement nécessaire s'impose donc peu à peu.

Une médiation externe va permettre ce redressement : en

octobre se tient à Moscou le XIXe Congrès du P.C. (b) de l'U.R.S.S. Congrès complexe, qui tout à la fois amorce les premiers pas décisifs de la coexistence pacifique et exprime le dernier raidissement intérieur de la période stalinienne [145]. Pour en mesurer les effets sur la France, je m'en tiendrai à deux aspects qui, à terme, influent sur l'orientation générale de l'action communiste. Tous deux sont préparés par une intervention importante de Staline, largement diffusée dans les différents partis communistes, sur *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*

L'ensemble de ces documents (l'étude de Staline et le rapport général de Malenkov au Congrès) renouvelle d'abord la réflexion sur la situation internationale. Le XIXe Congrès est en un sens un congrès de la prudence : certaines formulations aux relents catastrophistes sont abandonnées quand on décrit l'évolution économique des pays capitalistes, et surtout disparaît un élément majeur de la réflexion développée les années précédentes. Désormais, le danger de guerre n'est plus perçu dans l'affrontement possible entre les deux camps : la mise en évidence prioritaire des contraditions entre impérialismes relance le thème plus classique de l' « inévitabilité des guerres entre pays capitalistes ». Déplacement erroné, mais décisif de l'analyse, qui rompt avec les structures de réflexion et d'action construites dans les années précédentes.

Par ailleurs, toute l'attention se reporte sur la notion même de « capitalisme » : quand, jusqu'alors, on se polarisait sur l'analyse et la dénonciation de la seule « économie de guerre », désormais, on en revient, avec Staline, à l'étude de la « loi économique fondamentale du capitalisme » avec ses conséquences, notamment sur le pouvoir d'achat ouvrier.

La rencontre entre ces documents, la grille de lecture qu'en propose la direction du P.C.F. et les exigences politiques propres à la France, amorce la restructuration de la pratique et du fonctionnement du P.C.F. : le premier moment important se situe en décembre, avec la tenue d'un C.C. introduit par un substantiel rapport de F. Billoux. Au centre de la réflexion : les moyens d'assurer, sur tous les terrains de la vie sociale, l' « offensive » des organisations communistes en recentrant à nouveau toute l'activité sur la revendication ouvrière. La bataille « pour le pain » reprend sa place première, alors qu'elle fut longtemps supplantée par la bataille « pour la paix » [146].

Le début de 1953 voit la poursuite de ce mouvement de stabilisation. Le premier indice en est la tenue de la Conférence nationale au début mars : le rapport introductif de J. Duclos frappe dès l'abord par sa structure même. Plus équilibré dans sa

forme, il fixe sur chaque grand thème un certain nombre de tâches. Certains axes d'action se précisent ainsi, à partir d'un triangle simple : problèmes internationaux centrés sur la lutte contre les accords de Bonn et de Paris (C.E.D.) et contre la guerre d'Indochine; problèmes revendicatifs centrés sur le pouvoir d'achat des salaires; les problèmes politiques internes centrés sur la notion de lutte pour les libertés démocratiques.

Avec le retour de Maurice Thorez au printemps de 1953, la stabilisation est confirmée. Les grands thèmes d'intervention sont précisés à nouveau à l'occasion du C.C. de juin 1953 — le premier auquel participe Thorez depuis 1950. Outre les axes précédemment cités, une dominante s'instaure de nouveau avec la forte résurgence du « front unique » : la fixation plus nette sur la classe ouvrière et l'action revendicative permet la redéfinition de perspectives politiques qui semblent plus classiques. Assurer de façon plus stable l'influence politique en milieu ouvrier et développer par là même les contradictions internes de la S.F.I.O. : le P.C.F. retrouve là un processus politique qui lui est familier. Il est hautement significatif que l'année 1953 marque un net déplacement dans l'organisation du discours : les références au début des années 1930 reculent, après avoir connu l'apogée dans les années 1950, 1951, 1952; à nouveau le Front populaire tend à apparaître à la fois comme le modèle politique par excellence et la source d'exemples. Le développement du mouvement revendicatif dès le printemps, l'ampleur du mouvement gréviste d'août 1953 réinstallent dans le paysage politique français la perspective du Front populaire.

Stabilisation, donc, et arrêt du déclin électoral : les effets en sont sensibles dès 1953. Les élections partielles et les municipales sont rassurantes. Le P.C.F. maintient ses positions dans les centres urbains à majorité ouvrière et il progresse même dans de nombreuses communes de la banlieue parisienne. Toutefois, les résultats en région rurale sont moins bons, tout particulièrement dans le Sud-Ouest, où de nombreuses municipalités sont perdues.

Peut-on alors parler d'une orientation stratégique nouvelle pour le P.C.F.? Ce n'est pas évident : les structures principales de 1947 sont encore en place. Restent inchangées, pour l'essentiel, la délimitation de l'objectif des communistes pour la période, celle des moyens politiques pour l'atteindre et de la pratique politique qui doit être celle des organisations communistes. Il n'y a donc pas encore de bouleversement fondamental, mais pour le moins des infléchissements sérieux, une tonalité générale qui change, des insistances différentes dans le discours des directions et dans la presse.

L'absence de réflexion explicitement stratégique maintient

toutefois un élément important de contradiction dans le fonctionnement du P.C.F.; elle porte en germe des difficultés qui se manifesteront avec plus d'éclat par la suite, et notamment en 1956.

COMPRENDRE

Les auteurs qui se sont attachés à étudier le P.C.F. dans cette période redoutable de la guerre froide ont, pour la plupart, développé leurs interprétations autour de quelques grands thèmes : certains concernent l'organisation communiste (comment s'élabore sa politique? Quelle est sa place dans le mouvement communiste international? Comment fonctionnait sa direction?); d'autres portent sur son rapport à la société française (le P.C.F. agit-il sur cette société? Positivement ou négativement? Peut-on parler d'échec ou de stagnation, voire déjà de déclin?).

Les réflexions existantes à ce jour sont variées : elles reposent sur une base de documentation inégale et se fondent — implicitement ou non — sur des conceptions théoriques différentes de l'objet étudié ou même, plus largement, de l'histoire politique. Dans l'ensemble, l'emportent des modèles relativement fixes : soit centrés sur l'organisation en elle-même (le noyau théorique reste, avec des variantes, le corps des concepts fournis par A. Kriegel); soit dérivant plus ou moins de méthodologies sociologiques liées à ce qu'on appelle le « fonctionnalisme », l'organisation et la pratique du P.C.F. étant expliqués par la combinaison de ses « rôles » ou de ses « fonctions » dans la société). Les schémas d'interprétation sont souvent très simples, parfois plus élaborés, mais tous offrent l'aspect d'une construction systématique et passent — me semble-t-il — par-dessus ce qui me paraît l'essentiel.

Au fil des années étudiées, nous avons mis en évidence un certain nombre de traits de fonctionnement, de réflexion et de comportement politique qui posent des problèmes d'interprétation importants. Peut-être est-il nécessaire, au terme de l'étude, d'en faire le bilan : pour l'essentiel, ils tournent autour des conditions d'élaboration de la politique communiste.

Réflexions sur la cohérence

Il y a donc, dans l'activité du P.C.F. pendant toute la période, une assez forte cohérence. En prendre la mesure me paraît une

nécessité pour qui veut comprendre l'intervention du P.C.F. et le rapport qu'il entretient alors avec la société française. Par cohérence, il faut entendre la réalité d'une orientation stratégique spécifique, qui se structure à l'automne 1947 et va fonctionner pendant de nombreuses années. Il est possible d'en définir les grandes articulations.

Cette orientation s'appuie sur une analyse de la disposition des forces à l'échelle mondiale : elle est synthétisée dans la formule des « deux camps »; elle fait peu l'objet d'une élaboration propre en France et passe avant tout par les analyses diffusées par le Kominform. Une analyse aussi du mouvement de la société française, de l'évolution du capitalisme, du rôle de l'Etat, des classes sociales et des réalités proprement politiques : elle n'est guère l'occasion d'un authentique travail théorique, d'un effort collectif soutenu de connaissance du réel; elle est organisée autour de concepts et de catégories relativement figés et paraît, dans l'ensemble, fortement surpolitisée, avec la dominante de deux notions clés, celle d' « économie de guerre » pour l'économie et de « fascisation » pour la politique. Le recours aux modèles théoriques et aux cadres d'analyse déjà élaborés est, dans la période, massif; pour l'essentiel, les instruments théoriques sont fournis par les bases classiques (le *Précis d'histoire* joue le rôle central, complété par les œuvres diverses de Staline, puis, par ordre décroissant d'importance, par les différents travaux soviétiques; sur le plan de la réalité française, ce sont les *Œuvres* de M. Thorez qui jouent un rôle fondateur dans la réflexion).

L'orientation repose ensuite sur la délimitation d'un objectif stratégique assigné à l'activité révolutionnaire. On a vu que la constante de toutes ces années (en fait jusqu'en 1956) est la faible référence au socialisme comme objectif autre que lointain. La pauvreté des réflexions internes au mouvement communiste international, et notamment celles du P.C.F., débouche sur un double trait : faute de construction spécifique à chaque parti, le modèle apparaît comme une nécessité pour désigner concrètement les grandes lignes de la société préconisée par les communistes, ce qui accentue l'idéalisation de la société soviétique; le socialisme n'étant pas un objectif immédiat, l'activité communiste est tendue vers la réalisation des conditions préalables, qui rendront ultérieurement possible le passage au socialisme. Le véritable objectif stratégique des communistes est donc l'objectif intermédiaire, dont la définition varie dans la période, mais qui est dans tous les cas fortement centré sur la mutation positive des rapports de forces internationaux. La réalisation de ces objectifs intermédiaires (« indépendance natio-

nale » puis « paix ») conduit le P.C.F. à une double valorisation : à nouveau celle de l'U.R.S.S. qui, comme Etat cette fois, joue un rôle décisif dans la disposition des forces à l'échelle internationale; mais aussi celle du Front populaire qui apparaît de plus en plus comme l'expérience de référence, véritable modèle français (qu'il soit affecté d'un signe positif ou négatif). Un creux de taille dans tout cela : la réflexion sur le Parti communiste lui-même et sur sa place dans la transformation sociale est peu abondante. Non qu'elle soit absente : la nécessité du Parti est réaffirmée, tout comme celle de son renforcement. Mais on ne note pas de développement dans la conception du « parti de masse »; pas plus que ne s'affirme l'analyse approfondie des pratiques politiques des organisations communistes comme telles. Au fond, si l'existence et l'intervention du Parti sont bien désignées comme nécessaires, il n'en reste pas moins que, dans l'avancée vers les objectifs stratégiques intermédiaires puis vers le socialisme, un rôle en un sens plus décisif est donné à d'autres organismes sociaux : les syndicats et les « organisations de masse » dans une première phase; l'Etat dans la seconde, ce que traduit la fixation très forte, surtout à partir de 1948, sur la notion de dictature du prolétariat; à la charnière des deux, l'attention la plus forte est apportée aux comités (moyen pour souder l'unité et instruments de lutte face à l'appareil d'Etat, ils sont en même temps des moyens pour un contrôle ultérieur de l'Etat).

C'est sur cette base-là que s'organisent les activités de direction ainsi que les pratiques des organisations et des adhérents communistes. L'orientation est mise en œuvre de façon suivie, ce qui assure son effet positif sur la vie sociale : effets sur le niveau des luttes ouvrières, sur les comportements électoraux, effets sur les rapports de forces politiques, effets sur le développement des grands problèmes (type guerre d'Indochine).

L'activité générale du P.C.F. procède donc d'une logique forte, développée sur plusieurs années, celle de l'orientation stratégique; et d'une logique à plus court terme, qui tient compte du mouvement plus ou moins rapide des rapports de forces.

Sans doute convient-il de ne pas retomber dans le piège du modèle : l'orientation stratégique n'est pas un schéma théorique dont il suffirait de déduire logiquement toute l'activité communiste dans une période donnée; ce n'est pas une totalité immobile, mais une construction en mouvement, plus ou moins forte, plus ou moins explicitement ressentie et formulée. La cohérence n'est pas d'ordre logique, mais historique : sa reconstruction est donc délicate, mais nécessaire. C'est à partir d'elle qu'on peut mieux comprendre, dans leurs relations, tout un

ensemble de faits, de prises de position, de traits de fonctionnement du P.C.F.

Le P.C.F. dépend-il de l'extérieur?

Dans le cas du P.C.F., la tentation est toujours grande d'expliquer la politique choisie par l'effet de dépendance externe : action de l'U.R.S.S. ou du Kominform. A l'appui des « démonstrations » : le discours du P.C.F. qui revendique sa place dans un « front mondial unique de la paix », dirigé par l'Union soviétique; la concordance que l'on croit trouver entre la « ligne » suivie par le P.C.F. et les orientations successives de la diplomatie soviétique.

Pour faire sérieusement le point sur cette question, on peut aujourd'hui avancer les faits suivants. Pendant toute la période de la « guerre froide », le P.C.F. tend à considérer que l'élément déterminant dans l'évolution des rapports de forces politiques est la conjoncture internationale, dans le cadre de l'opposition entre les deux « camps ». De ce fait, l'action sur ce terrain tend à fonctionner, dans sa réflexion et sa pratique, comme un moment décisif, le point crucial sur lequel doivent se porter toutes les forces. Or, les instruments dont il dispose alors pour définir ses propositions, le font dépendre, pour les initiatives diplomatiques, des ajustements successifs de l'U.R.S.S. et de l'organisation internationale structurant l'action pour la paix. Il y a donc bien articulation, mais avec une orientation stratégique et celle-ci — quelle que soit l'importance objective et le poids symbolique de l'U.R.S.S. — ne s'identifie pas de part en part à celle de l'Etat soviétique. Pas plus que la politique du « bloc occidental » ne s'identifie aux intérêts des seuls Etats-Unis, comme *Etat*.

Aller au-delà expose à l'aventure du point de vue historique. Je ne crois pas pertinentes les reconstructions hypothétiques fondées sur des notions pauvres comme celles de manipulations soviétique ou stalinienne, ou des scénarios évoquant le roman d'espionnage ou la politique-fiction. La prudence tactique que l'on tend à reconnaître à la politique de l'U.R.S.S. et notamment à celle de Staline me semblent suggérer plutôt ceci : dans le cadre d'une orientation générale qui valorise l'intervention de l'U.R.S.S. sur l'arène internationale, et en pesant pour maintenir et adapter cette orientation, la direction du P.C. soviétique laisse pour l'essentiel les différents partis communistes agir dans des rapports de forces différents.

Ainsi, même si le P.C.F. insiste fortement alors sur les aspects

internationaux, c'est la manière dont se construisent les rapports nationaux et dont ils intègrent les dimensions internationales qui mérite une attention particulièrement soutenue; d'autant plus que les lacunes actuelles de l'histoire politique ne facilitent pas la tâche.

Je ne crois pas non plus satisfaisantes les analyses qui expliquent l'attachement à l'U.R.S.S. par les seules traditions communistes, ou par une sorte de comportement religieux, en tout état de cause, une forme de dépendance passive. Il y a certes des habitudes de pensée et de comportement qui marquent les militants et les différentes directions : habitudes qui ont été renforcées par la guerre et le rôle qu'y joua l'U.R.S.S., son prestige réel et celui de Staline comme généralissime. On constate des processus réels d'intériorisation profonde de cet attachement dans le vécu des communistes, un enracinement dans les sensibilités individuelles qui ne facilitent pas la prise de distance critique. Mais on a vu aussi que, dans certaines périodes — par exemple en 1946 et 1947 —, le même attachement ne s'exprime pas avec la même intensité ni avec les mêmes effets. On ne peut donc estomper, dans la généralisation et l'exagération manifeste des références à l'U.R.S.S. et à Staline, la part du choix conscient : l'insistance sur le modèle soviétique correspond à des besoins jugés fondamentaux. La direction communiste accepte donc à plusieurs reprises le risque de difficultés conjoncturelles au bénéfice d'une vision à plus long terme de type stratégique : c'est notamment le cas à l'automne 1948 et du début 1949. Il est tout à fait significatif que la forme la plus poussée de cette démarche (la déclaration de Thorez en février 1949) [147] coïncide avec l'affirmation de l'orientation de « lutte pour la paix ». L'attachement à l'U.R.S.S. ne procède pas d'une structure intemporelle, mais d'une logique inscrite dans une période déterminée avec, chaque fois, sa cohérence propre.

En résumé, si le P.C.F. tend à reprendre en matière internationale des propositions élaborées avant tout par l'U.R.S.S., il est difficile de désigner des phénomènes identiques en matière de politique intérieure : si influence il y a, elle n'est pas nécessairement directe, mais passe essentiellement par le poids de l'orientation stratégique.

Le P.C.F. joue-t-il un rôle actif sur la société française?

Jusqu'à ce jour les différents auteurs ayant analysé l'histoire du P.C.F. dans la période postérieure à la guerre — du théoricien de sciences politiques jusqu'au biographe — n'ont guère pu se

retenir de porter des jugements de valeur plus ou moins directs sur l'action entreprise par leur objet d'étude. La dominante reste tout de même que les effets obtenus correspondent faiblement aux objectifs proclamés, que l'intervention fut inutile, voire pour certains négative, puisqu'elle aurait bloqué des processus de développement jugés « normaux » sur le plan économique ou sur le plan politique.

Je ne jugerai pas pour l'instant de l'utilité de l'intervention, mais je poserai la question de ses *effets,* qui concernent plus directement l'historien. Sont-ils mesurables ou non? L'exercice n'est pas simple car l'on ne trouve guère, dans le fonctionnement de la société, des éléments que l'on puisse attribuer de façon univoque à un individu ou à un parti. Simplement, il semble raisonnable de dire que l'intervention du P.C.F. dans des conjonctures données, en pesant sur des rapports de forces sociaux et politiques, contribue activement à la cristallisation d'un *événement* ou produit un effet concret repérable et analysable. Certains effets peuvent être ponctuels : par exemple, en 1948, la dislocation du Cartel de la baisse peut être mis en relation avec l'insistance consciente du P.C.F. pour critiquer toute la mythologie de la « baisse des prix » opposée à la hausse des salaires. Sur le plan législatif, on constate de même qu'en février 1950 est discuté un projet de loi sur la conciliation et l'arbitrage; or, si la volonté première du gouvernement et des principales forces politiques était de rendre l'arbitrage obligatoire pour limiter l'action revendicative et surtout le recours à la grève, le texte de loi définitif impose la conciliation, mais ne rend pas l'arbitrage obligatoire. On ne peut se dispenser de mettre en relation ce fait avec l'ensemble des interventions soutenues qui précédèrent dans les mois précédents et que révèle la simple lecture de la presse communiste.

On peut tenter des raisonnements identiques — mais qui ne peuvent encore qu'être embryonnaires — sur des traits plus généraux dans le mouvement de la société française. Soit trois d'entre eux : par rapport à d'autres pays européens, la forte intensité du mouvement gréviste et l'importance très grande des revendications de type salarial; l'échec des tentatives « travaillistes » associant d'une certaine façon parti réformiste et syndicat dans une même pratique de « concertation » appuyée sur l'Etat; les difficultés pour imposer en France, dans le public, un authentique « lobby » colonial.

Voilà trois éléments qui distinguent assez nettement le cas français d'autres cas nationaux de la même époque. Il serait peut-être hasardeux d'affirmer de façon mécanique qu'ils sont le « résultat » direct de l'activité communiste. Mais songeons

qu'une large part de l'argumentation et de l'activité pratique du P.C.F. était consacrée à la justification politique des revendications et notamment de la hausse du pouvoir d'achat; à la critique permanente de la « collaboration de classes »; à la justification du droit des pays coloniaux à l'émancipation. Il serait pour le moins incongru de ne pas voir, dans cette intervention d'une organisation politique portant sur une longue période, un élément important dans la manière dont évoluent les formes de conscience collective en France. Et il serait curieux aussi de nier qu'avec ces trois exemples, on désigne des phénomènes qui ne sont pas secondaires dans le fonctionnement de la société française. Le repérage des effets n'est donc pas chose impossible avec un peu d'attention et beaucoup de prudence.

Il est vrai toutefois que si l'on raisonne par rapport aux objectifs explicites que se formulait le P.C.F. (retrait du Plan Marshall, dégagement du bloc occidental, promotion d'une « politique de paix » sur le plan gouvernemental, retour au gouvernement), on pourrait conclure à l'échec partiel du P.C.F. Mais il n'est pas interdit aujourd'hui de s'interroger d'abord sur le réalisme des objectifs que se proposait le P.C.F. : dans le cadre de rapports entre grands courants et entre partis relativement peu mobiles en France et dans le cadre des rapports internationaux de l'époque, la perspective était-elle crédible? Il n'est pas facile aujourd'hui — avec les connaissances actuelles — d'apprécier l'état réel des rapports de force internationaux, mais le P.C.F. ne tend-il pas à survaloriser, comme tout le mouvement communiste de l'époque et avec la stratégie qui est la sienne, les possibilités de transformation rapide de ces rapports? En tout état de cause, l'observation sur une assez longue période des comportements politiques en France montrerait plutôt qu'ils ne sont qu'assez faiblement déterminés par l'évolution des conjonctures internationales. Auquel cas, on peut se demander si l'interprétation de la réalité française à partir d'une grille internationale permet d'en rendre compte pleinement; or, on a vu la manière dont le P.C.F. organisait sa réflexion, y compris théorique, autour de notions telles que l' « économie de guerre » (dans le cadre du « camp de la guerre ») ou le « parti américain ».

L'interrogation est en fait renforcée par un trait de la stratégie de ces années-là : l'appréciation du rapport des forces internationales, que développait Jdanov en 1947, reposait sur une certaine surévaluation des possibilités réelles de développement à court terme pour les démocraties populaires et même l'Union soviétique. Or le mouvement communiste accorde à l'époque une importance proprement prioritaire à leur développement et polarise fortement l'attention sur lui. En affaiblissant du même

coup la réflexion approfondie sur les différentes réalités nationales, crée-t-on alors les meilleures conditions pour un renforcement global du mouvement révolutionnaire dans le monde? Il semble en tout cas que le rapport trop étroit établi entre la lutte révolutionnaire et la démarche politique d'un système d'Etats ait posé quelques problèmes, notamment dans la phase de piétinement relatif qui se manifeste au début des années 1950.

Cela conduit à s'interroger plus largement (mais pas en termes d'échec ou pas) sur les instruments dont dispose le P.C.F. pour agir sur la réalité sociale. De ce point de vue, un certain nombre de traits apparaissent assez nettement décalés par rapport aux objectifs du P.C.F. : l'absence de connaissance poussée de la réalité sociale française dans ses développements contradictoires, le mode d'analyse et notamment les concepts utilisés, l'absence de réflexion aussi sur les pratiques politiques propres au P.C.F., les forces organisées réelles et le déclin des effectifs, le poids encore des modèles. A ce propos, on doit noter que les études existantes dissertent longuement sur le modèle soviétique; mais une attention trop peu soutenue est accordée à d'autres types de modèles et notamment au modèle français. Or, pour une longue période, quand sont abordées dans le P.C.F. les questions de l'unité, le modèle le plus prégnant est celui du Front populaire : qu'on s'en démarque, avec la fixation sur la question des comités, ou qu'on le copie, le résultat est pour l'essentiel le même et il n'est pas secondaire de constater que ce modèle oriente la réflexion vers l'Etat ou les organisations (type comité), mais jamais vers la pratique politique du Parti communiste en tant que tel. Il y a donc incontestablement des éléments qui freinent l'intervention active positive du P.C.F. sur le mouvement de la société française pendant la période qui suit 1947.

Le P.C.F. était-il stalinien?

Quand on a caracolé sur l'explication par l'international, renâclé devant celle par les rapports de forces nationaux, il reste toujours le recours de l'explication par l'organisation. Tout s'expliquerait parce que le P.C.F. est ce qu'il est ou — ce qui pour beaucoup revient au même — parce qu'il fonctionne comme il fonctionne. C'est là que vient parfois la « révélation » : le P.C.F. était stalinien.

Il se *dit* alors « stalinien »; ou plus précisément, la qualité de stalinien étant alors à la fois un honneur et un idéal, il se fixe comme objectif d'être conforme au modèle politique qui est donné par Staline. De ce fait, le P.C.F. participe au culte de

Staline, le cite abondamment, célèbre ses anniversaires, fait connaître ses déclarations et publie ses œuvres. La revendication du « stalinisme » est alors, dans le discours de tout le mouvement communiste, la manière de se proclamer et d'être marxiste et communiste.

La recherche historique a mis à peu près en évidence un mode historique spécifique de fonctionnement et de développement de la société socialiste que l'on peut désigner par le qualificatif de « stalinien ». Ce processus a été rattaché — mais sans liens mécaniques de cause à effet — à des types assez fixes de réflexion théorique et politique, à des formes de pratiques politiques, à une organisation donnée des structures politiques et notamment du P.C. d'Union soviétique; le tout renvoie, étant donné ce qu'est le mouvement communiste de l'époque, à des phénomènes internationaux plus larges. Il y a donc des traits communs à l'ensemble des partis communistes et la référence commune, proprement universelle, à Staline exprime de façon condensée cette communauté. Mais, dès l'instant où il s'agit de conceptualiser, la prudence est d'autant plus de mise qu'il faut penser dans leurs relations et leur unification relative des réalités aussi différentes que des sociétés, un système d'Etat, un système international de partis et des partis nationaux. Il ne faut pas que le recours à la notion unique de « stalinisme » fonctionne comme masque ou comme substitut à l'explication : au fond, on n'est jamais bien loin de l'interprétation du stalinisme par... Staline!

Le P.C.F. participe directement de toutes les formes d'unification du mouvement communiste : dans l'orientation stratégique, dans la théorie, dans les expériences historiques. Il relève par là du « stalinisme ».

Mais l'essentiel n'est pas dans la densité, souvent caricaturale, des références à Staline; il n'est pas dans le « culte ».

Il n'est pas non plus dans l'acceptation voulue d'un mode de pensée qui s'est trouvé formalisé à l'extrême sous le nom de Staline, mais qui renvoie en fait à une histoire lointaine du marxisme et de son développement. La forme prise par la réflexion théorique joue sur la pratique politique des communistes, mais elle ne la crée pas à proprement parler : les mouvements mêmes de cette réflexion montrent qu'elle est un élément dans un fonctionnement politique plus large. La logique de son fonctionnement et de ses transformations n'est pas seulement en elle-même; elle procède largement d'une orientation qui a sa cohérence propre.

Il n'est pas enfin dans une structure politique déterminée; le fonctionnement du P.C.F., comme de tous les partis communistes connaît des processus longs de mutation qui défient

l'emploi d'un terme unique, puisqu'ils débordent très largement les limites de l'époque stalinienne. L'usage du qualificatif de « stalinien » pour désigner des traits permanents relève alors, non pas de la conceptualisation scientifique, mais de la symbolique politique : il implique un jugement de valeur négatif. Par ailleurs, l'analyse des problèmes internes — par exemple, l'affaire Marty-Tillon — suggère qu'on ne peut en rester, pour comprendre, à la lettre des débats et des confrontations, mais qu'il faut au contraire décrypter l'ensemble de problèmes politiques fondamentaux qui découlent de la mise en œuvre d'une stratégie donnée.

L'essentiel me paraît être dans la conception de la pratique politique communiste, dans la manière de définir les perspectives révolutionnaires dans un pays comme la France. Il est dans une orientation stratégique qui s'appuie sur une certaine anticipation dans l'évolution des rapports internationaux, sur une conception des relations établies entre conjoncture internationale et situation nationale, sur une certaine conception aussi des rapports en politique entre l'Etat, l'organisation politique communiste et les « organisations de masse », sur un rôle particulier de l'U.R.S.S. et du parti qui la dirige. Cette orientation-là présente une incontestable cohérence qui se fixe à la fin de 1947 et organise toute la pratique communiste pendant toute la période ; en outre, plus que pour les périodes antérieures, sa cohérence est explicitement rapprochée de la référence à Staline, même si elle n'est pas en réalité le produit d'un individu. Dans ce cadre, le recours au qualificatif de « stalinien » peut se justifier, puisqu'il y a une cohérence, et historiquement datée. S'il fallait définir en quoi, dans toute cette période, le P.C.F. était stalinien, je dirais donc que c'était d'abord par sa stratégie : cette stratégie qui s'organise en grande part internationalement — même si elle répond aussi partiellement à des besoins nationaux — et qui limite la prise en compte développée de la réalité sociale française.

Le P.C.F. était-il une contre-société ?

Par là s'expliquent d'ailleurs mieux des comportements, des éléments de fonctionnement propres au P.C.F. à l'époque.

Le P.C.F. semble alors relever le plus directement de ce qu'A. Kriegel appela naguère la « contre-société ». Il a son langage propre, appuyé sur un nombre relativement limité de concepts politiques ; il a ses artistes, ses chansons et un certain rituel qui valorise, pour souder la communauté militante des communistes, les cérémonies d'anniversaire.

C'est là un élément incontournable de la réalité, dont les effets sont réels sur le P.C.F. et sur le vécu de ses militants.

Mais il faut tout d'abord nuancer cette réalité; la trace que révèle la presse et les écrits est contredite par une pratique, dans le cadre syndical ou par le biais de l'action municipale, qui maintient l'enracinement du P.C.F. et de ses militants dans la vie sociale et notamment en milieu ouvrier. Il faut y être d'autant plus attentif que, si les aspects volontaristes, souvent caricaturaux, apparaissent dans les documents immédiatement accessibles, la pratique, elle, ne s'y lit pas directement, pas plus que les tensions qui résultent du décalage partiel entre la vie interne du P.C.F. et les formes de conscience sociale.

Par ailleurs, si l'on tend à isoler ces traits de fonctionnement, on court plusieurs risques : accentuer le côté déroutant, presque incompréhensible de certains aspects pour l'observateur d'aujourd'hui; voir dans ces éléments l'explication ultime de toute la pratique communiste.

Or les comportements décrits ne sont pas en eux-mêmes aberrants : ils s'expliquent pour une part par l'isolement organisé du P.C.F. que recherchent les autres forces politiques et l'Etat : ils répondent pour une autre part à des besoins conjoncturels du P.C.F. (par exemple, la multiplication des références à Thorez pendant sa maladie); ils sont produits fondamentalement par l'orientation acceptée en 1947. Ce n'est pas un hasard si des aspects de volontarisme se développent à la fois en U.R.S.S., dans les démocraties populaires et dans les différents partis communistes : la manière dont sont définis les objectifs d'action du P.C., les moyens réels qui peuvent être mis en œuvre induisent une pratique militante d'un certain type, qu'il convient alors de souder et de relancer en permanence par tous les moyens appropriés (directement politiques ou symboliques).

On n'a donc pas fini de s'interroger sur le P.C.F. et sur la « guerre froide », période redoutable par sa complexité. Période en un sens fascinante qui, malgré le recul, invite encore soit à la justification, soit à l'anathème. Il ne reste plus que la classique, mais toujours efficace patience. Savoir qu'on sait à la fois beaucoup et pas grand-chose. Qu'il faudra encore bien des quêtes du document écrit, de la source brute, du tract, de l'affiche, de la chanson, des papiers personnels ou officiels, du témoignage oral enfin, avec ses pièges et ses richesses. Savoir qu'il faudra décortiquer plus avant les pratiques du P.C.F., sa pratique municipale et plus généralement celle de tous ses élus, son action dans les syndicats, dans les « organisations de masse »; la vie de ses cellules et de ses directions. Interroger les modalités de sa réflexion, sa démarche théorique, son analyse économique, sociale, politique. Bref, le

mettre en pièces par la pensée, pour mieux le pénétrer. Et puis, tout reconstruire pour comprendre enfin comment tout cela, le bon et le moins bon, fut possible.

Hâtons-nous donc lentement, car nous ne disposons pour l'instant que de bien faibles bases de travail.

I. INDICES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

1. Evolution de la production industrielle 1947-1956
(indice 100 = année précédente)

1947	113,4
1948	118,0
1949	106,5
1950	108,7
1951	109,6
1952	102,0
1953	102,4
1954	104,7
1955	106,0
1956	109,1

2. Evolution moyenne des prix 1950-1956
(indice 100 = année précédente)

1950	107,6
1951	116,6
1952	112,4
1953	99,8
1954	100,2
1955	100,9
1956	104,4

Source : Carré-Dubois-Malinvaud : *La Croissance française*, Paris, 1972.)

II. ELECTIONS

1. Elections municipales des 19 et 26 octobre 1947*

TABLEAU I

Elections au Conseil Municipal de Paris le 19 octobre 1947
Suffrages exprimés recueillis par les différentes listes
(en milliers)

	R.P.F.[1]	M.R.P.	S.F.I.O.	Comm.	Autres listes	Sièges
Suffrages exprimés......	661,5	76,5	104,2	320,0	24,3	90
(%)	(55,9)	(6,4)	(8,7)	(26,9)	(2,1)	—
Nombre de sièges obtenus (1947)	52	5	8	25	—	90
Elect. du 10 nov. 1946 (Rappel)	359,3	323,0	164,2	400,6	104,4	—

1. Le P.R.L. et le R.G.R., qui n'avaient pas présenté de listes le 19 octobre 1947 à Paris, ont bloqué leurs voix avec le R.P.F. — Le total recueilli le 10 novembre 1946 représente les voix de ces deux partis et de l'Union gaulliste.

TABLEAU II

Elections Municipales du 19 octobre 1947
Suffrages recueillis par les différentes listes dans les communes de plus de 9 000 habitants et de la Seine (en milliers) (avec rappel des résultats correspondants du 10 novembre 1946)

10 novembre 1946			19 octobre 1947		
Listes	Suffrages	%	Listes	Suffrages	%
Comm. et appar.	2 353,3	31,8	Comm. et appar.	2 093,0	28,9
S.F.I.O.	1 242,3	16,8	S.F.I.O. et appar. ...	927,0	13,4
R.G.R. et listes de coal. à prédomin. radicale	775,2	10,5	R.G.R. et listes de coal. à prédomin. radicale	391,1	5,7
Un. gaull.	262,0	3,5	R.P.F.	1 938,4	28,1
—	—	—	Listes de coal. patronées par le R.P.F. .	723,7	10,8
M.R.P.	1 754,5	23,7	M.R.P. et appar.	642,5	9,3
Droite et diverses ...	968,4	13,2	Droite et diverses ...	281,0	4,0
Suffrages exprimés ..	7 496,4	100,0	Suffrages exprimés ..	6 896,7	100,0
Inscrits	9 752,5	—	Inscrits	9 610,4	—

TABLEAU III
Elections Municipales des 19 et 26 octobre 1947

Suffrages recueillis par les différentes listes dans les communes de plus de 2 500 habitants, de moins de 2 500 habitants, et au total (en milliers)

Listes et Coalitions	19 et 26 octobre 1947 (1)						10 nov. 1946	
	Communes de plus de 2 500 habitants		Communes de moins de 2 500 habitants		Ensemble		Ensemble (2) (rappel)	
	Suffr.	%	Suffr.	%	Suffr.	%	Suffr.	%
Comm. et appar.	2 610	27,1	950	13,2	3 560	20,0	5 490	28,6
S.F.I.O.	1 290	13,4	750	9,8	2 040	11,5	3 430	17,9
R.G.R. et appar.	890	9,2	(4) 1 430	17,2	2 320	13,0	2 380	12,4
R.P.F.	2 040	21,1	720	9,4	6 230	35,0	(3) 310	1,6
R.P.F. (coal.)	1 260	13,1	(4) 2 210	25,3				
M.R.P.	830	8,6	680	8,4	1 510	8,5	5 060	26,4
Droite et diverses	720	7,5	(4) 1 420	16,7	2 140	12,0	2 520	13,1

TABLEAU IV
Elections Municipales du 19 octobre 1947

Répartition des élus obtenue en décomposant les listes de coalition affectant chaque élu à sa nuance politique propre (d'après le Ministre de l'Intérieur)

Nuances politiques	Elus sortants (1945)			Elus les 19 et 26 octobre 1947		
	Sièges	%		Sièges	%	
Communistes	36 517	8,4		30 503	6,4	
U.R.R. et M.U.R.F.	3 822	0,5	30,0	2 200	0,5	30,2
S.F.I.O.	58 040	13,3		65 548	14,5	
M.R.P. (1)	34 095 (1)	7,8		41 413	8,8	
Bloc — Soc. Ind. et Rép. Soc.	23 909	5,5		19 882	4,2	
Centriste — Rad. Soc. et divers G.	78 544	18,4	28,1	95 947	20,5	35,7
R.G.R. — R.P.F. (4)	—	—		39 396 (4)	8,4	
et R.P.F. — Rad. Indép.	18 438	4,2		12 118	2,6	
Rép. de G. ou Indép.	59 001	13,6		69 623	14,9	
Indép. de Dr.	86 193	19,9	41,9	74 241	16,0	34,1
P.R.L. (2)	—	—		7 916	1,6	
Divers de Dr.	36 718	8,4		7 424	1,6	
TOTAUX (3)	435 277		100,0	466 200 (3)		100,0

* Source : *L'Année politique*, 1947.

2. Elections législatives du 17 iuin 1951 *

	Nombre	% des inscrits	% des suffrages exprimés	Nombre de députés
Inscrits	24 530 523			
Suffrages exprimés	19 129 064	78		
Abstentions	4 859 868	19,8		
P.C.F.	4 910 547	20 (– 2)	25,7 (– 3,1)	95 (– 70)
S.F.I.O.	2 744 842	11,2 (– 2,7)	14,3 (– 3,8)	95 (+ 4)
Radicaux	1 887 583	7,7 (– 1)	9,9 (– 1,5)	77 (+ 23)
M.R.P.	2 369 778	9,7 (– 10,5)	12,4 (– 13,9)	84 (– 74)
Indépendants	2 433 586	9,9 (– 2,1)	13,3 (– 2,1)	87 (+ 11)
R.P.F.	4 125 492	16,8	21,6	106

(Source : *La Documentation française,* 1953.)

III. ÉVOLUTION DES GRÈVES : 1946-1956

Années	Nombre de grèves	Nombre de grévistes (en milliers)	Nombre de journées perdues (en milliers)
1946	528	180	386
1947	2 285	2 998	22 673
1948	1 425	6 568	13 133
1949	1 426	4 330	7 129
1950	2 586	1 527	11 728
1951	2 514	1 754	3 495
1952	1 749	1 155	1 732
1953	1 761	1 783	9 722
1954	1 479	1 318	1 440
1955	2 672	1 069	3 078
1956	2 440	981	1 422

(Source : Gœtz-Girey : *Le mouvement des grèves en France 1919-1962* Paris, 1965.)

8

L'année 1956

Roger Martelli

CHRONOLOGIE
DÉCEMBRE 1955-1956

1955

2 décembre : Dissolution de l'Assemblée nationale.

1956

2 janvier : Elections législatives (voir annexe p. 442).
14-15 janvier : Congrès S.F.I.O.
18 janvier : Comité central du P.C.F.
31 janvier : Investiture de Guy Mollet.
6 février : Incidents à Alger. Démission de Catroux.
9 février : R. Lacoste nommé ministre résident en Algérie.
11-12 février : Conférence à Six de Bruxelles sur le Marché commun et l'Euratom.
14-26 février : XXe Congrès du P.C.U.S.
2 mars : Ch. Pineau évoque les différends avec la Grande-Bretagne et les U.S.A. et les accords possibles avec l'Est.
Déclaration franco-marocaine sur l'indépendance du Maroc.
12 mars : Vote des « pouvoirs spéciaux ».
20 mars : Protocole franco-tunisien sur l'indépendance de la Tunisie.
22 mars : Comité central du P.C.F.
23 mars : Vote des projets de loi-cadre pour l'Outre-Mer.

27 mars : 1er article de M. Thorez sur le XXe Congrès. Réhabilitation posthume de Rajk en Hongrie.
5 avril : Article du *Quotidien du Peuple* chinois sur Staline.
6 avril : Réhabilitation de Gomulka en Pologne.
11 avril : Rappel des disponibles pour l'Algérie.
18 avril : Annonce de la dissolution du Kominform.
1er-14 mai : Voyage en U.R.S.S. de délégations socialistes.
7 mai : Voyage de Tito à Paris.
9 mai : Rappel de 50 000 hommes du contingent en Algérie.
9-10 mai : Comité central du P.C.F.
15-16 mai : Ch Pineau et G. Mollet en U.R.S.S.
20 mai : Article du journal yougoslave *Borba* (critique du P.C.F.).
23 mai : Mendès-France démissionne du gouvernement.
1er-23 juin : Tito en U.R.S.S.
2 juin : Molotov éloigné de la direction des Affaires étrangères soviétiques.
4 juin : Le Département d'Etat américain rend public le « rapport secret » de Khrouchtchev.
5 juin : Vote de confiance sur l'Afrique du Nord.
9-10 juin : Conseil national de la S.F.I.O. (approuve le gouvernement).
18 juin : Blocage des prix.
19 juin : Vote définitif de la loi-cadre.
23 juin : Nasser élu par plébiscite président de la République d'Egypte.
27 juin : Vote du Fonds national de solidarité.
28-30 juin : Révolte à Poznan.
28 juin-1er juillet : Congrès S.F.I.O.

30 juin : Résolution du P.C.U.S. sur le « culte de la personnalité » (publiée le 2 juillet).
11 juillet : Vote du projet d'Euratom.
16 juillet : Interview de Togliatti à *Nuovi Argomenti.*
18 juillet : Démission de Rakosi en Hongrie.
18-21 juillet : XIVe Congrès du P.C.F. (Le Havre).
21 juillet : Arrêté général de blocage des prix.
26 juillet : Nationalisation par l'Egypte du canal de Suez.
15-27 septembre : VIIIe Congrès du P.C. chinois. Mao président du Parti.
6 octobre : Funérailles nationales de Rajk.
10-11 octobre : Comité directeur S.F.I.O.
11-14 octobre : Scission chez les radicaux.
19-21 octobre : Gomulka à la tête du Parti polonais. Rokossowski éloigné.
22 octobre : Arrestation de Ben Bella et de quatre autres dirigeants du F.N.L.
23 octobre : Début de la révolte hongroise.
25 octobre : Vote de confiance à l'Assemblée (P.C.F. contre).
29 octobre-6 novembre : Guerre de Suez. Israël attaque l'Egypte.
30 octobre : Ultimatum à Nasser de l'Angleterre et de la France et opérations franco-britanniques sur Suez et le Delta.
4 novembre : L'armée soviétique intervient en Hongrie. Gouvernement Kadar.
5-6 novembre : Débarquement franco-britannique à Port-Saïd.
6 novembre : Réélection d'Eisenhower.
7 novembre : Manifestations anticommunistes à Paris.
7-8 novembre : Cessez-le-feu dans la zone du canal de Suez.
11 novembre : Discours critique de Tito à Pula.
13 novembre : Journée C.G.T. contre le fascisme.
20-21 novembre : Comité central du P.C.F.
23 novembre : La C.G.T. lance une campagne revendicative.
2 décembre : F. Castro débarque à Cuba.
3 décembre : Déclaration franco-britannique sur l'évacuation de Port-Saïd.
12 décembre : L'O.N.U. condamne l'intervention soviétique en Hongrie.
16-17 décembre : Conseil national S.F.I.O. (large majorité pour G. Mollet).
29 décembre : Déclaration du B.P. chinois approuvant l'U.R.S.S.
31 décembre : « Doctrine Eisenhower ».

L'année 1956 *

Année complexe que celle-là, marquée par les contradictions d'un monde qui change, qui n'a pas oublié la grande peur de l'après-guerre, mais qui croit voir enfin la perspective de paix.

Année importante pour la France, avec les élections de janvier et l'expérience d'un gouvernement à direction socialiste, conduit par G. Mollet. Année cruciale même, pour cette France qu'inquiète l'enlisement algérien, que préoccupe sa place dans le monde, qui s'interroge sur son avenir économique, social et politique.

Année clé pour le P.C.F. enfin qui, après la dure période de « guerre froide », affronte tout à la fois le renouvellement du mouvement communiste international et les mouvements lents de la société et de la politique françaises. Un parti qui doit lui aussi interroger l'avenir : mais avec quels moyens, quelle stratégie?

* Voir les notes de ce texte de R. Martelli en p. 612.

Points de repère

Depuis 1953-1954, la France bouge, mais ce ne sont encore que des amorces de mutation. Quelques indices : le flux des investissements tout d'abord, avec un déséquilibre croissant en faveur des investissements légers, au détriment des investissements lourds. Pour l'essentiel, les équipements de base nécessaires à la reproduction élargie du capital sont en place. Les conséquences en sont importantes : modification du rôle de l'Etat et nécessité d'une élévation considérable du taux de plus-value. Or, l'année 1953 l'a montré et l'année 1955 le confirme : le mouvement revendicatif, après les rudes coups de 1952 et malgré la répression anti-cégétiste de 1953, ne dément pas sa pression, notamment sur le plan salarial. Par là s'affirme la nécessité d'un ajustement des méthodes d'exploitation : la productivité, après une phase de creux pendant la dépression de 1952, accroît son rythme de développement à partir de 1954. La modernisation de l'appareil productif se fait sentir, en même temps que s'accroît le rythme de concentration dans les grands secteurs d'activité.

Les effets sur le mouvement social ne sont pas encore vraiment perceptibles : ainsi la structure de la classe ouvrière ne semble pas fortement modifiée. Deux secteurs font plus particulièrement et plus directement les frais de la modernisation : les paysans, dont l' « unité » se volatilise au grand jour, et les artisans et commerçants qui voient l'avenir avec angoisse et sont prêts, pour une part d'entre eux, à des aventures comme celles du « poujadisme ».

Pour l'action du mouvement ouvrier, il n'y a donc pas de modifications sensibles : les formes nouvelles de l'exploitation et leurs traces sur les modes de vie et de consommation ne sont pour l'essentiel pas perçues et les cadres d'analyse du capitalisme et de l'intervention de l'Etat restent inchangés. Le mouvement syndical a intégré plus ou moins les transformations du tout début des années 1950, notamment la loi sur les conventions collectives. Mais, face à la productivité, son attitude reste très prudente : circonspection à l'égard des grandes campagnes qui se développent depuis 1951 ; critique d'une productivité qui, par-delà quelques éléments réels de modernisation, passe par une accentuation de l'intensité et de la durée du travail, plus que par le recours à des technologies nouvelles.

Du point de vue politique, des changements réels se sont opérés. Dans l'ensemble, le glissement à droite s'est arrêté : le P.C.F. a redressé la barre dès 1953, la S.F.I.O. se stabilise, cependant que le R.P.F. s'effondre. Le point nouveau, c'est alors

l'expérience Mendès-France : la voie va-t-elle s'imposer d'un capitalisme « modernisé », fondée sur une intervention renouvelée de l'Etat et une modernisation en grand de l'appareil productif?

Solution séduisante, mais qui suppose une intégration plus poussée de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier. C'est là que le bât blesse : toujours s'impose l' « hypothèque communiste » que rien n'a jusqu'alors pu briser! Si peu que voilà à nouveau le spectre du Front populaire qui pointe à l'horizon politique depuis 1953.

Front populaire? Pas question, répondent en chœur les radicaux mendésistes et les socialistes molletistes : plutôt un Front républicain [1], qui regrouperait tous ceux qui critiquent la gestion M.R.P. tout en refusant le Front populaire.

En attendant, quelques réformes inévitables : on met fin avec Mendès-France à la guerre d'Indochine pour se replier sur le continent africain, on amorce la modernisation et on continue l'Europe.

Nouvel accroc et de taille : la coexistence pacifique est bien en route depuis 1953, mais il faut poursuivre l'unification européenne. Or l'échec est énorme sur le plan militaire; le traité instaurant une intégration militaire, la C.E.D. (Communauté européenne de défense) fait long feu. Mis au point en 1952, le projet échoue en août 1954 après des débats houleux qui déchirèrent entre autres la S.F.I.O. Il faudra trouver des voies plus détournées.

Le P.C.F. ne veut pas mettre genou à terre. Depuis 1953, il reprend même l'offensive, bientôt stimulé par le succès de son action contre la C.E.D. : toujours bien ancré dans le mouvement ouvrier, il entrevoit à nouveau une perspective politique.

On peut reproduire une situation analogue à celle de 1934-1936 : en avant donc pour un nouveau Front populaire!

Et nous voilà à l'aube de 1956, avec, en ligne de mire, de nouvelles élections législatives anticipées en janvier. A gauche, qui va l'emporter : Front populaire ou Front républicain?

Tout semble simple. Et pourtant, il ne faut pas oublier qu'un événement grave complique sérieusement le jeu politique : depuis novembre 1954, la France fait face à une nouvelle guerre. A peine fini le conflit indochinois, abandonnée la péninsule indochinoise à la garde des Etats-Unis, c'est au tour de l'Algérie. Et il s'agit cette fois de « départements » français, avec une importante minorité européenne. A nouveau la guerre s'insinue, bientôt meurtrière, psychologiquement éprouvante. Pour presque tous les partis, il n'y a pas de problème : la guerre est le fait d'une poignée de rebelles, l'Algérie est française et elle le restera.

Une exception : le P.C.F. Quoi qu'on en dise aujourd'hui, tous les documents disponibles confirment cette image : le P.C.F., dès novembre 1954, condamne la répression, dont la responsabilité incombe selon lui à la politique colonialiste; affirme la légitimité des aspirations nationales algériennes et met en avant le droit du peuple algérien à décider lui-même de son destin [2].

Ce P.C.F., où en est-il au moment où s'ouvre la campagne électorale de la fin 1955?. Il a franchi un cap difficile et a opéré un redressement sérieux : réajustement de son orientation et cohésion plus grande de sa pratique politique se complètent sur le plan de l'organisation. La direction s'est ressoudée avec le retour de M. Thorez, le spectre des difficultés antérieures est conjuré avec l'élimination d'A. Lecœur; l'organisation, bien contrôlée sous l'égide de M. Servin, retrouve un fonctionnement plus régulier. Les résultats sont encourageants : stabilisation électorale dès 1953, capacité à peser enfin sur le plan parlementaire comme ce fut le cas avec la C.E.D., capacité à s'appuyer sur le mouvement revendicatif. Du côté du négatif, une certaine lenteur à apprécier des modifications profondes dans les structures du capitalisme et les amorces de mutation dans les rapports sociaux. En particulier, les mouvements du côté des couches moyennes atteintes de plus en plus durement par les effets de l'exploitation, ne sont pas analysés dans toutes leurs conséquences : le mouvement très ample de l'été 1953 n'atteint pas un Parti communiste désemparé, mais il ne modifie pas la manière dont le P.C.F. délimite ses perspectives d'action, les possibilités de l'alliance sociale et les voies du socialisme. L'exploitation elle-même n'est pas perçue dans ses mutations : alors que s'affirment les variantes plus modernes du réformisme, notamment autour de Mendès-France et de l'*Express*, le P.C.F. va se figer sur des cadres théoriques inchangés qui vont s'exprimer dans les polémiques sur la « paupérisation » [3]. Le souci de dénoncer la permanence de l'exploitation dans son contenu capitaliste et dans sa dureté fait quelque peu passer au second plan l'analyse d'un nouveau qui, il faut le reconnaître, ne fait alors que balbutier.

LE P.C.F. ET LE GOUVERNEMENT GUY MOLLET

Les élections de janvier 1956

Les élections font suite à la dissolution de l'Assemblée nationale prononcée en décembre par le président du Conseil

en exercice, E. Faure, ce qui lui vaut derechef son exclusion du Parti radical, entièrement contrôlé par P. Mendès France depuis le mois de mai 1955.

De la campagne, particulièrement passionnée, on peut retenir qu'elle se mène principalement sur le thème du changement nécessaire : la plupart des partis politiques et les journaux d'opinion le mettent au cœur de leur discours politique. Des sondages de l'époque et de la lecture de la presse, il ressort d'autre part que le problème capital apparaît assez nettement être celui de l'Algérie; seul l'électorat communiste continue à mettre les problèmes sociaux au premier rang de ses préoccupations[4].

Des élections elles-mêmes[5], on peut retenir quelques traits principaux, et pour commencer une remarquable participation électorale (79,6 % des inscrits). Les résultats des principaux partis montrent des modifications certaines : la S.F.I.O., qui a fortement gauchi son langage, connaît une légère progression, confirmant son redressement des municipales de 1953 et infirmant la tendance au déclin qu'elle connaissait depuis 1946. Le M.R.P. enregistre un nouveau recul, faisant les frais de la volonté de changement; quant aux Républicains sociaux, héritiers malheureux d'un gaullisme privé de De Gaulle, ils perdent 80 % de leur électorat. Celui-ci est partiellement récupéré par les Indépendants, mais surtout par le poujadisme qui enregistre des scores spectaculaires, toutefois sans lendemain.

Quant au Parti communiste, il a tout lieu d'être satisfait : c'est lui qui connaît la plus forte progression en nombres absolus (plus de 500 000 voix supplémentaires), il augmente légèrement son pourcentage par rapport aux inscrits (mais régresse très légèrement par rapport aux exprimés) et le nombre de ses députés fait un nouveau bond. Ils n'étaient plus que 95 à avoir échappé aux pièges de l' « apparentement » en 1951; ils se retrouvent 146 après janvier 1956, ce qui en fait de nouveau le groupe le plus important à l'Assemblée nationale.

Sans doute régresse-t-il dans vingt-six départements, notamment dans les régions à fort vote poujadiste du Midi; mais il progresse dans l'ensemble de ce que F. Goguel appelle la « France dynamique » démographiquement et industriellement[6].

Sa carte électorale n'est donc pas bouleversée; elle reste à peu près inchangée depuis la Libération : la France du Nord prolongée vers le Bassin parisien, le centre avec des avancées vers le Sud-Ouest, le littoral méditerranéen constituent toujours les grandes lignes d'implantation électorale du communisme français.

L'électorat communiste maintient lui aussi ses caractéristiques, exprimant l'originalité du P.C.F. dans l'éventail politique fran-

çais : il est en moyenne plus jeune (25 % de moins de 35 ans contre moins de 16 % pour l'ensemble des partis politiques); ses revenus sont modestes mais il n'est pas parmi les plus pauvres et il comprend une forte proportion ouvrière (2/3 des ouvriers parisiens et marseillais votent communiste).

L'électeur communiste vit plutôt dans des petites communes, relativement moins dans les grandes concentrations. Il est attaché au Parti et à son organisation (87 % des électeurs accordent, selon un sondage, plus d'importance au Parti qu'à la personnalité) et accorde la priorité aux améliorations sociales[7].

Au total, les élections de janvier 1956 confirment la vitalité politique d'un P.C.F. appuyé sur un électorat cohérent. Cette bonne santé électorale peut être rapprochée d'un autre indice — fût-il moins sûr —, celui du mouvement perceptible des adhésions : en février 1956, selon M. Servin, 18 000 cartes de plus que pendant toute l'année 1955 auraient été délivrées par le Comité central.

L'attitude du P.C.F.

Les résultats de janvier sont analysés par la direction communiste en fonction de l'orientation politique qui s'était affirmée en 1953, après la phase de difficultés, autour de deux grands thèmes : réorientation vers la classe ouvrière et ses revendications; enracinement dans la démarche de « Front unique ».

La campagne électorale en avait été l'expression directe; le mot d'ordre développé à la fin 1955 étant alors : « Pour un nouveau Front populaire[8]. »

La démarche est relancée dès le lendemain des élections, qui sont présentées comme révélant une forte « poussée à gauche » : de fait, communistes, socialistes et radicaux approchent les 56 % des voix. L'idée est donc tout naturellement lancée selon laquelle les conditions sont désormais réunies pour relancer le Front populaire, avec à nouveau, et pour un temps, une participation communiste au gouvernement.

Pour parvenir à cet objectif, le P.C.F. développe dès le mois de janvier une pratique politique diversifiée. Sur le plan parlementaire, les députés communistes votent pour le socialiste Le Troquer à la présidence de l'Assemblée, votent l'investiture de Guy Mollet et déposent une série cohérente de propositions de loi faisant la démonstration du caractère responsable de l'action communiste.

Plus largement, toute la pratique communiste est dominée par la référence multipliée aux expériences et à l'esprit du Front

populaire, mais avec le maintien des critiques formulées en 1947. Les initiatives se développent donc, qui vont de la traditionnelle lettre aux organisations socialistes et radicales jusqu'à la création de *comités :* des comités de Front populaire, que prône la direction communiste pendant tout le début de l'année, puis, de plus en plus, des comités divers et actifs pour la paix en Algérie et des initiatives larges sur ce thème, comme la journée du 5 février.

Le vote du 12 mars

De cette attitude, l'expression la plus spectaculaire reste sans conteste le vote des « pouvoirs spéciaux » à l'Assemblée, le 12 mars 1956.

De quoi s'agit-il? La S.F.I.O. s'était engagée, pendant la campagne électorale, à réaliser certains objectifs sociaux et à obtenir le « retrait du contingent envoyé en Afrique du Nord »[9]. Après un discours d'investiture habile et non exempt d'ambiguïtés[10], G. Mollet se rend en Algérie où il reçoit un accueil tumultueux de la part des « ultras », le 6 février — date symbolique! Il s'engage alors très vite dans la voie des concessions[11] : Lacoste remplace Catroux, jugé trop libéral, et le dispositif militaire est très vite renforcé. En même temps, le gouvernement socialiste maintient avec force le thème des réformes qui, dit-il, doivent primer sur l'emploi de la force.

G. Mollet sollicite donc devant l'Assemblée une loi sur les « pouvoirs spéciaux » en Algérie, « autorisant le gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative et l'habilitant à prendre toutes mesures exceptionnelles en vue du rétablissement de l'ordre, de la protection des personnes et des biens et de la sauvegarde du territoire »[12]. La direction du P.C.F. et son groupe parlementaire décident de voter cette loi, tout en réaffirmant leur désaccord avec les procédures de délégation des pouvoirs du Parlement.

Il convient tout d'abord de noter que cette démarche ne fait pas disparaître la critique de la guerre d'Algérie : l'explication de vote de Duclos insiste bien sur le fait qu'il ne s'agit pas d'une approbation de la répression, et le contenu de la presse, surtout après le C.C. du mois de mars, atteste de la permanence et même du renforcement de cette critique, malgré le poids de la censure qui s'affirme dès le printemps[13].

Comment le P.C.F. justifie-t-il donc son attitude? Face aux pressions de la droite qui se multiplient dès janvier[14], il estime

que son objectif politique doit être de rendre impossible le compromis entre la droite et la S.F.I.O. Par un geste spectaculaire de bonne volonté, il entend avant tout peser sur les militants S.F.I.O., en s'appuyant sur les déclarations officielles de leur parti à propos du programme social, de la laïcité et surtout de l'Algérie. Toute l'attention est donc reportée, pendant cette année 1956, sur les péripéties internes de la S.F.I.O. [15]. Sont systématiquement mis en avant tous les éléments qui confortent la thèse d'une volonté de paix des militants socialistes : ainsi procède-t-on pour les motions votées au Congrès S.F.I.O. de juillet [16] et la démarche est encore maintenue en octobre.

A cet aspect dominant s'ajoute la volonté de ne pas remettre en cause, par un vote hostile, les ouvertures vers la détente qui se manifestent en politique extérieure au début de l'année; la formule « ne pas sacrifier le tout à la partie » [17], avancée par Thorez lui-même, est sans doute la plus répandue et répond à cette volonté de prudence internationale. C'est dans cet esprit que la presse communiste valorise les accords sur le Maroc et la Tunisie, les gestes de détente tels que le discours de J. Moch à l'O.N.U., les déclarations de Pineau sur le bloc Atlantique et surtout le voyage d'une délégation socialiste à Moscou. Ajoutons enfin que l'analyse, faite au XXe Congrès du P.C.U.S. sur l'unité et ses possibilités nouvelles, ne peut que renforcer un peu plus la conviction des dirigeants communistes.

Cet ensemble convergent de motivations soutient la démarche unitaire du P.C.F : les formules reprises de l'époque du Front populaire se multiplient, tout particulièrement celles du type « retenir ce qui unit et écarter ce qui divise », ou encore l'idée qu'on tait la critique dans l'action commune.

L'objectif désigné est donc de peser sur les militants socialistes en insistant sur quelques thèmes considérés comme sensibles; deux notamment : celui de la nécessaire reconnaissance du « fait national algérien » (la formule dominante dans l'opinion reste alors « l'Algérie, c'est la France » et si G. Mollet reconnaît timidement l'idée d'une « personnalité algérienne », c'est pour repousser avec plus de vigueur celle d'un Etat algérien) [18] et celui de la négociation immédiate des problèmes algériens « y compris avec ceux qui se battent » (et donc avec le F.L.N.) sur la base du cessez-le-feu.

Ces thèmes sont alors incontestablement centraux dans les débats politiques français : l'étude de la presse communiste et des déclarations publiques montre clairement l'importance que leur accorde le P.C.F. et aussi peut-être les effets relatifs de son insistance sur l'opinion (ainsi un dirigeant de F.O., Bothereau,

est-il amené à expliquer dès 1956 qu'il ne faut exclure à priori aucune solution en Algérie, y compris l'indépendance).

Sur quoi s'appuie alors le P.C.F. pour estimer possible une modification à court terme de l'attitude socialiste? Certes, l'image de 1934 et 1936 continue à peser lourdement [19]; par-delà les différences soulignées, domine l'idée que ce qui a été possible en 1934 peut l'être de nouveau. Mais c'est sans doute l'analyse faite de la S.F.I.O. qui détermine le plus nettement la démarche communiste. Au moins jusqu'à la fin mars, le thème le plus répandu semble être celui des « pressions » qui délimiteraient les prises de position de la S.F.I.O. : la pression de la droite est forte, explique-t-on; il faut donc la contrebalancer par une pression encore plus forte de la part des organisations communistes (les moyens de cette pression étant bien sûr les comités, les pétitions, les délégations, les appels et, traditionnellement, la « discussion fraternelle »).

Seul l'engagement plus franc du gouvernement Mollet dans la répression dès la fin mars conduira à nuancer l'analyse : la cohérence de la position socialiste commencera à être mise en valeur de façon plus explicite, comme une donnée relativement autonome.

Les infléchissements de l'année 1956

Le vote par les députés communistes des « pouvoirs spéciaux » à G. Mollet suscite des remous : si l'on en juge par les seuls textes publics, que confortent les souvenirs publiés, des réticences se sont fait sentir dans l'organisation communiste. Elles se font de plus en plus vives face à une ligne qui ne suscite d'ailleurs pas de grandes initiatives militantes de la part des organisations communistes [20].

Incontestablement, l'analyse faite tout au long de l'année de la S.F.I.O. et de son intervention présentait des limites, qui résultent de graves lacunes bien antérieures (cf. chapitre précédent) : la valorisation des pressions sous-estime le fait que la S.F.I.O. détermine toute sa politique, dans la période, sur la base d'une orientation stratégique cohérente et (dans ses grandes lignes) inchangée. Elle s'était exprimée dès l'automne 1955 dans sa reprise en compte du « Front républicain » qui, on l'a vu, se présentait avant tout comme le refus du Front populaire. La S.F.I.O., largement relayée par F.O. (Force Ouvrière), organise alors de façon consciente le refus de l'union, en s'appuyant sur tous les éléments qui peuvent peu ou prou justifier ce refus (il

convient de noter que la référence au XXe Congrès du P.C.U.S. est utilisée à cet effet dès la fin février).

D'autre part, il semble bien que, malgré les énumérations de la presse communiste, la pratique des comités est très éparse et très intermittente; les actions sont nombreuses et diversifiées (F. Billoux en dresse une liste dans son rapport devant le C.C. de mai) mais ne débouchent pas sur des mouvements d'envergure nationale. Au total, la direction S.F.I.O. contrôle bien la situation interne du Parti et utilise les contradictions de la situation politique, à commencer par le vote des députés communistes[21]. Quant à la pratique gouvernementale, elle s'en tient à la réalisation en 1956 de certaines réformes sociales importantes; en même temps, et avec l'appui des autres forces politiques (notamment le M.R.P.), le gouvernement G. Mollet parvient à s'en tenir à la ligne du refus pratique de la négociation et de l'intensification de la répression; il va jusqu'à la provocation et à la fin octobre (le 22) jusqu'à l'arrestation de cinq dirigeants du F.L.N., à l'issue d'une opération peu glorieuse des Services secrets français[22].

De ce fait, le P.C.F. est conduit à modifier peu à peu la démarche qui fut la sienne sur le plan parlementaire : s'il se contente de manifester publiquement ses inquiétudes au printemps, il s'abstient au mois de juin et vote contre les projets gouvernementaux dès juillet et à l'automne[23]. Toutefois, la perspective reste encore alors celle de l'unité possible. Le 14 octobre, L. Casanova critique l'idée qu'il y a aggravation et s'appuie sur les déclarations du récent comité directeur, pour montrer qu'il y a au contraire des avancées. Toujours en octobre, E. Fajon, qui parle des « prémices du Front unique », sollicite l'application du XIVe Congrès en critiquant la « recrudescence du sectarisme (...) sur la base de la politique négative du gouvernement sur les questions de l'Algérie et du canal de Suez ». Le 2 novembre, alors que se développent les tragiques événements de Hongrie et que s'affirme — on le verra — un certain repli du mouvement communiste, il justifie sans doute les votes communistes contre la confiance au Parlement, mais insiste fortement sur le fait qu'il faut veiller à ce « qu'ils ne nourrissent pas le courant sectaire ».

Il faut souligner par là la différence fondamentale avec la situation de l'automne 1947 : si la démarche d'ensemble du P.C.F. s'infléchit alors après les avancées du printemps, cela ne se répercute pas de façon immédiate sur l'analyse faite de la S.F.I.O. Ainsi, on constate l'absence en 1956 d'un retour aux formulations du début des années 1930, tel qu'on l'avait repéré après l'automne 1947 (on parle à nouveau de la fascisation de l'Etat, mais pas de celle de la S.F.I.O.).

Peut-on juger?

Allons-nous porter sur cette période un jugement rétrospectif qui soit tranché? Il n'est guère possible de le faire aujourd'hui. Tout au plus peut-on noter que des acteurs de cette période sont revenus sur elle de façon critique, en mettant en doute la validité de la décision prise le 12 mars[24].

Peut-être deux constatations doivent-elles être faites :

La première est qu'on ne peut faire abstraction de la cohérence de la position du P.C.F. à l'époque. La décision de la direction est fondée sur une analyse globale et anticipe sur un certain style d'activité des organisations communistes : elle supposait, dès le départ, le développement de leur part d'initiatives et d'actions bien spécifiées qui, pour l'essentiel, n'ont pas vu le jour. Par ailleurs, cette décision s'inscrit dans une vision générale des luttes et des perspectives politiques en France; elle renvoie donc à des formes de réflexion et de fonctionnement du P.C.F. qui sont très profondes; en fait à toute son orientation stratégique globale, telle qu'elle se structure en longue période.

La deuxième est de l'ordre de l'observation. Sans doute la référence au Front populaire reste-t-elle très fortement, en France, source de mobilisation et d'action; assez en tous cas pour inquiéter les forces de droite. Mais le vote du 12 mars ne modifie pas la ligne politique choisie par la direction S.F.I.O. Plus largement — et la suite des développements historiques le montrera bien — le P.C.F. éprouve des difficultés à imposer en termes de masse les idées autour desquelles il centre son activité : la négociation immédiate et le fait national algérien. C'est un processus beaucoup plus long et beaucoup plus complexe qui produira, au début des années 1960, des mutations décisives dans les consciences, dans ce qu'on appelle l' « opinion ».

Le recul historique permet donc de constater un échec du P.C.F. par rapport aux objectifs précis qu'il se fixait au début de 1956 : le nouveau Front populaire ne s'est pas réalisé, la guerre en Algérie s'est poursuivie, la S.F.I.O. a maintenu son orientation politique et a « utilisé » le vote du 12 mars qui, globalement, a donc peu apporté au P.C.F., sinon un certain désarroi parmi les militants.

Mais la manière dont évoluent, sur le court terme, les perspectives politiques en 1956 n'est pas liée à un événement isolé, à la décision d'un individu ou d'un parti : elle dépend d'un rapport des forces politiques qui se cristallise de façon complexe, à partir des réalités sociales, politiques et idéologiques profondes.

Il n'y avait aucune fatalité dans la prise de décision qui

conduisit au 12 mars et l'on peut, à la limite, reconstruire un scénario historique à partir de la décision inverse; il n'en reste pas moins que le choix du 12 mars s'intègre parfaitement dans le cadre d'une stratégie qui n'apparaît pas seulement au printemps de 1956. Or, dans le mouvement lent des rapports sociaux et des consciences, c'est cette orientation stratégique qui peut jouer, sur une longue période, un rôle actif de transformation, qui peut modifier durablement un rapport des forces politiques : c'est de son côté, donc, que doivent porter les interrogations les plus soutenues.

LE P.C.F. ET LE XXe CONGRÈS DU P.C.U.S.

Le XXe Congrès du P.C.U.S. — le premier depuis la mort de Staline — est l'élément décisif de l'année pour le mouvement communiste international. Il est reçu comme un véritable choc, voire comme une déchirure, et il marque profondément et durablement la vie de tous les partis communistes dans le monde.

Face à l'événement, le P.C.F. adopte une attitude complexe, qui évolue tout au long de l'année.

Une dominante : le XXe Congrès est présenté sans discontinuer comme un congrès essentiel. Le P.C.F. va insister fortement sur les éléments de nouveauté qu'il situe dans trois domaines principaux : la thèse de la coexistence pacifique possible et nécessaire, les voies vers le socialisme et leur diversité, le problème de l'unité. Le P.C.F. ne cessera donc de mettre en avant ce qu'il appelle l' « essentiel » du XXe Congrès, dont on retient d'abord qu'il est le « Congrès des bâtisseurs du communisme ».

Cette insistance sur l' « essentiel » se traduit corrélativement par le déplacement en position secondaire de la partie critique du XXe Congrès (la dénonciation des crimes de Staline et du « culte de la personnalité »), qui est la partie la plus éprouvante pour tout le mouvement communiste. De la part du P.C.F. il y a — par rapport à ce problème — globalement hésitation, sous-estimation et atténuation de la critique. Dans ce « globalement », il importe alors de situer le plus finement possible les fluctuations d'analyse de l'année et la différenciation interne au P.C.F. dans la manière dont est vécu le drame. Les fluctuations et les hésitations sont d'autant plus importantes à cerner qu'elles reflètent moins des démarches de la direction communiste (malgré l'importance de ces démarches) que des réalités plus

profondes qui touchent aux conditions générales de la vie du P.C.F. à l'époque.

De ce fait, du point de vue de l'histoire actuelle du P.C.F., il serait particulièrement réducteur de s'en tenir aux seuls problèmes de l'attitude communiste face aux critiques du comportement de Staline. A la limite, on peut penser le contraire : c'est en allant bien au-delà du problème de Staline, posé par le XXe Congrès, qu'on peut espérer comprendre en profondeur la manière dont le P.C.F. se situe, à ce moment-là, face à l'histoire passée du mouvement communiste international et de l'U.R.S.S.

Le choc du Congrès

Le XXe Congrès du P.C.U.S. se tient du 14 au 26 février. Très vite, on en connaît en France les principaux documents publiés. Le rapport de N. Khrouchtchev, publié intégralement dans *France Nouvelle* ne contient alors que quelques déclarations générales sur la direction collective nécessaire et la dénonciation du culte de la personnalité. Seuls les discours de Mikoïan et de l'historienne Pankratova s'affirmèrent explicitement et précisément critiques : le premier met directement en cause Staline dans le domaine de la politique extérieure et fait remonter à vingt ans l'absence de direction collective; la seconde met en cause toute l'organisation passée du travail historique.

On sait par ailleurs que N. Khrouchtchev prononça, à huis clos, un rapport complémentaire consacré tout entier à la dénonciation des crimes de Staline[25]. Ce rapport ne fut pas lu en présence des délégations étrangères, mais fut par la suite porté à la connaissance des membres du P.C.U.S. : seules quelques délégations purent prendre connaissance du texte. Les membres de la délégation française (Thorez, Duclos, Doize, Cogniot), se virent donc communiquer pour lecture le texte, en russe, du rapport « secret »; ils ne furent toutefois pas autorisés à en divulguer le contenu et n'obtinrent pas de copie du document.

Jusqu'en mars, la presse communiste ne fait donc pas état de l'existence d'un rapport additif; en circonscrivant dans un cadre assez limité les critiques officiellement adressées, on souligne l'importance du Congrès et ses éléments de nouveauté. Cette attitude s'exprime dans les articles de *l'Humanité*[26] et surtout dans le compte rendu du Congrès que fit J. Duclos à la salle Wagram le 9 mars : après avoir repris la trame générale des argumentations développées au Congrès et cité abondamment Mikoïan (dont le discours alimente immédiatement une vive campagne de presse en France), il en arrive à la fin de son

discours au problème de Staline, dont il fait applaudir le nom en insistant sur ses « mérites » et en limitant la critique à « certaines thèses développées par Staline » (voir des extraits du discours en annexe p. 436). Par là, la direction du P.C.F. ne fait que prolonger certains traits apparents antérieurs au XXe Congrès : quand, dès 1953, se multiplièrent dans la presse soviétique les articles sur la direction collective et déjà sur le culte de la personnalité, ces articles n'eurent en France aucun écho [27]. Par ailleurs, face aux différenciations internes à la direction du P.C.U.S., la direction communiste reste pour le moins circonspecte : la lecture des interventions de dirigeants comme Thorez révèle la tendance à minimiser la personne même de Khrouchtchev, beaucoup moins cité que Boulganine et surtout que Malenkov et Molotov [28].

La première intervention collective officielle du P.C.F. sur le XXe Congrès est rendue publique à l'issue de la session du C.C., tenue le 22 mars en l'absence de M. Thorez : une résolution fixe les grands axes de l'argumentation communiste mais le rapport de J. Duclos n'est pas publié. Le cinquième point de la résolution est consacré au Parti; c'est là que se trouvent placées les références à Staline : les « thèses erronées ou excessives » de Staline sont précisées, on mentionne « la violation du principe léniniste de la direction collective par Staline »; pour la première fois sont évoquées les « graves atteintes (...) à la légalité soviétique elle-même ». Toutefois le passage consacré à Staline se clôt, lui aussi, sur le rappel insistant de ses « mérites » (cf. annexe p. 436). Quelques jours plus tard, le 27 mars, *l'Humanité* publie la première intervention publique de M. Thorez, un article sur « Quelques questions capitales posées au XXe Congrès du P.C.U.S. »; pour l'essentiel, dans le passage consacré à Staline, il met l'accent sur ses « mérites historiques » et dénonce ce qu'il appelle « une manœuvre classique des trotskistes et autres agents de la réaction ».

Thorez, par la tonalité de son article, marque ouvertement ses réticences à l'égard des critiques formulées par Khrouchtchev; à partir de là, la démarche à l'égard de Staline ne connaîtra guère de variations, en ce qui concerne le P.C.F.

Mais le XXe Congrès fait désormais partie intégrante des luttes politiques, et la direction du P.C.F. se trouve soumise à une triple pression : pression interne avec la poursuite de la discussion, l'expression d'interrogations, le besoin de compréhension, le tout sous des formes extrêmement diverses; pression externe par le biais d'une vigoureuse campagne de presse qui déplace le débat vers le P.C.F., sa direction et notamment le rôle passé de Maurice Thorez; pression enfin des débats dans le mouvement

communiste international. Il est clair que, si le P.C.F. insiste régulièrement sur les mérites de Staline, ce n'est pas le cas du P.C.U.S. et de ses publications officielles. Une controverse de fait, plus ou moins explicite, s'engage dans le mouvement communiste : il est significatif que le P.C.F. valorise l'article paru le 5 avril dans le *Quotidien du Peuple*[29] qui, lui aussi, souligne avec force les mérites historiques de Staline (ce texte est publié dans *France Nouvelle*). Ces tensions et ces débats s'expriment indirectement dans la seconde intervention importante de Thorez au C.C. des 9 et 10 mai qui prépare le XIVe Congrès. Le texte qui est rendu public de son discours se présente comme une intervention sur le projet de thèses; plus que de la question de Staline, Thorez parle du P.C.F. et de son fonctionnement[30]. Peu structuré, bien que visiblement réécrit, le texte qui nous est parvenu porte la marque d'un Thorez ému et soucieux du XXe Congrès et de ses développements, sincèrement marqué par les critiques qui lui sont adressées, tenant avant tout à dégager pour l'essentiel le P.C.F. et sa direction de critiques analogues à celles adressées au P.C.U.S. et à Staline[31].

Le mois de juin relance violemment les discussions : au centre, le rapport « secret » de Khrouchtchev. On se souvient que les quelques délégations étrangères qui avaient pu lire ce rapport n'avaient pas été autorisées à en divulguer le contenu. En fait, dès la fin du XXe Congrès ce rapport circule dans les pays de démocratie populaire et, de là, vers les pays occidentaux. Il n'est donc pas à proprement parler « secret » et son existence est connue en France, puisque dès mars, *l'Humanité* en fait état, notamment sous la plume de P. Hentgès et de P. Courtade. Ceux-ci expliquent qu'il s'agit d'un additif au rapport officiel et justifient le fait que ce texte ait été communiqué aux seuls membres du P.C. soviétique[32]. Mais, officiellement, la direction du P.C.F. s'en tient à la consigne du silence; d'autant plus que la direction du P.C.U.S. elle-même ne se presse pas de rendre public le contenu du rapport.

La bombe éclate le 4 juin avec la publication, par le département d'Etat américain, d'un texte que la direction du P.C.F. appellera désormais, et pour longtemps, le « rapport attribué au camarade Khrouchtchev ». Ce texte est bien sûr immédiatement repris par les journaux français. La riposte du P.C.F. vient le 18 juin, avec la publication d'une déclaration du Bureau politique qui fait état de son insatisfaction devant les analyses jusqu'alors présentées et réclame de la part du P.C.U.S. « une analyse marxiste approfondie (...) pour déterminer l'ensemble des circonstances dans lesquelles le pouvoir personnel de Staline a pu se développer ». (voir annexe p. 440).

Cette insatisfaction explicite n'est pas un trait isolé dans le mouvement communiste : l'attitude chinoise le montrait bien, comme le montrent aussi les réticences de Togliatti devant les explications soviétiques, les exagérations et les raccourcis manifestes[33]. A l'intérieur du P.C.U.S. lui-même, tout n'est pas réglé : de vives discussions aboutissent au texte désigné comme une résolution du C.C. du P.C.U.S. en date du 30 juin.

Ce texte, publié le 2 juillet dans la *Pravda,* est communiqué auparavant à la délégation française qui s'était rendue à Moscou le 26 juin pour faire état des interrogations des communistes français. Il convient de noter que le document ne parle pas des mérites de Staline, sinon par le biais d'une citation du *Quotidien du Peuple;* c'est ce document qui met au centre de l'explication le concept, qui sera désormais repris par le mouvement communiste, de « culte de la personnalité ».

Quoi qu'il en soit, la direction française s'appuie désormais sur ce texte qualifé de « document inestimable pour le mouvement ouvrier international » et présenté comme une réponse directe à la demande française du 18 juin. A l'occasion du XIVe Congrès, le rapport présenté par M. Thorez continue de mettre l'accent sur les « mérites exceptionnels » de Staline qui, dit-il, sont à la base de sa « grande popularité »; toutefois, les thèses adoptées par le Congrès ne présentent pas la même insistance et se contentent de calquer exactement la démarche de la résolution soviétique.

Désormais, les événements de l'année vont tendre à atténuer la référence à cet aspect du XXe Congrès. Mais le débat va être déplacé sur le terrain des explications fondamentales : les insuffisances du « culte de la personnalité », comme élément explicatif, débouchent sur la recherche d'autres analyses et notamment le recours à une autre notion, celle de « système ». A la fin octobre et en novembre, successivement Gomulka et Tito définissent le culte de la personnalité comme un « système » inscrit dans le fonctionnement de la société socialiste. A ces analyses, le P.C.F. répond en reprenant la résolution du 30 juin : les articles publiés dissocient radicalement le « culte de la personnalité » et la nature du système social soviétique; le concept de « stalinisme » est directement refusé, notamment par M. Thorez qui déclare, à l'issue du C.C. du 27 novembre : « ... certaines formulations apportées à cette tribune pourraient créer quelque confusion. Quelqu'un a dit : le stalinisme a été nécessaire. Je considère que cette appréciation est une erreur. Il n'y a pas eu de stalinisme; cette expression appartient au vocabulaire de nos adversaires (...). Parler de stalinisme, c'est conduire à l'idée du système »[34].

Amorces d'une réflexion

Après le premier choc que constitua le spectaculaire revirement de 1955 à l'égard de la Yougoslavie, l'émotion suscitée par le XXe Congrès fut considérable pour tous, dirigeants et militants. La perception de l'événement fut extrêmement diversifiée dans le P.C.F. et il faudrait pouvoir nuancer l'analyse en distinguant l'impact sur des dirigeants anciens, « kominterniens », comme Thorez, sur des dirigeants plus jeunes comme Courtade, sur des cadres intermédiaires et sur les militants. Les indices visibles peuvent être trompeurs et ne permettent guère la mesure : les réticences explicites d'un Claude Morgan par exemple sont systématiquement montées en épingle par la presse. Elles reflètent certainement une réalité, expriment partiellement des interrogations diffuses; mais leur forme cohérente, explicite ne rend pas compte réellement des questions, des formes de désarroi ou des angoisses, telles qu'elles se développent de façon redoutablement complexe dans le P.C.F.

D'autre part, pour l'essentiel, il semble bien que la démarche de la direction exprimait des traits de comportement collectifs dans le Parti : l'enthousiasme de la salle Wagram, le 9 mars, quand Duclos parle de Staline, n'était pas suscité par le seul talent oratoire du dirigeant communiste; il y eut là un authentique mouvement de soulagement. Soulagement encore après la résolution soviétique du 30 juin, qui semble ouvrir la voie d'une compréhension rationnelle [35].

Nous sommes donc en face de réalités plus vastes qu'on ne pourra expliquer ni par la seule action de tel ou tel dirigeant, ni par le recours à des notions psychologisantes trop rudimentaires.

Il faut d'abord tenir compte de ce que l'on peut désigner comme des éléments *externes*. Ainsi, il est évident que, dès le mois de février, le XXe Congrès ne fonctionne pas en France comme un simple matériau d'analyse : il est un élément de confrontation politique, dans la situation contradictoire née des élections de janvier.

Il est significatif que la série d'articles rédigés par A. Stil en avril [36] soit construite sous forme d'une réponse à l'argumentation du *Populaire;* de même l'intervention de Thorez en mai présente une structure de réponse à des thèmes qui correspondent nettement à ceux développés dans la mouvance socialiste. A un moment où la perspective communiste reste, à court terme, celle de l'unité et où la presse — notamment socialiste — utilise massivement le XXe Congrès pour justifier l'isolement politique des communistes, le P.C.F. tend à construire une argumentation

de protection, qui doit lui permettre de mener la bataille jugée décisive dans l'immédiat : celle pour la paix en Algérie. Le poids contraignant de la conjoncture politique française se fera sentir de la même manière à l'automne, freinant partiellement les capacités d'initiative politique du P.C.F.

Toujours parmi les éléments externes, nous rangerons aussi les conditions mêmes des révélations faites au XX[e] Congrès, la forme prise par le rapport secret, ses insuffisances comme son mode de divulgation, qui est ressenti comme infamant par la direction du P.C.F. Ces aspects ne facilitent sans doute pas alors la réflexion et renforcent, en France comme dans d'autres pays, les hésitations devant l'énormité de l'événement.

Enfin, le type de relations établies alors entre les partis communistes, la sombre macule de l'héritage passé se surajoutent à ces difficultés : l'appréciation du passé s'entrechoque avec les dissensions internes autour de l'orientation que doit prendre le mouvement communiste dans le monde. Telle déclaration de la Ligue des Communistes de Yougoslavie, du Parti polonais ou même du Parti communiste italien sur Staline et sur l'U.R.S.S., lue immédiatement au travers des prismes contemporains, apparaît comme l'occasion d'une prudence supplémentaire dans l'analyse et le langage : c'est vrai en mai et à l'automne, après les déclarations de Tito et de Gomulka.

Mais tous ces éléments agissent sur un parti politique qui fonctionne de façon spécifique : reste donc à définir les phénomènes internes qui rendent compte de l'attitude communiste face au XX[e] Congrès du P.C.U.S.

On a déjà dit que les hésitations de 1956 renvoient à des processus plus précoces qui s'étaient manifestés dès 1953, au moment où s'amorcent les premières corrections en U.R.S.S. : celles-ci atteignaient en France un parti qui sortait à peine de ses graves difficultés du début des années 1950 et commençait à peine à retrouver un certain équilibre politique.

Par ailleurs, les principaux dirigeants du P.C.F., à commencer par M. Thorez et J. Duclos, tendent tout naturellement vers les réticences devant l'appréciation trop brutale du passé : leur formation politique, leurs rapports avec l'Internationale, leurs structures de pensée tout comme l'âpreté des luttes politiques françaises ne facilitent guère une approche cohérente du nouveau et de ses implications, ni la relecture sereine du passé à partir de là. La place occupée par M. Thorez dans le fonctionnement des directions, et plus largement dans la vie et les mentalités collectives des communistes français, ne peut alors que renforcer le poids des hésitations.

D'autant plus que le P.C.F. est à un des tournants importants

de son histoire : à partir des avancées que recèlent le XXe Congrès va-t-il pouvoir tirer toutes les implications qui en découlent pour sa propre orientation stratégique?

Se pose alors la question de savoir avec quels instruments? Le processus de réélaboration stratégique eut-il lieu? Et pourquoi?

LA CRISE DE L'AUTOMNE

La fin de l'été 1956 et l'automne voient, après les espoirs du printemps, le regain brutal de la tension internationale avec quelques points chauds : l'aggravation de la situation en Algérie et la crise de Suez; l'« octobre polonais » et, surtout, la tragédie hongroise.

Regain de « guerre froide »?

La situation internationale ne veut pas se stabiliser. Le champ d'action de l'impérialisme continue à connaître des soubresauts importants : du côté de l'impérialisme français, la Tunisie et le Maroc viennent de conquérir leur indépendance et le mouvement algérien ne veut pas courber la tête malgré la répression.

L'esprit de Bandoeng est bien vivant et le monde arabe bouge. 1956 est l'année de la victoire de Nasser : c'est l'année où l'Egypte entend reprendre en main ses propres richesses et nationalise le canal de Suez. Exemple redoutable, que ne peuvent admettre les milieux impérialistes. A l'automne, les partisans de la force l'emportent et c'est la guerre pour le canal, sur décision des gouvernements français et britannique.

Les effets en France sont lourds pour le P.C.F. : crise de Suez et question algérienne s'imbriquent. Sur les deux questions, se tisse une unanimité sans nuages entre les partis de droite et la S.F.I.O. pour soutenir les initiatives du gouvernement socialiste et justifier, du même mouvement, la répression très dure contre les patriotes algériens et la guerre contre Nasser, hâtivement assimilé à Hitler. Autant de difficultés supplémentaires pour mettre en œuvre la ligne politique définie par le XIVe Congrès du P.C.F. Or, le P.C.F. maintient sa volonté de réaliser l'unité d'action; il interprète même certains éléments de la situation internationale comme renforçant les possibilités de l'unité : il souligne tout particulièrement la prise de position travailliste contre l'expédi-

tion de Suez, et, plus généralement, la percée du « bevanisme »[37].

On va jusqu'à parler des « prémices du front unique » et la presse cite abondamment des exemples de « lutte coude à coude » des socialistes et des communistes contre la guerre. Pourtant, il ne semble pas que le P.C.F. ait disposé sur cette question d'une forte marge d'initiative. Le déclenchement des émeutes en Hongrie limite très tôt ses capacités. Par ailleurs, les références multipliées (à partir de septembre) à la « recrudescence du sectarisme » depuis le XIVe Congrès témoignent des difficultés réelles à concrétiser largement, dans la pratique militante, la volonté unitaire affirmée par la direction.

Si la pratique des communistes reste centrée sur la lutte contre la guerre d'Algérie et contre l'intervention en Egypte, du point de vue de l'orientation politique, les événements de Pologne et de Hongrie ont certainement plus d'effets à long terme. Ils s'entremêlent étroitement avec tous les problèmes d'orientation politique qui ont été posés tout au long de l'année.

Dès le 9 mars, J. Duclos insistait sur la nécessaire « vigilance face aux tentations impérialistes ». La Pologne et la Hongrie, par-delà leurs différences réelles, renforcent *a posteriori* le sentiment de réserve qu'avait eu la direction du P.C.F. au début de l'année.

En Pologne, les difficultés se font sentir dès l'été. Quand, à la fin juin, éclatent les émeutes ouvrières de Poznan, le P.C.F. reprend immédiatement la version du complot et de la provocation organisée, qui est alors celle du gouvernement polonais. Mais quand ce même gouvernement polonais, dès la mi-juillet, rectifie son analyse, en centrant l'attention sur les responsabilités de la bureaucratie et des autorités, la presse communiste française ne suit pas : elle publie les articles soviétiques qui réaffirment la thèse du complot (notamment un article de la *Pravda* du 16 juillet) et d'amples citations sont encore faites, en octobre, des journaux occidentaux qui se réjouissent bruyamment de la situation polonaise[38]. Quand, à son retour au pouvoir, Gomulka prononce son discours devant le Plénum du Parti polonais et revient totalement sur l'analyse faite de Poznan au début juillet, son discours n'est pas publié entièrement dans *l'Humanité* et des informations critiques sont données dans des assemblées de militants. Au moment de la révolte hongroise, les deux cas de la Pologne et de la Hongrie seront systématiquement associés comme relevant d'une même démarche politique. En novembre, le P.C.F. se réjouira des accords soviéto-polonais mais élargira en même temps la critique à la démarche d'ensemble que formule Gomulka : les réserves sur la « démocra-

tisation » (les guillemets sont systématiquement accolés à cette notion) s'accompagnent d'une critique directe de l'analyse polonaise, qui tend à modifier l'ordre des priorités économiques en Pologne, au détriment de l'industrie lourde[39]. La direction du P.C.F. n'hésite pas alors à réaffirmer comme un dogme intangible, un préalable nécessaire du socialisme, la priorité a l'industrie lourde.

En ce qui concerne la Hongrie, la démarche du P.C.F. reste constante durant toute la période : le processus de démocratisation amorcé au lendemain du XXe Congrès est vivement critiqué et tenu pour responsable du drame de l'automne.

Rien désormais ne viendra contredire cette analyse s'exprimant dès le premier mouvement des 23-25 octobre, qui voit l'arrivée au pouvoir d'Imré Nagy[40]. Tout au contraire : la détérioration de la situation hongroise au début novembre, les activités contre-révolutionnaires et les réelles atrocités commises, les ambiguïtés des transformations gouvernementales acceptées *in extremis* par Nagy, confirment les jugements précédents, tout comme la forte pression externe du bloc Atlantique et la campagne de presse en France. En novembre, dans les colonnes de la presse communiste, si les défauts de la période antérieure ne sont pas ignorés, ils sont systématiquement placés en position très secondaire[41]; dans un premier temps les réticences globales à l'égard du Parti hongrois se reportent même sur la personne de J. Kadar, face auquel la direction française reste d'abord circonspecte[42].

Au moment où les troupes soviétiques interviennent en Hongrie, le P.C.F. s'intègre donc sans réticence aucune dans ce qui est alors la position commune de tout le gouvernement communiste[43]. Cette intervention soviétique, tout au moins celle de novembre, est considérée comme nécessaire par tous, y compris par les Yougoslaves. Les désaccords portent alors sur les causes de la situation dramatique vécue par la Hongrie et sur les moyens de résoudre la première phase de la crise, mais pas sur la seconde phase pour laquelle dominent les analyses du caractère contre-révolutionnaire pris par le soulèvement : sur le premier point, le P.C.F. se trouve en désaccord avec les P.C. italien, yougoslave et chinois; pas sur le second.

Des effets négatifs sur le P.C.F.

Les effets directs sont immédiats. Le regain de la tension internationale s'accompagne à nouveau d'un déferlement anticommuniste[44] : des manifestations violentes ont lieu le 7 no-

vembre, avec des attaques meurtrières contre le siège du Comité central et contre *l'Humanité* et à nouveau on parle, dans les milieux politiques, d'interdire le Parti communiste[45]. La menace est d'autant plus grave qu'elle a été mise en application en République fédérale d'Allemagne dès le 17 août. Ajoutons que les débats parlementaires réservent, eux aussi, l'image d'une rare violence, qui n'avait plus eu d'équivalent sans doute depuis 1948. Tous ces éléments contredisent partiellement l'impression optimiste du début d'année; cette fois, on parle explicitement de l' « aggravation » de la situation, de la « compromission » de la paix. Thorez parle en novembre du « renforcement des tendances à ressusciter la guerre froide », alors que celle-ci n'était qu'un « cadavre » en juin (selon l'éditorial des *Cahiers du Communisme*). De là découle une tendance perceptible alors au resserrement politique — mais sans que le processus, on l'a déjà dit, soit identique à celui de 1947 —, d'autant plus vif que le P.C.F. connaît des difficultés internes, ouvertement exprimées dans certains milieux. A l'automne, la direction du P.C.F. doit faire face à des critiques lancées par plusieurs intellectuels qui mettent en cause tout à la fois l'analyse faite du drame hongrois et celle concernant les révélations du XXe Congrès[46].

Les événements de l'automne sont bien lus, en tout cas, comme une confirmation *a posteriori* des réticences du printemps. Plusieurs interventions de dirigeants, et notamment de Thorez, établissent une liaison directe entre les amorces de libéralisation, les critiques jugées trop brutales du XXe Congrès et de ses suites et les crises politiques graves de l'automne.

Par là, on touche à des effets plus profonds sur la vie du P.C.F. Des « leçons » sont en effet tirées de l'automne polonais et hongrois pour revenir sur quelques points fondamentaux. Dans l'ensemble, on assiste — on le verra plus loin de façon plus détaillée — à une interruption de la réflexion avancée autour du XXe Congrès sur les voies du socialisme; la notion de « modèle » opère un retour en force, comme celle de « centre », qui va devenir dominante, en se reliant à celle d' « internationalisme prolétarien ».

Le C.C. de novembre fixe la démarche, par la bouche de Thorez lui-même, qui déclare que « la nécessité s'impose à tous les pays du camp socialiste de renforcer leur unité sous la conduite de l'Union soviétique pour s'opposer à l'agression des impérialistes et à leurs menées subversives ». Le discours de Tito qui, à Pula, le 11 novembre[47], opposait la « voie yougoslave » à la « voie stalinienne » sert de repoussoir pour affirmer avec force que, « sous peine de dislocation du mouvement ouvrier international, il ne saurait y avoir plusieurs

centres dans ce mouvement[48]. Ainsi, s'affirme par la même occasion la critique du « polycentrisme » dont parlait Togliatti, critique qui est assez largement partagée dans tout le mouvement communiste international : elle recouvre nettement la critique chinoise et la réaffirmation au VIII[e] Congrès du P.C. chinois, en septembre, de l'existence d'un centre unique.

Après la dissolution du Kominform annoncée officiellement en avril, le mouvement communiste international, pressé par les événements de l'automne, cherche les voies d'une coordination nouvelle.

LES VOIES DU SOCIALISME

Un puissant mouvement de rénovation travaille le monde communiste après les pesanteurs de la guerre froide. On retrouve quelque chose de l'esprit des années 1945-1946 : à nouveau on parle du socialisme et de ses voies nouvelles. Bouillonnement d'analyses et d'idées qu'ouvre le XX[e] Congrès du P.C.U.S., que confirme la dissolution officielle du Kominform en avril, qui gagne tous les partis communistes, mais qui retombe quelque peu à la fin de l'année. Une occasion est-elle passée?

Diversité et voie pacifique

Pour le P.C.F., c'est une manière de retrouvailles. Prenant la parole au XX[e] Congrès, M. Thorez parle à nouveau d'une oubliée : l'interview de 1946 au *Times*, qui concorde parfaitement avec les réflexions de Khrouchtchev sur la diversité des voies au socialisme. Si le P.C.F. renâcle devant les critiques à Staline, il s'engage sans réticence dans cet aspect de l'analyse : l'insistance est forte sur les possibilités du passage pacifique au socialisme et sur l'originalité d'une voie parlementaire dans le cas français. Mais qu'en est-il alors de la dictature du prolétariat? La résolution du C.C. du 22 mars prend bien soin de distinguer la démarche esquissée de celle du réformisme, évoque clairement le possible recours à la violence qui « ne dépend pas de la classe ouvrière mais de ses agresseurs »; mais elle ne fait pas, dans le passage consacré aux chemins du socialisme, référence explicite à la dictature du prolétariat. C'est Thorez qui en reparle le premier dans son article du 27 mars, avec une structure de réflexion un peu différente de celle de la résolution : il indique certes le rôle

secondaire de la violence dans la dictature du prolétariat, la possibilité de passage pacifique; mais il se garde de parler de « voie parlementaire » et, pour l'essentiel, il se consacre à dépister ce qu'il appelle des « illusions ».

Un débat s'engage dans le P.C.F. dont nous ne pouvons prendre la mesure qu'au travers de la presse, dans les tribunes de discussion qui préparent le XIVe Congrès. Dans *France Nouvelle*, notamment, plusieurs contributions insistent sur la notion de voie spécifique et, explicitement, de « voie parlementaire ». Pour l'essentiel prévaut l'idée que les conditions objectives du socialisme sont réalisées en France et qu'il convient donc d'en préparer les conditions subjectives.

C'est dans cette optique que discute le XIVe Congrès qui opère une sorte d'équilibre provisoire dans la réflexion entreprise entre le XXe Congrès et le mois de juillet. L'objectif clairement indiqué est bien d'aller « vers une France socialiste ». Cette insistance est nouvelle après une longue période centrée sur les objectifs intermédiaires (cf. chapitre précédent) : à noter toutefois que si un paragraphe des thèses est titré « vers une France socialiste », G. Cogniot (qui rapporte sur les thèses au nom de la commission politique) justifie l'absence de la référence au socialisme dans le titre général des thèses.

Equilibre provisoire du Congrès et équilibre complexe. Les thèses se placent directement dans la perspective tracée par le XXe Congrès : « s'assurer une majorité solide au Parlement et transformer ce dernier, d'un rouage du système bourgeois, en un organe de la volonté populaire authentique, s'appuyant sur le mouvement révolutionnaire des masses ». Mais il est significatif que Thorez, dans le commentaire qu'il en fait dans son rapport, souligne principalement, après avoir brièvement rappelé le thème de la diversité des voies au socialisme, le fait que « cette reconnaissance de la diversité des voies n'offre bien entendu rien de commun avec une révision de notre théorie ». Cela lui suggère des développements nourris sur le double thème du contenu de la dictature du prolétariat dans la transition (insistance qui n'existe pas dans les thèses) et sur l'idée qu' « il sera sans doute nécessaire de recourir à la violence révolutionnaire contre la violence réactionnaire ».

Pourtant, la réflexion va très loin dans le mouvement communiste international et les échos en viennent jusqu'en France. J'en prends un seul indice parfaitement accessible : la publication, en septembre et au début novembre, d'articles du Soviétique Sobolev, alors représentant de l'U.R.S.S. à l'O.N.U. : il insiste sur les notions de « voies » (chinoise, italienne, britannique, etc.), évoque le caractère fondamental désormais de la lutte pour les

« libertés démocratiques », fixe même pour objectif de « créer un vaste front antimonopoliste », envisage pour les pays capitalistes « une phase simplement démocratique et antimonopoliste (...) en tant que condition nécessaire de la marche vers le socialisme, en tant que première étape vers les transformations sociales fondamentales »; il nie le recours nécessaire à la violence, la révolution pouvant s'accomplir « sans insurrection armée ni guerre civile, sans effusion de sang, sans répression ouverte, dictatoriale, à l'égard de la bourgeoisie, sans privation de ses droits électoraux, autrement dit, grâce à sa limitation et à son évincement par des méthodes de la démocratie ordinaire ».

Des éléments existent donc, qui poussent très avant les analyses ébauchées dans l'après-guerre. Une fois de plus, ces éléments sont connus en France. Or ils ne sont pas repris et on va même assister, à l'automne, à un certain recul.

Recul à l'automne

La Pologne et la Hongrie précipitent les mutations, que précise très vite Thorez au C.C. de la fin novembre : « Ce qui est vrai (...), c'est que la variété des formes n'a rien à voir avec le contenu de la dictature du prolétariat. Ce contenu est obligatoirement commun. Il n'est pas d'une nation ou de l'autre. Son modèle a été et reste fourni par la révolution d'Octobre qui, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, a bâti victorieusement la vie socialiste nouvelle à partir du système soviétique. Notre parti gardera les yeux fixés sur l'expérience glorieuse du Parti de Lénine, dont s'inspirent tous les partis ouvriers révolutionnaires du monde. »

La réflexion se fixe désormais sur un certain nombre de traits. Et tout d'abord, elle ne se présente plus comme l'exposition positive des perspectives pour la France; elle tend à devenir une accumulation de mises en garde, analyse négative où l'essentiel est de ne pas laisser place aux « illusions » (le mot lui-même est de plus en plus fréquemment employé). La réflexion stratégique se déplace en simple critique des « confusions » et des « illusions » : le meilleur exemple en est fourni par la critique virulente que fait R. Garaudy du VIIIe Congrès du P.C.I. (critique parue dans les *Cahiers du Communisme* de janvier 1957).

La notion d'une voie « française » est refusée (comme sont donc aussi refusées les voies « italienne », « yougoslave », etc.) au nom de ce qui est commun : en lui-même l'usage d'un qualificatif national apparaît comme une révision condamnable d'une théorie dont l'universalité fonctionne comme identité, voire

comme répétitivité[49]. C'est pourquoi d'ailleurs on assiste aussi à un retour critique sur la « voie pacifique », dont on critique la capacité d'illusion qu'elle recèlerait. « D'autant plus, explique entre autres Garaudy, qu'il n'y a jusqu'ici aucun exemple historique de ce développement pacifique. » Tout semble à nouveau clair : « plus la révolution avance, plus la contre-révolution résiste, et avec l'énergie du désespoir ». Peut-on alors éviter l'affrontement?

Il était déjà notable que le XIVe Congrès, tout en discutant de la perspective socialiste, n'ait pas discuté d'un *programme*, comme il l'avait fait en 1946. A la fin de l'année, ce qui n'était encore que de l'ordre du fait est théorisé : les « réformes de structure » (du type nationalisation) peuvent servir au capital et il ne peut donc être question de les envisager. C'est même un des éléments clés de la critique adressée aux communistes italiens à l'issue de leur Congrès.

L'analyse des nationalisations, fixée à partir de la fin 1948, n'a pas bougé, pas plus que celle du capitalisme français et de ses mutations : on en restera donc au *Manuel d'économie politique* que publièrent les Soviétiques en 1955.

Tout cela s'accompagne, comme l'on peut s'en douter, d'un formidable retour en force de la notion de « modèle »[50]. Faute de délimiter une stratégie intégrée véritablement dans le tissu national, y a-t-il une autre solution que celle des « exemples » ou des « modèles »? Pologne et Hongrie ne confirment-elles pas alors la pérennité du grand modèle, celui de l'Union soviétique et de ses institutions? En un sens, la boucle est provisoirement bouclée : il n'est décidément qu'un centre et qu'un modèle pour le socialisme. C'est la conclusion qu'en tire le P.C.F.; le P.C. chinois aboutit à des résultats très voisins en décembre.

Où il pourrait être question de « retard »

Comment comprendre les formes de blocage qui se manifestent à la fin de 1956?

Certains traits dans le fonctionnement du P.C.F. en rendent partiellement compte, qui remontent loin dans son histoire : on les avait vus déjà en œuvre autour de 1946-1947. Certains dirigeants regrettent, en 1956, que l'interview au *Times* ait été si longtemps oubliée. Mais il était net en 1947 que la réflexion du *Times* n'avait pas vraiment été assimilée par le P.C.F.; l'abandon brusque de la fin 1947 n'avait, de ce fait, guère posé de problèmes.

Cela signifie que le P.C.F. en 1956 ne peut pas s'appuyer sur

des traditions bien ancrées d'analyse en termes de stratégie globale. Les premières réflexions du printemps, dans la foulée du XXe Congrès, sont de ce fait tâtonnantes, relativement peu structurées au niveau de la direction. Elles ne vont pas résister à la conjoncture de 1956, pas plus que les réflexions de la Libération n'avaient pu résister au tourbillon de la fin 1947.

Les conditions spécifiques des luttes politiques françaises jouent, elles aussi, un rôle non négligeable : le fait que la France reste encore alors la troisième puissance impérialiste ne peut en effet qu'aviver l'intensité des débats et conflits, de tous types. Sur le P.C.F. pèse aussi l'intervention d'un fort Parti socialiste, qui semble avoir freiné son recul et qui participe directement au pouvoir en 1956. Les débats politiques sont donc acharnés, fortement marqués par de puissantes campagnes de presse.

C'est là un élément qui explique en partie que les réflexions stratégiques dans le P.C.F. se présentent alors si facilement en termes de *réponses* et de lutte contre les « illusions » répandues par les moyens d'information : Thorez répond tout au long de l'année, les autres dirigeants le font de plus en plus à l'automne.

Plus généralement, on constate que fonctionnent encore à plein certains blocages d'ordre théorique, qui limitent la souplesse des instruments d'analyse. Les polémiques ouvertes autour de la notion de « paupérisation » l'année précédente avaient déjà révélé une certaine fixité dans les cadres conceptuels employés à l'intérieur du P.C.F. et notamment de sa direction. Dans l'ensemble, les processus de rééquilibrage et de réorganisation qui s'étaient fait jour en 1953 ont eu des effets dans les relations avec les intellectuels mais n'ont pas transformé les conditions de travail proprement théoriques [51]; les modèles théoriques du marxisme-léninisme restent largement marqués par la lecture des travaux soviétiques, en philosophie comme en économie, et ils sont fortement contrôlés par la direction et tout particulièrement par M. Thorez. Quand il s'agit de délimiter les conditions nouvelles de l'activité révolutionnaire dans un pays comme la France, s'affirme de façon négative l'absence d'études approfondies et renouvelées de la réalité sociale, du mouvement du capital et des classes sociales [52]. On perçoit spontanément, par tradition, l'existence de fortes spécificités nationales, mais, la plupart du temps, elles restent circonscrites dans des domaines relativement restreints, principalement institutionnels.

Cette absence d'analyses poussées de la réalité nationale recoupe directement une tradition de pensée ancienne dans le mouvement communiste, qui raisonne toujours en termes de distinction absolue entre ce qu'on appelle le « *contenu* » des processus sociaux (nécessairement communs) et ce qui est du

domaine de la « forme » (soumis à variations et à diversification). A partir de cette distinction théorique, on assiste à des mouvements de balance permanents : selon la conjoncture politique et idéologique, selon le dirigeant politique, on insiste sur l'un ou l'autre de ces aspects. En règle générale, le mouvement communiste s'intéresse plutôt à la forme et donc à la diversité au début de l'année: à la fin 1956, toute l'attention est reportée sur le contenu et donc sur ce qui est commun. Dans le cas de dirigeants comme Thorez, on constate même une propension plus forte, même au printemps et à l'été, à insister plus nettement sur le contenu du socialisme, dans son universalité de « dictature du prolétariat ».

Un autre aspect important conduit à la même fixation; il fonctionne aussi bien au printemps qu'à l'automne. Tout au long de l'année, on constate en effet que la timidité des réflexions sur la perspective stratégique à long terme du P.C.F. se lie très étroitement à la focalisation sur le seul problème de l'*unité*. Le phénomène renvoie à un trait constant pour le P.C.F. : s'il n'a pas de tradition bien ancrée de réflexion autonome sur sa stratégie en France, il dispose d'une expérience qui le marque profondément, celle du Front populaire.

Au printemps et à l'été, on range parmi les conditions « subjectives » du passage au socialisme, l' « unité de la classe ouvrière ». Dès cette époque donc, la perspective concrète immédiate (réaliser la paix en Algérie) et la perspective plus lointaine du socialisme fusionnent dans la même exigence de l'unité. A la limite, on tend à n'engager le débat stratégique — et sous la forme de réponses — que dans la mesure où il permet de lever des obstacles sur le chemin de l'unité socialistes-communistes.

Or le tassement à l'automne de la réflexion sur les « voies du socialisme » et la constatation de l'aggravation de la situation s'accompagnent fortement d'une accentuation du thème unitaire : c'est la période où il est le plus fait de référence, par les directions, au « sectarisme », voire au « courant sectaire » qui est violemment condamné. L'analyse dominante se résume à peu près ainsi : quelles que soient les voies concrètes du socialisme, la « forme » prise sera conditionnée par l'unité ouvrière qui reste bien le problème essentiel. Le thème est d'autant plus fréquent qu'on assiste, à l'automne, à une recrudescence de l'activité de la « nouvelle gauche » qui parle de plus en plus fréquemment d'unité sans le Parti socialiste; il est tout à fait significatif que l'omniprésence de la référence unitaire accompagne la théorisation, alors en vigueur, du refus d'approfondir positivement la perspective qui est celle des communistes.

Au total, dans les deux périodes, l'objectif (le socialisme) est soigneusement dissocié de ses moyens (l'unité). L'importance croissante du problème de l'unité (à mesure que s'approfondit l'infléchissement du gouvernement G. Mollet) le conduit, à la limite, à fonctionner comme une véritable orientation stratégique. Le phénomène n'est d'ailleurs qu'une exacerbation de la démarche suivie depuis 1953 : une fois de plus la référence au Front populaire, qu'elle soit fascination ou méfiance, sert en elle-même de substitut stratégique.

Tout comme son complément nécessaire : le modèle soviétique.

Une situation contradictoire

En 1956, le P.C.F. fixe officiellement ses effectifs aux alentours de 400 000 adhérents [53]. Il a connu, au début de 1956, un flux important d'adhésions : 46 000 adhésions sont annoncées en juillet. On ne dispose pas, sur sa composition, de renseignements comparables à ceux de 1954 et de 1959. La comparaison entre les deux permet toutefois de dessiner l'image d'un parti dont les traits sont relativement stables : un parti pour 45 % composé d'ouvriers, qui prolonge son processus lent de féminisation mais qui connaît aussi un relatif vieillissement [54]. Quant à *l'Humanité,* son tirage se stabilise, en 1956, autour de 175 000 exemplaires.

Le XIVe Congrès de juillet 1956 faisait donc le point pour un parti qui vient de connaître un bon résultat électoral, qui garde l'espoir d'une avancée possible à court terme, mais qui a reçu le choc du XXe Congrès et s'inquiète de l'évolution suivie par la politique algérienne de la S.F.I.O. et de ses ministres.

Après l'élimination de Lecœur, la direction maintient sa cohésion : tous les anciens membres du Comité central sont maintenus au Congrès. Les modifications viennent par la promotion de nouveaux membres : le Comité central est élargi, ce qui permet la venue d'une nouvelle génération de dirigeants plus jeunes, dont l'apprentissage politique s'est fait pour beaucoup dans la Résistance et dont les expériences de direction remontent pour l'essentiel à la période postérieure à 1947.

Le noyau dirigeant reste donc inchangé : M. Thorez maintient son prestige incontesté. Si l'on ne parle plus du « Parti de M. Thorez », ses interventions continuent à faire autorité : à la limite, les attaques personnelles dont il est l'objet autour du XXe Congrès du P.C.U.S. ne font qu'accentuer sa stature politique pour les communistes.

La continuité semble donc nettement l'emporter et il est tout à fait significatif que le XIVe Congrès, tout en renouvelant certains

pans de la réflexion délaissés depuis 1947, ne se livre pas à une analyse nouvelle de sa propre pratique politique, de son rôle dans la société française et des moyens de jouer pleinement ce rôle[55]. Des défauts relevés déjà dans les périodes antérieures sont une fois de plus mentionnés (et notamment la faiblesse aux entreprises) mais sans qu'ils suscitent, semble-t-il, des efforts spécifiques.

Ainsi, un mouvement s'esquisse au début de l'année sur la question du recrutement de masse du Parti; le problème est à nouveau abordé de façon critique par M. Servin au Congrès. Mais il n'y a pas reprise et approfondissement de la démarche encore balbutiante de 1947 sur le « Parti par millions »; la fin de l'année encourage même une certaine tendance au repliement dans ce domaine[56].

Plus généralement, on constate le maintien de la réflexion classique du rapport aux masses construit par l'intermédiaire privilégié des « organisations de masse » : sans doute note-t-on de façon critique le défaut qui est désigné comme celui de la « délégation » aux organisations, mais sans que soit abordé dans toutes ses dimensions le problème des moyens nécessaires pour bâtir durablement le rapport aux masses. La seule indication donnée concerne bien entendu l'attention aux revendications, mais elle débouche plutôt sur une réflexion concernant la pratique syndicale des communistes. La pratique militante reste donc pour l'essentiel inchangée en 1956, avec ses conséquences sur l' « emploi du temps » du cadre ouvrier classique pour lequel domine toujours la pratique syndicale; le militant politique à temps plein reste alors plutôt le responsable local du Parti ou l'élu municipal.

Par là s'inscrit une certaine cohérence dans le fonctionnement global du P.C.F. en 1956. Le maintien dans ses grandes lignes d'une orientation stratégique inchangée, notamment pour ce qui est du rapport à l'Etat dans la marche au socialisme, se relie tout naturellement à une fixation dans la manière de définir les moyens principaux de l'activité révolutionnaire : les « organisations de masse », comme les comités, sont dans la perspective de la conquête du pouvoir, des organes de contrôle, « en face de tous les organismes de l'appareil d'Etat ».

Le nouveau et l'ancien

Les éléments de renouvellement ne sont pas niables en 1956; les avancées du XXe Congrès du P.C.U.S. sont plus ou moins intégrées par tout le mouvement communiste. Le P.C.F. le fait

pour son compte, retrouvant certains traits de son fonctionnement et de ses réflexions propres, ceux de l'époque du Front populaire puis de la Libération; la crispation de la fin de l'année ne se traduit pas par un retour en arrière qui présente les mêmes aspects abrupts qu'aux temps de 1947, cette « année terrible ».

Et pourtant, sur toute une série de points (pratique politique, réflexion théorique, fonctionnement interne), on constate qu'au bout du compte 1956 n'est pas une année de césure, comme le laissait entrevoir le mouvement du printemps. C'est que, pour l'essentiel, les éléments de nouveauté restent épars. Le P.C.F. a bel et bien quitté l'orientation cohérente qui fut naguère imprimée par le Kominform. Mais rien ne permet de dire qu'il a su définir en 1956 une orientation stratégique qui lui soit propre : les voies et moyens de la révolution socialiste en France sont évoqués mais les réponses sont tout au plus esquissées. Les cadres d'analyse de la société française, des rapports de classes, des rapports de forces politiques et des conditions de leur formation, du mouvement de conscience des individus et des groupes ne sont pas l'objet de travaux renouvelés.

S'il y a des avancées, elles ne se présentent pas au niveau d'une démarche stratégique cohérente et globale; le P.C F. n'a pas surmonté en ce sens les faiblesses constatées pour la période 1946-1947 : la polarisation continue donc de se faire sur la seule question de l'unité et des conditions de sa réalisation à court terme.

Le maintien de ce trait de fonctionnement permet alors de mieux comprendre la manière dont se construisit l'attitude du P.C.F. à l'égard du XXe Congrès du P.C.U.S.

A plusieurs reprises, dans son histoire, le P.C.F. eut à faire face à des exigences importantes de changement ou à des difficultés politiques aiguës : ce fut le cas en 1937, en 1947, ou encore en 1952. Dans chacune de ces conjonctures politiques particulières, le P.C.F. se trouvait placé devant des interrogations majeures concernant toute sa pratique politique et la stratégie révolutionnaire en France. Or, dans chacun de ces cas, il ne se livre pas à une réflexion renouvelée sur ce thème; il semble au contraire se réfugier de façon priviligiée dans la *continuité* de son action et de sa démarche. Les moments désignés plus haut coïncident significativement avec des moments importants dans la manière dont le P.C.F. relit sa propre histoire. Peut-être se risquera-t-on à dire que la référence à son histoire et l'invocation prioritaire de la continuité fonctionnent comme ce qui permet de se dispenser d'une réflexion stratégique à long terme.

En 1956, ce parti-là est soumis brutalement à la révision la plus déchirante de son histoire, vécue non pas comme une remise

en cause de la seule histoire mais, plus profondément, du parti lui-même en tant que tel.

Moment crucial, où le P.C.F., comme tout le mouvement communiste international, semble à la croisée des chemins : comment construire l'avenir, quel socialisme, par quels moyens politiques? Devant cette réflexion d'envergure, le P.C.F. et tout le mouvement communiste semblent hésiter. Quelques pas en avant, mais encore timides, et les traces principales en seront balayées par la tempête de l'automne. Mais, sans perspective nouvelle, cohérente et claire, comment affronter le passé? En 1956, la direction du P.C.F. choisit la continuité : il faut donc, en un sens, veiller sur le passé. Il est alors symptomatique que 1956 soit en même temps l'année des réticences devant les révélations du XXe Congrès et l'année où le XIVe Congrès décide (point 45 des thèses) « d'entreprendre dans la prochaine période la rédaction d'une *Histoire du Parti communiste français* ».

Et sans perspective nouvelle, cohérente et claire, quoi de plus sûr, en période de difficultés et de tension, que de s'appuyer sur ce qui n'est pas une utopie, une simple projection d'avenir, mais une réalité bien tangible? Quoi de plus sûr que l'exemple qui a réussi, le modèle sur lequel on peut se reposer : le modèle soviétique donc?

Le P.C.F., en 1956, ne peut ordonner sa réflexion sur son objectif à long terme, le socialisme. Cette réflexion est inexistante avant 1956, balbutiante cette année-là et trop faiblement autonome pour résister. Sur un point seulement la réflexion est plus solide : c'est la question de l'unité, car il y a là en France une expérience modèle, celle du Front populaire. C'est sur elle que s'arc-boute le P.C.F., au détriment de l'objectif à terme.

A court terme, cela n'a sans doute pas d'influence sur l'implantation du Parti. Sur le plan électoral, il résiste même assez bien au choc de la fin de l'année : en 1957, il semble que tout soit rentré dans l'ordre de ce point de vue-là. Mais il y eut bien choc, et 1956 n'est pas que l'année des satisfactions électorales. Elle montre aussi des difficultés incontestables pour le P.C.F. à assurer de fortes mobilisations de masse (par exemple en novembre sur la question de Suez), surtout dans une période où la présence socialiste au pouvoir ne facilite pas la combativité revendicative : celle-ci reprend assez nettement à l'automne mais, globalement, l'année 1956 est une année de creux qui nécessite l'insistance revendicative de la C.G.T. à la fin de l'année.

Tous ces phénomènes, qui expriment des faiblesses plus profondes et plus anciennes dans l'activité communiste depuis la Libération, limitent la capacité à peser durablement sur le

rapport des forces en France, en cette fin de IV[e] République. A un moment où la société française bouge en profondeur, l'absence de stratégie fait courir des risques d'essoufflement y compris sur le plan électoral.

ANNEXES

I. DOCUMENTS SUR LE P.C.F. ET LA QUESTION DE STALINE EN 1956

1. **Discours de Jacques Duclos, salle Wagram, le 9 mars 1956** (extrait)

(...) Naturellement, les ennemis du communisme et de l'Union soviétique tentent de faire croire que, désormais, le nom de Staline serait rayé de l'histoire de l'Union soviétique et du mouvement ouvrier international et que le rôle qu'il a joué serait complètement oublié.

Rien n'est plus faux. Ce qui est vrai, c'est que durant une période de l'activité de Staline, le principe de la direction collective n'a pas toujours été appliqué.

Il est vrai aussi que, dans ces conditions, des fautes ont été commises.

Mais il faut dire avec force que lorsque les ennemis du communisme et de l'Union soviétique demandent la réhabilitation de traîtres comme Trotski et Cie, qui furent frappés et qu'il fallait frapper sous peine de livrer le pays du socialisme à l'ennemi, ils essayent de semer le trouble et la confusion.

Le camarade Khrouchtchev a rappelé que l'unité du Parti a grandi et s'est fortifiée dans la lutte contre de nombreux ennemis :

« Les trotskistes, a-t-il dit, les boukhariniens, les nationalistes bourgeois et autres ennemis jurés du peuple, les champions de la restauration du capitalisme ont fait des efforts désespérés pour faire sauter de l'intérieur l'unité léniniste des rangs du Parti, mais tous se sont brisés contre cette unité. »

Personne ne peut oublier qu'à la direction du Parti et de l'Etat soviétique, Staline joua un rôle de premier plan dans cette défense nécessaire des conquêtes de la révolution d'Octobre 1917.

Personne ne peut non plus oublier le rôle joué par Staline dans la construction du socialisme en U.R.S.S. et dans la conduite de la guerre contre les hitlériens.

Personne ne peut oublier le rôle joué par Staline dans la formation et le développement des partis communistes.

Les mérites du camarade Staline sont inscrits dans l'histoire, ils font partie du patrimoine du mouvement ouvrier international.

Telle est la vérité, mais cela ne saurait en rien nous faire perdre de vue la nécessité de combattre le culte de la personnalité, ni entraver le développement de l'action indispensable pour assurer partout le fonctionnement de directions collectives.

Cela ne saurait non plus empêcher la juste critique de certaines thèses développées par Staline, comme l'a fait le XXe Congrès, dans le légitime souci d'éviter toute interprétation erronée de la doctrine marxiste-léniniste. (...)

2. **Résolution du Comité central (22 mars 1956)**

Le Comité central exprime son accord avec les critiques du XXe Congrès sur certaines thèses avancées par Staline ainsi que sur les méthodes de direction qui ont eu cours pendant toute une période.

Certains ouvrages de Staline contiennent plusieurs thèses erronées ou excessives, par exemple sur les manifestations de la crise générale du capitalisme, sur le

problème des échanges au stade actuel de développement de l'U.R.S.S., sur le développement de la lutte de classe après la construction victorieuse du socialisme. Ces thèses erronées ou excessives ont abouti à des conclusions politiques fausses.

La violation du principe léniniste de la direction collective par Staline et ses méthodes personnelles avaient affaibli la direction du Parti communiste de l'Union soviétique. Il en était résulté des conséquences nuisibles pour le Parti et pour le pays du socialisme. L'activité créatrice des communistes et des masses populaires était sous-estimée et diminuée. De graves atteintes avaient été portées à la démocratie du Parti et à la légalité soviétique elle-même.

Une telle situation ne pouvait que favoriser les défauts susceptibles de ralentir le puissant essor de l'U.R.S.S. dans tous les domaines.

La franche critique du XX[e] Congrès à ce sujet ne supprime nullement, mais situe à leur juste place, le rôle et les mérites de Staline, comme théoricien et comme dirigeant, dans la formation des partis communistes et ouvriers, dans la lutte idéologique et politique intransigeante contre tous les ennemis de la révolution d'Octobre (trotskistes, boukhariniens, nationalistes bourgeois), dans l'édification du socialisme, dans l'écrasement du fascisme allemand.

3. Maurice Thorez : « Quelques questions capitales posées au XX[e] Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. » (*l'Humanité*, 27 mars 1956).

Le Congrès a noté qu'il y avait eu, dans le passé, des infractions sérieuses aux règles léninistes de la vie du Parti. Il a accordé beaucoup d'attention au rétablissement et à l'affermissement du principe de la direction collective. Il a constaté que la théorie et la pratique du culte de la personnalité, étranger à l'esprit du marxisme-léninisme, avaient pris de l'extension dans la période antérieure au XIX[e] Congrès et avaient causé un grave préjudice, en gênant la critique à l'adresse des dirigeants et la démocratie intérieure du Parti, en favorisant parfois l'adoption de décisions erronées.

La faute du camarade Staline fut de méconnaître, dans la dernière période de son activité, certaines règles de vie et de direction du Parti qu'il avait lui-même enseignées aux communistes du monde entier, en particulier dans son ouvrage *les Questions du léninisme.*

A partir des jugements autocritiques émis au XX[e] Congrès, — signes évidents de la force tranquille d'un grand Parti, qui ne craint pas de reconnaître ses erreurs pour aller de l'avant, — les hommes de la réaction ont essayé d'échafauder toutes sortes de spéculations contre le mouvement communiste.

Comme si la ligne générale du Parti communiste de l'Union soviétique n'avait pas conduit ce Parti et ce pays de triomphe en triomphe sur la voie du bien-être, de l'essor culturel, de la grandeur nationale!

Comme si la critique nécessaire de certaines erreurs pouvait rien enlever aux mérites historiques de Staline! Staline a défendu et fait progresser l'héritage théorique et pratique de Lénine. Il a impulsé sur un sixième du globe la réalisation des plans quinquennaux et la construction du socialisme. Il a joué un rôle déterminant pour battre tous les groupes d'ennemis du Parti, trotskistes, droitiers, etc., qui auraient conduit la révolution d'Octobre à sa perte, et pour déjouer les complots de l'impérialisme international contre le pouvoir des Soviets, longtemps isolé dans le monde.

Le XX[e] Congrès a montré la fausseté de l'opinion de Staline d'après laquelle la

lutte de classe devait s'aggraver en Union soviétique au fur et à mesure des succès dans la construction du socialisme; en fait, les comploteurs impérialistes ne peuvent pas trouver de bases sociales larges où prendre appui, à l'intérieur d'un pays où les classes d'exploiteurs ont disparu. La thèse erronée a engendré de graves atteintes à la démocratie du Parti et à la légalité soviétique elle-même.

Les agents de la réaction se sont jetés sur la correction apportée à cette thèse de Staline. Mais croient-ils faire oublier, en agissant ainsi, que les choses iraient encore beaucoup mieux pour l'Union soviétique et les pays de démocratie populaire sans les tentatives scélérates de leurs maîtres pour troubler la construction de la vie nouvelle? C'est un fait que les impérialistes ont multiplié les bases d'opération pour encercler l'Union soviétique et les autres Etats du camp socialiste et préparer l'agression contre eux; c'est un fait que ces Etats sont exposés aux coups de l'extérieur, à la pression d'ennemis de classe qui cherchent à recruter jusque sur leur sol des éléments dégénérés pour en faire les instruments de leurs plans criminels.

Allons, messieurs les journalistes à la dévotion du Capital, au lieu de théoriser sur les conditions de la construction du socialisme dans un ou plusieurs pays et sur la non-intervention prétendue de vos patrons dans les affaires de ces pays, vous feriez mieux de vous expliquer sur les ballons munis d'appareils enregistreurs qu'ils lancent en si grand nombre, à des fins d'espionnage, au-dessus du territoire des Etats socialistes, et sur les agents qu'ils s'efforcent d'y faire pénétrer...

Si la presse de l'ennemi a nourri l'espoir de détourner l'attention, par ses criailleries, du grand appel à la paix, au progrès, au socialisme, qui a retenti, pour le monde entier, de la tribune du XX[e] Congrès, elle doit en faire son deuil.

Les communistes, pour leur part, se retrouvent sans surprise devant une manœuvre classique des trotskistes et autres agents de la réaction : partir d'une critique fondée qui est énoncée en fonction d'une ligne générale juste, pour essayer de remettre précisément toute cette ligne en question. Et, avec les communistes, tous les travailleurs, tous les hommes de progrès comprennent pourquoi la presse du Capital se déchaîne et enrage : elle se rend compte que le triomphe des règles léninistes de vie et de direction du Parti ne peut qu'avoir les répercussions les plus favorables sur tout le travail des membres du Parti et des grandes masses populaires de l'Union soviétique pour la construction de la société communiste. Et les ennemis du peuple savent, de surcroît, que l'attraction exercée sur les travailleurs des autres pays par le socialisme vainqueur en U.R.S.S. en sera d'autant plus formidable!

4. Maurice Thorez : intervention devant le Comité central du P.C.F., le 9 mai 1956 (extraits)

LE CULTE DE LA PERSONNALITÉ ET LES ERREURS DE STALINE

Les thèses contiennent un passage important sur la dénonciation du culte de la personnalité, à laquelle a procédé le XX[e] Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique.

Sans reprendre le rapport de Jacques Duclos devant le dernier Comité central, on peut dire ce que fut précisément la grande faute de Staline : c'est lui qui nous avait enseigné la nécessité de la critique et de l'autocritique, lui qui avait insisté

sur la nécessité de la critique d'en bas et sur la perte des militants qui commencent à se croire infaillibles parce qu'ils n'acceptent pas la critique de base; et pourtant, par le culte de la personnalité, il s'est laissé conduire à l'absence de critique et d'autocritique véritables. Il a été conduit à la suffisance et à la présomption.

Le culte de la personnalité l'a amené à oublier le rôle créateur des masses et à minimiser le rôle du Parti, par conséquent de tout le peuple, notamment dans la guerre contre l'Allemagne hitlérienne.

De là sont venues les erreurs théoriques qui n'ont pas été corrigées, qui ont même été propagées, aggravées, puisque le dogmatisme s'était répandu, puisqu'on se contentait de répéter Staline. Plus de pensée vivante, plus d'analyse profonde, la crainte de heurter.

Et tout cela n'est pas simple, pas rectiligne. Au même moment Staline lui-même nous donnait un ouvrage sur la linguistique qui reste une base très utile, nécessaire, d'explication de notre théorie, du matérialisme dialectique et de son application à un domaine particulier. Il ne tenait plus compte en d'autres domaines de ses propos sur la science qui ne peut reconnaître aucun fétiche.

Avec la violation de la direction collective, avec la gêne, l'étouffement de la démocratie intérieure, sont venues peu à peu les atteintes à la légalité soviétique, à la légalité du Parti, la répression injustifiée envers des militants du Parti.

Il serait enfantin de dire que les erreurs judiciaires, par exemple, étaient simplement la volonté d'un homme, ou de quelques hommes. Les choses sont beaucoup plus compliquées. On ne peut oublier la façon dont s'était créée toute une atmosphère, y compris avec l'intervention ou la pression extérieure; il y avait alors certaines données objectives dont on ne peut faire complètement litière en pensant à ces questions maintenant, en 1956.

Quelles qu'aient été les fautes et les erreurs, la ligne générale était juste. Elle a été vérifiée par les faits.

Regardons l'histoire de notre propre Parti : quand il passe des 30 000 adhérents de 1934 à 430 000 membres, avec l'influence qu'il a, l'autorité qu'il a, ce n'est pas parce qu'il a escroqué la confiance des travailleurs, mais parce qu'il a posé et résolu les problèmes dans l'intérêt des travailleurs.

C'est encore bien plus vrai pour le Parti communiste de l'Union soviétique : la ligne était juste. Les erreurs qui se sont accumulées peu à peu auraient pu, si elles avaient persisté, conduire à de grandes catastrophes. Il faut comprendre comment les camarades y ont été entraînés.

Ils ne manquent pas d'aplomb, les censeurs d'ici, quand ils palabrent sur des fautes de Staline pendant la guerre. Ce sont vraiment les derniers à pouvoir parler de ce sujet. Ils peuvent regarder leur propre bilan de 1940, ce sont des hommes faillis.

Il est vrai aussi que la présence de Staline pesait sur certains camarades. Il faut s'en rendre compte. Si l'on parle d'un culte de la personnalité, il faut aller jusqu'au bout, songer aux réalités psychologiques elles-mêmes : les hommes de là-bas sont aussi des hommes de chair.

Après la libération des médecins, on a commencé à examiner les autres questions. On a abouti à Béria, et on a vu tout le mal qui avait été semé dans le Parti. On a été amené à réfléchir, à revoir les rapports avec la Yougoslavie.

L'essentiel est que la correction des erreurs ait été effectuée, avec le plus profond esprit politique, à la face du pays soviétique et à la face du monde entier.

Il ne s'agit pas de phrases, mais d'actes : c'est dans les actes que se montre la correction des erreurs.

5. Déclaration du Bureau politique du P.C.F. (18 juin 1956) (extraits)

Les explications données jusqu'à présent sur les fautes de Staline, leur origine, les conditions dans lesquelles elles se sont produites, ne sont pas satisfaisantes. Une analyse marxiste approfondie est indispensable pour déterminer l'ensemble des circonstances dans lesquelles le pouvoir personnel de Staline a pu s'exercer.

Il était erroné, du vivant de Staline, de lui adresser des éloges dithyrambiques et de lui attribuer le mérite exclusif de tous les succès remportés en Union soviétique grâce à une ligne générale juste au service de la construction du socialisme. Cette attitude contribuait à développer le culte de la personnalité et à influencer dans un mauvais sens le mouvement ouvrier international. Aujourd'hui, il n'est pas juste d'attribuer à Staline seul tout ce qu'il y a eu de négatif dans l'activité du Parti communiste de l'Union soviétique.

Staline a joué un rôle positif durant toute une période historique. Avec les autres dirigeants du Parti, il a pris une part active à la révolution socialiste d'Octobre, puis à la lutte victorieuse contre l'intervention étrangère et la contre-révolution. Après la mort de Lénine, il a combattu les adversaires du marxisme-léninisme et lutté pour l'application du plan léniniste d'édification du socialisme. Il a contribué dans une grande mesure à la formation de tous les Partis communistes.

Staline s'est acquis un prestige mérité qu'il a laissé se transformer en culte de sa personne. Le développement de ce culte a été facilité par la situation de l'Union soviétique, longtemps seule exposée aux entreprises d'un monde d'ennemis, ce qui exigeait une tension extrême des forces du peuple, une discipline de fer et la centralisation rigoureuse du pouvoir de l'Etat prolétarien. Ces circonstances aident à comprendre les difficultés énormes auxquelles l'Union soviétique a dû faire face, sans justifier toutefois les agissements de Staline. Il s'est livré à de nombreuses violations de la légalité soviétique; il s'est engagé dans une répression arbitraire contre des militants communistes; il a transgressé les principes du Parti et, utilisant des méthodes condamnables, il a causé de graves dommages à l'Union soviétique et au mouvement communiste international.

6. Déclaration du Comité central du P.C.F. (6 juillet 1956)

En rappelant les conditions historiques objectives et concrètes dans lesquelles la construction du socialisme s'est effectuée en U.R.S.S. ainsi que certains traits personnels de Staline, la résolution donne une analyse approfondie et pleinement satisfaisante de l'ensemble des circonstances dans lesquelles le culte de la personnalité de Staline a pu se développer.

La résolution montre très justement que le culte de la personnalité a porté un préjudice certain à la société soviétique et à la cause du Parti communiste, mais que ce serait une erreur de rechercher la source de ce culte dans la nature du régime social soviétique.

Du fait qu'en U.R.S.S. les moyens de production et le pouvoir politique sont aux mains de la classe ouvrière alliée à la paysannerie laborieuse, le régime social et politique soviétique, à la différence des démocraties bourgeoises, est un régime

véritablement démocratique et populaire parce qu'il reflète effectivement la volonté et les intérêts fondamentaux du peuple, les intérêts des travailleurs.

Les erreurs et les fautes liées au culte de la personnalité ont pu freiner, surtout dans les dernières années de la vie de Staline, le développement du régime socialiste, mais elles ne l'ont pas détourné de sa marche vers le communisme.

7. Thèse 40 adoptée par le XIVe Congrès du P.C.F. (juillet 1956)

L'événement le plus important du mouvement ouvrier international dans la dernière période a été la réunion du XXe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. Le XXe Congrès a établi le bilan impressionnant de la construction du socialisme en U.R.S.S. et éclairé les perspectives exaltantes désormais ouvertes pour le peuple soviétique et pour les travailleurs de tous les pays. Le XXe Congrès a aussi procédé à une condamnation vigoureuse du culte de la personnalité, étranger au marxisme-léninisme, et des fautes graves de Staline.

Le Comité central de notre Parti, dès le début, a donné une appréciation positive et juste des travaux du XXe Congrès. Il a accordé à la condamnation du culte de la personnalité et des fautes de Staline toute l'importance nécessaire, sans oublier pour autant ce qui est l'essentiel : le bilan des succès du socialisme dans le monde et l'étude des moyens d'action propres à accélérer sa marche victorieuse.

Le Comité central et tout le Parti sont demeurés fidèles au drapeau de Lénine. Ils ont fait échouer les calculs de la réaction pour déconsidérer en France les grandes idées du marxisme-léninisme, ébranler la confiance des travailleurs de notre pays dans le premier Etat socialiste du monde, jeter la dissension dans les rangs du mouvement communiste et ouvrier international.

Les travailleurs de France savent qu'en Union soviétique la lutte résolue contre le culte de la personnalité et ses conséquences a permis de développer davantage l'initiative de tous les communistes, de respecter plus exactement les règles léninistes de la vie du Parti, de corriger les défauts dans le développement de l'économie et de la culture, d'étendre encore la démocratie prolétarienne et l'activité des masses.

L'autocritique ouverte et courageuse pratiquée dans cette question a montré avec éclat, une fois de plus, la force du Parti communiste et du régime socialiste de l'Union soviétique.

A juste titre, le Comité central de notre Parti a approuvé chaleureusement la résolution adoptée le 30 juin par le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique qui donne l'analyse marxiste approfondie des conditions historiques, exceptionnelles et révolues, dans lesquelles le culte de la personnalité de Staline avait pu se produire en dépit de la nature profondément démocratique de l'Etat socialiste. La rencontre qui a eu lieu à Moscou entre la délégation du Parti communiste français et les dirigeants du Parti communiste de l'Union soviétique a témoigné de la solidarité et de l'unité étroites des deux partis.

II. LES ÉLECTIONS DU 2 JANVIER 1956

	Nombre	% des inscrits	% des suffrages exprimés	Nombre de députés
Inscrits	26 770 895			
Suffrages exprimés	21 313 441	79,6 (+ 2,6)		
Abstentions	5 457 454	17,3		
P.C.F.	5 454 589 (+ 544 042)	20,4 (+ 0,3)	25,4 (— 0,3)	146 (+ 51)
S.F.I.O.	3 180 656 (+ 435 814)	11,9 (+ 0,7)	14,8 (+ 0,4)	89 (— 6)
Radicaux et divers	2 876 398 (+ 765 406)	10,7 (+ 2,1)	13,4 (+ 2,3)	70 (— 7)
M.R.P.	2 374 221 (+ 4 443)	8,9 (— 0,8)	11 (— 1,3)	71 (— 13)
Gaullistes	948 854 (— 3 176 638)	3,5 (— 13,3)	4,4 (— 17,1)	17 (— 89)
Poujadistes	2 451 555	9,2	11,4	51
Indépendants	3 451 664	13,9 (+ 3,4)	16,2 (+ 2,7)	100 (+ 13)

(Source : *Année Politique*, 1956.)

III. L'ÉLECTORAT EN 1956

	P.C.F. %	S.F.I.O. %	Radicaux R.G.R. %	M.R.P. %	Indépendants %	Electorat global %
Sexe :						
Hommes	49	65	58	38	49	47,2
Femmes	51	35	42	62	51	52,8
	100	100	100	100	100	100
Age :						
21-29	17	8	10	9	6	19,0
30-44	21	29	21	30	26	27,5
45-54	26	24	21	24	25	19,6
55-64	22	20	26	19	16	16,6
65 et plus	14	19	22	18	27	17,3
	100	100	100	100	100	100

(suite du tableau de la page 442)	P.C.F. %	S.F.I.O. %	Radicaux R.G.R. %	M.R.P. %	Indépendants %	Electorat global %
Communes :						
Moins de 2 000 habitants	51	26	34	32	40	37,4
2 000-4 999	8	14	19	19	15	12,8
5 000-19 999	22	26	13	16	15	16,4
20 000-99 999	17	15	20	24	12	16,4
100 000 et plus	2	19	14	9	18	17,0
	100	100	100	100	100	100
Education :						
Sans	0	0	0	0	0	
Primaire	86	78	68	70	70	79
Primaire supérieur .	7	14	19	18	13	
Secondaire	5	3	6	4	4	16
Baccalauréat	2	3	1	4	6	
Enseignement supérieur	0	2	6	4	7	5
	100	100	100	100	100	100
Professions :						
Exploitants agricoles*	0	4	7	6	19	22,5
Ouvriers agricoles ..	5	4	1	1	3	
Fonctionnaires et Professions libérales .	3	3	8	6	13	13,7
Artisans	7	7	13	10	18	
Cadres et Employés	17	23	23	20	11	13,4
Ouvriers	49	39	28	31	16	35,2
Retraités	19	20	20	26	20	15,2
	100	100	100	100	100	100

Source : *Sondages*, n° 4, 1960, p. 18.

* Selon la revue *Sondages*, n° 3, 1952, sur 100 électeurs communistes, 5 étaient cultivateurs exploitants et 8 ouvriers agricoles.

En 1956, on considère que 17,5 % des électeurs paysans votaient communiste (voir *Les paysans et la politique dans la France contemporaine*, sous la direction de J. Fauvet et H. Mendras, *Cahiers de la F.N.S.P.*, n° 94, 1958).

9

P.C.F., pouvoir gaulliste, union 1958-1964

Roger Bourderon

CHRONOLOGIE
1958-1964

1958

13 mai : Investiture de Pfimlin et coup de force d'Alger. Des « Comités de salut public » sont fondés par les ultras de l'Algérie française.
19 mai : Conférence de presse de De Gaulle, énonçant les conditions de son éventuelle accession au pouvoir pour résoudre la crise.
24 mai : La Corse entre les mains d'un « Comité de salut public ». Des parachutistes y arrivent d'Alger.
19-30 mai : Grèves et manifestations, notamment le 28 à Paris, contre le coup de force et contre le retour de De Gaulle.
1er juin : Investiture de De Gaulle et vote des pleins pouvoirs; gouvernement incluant Guy Mollet (S.F.I.O.), Pinay (Indépendants), Pfimlin (M.R.P.).
17 juillet : Conférence nationale de Montreuil du P.C.F.
juin-août : Tournée de De Gaulle en Algérie, puis en Afrique noire. Lancement de la « Communauté », destinée à remplacer l'Union française en Afrique noire et à Madagascar.
11-14 septembre : Le Congrès S.F.I.O. se prononce pour voter « oui » au référendum constitutionnel. Scission du P.S.A. (parti socialiste autonome).
19 septembre : Constitution du G.P.R.A. (gouvernement provisoire de la République algérienne).
28 septembre : Référendum constitutionnel.
1er octobre : Création de l'U.N.R. (Union pour la nouvelle république).
3-4 octobre : Réunion du Comité central du P.C.F. : analyse des résultats du référendum et examen des perspectives.
23 octobre : Election du pape Jean XXIII.
automne : Rapprochement de Gaulle-Adenauer; début de l'échange des visites. Premières demandes de restructuration de l'O.T.A.N.
23 novembre : Elections législatives (scrutin majoritaire à deux tours).
30 novembre : 2e tour des élections législatives.
9 décembre : Réunion de la nouvelle Assemblée. J. Chaban-Delmas en est élu président.
21 décembre : De Gaulle est élu président de la République.

1959

janvier : Début de la révolution cubaine.
9 janvier : Gouvernement Debré. La S.F.I.O. quitte le gouvernement.
janvier : Mise en application du plan d'austérité (notamment mesures contre la Sécurité sociale) et des orientations économiques prévues dès décembre (plan Rueff-Pinay). Mise en route de nombreuses réformes.
février : Occupation par les travailleurs de Fives-Lille-Cail pour protester contre 870 licenciements.
7 mars : De Gaulle annonce à l'O.T.A.N. le retrait de la Flotte de Méditerranée.
8-15 mars : Elections municipales. Remontée du P.C.F.
printemps : Luttes revendicatives, notamment pour la Sécurité sociale (en juin, abandon de la franchise de 3 000 francs par le gouvernement).
21 juin : Manifestations contre les projets scolaires à l'appel du C.N.A.L.

24-28 juin : XV[e] Congrès du P.C.F. à Ivry : « restaurer et rénover la démocratie ».
septembre : Voyage de Khrouchtchev aux Etats-Unis. Envoi de Lunik II sur la Lune.
16 septembre : Discours de De Gaulle sur l'autodétermination.
26 octobre : Article de M. Thorez dans *l'Humanité* sur l'autodétermination.
3 novembre : Discours de De Gaulle à l'Ecole militaire contre l'intégration atlantique.
1[er]-2 décembre : Adenauer à Paris.
2 décembre : Grève des fonctionnaires très fortement suivie.
23-24 décembre : Discussion et vote de la loi scolaire Debré. Démission d'A. Boulloche, ministre de l'Education nationale.
fin 1959-début 1960 : Manifestations paysannes, barrages de routes contre la politique agricole.

1960

1[er] janvier : Entrée en vigueur du « nouveau franc ».
13 janvier : Départ de Pinay du gouvernement. Baumgartner ministre des Finances.
24 janvier : Emeutes ultra à Alger (journée des barricades).
1[er] février : Grève générale d'une heure à l'appel de tous les syndicats. Reddition des insurgés d'Alger.
13 février : Explosion de la première bombe atomique française dans le Sahara.
24 février : Découverte du « réseau Jeanson » d'aide directe au F.L.N.
3-7 mars : « Tournée des popotes » de De Gaulle en Algérie.
23-mars-3 avril : Visite de Khrouchtchev en France.
hiver-printemps : Manifestations et pétitions du C.N.A.L. contre la loi Debré. Nouvelles manifestations paysannes.
avril-juillet : Grèves dans la métallurgie, les transports, de nombreux services publics.
3 avril : Création du P.S.U. (Parti socialiste unifié).
11-13 avril : Le Congrès de l'U.N.E.F. se prononce pour les négociations en Algérie.
15-18 mai : Echec de la conférence au sommet prévue à Paris, après l'affaire de l'avion espion U2.
19 mai : Loi d'orientation agricole (modifier les structures, moderniser : vers l'accélération des difficultés des petites exploitations).
21 mai : Grève de 24 heures des cheminots.
9 juin : Rencontre de l'U.N.E.F. et de l'Union générale des étudiants musulmans d'Algérie (U.G.E.M.A.).
25-29 juin : 1[res] négociations à Melun avec des envoyés du G.P.R.A.
30 juin-1[er] juillet : Congrès de la S.F.I.O., qui lance l'idée d'une « table ronde » pour la paix en Algérie, développée ensuite par la F.E.N. et le S.N.I.
21 juillet : Publication du plan Rueff-Armand.
courant 1960 : Madagascar et l'ancienne Afrique noire française forment 13 Etats indépendants.
6 septembre : Manifeste des 121.
septembre : Préparation d'initiatives multiples pour la paix en Algérie; mais : paix négociée avec le G.P.R.A. ou « table ronde »?

Début du procès du réseau Jeanson.
Khrouchtchev à l'O.N.U.
27 octobre : Manifestations et débrayages pour la paix en Algérie.

octobre-décembre : débat sur la force de frappe; motion de censure rejetée au Parlement.
3 novembre : Ouverture du « procès des barricades ».
16 novembre : Annonce du référendum sur l'autodétermination.
novembre : Conférence des 81 partis communistes à Moscou.
Kennedy président des Etats-Unis.
décembre : Manifestations de masse en faveur du F.L.N. à Alger.

1961

8 janvier : Référendum sur l'autodétermination.
13-15 janvier : Réunion du Comité central du P.C.F. à Ivry (affaire Servin-Casanova).
17 février : Rencontre à Genève entre représentants des syndicats algériens et de syndicats français (C.G.T., C.F.T.C., F.O., F.E.N., U.N.E.F.).
2 mars : Fin du procès des barricades (13 acquittements, 6 condamnations par contumace). Grève des cheminots.
6 mars : Debré demande au C.N.P.F. de ne pas augmenter les salaires au-delà de la hausse de la productivité.
mars : Actives revendications dans le secteur public.
7-10 avril : Premiers tracts de l'O.A.S., qui revendique des attentats en Algérie et en France.
12 avril : 1er vol humain dans l'espace (Gagarine).
17 avril : Tentative de débarquement contre-révolutionnaire à Cuba (affaire de la baie des Cochons).
19 avril : Grève des fonctionnaires.
22 avril : Putsch des généraux à Alger. Proclamation de l'état d'urgence en France. Allocution de De Gaulle.
23 avril : Application de l'article 16 de la Constitution, qui donne les pleins pouvoirs au Chef de l'Etat et qui sera en vigueur jusqu'au 30 septembre.
24 avril : Grève générale de 1 heure à l'appel de tous les syndicats et partis de gauche.
25 avril : Fin de la rébellion.
28 avril : Création du Haut tribunal militaire pour juger les responsables de la rébellion.
11-14 mai : XVIe Congrès du P.C.F. à Saint-Denis.
12-15 mai : Attentats O.A.S. en France et en Algérie.
15 mai : Encyclique *Mater et Magistra.*
20 mai-13 juin : Premières négociations avec le G.P.R.A. à Evian. Echec (problème saharien).
29-31 mai : Procès des généraux Challe et Zeller (15 ans de réclusion chacun).
31 mai-2 juin : Visite de Kennedy en France.
printemps-été : Nouvelles manifestations paysannes (le 8 juin, occupation de la sous-préfecture de Morlaix).
1er-5 juillet : Grandes grèves et manifestations en Algérie à l'appel du F.L.N.
13-14 juillet : Vague d'attentats O.A.S.

18-22 juillet : Affaire de Bizerte, dont la Tunisie demande l'évacuation
20-28 juillet : Nouvelles négociations avec le G.P.R.A. et échec.
août-septembre : Des dizaines d'attentats O.A.S. en France En Algérie. 1 072 plasticages O.A.S. dénombrés du 26 avril au 18 août
8 septembre : Attentat de Pont-sur Seine contre de Gaulle.
29 septembre : Accord franco-tunisien sur l'évacuation de Bizerte.
17-20 octobre : Manifestations de masse des Algériens à Paris. 12 000 arrestations Nombreux morts et blessés.
17-31 octobre : XXIIe Congrès du P.C.U.S.
1er novembre : Manifestation en Algérie à l'appel du F.N.L.
23 novembre : 13 plasticages à Paris.
1er décembre : Débrayages dans le secteur public.
6 décembre : Manifestations contre l'O.A.S. à l'appel du P.C.F. et de la C.G.T.
19 décembre : Après de nouveaux attentats, manifestation anti-O.A.S. à l'appel des syndicats. Elle est interdite.
décembre : Début de la grève des mineurs de Decazeville.

1962

janvier : Nombreux attentats O.A.S. (18 à Paris, dans la seule journée du 17, 13 le 24).
14 janvier : Appel de 100 résistants, des communistes aux gaullistes, pour lutter contre les factieux.
16 janvier : « Dîner de l'Alma » — de la S.F.I.O. à Pinay.
7 février : 10 attentats O.A.S. à Paris.
8 février : Manifestation contre l'O.A.S. et pour la paix en Algérie. 8 morts au métro Charonne.
11-18 février : Pourparlers avec le F.L.N. aux Rousses.
13 février : Manifestation pour l'enterrement des morts de Charonne.
7-18 mars : Négociations et accords d'Evian : fin de la guerre d'Algérie.
10 mars : Attentat O.A.S. à Issy-les-Moulineaux. Grève d'une demi-heure le 12 à l'appel des syndicats.
18 mars : Cessez-le-feu en Algérie.
avril-juin : Nombreuses luttes revendicatives, en particulier dans le secteur public, dans la métallurgie et dans la sidérurgie.
avril-juin : Déchaînement du terrorisme O.A.S. en Algérie.
8 avril : Référendum sur les accords d'Evian en France.
14 avril : Gouvernement Pompidou (en remplacement de Debré).
25 avril : Grève de 24 h à la S.N.C.F.
15 mai : Conférence de presse de De Gaulle sur l'Europe : refus de l'intégration européenne. Démission des ministres M.R.P.
23 mai : Condamnation du général Salan à la détention perpétuelle.
mai : Début de l'exode des Français d'Algérie.
31 mai-1er juin : Réunion du Comité central du P.C.F. à Bezons : nécessité de l'union sur un programme commun.
14 juin : Assemblée des philosophes communistes.
21 juin : Approbation du 4e plan par l'Assemblée.
1er juillet : Référendum d'autodétermination en Algérie (91, 23 % des inscrits pour l'indépendance, proclamée le 3).
22 août : Attentat du Petit-Clamart contre de Gaulle.

12 septembre : Annonce du référendum constitutionnel sur l'élection du président de la République au suffrage universel.

septembre : Prises de position du P.C.F., de la S.F.I.O., du P.S.U., du Parti radical, de personnalités, pour le non.

28 septembre : Déclaration du Bureau politique du P.C.F. : « Marchons côte à côte pour frapper ensemble. »

4-5 octobre : Censure du gouvernement Pompidou à la suite du débat constitutionnel à l'Assemblée nationale.

5 octobre : Réunion du Comité central du P.C.F. à Ivry : le développement des luttes unitaires et les rapports avec les socialistes.

octobre : Multiplication des appels à voter non au référendum.

10 octobre : Dissolution de l'Assemblée nationale.

22-28 octobre : 2e crise cubaine. Garantie américaine de non-ingérence et retrait des fusées soviétiques.

28 octobre : Référendum constitutionnel.

18-25 novembre : Elections législatives.

27 novembre : Pompidou nommé à nouveau Premier ministre.

28 novembre : Accord franco-britannique pour la construction de l'avion supersonique Concorde.

13-14 décembre : Réunion du C.C. du P.C.F. à Malakoff.

19 décembre : Création de la Cour de sûreté de l'Etat.

29 décembre : Accord chez Renault sur la 4e semaine de congés payés.

1963

14 janvier : Conférence de presse de De Gaulle : rapports de la Communauté atlantique et des Etats-Unis.

21-22 janvier : Signature du traité de coopération franco-allemand.

28 janvier : Ouverture du procès des conjurés du Petit-Clamart (6 condamnations à mort le 4 mars).

29 janvier : Suspension *sine die* des négociations pour l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun.

1er mars-4 avril : Grève des mineurs. Echec de l'ordre de réquisition du 3 mars.

mars : Grèves à Lacq et dans les mines de fer.

10 mars : Fonds national de solidarité avec les mineurs, créé par la C.G.T., la F.E.N., l'U.N.E.F.

11 avril : Encyclique *Pacem in terris*.

23-26 mai : Congrès M.R.P., dont Lecanuet devient le président.

30 mai-2 juin : Congrès S.F.I.O. : stratégie de 3e force et unité d'action « défensive » possible avec le P.C.F.

mai-juin : Grèves à la R.A.T.P.

3 juin : Mort de Jean XXIII (élection de Paul VI le 21 juin).

9 juin : Election partielle de l'Hérault : réélection du communiste Balmigère, candidat unique de la gauche dès le 1er tour.

juillet : Refus de la France d'adhérer à l'accord U.R.S.S.-U.S.A.-Grande-Bretagne sur l'interdiction des essais nucléaires dans l'atmosphère.
Loi sur les préavis de grève dans les services publics.
Manifestations paysannes avec l'effondrement des prix des fruits et légumes.

12 septembre : Lancement du plan de stabilisation. Objectif annoncé : freiner l'« emballement » dû à l'expansion économique. Mesures d'austérité.

10 octobre : Candidature de M. X... (Defferre) pour les élections présidentielles, lancée par *l'Express.*

6 novembre : Grève dans les services publics.

27 novembre : Manifestations du Comité national contre la force de frappe (auquel participent notamment le P.C.F., le P.S., le Parti radical).

10 décembre : Création du Fonds national pour l'emploi.

décembre : Négociations sur le Marché commun agricole.

18 décembre : Defferre : candidature pour les présidentielles enregistrée par le Conseil national de la S.F.I.O.

24 décembre : Le P.C.F. : non à un candidat non communiste s'il n'y a pas de négociations sur un programme commun.

1964

12 janvier : Déclaration de Defferre : refus de toute négociation avec le P.C.F.

27 janvier : Reconnaissance de la Chine par le gouvernement français.

31 janvier : Conférence de presse de De Gaulle : pour la neutralisation du Sud-Est asiatique.

janvier : Licenciements dans les chantiers navals de Loire-Atlantique : grève et occupation d'usines.

début 1964 : Débat idéologique P.C.-S.F.I.O. dans la presse.

1er-2 février : Congrès extraordinaire de la S.F.I.O. : acceptation de la candidature Defferre.

6 février : Rapport Toutée sur les procédures de discussions salariales dans le secteur public.

9-10 février : Première rencontre de la « famille socialiste » (S.F.I.O., U.D.S.R., Clubs, P.S.U.)

18 février : Grève dans le secteur public.

20 février : Fin de la mise en place de la réforme administrative (21 préfectures de régions).

8-15 mars : Elections cantonales.

18-24 mars : Grèves dans le secteur public.

14-17 mai : XVIIe Congrès du P.C.F. à Paris : Waldeck Rochet, secrétaire général.

15 juin : Fin de l'évacuation de l'Algérie et du Sahara par les troupes françaises.

11 juillet : Mort de M. Thorez.

P.C.F., pouvoir gaulliste, union 1958-1964 *

Remarque préliminaire

D'un premier travail de défrichage, d'une recherche tout juste entamée, et qui n'a encore donné lieu qu'à des échanges de vue limités dans la commission 1947-1968 de l'I.R.M., il ne peut sortir que le premier constat d'un certain nombre d'événements et d'évolutions, et qu'une première approche problématique : en m'efforçant au maximum de rigueur, j'observerai donc la plus grande prudence dans les interprétations.

Il ne saurait être question non plus d'aborder tous les aspects de la politique du P.C.F. dans les années de naissance et de mise en place de la Cinquième République : s'inscrivant dans une perspective d'examen de la stratégie du P.C.F., ce travail est axé sur l'analyse du gaullisme, les rapports du Parti et des masses et les problèmes de l'unité, le dégagement des perspectives.

La mise en place du nouveau régime

Le 13 mai 1958, alors que le M.R.P. Pflimlin sollicite l'investiture, au terme d'une crise ministérielle qui dure depuis le

* Voir les notes du texte de R. Bourderon en p. 620.

15 avril, un coup de force éclate à Alger, sous l'impulsion des ultras de l'Algérie française, et avec la complicité, au moins passive, mais souvent active (comme celle des unités de parachutistes) des cadres supérieurs de l'Armée. Ce coup de force est inséparable des intrigues antérieures, qui tournent au complot, des milieux gaullistes préparant le retour au pouvoir du général de Gaulle. L'investiture de Pflimlin, l'élargissement de son gouvernement à Pinay et à la S.F.I.O., n'empêchent pas le développement de la vaste opération visant à remettre en selle de Gaulle, et entamée bien avant le coup du 13 mai, qui joua surtout, sur ce plan, le rôle de détonateur. Dans la série d'événements qui conduisent à l'investiture du général le 1er juin — à la tête d'un gouvernement qui, lui aussi, va de la S.F.I.O. à Pinay — le Parti socialiste — et son secrétaire général Guy Mollet — ont joué un rôle extrêmement important, sinon décisif, en se ralliant à la solution gaulliste. Mais il faut aussi mesurer pourquoi ce retour de l'ancien Chef de la France libre, en dépit de manifestations importantes pour « défendre la République » (en particulier le cortège du 28 mai à Paris), est accepté sans remous profonds par la grande majorité des Français, qui approuvent massivement la nouvelle Constitution : les résultats du référendum constitutionnel du 28 septembre font apparaître une participation massive (il n'y a que 15,06 % d'abstentions), 79,2 % de oui, seulement 20,7 % de non [1].

Le rétablissement du scrutin uninominal majoritaire permet d'envoyer à l'Assemblée nationale une véritable « chambre introuvable », en amplifiant considérablement le succès de la formation gaulliste — l'Union pour la nouvelle république (U.N.R.) — aux élections législatives de novembre : avec 19,2 % des suffrages exprimés, le P.C.F. n'a que 10 députés élus, et ne peut constituer un groupe parlementaire. Mais l'U.N.R., qui représente 17,60 % des exprimés au premier tour, dispose de 206 sièges.

La mise en place du nouveau régime est rapide : de Gaulle élu président de la République en décembre, le premier gouvernement de la Cinquième République — dont le Premier ministre est Michel Debré — est formé le 8 janvier 1959. Le cadre institutionnel marque un changement important dans la vie politique française : c'est le passage d'un régime parlementaire, dans lequel l'Assemblée nationale détient des pouvoirs étendus, à un régime de caractère présidentiel dans lequel les assemblées élues sont corsetées dans d'étroites limites d'intervention. Mais les débuts de la Cinquième République sont également marqués :

- par l'intervention accrue de l'Etat dans la vie économique et sociale, pour lui imprimer un nouveau cours : dès la fin de 1958, les mesures Pinay-Rueff[2] procèdent à une dévaluation, à des mesures massives de libération des échanges, à d'importantes hausses d'impôts, à des décisions contre la Sécurité sociale, à la suppression des indexations automatiques des prix agricoles, à des atteintes aux retraites des anciens combattants;
- par le lancement de projets de réforme devant transformer dans un sens autoritaire et centralisateur certains secteurs du domaine public, en particulier l'administration et la justice;
- par la relance de projets d'association capital-travail (en particulier sous la forme de l' « intéressement » des travailleurs à l'entreprise);
- par un certain recentrage de la politique extérieure visant à donner à l'Etat français une place égale à celle des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne au sein de l'alliance atlantique, et axé sur la recherche d'une alliance privilégiée avec l'Allemagne fédérale, tandis que sont poussés les préparatifs de fabrication d'une bombe atomique française (la première explose en février 1960) en vue de la constitution d'une force de frappe nucléaire;
- par l'acceptation d'un processus de décolonisation pour l'Afrique noire française et pour Madagascar, tout en essayant de conserver dans ces pays le maximum de positions impérialistes;
- par l'intervention d'un nouveau parti politique — l'U.N.R. — destiné à maintenir — à développer — une large base de masse à la cinquième République.

Bref, on assiste à une vaste entreprise de mutations des conditions d'exercice de la vie politique, économique, sociale française, mutations à relier aux transformations importantes qu'a connues le capitalisme français depuis la fin de la reconstruction, avec le début des années 1950, et au processus général de mise en place du capitalisme monopoliste d'Etat (C.M.E.) en France.

Ce rappel trop concis est cependant indispensable : car, si toute la première phase de la Cinquième République est dominée, sur le plan politique, par la poursuite de la guerre d'Algérie, l'essentiel est en fait ailleurs, dans une adaptation structurelle profonde aux nécessités du grand capital contemporain.

LE P.C.F. ET L'ÉTABLISSEMENT DE LA Ve RÉPUBLIQUE

Grâce à son attitude et à ses prises de position de principe, qui ancrent sa pratique politique dans la réalité de la lutte des classes, le P.C.F. établit d'emblée le lien entre la venue de De Gaulle au pouvoir et la grande bourgeoisie [3]. Elément essentiel : sur lui repose toute clarification ultérieure, la lutte contre les illusions engendrées et entretenues dans tout l'éventail politique non communiste par l'homme du 18 juin, l'affinement, voire les modifications, des analyses. Mais, dans cette première période, en l'absence d'une conception stratégique d'ensemble, et faute d'un outillage théorique et d'analyse lui permettant de saisir la situation française dans sa réalité concrète, les mutations de la société, l'état du rapport des forces, le P.C.F. est assez mal préparé à saisir la place exacte du retour de De Gaulle dans l'évolution de la formation sociale française. De ce fait, ses premières analyses du gaullisme sont essentiellement fondées, et sur les références aux principes généraux de la lutte des classes — axe, répétons-le, décisif au demeurant — et sur des références historiques conduisant à des comparaisons avec des situations antérieures qui gomment passablement la spécificité de la situation présente : l'analyse de classe repose en grande partie sur l'analogie avec les années 1930. « Aujourd'hui comme il y a vingt ans, les communistes considèrent le fascisme comme une régression par rapport à la démocratie bourgeoise. Ils considèrent la dictature militaire et fasciste des gaullistes comme la domination des ultra-colonialistes et du capital financier qui rendrait encore plus dure la lutte du prolétariat pour sa libération sociale [4]. » Analyse en partie fondée par la conjonction, dans la marche au pouvoir, des pires ultras d'Alger et des agents gaullistes, comme par les appréciations faites jadis sur le R.P.F. [5]. Elle conduit explicitement à cette idée que le gaullisme ne peut mener qu'à une fascisation de plus en plus poussée : « la seule perspective vraisemblable, c'est que la dictature de De Gaulle s'orientera toujours davantage vers le fascisme tel que le définissait déjà Dimitrov : la dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier [6] ».

Parallèlement, les origines du changement de régime sont recherchées essentiellement dans la volonté des classes dirgeantes de supprimer la pression populaire en éliminant le contrôle

parlementaire. Thèse longuement développée dans les *Cahiers du communisme*[7] : « En régime parlementaire, la pression populaire se fraie un chemin et obtient des résultats, alors même qu'elle est retardée et déformée par des pratiques antidémocratiques. Surtout dans la mesure où le Parti de la classe ouvrière est un facteur politique important tant dans le pays que dans l'Assemblée élue, comme c'est le cas en France. Le régime de pouvoir personnel, qu'il soit de type bonapartiste[8] ou hitlérien, est justement la négation de tout contrôle quel qu'il soit. C'est le retour, sous prétexte d'autorité et de stabilité du pouvoir exécutif, au régime du « bon plaisir » des souverains absolus. » Dans ce premier temps, l'appel à la lutte passe également par l'histoire récente : celle du Front populaire et de la lutte antifasciste de l'entre-deux-guerres, ce qui conduit à lancer le mot d'ordre de comités de défense de la République, en mettant en garde contre les « erreurs de l'ancien Front populaire » : les comités doivent être des « organismes vivants, émanant directement des masses, avec des directions élues et mandatées par elles » et « pas seulement des cartels d'organisations, des ententes de sommet »[9].

Le Comité central d'Ivry (9-10 juin) et la Conférence nationale de Montreuil (17 juillet) permettent de faire le point au début de la bataille pour le référendum constitutionnel. Des premières nuances apparaissent dans l'analyse du gaullisme. Elles traduisent une certaine prise de distance avec l'assimilation directe de De Gaulle au fascisme, même si la référence demeure très importante. Dans son discours de clôture au Comité central d'Ivry, M. Thorez souligne que de Gaulle — dont le gouvernement « de dictature personnelle » « ouvre la voie au fascisme » est soutenu par « les couches les plus colonialistes, les plus chauvines et les plus réactionnaires de la bourgeoisie[10] », expression inspirée par la célèbre définition de Dimitrov. La résolution du Comité central précise : « Il ne s'agit pas d'un simple changement de ministère, mais d'une entreprise qui tend à abolir le régime républicain, et qui a déjà abouti à un régime de pouvoir personnel soustrait au contrôle démocratique du peuple. Derrière le pouvoir de De Gaulle se profile la menace du fascisme[11] » : formule mieux adaptée dans la mesure où elle est explicitée par le rôle et l'action des ultras en Algérie et en France.

A la conférence nationale de Montreuil (17 juillet), M. Thorez déclarera dans son rapport que « le régime s'appuie sur les éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins et les plus colonialistes de la grande bourgeoisie et tend à ouvrir la voie au fascisme[12] ». Mais la résolution de la Conférence nationale

souligne seulement : « représentant direct des hommes du grand capital, du colonialisme et de la guerre, de Gaulle continue et aggrave leur politique », et c'est dans d'autres paragraphes que sont évoqués « la terreur fasciste des ultras » en Algérie et le fait que « la dictature personnelle et militaire conjugue la démagogie et la violence des fascistes [13] ». Ces incertitudes dans les textes expriment les incertitudes dans l'analyse : d'où à la fois la tendance au déplacement du qualificatif « fasciste » du phénomène gaulliste à l'ultracisme de l'Algérie française et le maintien de la référence privilégiée aux formules de Dimitrov. Et Thorez, dans le rapport déjà cité, renvoie explicitement de Gaulle au fascisme : « De Gaulle ne réclame rien de moins que le droit de penser pour tous les Français. On a déjà connu cela dans le passé. Hitler pense pour nous, disaient les nazis. Et les fascistes italiens disaient : le Duce pense pour nous [14] ». D'où cette phrase lapidaire : « les oui du 5 octobre seront des oui au fascisme [15] ».

Ainsi, si les racines de classe du gaullisme — ses liens avec le grand capital — sont immédiatement perçues, l'incertitude demeure sur sa portée et son sens exacts. Eclairant sur ce plan est encore l'éditorial des *Cahiers du Communisme* de juillet [16], qui fait de De Gaulle l'homme des ultras, « d'Eisenhower et d'Adenauer » [17], « de la Banque et de la Bourse », « des réactionnaires », « des factieux ».

Le changement des formes politiques — passage à des structures autoritaires, renforcement de l'exécutif aux dépens du législatif — est interprété comme une preuve de la faiblesse de la grande bourgeoisie, incapable désormais, de par même le mouvement des masses, de gouverner par la république parlementaire « classique » [18] : sous-jacentes, là encore, les anciennes analyses de l'Internationale communiste relatives au fascisme. Appréciation qui peut être en partie fondée, sur le strict plan politique, mais très incomplète, en ce qu'elle gomme les autres aspects de l'opération — l'étape de la mise en place du C.M.E. — et dangereuse, en ce qu'elle s'accompagne d'une surestimation des possibilités de l'opposition au gaullisme [19].

Dans son discours de clôture au Comité central d'Ivry, M. Thorez déclare bien que « la réussite du complot n'aurait pas été possible sans la faiblesse relative, sans la désunion des forces ouvrières et démocratiques, désunion provoquée par l'anticommunisme [20] », mais il dit également, s'appuyant sur l'importance des manifestations ouvrières, que « loin d'avoir été surprises et paralysées par le complot, les masses sont emportées par un élan vigoureux. Il y a toute raison de penser que demain appartient à la démocratie et non à ses ennemis [21] ». De même, dans les

Cahiers du Communisme de juillet, Lucien Lanternier[22] estime que « pour les travailleurs, le caractère de classe du pouvoir de De Gaulle ne peut faire illusion » malgré la présence de ministres S.F.I.O. et M.R.P., et que « de Gaulle — la preuve en a été faite avant comme depuis le 1er juin — n'a pas de base de masse dans le pays ».

Ces appréciations dominent la discussion à la Conférence nationale de Montreuil. De Lyon, des Bouches-du-Rhône, du Var, de la Seine, de l'Isère, de la Haute-Garonne, de l'Aisne, etc., sur la base des résultats — réels — des luttes conduites contre les ultras de l'Algérie française et contre des groupes fascistes, et sur des exemples de prises de position d'organisations — surtout socialistes —, les conclusions qui se dégagent sont nettes : progrès de l'unité, régression des illusions sur le gaullisme, combativité, absence d'impact de De Gaulle dans la classe ouvrière[23]. D'importantes exceptions, cependant, parmi ces tableaux généralement optimistes. Michel Vandel (Seine-et-Oise) souligne pour son département que « les perspectives à la phase actuelle de la bataille ne sont pas suffisamment claires et gênent un déploiement de l'activité du parti correspondant aux objectifs à atteindre » et constate les très grandes difficultés de la bataille unitaire[24]. Jean Ooghe (Pas-de-Calais) note les efforts des dirigeants de la fédération socialiste pour reprendre en main les masses qu'elle influence et les conduire à voter oui[25]. Et Hector Viron, s'il se félicite du développement du Front unique dans le Nord, pense toutefois que, chez les socialistes, une masse flottante subsiste, à côté d'une minorité gaulliste et d'une minorité antigaulliste.

Les problèmes de l'unité sont au cœur de la bataille contre le gaullisme. Face au coup du 13 mai puis à ses prolongements en France et à la participation de la S.F.I.O. au retour de De Gaulle au pouvoir, le mot d'ordre des comités de défense de la République avait été lancé. Il domine toute cette première période : « le rassemblement des forces de gauche s'opère en particulier grâce aux comités antifascistes, aux comités de défense républicaine qui doivent être élus par de larges assemblées populaires dans les usines, dans les quartiers de nos villes, dans chacun de nos villages. Des Congrès démocratiquement organisés pourront désigner les organismes de direction de ces milliers de comités de base. C'est ainsi seulement que ces comités plongeront de profondes racines dans les masses et seront garantis contre l'instabilité, contre les tentatives éventuelles de désagrégation[26] ». Insistance également très vive, par référence au Front populaire et à la Libération, dans le rapport de

M. Thorez à la Conférence nationale, sur les comités de base : « Dans ces comités, comme dans tous les organismes d'action commune, les communistes ne doivent jamais oublier que *le Front unique, c'est l'action* (souligné dans le texte). Le front unique ne consiste pas dans de simples contacts ou dans des discussions interminables à l'intérieur des comités de sommet, loin des masses (...) Le but du front unique est l'organisation de l'action effectuée dans l'usine, dans le quartier, dans le groupe d'habitations. On comprend que certains hommes soient tout disposés à faire des discours dans un comité départemental, mais en même temps n'aient pas le moindre désir de laisser les comités de base se constituer et agir[27]. »

Cependant, la Conférence de Montreuil montre toutes les difficultés d'application. Comités d'initiative des masses ou cartels d'organisations, comités où l'on agit ou comités de parlotes, attitude de la S.F.I.O., des centristes, des républicains non communistes, présence et expression du P.C.F. en tant que tel, existence de comités sans communistes, etc. : la variété des situations et des problèmes décrits par les délégués dévoile des obstacles nombreux, qu'atteste également le nombre relativement limité des comités : « 480 comités existent à Paris, mais notre parti y compte 1 200 cellules. Nous dénombrons quelque 200 comités en Seine-et-Oise, mais nous y avons 800 cellules. A l'échelle du pays, 3 500 comités seulement existent à côté d'environ 18 000 cellules. Ces chiffres montrent toute l'insuffisance de l'effort accompli », souligne M. Thorez dans son rapport à la Conférence nationale[28].

Le P.C.F. aborde ainsi la première grande échéance — la bataille pour le référendum — avec une appréciation du gaullisme comme phénomène de classe en gros bien centrée, mais très incertaine dans l'analyse de détail, et dont la crédibilité est atténuée par la comparaison souvent sans nuance avec le fascisme; avec une vue optimisante du rapport des forces, qui le conduit à sous-estimer sensiblement l'impact du gaullisme dans le pays et à amplifier l'importance de l'opposition, en raison des nombreux succès réels remportés sur place contre les factieux (mais les succès contre les « factieux » signifiaient-ils une démystification du phénomène de Gaulle? et n'étaient-ce pas, souvent, les mêmes exemples de succès qui étaient cités?); avec une conception du front unique reposant sur des comités de base voulant éviter les pièges du bavardage et du cartel d'organisations : mais cette structure — déjà éprouvée deux fois en une vingtaine d'années — était-elle adaptée aux caractères de la société française?

Des limites internes réelles, donc, à l'action du P.C.F. En même temps, il faut constater que la majeure partie de la situation politique de l'été 1958 lui échappe (les complots du 13 mai, l'opération gaulliste, l'attitude du courant réformiste, les données générales d'une politique qu'il a été le seul à combattre et dont il n'a cessé de dénoncer les conséquences et les risques qu'elle faisait courir pour la vie démocratique du pays) : mais qu'un point d'ancrage décisif le conduit d'emblée à aller à l'essentiel : l'analyse de classe. Base à partir de laquelle de nouvelles réflexions s'amorcent, tout d'abord après le choc provoqué par les résultats des premières consultations.

L'analyse du référendum constitutionnel[29] met en avant plusieurs réflexions :

• la gravité des résultats : « dans cette bataille, la bourgeoisie (a) réussi à influencer non seulement la petite bourgeoisie urbaine dans son ensemble, une masse considérable de paysans travailleurs, mais aussi une partie importante de la classe ouvrière, y compris environ un million de travailleurs qui avaient voté pour notre parti au cours de différentes consultations électorales et notamment le 2 janvier 1956 ». « C'est la première fois depuis la Libération que se produit un tel phénomène : un électeur sur cinq ne nous a pas suivis[30]. »
• l'origine des résultats : une politique de division de la classe ouvrière et des forces démocratiques, qui a permis la contre-offensive de la grande bourgeoisie. Au cœur du mécanisme, la responsabilité de la S.F.I.O.[31].
• quelle politique pour le P.C.F. ? Au point de départ, un constat : le rassemblement des oui est hétéroclite, « la diversité des raisons qui ont conduit les électeurs à voter oui est telle que la politique du général de Gaulle ne peut pas répondre aux espérances contradictoires placées en lui. Ces contradictions sont réelles. Les décisions du gouvernement ne manqueront pas de les faire surgir progressivement[32] ». D'autre part, en raison des circonstances politiques générales de son arrivée au pouvoir, « de Gaulle a pu spéculer facilement sur le désir de changement » : « il serait donc faux de considérer l'ensemble des électeurs qui ont voté oui comme une masse uniformément réactionnaire[33] ». « Il faut comprendre les préoccupations de cette masse de travailleurs qui se sont si lourdement trompés et les gagner[34]. » Pour cela, un point de départ, les quatre millions six cent mille non : « déjà sont apparus les premiers signes de l'unité politique retrouvée des forces démocratiques : des hommes et des femmes de toutes opinions ont mené une lutte courageuse pour le non[35] ». Pour

opérer le rassemblement, des éléments programmatiques à court terme : fin de la guerre d'Algérie, détente internationale, revendications des travailleurs, développement de l'enseignement, de la recherche, des techniques, préservation et extension des libertés [36].

Cette démarche fonde la campagne du P.C.F. pour les élections législatives de novembre 1958 : son programme développe les rubriques énoncées ci-dessus et s'enrichit de l'objectif de « restauration de la république et construction d'une démocratie rénovée »; sa tactique électorale repose sur la volonté de « rassembler les forces républicaines contre la réaction et contre ceux qui se sont associés à elle et partagent avec elle les responsabilités du pouvoir », de ne donner « aucune prime (...) à ceux qui s'emploient à diviser la classe ouvrière et les forces républicaines », de favoriser « en revanche les ententes avec les socialistes, les radicaux et les républicains qui n'ont ni capitulé durant le coup de force des factieux d'Alger, ni appelé à voter oui, et qui ont des positions politiques favorisant le rassemblement des forces démocratiques contre la réaction [37] ».

Les élections législatives de novembre montrent le P.C.F. comme seul parti d'opposition au gaullisme — la S.F.I.O. étant toujours présente au gouvernement, et l'Union des forces démocratiques (U.F.D.), constituée par des hommes de gauche qui ont refusé de voter oui au référendum, n'attirant que 1,2 % des électeurs — mais confirment en même temps le rétrécissement de sa base électorale : 19,2 % des suffrages exprimés, contre 25,9 en 1956. L'existence d'une masse de 17,60 % d'électeurs (28,1 % au second tour) rassemblés sur l'U.N.R. dont les candidats allaient de la droite « classique » et des gaullistes « historiques » aux ultras les plus fanatiques — sans compter d'ex-vichystes plus ou moins repentis — conduit le P.C.F. à insister à nouveau sur le danger fasciste [38].

Cependant, dans la démarche politique communiste, l'important pour l'avenir est ailleurs, car les résultats des deux consultations électorales provoquent des amorces, ou des reprises, de réflexion qui conduisent à une meilleure prise en compte des réalités nationales. On le voit à l'insistance dès octobre 1958 sur les contradictions internes qui ne sont pas résolues et qui fournissent des bases d'interventions immédiates : poursuivre la lutte contre la guerre d'Algérie, s'ancrer sur la défense pied à pied de la classe ouvrière et de tous les travailleurs, définir une plate-forme d'action reprenant des

exigences fondamentales, économiques, sociales, politiques. On le voit dans la recherche tâtonnante d'une caractérisation de la Ve République tenant compte de ses spécificités. Les références au fascisme demeurent. Mais des premières nuances sont intervenues — sur de Gaulle et les ultras — et des analyses apparaissent qui sont porteuses d'approfondissements ultérieurs. Ainsi, fin décembre 1958, dans une déclaration commune du Parti communiste italien et du P.C.F., cette prise de distance très nette avec l'assimilation au fascisme : « Les groupes dirigeants du capitalisme de monopoles ont conduit à porter atteinte aux institutions parlementaires et démocratiques (...). Il s'agit là d'une tendance proprement totalitaire, mais qui se manifeste sous des formes différentes de celles du fascisme de type classique (...). Ce qui vient de se produire en France, les développements ultérieurs possibles, montrent jusqu'où, et comment, cette tendance de la bourgeoisie réactionnaire pourrait aller. En France, la démocratie a été jetée bas par le recours à la violence, par le chantage à la guerre civile et à la démagogie. Le militarisme y prétend dominer la vie publique et ordonner toute politique nationale. Un régime autoritaire s'est instauré, fondé sur le pouvoir personnel, libre de tout contrôle démocratique de la nation sur ses actes, appuyé par l'oligarchie des trusts et des banques [39] ».

On le voit mieux encore avec l'analyse plus affinée des réactions de l'opinion face au problème algérien, et qui dépasse de loin la phrase de principe sur l'anticolonialisme de la classe ouvrière : « Il y a un trait commun à la plus grande partie des oui, note R. Guyot. Ce trait commun, entretenu et exploité par les colonialistes et par les chefs social-démocrates, c'est l'opinion — de nature complexe — de nombreux travailleurs qui sont pour une solution pacifique en Algérie, mais une *solution pacifique basée sur autre chose que l'indépendance* (souligné dans le texte) [...]. Il nous faut reconnaître qu'une partie de la classe ouvrière et la petite bourgeoisie sont restées rétives à nos explications, que ces couches n'appuient pas notre position de principe pour l'indépendance de l'Algérie. Libérer la conscience d'un peuple empoisonné par cent cinquante années de colonialisme nécessite une lutte longue et difficile [40] ». Réflexion enfin sur la nécessité de renforcer le travail de masse, à partir de la réduction considérable de la représentation du P.C.F. au Parlement — qui fait que « le centre de l'attention s'est déplacé du Parlement vers le travail de masse [41] ». Expression sans doute schématique : mais la remarque conduit à réfléchir sur de nouveaux modes d'intervention des masses, maintenant que la « caisse de résonance » des

revendications et des aspirations populaires que pouvait être l'Assemblée nationale est très sensiblement amoindrie.

En même temps, et peut-être est-ce l'essentiel, la perte importante d'influence (20 % de la base électorale), ainsi que les caractères nouveaux du régime, en particulier sur le plan politique (pouvoir réduit des assemblées, trucage électoral éhonté, poids décisif de l'exécutif, autoritarisme) débouchent sur des approches novatrices.

En premier lieu, le coup porté, et dénoncé comme tel, aux « institutions républicaines », telles qu'elles avaient été héritées de la IIIe République et prises en compte par le P.C.F. dans ses premières avancées sur la réalité nationale, le rôle des libertés et de la démocratie, conduit à réfléchir à nouveau sur ces thèmes, et tout particulièrement sur la place de l'exigence démocratique dans les régimes capitalistes : d'où, dès novembre, l'exigence de la « démocratie rénovée ». Mais la situation nouvelle conduit aussi à poser le problème des moyens. Comment rassembler les masses? Comment réaliser le front unique? Soumise à rude épreuve lors des consultations de la fin de 1958, la liaison du P.C.F. et de la classe ouvrière, plus généralement ses rapports avec toutes les couches de travailleurs, constituent une question clé qui figure au centre des préoccupations les mois et les années suivants.

Le XVe Congrès (24-28 juin 1959) permet d'apprécier où en est le P.C.F. un an après le retour de De Gaulle. Il se tient après les premières luttes revendicatives importantes de la Ve République, qui marquent le maintien — voire le développement — d'une sérieuse opposition sociale : défense de la Sécurité sociale, défense de la retraite des anciens combattants, luttes paysannes contre la suppression de l'indexation des prix agricoles, ont rassemblé des centaines de milliers de travailleurs, sous des formes diverses.

Le cadre général de la réflexion du P.C.F. est le constat du changement du rapport des forces dans le monde, de la possibilité d'empêcher la guerre, à condition de ne pas sous-estimer les forces de guerre et de réaction [42] : c'est la reprise de la déclaration de novembre 1957 des Partis communistes réunis à Moscou en conférence internationale à l'occasion du 40e anniversaire de la révolution d'Octobre. Sur le régime gaulliste, le rapport de M. Thorez réaffirme qu'il s'appuie sur « les éléments les plus rétrogrades, les plus militaristes, les plus colonialistes, de la grande bourgeoisie. Il ouvre la voie au fascisme [43] » : analyse reprise dans les thèses, et en retrait par rapport, par exemple, à la déclaration commune P.C.F.-P.C.I. de décembre 1958. L'insistance à souligner que « le pouvoir des monopoles en France s'est

renforcé dans les dernières années sur le plan économique et sur le plan politique » (thèse 4)[44] est importante, mais les nouveautés introduites avec la Vᵉ République dans les relations entre monopoles et Etat ne sont pas encore appréhendées : simplement, « avec de Gaulle et son gouvernement, l'Etat est plus complètement que jamais aux mains de la haute banque et des monopoles » (thèse 3).

Les nouveautés du XVᵉ Congrès sont ailleurs. En premier lieu, dans la formulation nouvelle des rapports entre classe ouvrière et autres couches sociales. Conçus en termes de ralliement au XIVᵉ Congrès[45], ils sont désormais définis en termes d'alliance entre forces sociales ayant des objectifs spécifiques, mais pouvant concorder : « l'alliance entre le prolétariat, la paysannerie laborieuse, les intellectuels, la petite bourgeoisie urbaine correspond à une nécessité évidente. L'idée s'impose d'une union de tous les mouvements de ces différentes couches sociales contre la politique des monopoles[46] ». D'où, à partir des luttes du 1ᵉʳ semestre 1959, la constatation que « chacun des mouvements divers poursuit son but propre. Il s'en prend à un aspect particulier de la politique pratiquée par le gouvernement réactionnaire. Le problème à résoudre, c'est de faire converger tous ces mouvements en un faisceau unique, rassemblant toutes les énergies populaires pour donner le maximum de force à la lutte en faveur du rétablissement et de la rénovation de la démocratie[47] ». Novation importante qui débouche sur l'idée de la nécessité d'un « programme de rénovation des institutions républicaines et de la vie nationale » — dont les grandes lignes sont définies — « pour donner une plate-forme concrète à l'alliance[48] ».

Constat des préoccupations spécifiques des diverses couches sociales, nécessité de leur alliance contre les monopoles, scellement des convergences par des propositions programmatiques, objectif de rénovation démocratique : des objectifs à moyen terme se dessinent.

Thorez fait aussi le point sur les rapports entre démocratie et socialisme[49] : constance de la lutte des communistes pour la démocratie, jusqu'à la démocratie socialiste où disparaîtra la contradiction entre « liberté formelle » et « sujétion réelle »; importance de la forme politique du régime bourgeois, mais « la démocratie, aussi large qu'elle puisse devenir grâce à la lutte des masses, ne contient jamais en elle-même le socialisme ». Cependant, « le mouvement démocratique pris dans son ensemble, largement déployé, peut exercer son influence sur l'économie également et en stimuler la transformation » — et vice versa; pour le passage au socialisme « la classe ouvrière est intéressée à

l'accomplissement de la révolution socialiste par des voies pacifiques » mais « la transition représente toujours un bond révolutionnaire », « la révolution consiste obligatoirement dans la destruction de la vieille machine d'Etat (...) et son remplacement par un autre appareil formé avec les forces populaires et capable de servir la dictature du prolétariat ».

Ainsi, avec l'établissement de « pouvoir personnel », mais en continuité avec les réflexions du XIVᵉ Congrès, qui avaient revalorisé les avancées théoriques de 1944-1946, l'importance du développement démocratique est très fortement soulignée. L'analyse est toutefois largement marquée par des schémas antérieurs — particulièrement actifs pendant la guerre froide (ainsi la distinction libertés formelles/libertés réelles) — et par l'héritage des années 30 (référence au fascisme, au couple démocratie/fascisme, à l'importance des « formes » de la dictature bourgeoise). La revendication démocratique apparaît surtout valorisée par rapport au « pouvoir personnel », dont l'élimination est « la première condition de tout progrès ultérieur ». C'est dans cette mesure que « la lutte pour le socialisme (...) est donc étroitement liée à l'action pour la démocratie » (thèse 28). En même temps sont réaffirmées avec force les « lois essentielles du passage au socialisme », « lois communes à tous les pays » rappelées par la Déclaration des partis communistes de novembre 1957 et à nouveau énumérées (thèse 27) : dictature du prolétariat, parti ouvrier marxiste-léniniste, alliance de la classe ouvrière, de la paysannerie, des classes moyennes, propriété sociale des principaux moyens de production, transformation socialiste graduelle de l'agriculture, révolution socialiste dans l'idéologie et la culture, etc. Rappelées dans la thèse 26, les particularités et traditions nationales, les conditions historiques spécifiques, apparaissent d'un poids bien moindre que celui des lois générales obligatoires. Leur place est plus réduite encore dans le rapport de Thorez, qui, évoquant la Déclaration de novembre 1957 des Partis communistes, souligne qu'elle rappelle « les lois principales qui président au déroulement de la révolution socialiste et à la construction du socialisme dans tous les pays, compte tenu des conditions locales concrètes et de la possibilité de formes variées pour le passage des différents pays au socialisme[50] ».

N'y a-t-il pas dès lors une certaine rupture, un hiatus, entre l'objectif immédiat (la démocratie rénovée) et l'objectif lointain (le socialisme)? entre les objectifs et les moyens? la construction des thèses du XVᵉ Congrès relatives à l'intervention du Parti dans la vie politique française conforte cette impression. Deux parties lui sont consacrées : *la politique du Parti* (thèses 20 à 24), exposé sur le front unique, sur l'alliance, où est développée l'idée

que renaissance démocratique et marche au socialisme ne seront pas l'œuvre d'un seul parti, et *les buts du Parti* (thèses 25 à 30), dont la construction est significative : rappel de l'objectif final (« seul le socialisme [...] rendra impossibles les crises et remplacera la paupérisation croissante des masses populaires par la satisfaction des besoins croissants de tous les hommes »), ainsi projeté loin de la politique immédiate du pays; rappel des lois essentielles du socialisme et éventuelles possibilités de passage pacifique, puis retour sur la réalité française (nécessaire élimination du pouvoir personnel, éléments programmatiques pour une démocratie rénovée) et conclusion sur la lutte pour le socialisme qui « se situe donc dans les perspectives de la lutte pour la démocratie et son progrès continu » (thèse 30). Manquent, à l'évidence, des articulations : à l'origine, l'absence de vue stratégique globale, à partir des spécificités françaises.

Posée de façon brutale par les résultats électoraux de 1958, la question de la liaison parti/masses constitue enfin l'un des points essentiels du rapport de Thorez et des thèses du XVe Congrès. Si sont rappelés à la fois le rôle du Parti et celui des organisations de masse, l'accent est mis de façon nouvelle, et avec une grande insistance (par comparaison avec le XIVe Congrès de 1956), sur la nécessité impérative de développer l'action spécifique du Parti : renforcement des cellules (thèse 34), rappel de l'article 13 des statuts définissant les tâches et les devoirs de la cellule (thèse 35), exigence du recrutement (thèse 37), activité de masse des organisations du Parti en particulier à l'entreprise (thèse 38). D'autre part, la nécessité de mieux tenir le front idéologique, « le besoin nettement ressenti d'études et de confrontations théoriques à la lumière du marxisme », conduit à la décision de créer le Centre d'études et de recherches marxistes (C.E.R.M.)[51]. Ces décisions se situent dans le cadre d'une réflexion critique, à partir des insuffisances, des limites, et aussi des acquis dont le passage à la Cinquième République a été, pour une grande part, le révélateur. A la base, une idée essentielle : l'activité propre du Parti en tant que tel est indispensable au développement unitaire.

Relativement à la période antérieure, où la tendance est constante — sinon dominante, en particulier dans la lutte pour la paix — à prendre appui sur l'organisation de masse, c'est un très important recentrage qui braque l'objectif, pour le rassemblement des masses, sur l'activité spécifique du Parti. Recentrage riche de prolongements pour l'avenir, mais dont les effets immédiats risquent d'être relativement limités, et source de confusions, pour deux raisons : la présentation de ce qui est une véritable rectification comme étant en pleine continuité avec les pratiques antérieures; et, surtout, l'existence et le développement

d'organisations de masse sont toujours considérés comme « un des moyens de liaison essentiels entre le Parti et les masses populaires » (thèse 39). En particulier Thorez rappelle « l'importance exceptionnelle » du Mouvement de la paix, « force essentielle » à laquelle les communistes « apportent leur concours le plus dévoué [52] » : prolongation d'analyses d'une période, d'où l'on est tout juste sorti, où la paix était « la question décisive », et impératifs immédiats de la lutte contre la guerre d'Algérie expliquent cette insistance.

Ainsi, dans son rapport aux masses, le Parti réévalue fortement en hausse le poids de sa propre activité, tout en soulignant que son influence passe par le truchement d'organisations de masse (moyen de liaison essentiel). Et lorsqu'est souligné (thèse 40) que « ce travail de masse est la condition de la réalisation et de l'organisation permanente du front unique, gage de toute victoire », ce travail de masse désigne à la fois « l'activité propre du Parti, l'activité des communistes dans les organisations de masse, l'activité indépendante de ces organisations » (thèse 39). Au fond de cette difficulté à définir les modes de liaison du Parti et des masses, demeure à l'arrière-plan la conception du rôle de « courroie de transmission » que doivent jouer les organisations de masse. Reste l'importance de la réévaluation de l'activité propre aux organisations du P.C.F., et notamment de la cellule.

Sous-tendant ces analyses, la conception de la démarche unitaire : front unique de la classe ouvrière, alliance de la classe ouvrière et des classes moyennes. La réalisation du front unique, condition nécessaire pour aller plus loin, passe par la dénonciation de la trahison des dirigeants de la S.F.I.O. pour arracher les ouvriers socialistes à leur influence (par le jeu des oppositions base/sommet), tandis que la formation du Parti socialiste autonome (P.S.A.), avec des transfuges de la S.F.I.O. ayant refusé de suivre celle-ci dans le sillage de De Gaulle, est considérée dans le rapport de Thorez comme reflétant « le désir de nombreux travailleurs socialistes de rompre avec la politique de Guy Mollet [53] ». Enfin, le meilleur moyen de souder le front unique, ce sont les « comités d'unité à la base ».

1960-1961 : EVOLUTIONS ET PERMANENCES

Après ce Congrès, où apparaissent des signes sensibles d'évolution, les pistes tracées, ou élargies, sur le rôle de la démocratie et des libertés comme sur l'activité spécifique du P.C.F.,

conduisent à engager des réflexions — et à une pratique politique — qui infléchissent les analyses et les modes d'intervention, et qui ouvrent la voie à de premières perspectives stratégiques. Ces évolutions — qui suivent des rythmes différents — s'alimentent évidement de façon continue de la réflexion du P.C.F. sur la situation nationale et internationale.

Le cadre international, à partir de l'été 1959, est dominé par l'accentuation de la détente, marquée par le voyage de Khrouchtchev aux Etats-Unis, puis en Grande-Bretagne, son invitation par le général de Gaulle en France pour le début de 1960. Processus non linéaire : en mai 1960, la conférence au sommet prévue à Paris échoue à la suite de l'incident provoqué par le survol de l'U.R.S.S. par un avion espion américain U2. Mais il semble que, progressivement, le monde s'achemine vers une sortie durable de la guerre froide : dans cette évolution, les initiatives pacifiques de Khrouchtchev jouent un rôle déterminant. En France, tandis que la politique économique et sociale du gouvernement Debré, axée sur le renforcement de la domination des monopoles sur tous les domaines de la vie du pays, suscite de vives oppositions — dans la classe ouvrière, dans la paysannerie, chez les enseignants et les parents d'élèves —, la question algérienne demeure le problème politique majeur. Devant la résistance algérienne, de Gaulle est amené à reconnaître le 16 septembre 1959 le droit à l'autodétermination du peuple algérien, mais toute solution demeure bloquée sur les possibilités de négociation avec le gouvernement provisoire de la République algérienne (le G.P.R.A., qui s'est constitué le 19 septembre 1958) par le préalable du cessez-le-feu non négocié, exigé par le président de la République. D'autre part, la persistance de l'agitation des ultras se traduit par les émeutes d'Alger de janvier 1960 (journées des barricades). L'ampleur de la protestation populaire en France (marquée notamment par une grève générale d'une heure le 1er février) contribue grandement à leur échec.

Sans doute le pouvoir gaulliste a-t-il abandonné la revendication ultra de l'Algérie française. Mais, soucieux de préserver au mieux les intérêts des monopoles français au Maghreb et au Sahara, il est conduit à refuser le plus longtemps possible l'indépendance pleine et entière, et donc à poursuivre la guerre. Politique qui s'accompagne de mansuétude à l'égard des ultras, et du renforcement des tendances autoritaires en France même, où les initiatives pour la paix en Algérie sont souvent interdites, comme sont parfois saisis les journaux — en particulier *l'Humanité* — luttant contre la guerre. On suivra l'évolution du P.C.F. de l'été 1959 au printemps 1961 à travers l'analyse du pouvoir gaulliste, la question du rapport du Parti aux masses, la

conception de l'appartenance au mouvement communiste international.

La réflexion sur le pouvoir gaulliste

Elle se traduit courant 1959 et en 1960 par des infléchissements, des discussions, des appréciations parfois partiellement contradictoires, à partir de l'analyse de classe initiale, dont l'approximation continue de peser.

La reconnaissance par de Gaulle, le 16 septembre 1959, du droit des Algériens à l'autodétermination provoque un premier ajustement. La réaction initiale du P.C.F. est négative : « faire semblant de reconnaître aux Algériens le droit à l'autodétermination est une manœuvre purement démagogique » déclare le Bureau politique le 17 septembre[54]. Le 19 septembre, dans *l'Humanité,* J. Duclos[55], affirme que le mot est vide de sens, qu'il débouche sur la négation de la nation algérienne, mais concède que le fait que de Gaulle le prononce atteste des difficultés rencontrées par les colonialistes. Mais, fin octobre, le P.C.F. abandonne cette attitude, ancrée dans une analyse manichéenne du pouvoir et du rapport des forces. Dans *l'Humanité* du 26, sous le titre « Négociation immédiate sur la base de l'autodétermination », Thorez écrit : « constatant en somme l'échec de la « pacification », le général de Gaulle a reconnu *le droit du peuple algérien à l'autodétermination* (souligné dans le texte). Sans doute le président de la République, à la recherche d'une autre politique algérienne, a multiplié les conditions qui risquent de rendre illusoire l'exercice réel de ce droit et qui peuvent apparaître comme une nouvelle justification pour la poursuite de la guerre. Mais le fait capital, c'est qu'il a admis ouvertement que l'Algérie, ce n'est pas la France, puisque le peuple *peut* et *doit* (souligné dans le texte) déterminer lui-même son propre avenir ». Le Comité central de Choisy-le-Roi, les 2 et 3 novembre, approuve le changement d'analyse, procède à un examen nuancé des conditions de la politique algérienne du pouvoir, conclut que « les monopoles sont prêts à sacrifier certains intérêts des colons pour tenter de rester maîtres des principales richesses (du pays), et particulièrement du pétrole du Sahara[56] ».

Au même moment s'amorce une certaine reconsidération de la politique extérieure de De Gaulle[57]. Celle-ci est jusque-là considérée comme entièrement alignée sur les Etats-Unis et sur l'Allemagne fédérale, résolument hostile à la détente, et relevant d'un nationalisme exacerbé masquant la liquidation de l'indépendance nationale[58]. L'invitation de Khrouchtchev par de Gaulle

montrait le schématisme de ces premières appréciations. Le Comité central de Choisy-le-Roi les nuance sensiblement en caractérisant la politique extérieure gaulliste par « une équivoque pleine de périls pour la paix et la sécurité même de la France » en multipliant les exemples d'attitudes contradictoires et dangereuses [59]. Analyse approfondie en décembre par Malleret-Joinville : « l'impérialisme français relève la tête. Jaugeant ses forces et les appétits croissants de ses concurrents, il croit nécessaire et possible de voler de ses propres ailes. Il compte y réussir en se dégageant quelque peu de ses pesantes tutelles. Un subtil jeu de bascule entre l'Est et l'Ouest y aiderait. Le général de Gaulle a marché dans ce sens. Et ses innovations, il se devait de les rendre particulièrement saisissantes sur le plan militaire [60] ». Ainsi se dessine très nettement une prise en compte de certaines spécificités de la politique extérieure française depuis le retour du Général.

Apparaît aussi un approfondissement de l'analyse du système politique mis en place en 1958. En octobre et en novembre 1959, les *Cahiers du Communisme* publient sous le titre « Gaullisme et grand capital » le début d'une étude d'Henri Claude qui paraîtra aux Editions sociales en 1961 [61]. Si la première partie — le pouvoir personnel des banques — repose sur les liens personnels et familiaux entre de Gaulle et son équipe et les structures du grand capital monopoliste, dans une vision classique de l'interpénétration, *via* les individus, de l'appareil d'Etat et de l'appareil économique, la partie consacrée à la Constitution gaulliste contient des vues novatrices sur les efforts des cercles dirigeants de la grande bourgeoisie depuis l'entre-deux-guerres pour adapter le système politique aux nécessités du développement du capital, et sur les liens existant entre la Constitution de 1958, la crise du système impérialiste français et le développement du capitalisme monopoliste d'Etat. Quelques tentations mécanistes dans les rapports du politique et de l'économique ne masquent pas l'essentiel : une première réflexion de fond sur le phénomène gaulliste mis en rapport avec le mouvement du capital depuis les trois dernières décennies, bien liée à la période présente, et débarrassée de la problématique du fascisme.

Constatons donc, l'automne 1959, la convergence d'ajustements, ou de réflexions nouvelles, qui permettent une approche plus complexe de la Cinquième République. Un débat de fait se déroule en 1960, activé dès janvier par le départ de Pinay du ministère des Finances (où il est remplacé par W. Baumgartner, gouverneur de la Banque de France), et, secondairement, par les émeutes des ultras d'Alger.

Essayons d'en percevoir les principaux éléments, à travers les textes publics du P.C.F.

Le 28 janvier 1960, paraît dans *France Nouvelle* une interview de Marcel Servin, secrétaire du Comité central. Il y interprète le départ de Pinay comme « l'expression, le résultat de contradictions réelles et sérieuses dans le grand capitalisme français, quant à l'orientation de la politique de la nation ». La politique gaulliste, avec les atouts africains, veut assurer au capitalisme français « un rôle plus important sur le plan économique et politique dans l'Europe occidentale, une sorte de leadership ». D'où le rapprochement avec Adenauer et les contradictions dans la politique allemande; d'où les prises de distance, non à l'égard de l'alliance Atlantique, mais à l'égard de ses conceptions intégrationnistes. Au contraire, la fraction du grand capital soutenant Pinay met par-dessus tout « le maintien de l'alliance Atlantique dans sa conception actuelle,c'est-à-dire avec l'intégration des forces armées, la protection du puissant impérialisme américain ». Ce sont les forces les plus hostiles à la détente. Dans leur sillage, les ultras d'Alger, « les forces fascistes qui s'organisent ». Le départ de Pinay est enfin à mettre en relation avec le développement des luttes, particulièrement paysannes, les bases de masse des Indépendants étant à la campagne. Mais cette lutte entre fractions de la grande bourgeoisie « n'est nullement une lutte de forces orientées vers la démocratie et d'autres qui le seraient vers le fascisme » : Les uns et les autres veulent continuer à faire supporter au peuple la politique du capital, et « la logique du régime actuel porte à une restriction accrue de toutes les libertés démocratiques ». Les communistes doivent cependant tenir compte de ces divergences, « du fait qu'elles existent sur des points décisifs de l'orientation politique de la nation ». Ils doivent tout faire « pour que les masses interviennent de façon permanente dans le sens de la détente internationale, de la paix en Algérie, de la démocratie », car la solution n'est pas de Gaulle ou Pinay. « La solution, et je dirai la seule solution nationale, c'est la restauration et la rénovation de la démocratie, c'est-à-dire un régime où les volontés du peuple ont force de loi, où la classe ouvrière retrouve sa place pour la détermination de la politique du pays. De ce point de vue encore, il est clair que l'intervention réelle des masses dans les affaires de la nation sont (...) l'élément décisif pour briser le dilemme posé par la grande bourgeoisie. »

L'éditorial, intitulé « l'Algérie et le fascisme », des *Cahiers du Communisme* de février 1960 estime que « les événements

d'Alger, tout comme le départ de Pinay du gouvernement et l'attitude actuelle de De Gaulle, sont l'expression des contradictions entre les diverses fractions de la grande bourgeoisie[62] » et rappelle que les visées des grands colons ultras sont différentes de celles des monopoles. « Mais ces contradictions sont des contradictions intérieures à la classe dirigeante, ce ne sont pas des oppositions de classe. Ce n'est pas non plus une opposition entre fascisme et démocratie à l'intérieur de la classe dirigeante. C'est pourquoi de Gaulle, qui veut faire la politique de la classe dominante dans son ensemble, a composé avec les ultras du colonialisme et du militarisme qui l'avaient porté au pouvoir. » L'article dénonce ensuite les Indépendants qui ont proclamé « impunément leur solidarité avec les émeutiers » d'Alger, et enregistré leur premier recul : « Ces paysans, dont Pinay voulait canaliser à son profit la colère (...) ont suspendu leurs manifestations, montrant ainsi leur volonté de se désolidariser des factieux d'Alger encouragés par les Indépendants. » Conclusion : « Contre toute tentative fasciste de canaliser le mécontentement des masses, contre toute manœuvre tendant, sous prétexte de « soutien au général de Gaulle », à paralyser l'action véritable (...), contre toute mesure tendant à empêcher l'intervention des masses populaires, à porter atteinte aux libertés du peuple et à ses moyens d'expression, organisons partout, dans l'esprit le plus unitaire, l'intervention des masses, soutenons toute initiative allant dans ce sens. »

Maurice Thorez, au Comité central de Montreuil, le 3 février 1960, insiste sur le danger de subversion fasciste, lié aux origines du pouvoir gaulliste. Evoquant la discussion du Comité central sur les contradictions dans la classe dirigeante, il souligne que les contradictions secondaires, qui existent, ne peuvent pas « devenir la principale ». Mais, dans certaines conditions, elles peuvent « venir au premier plan [...], aboutir au point critique où l'explosion se produit », donc « affaiblir les couches dirigeantes et faciliter l'intervention de la classe ouvrière »[63]. Il s'élève enfin contre l'idée qu'il ne puisse y avoir « une fraction de la *grande bourgeoisie* (souligné par moi) (qui soit) pour une politique réactionnaire et une autre pour une politique démocratique » : inexact, dit-il, et notre programme de rénovation de la démocratie serait vain « si nous n'avions pas la certitude d'amener, aux côtés de la classe ouvrière, des classes moyennes, éventuellement la paysannerie, mais aussi certaines couches de la bourgeoisie, artisans, *petits industriels* (souligné par moi), que nous voulons défendre contre les empiétements des monopoles[64]. »

L'économiste Michel Hincker développe une série de réflexions sur « La bourgeoisie en quête de son pouvoir », titre d'un article qui paraît en mars 1960 dans la revue *Economie et Politique*[65]. Au centre, une idée clé : « les deux tendances du capital financier ». M. Hincker discerne en effet dans le grand capital français une tendance « cosmopolite par excellence, exportatrice de capitaux », « capable d'une stratégie mondiale élaborée dans un esprit commun avec le capital financier de même orientation des autres puissances impérialistes ». « La lutte de classes à l'échelle internationale importe plus aux tenants de cette tendance que la position particulière de la bourgeoisie française » ; « c'est dans ces milieux que l'on étudie les perspectives concrètes de la compétition économique avec le camp socialiste » et que l'on envisage la décolonisation, et une solution pacifique en Algérie. Ce courant l'emporte dans le capital financier anglo-américain.

L'autre tendance, « nationaliste », « substitue la concurrence interimpérialiste, l'opposition complexe d'intérêts issue du développement inégal des Etats impérialistes » à l'opposition fondamentale entre modes de production capitaliste et socialiste. Pour elle, « la question posée est celle d'une renaissance telle de l'impérialisme français qu'il puisse dominer le Marché commun, affaiblir les structures de l'impérialisme anglais, rivaliser s'il le faut avec l'américain ». Tendance « en retard, à sa façon, d'une phase impérialiste », qui s'efforce de maintenir le maximum de puissance en Afrique, l'un de ses atouts majeurs étant « les perspectives du pétrole saharien et des richesses africaines ».

Depuis l'été 1959, « les deux tendances sont devenues réellement contradictoires, cherchant à triompher totalement au niveau du pouvoir ». La crise Pinay — celui-ci soutenant la tendance cosmopolite — fut l'un des aspects du conflit. L'auteur estime enfin que, ayant confisqué le pouvoir d'Etat et réduit à peu de chose le rôle de la représentation nationale, l'oligarchie est privée à jamais d'une base de masse véritable. Enfin, pour la classe ouvrière, « la querelle est vaine de savoir si elle appuie ou non telle tendance de la bourgeoisie : elle mène son propre combat, frappant l'ennemi de classe qui lui paraît le plus pressant et le plus faible ». Mais « la revendication démocratique, que la réalité parlementaire rendait naguère contestable, se transforme en une puissante arme de classe entre les mains du prolétariat » et est susceptible de drainer vers elle « la fraction de la bourgeoisie ou ses réserves que le pouvoir autoritaire écrase ». En définitive, la situation spécifique de la bourgeoisie française conduit à la « transformation (...) des contradictions simples en contradictions antagoniques ».

Au Comité central d'Ivry (23 mai 1960), qui se tient après l'échec de la conférence au sommet, crise au cours de laquelle de Gaulle est demeuré pleinement solidaire des Etats-Unis, l'accent est mis à nouveau, dans le rapport de Raymond Guyot, dans l'intervention de Thorez et dans la résolution[66] sur « l'alignement du général de Gaulle sur les dirigeants américains pour soutenir Adenauer et ses revanchards ». « Aucune phrase gaulliste sur la grandeur et la place que doit tenir la France dans le monde ne saurait faire oublier l'assujettissement de la politique française aux impératifs du pacte Atlantique dominé par les impérialistes américains. »

Recherche d'une caractérisation plus affinée du pouvoir gaulliste, d'une définition plus précise de sa place dans le système impérialiste, et de ses enjeux de classe : c'est l'une des dominantes de la réflexion politique du P.C.F. depuis la fin de 1959. Mais, si la contribution d'Henri Claude ouvre une voie essentielle pour une analyse d'ensemble du nouveau système politique, on a l'impression que les autres contributions, qui sont diverses et contradictoires, butent sur le sens exact du départ de Pinay et sur les aléas de la politique algérienne. Surtout, la tendance générale — Henri Claude mis à part — à faire correspondre de façon mécanique telle attitude politique à tel groupe socio-économique (au demeurant loin d'être toujours clairement défini, et parfois différent d'une intervention à l'autre) introduit des éléments d'incertitude, de blocage et d'affrontement car, sous cet angle, les analyses — ou les hypothèses — ont des implications directes sur la politique d'unité et d'alliance. Ainsi : l'existence (ou non) de deux fractions du grand capital pose inévitablement la question de l'intervention du P.C.F. S'il existe une tendance « nationale », faut-il la soutenir? Si l'une est moins « atlantique » que l'autre, la classe ouvrière ne doit-elle pas y être attentive? Les contradictions qui apparaissent dans la classe dominante passent-elles entre deux fractions du capital monopoliste? entre le capital monopoliste et le capital non-monopoliste? Mais il est frappant de constater que chaque intervention privilégie l'un ou l'autre de ces aspects, mais n'évoque pas l'éventualité de contradictions internes à une politique impérialiste qui vient d'engager un vaste effort de restructuration, qui est confrontée à la très grave crise de la guerre d'Algérie, aux nouveautés de la coexistence pacifique et qui, dans une large mesure, se cherche. Or, braquer l'objectif sur les contradictions entre différentes couches de la bourgeoisie débouche inévitablement sur les rapports P.C.F./classes dirigeantes, sur la conception de la lutte des classes et des alliances. Mais, dans un contexte de lutte de classes extrêmement dur, et

alors que l'un des objectifs politiques majeurs est de poursuivre la démystification du pouvoir gaulliste, d'en approcher au mieux les racines de classe, les hypothèses sur les tendances nationales, assorties d'une vision opposant entre elles deux fractions du grand capital, ne réintroduisent-elles pas des confusions graves sur le sens de classe de la politique gaulliste, cela d'autant plus que certaines hypothèses avancées frappent par leur caractère de construction idéologique, sinon purement spéculative[67] ? Enfin, à toutes les analyses, et c'est l'une de leurs limites importantes (provenant des limites même de l'outillage théorique du P.C.F.), manque la prise en compte du relatif degré d'autonomie du fonctionnement de l'Etat, du type et du style d'intervention personnelle des hommes politiques, en relation avec l'ensemble des composantes qui définissent une politique.

Ainsi, engagé de toutes parts sur la base de la correspondance directe entre type de politique/fraction de la bourgeoisie, le débat, compte tenu des structures de pensée et d'intervention du P.C.F., pouvait dès lors difficilement ne pas se cristalliser en positions tranchées et en oppositions, étant donné l'enjeu : la politique d'alliance. D'autant que — on le verra — le rapport du parti aux masses, objet de préoccupation majeur, est également en cause. Nous touchons là aux fondements de l'affaire Servin-Casanova en ce qu'elle concerne l'analyse du gaullisme.

Le Comité central des 13-14-15 janvier 1961, réuni à Ivry, fait le point et clôt le débat :

- la crise Pinay de janvier 1960 n'est pas le signe de l'abandon de la politique gaulliste par le grand capital. « Elle signifiait au contraire que les couches les plus faibles du capital non-monopoliste, petits industriels, couches paysannes, commerçants, s'inquiétaient de voir leurs intérêts passer au second plan, après ceux des grands monopoles. L'élimination de Pinay est une étape nouvelle de la prise en main de tous les leviers de commande de l'Etat par les agents directs des grands monopoles[68] ; »
- les contradictions sont réelles entre la colonisation traditionnelle et les monopoles jouant le pétrole saharien. Mais elles sont secondaires, et « jouent dans des limites très étroites », à cause de l'interpénétration des divers éléments de la bourgeoisie et de la défense commune des intérêts de classe face aux peuples algérien et français;
- il ne faut pas surestimer ces contradictions, sinon l'on est amené à voir un « caractère progressif » au gaullisme, « en voyant en lui un capitalisme dynamique et même « libéral » contrastant avec le capitalisme archaïque qui serait représenté par Pinay ». Ce serait « renouveler une bien vieille erreur qui consistait à caractériser le

fascisme comme l'expression d'un mouvement des classes moyennes au lieu de voir sa véritable nature de classe : l'expression la plus violente de la dictature des monopoles[69] ». Ce serait aussi juger sur des caractères techniques (entreprises modernes ou vétustes) et non sur les rapports de classe;

• enfin, il ne faut pas voir seulement les contradictions qui existent entre l'impérialisme français et l'impérialisme américain. Il faut voir leurs liens. Il ne faut donc pas confondre « la démagogie nationale de De Gaulle avec une politique nationale. Là encore il est aisé de montrer que la défense des intérêts des monopoles n'est jamais une défense de l'intérêt national ». Ne pas surestimer les contradictions « jusqu'à nous faire oublier contre qui nous devons porter le coup principal[70] ».

L'analyse qui prévaut finalement est sans aucun doute en partie mécaniste, aussi bien sur la crise Pinay que sur le pouvoir gaulliste. Mais, en mettant l'accent sur la Cinquième République comme pouvoir renforcé des monopoles, preuves à l'appui, le P.C.F. ne va-t-il pas cependant à l'essentiel de la bataille politique et de ses enjeux?

Le rapport du P.C.F. aux masses

La clarification commencée avec le XVe Congrès demeure en fait partielle. Certes le recentrage sur le développement de l'activité propre du Parti comme absolue nécessité est l'objet d'interventions fréquentes à partir de la fin de 1959[71]. Mais le rôle et la place des organisations de masse, et en premier lieu des comités de base, demeurent un point majeur d'incertitude dans la réflexion du P.C.F. sur ses liens avec les forces populaires. Aussi, dans la foulée du XVe Congrès, trouve-t-on également une conception de l'organisation communiste qui en fait en quelque sorte le centre d'une nébuleuse de comités[72].

Or, en 1960, la montée du mécontentement et le développement de luttes multiformes viennent confronter le P.C.F. à ses modes d'intervention dans les masses. Avec la préparation, puis le vote, en décembre 1959, de la loi scolaire Debré d'aide à l'enseignement privé, des manifestations réunissent des forces importantes et la pétition laïque rassemble neuf millions de signataires à l'appel du Comité national d'action laïque, et des comités départementaux, tous cartels d'organisations sous l'égide du S.N.I. et de la F.E.N. Surtout, les luttes revendicatives se développent, principalement dans le secteur public, avec des formes d'action et des plates-formes revendicatives diversifiées, même si dominent d'une part les débrayages, d'autre part

l'exigence de l'augmentation des salaires et celle de la diminution des heures de travail (le retour aux 40 heures). La grève des cheminots du 31 mai 1960, réussie parce qu'elle a été marquée par le triomphe de l'unité d'action à la base [73], est l'un des plus importants points forts du mouvement. Enfin, à nouveau, d'importantes manifestations paysannes avec, ici et là, quelques accords, au niveau départemental, entre Confédération générale de l'agriculture (C.G.A.) et les unions départementales ouvrières. Sans parler — nous y reviendrons — du développement des luttes contre la guerre d'Algérie.

Ces interventions diversifiées des masses, sur des fronts différents, posent de façon aiguë le problème de l'unité d'action — moins dans les luttes revendicatives, riches de l'expérience syndicale, que dans les luttes plus directement politiques, et qui sont particulièrement nombreuses : laïcité, échec aux factieux, paix en Algérie. Toujours un butoir : comment réaliser le front unique, *via* l'organisation de comités? Comment faire pour que les organisations réformistes ne dévoient pas les luttes en les récupérant? Comment faire pour que les comités ne soient pas seulement des cartels, mais l' « organisation indépendante » des masses? Comment assurer une vie permanente aux comités? G. Plissonnier constate en avril 1960 que les comités antifascistes créés contre l'émeute d'Alger — mais dont « la plupart des objectifs politiques (...) restent valables » — « sont sans activité » « et risquent de disparaître complètement, alors que leur utilité n'est plus à démontrer ». Il déplore que ce soit souvent « la conception du cartel, c'est-à-dire de l'unité au sommet, qui prédomine [74] ». Question d'autant plus centrale que progressent les aspirations unitaires, notamment dans la lutte pour la paix en Algérie.

Celle-ci pose de façon de plus en plus aiguë le problème de l'unité d'action. En janvier 1960, les émeutes d'Alger viennent relancer le mot d'ordre de comités antifascistes [75], et la riposte en France conduit à l'unité d'action de fait au niveau national — même si les appels sont séparés — de la C.G.T., de la C.F.T.C., de la F.E.N. et de l'U.N.E.F. dans la grève d'une heure du 1er février; Thorez souligne l'importance de l'événement au Comité central du 3 février 1960 [76], où il lance également l'idée d'un appel aux gaullistes qui, « pendant la guerre, dans la clandestinité et dans la Résistance, ont partagé de dures épreuves avec les nôtres » pour, « dans l'esprit du programme de la Résistance, restaurer et rénover la démocratie [77] ».

Le développement des oppositions à la guerre d'Algérie suscite des initiatives de plus en plus diverses. A côté des comités de base existant dans le cadre du Mouvement de la paix — qui représente

pour le P.C.F., on l'a vu, la forme la plus accomplie et la plus large d'organisation indépendante des masses [78], d'autres types de comités se mettent en place : comités-cartels, comités de sommet, comités sur des objectifs limités (par exemple contre la torture), où, par la volonté de leurs fondateurs, les communistes sont souvent marginalisés, sinon absents, et qui se situent en tout état de cause hors du Mouvement de la paix, réputé d'obédience communiste. D'autre part, des organisations comme l'U.N.E.F. prennent leurs propres initiatives contre la guerre. En février 1960, est découvert le réseau Jeanson d'aide directe au F.L.N. En septembre, la Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie réunit les signatures de 121 intellectuels [79].

Mais, étant donné la place stratégique de l'affaire algérienne dans l'ensemble de la politique française, la lutte pour la fin de la guerre est un lieu essentiel de confrontation. D'où les multiples tentatives, cette année 1960, pour isoler les communistes et obscurcir les objectifs. Essentiellement : d'une part, tenter un rassemblement qui exclurait le P.C.F., sous couvert du discrédit qui frapperait tous les partis politiques [80] ; d'autre part, remplacer le mot d'ordre clair de « négociation avec le G.P.R.A. » — qui commence à faire son chemin dans l'opinion — par celui de « table ronde » réunissant d'autres interlocuteurs que les représentants qualifiés du peuple algérien, sous couvert de donner la parole à tous les éléments en présence [81]. L'opération, lancée au Congrès du Parti socialiste (30 juin-1er juillet) [82], est conduite l'été par la direction du Syndicat national des instituteurs, membre de la F.E.N.

Ce faisceau d'éléments conforte le P.C.F. dans la conviction que les Comités de paix rattachés au Mouvement de la paix sont la seule forme d'organisation susceptible de rassembler les masses sur des objectifs clairs (application de l'autodétermination, paix négociée, négociation directe avec le G.P.R.A.), alors que tous autres Comités, plus ou moins spontanés, ou en forme de cartels, sont fragiles, récupérables et peuvent contribuer à jeter la confusion sur les objectifs, en un temps où des convergences de masse peuvent se manifester dans la clarté (ainsi les appels parallèles du 30 juin lancés par la C.G.T., la C.F.T.C., la F.E.N. et l'U.N.E.F.). Attitude quelque peu frileuse devant la multiplicité de formes d'interventions? Plus profondément, ne touche-t-on pas surtout aux limites de formes organisationnelles en quelque sorte « classiques » (les comités) de réalisation du front unique et de l'unité? Malgré le recentrage du XVe Congrès sur l'activité propre aux organisations du Parti, le P.C.F. ne continue-t-il pas, en fait, à privilégier l'intervention des comités — ceux du Mouvement de la paix, l'organisation de masse

privilégiée? Mais ce cadre peut-il ne pas craquer quand se multiplient les initiatives (souvent dans la plus grande confusion) pour une paix négociée?

Autre problème : alors que se déploient ces initiatives diverses et des manœuvres de type troisième force, quelle attitude adopter quand des distorsions apparaissent dans l'appréciation sur la conduite des luttes entre une partie de la direction du Mouvement — dont l'indépendance est reconnue, mais qui est dans le même temps lieu de diffusion de l'influence du P.C.F. — et la ligne politique suivie par le P.C.F.? Or, la question se pose à diverses reprises, l'automne 1960, autour d'initiatives de l'U.N.E.F. pour une manifestation nationale, et dans la préparation — difficile — d'une journée d'actions et de manifestations, le 27 octobre 1960. Elle se pose également avec l'annonce — le 16 novembre —, puis la campagne du référendum sur l'autodétermination[83]. Le P.C.F. s'est prononcé dès le 17 novembre contre le « référendum-plébiscite »[84], et seul (avec le P.S.U.) de toutes les forces politiques, appelle à voter non, car la consultation « écarte la seule voie susceptible de conduire à la paix : la négociation avec le G.P.R.A.[85] ». Le Mouvement de la paix, en raison de divergences dans le Conseil national, où siègent des personnalités proches du gaullisme, n'appelle pas au vote négatif. Et sa déclaration estime que « les conditions équivoques du référendum peuvent conduire des Français partisans de la paix négociée à répondre de façons diverses ». Evidente distorsion, qui conduit à ne pas distinguer le sens du non (essentiellement : l'exigence de négociations) de celui du oui, et rend plus difficile la campagne du P.C.F. pour le non. Le représentant ès qualité du P.C.F. à la direction du Mouvement de la paix, Laurent Casanova, a accepté la formulation : sans doute point d'aboutissement d'une attitude ancrée dans la conception de l'organisation de masse comme principal lieu d'influence du Parti, et qui conduit à privilégier, les conditions changeant — la situation du rapport des forces se faisant plus complexe — le rassemblement pour le rassemblement, aux dépens du contenu de l'union. Mais cette attitude repose aussi sur les incertitudes, qui sont celles de tout le P.C.F., relatives aux modes de liaison parti/masses, et qui heurte le butoir des comités : les comités pour la paix en Algérie doivent-ils ou peuvent-ils être attachés au Mouvement de la paix? des comités du Mouvement de la paix peuvent-ils n'être fondés que pour la paix en Algérie? oui, réaffirme le P.C.F.[86], mais L. Casanova est réticent, au nom de la vocation générale du Mouvement.

Querelles qui peuvent paraître aujourd'hui byzantines. Elles ne le sont pas alors. Car l'enjeu est en définitive, à travers une

pratique qui se cherche, et dont les modalités ne sont claires pour personne, le maintien et la pénétration des positions de classe du P.C.F. sur le gaullisme : en effet, sous-jacente, la question de l'analyse du pouvoir gaulliste. Une certaine cohérence peut apparaître entre une conception laxiste du Mouvement de la paix sur la question clé de l'Algérie et les hypothèses sur le caractère « plus national » de la « fraction du grand capital » qui soutiendrait le général-président. En relation avec les problèmes nés d'une maîtrise mal assurée et d'une conceptualisation très limitée[87] des modes d'intervention dans la société française, se pose un choix réel d'orientation : il débouche — les oppositions de personne aidant, mais pour une part réduite — sur l'affrontement. Le Comité central d'Ivry de janvier 1961 condamne les positions de Servin et de Casanova « sur trois problèmes essentiels : la nature du pouvoir gaulliste, la conception de l'unité, le travail à la base pour la création de comités pour la paix en Algérie », rappelle que le travail d'unité, sans exclure les propositions au sommet, est « à accomplir en portant les efforts vers la base », et affirme que « cette unité à la base doit s'exprimer sous une forme organisée par la création d'un immense réseau de comités de paix en Algérie[88] ». Remarquons, sans en tirer des conclusions qui risqueraient d'être hâtives, que le conflit s'est cristallisé autour des deux dirigeants qui sont le plus directement confrontés, en raison de leurs responsabilités, aux mutations en cours dans la conception du rapport du Parti aux masses : le secrétaire chargé de l'organisation et le responsable du Mouvement de la paix[89].

Le P.C.F. et le mouvement communiste international

L'appartenance du P.C.F. au mouvement communiste international est une composante importante de sa réflexion générale. Il participe aux assemblées qui réunissent les partis communistes : pour notre période, celle de novembre 1957 — qui a notamment servi de référence au XVe Congrès dans le rappel des « lois essentielles du passage au socialisme » (thèse 27) —, celle de novembre 1960, dite des 81, sur laquelle nous reviendrons.

A l'intérieur du mouvement communiste international, le P.C.F. accorde une attention toute particulière au Parti communiste de l'U.R.S.S. et à l'Union soviétique elle-même. Or, celle-ci, en ce début des années soixante, paraît entrer dans la voie de succès continus et de progrès sans limites. Elle est à l'initiative de la coexistence pacifique, hautement proclamée par elle, qui se développe malgré les accrocs, et qu'illustrent de façon spectacu-

laire les voyages de Khrouchtchev. Optimisme sur le développement intérieur de l'Union soviétique : le XXIe Congrès du P.C.U.S., réuni en février 1959, se propose d'édifier les bases matérielles et techniques du communisme. Un an plus tard, lors de son voyage en France, dialoguant avec des syndicalistes, Khrouchtchev annonce — le 31 mars — que l'U.R.S.S. produira dans 20 ans deux fois plus que les Etats-Unis. Les exploits soviétiques dans la conquête de l'espace confirment avec éclat une avancée technologique qui paraît laisser loin derrière elle les performances américaines, alors encore modestes : Lunik II alunit le 13 septembre 1959 ; Spoutnik V revient à terre le 20 août 1960 avec un animal vivant ; le 12 avril 1961, Gagarine effectue le premier vol humain dans l'espace, à bord de Vostok I. Jusqu'en 1964, les Soviétiques affirment une impressionnante supériorité dans la conquête de l'espace.

Ces objectifs annoncés et les succès réels, salués par le P.C.F. comme autant de preuves de la supériorité du socialisme, conduisent à réactiver fortement la référence au modèle. « Jamais l'U.R.S.S. n'est apparue plus puissante et plus rayonnante » : tel est le thème du discours prononcé le 6 novembre 1959 par Thorez pour célébrer le 42e anniversaire de la révolution d'Octobre [90]. Idée dominante qu'accentue la présentation d'une société allant, sans le moindre heurt, sans contradiction, vers le communisme. Ces appréciations conduisent à revenir sur le XXe Congrès du P.C.U.S., pour réaffirmer sans aucune réserve l'exactitude des conclusions que le P.C.F. en avait alors tirées. L'éditorial de septembre 1960 des *Cahiers du Communisme* dénonce ceux qui « ont cru que l'essentiel de ce XXe Congrès, c'était la critique des erreurs et des fautes commises dans le passé » et cite la thèse 13 du XIVe Congrès du P.C.F. (juin 1956) : « le XXe Congrès du P.C.U.S. a été le Congrès des bâtisseurs du communisme, qui indique avec éclat la voie révolutionnaire à la classe ouvrière et aux travailleurs du monde entier [91] ». On retrouvera ce thème — et cette référence — jusqu'en 1963 [92]. Ainsi, réactivant le modèle, les succès soviétiques contribuent également à maintenir bloquée toute réflexion sur le stalinisme.

La participation du P.C.F. à des conférences internationales des partis communistes, vues comme un moment d'une réflexion d'ensemble du mouvement communiste international débouchant sur une déclaration commune ayant vocation à définir de grandes orientations stratégiques, joue de façon contradictoire. On le perçoit à l'analyse que fait M. Thorez des résultats de la Conférence des 81 partis de novembre 1960, au cours de laquelle le P.C.F. a joué un rôle important [93]. D'une part, ils encouragent

à engager des réflexions nouvelles sur la situation réelle dans le monde capitaliste — et en France en particulier — comme sur la voie pacifique : par la prise en considération du concept de C.M.E. (mais l'expression ne figure pas dans le rapport de Thorez); par une analyse du rapport des forces dans les pays capitalistes, fondé sur l'exacerbation des contradictions entre une poignée de monopoles et l'ensemble des autres couches du pays (d'où les nouvelles possibilités d'alliance); par la réaffirmation de la possibilité des voies pacifiques au socialisme — notamment de la voie parlementaire — si la grande bourgeoisie est de plus en plus isolée à l'intérieur, et du fait de l'affaiblissement général de l'impérialisme, qui limite ses possibilités d'intervention (une dimension nouvelle s'établit ainsi, par la liaison entre passage pacifique et détente). Mais, dans le même temps, d'autres affirmations contribuent à freiner, à limiter la recherche des spécificités nationales : rappel de la déclaration des P.C. de 1957 sur les lois générales du socialisme qu'il faut « appliquer correctement » « en tenant compte des conditions historiques concrètes de chaque pays » — dont le rôle apparaît ainsi singulièrement étroit; rappel de l'unité nécessaire de volonté, d'action, de pensée, des partis communistes, condition obligatoire de succès, règle valable bien qu'il n'y ait plus d'Internationale communiste; réaffirmation du rôle d'avant-garde du Parti communiste de l'Union soviétique, parti le plus expérimenté à tous points de vue — pour des raisons historiques et parce que l'U.R.S.S. est engagée dans la construction du communisme. Contrainte des lois générales, rôle d'avant-garde du P.C.U.S., unité obligatoire du mouvement communiste international : autant de freins à l'approfondissement d'une réflexion autonome sur les réalités concrètes des sociétés où luttent les partis communistes.

Ajustements et limites du XVIe Congrès (mai 1961)

Sur l'ensemble des problèmes, le XVIe Congrès, qui se déroule après un mois d'avril très chargé (vol de Gagarine, riposte de masse au putsch des généraux à Alger, échec d'une tentative de débarquement contre-révolutionnaire à Cuba), apporte un certain nombre d'ajustements [94]. Il procède à un certain approfondissement de l'analyse du gaullisme, grâce à l'insertion dans le cadre du C.M.E. du pouvoir personnel installé depuis 1958, à l'abandon de la référence au fascisme, ce qui permet de mieux définir le « pouvoir des monopoles », à un souci de présentation différenciée de la concentration, de la politique économique et

sociale, de ses effets sur les diverses couches sociales. Mais le gommage des aspects spécifiques de la politique extérieure demeure. Le Congrès accentue d'autre part le recentrage sur l'activité propre du Parti [95], mais souligne aussi l'importance des organisations de masse, « l'un des moyens essentiels de renforcer l'union des communistes avec les non-communistes dans ces différents domaines [96] » et insiste à nouveau sur l'importance particulière du Mouvement de la paix.

Pourtant, la résolution esquisse par sa démarche des perspectives stratégiques plus claires à moyen terme. Partant d'une description générale du rapport des forces dans le monde et de la définition du pouvoir gaulliste comme pouvoir des monopoles, elle observe la résistance du peuple de France à la politique de celui-ci, et définit la restauration et la rénovation de la démocratie comme « étape dans la lutte que mènent la classe ouvrière et le Parti communiste pour le socialisme ».

L'activité propre du Parti, exigence fondamentale, celle des organisations de masse, conduiront au front unique de la classe ouvrière, lui-même base de l'alliance du prolétariat et des autres couches sociales. Cette alliance se concrétisera par un accord programmatique entre le Parti communiste, le Parti socialiste, les autres partis démocratiques, pour rénover la démocratie (d'où le rappel du programme élaboré par le XVe Congrès), puis pour aller au socialisme. Mais le passage au socialisme est toujours « un bond révolutionnaire » qui « implique obligatoirement la destruction de la vieille machine de l'Etat bourgeois et son remplacement par un Etat prolétarien ».

Ainsi, à partir de l'ancrage dans les luttes, qui ont provoqué une incontestable poussée unitaire, à partir également de la pratique constante de l'unité et de l'affirmation théorique de principe de sa nécessité, une politique cohérente est en train de se définir sur le moyen terme, pour rassembler la majorité du peuple français, sur l'objectif antérieurement défini de restauration et de rénovation de la démocratie. Mais elle bute sur l'articulation entre démocratie et socialisme, en relation avec la question des voies de passage. D'où, dans la résolution, des formulations qui manquent de précision et qui ne se recoupent pas entièrement. Ainsi, restaurer et rénover la démocratie « est inséparable de la lutte pour le progrès social, pour les libertés démocratiques, pour la paix, pour le socialisme » [97]. C'est une « étape (...) dans la lutte pour le socialisme. Mais une étape indispensable. Non pas parce que tel est notre bon plaisir, mais parce que telle est la logique de l'histoire. Les communistes tiennent compte des conditions historiques concrètes de la France et de la situation internationale. Cependant la lutte pour

la démocratie n'est pas séparée de notre combat pour le socialisme »[98].

L'expression embarrassée, les contradictions sous-jacentes marquent un moment où la pleine prise en compte des conditions françaises conduit le P.C.F. à voir dans le processus démocratique un élément décisif de sa démarche, mais entre en contradiction avec les exigences universelles reconnues de la révolution socialiste; d'où le passage de la résolution sur le « bond révolutionnaire », assorti d'une mise en garde (« seuls les révisionnistes du marxisme peuvent confondre la restauration et la rénovation de la démocratie avec l'avènement d'une république socialiste ») et d'une minorisation des voies pacifiques (« la classe ouvrière est *intéressée* — souligné par moi — au passage pacifique au socialisme »[99]).

Il n'en reste pas moins que le P.C.F. est en fait entré dans un processus de mutations et de réflexions profondes. Les mois qui suivent le XVIe Congrès, l'accent est mis sur les luttes immédiates, en particulier pour la paix en Algérie et contre l'Organisation Armée secrète (O.A.S.) des ultras de l'Algérie française, qui déclenche dans le pays une vague d'attentats terroristes et fait à nouveau planer une menace de caractère fasciste; sur le mécontentement grandissant contre la politique de De Gaulle, qui se manifeste dans la S.F.I.O., dans le Parti radical, dans une fraction du M.R.P., avec le développement des actions multiformes — revendicatives en particulier. D'où l'insistance grandissante du P.C.F. sur la nécessité « d'un vaste mouvement populaire sans précédent » pour opérer « les changements nécessaires » « dans un sens démocratique et pacifique », et l'appel pressant à surmonter les divergences entre démocrates[100].

Le XXIIe Congrès du P.C.U.S. (octobre 1961) dans le prolongement du XXe, vient relancer la réflexion sur nombre de problèmes essentiels. Certains ont été discutés au XVIe Congrès du P.C.F. : rapport des forces mondial, voies de passage au socialisme, mouvement communiste international. D'autres sont restés sous le boisseau : en premier lieu, le « culte de la personnalité » dont, depuis 1956, l'évocation ne s'est faite dans le P.C.F. que par la bande, et de façon épisodique. Mis à l'ordre du jour du Comité central qui se réunit les 25 et 26 novembre à Ivry, les travaux du Congrès donnent lieu à deux importantes interventions, le rapport de Waldeck Rochet — devenu Secrétaire général adjoint au terme du XVIe Congrès — et le discours de Thorez[101].

La démarche du rapport de Waldeck Rochet repose sur quatre éléments successifs :

• l'*importance du XXIIe Congrès* tient à la fois au passage « en grand » à la construction du communisme (dont la base technique et matérielle devait selon le P.C.U.S. être édifiée dans les 20 ans), à l'épanouissement complet de la démocratie (transformation complète de l'Etat socialiste en « autodétermination de la société communiste »), à la dénonciation du « culte de la personnalité » et de ses séquelles, indispensable pour aller de l'avant (d'où la courageuse condamnation des abus, des actes arbitraires, des crimes commis à l'époque, la volonté d'en finir à jamais avec des pratiques qui ont porté de graves préjudices au parti et à l'U.R.S.S., la décision d'ériger un mausolée aux victimes de l'arbitraire) : Waldeck Rochet procède ainsi à une importante réévaluation des analyses du P.C.F. relatives au XXe Congrès;

• la *nécessité de la dictature du prolétariat* n'est pas remise en cause par la dénonciation du « culte » : elle est indispensable dans la période de transition. Temporaire, fondée sur l'alliance de la classe ouvrière, de la paysannerie, de toutes les couches laborieuses, elle exerce sa contrainte uniquement sur les grands capitalistes, les grands propriétaires fonciers, leurs complices. Légalité révolutionnaire, elle se caractérise par les larges droits démocratiques pour le Parti. De la possibilité d'un passage pacifique peuvent découler des formes de dictature du prolétariat provisoires, moins violentes, de plus en plus de courte durée. Référence est faite sur ce point aux textes du XVIe Congrès du P.C.F. Le rapport de Waldeck Rochet réévalue en hausse le contenu « démocratique », limite en baisse, dans le temps et dans les effets, le moment de la « dictature »;

• le rappel de la possibilité d'éviter la guerre et de développer la coexistence pacifique;

• l'*unité du mouvement communiste international* est fortement réaffirmée, et, en relation avec le « programme grandiose » « du XXIIe Congrès, le P.C.U.S. reste pour nous l'exemple, l'avant-garde expérimentée, attentive et fraternelle de tout le mouvement communiste international » — formule reprise de M. Thorez. D'où la valeur universelle des décisions du XXIIe Congrès, la nécessité de préserver l'unité idéologique du mouvement communiste international mise en cause par les Albanais [102], et de lutter contre le révisionnisme et l'acceptation de tendances idéologiques divergentes. Les 81 partis communistes sont indépendants et égaux en droit et mènent leur politique en tenant compte de « conditions concrètes » de leur pays, mais ils élaborent la lutte commune pour sa mise en œuvre. Le discours est ici beaucoup plus traditionnel, axé à la fois sur le modèle soviétique et sur la

nécessaire unité du mouvement communiste international. Il se cantonne toutefois au niveau des principes.

Par son articulation comme par ses formulations, le discours de Thorez laisse apparaître une tonalité sensiblement différente.

Après avoir rappelé le « grandiose programme » du XXIIe Congrès du P.C.U.S. — mais sans évoquer la lutte contre les séquelles du « culte », Thorez insiste longuement sur la dictature du prolétariat. Droits et libertés sont en grande partie « illusoires » pour les travailleurs dans la société bourgeoise. L'Etat prolétarien étend les libertés des travailleurs, mais il doit briser les résistances des exploiteurs et des forces réactionnaires du monde : c'est pourquoi la dictature du prolétariat est une idée marxiste-léniniste essentielle. Au demeurant, l'exemple de la contre-révolution hongroise de 1956 est là pour le montrer : l'insistance est nette sur les fonctions répressives de la dictature du prolétariat.

Celle-ci peut revêtir d'autres formes que celles de Soviets : à preuve les démocraties populaires, et il est « de plus en plus évident » qu'il en sera ainsi en France. Il faut « tenir le plus grand compte » des particularités historiques, des traditions nationales, des conditions diverses, des lois de caractère universel qui régissent le passage au socialisme.

Suit — après un paragraphe sur la défense de la paix — un développement sur la lutte contre l'opportunisme et le dogmatisme. C'est à leur propos que sont évoquées les critiques du « culte », dont les ennemis du socialisme se sont emparés pour calomnier l'U.R.S.S. Or, la vigueur de la lutte entreprise par le P.C.U.S. montre que le « culte » n'avait pas de racines dans le régime. Même pendant cette période, le P.C. soviétique vivait normalement, accomplissait son travail de masse, certes freiné par le « culte », mais sans étouffer l'activité créatrice des masses. En vérité, les sociaux-démocrates cherchent à « réconcilier la classe ouvrière avec la dictature du capital », au moins sous sa « forme républicaine ». Ainsi sont très fortement relativisées, et la condamnation du « culte » par le XXIIe Congrès, et les conséquences qu'il a pu avoir sur l'ensemble de la vie et de la société soviétiques.

Enfin, sur l'unité du mouvement communiste international, alors que Waldeck Rochet s'est limité à des réaffirmations de principe, notamment sur le danger « révisionniste » de social-démocratisation, Thorez prend vivement à partie le « polycentrisme » [103], au nom du rejet de toute fraction, de l'indépendance des partis et de leur cohésion internationale : mais l'essentiel est-il là? Car Thorez enchaîne en évoquant à nouveau la question

des voies de passage, critiquant — sans les citer — ceux qui mettent en cause l'existence des lois générales identiques pour le passage au socialisme, au nom de voies nationales. Cela, dit-il, conduit à nier la « valeur universelle de la théorie marxiste-léniniste de la révolution », ce qui est juste si l'on souligne « dans la mesure légitime » les particularités nationales et les conditions historiques concrètes; mais faux si on met celles-ci exclusivement en valeur au détriment des grandes lois universelles (dictature du prolétariat dont le noyau est le parti marxiste-léniniste, socialisation de l'industrie et de l'agriculture, défense de conquêtes révolutionnaires).

Il ne fait pas de doute que ces deux interventions s'inscrivent dans une même politique : celle du P.C.F. Elles traduisent un moment d'une réflexion qui n'est pas achevée, et qui n'est jamais perçue par les contemporains — quels qu'ils soient — comme comportant des éléments contradictoires. Mais l'analyse de la démarche permet aujourd'hui de déceler de nettes différences d'approche entre les deux interventions : sur l'appréciation du XXII[e] Congrès, sur l'importance du « culte de la personnalité », sur le rôle de la dictature du prolétariat, sur l'évolution du mouvement communiste international (à travers l'appréciation commune de sa nécessaire unité). Poussée vers une réflexion de plus en plus approfondie sur le processus démocratique, conduisant à un rejet clair et net des conséquences du « culte » et à de nouvelles avancées dans la recherche des voies nationales, d'un côté; de l'autre réticences à tirer toutes les conclusions de la période du « culte », tendance à la minimisation des spécificités nationales. Au cœur du débat de fait : la dictature du prolétariat. Dans les deux cas, l'insistance sur la nécessaire unité du mouvement communiste international et la réaffirmation du rôle d'avant-garde du P.C.U.S.

LES MUTATIONS DE 1962

Evolutions et transformations des conditions de la vie économique, sociale, politique dans la société française s'accélèrent en 1962. Tout d'abord, la plus lourde hypothèque immédiate est levée, avec la fin de la guerre d'Algérie. La lutte de masse s'est développée en France pour exiger la paix négociée et contre l'O.A.S. — et en relation avec la lutte contre le « pouvoir personnel ». Lutte très dure; ainsi la manifestation anti-O.A.S. du 8 février 1962 est sauvagement réprimée : 8 militants, dont

7 communistes, sont tués au métro Charonne. Grèves et manifestations dans le pays, puis, le jour des obsèques, grève générale et cortège gigantesque à l'appel de tous les syndicats de la région parisienne montrent la force de la réprobation populaire. Au terme de négociations difficiles, car elles butent sur le Sahara, et devant la résistance de tout le peuple algérien, les accords d'Evian sont conclus le 18 mars; ils consacrent la naissance de l'Algérie indépendante, Sahara compris. Au référendum qui doit consacrer la paix, et auquel les communistes appellent à répondre oui, 90,82 % des suffrages approuvent la conclusion des accords.

Sur le plan social, les luttes contre les fermetures autoritaires (grève des mineurs de Decazeville, commencée en décembre 1961) convergent avec une vigoureuse poussée revendicative au printemps 1962 dans tout le secteur public, mais aussi dans le secteur privé (essentiellement sidérurgie et métallurgie), et rejoignent le malaise latent et les manifestations de mécontentement de la paysannerie et d'une partie des petites et moyennes entreprises. A la base, l'application, depuis 1961, du plan Rueff-Armand mis au point courant 1960, et le lancement du 4e plan en 1962 : l'un et l'autre destinés à accélérer les restructurations, à développer l'emprise des monopoles sur la vie du pays, à favoriser les redéploiements régionaux, à renforcer le soutien de l'Etat aux monopoles, à peser sur la main-d'œuvre et sur les salaires.

Parallèlement se poursuit la restructuration politique autoritaire et centralisatrice visant à renforcer les structures du C.M.E. La guerre d'Algérie achevée, le gouvernement Debré est remercié, et G. Pompidou, qui avait été Directeur du cabinet du général de Gaulle, devient Premier ministre en avril : la nouvelle équipe compte davantage de parlementaires [104], mais la prise en main directe par l'Elysée est accentuée par certaines désignations, comme par la personnalité même de Georges Pompidou. De Gaulle lance d'autre part dans le courant de l'été l'idée d'une réforme constitutionnelle visant à élire le président de la République au suffrage universel : pas supplémentaire vers le présidentialisme et le renforcement de la centralisation. De Gaulle annonce en septembre un référendum sur ce thème pour le 28 octobre.

Le développement du mécontentement et des luttes dans le pays, celui des pratiques unitaires, la conjonction de plus en plus nette des oppositions (celles du P.C.F., celles de la S.F.I.O., du Parti radical, de l'U.D.S.R. et même d'une fraction du M.R.P.) conduisent à la première crise politique du régime sous des formes constitutionnelles, à propos de la procédure de révision de la constitution : le gouvernement est censuré par le Parlement le 5 octobre. Usant de ses prérogatives, le Chef de l'Etat dissout

l'Assemblée le 10 octobre. Signe encore de la perte relative d'audience dans l'opinion, les résultats du référendum sont médiocres. Le non rassemble 38,2 % des exprimés, le oui n'atteint plus la majorité des inscrits (46,4 % seulement). Quatorze départements — surtout dans le Midi aquitain et méditerranéen — ont voté non majoritairement.

Dans cette situation d'ensemble, que dominent les nouveaux ajustements de la Ve République et la montée de l'opposition populaire, le P.C.F. décèle dans le gouvernement Pompidou une accentuation des tendances antérieures du régime [105] et il procède à des analyses nouvelles sur la complexité des modes d'intervention de l'Etat, son rôle dans l'élaboration d'une politique économique (ainsi commence à être réévaluée la place des plans en régime capitaliste), le rôle du nouveau parti de droite qu'est l'U.N.R., l'importance des interventions idéologiques et de la propagande [106].

Tous éléments de réflexion très importants, qui conduisent peu à peu à une meilleure connaissance de la réalité française, même si, au gré des événements immédiats, le recours à des schémas antérieurs transparaît toujours : ainsi de la réactivation de l'analyse du gaullisme comme ouvrant la voie au fascisme, au moment des crimes de l'O.A.S. et à l'occasion du référendum constitutionnel [107] — traduction de difficultés persistantes pour appréhender toutes les caractéristiques nouvelles de la vie politique et du fonctionnement de l'Etat depuis 1958.

Parallèlement, la volonté de dégager des perspectives, alors que montent les luttes unies contre la politique de la Cinquième République, conduit le P.C.F. à mettre en avant — et à réfléchir sur — les possibilités de changement, qui paraissent renforcées avec la fin de la guerre d'Algérie. Dans cette démarche, trois moments importants marquent l'année 1962.

1. Au Comité central de Bezons (31 mai-1er juin), dans la discussion du rapport Frischmann sur le développement des luttes revendicatives, Thorez fait une intervention novatrice à bien des égards [108]. Il revient en premier lieu sur la relation parti/masses — à l'évidence toujours objet de préoccupation [109] majeur. Insistant à nouveau sur la nécessité de l'activité indépendante du Parti, il évoque ses défauts dans son rapport aux masses dans l'entreprise : insuffisance de formulation des revendications, tendance à ne recourir qu'à la grève, alors qu'elle doit être l'ultime recours, tendance à l'unité sans principe à tout prix, manquements fréquents à la démocratie ouvrière, ce qui conduit à des insuccès, des pertes d'influence, même quand les grèves réussissent relativement.

Il faut donc répondre à toutes les questions des travailleurs,

donner des perspectives. L'influence du P.C.F. a remonté depuis 1959, estime Thorez, mais elle demeure sérieusement contrebattue, les moyens de l'adversaire sont puissants, la situation est difficile, et non favorable — appréciation d'autant plus intéressante que le cadre de l'analyse est celui du développement des luttes [110].

Seconde réflexion nouvelle : la nécessité de donner des perspectives politiques qui permettront de développer l'unité, de faire échec aux manœuvres de division, de donner un contenu positif à l'unité : de ce fait « nous allons vers l'idée d'un programme établi en commun par les groupements et les partis démocratiques » et qui serait — contrairement à ce qui s'est passé en 1936 et à la Libération — respecté par tous. Le programme ne sera pas celui d'une transformation radicale, mais il proposera « des revendications acceptables pour les démocrates, adaptées à l'étape donnée, au rapport des forces », et réalisables si les intéressés s'unissent. « En apportant dans l'immédiat du mieux pour chacun », il laissera « la voie ouverte vers des transformations plus complètes de la société par des moyens pacifiques ». Ainsi, pour la première fois commence à s'esquisser une articulation entre perspectives démocratiques/programme/passage au socialisme.

Thorez estime enfin qu'il faut abandonner la formule « restauration et rénovation » de la démocratie, qui peut faire apparaître le P.C.F. soucieux de revenir au passé, et propose de réfléchir à une formule plus tournée vers l'avenir — par exemple « établir une démocratie vraie, réelle ». C'est finalement l'expression « démocratie véritable » qui sera retenue quelque temps plus tard.

2. Le Comité central d'Ivry se tient les 4 et 5 octobre 1962, alors que se multiplient les appels à voter non au référendum constitutionnel (en particulier chez les socialistes) et que l'Assemblée nationale est en train de censurer le gouvernement. Le constat des convergences (appels à voter non de la S.F.I.O., du P.S.U., du parti radical, de l'U.D.S.R.) a déjà conduit le bureau politique du P.C.F. à lancer le 23 septembre une formule qui fit alors sensation : « marcher côte à côte et frapper ensemble l'adversaire commun » [111].

Devant le Comité central, Roland Leroy [112] note l'importance de ces convergences, le « langage nouveau » que tiennent les dirigeants du Parti socialiste, souligne la nécessité de lutter contre le sectarisme, critique sur ce plan l'attitude de certaines fédérations communistes dont les candidats, aux dernières élections sénatoriales [113], ne se sont pas désistés au second tour et ont ainsi permis l'élection de réactionnaires et freiné le processus

de développement unitaire. Surtout, le rapport Leroy procède à un réexamen très important de l'attitude du P.C.F. à l'égard de la S.F.I.O.

Les responsabilités du Parti socialiste dans le retour de De Gaulle au pouvoir et sa participation ministérielle jusqu'à la formation du gouvernement Debré avaient pleinement conforté le P.C.F. dans les analyses classiques de la social-démocratie. En octobre 1958 un article des *Cahiers du Communisme* rappelait, citant Lénine, que les chefs socialistes « sont objectivement un détachement politique de la bourgeoisie, des conducteurs de son influence, ses agents dans le mouvement ouvrier »[114], analysait les liens entre l'appareil socialiste et l'appareil d'Etat, mais soulignait que l'appareil socialiste, « minorité dans le parti socialiste », « ne représente numériquement pas grand-chose dans la masse des électeurs socialistes », ce qui préserve les possibilités de l'unité d'action. L'entrée des socialistes dans l'opposition à la suite du premier grand train de mesures antisociales (début 1959) est vue par J. Duclos comme une simple manœuvre politicienne : « avec ses collègues de la direction du Parti socialiste, G. Mollet considère qu'il va pouvoir servir plus utilement la politique gouvernementale en se livrant à une opposition de façade »[115].

Le thème dominant est ensuite celui de la crise de la S.F.I.O., comme résultat de la collaboration de classe — notamment à partir du XVe Congrès du P.C.F. : le départ de quelques dirigeants hostiles au soutien à de Gaulle, la fondation du Parti socialiste autonome (septembre 1958) puis celle du P.S.U. (avril 1960), les affrontements dans les congrès, les divisions sur le gaullisme et sur la guerre d'Algérie, l'effritement électoral, la baisse des effectifs, fournissent des arguments de poids à l'analyse. Parallèlement, les appels continus à la réalisation du front unique s'accompagnent de la relation des prises de position de travailleurs socialistes favorables à l'unité, et d'initiatives à la base, notamment dans les comités[116]. Ils s'accompagnent également d'articles de fond qui, non sans contradictions, argumentent sur la possibilité effective de réaliser le front unique. Ainsi Henri Chauveau, en septembre 1959, souligne que le Parti socialiste se réclame de la classe ouvrière, mais que le refus du front unique mène à la collaboration de classes; que les divergences idéologiques entre P.C.F. et S.F.I.O. ne doivent pas être des obstacles à la réalisation du front unique; que P.C.F. et S.F.I.O. ont certes des différences importantes, mais qu'ils ont aussi des positions communes sur l'intérêt de la classe ouvrière et sur les objectifs[117]. En mai 1960, Gilbert Mury[118] souligne que tous les partis sociaux-démocrates abandonnent officiellement le

marxisme, que la S.F.I.O., désormais « amputée de son aile gauche » avec la fondation du P.S.U., évolue encore bien plus à droite que la social-démocratie allemande, mais que, « même à l'intérieur de ces programmes édulcorés », il reste « quelques traces de la volonté populaire ». C'est que les dirigeants « cèdent sur ces points à la poussée des militants de base » : « c'est donc qu'entre ces derniers et les communistes il demeure possible d'envisager de fructueuses opérations ».

La reconnaissance par la S.F.I.O., en 1960, de l'existence d'un fait national algérien s'assortit, nous l'avons vu, de nombreuses initiatives visant à faire prendre corps à l'idée de table ronde, et au rassemblement de toutes les forces de l'opposition, P.C.F. et C.G.T. exceptés. D'où la dénonciation de ces manœuvres comme obstacle majeur à l'union : ce sera l'un des thèmes importants du XVIe Congrès (mai 1961). Waldeck Rochet insiste dans son rapport sur l'enfoncement de la S.F.I.O. dans la collaboration de classe, qui conduit le Parti socialiste à « la liquidation de toute conception socialiste », sur sa volonté de faire renaître une impossible « troisième voie », sur le développement de l'unité d'action avec les travailleurs socialistes, malgré leurs dirigeants [119]. Analyses confortées les mois suivants par la tenue de conciliabules au cœur desquels se retrouve la S.F.I.O., et qui conduit, en pleine crise O.A.S., alors que se multiplient les attentats terroristes, à des contacts où se retrouvent, avec Guy Mollet, des complices de l'Algérie française comme Pinay (au « dîner de l'Alma », par exemple, en janvier 1962). Appels au front unique aux travailleurs socialistes (au Comité central d'Ivry, 28 septembre 1961), appel à « écarter tout ce qui divise, et s'unir dans un même combat » [120], vont donc de pair avec la dénonciation des dirigeants S.F.I.O. — entraînant même la reprise de la célèbre formule de la social-démocratie comme « principal soutien social de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier » [121]. Cette analyse se retrouve encore en juillet 1962 [122].

Le Comité central d'Ivry d'octobre 1962 procède à une très importante inflexion, fondée sur l'attitude nouvelle de la S.F.I.O., constatée par le P.C.F., et sur la volonté de tout faire pour développer le processus unitaire en marche dans le pays. D'où, dans le rapport Leroy :

- le rappel que les communistes doivent soutenir tout pas en avant allant dans le sens de l'intérêt du peuple — formule de Thorez de juin 1958;
- la critique des dirigeants socialistes n'est pas une fin en soi. Il faut critiquer ce qui nuit au combat démocratique, mais soutenir tout pas en avant. A l'appui : un exemple historique (le pacte

d'unité d'action de 1934 et la fin des critiques réciproques) et le constat qu'un combat parallèle se mène de fait présentement;

- l'influence du Parti sur les masses passe fondamentalement par sa capacité à montrer son visage réel : « Si nous montrons le vrai visage de notre politique, si nous apparaissons comme les artisans les plus sincères et les plus passionnés de l'union démocratique, c'est autour de nous que se cristallisera l'opposition démocratique »;
- le relèvement de la France sera la tâche de tous les Français : cette position de principe du P.C.F. — pratique constante depuis 1945 — le conduit à proposer l'élaboration d'un programme démocratique commun;
- il existe des points de convergence importants entre les programmes du P.C.F. et de la S.F.I.O. : nationalisation des monopoles de fait, extension des libertés démocratiques, etc. et, dans l'immédiat, l'appel au non pour le référendum;
- la conclusion : retenir ce qui unit, écarter ce qui divise.

Le Comité central de Malakoff (13-14 décembre 1962) confirme pleinement les orientations des deux précédents. Il se tient après le référendum — où les non, on l'a vu, ont fortement progressé — et après les élections législatives anticipées de novembre. Celles-ci ont montré un regroupement massif de la droite sur l'U.N.R. (31,9 % des exprimés), des progrès du P.C.F. (21,7 % des exprimés, soit + 2,5 points par rapport à novembre 1958), la poursuite du déclin de la S.F.I.O. (12,6 % des exprimés, soit – 3,1 points par rapport à novembre 1958). Au second tour, une tactique hardie de désistements est appliquée par les communistes pour battre à tout prix l'U.N.R. Quant à elle, la S.F.I.O. a appelé à voter pour le candidat communiste lorsqu'il se trouvait face à l'U.N.R., au nom du principe de la hiérarchie des urgences. De ce fait, 41 députés communistes sont élus (au lieu de 10), 66 S.F.I.O. (au lieu de 43).

Au Comité central, Waldeck Rochet [123], souligne que les nombreuses initiatives du P.C.F., qui a rejeté tout formalisme dans sa démarche, ont conduit à une très grande diversification des pratiques du front unique : jeu de la démocratie ouvrière rappelée au Comité central de Bezons; lutte contre « l'étroitesse » lors des élections sénatoriales; refus de se laisser bloquer par des démarches traditionnelles demeurées sans réponse, mais affirmation de la nécessité de marcher côte à côte pour frapper ensemble; multiplication de contacts personnels, avec représentants des partis et des groupes; désistements, même pour des candidats moins bien placés, voire pour des non-socialistes [124]. A la base de ce comportement : l'exigence du développement de

l'union contre de nouvelles entreprises autoritaires du pouvoir personnel.

Le rapport de Waldeck Rochet accentue d'autre part la mise en avant des convergences avec la S.F.I.O. et la recherche de « positions communes dans les questions essentielles de la vie nationale et internationale » entre les « groupes républicains ». Ce constat de convergences se fait sur l'examen des « principales mesures contenues dans les programmes des candidats de la S.F.I.O. aux dernières élections » : l'opposition au pouvoir personnel, le rôle du Parlement, l'utilisation de la radio et de la télévision par le pouvoir, la défense des libertés politiques et syndicales, le relèvement du niveau de vie, la laïcité et les crédits pour l'école, la condamnation de la force de frappe, etc. Insistance aussi sur les convergences possibles en politique extérieure : d'où l'affirmation que le retrait du pacte Atlantique et du Marché commun n'est pas pour les communistes une condition à un accord avec la S.F.I.O. C'est une nouveauté de fait, même si elle s'appuie sur un texte de Thorez d'octobre 1958 (lettre au Comité national universitaire) — qui n'avait jamais été repris depuis. Mise en lumière encore des objectifs communs : « socialistes et communistes ont en outre des aspirations communes au socialisme, même si des divergences subsistent entre eux sur les voies et moyens ». Enfin, un dernier constat, appuyé sur un article du *Populaire* sur l'opposition socialiste à de Gaulle : « Nous enregistrons avec satisfaction cette affirmation en faveur d'une véritable opposition au pouvoir gaulliste » [125].

La conclusion : développer les luttes convergentes, pour aller vers une entente sur la base d'un programme démocratique commun, plus que jamais écarter ce qui divise, retenir ce qui unit. Et pour cela, un axe indispensable : le renforcement du Parti, de sa politique de masse, « en se débarrassant absolument de toute étroitesse dans l'expression de sa politique générale ». « Que ce soit en matière économique et sociale ou en politique extérieure, il importe avant tout que la politique de notre Parti se présente réellement comme une politique positive pleinement conforme aux intérêts du peuple et de la nation » [126].

Les mois suivants, la politique d'opposition de la S.F.I.O. se fait de plus en plus nette. Elle accepte certaines formes d'unité d'action — de caractère « défensif », c'est-à-dire contre les agressions du pouvoir — avec le P.C.F. Mais son 54ᵉ Congrès (mai-juin 1963) est axé sur le regroupement de la gauche non communiste qui, « ayant établi son programme et formé sa coalition » ne laisserait d'autre solution au P.C.F. que le ralliement sans discussion ou la responsabilité d'un échec [127]. Et

si, à la fin de 1963, Guy Mollet évoque pour la première fois l'éventualité d'un programme commun de la gauche sans la rejeter, c'est le plein moment du lancement puis du développement de la candidature de M. X... (Gaston Defferre) pour les présidentielles de 1965 — les premières qui vont avoir lieu au suffrage universel — et cette opération centriste est entérinée par le Congrès extraordinaire de la S.F.I.O. des 1er et 2 février 1964. Fondamentalement, la politique S.F.I.O. est axée, de bout en bout, sur la recherche d'une solution de troisième voie, visant à une relève du pouvoir gaulliste qui aurait éventuellement le soutien du P.C.F., mais qui placerait celui-ci devant le fait accompli et en ferait une simple force d'appoint.

De cette stratégie, les analyses du P.C.F. pouvaient-elles pleinement rendre compte? Sa pratique vise sans aucun doute à développer l'action unie des masses sur les objectifs de classe, à donner des perspectives politiques, pour cela à répandre l'idée de la nécessité d'un programme de toutes les forces démocratiques, à refuser en même temps de cautionner toute résurgence de troisième force, qui ne ferait que poursuivre par d'autres moyens, à quelques aménagements près, la politique présente. L'accent mis sur la volonté et la possibilité d'union, la volonté de mettre en avant tout ce qui unit, d'écarter tout ce qui divise, d'être à l'écoute des gens, de prendre partout tout ce qui paraît positif (exigence réaffirmée encore par Thorez dans son discours au Comité central de Malakoff), tout cela va dans le même sens et favorise le dialogue, le contact, la communication entre communistes et non-communistes. Mais la mise en avant privilégiée des seules convergences avec la S.F.I.O. n'est-elle pas davantage fondée sur la constatation des changements conjoncturels de ce Parti et des adaptations qui lui paraissent nécessaires (face à l'évolution générale du rapport des forces), que sur une réflexion sur les liens existant entre sa pratique et sa stratégie? N'y a-t-il pas de ce fait tendance à gommer la spécificité de la S.F.I.O., à éluder la question de sa stratégie, à mettre sur le compte d'incohérences ses tentatives de relance centriste? Examinant, à la lumière du 54e Congrès de la S.F.I.O., les obstacles à l'unité d'action, C. Vallin présente comme « inconséquente » et « illogique » la position socialiste visant à chercher des alliances sur sa droite et à chercher la caution des communistes [128] : or s'agissait-il d'inconséquences, ou de l'application d'une stratégie?

Constatant cet « illogisme » qui conduit la S.F.I.O. à considérer qu'il est « possible de s'entendre avec des partis qui ne se réclament ni de la classe ouvrière ni du socialisme et pas possible de le faire avec le Parti communiste », C. Vallin souligne : « Si les mots ont un sens, il est pourtant clair que c'est entre le Parti

communiste et le Parti socialiste qu'il y a le plus de points communs et le moins de divergences fondamentales »[129].

L'absence d'analyse théorique du réformisme pèse sur la réflexion du P.C.F. au sujet de l'évolution du Parti socialiste, qui apparaît ainsi, selon ses propres pratiques, ou comme le « principal soutien social de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier », ou comme le partenaire privilégié, parce que le plus proche, pour la réalisation de changements profonds. Mais, dans le même temps, une constante attitude de classe — dans les principes comme dans la pratique — permet au P.C.F. de mettre en échec les opérations de troisième force et de développer le mouvement unitaire sur des bases de classe.

LES NOUVEAUTÉS DU XVIIe CONGRÈS

En 1963, les tensions internes à la société française s'accentuent. L'élément déterminant en est la grève générale des mineurs qui, du 1er mars au 5 avril, met en échec le pouvoir, est entourée de la solidarité de larges masses de travailleurs, se termine par des acquis immédiats importants : augmentation de salaires, quatrième semaine de congés payés (cette dernière revendication est alors essentielle : la première grande brèche a été faite chez Renault en décembre 1962). Mais bien des problèmes demeurent, et le plus important, celui de l'avenir de la profession, n'a donné lieu qu'à l'engagement pris par le pouvoir d'ouvrir des discussions. Subsistance du mécontentement à la campagne, où l'introduction dans le Marché commun ne va pas sans problèmes, notamment pour l'élevage laitier; vives manifestations aussi chez les producteurs de fruits et légumes, à la suite de l'effondrement des cours. Le plan de stabilisation, lancé en septembre, sous couvert de lutte contre l'inflation, et qui pèse lourdement sur la consommation intérieure, les salaires, le pouvoir d'achat, avive le mécontentement, l'étend au petit commerce par suite de la taxation des prix de détail. Rentrée scolaire et universitaire houleuse — pour de multiples raisons —, manifestations de viticulteurs contre les importations de vin d'Algérie, journée revendicative de la Fonction publique en novembre, lutte contre les licenciements dans les mines de fer : les conflits sont nombreux jusqu'à la fin de 1963 et reprennent les premiers mois de 1964 — où se multiplient les actions contre les reconversions industrielles et pour la défense de l'emploi (chantiers navals de Saint-Nazaire, Neyrpic à Grenoble, etc.). Malgré

les efforts du pouvoir pour donner l'impression qu'il cherche à favoriser la concertation entre « partenaires sociaux », sa politique économique et sociale ne passe pas : les sondages attestent 42 % de mécontents en février 1963, 52 % en mai 1964 (36 et 28 % de satisfaits).

L'hostilité de larges fractions de l'opinion à la force de frappe, les inquiétudes nombreuses sur le développement de l'autoritarisme (auquel avaient donné prétexte, en 1962, les séquelles du terrorisme O.A.S., et notamment l'attentat du Petit-Clamart contre de Gaulle), les oppositions aux renforcements de l'aide publique au secteur scolaire privé : partout des formes, plus ou moins latentes, d'opposition à une politique d'ensemble. La question clé apparaît toujours, de ce fait : comment assurer les convergences? comment donner des perspectives politiques? quelle solution française à cette situation française?

Une approche contradictoire des réalités nationales

Le P.C.F. poursuit, cette année 1963, une réflexion qui le conduit peu à peu à une meilleure connaissance des réalités nationales. Point essentiel : car la société française a connu en moins d'une décennie des transformations profondes. Le recensement de 1962, dont les résultats sont publiés en juin 1963, fait apparaître une forte poussée du nombre de salariés par rapport à 1954 (+ 11 %).

Ils représentent désormais 71,7 % de la population active. La population agricole a baissé d'un quart entre les deux recensements. Baisse du nombre des salariés des industries extractives (— 16,6 %), mais augmentation de ceux des transports (+ 3,1 %), des industries de transformation (+ 9,7 %), du vêtement et des travaux publics (+ 23,3 %), des administrations et services publics (+ 15,9 %), des services (+ 16,3 %), des commerces et intermédiaires (+ 26,7 %), des banques et assurances (+ 32,2 %); augmentation relative plus forte du nombre de femmes salariées (+ 14,7 %) par rapport à l'augmentation du nombre des hommes (+ 9,5 %); diminution sensible du nombre des employeurs (— 10,4 %), mais avec des nuances importantes (— 12,8 % dans l'agriculture, — 24,8 % dans les industries de transformation, — 6,9 % dans le commerce, mais — 3,7 % dans le bâtiment et les travaux publics, + 14,6 % dans les banques et les assurances); diminution massive du nombre des travailleurs familiaux (— 33,1 %), avec des chutes spectaculaires dans certains secteurs (— 34,9 % dans l'agriculture, — 44,5 % dans le

bâtiment et les travaux publics) : les évolutions sont très importantes, et enregistrées comme telles par le P.C.F. [130].

Celui-ci s'interroge et intervient dans bien des domaines de façon nouvelle [131]. Etudes sur la classe ouvrière : une approche originale de la conscience de classe, des mutations dans les conditions d'existence, des rapports entre condition ouvrière et progrès technique; un renouvellement du concept de paupérisation, abordé de façon neuve en liant celle-ci à l'accroissement considérable des biens, à la question de l'accessibilité à ces biens, à l'évolution et la création de « besoins »; une prise en compte d'aspirations qui apparaissent nouvelles, comme celle du « temps de vivre ». Etudes sur les classes moyennes : si l'on bute toujours sur leur définition, l'évaluation de leur complexité est un souci réel, que freine cependant une certaine tendance à un sociologisme étroit, à une réflexion fondée sur la stricte place dans la production et sur le seul examen de la situation matérielle, mais un grand effort est entrepris pour cerner les spécificités.

Evolution spectaculaire du rapport du P.C.F. aux chrétiens : la politique de « la main tendue » repose jusqu'en 1963, pour l'essentiel, sur le discours classique opposant les travailleurs chrétiens, avec qui il faut s'entendre sur la base d'intérêts matériels communs, à leur Eglise, gardienne du Capital, dont l'objectif fondamental est de démobiliser les travailleurs. Il n'y a alors aucune prise en considération du fait religieux en lui-même [132]. Les premières initiatives du pape Jean XXIII, qui a été élu en octobre 1958, ne modifient pas les analyses, et l'encyclique *Mater et Magistra* de juillet 1961, mise à jour à dire vrai timide de la doctrine sociale de l'Eglise, est jugée avec sévérité par le P.C.F. [133]. L'*aggiornamento* de l'Eglise — dont les causes et les formes sont très complexes — est cependant en cours, comme le montrent la première session du Vatican II (qui s'ouvre en octobre 1962) et les initiatives personnelles de Jean XXIII en faveur de la détente.

Le 11 avril 1963, l'encyclique *Pacem in terris* appelle tous les croyants à œuvrer en commun avec tous les hommes de bonne volonté pour le bien de l'ensemble de l'humanité. La nouveauté du discours, l'absence d'anathème à l'égard des communistes, l'esprit réel d'ouverture, sont immédiatement saisis par le P.C.F. : au Comité central d'Ivry (mai 1963), Waldeck Rochet, R. Leroy, M. Thorez insistent sur l'importance du texte, sur les relations nouvelles qu'il peut contribuer à développer avec les chrétiens [134]. Est-ce la source d'une approche nouvelle à l'égard des chrétiens? On pouvait sans doute discerner antérieurement des évolutions. Mais à coup sûr la réflexion s'enrichit désormais, grâce à un début de prise en compte du phénomène religieux en

tant que tel. Dans les *Cahiers du Communisme,* R. Garaudy souligne que l'exigence d'amour et de justice des chrétiens est reconnue par les marxistes et que « le christianisme a créé une dimension nouvelle de l'homme : celle de la personne humaine »[135]. En mai 1964, G. Mury s'efforce aussi de mieux cerner le rôle de fait religieux, réinterprète la célèbre formule de Marx sur l'opium du peuple, souligne que, pour de longues périodes encore, les contradictions sociales seront exprimées « dans le vocabulaire de la foi »[136]. Le XVIIe Congrès (mai 1964) tiendra compte de ces apports en évoquant dans la résolution « les changements qui se sont produits dans la conscience d'un grand nombre de chrétiens »[137].

L'attention croissante portée aux intellectuels va dans ce même sens de la reconnaissance de la très grande diversité française. Sous l'égide du C.E.R.M. — dont l'activité s'est considérablement diversifiée depuis sa création — les semaines de la pensée marxiste sont depuis 1961 lieu de confrontation, de débats, d'approfondissement, où s'ouvre un dialogue fructueux entre intellectuels, communistes ou non, et militants ouvriers. L'activité du Parti chez les intellectuels est l'occasion d'approches nouvelles des conséquences du XXe Congrès du P.C.U.S., par le biais de l'examen du dogmatisme stalinien et jdanovien et de ses effets sur le travail philosophique, en esthétique, dans les sciences de la nature[138].

La mise à nu publique des divergences avec le Parti communiste chinois, en particulier sur la coexistence pacifique et sur le rôle de l'U.R.S.S., a des interférences sur la réflexion du P.C.F. sur la situation française[139]. D'une part il y a une réactivation de l'exigence de la lutte pour la paix et la coexistence pacifique[140] : M. Thorez souligne que la paix reste la tâche essentielle. D'autre part, il y a à nouveau insistance sur la nécessaire unité du mouvement communiste international, et réaffirmation du rôle du P.C.U.S. comme « avant-garde universellement reconnue »[141]. Mais, en même temps, la négation des thèses chinoises conduit aussi à pousser la réflexion sur les liens entre coexistence pacifique et passage pacifique, et à réaffirmer avec force le choix préférentiel du P.C.F. La résolution du Comité central de mai 1963, dans le passage consacré au mouvement communiste international, rappelle la politique d'alliance du P.C.F. et précise : « la possibilité d'un déroulement pacifique de la révolution socialiste apparaît lorsqu'il y a du côté de la classe ouvrière et de ses alliés une supériorité de forces telles que la grande bourgeoisie n'est pas en mesure de recourir à la guerre civile. C'est à créer une telle situation que tend notre politique d'unité et d'alliance antimonopoliste »[142]. Dans son discours de

clôture[143], M. Thorez avait insisté sur les probabilités de passage pacifique, tout en indiquant que la dictature du prolétariat en constitue le « bond qualitatif » nécessaire : mais il insistait cette fois sur le fait qu'elle est « partout » « démocratie la plus large pour les travailleurs » et que la contrainte vise « uniquement » les anciennes classes dirigeantes. Il rejetait d'autre part sans ambiguïté la thèse du parti unique.

Cependant, la thèse du passage pacifique est souvent formulée de façon négative, restrictive : sans doute parce que l'argumentation est davantage fondée sur la réfutation des thèses chinoises que sur la réflexion sur les spécificités nationales. Ainsi, R. Garaudy, dans les *Cahiers du Communisme :* « il n'est donc pas exclu (et pas certain pour autant) que, dans des conditions données, le rapport des forces à l'intérieur (par la réalisation d'un grand mouvement unitaire des masses) et à l'extérieur (la puissance du système socialiste paralysant les velléités d'intervention des autres impérialistes) soit tel que la classe dominante n'ait pas la possibilité matérielle, quel qu'en soit son désir, d'organiser une résistance armée et sanglante »[144]. Ainsi, en décembre 1963, dans les *Cahiers du Communisme* également, le dossier *Coexistence pacifique et Révolution,* axé lui aussi sur la réfutation des thèses chinoises, justifie les possibilités de passage pacifique davantage par une accumulation de textes théoriques pouvant servir de référence que sur la réalité nationale.

Pourtant, dans le même temps, sur cette base — fondamentale — d'un passage pacifique rendu possible par la coexistence pacifique, d'autres réflexions s'amorcent, en relation directe avec l'analyse des réalités nationales et des pratiques démocratiques imposées par les luttes populaires. On en donnera un seul exemple, qui constitue en quelque sorte la pointe avancée d'une réflexion en cours. Dans un article intitulé « Le mandat municipal, atout démocratique »[145], Jack Ralite souligne que, pour des militants révolutionnaires, le mandat électif, avant tout point d'appui du mouvement ouvrier, doit être utilisé pour donner « au peuple la possibilité d'assurer son contrôle, de dire son mot tout de suite, avant même le socialisme, sur la marche des affaires » : « position que l'on peut résumer dans le mot clé de participation ». Cette conception a été développée au XXIIe Congrès du P.C.U.S. à travers le thème de l'auto-administration, mais les communistes français peuvent trouver dans ce domaine une riche tradition nationale, de 1789 à nos jours. D'autre part, souligne l'auteur, la possibilité d'un passage pacifique au socialisme avec un volet parlementaire « au sens révolutionnaire, c'est-à-dire accompagné d'un prodigieux mouvement de masse, classe ouvrière unie en tête », conduit à

s'interroger plus fortement sur l'accroissement « du Parti, de son activité, de ses décisions, de sa maîtrise, et tout cela dans le cours quotidien de la vie, au milieu des circonstances banales de la vie ». D'où l'insistance, en relation avec nos traditions nationales et le caractère de notre époque, sur les notions de « participation populaire » et d' « autogestion communiste ».

Cette réflexion contribue ainsi à lancer des concepts alors nouveaux, dont les potentialités sont sans doute loin d'être entièrement perçues : signe, en tout cas, des approfondissements en cours.

Le XVIIe Congrès

Le XVIIe Congrès permet de mesurer les acquis, les nouveautés, l'état de la réflexion au terme de deux années d'importants changements dans la situation française et dans le cheminement politique du P.C.F.

Le rapport de Waldeck Rochet a le souci de présenter la situation du pays en partant d'une réalité complexe et de souligner différences et diversités de la société : ainsi, sur l'extension du nombre des salariés, leur appartenance de classe, la place des ingénieurs, les mutations à l'intérieur des couches moyennes [146]. Le terme de paupérisation n'est pas repris : simplement le constat est fait que l'écart s'est accru entre productivité du travail et salaires [147]. Affinement, aussi, de l'analyse de l'impérialisme français : le Marché commun n'est plus vu seulement comme une machine de guerre américaine contre le socialisme et le mouvement révolutionnaire — thèse qui avait encore dominé une rencontre organisée à Moscou par l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. en août 1962 [148] —, mais il est mis en relation avec l'internationalisation des forces productives et le renforcement de la domination monopoliste qui en résulte. Les prétentions des monopoles français à y jouer un rôle dominant sont également soulignées. Examen affiné, aussi, du rapport mondial des forces : prépondérance des forces de paix, réduction de la part des Etats-Unis dans le monde capitaliste, avec, contradictoirement, augmentation de leurs investissements; développement de l'opposition à la domination exclusive des Etats-Unis dans le monde capitaliste, de la part de la R.F.A., du Japon, de la France : d'où, si l'on ajoute le développement inégal des pays capitalistes, de nouvelles contradictions, entre les Etats-Unis et le Marché commun, entre les pays capitalistes eux-mêmes; d'où la double tendance : au rassemblement contre le socialisme autour des U.S.A., à l'aggra-

vation des contradictions interimpérialistes. Dans ce tableau très dialectique, l'évaluation de la politique gaulliste : elle demeure engagée dans la course aux armements; mais elle a dû tenir compte de la modification du rapport des forces (d'où la paix en Algérie, la reconnaissance de la Chine, les interventions pour la neutralisation de l'Asie du Sud-Est, la recherche de nouveaux rapports avec l'Amérique latine). De ce fait, le P.C.F. soutient toute mesure favorisant la coexistence pacifique, mais dénonce les grands dangers de la politique gaulliste (politique allemande, solidarité atlantique fondamentale, etc.) [149].

Cette approche de la réalité française dans ses lignes de force comme dans sa complexité va de pair avec la définition des perspectives, qui prend une place essentielle dans le XVII[e] Congrès. On abordera ce point sous deux angles : la démarche, telle qu'elle apparaît dans le rapport de Waldeck Rochet et la résolution, et la question des voies de passage (démocratie véritable et socialisme).

La démarche

Point de départ : le développement des luttes, leur grande variété, les progrès de l'unité et de l'union : entre socialistes et communistes; entre les différentes couches sociales. La conclusion, c'est l'aspiration grandissante au changement.

D'où l'objectif : « une politique de progrès social dans la liberté et la paix exige l'élimination du pouvoir personnel et l'instauration d'une démocratie véritable »; et pour cela, « la condition majeure » : « renforcer et élargir considérablement le mouvement de masses grâce à la réalisation de l'union sans exclusive de tous les partis démocratiques autour d'un programme commun qui réponde aux intérêts et aux aspirations du peuple et de la nation » [150].

Quelles conditions de réussite pour un futur gouvernement démocratique? Deux, essentielles : « s'appuyer sur une majorité cohérente, fondée sur l'entente de tous les partis démocratiques autour d'un programme commun », « favoriser la participation de millions de Français et de Françaises aux affaires publiques en reconnaissant toute leur importance aux assemblées élues et en attribuant aux travailleurs et à leurs organisations un pouvoir de contrôle et de gestion dans le domaine économique, social et culturel » [151]. Quel contenu au programme? Une Constitution démocratique, de profondes réformes économiques et sociales, le développement de l'enseignement public et de la recherche (en liaison avec la révolution technique et scientifique en cours), une politique extérieure de paix [152].

De telles perspectives — qui manquent présentement — contribueront à développer et à renforcer le mouvement de masse, qui devra être d'une exceptionnelle force pour éliminer le pouvoir personnel et établir une démocratie véritable. La force du mouvement : l'unité de la classe ouvrière, l'unité d'action P.C.-S.F.I.O., qui devra aller beaucoup plus loin qu'en 1934 et en 1945 [153], le nécessaire développement considérable de l'activité propre du Parti pour faire connaître ces perspectives et développer l'union : cette fois disparaît le relais des organisations de masse.

Ainsi, si la base de l'édifice est constituée par le front unique de la classe ouvrière, la nécessaire alliance préalable avec le Parti socialiste — concrétisation de la levée des obstacles du front unique —, l'ensemble stratégique qui mène de la réalisation du front unique et de l'alliance jusqu'à la réalisation d'un programme commun repose constamment, à toutes les étapes et à tous les niveaux, sur l'articulation dialectique permanente, condition *sine qua non* de réussite, entre mouvement des masses/accords de sommet et perspectives/développement du mouvement des masses, celui-ci en définitive conditionnant tout : congrès du lancement du programme commun, le XVIIe Congrès met constamment en avant l'activité des masses.

Démocratie véritable et socialisme : les voies de passage

Le XVIe Congrès avait défini la lutte pour la démocratie comme étape dans la lutte pour le socialisme. Le XVIIe Congrès établit une liaison plus directe encore entre l'objectif immédiat et l'objectif final : « la lutte pour la démocratie est partie intégrante du combat de la classe ouvrière pour le socialisme » [154]. Cela permet la réévaluation en hausse de l'importance des mesures qui seront prises au cours des étapes intermédiaires. Ainsi, « dans la nouvelle conjoncture historique », il devient possible « d'imposer dans la lutte contre la domination des monopoles des réformes démocratiques profondes qui dépassent le cadre de revendications ordinaires », et dont la réalisation « peut créer des conditions favorables à l'extension de la lutte pour la révolution socialiste » [155].

Un exemple, longuement développé : celui des nationalisations, qui donnent lieu à une approche neuve — au niveau d'un texte du Congrès [156] — montrant que la démarche démocratique est maintenant au cœur de la recherche des voies de passage par le P.C.F. Les nationalisations, « réalisées par un gouvernement démocratique, peuvent favoriser la marche de la classe ouvrière au socialisme en portant un coup sévère à la domination des

monopoles, à leur emprise économique et politique sur le pays ». Elles permettent aux travailleurs des conditions meilleures pour faire aboutir leurs revendications et étendre les libertés syndicales. C'est « une des conditions essentielles pour que l'Etat cesse d'être l'instrument des monopoles » [157].

La question des voies de passage est abordée longuement dans le rapport de Waldeck Rochet, mais sous l'angle de la discussion (et du rapprochement) idéologique et programmatique avec la S.F.I.O. [158]. Reconnaissance de « la diversité de voies de passage au socialisme » et de la « possibilité, dans des conditions données, de passer pacifiquement au socialisme » : ces possibilités « seront d'autant plus grandes que communistes et socialistes travailleront ensemble au rassemblement de toutes les forces démocratiques et nationales pour éliminer le pouvoir personnel, établir une démocratie véritable, et aller vers le socialisme » [159]. Rejet de la thèse du parti unique, par une « confirmation claire et sans équivoque » contenue dans la résolution [160]. Réaffirmation enfin de la nécessité de la dictature du prolétariat : soutenu par le rappel des classiques — Marx-Engels-Lénine — mais aussi par le rapprochement possible sur ce point avec les socialistes [161] — le concept est cependant révisé en baisse : assurant la « défense du régime nouveau » contre « les agissements des anciennes classes exploitantes et de leurs agents », la dictature du prolétariat constitue « la plus large démocratie pour les travailleurs », elle est « cent fois plus démocratique que n'importe quel régime bourgeois », « elle a un caractère temporaire », et, pour la France, compte tenu des « traditions démocratiques et des conditions de notre époque », elle pourra revêtir des formes « nouvelles », « moins violentes et d'une durée plus brève » [162]. Réaffirmée et minimisée, la dictature du prolétariat est en passe de devenir un butoir théorique pour la réflexion sur le caractère des mutations révolutionnaires qui permettront de passer au socialisme. Mais l'important, c'est la recherche stratégique générale, déjà perceptible lors du XVIe Congrès, et dont la consécration s'opère au XVIIe Congrès : elle est d'ailleurs marquée, sur le plan institutionnel, par l'adoption de nouveaux statuts, dont les articles sont précédés d'un long préambule — chose nouvelle — où le P.C.F. se proclame « l'héritier des traditions démocratiques et révolutionnaires du peuple français », et qui évoquant « la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière en alliance étroite avec la paysannerie laborieuse et l'ensemble des masses populaires », précise que « ce pouvoir dont la forme peut varier, est la dictature temporaire du prolétariat, qui assure la démocratie la plus large pour tous les travailleurs » [163].

Esquisse de bilan

En 1958, en l'absence de stratégie constituée et en l'absence d'un outillage théorique suffisant pour dominer le mieux possible l'événement, le P.C.F. — qui ne peut de toute façon intervenir que de façon limitée dans le changement de régime, car la situation, le rapport des forces, lui échappent pour l'essentiel — procède à des analyses et axe sa pratique politique en fonction de ses ancrages dans les principes fondamentaux de la lutte des classes, l'approche immédiate se faisant par référence à des situations antérieures non directement applicables, mais connues (comme le fascisme et l'antifascisme). Le choc des transformations de 1958 — dont la perte très importante d'influence électorale est un élément essentiel — le conduit à engager une réflexion d'ensemble en fonction de la société française et du pouvoir gaulliste, et en liaison avec un problème décisif, celui du rapport du Parti à la classe ouvrière et aux masses. Commence alors une période de mutations où l'année 1962 apparaît un moment charnière, celui où se fait la lancée qui conduit au XVII[e] Congrès, mais des éléments de transformation se rassemblent antérieurement.

Parmi les interrogations permanentes, on l'a vu, le rapport parti/masses. Cela conduit à repenser, pour la mettre en avant de façon décisive, l'activité propre du Parti, d'autant plus que, quotidiennement, le P.C.F. est constamment confronté aux conditions nouvelles de la lutte politique. Peut-on tenter de mesurer son impact? L'audience électorale atteste un léger regain avec de grandes inégalités (et l'apparition d'une question particulièrement préoccupante, la baisse d'influence dans la région parisienne). Quelle capacité le P.C.F. a-t-il de mener les luttes? Quelle part mesurable a-t-il dans le développement de la lutte pour la paix en Algérie? Celle-ci donne lieu à des manifestations de plus en plus importantes où la part des militants communistes et des initiatives du P.C.F. ont été décisives. D'autre part, c'est grâce au levain constitué par les prises de position initiales, dès 1954, du P.C.F., alors totalement à contre-courant, non seulement dans l'éventail politique, mais également dans une partie importante de la classe ouvrière, que les conditions ont pu se créer pour le développement d'une opposition de masse. Quels liens avec la classe ouvrière, et en particulier sur le terrain le plus direct de l'affrontement de classe, l'entreprise? N'est-ce pas là un sujet réel d'inquiétude, qu'attestent les efforts très importants pour développer les cellules

d'entreprise (pas simplement par réaffirmation continue de leur rôle, mais par une attention beaucoup plus systématique), ou le signal d'alarme tiré au Comité central de Bezons en mai 1962, où Thorez peut constater à la fois des luttes bien menées et même réussies et des pertes d'audience? Enfin, quelles forces sont réunies dans le P.C.F.? Les chiffres donnés au Congrès laissent paraître au mieux la stagnation, et sans doute plutôt une tendance à la régression, jusqu'en 1963 : 452 000 cartes délivrées au 1er juin 1959, 407 000 au 20 avril 1961, 420 000 au 1er mai 1964. A cette date, pour la première fois, il est fait état de 30 000 adhérents de plus parmi les effectifs réels, et de progrès sensibles dans un certain nombre de fédérations (dont celles de la région parisienne) [164]. Au terme de notre période, il est clair en tout cas que le recentrage opéré sur l'activité propre du Parti — réaffirmé avec force par le XVIIe Congrès comme moteur du mouvement des masses — est en cours, mais très loin d'avoir pénétré dans l'ensemble de l'organisation, et à tous les niveaux [165].

La réflexion du P.C.F. se développe dans le cadre de son appartenance au mouvement communiste international, non structuré, mais dont l'unité est revendiquée comme nécessaire et dont les lignes directrices, définies lors des rencontres internationales de partis communistes, sont réputées applicables par tous. Cette appartenance accélère d'une certaine manière la réflexion du P.C.F. — par exemple prise en compte des réalités du C.M.E., de l'évolution du rapport des forces dans le monde, des possibilités nouvelles de passage pacifique au socialisme, en relation avec le développement de la coexistence pacifique, etc. Mais l'appartenance est aussi un frein : car l'unité du mouvement communiste international est envisagée sous l'angle de l'unité du corps; le rôle d'avant-garde reconnue du P.C.U.S. conduit au maintien de la théorie du modèle, et les schémas généraux, obligatoires et contraignants, du passage au socialisme, tendent à ramener à de simples formes particulières les conditions nationales spécifiques à chaque pays. Joue aussi le fait qu'est tout juste amorcée la réflexion sur l'apport capital du XXe Congrès du P.C.U.S., même si sont désormais évoqués — au XVIIe Congrès par exemple — les crimes de Staline. Cette vision, sensiblement dépassée, il est vrai, dans le rapport de Waldeck Rochet au XVIIe Congrès, même si nombre de traces en demeurent, contribue à ralentir les recherches sur la place spécifique du P.C.F. dans la société française (car reste la conception d'une stratégie globale du mouvement communiste international, à adapter aux réalités nationales) et sur les voies

nationales elles-mêmes, parce qu'elle empêche de dépasser le couple contenu général/formes particulières.

On soulignera encore le rôle particulier des dirigeants. M. Thorez apparaît à l'aise et toujours hardi lorsqu'il s'agit de pousser la réflexion sur le développement de l'union, domaine où il a su expérimenter et analyser, dans les années 1930, en relation avec l'insertion de la politique du P.C.F. dans la réalité nationale. Mais son poids dans le P.C.F., la richesse de cette expérience antérieure, ne contribuent-ils pas à ramener, partiellement au moins, les problèmes de l'union aux formes de l'avant-guerre, même si par ailleurs il est clairement affirmé que de nouvelles possibilités, inédites, se présentent? Surtout, Thorez ne favorise guère la prise en compte d'autres aspects nouveaux : il ne pousse nullement à la réflexion sur le XXe Congrès, en minimise la portée, et s'attache longtemps, malgré les références fréquentes à l'interview au *Times* de 1946, à insister sur les « lois générales » du passage au socialisme, à limiter le rôle des conditions particulières, voire à être critique sur le compte de « voie nationale ».

Il faut mesurer sur ce plan toute l'importance du renouvellement opéré dans la direction du P.C.F. par le XVIIe Congrès : Thorez devenu président — il meurt quelques mois après, le 11 juillet 1964 — Waldeck Rochet est élu secrétaire général. Le Comité central, élu pour la première fois, selon les nouveaux statuts, à bulletins secrets, est sensiblement renouvelé, avec l'entrée de plus d'une vingtaine de nouveaux titulaires, et la désignation de plus d'une vingtaine de nouveaux suppléants.

Cependant, dans ce court laps de temps, les changements dans l'élaboration de la réflexion sont très perceptibles : tendance à abandonner, ou du moins à relativiser, certains points de départ théoriques puisés dans les classiques du « marxisme-léninisme » et appliqués jusque-là de façon mécaniste, pour examiner au contraire la réalité elle-même — quitte d'ailleurs à conserver pour l'explication finale des schémas théoriques inadaptés, parce que historiquement dépassés. On a de nombreux exemples de cette démarche : analyse des classes sociales, réflexion sur les chrétiens, avatars de la paupérisation, analyse de la politique extérieure gaulliste, etc., l'exemple le plus intéressant me paraissant être le rétrécissement progressif, jusque dans l'application probable, de la théorie de la dictature du prolétariat. Tout ce cheminement, qui ne va pas, on le voit, sans contradiction, conduit à une prise en compte de plus en plus profonde des réalités nationales concrètes, et s'inscrit donc dans la découverte

de voies nationales de passage au socialisme — alors même que demeurent les freins évoqués.

Dans ce même temps, inséparable de l'ensemble de ces évolutions, une réflexion stratégique s'élabore, liant les objectifs (le socialisme) aux moyens (l'unité et l'alliance). Elle a pour point d'ancrage le développement démocratique, lie démocratie et socialisme. Mais elle limite cependant l'objectif à ce qui reste en fait une première étape (la démocratie véritable) car la question des voies de passage n'est pas encore résolue : reste le butoir de la dictature du prolétariat. D'autre part, la démarche stratégique ne se construit pas à partir de la réflexion sur l'objectif dans son insertion nationale — comment parvenir au socialisme — mais à partir des problèmes de l'unité et de l'union. Non de façon arbitraire, ou à cause d'une quelconque incapacité : mais parce que, dans sa réflexion, le P.C.F. part de son acquis et de son expérience les plus solides — ses luttes unitaires, terrain national par excellence sur quoi peuvent se développer d'autres approches. D'où la dialectique front unique/union/développement du mouvement des masses/accords de sommet/perspectives politiques par un programme/renforcement du mouvement unitaire des masses.

Pas en avant considérable que cette ouverture d'une perspective stratégique reposant sur le développement d'un vaste mouvement populaire. Mais, partant de la réalisation nécessaire de l'union pour le changement, elle est nécessairement imprégnée des conceptions antérieures : front unique,- entente nécessaire, préalable aux élargissements d'alliance avec le Parti socialiste. Or, le rapport du P.C.F. au P.S. est alors, on l'a vu, défini par le constat des évolutions conjoncturelles du principal parti du courant réformiste, non sur l'analyse de la place exacte de ce courant dans la formation sociale. L'accent mis sur les convergences entre socialistes et communistes est encore renforcé avec le XVII[e] Congrès — dans le rapport Waldeck Rochet comme dans la résolution : fruit des changements partiels, et réels, de discours et pour une part, de pratiques, de la S.F.I.O. Mais l'axe stratégique de celle-ci avait-il changé? faute d'analyse du réformisme, la question n'était pas posée : la pratique du P.C.F. le conduit à rejeter toute solution centriste, mais les raisons fondamentales de la recherche par la S.F.I.O. d'une telle solution — son caractère en quelque sorte consubstantiel au réformisme — ne peuvent être élucidées. Aussi l'accent sur les convergences ne gomme-t-il pas les différences, même si elles sont rappelées? la spécificité du P.C.F. comme Parti révolutionnaire n'est-elle pas quelque peu effacée lorsque celui-ci se borne à constater des

convergences fondamentales (programmes fondés sur l'appropriation collective des moyens de production et d'échange, mission de la classe ouvrière, partis « à la fois nationaux et internationalistes », objectifs communs d'une « société collectiviste ou communiste » [166]) sans analyse préalable de la place spécifique du Parti socialiste dans la société française? Ces affirmations n'entrent-elles pas pour une part en contradiction avec le rappel constant du rôle spécifique irremplaçable du Parti communiste?

On voit que l'avancée stratégique du XVIIe Congrès pose du même coup d'importants problèmes. Le P.C.F. entre avec lui dans une nouvelle phase de son histoire. Les potentialités ouvertes par les mutations intervenues, comme leurs limites, se développeront dans les étapes suivantes.

I. ÉLECTIONS ET RÉFÉRENDUMS[1]
(France métropolitaine)

Référendum du 28 septembre 1958
(Adoption de la Constitution proposée par le gouvernement présidé par le général de Gaulle)

		Inscrits (%)	Exprimés (%)
Electeurs inscrits	26 603 464	100	
Votants	22 596 850		
Suffrages exprimés	22 293 301		
Votes oui	17 668 790	66,4	79,2
Votes non	4 624 511	17,3	20,7

Elections du 23 novembre 1958 (1er tour)

		Inscrits (%)	Exprimés (%)
Electeurs inscrits	27 236 491	100	
Votants	20 994 797		
Suffrages exprimés	20 484 709		
Abstentions	6 236 694	22,9	
Parti communiste	3 882 204		18,90
Divers gauche	347 298		1,04
S.F.I.O.	3 167 354		15,50
Radicaux	983 201		4,80
R.G.R.	716 869		3,50
U.N.R. ou gaullistes	3 603 058		17,60
M.R.P.	1 858 380		9,10
Démocrates chrétiens	520 408		2,05
Centre républicain	647 919		3,02
Centre national indépendants	2 815 176		13,70
Modérés	1 277 424		6,20
Extrême droite et poujadistes	669 518		3,03

1. Source : Statistiques du ministère de l'Intérieur reproduites par *l'Année politique*.

Référendum du 8 janvier 1961
(Approbation de la politique d'autodétermination)

		Inscrits (%)	Exprimés (%)
Electeurs inscrits	27 184 408	100	
Votants	20 791 246		
Suffrages exprimés	20 196 547		
Votes oui	15 200 073	55,9	75,2
Votes non	4 996 474	18,3	24,7

Référendum du 8 avril 1962
(Approbation des accords d'Evian)

		Inscrits (%)	Exprimés (%)
Electeurs inscrits	26 991 743	100	
Votants	20 401 906		
Suffrages exprimés	19 303 668		
Votes oui	17 508 607	64,8	90,6
Votes non	1 795 061	6,6	9,3

Référendum du 28 octobre 1962
(Adoption d'un projet de loi disposant que le président de la République sera élu à l'avenir au suffrage universel)

		Inscrits (%)	Exprimés (%)
Electeurs inscrits	27 582 113	100	
Votants	21 301 816		
Suffrages exprimés	20 742 058		
Votes oui	12 809 363	46,4	61,7
Votes non	7 932 695	28,7	38,2

Elections du 18 novembre 1962 (1er tour)

		Inscrits (%)	Exprimés (%)
Electeurs inscrits	27 535 019	100	
Votants	18 931 733	68,75	
Abstentions	8 603 286	31,25	
Blancs et nuls	601 747	3,17	
Suffrages exprimés	18 329 986	66,56	
Parti communiste et appar.	3 992 431	14,4	21,78
Extrême gauche	449 743	1,6	2,45
S.F.I.O.	2 319 662	8,4	12,65
Radicaux	679 812	5	3,71
Centre gauche	705 186		3,85
M.R.P.	1 635 452	5,9	8,92
U.N.R.-U.D.T.	5 847 403	21,2	31,90
Indépendants	798 092		4,36
Centre national des indépendants	1 660 896		9,06
Centre républicain	81 627		0,45
Extrême droite	159 682		0,87

II. ÉLECTIONS SOCIALES DU 13 DÉCEMBRE 1962[2]

Caisses primaires de Sécurité sociale
(Collège des salariés)

Inscrits : 11 680 178
Exprimés : 8 040 541

	(%)	(%)
Abstentions	31,16	(29,4 en 1955)
C.G.T.	44,3	(43 en 1955)
C.F.T.C.	21	(20,9 en 1955)
F.O.	14,7	(16 en 1955)
Mutualistes	8,7	(10,4 en 1955)
C.G.C.	4,7	(pas de liste)
Divers	6,6	(9,5 en 1955)

2. Source : *L'Année Politique*, 1962.

Caisses d'Allocations familiales
(Collège des salariés)

Inscrits : 2 501 973 Exprimés : 1 713 537		
	(%)	(%)
Abstentions	31,52	(30 en 1955)
C.G.T.	48,5	(47 en 1955)
C.F.T.C.	22,5	(21,9 en 1955)
F.O.	13,1	(14,3 en 1955)
Mouvements familiaux	4,9	(5,2 en 1955)
Mutualistes	3,7	(5 en 1955)
Divers	7,3	

III. JOURNÉES DE TRAVAIL PERDUES PAR SUITE DE CONFLITS DU TRAVAIL [3]

1956	1 422 500
1957	4 121 300
1958	1 317 700
1959	1 938 400
1960	1 070 000
1961	2 600 600
1962	1 901 500
1963	5 991 500
1964	2 496 800

Ces chiffres sont ceux du ministère du Travail. Ils ne reflètent que de façon très imparfaite les luttes revendicatives, qui sont très diversifiées, en ignorant toute autre forme d'action que l'arrêt de travail.

3. Source : I.N.S.E.E., Données sociales, 1974, cité par G. Vincent : *Les Français 1945-1975. Chronologie et structures d'une société*. Masson, 1977, p. 300.

10

Le P.C.F.
et la société française
1964-1972

Jean Burles

CHRONOLOGIE
1964-1972

1964

1er-2 février : Investiture de G. Defferre par la S.F.I.O.
8-15 mars : Elections cantonales.
14-17 mai : XVIIe Congrès du P.C.F.
12 juillet : Mort de M. Thorez.
15 octobre : Démission de N. Khrouchtchev.
6-7 novembre : Création de la C.F.D.T.

1965

14-21 mars : Elections municipales.
8 mai : Proposition Defferre d'une « Fédération démocrate et socialiste ».
17-18 juin : Echec de la « grande Fédération ».
25 juin : Retrait de la candidature Defferre pour l'élection présidentielle.
9 septembre : Candidature Mitterrand.
10 septembre : Création de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (F.G.D.S.).
23 septembre : Réunion du Comité central du P.C.F. qui accorde son soutien à Mitterrand.
26 octobre : Candidature de Lecanuet.
4 novembre : Candidature de De Gaulle.
15-19 décembre : Election présidentielle.

1966

10 janvier : Accord revendicatif C.G.T.-C.F.D.T.
mars : Désengagement français vis-à-vis de l'O.T.A.N.
11-12-13 mars : Réunion du Comité central du P.C.F. à Argenteuil : Débats sur les problèmes idéologiques et culturels.
5 mai : Présentation d'un « contre-gouvernement ».
14 juillet : Programme de la F.G.D.S.
30 août : Discours de De Gaulle à Pnom-Penh.
20 décembre : Accord électoral F.G.D.S.-P.C.F.

1967

4-8 janvier : XVIIIe Congrès du P.C.F.
5-12 mars : Elections législatives.
17 mai : Grève générale C.G.T.-C.F.D.T.-F.O -F.E.N (contre les pouvoirs spéciaux; pour la Sécurité sociale).
5-10 juin : Guerre des « Six Jours ».
24 septembre-1er octobre : Elections cantonales.
13 décembre : Journées C.G.T.-C.F.D.T.

1968

24 février : Déclaration commune F.G.D.S -P C F
3 mai : Début des incidents au Quartier latin.
13 mai : Grève générale.
14 mai : Début des occupations d'usine

20 mai : 10 millions de travailleurs en grève.
25 mai : Négociations de Grenelle.
27 mai : Meeting du stade Charléty.
28 mai : Conférence de presse de Mitterrand.
29 mai : Manifestation C.G.T.
30 mai : Discours de De Gaulle; dissolution de l'Assemblée; manifestation gaulliste.
5 juin : Début de la reprise du travail.
23-30 juin : Elections législatives.
13 juillet : Ministère Couve de Murville.
20 août : Intervention des troupes du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie.
20-21 octobre : Réunion du Comité central du P.C.F.
7 novembre : Adoption de la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur.
5 décembre : Loi sur le droit syndical à l'entreprise.
5-6 décembre : Réunion du Comité central du P.C.F. (Manifeste de Champigny).

1969

2 février : Annonce du référendum sur la réforme des régions et celle du Sénat.
27 avril : Référendum. Démission de De Gaulle.
29 avril : Candidature de Pompidou et de G. Defferre.
12 mai : Candidature de Poher.
1er-15 juin : Election présidentielle.
22 juin : Gouvernement Chaban-Delmas.
11-13 juillet : Congrès d'Issy-les-Moulineaux de la S.F.I.O. qui prendra le nom de Parti socialiste.
8 août : Dévaluation.
3 septembre : Plan d'austérité Giscard d'Estaing.
fin octobre : J.-J. Servan-Schreiber, secrétaire général du Parti radical.

1970

14 janvier : Echec du « contrat de progrès » E.G.F.
4-8 février : XIXe Congrès du P.C.F.
8-15 mars : Elections cantonales.
fin mars : P.S. et P.C.F. décident de créer des groupes de travail communs.
30 avril : Loi « anticasseurs ».
10 mai : Manifestation à Vincennes pour le Vietnam.
19-20 juin : Congrès extraordinaire du P.S.
19 novembre : Interview de G. Marchais à *La Croix*.
22 décembre : Bilan des négociations P.C.F.-P.S.

1971

14-21 mars : Elections municipales.
juin : Article de G. Marchais dans *l'Humanité* : « La société française est en crise ».
11-13 juin : Congrès d'Epinay du P.S.; Mitterrand Premier secrétaire.
12 octobre : Réunion du Comité central du P.C.F.; Adoption du programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire. (*Changer de cap*).
3 novembre : Création du Mouvement réformateur

1972

11 janvier : Programme de gouvernement du P.S.
16 mars : Annonce de référendum sur l'Europe.
23 avril : Référendum sur l'Europe.
26 juin : Accord P.C.F.-P.S. sur un programme commun.
6 juillet : Gouvernement Messmer.
1er décembre : Rassemblement national pour le soutien du programme commun (porte de Versailles).

Le P.C.F. et la société française 1964-1972

Avant d'aborder cette étude, je voudrais tout d'abord souligner qu'elle ne sera pas de même type que les précédentes. Tout d'abord parce que l'état de la recherche pour cette période est notoirement insuffisant, j'entends : l'ensemble des recherches, pas seulement les nôtres. Mais surtout parce que les textes précédents ont permis d'appréhender l'histoire du P.C.F. avec un bon recul historique fondé sur des travaux antérieurs dont beaucoup sont très sérieux. Par là, les auteurs ont, à mon avis, permis de porter un jugement sur les processus de constitution de l'orientation stratégique du P.C.F., de repérer dans leur évolution ses principaux éléments constitutifs. Ce qui fera l'objet d'une réflexion plus globale dans la dernière partie de cet exposé, lorsqu'aura été brossée dans ses grandes lignes la période qui va du XVII[e] Congrès jusqu'à la signature du *Programme commun de gouvernement* en 1972.

LE CADRE CHRONOLOGIQUE

Où en est le P.C.F. en 1964?

Le P.C.F., qui vient de tenir son XVII[e] Congrès, dispose d'une riche histoire : les expériences et les réflexions du Parti et de ses militants couvrent plusieurs générations politiques.

Pour bien comprendre la manière dont le Parti communiste aborde les problèmes de la période, il est nécessaire de tenir compte de plusieurs éléments qui jouent sur son fonctionnement et sur les modalités d'élaboration de sa politique.

Des expériences de tous types

Des expériences de tous types lui servent de référence directe, qu'elles soient pour lui positives ou négatives. Ses expériences sont d'abord celles des militants communistes directement en contact avec la vie sociale : organisations syndicales, associations de défense, organisations spécialisées, c'est-à-dire le tissu général de la vie associative que, dans son vocabulaire, le Parti communiste désignait alors comme celui des « organisations de masse ». Par ailleurs, s'il n'a connu qu'une très brève expérience de gestion gouvernementale — celle des ministres communistes après la Libération — le P.C.F. est solidement implanté — plus ou moins selon les régions — dans la pratique municipale.

Plus généralement, son implantation électorale — toutefois avec des phénomènes de mutation — est, en gros, stabilisée depuis la Libération, comme le montrent en particulier les études de « géographie électorale ».

Parmi ses grandes expériences historiques, il en existe une qui continue de jouer un rôle très important, comme un point de référence presque obligé : c'est celle du Front populaire. Elle est présentée — alternativement ou à la fois, selon les circonstances — comme un modèle à renouveler dans un courant unitaire ou comme la leçon négative dont il faut surmonter les insuffisances — si l'on désigne le retournement de 1937 et la facile dislocation du Front populaire. Le poids de cette référence produit des effets repérables sur le P.C.F. et je dois dire qu'il n'est pas facile de déterminer s'ils agissent dans un sens positif ou négatif : les études précédentes ont montré qu'au fond cela dépendait des périodes.

La perspective stratégique

Je ne reviens pas dans le détail sur la manière dont s'est déplacée la réflexion stratégique du P.C.F. Je proposerai plus loin ce que l'on peut entendre par la notion de stratégie et les rapports qu'elle entretient avec l'activité politique globale du P.C.F.

Je retiens pour l'instant les éléments suivants.

A deux reprises au moins, le P.C.F. avait amorcé, en 1946, autour de l'interview de Maurice Thorez au *Times,* puis en 1956, après le XX[e] Congrès du P.C.U.S., une réflexion d'ensemble sur son objectif dans la société française, sur les voies du socialisme pour la France. Cependant cette réflexion ne fut pas poussée à son terme et on a même assisté, à partir de 1947 et à la fin de 1956, à des phases de stagnation, voire d'abandon de la réflexion de type stratégique.

Certes, au début des années 1960, le processus d'une nouvelle réflexion s'amorça, qui conduisit au XVII[e] Congrès; mais il n'en reste pas moins que le ralentissement, et même dans une certaine mesure le blocage de la réflexion stratégique constituèrent les bases, les raisons d'un réel retard, ce qu'évoqua la direction du P.C.F., notamment lors du XXIII[e] Congrès.

Le XVII[e] Congrès exprime — en quelque sorte — assez nettement l'étape atteinte par ce processus.

Quantitativement, le P.C.F. insiste plus sur les aspects originaux de la voie française que sur les traits communs avec les autres expériences de construction du socialisme. Le poids du modèle recule donc de fait dans un certain nombre de domaines importants : la conception du rôle de la démocratie et le système des partis, notamment. Toutefois, la réflexion théorique reste fixée sur la notion de dictature du prolétariat. Cela a pu contribuer à freiner partiellement l'analyse de la situation réelle, originale de la France et la définition pleinement cohérente de la perspective des communistes, avec pour conséquence essentielle d'ancrer cette perspective dans la seule notion d'*étape* intermédiaire.

Cela contribue à assurer — contradictoirement — le maintien des derniers éléments de modèle, que, par ailleurs, le P.C.F. refuse.

En 1964, la perspective du socialisme n'est donc pas encore véritablement définie, ce qui n'est sans doute pas sans rapport avec l'insuffisante connaissance scientifique du mouvement de la société française, de sa spécificité et de ses contradictions propres, de l'analyse du capitalisme et de l'Etat, de l'évolution des classes

sociales et de leur mutation, du rôle et du fonctionnement des courants, des partis politiques et de leurs rapports.

Cela ne peut se séparer non plus des conditions de développement de la société française. Les mutations accélérées du capitalisme monopoliste d'Etat bouleversent certes les conditions d'existence, de reproduction et de représentation de nombreuses couches sociales L'élargissement et l'intensification de l'exploitation, alors que se maintient l'influence du P.C.F., débouchent sur une forte persistance des luttes revendicatives, avec même des points importants comme en 1963. Mais, pour l'essentiel, nous en sommes encore à une phase longue d'expansion; nous sommes encore loin de la crise et l'exigence d'un changement en profondeur n'affleure pas encore massivement à la surface de la société.

En tout cas, l'activité politique se trouve privée d'une analyse approfondie de la perspective stratégique du socialisme, elle est orientée essentiellement par une délimitation et une précision en contenu de l'étape nécessaire et des moyens tout aussi nécessaires pour y parvenir.

L'étape est alors définie par la notion de *démocratie avancée* dont le contenu est précisé par les grandes lignes du programme du P.C.F. — fortement charpenté au moins et développé dès le XVe Congrès en 1959;

Quant au moyen, il demeure celui déjà défini en novembre 1962 au Comité central de Bezons : la réalisation de l'union du P.C.F. et de la S.F.I.O. autour d'un programme commun de gouvernement, moyen privilégié que confirme le XVIIe Congrès en 1964.

Si, à partir des expériences concrètes du Front populaire et de la Libération, la réflexion s'est développée au début des années 1960, sur le *moyen,* elle n'a guère suivi en ce qui concerne la *perspective stratégique* à long terme.

C'est donc avec ces limites, qui concernent les perspectives politiques d'ensemble, que le P.C.F. s'engage dans la période qui va conduire à la signature du Programme commun de gouvernement à l'été 1972. Cette perspective, maintenue pour l'essentiel, oriente de fait toute l'activité des organisations et des militants communistes.

J'ajoute que nous avons affaire à un parti qui, en 1964, a stabilisé sa situation d'organisation et même a su progresser légèrement : les indices de l'adhésion et du nombre des cellules le montrent; mais on notera toutefois que les avancées à l'entreprise ne bouleversent pas encore l'image déjà esquissée de la faiblesse d'organisation sur ce terrain.

1964-1965 : L'unité est-elle possible?

Nous examinerons donc la période de 1964 à 1968 en gardant bien en tête que l'objectif que s'assigne le P.C.F. est alors, sans conteste possible et de façon prioritaire, la signature d'un programme commun. Signature qui, on le sait, est refusée avec virulence par la S.F.I.O., qui brode alors sur le thème de l'incompatibilité fondamentale du « socialisme démocratique » et du « bolchevisme ».

La première étape dans la mise en chantier de cette orientation accompagne les péripéties politiques qui précèdent l'élection présidentielle de 1965 (la première au suffrage universel).

Le départ de la campagne fut donné par la candidature en plusieurs temps de Gaston Defferre. Amorcée par *l'Express* — qui lança la promotion de M. X... — elle déboucha sur la candidature officielle de Defferre à la fin de 1963, après qu'il eut obtenu l'investiture de la S.F.I.O.

Son projet est remarquablement simple : regrouper l'opposition non communiste à la candidature de De Gaulle autour d'un « contrat national de progrès ».

Il ne s'embarrasse donc pas à l'époque de soucis unitaires. En janvier 1964, il avait même annoncé la couleur : « Si je suis désigné par le Congrès national de la S.F.I.O., je n'engagerai pas de pourparlers avec le P.C., je ne négocierai pas avec lui, je n'accepterai pas de programme commun. »

Cette orientation reçoit le soutien de la S.F.I.O., des radicaux et, à l'époque, celui de François Mitterrand.

Au même moment, le P.S. avait engagé dans son journal *Le Populaire,* au début de 1964, ce qu'il appelait alors le « dialogue idéologique » avec le P.C.F.; débat fort peu idéologique au demeurant, qui ranimait les vieilles lunes de l'anticommunisme pour justifier le refus de l'union avec les communistes et, par-delà, le refus d'engager les luttes concrètes contre le pouvoir.

Ainsi, le refus d'une pratique politique d'union avec les communistes, que la direction de P.S. (avec Guy Mollet) couvre d'une intransigeance doctrinale, va de pair avec une ouverture politique vers le M.R.P. (avec Defferre). Les rôles sont partagés certes, mais tendus vers le même objectif constant depuis 1955-1956 : éviter l'accord de type « Front populaire ».

Stratégie d'attentisme donc, qui a le mérite pour le moins d'une certaine constance, mais qui est vivement contredite par la situation sociale et politique.

Après la poussée des luttes en 1963, la pression revendicative se trouve ravivée par les conséquences, sur le plan social, du

tassement de l'expansion industrielle en 1964-1965. Des mouvements très combatifs affectent la branche de la construction navale, le secteur public et aussi l'agriculture dans le premier trimestre 1964.

Par ailleurs, les élections cantonales de mars 1964 voient la multiplication des accords de type Front populaire et — comme une conséquence immédiate — la progression des voix communistes. Le phénomène est amplifié au début 1965, lors des élections municipales, à l'occasion desquelles on note la conclusion d'un important accord unitaire dans la Seine.

Ajoutons que, face aux manœuvres pour développer les illusions sur le centrisme comme relève possible du gaullisme, le P.C.F. avait nettement exprimé son refus de jouer le rôle de force d'appoint et engagé une lutte politique soutenue contre le centrisme (notamment au XVII[e] Congrès).

Cet ensemble d'éléments ne peut qu'aviver la méfiance de l'appareil traditionnel de la S.F.I.O. devant l'union communistes-socialistes et susciter les réticences d'un M.R.P. qui doute sérieusement de la capacité du P.S. à enrayer la tendance observable à l'union et ses conséquences.

C'est là sans doute la base des hésitations, puis de l'échec des tentatives de « grande Fédération » avec ses effets directs : la renonciation de Defferre à la candidature et la tentative de cavalier seul du M.R.P., avec Lecanuet.

Mais c'est dans ce contexte aussi qu'apparaît alors la candidature de François Mitterrand; elle est, tout à la fois, un enregistrement des modifications dans l'opinion (le « *réflexe antigaulliste* » est devenu plus important que le « *réflexe anticommuniste* », constate Guy Mollet en avril 1965 — devant la Conférence nationale de la S.F.I.O.), et une tentative pour empêcher le P.C.F. de paraître comme le seul défenseur de l'union, pour le cantonner dans le rôle de force d'appoint. Etant donné l'appui qu'il avait apporté à la candidature de Defferre et à ses orientations, il n'est guère surprenant que la candidature de François Mitterrand ait eu ce petit côté manœuvrier.

Mais sa démarche présente de nombreux éléments de contradiction.

On note tout d'abord une certaine renonciation ponctuelle à l'exclusive anticommuniste, et la précision plus grande d'un certain nombre d'engagements programmatiques, tout en maintenant le double refus du programme et de la participation explicite de ministres communistes au gouvernement. Dans le même temps, avec l'objectif d'imposer au P.C. ses conceptions de l'union et de son contenu, Mitterrand affirme sa volonté de structurer, préalablement à tout accord avec le P.C., l'ensemble

de la gauche non communiste. C'est le sens de la création, le 10 septembre 1965, de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (F.G.D.S.).

Quant au P.C.F., il détermine son attitude à partir de plusieurs éléments : l'orientation définie en 1962-1964 qui le conduit à pousser le P.S. vers la signature d'un programme commun; la réalité des luttes revendicatives et des résultats électoraux qui témoignent de la remontée de son influence après le tassement sensible qu'il a connu en 1958.

Il considère depuis 1964 que « l'étroitesse » du comportement est pour lui le danger principal et, pendant toute la première partie de 1965, il a concentré son tir sur les alliances S.F.I.O./réaction (notamment aux élections municipales).

Il considère donc que son rôle immédiat est de favoriser au maximum les éléments qui semblent concrétiser le plus directement les mutations positives de la politique française, s'inscrivent dans cette perspective toutes les initiatives qui pourront mettre fin à la logique de la *Troisième Force* dans laquelle la S.F.I.O. est engagée depuis 1947 et à la mise à l'écart systématique du P.C.F., conditions pour obtenir le Programme commun afin de battre le gaullisme. C'est ainsi que la candidature de François Mitterrand paraît alors favoriser les premiers pas même s'ils étaient timides, en direction du Programme commun. Au lendemain de la conférence de presse de Mitterrand le 21 septembre, le P.C.F. décide de soutenir sa candidature pour assurer la relève démocratique du gaullisme. Cette décision, qui fait suite à de nombreux pourparlers, engage le P.C.F. dans la campagne électorale pour la candidature de François Mitterrand. Sa détermination, la loyauté de son engagement furent alors reconnues par tous les commentateurs politiques, à commencer par Mitterrand lui-même, et plus largement par l'opinion.

Les bons résultats de cette élection sont connus. Il n'est sans doute pas inutile d'en rappeler les effets immédiats : prudence renouvelée de Mitterrand et de la S.F.I.O. — dès le lendemain du scrutin —, refus réitéré du programme et tactique du « contre-gouvernement », une sorte de gouvernement présumé susceptible de se mettre immédiatement en place, mais dont la configuration même confirme qu'il exprime avant tout la recherche d'une alternative politique dont seraient toujours exclus les communistes.

La volonté du P.S. de se démarquer à tout prix du P.C. se manifeste en diverses circonstances. Par exemple, il utilise au début de 1966 les prises de position gaullistes, que le P.C. considère positives, sur la politique extérieure, pour relancer les

appels à un centrisme qui se maintient malgré l'échec de Lecanuet.

Du côté du P.C., l'accent est mis sur la nouveauté de la situation, après les périodes difficiles de la guerre froide.

L'élection présidentielle est analysée comme une confirmation de l'orientation précédemment définie, ce qui se traduit par l'apparition d'une notion appelée à se développer : celle de la « dynamique de l'union ». La conclusion que tire le Comité central de janvier 1966 est significative, avec son double aspect que résume Waldeck Rochet : l'accord autour d'un programme est possible; l'élaboration d'un programme commun est un des problèmes essentiels pour la période à venir. L'importance de cette période pour le P.C.F. et tout le champ politique français ne contribue-t-elle pas à associer, dans les formes de conscience propres aux communistes et dans la population, la notion de « candidature unique » et l'idée d'un programme commun comme moyen du changement? Ne peut-on voir là un effet durable qui ne sera pas sans poser de problèmes par la suite, quand les conditions politiques se seront profondément renouvelées?

1966-1968, éléments de maturation

Sur le plan social, les phénomènes de développement des luttes revendicatives se prolongent en 1966 par d'importants moments unitaires — telle la signature d'un accord revendicatif entre la C.G.T. et la C.F.D.T.

Sur l'ensemble de la période 1965-1967, le nombre moyen de grévistes est en hausse par rapport aux périodes précédentes : 2 500 000 grévistes par an. Or, le P.C.F., en même temps qu'il porte une grande attention au développement de ces mouvements, amorce en 1966 une large réflexion sur les perspectives françaises de ces luttes : dès janvier 1966, Waldeck Rochet s'attache à rappeler la démarche d'ensemble, à souligner les avancées de la réflexion pour pousser plus avant la démarche amorcée en 1964 en vue de réduire les points de divergences idéologiques avec les socialistes.

Cette année 1966 connaît deux moments importants dans ce processus : la publication, sous l'égide de l'Institut Maurice Thorez, d'un ouvrage sur « la marche de la France au socialisme » qui s'efforce de systématiser, sur le plan théorique, la démarche de 1964-1965; et surtout le Comité central d'Argenteuil dont l'importance va bien au-delà de la réflexion spécifique sur les intellectuels et la culture. Ce Comité central doit donc être

analysé à la fois comme la conclusion de débats théoriques engagés depuis plusieurs années (notamment depuis la dernière réunion des philosophes communistes) et comme un moment dans une démarche globale de type stratégique, qui débouche sur la transformation profonde des réflexions partielles et des analyses de la société, sur la transformation des pratiques politiques communistes.

Ce n'est donc pas un hasard si cette même année 1966 voit la tenue des importantes journées d'étude de Choisy-le-Roi sur le capitalisme monopoliste d'Etat (C.M.E.), qui marquent un changement décisif dans l'appréhension théorique des phénomènes sociaux français. Les modèles théoriques anciens d'analyse du capitalisme français — centrés essentiellement sur les notions de crise générale, de paupérisation et de militarisation — laissent la place à une analyse plus cohérente et plus diversifiée du mouvement du capital; en présentant le développement du capitalisme contemporain comme une étape dans le processus de développement de l'exploitation, cette analyse permet sans doute une étude plus fine des mouvements économiques; mais surtout, en soulignant les mutations dans l'intervention de l'Etat et les transformations des situations de classe, elle débouche sur une compréhension plus globale et plus complexe des rapports sociaux, de leurs mouvements, des conditions de leurs transformations, donc des problèmes de l'alliance.

Ces avancées, intégrées sur le plan politique par le XVIIIe Congrès de janvier 1967, contribuent fortement à permettre au P.C.F. de s'appuyer sur les modifications des comportements politiques de masse, de traduire avec plus de netteté les aspirations plus ou moins diffuses au changement et à l'union (de préciser le contenu de ces aspirations et leur possibilité de développement). Elles renforcent sa capacité d'explication, d'action et de conviction et contribuent fortement à modifier l'image traditionnelle du communisme en France.

L'efficacité de ces avancées, si elle n'est pas mécaniquement mesurable, n'est pas étrangère à l'accord du 20 décembre 1966 entre F.G.D.S. et P.C.F. qui prépare les élections législatives.

La rigueur de l'orientation du P.C.F., sa capacité à stimuler les aspirations à l'union et à s'affirmer comme le seul défenseur conséquent de l'union, s'expriment concrètement dans une série d'indices : les uns indirects (les tentatives d'édulcoration du contenu des accords, du type « programme minimum de législature » proposé par Mitterrand en février 1967), ou directs, tels les résultats électoraux eux-mêmes (ceux des législatives de mars, confirmés par ceux des cantonales de l'automne). L'efficacité est d'autant plus grande que ces phénomènes politiques se greffent

sur un mouvement revendicatif unitaire extrêmement actif face au raidissement gouvernemental et patronal du printemps : les conflits sociaux se multiplient en avril, une grève générale C.G.T.-C.F.D.T.-F.O.-F.E.N. a lieu le 17 mai. Malgré les difficultés et la longueur des tractations, ce mouvement débouche sur l'importante déclaration commune du P.C.F. et de la F.G.D.S. du 24 février 1968, qui ouvre concrètement la voie aux négociations sur le programme commun, malgré le maintien de divergences, d'ailleurs mentionnées dans le document.

Le choc de 1968

L'année 1968 marque la pratique et les réflexions du P.C.F. au travers de deux grands événements : les grèves de mai-juin et l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie ; l'effet est profond : il porte sur la démarche stratégique elle-même, mais de façon contradictoire.

Sur le mouvement de mai-juin, nous ne disposons pas, hélas, d'études approfondies. Toutefois, l'évidence de la puissance et de l'originalité de cet affrontement de classes peut nous suffire ici : on en retiendra d'abord le fait nouveau que représente l'engagement, avec la classe ouvrière, de couches nouvelles. Cette présence tend à la fois à donner une ampleur inégalée au mouvement et à poser des problèmes décisifs aux luttes de la classe ouvrière.

Pour schématiser à l'extrême, on peut avancer l'idée que le mouvement pose d'emblée le problème des rapports entre couches sociales mais aussi celui des rapports que ces couches entretiennent avec l'Etat. L'absence incontestable d'expérience des luttes dans ces couches et une tendance classique à penser l'Etat de façon étroitement instrumentale conduisent à l'idée, avancée à la fois par le P.S. et les groupes gauchistes, que le pouvoir est à ramasser. Or, cette attitude mérite l'attention, car elle témoigne d'une réalité contradictoire : illusion ou méconnaissance du fonctionnement de l'Etat dans la société, c'est évident, mais aussi expression de la nécessité vécue de changements profonds dans l'organisation sociale globale. Emergence, donc, dans des formes de lutte mystifiées ou même aberrantes, de revendications qui, par leur contenu, poussent très loin puisqu'elles posent implicitement, quoique de façon déformée, l'exigence du socialisme.

En cela, cette situation engage à long terme le P.C.F. dans un ensemble diversifié de directions : volonté de mieux connaître les mécanismes sociaux et les cheminements des consciences de

certaines catégories; confrontation, avec l'expérience concrète de la lutte, des avancées théoriques amorcées lors des journées d'étude de Choisy-le-Roi et du Comité central d'Argenteuil sur la base et les chemins de l'alliance.

Il est d'ailleurs intéressant de noter l'écart entre le type d'enseignement que tire le P.C.F. des luttes de mai-juin — la réflexion sur le socialisme à l'ordre du jour — et les conclusions qu'en tire le P.S. : pour ce parti, c'est concrètement un recul de taille sur la question du programme et, en même temps, l'amorce d'un réajustement de sa bataille politique face au P.C.F.

Mais ce qui est le plus intéressant, c'est de noter au travers de quelles formes de réflexion théorique et politique est analysé le mouvement de mai-juin. Dans la perspective qui est alors la sienne, et sans oublier qu'il doit faire face à une violente offensive destinée à mettre en question son analyse immédiate de l'événement, le P.C.F. insiste d'abord sur le fait que l'absence de débouché politique du puissant mouvement revendicatif est dû avant tout à l'absence d'un accord programmatique entre le P.C. et le P.S. En même temps qu'il perçoit le potentiel de nouveauté que recèle le mouvement de mai-juin, qu'il en note la portée exceptionnelle du point de vue de la lutte pour le socialisme, le P.C.F. réfléchit et fonctionne selon des modes d'analyse encore marqués par la tradition et notamment par le poids de la grande expérience de référence : celle du Front populaire. Expérience d'autant plus présente qu'elle s'impose presque spontanément et qu'elle est l'objet d'affrontement d'idées.

Sans doute, pour analyser objectivement cette période, faut-il restituer l'intervention et l'analyse du P.C.F. dans le contexte de cette année 1968 et dans le cadre du rapport existant entre forces politiques : les groupes gauchistes, avec en contrepoint le P.S.U., campent sur le potentiel de confusions et d'illusions politiques qui accompagne alors la combativité de fractions importantes de la population — la classe ouvrière comprise. Les partis de droite, repliés sur leurs bases traditionnelles, leurs réseaux d'influence dans l'Etat et sur les médias, entretiennent, en même temps que la peur de la subversion, l'angoisse devant l'inconnu et les perspectives floues ou peu engageantes. Le P.S. manœuvre dans la perspective du gouvernement socialiste ou socialiste-centriste — à l'exclusion des communistes — du type « contre-gouvernement »; il lance des opérations spectaculaires comme celle de la manifestation conspuant le P.C. et la C.G.T., et orchestrée autour de Mendès France au stade Charléty, il s'insère dans la tentative d'isolement des communistes et de récupération du mouvement des luttes, lancée par F. Mitterrand dans sa conférence de presse du 28 mai, qui suit immédiatement Charléty.

Face à ces forces et à leur déploiement diversifié, le P.C.F. recherche l'appui populaire et les formes capables — à partir du mouvement revendicatif — d'associer les masses à la perspective d'un changement réel : c'est le sens du mot d'ordre à chaud de « gouvernement populaire » et de la tentative de structuration de comités à cet effet.

Ce recours lui-même aux traditionnels comités témoigne du poids du Front populaire et de la critique faite au Comité central de l'automne 1947 sur l'expérience de 1936. Selon cette critique, l'absence des comités de base du Front populaire aurait permis la rupture de celui-ci. Or le recours à la structuration en comités relance de fait l'idée que le changement passe préalablement par l'accord au sommet sur une base programmatique : modèle des expériences passées et approche nouvelle du programme commun fonctionnant dans une même démarche contradictoire.

Car cette situation peut conduire à déceler, avec le recul, un élément de contradiction : d'un côté, le P.C.F. est amené à affirmer son identité par sa définition du changement réel, par l'affinement de la perspective socialiste française qu'il peut proposer; de l'autre, il en subordonne le succès à l'accord programmatique, ce qui tend à limiter quelque peu la progression et l'affirmation de son identité.

Cette remarque n'est aucunement un jugement de valeur ou une réécriture de l'histoire à la lumière de nos préoccupations actuelles. S'il me semble fondé de souligner cet élément de contradiction, il me semble en même temps nécessaire de rappeler qu'il ne fonctionne pas à tous les moments et de façon continue comme un frein à la réflexion ou à l'action. Il faut encore rappeler que l'histoire et les références explicites au passé jouent d'autant plus fortement sur le P.C.F. qu'il n'a pas poussé à son terme une démarche stratégique fondée à la fois sur l'analyse de la société française, de son propre rôle dans cette société et sur l'analyse critique de son passé.

Il n'est pas secondaire de rappeler que l'année 1964, année du XVIIe Congrès, est aussi celle qui voit la publication du *Manuel d'Histoire du P.C.F.* qui montre les difficultés que connaît le P.C.F. à faire face, de façon critique et approfondie, à sa propre histoire. Peut-on encore oublier que le P.C.F. agit dans le cadre d'un rapport des forces qui se tisse en mettant en relation les stratégies et les orientations politiques à court terme de toutes les forces politiques et qu'il n'est pas le maître d'œuvre de toute la vie politique?

Enfin, la contradiction ne peut se développer véritablement et donc être consciemment perçue tant que le P.S., comme il le fait en 1968 et après, continue à rejeter le programme commun : tant

qu'il le fait, le P.C.F. se trouve confirmé dans l'idée de la justesse de son orientation; il tend à placer sa propre spécificité dans la démarche unitaire qui est la sienne et dans sa volonté de voir conclure un accord programmatique. C'est par cette volonté qu'il tend à se définir essentiellement aux yeux de l'opinion.

Le drame tchécoslovaque

L'intervention en Tchécoslovaquie des troupes du pacte de Varsovie a des effets décisifs sur le P.C.F. C'est la première fois que s'affirme, sur une question aussi importante et avec ce degré d'intensité, un désaccord profond entre le P.C.F. et les partis communistes des pays socialistes, et notamment de l'U.R.S.S. Plus fondamentalement, le caractère *durable* de ce désaccord modifie la démarche communiste à l'égard de l'expérience des pays socialistes, expérience dont la complexité apparaît désormais plus nettement.

Elle relance par ailleurs non seulement — ce qui est classique — la notion de voie propre au socialisme, mais surtout elle tend à consolider le contenu de cette spécificité, en renforçant la référence à la *démocratie* comme partie constitutive du processus social : en cela, et bien au-delà des prémices du Front populaire, de la Libération ou de 1956, elle amorce de façon plus structurée la réflexion sur *l'objectif* stratégique et pas seulement sur *la voie* pour y parvenir. Mais ce n'est encore qu'une *amorce*. La structuration se fera bien plus tardivement, autour du XXIIe Congrès.

La liaison qui s'établit entre le problème tchécoslovaque et l'expérience française de mai-juin — par exemple l'insistance de la S.F.I.O., après le mois d'août pour justifier par la Tchécoslovaquie le refus du programme — maintient fortement la réflexion sur le terrain des voies pour aller au socialisme et donc sur l'union et le programme, plus que sur les caractéristiques du changement, sur l'analyse poussée du socialisme lui-même, de son contenu.

Le Comité central de Champigny est sans doute, pour toute la période, le moment le plus important et le plus significatif de la manière dont s'est développée la démarche du P.C.F. depuis 1962.

En ramassant et schématisant au maximum l'analyse, on peut dire que le socialisme y est défini comme l'objectif avec plus de force et plus de précision, même si les formulations restent encore partiellement ordonnées par la notion de dictature de

prolétariat. En même temps, l'analyse faite de l'échec de 1968 (pas de programme) renforce l'idée de la nécessité à tout prix de l'union avec le P.S. ayant pour base un programme commun de gouvernement.

En ce sens, Champigny constitue à la fois l'avancée maximum de la réflexion stratégique et contient des éléments — que vont renforcer les conjonctures politiques ultérieures — qui empêchent de pousser jusqu'au bout cette réflexion en termes de stratégie.

Ainsi, on trouve des avancées extrêmement importantes sur la question des nationalisations et sur l'évolution des couches nouvelles. En liaison avec le rôle croissant de la revue *Economie et Politique* et le travail collectif très riche de la section économique, le P.C.F. progresse du point de vue de l'analyse économique et sociale, comme dans sa capacité à définir des perspectives contructives qui servent de point d'appui à sa bataille politique. Pourtant, les discussions se fixent, non sans difficulté, sur les notions d' « étape » et de « transition » comme des réalités plus ou moins autonomes. Les difficultés de la réflexion théorique sur ce terrain traduisent les difficultés à penser le socialisme dans toutes ses dimensions et sa complexité, ce qui s'exprime par un certain « repli » sur la réflexion concernant la voie pour y parvenir, c'est-à-dire l'étape intermédiaire. On s'ancre certes dans la formule, classique pour le mouvement communiste : « Ce ne sera pas comme ailleurs! » Oui, mais encore?

Cette orientation des réflexions collectives s'explique à la fois par le poids du passé — les retards d'analyse stratégique à diverses périodes — et par la réalité de ce que le P.C.F. appelle les « butoirs ». Il désigne par là, même si son analyse des causes du phénomène est encore insuffisante, la constatation d'éléments contradictoires dans les comportements politiques en France; à grands traits : volonté de changement et crainte du socialisme. Ces phénomènes sociaux se trouvent renforcés, dans la masse de la population, par les formes de lutte prises en mai-juin, par l'intervention en Tchécoslovaquie et la bataille politique et idéologique qu'elle suscite en France.

Cette constatation des butoirs s'articule au thème de la nécessité politique du P.C.F., pour déboucher sur un processus de réflexion centrée sur la question suivante : comment, en tenant compte des difficultés, gagner les consciences à l'idée du programme commun, puis, à partir de l'expérience sociale du programme, à l'idée du socialisme. Mais si cette démarche révélera de fait une efficacité considérable sur le premier point — gagner à l'idée de programme —, elle tend à isoler l'expérience sociale populaire du programme des perspectives définies par

l'avant-garde — le socialisme. Ajoutons même qu'elle tend à donner moins d'urgence, puisque auparavant se place « l'étape », à la structuration plus profonde de la réflexion du P.C.F. sur cette perspective socialiste. En ce sens, cette démarche, pourtant hardie et offensive, tend à affaiblir la prise en considération, sur les plans théorique et pratique, de l'identité du P.C.F. Mais la contradiction ne s'épanouit pas encore.

Le P.C.F. dans le mouvement communiste international

Il est donc très intéressant de noter que les phases de structuration de la démarche stratégique du P.C.F. s'accompagnent de mutations importantes dans la manière dont il se situe dans le mouvement communiste. La prise de position française face à la crise tchécoslovaque sanctionne une évolution de longue durée, qui relie indissolublement les transformations des rapports de forces internes, les réflexions sur l'activité révolutionnaire en France et l'intervention sur le terrain international.

Les années 1960 voient une évolution progressive de l'attitude communiste. Face aux conditions de fonctionnement du mouvement communiste tout d'abord ; le P.C.F. est conduit à mettre de plus en plus l'accent sur la notion d' « indépendance » de chaque parti. Les problèmes qui se posent dans le mouvement communiste après le choc de 1956, puis avec l'attitude du P.C. chinois font de ces infléchissements un processus aux aspects à certains égards contradictoires. Mais dans tous les cas, dans la critique du « polycentrisme » comme dans les prises de position critiques à l'égard de la Chine, la mise en avant de plus en plus forte de l'autonomie des partis communistes relativise le poids de la référence au P.C.U.S. comme « avant-garde » du mouvement communiste et transforme peu à peu le contenu de la notion d' « unité » du mouvement communiste en la débarrassant de sa fixation institutionnelle.

Les prises de distance à l'égard des manquements à la démocratie, qui culminent en 1968 mais sont présentes dès 1965 (lors du procès Siniavski-Daniel notamment), complètent fortement le processus et contribuent à lier plus nettement les éléments de divergences avec le P.C. d'Union soviétique et les réflexions propres du P.C.F. sur les perspectives du socialisme en France.

Ces modifications ne pouvaient que se répercuter sur l'attitude des communistes français face aux formes d'existence du mouvement communiste international. Depuis la dissolution du Kominform en 1956, n'existe plus d'organisation structurée à l'échelle

internationale; mais se maintient l'idée que doit exister une stratégie unifiée des forces communistes dans le monde. Le lieu principal d'élaboration et de mise en forme de cette stratégie était la conférence internationale des partis communistes et ouvriers : plus ou moins clairement exprimée subsistait la conception selon laquelle cette orientation, valable pour tous, devait servir de base pour la construction des politiques de chaque parti dans le cadre national. En ce sens, l'orientation de chaque parti apparaissait, dans une large mesure, comme l'adaptation d'une politique unique avec de simples variantes nationales.

Progressivement, le P.C.F. est conduit à se dégager de cette interprétation, à accentuer les déterminations nationales dans l'élaboration de sa politique, à poser différemment le problème de l'articulation entre responsabilités nationales et solidarité internationaliste. Dans la pratique, puis sur le plan de la réflexion, il tend à dépasser les formes anciennes de réflexion centrées autour de la notion d' « internationalisme prolétarien », historiquement liée à une certaine conception des rapports entre partis communistes et, plus précisément, à une analyse très tôt fixée du rôle dirigeant du P.C.U.S.; la formule ne rendait guère compte, dans l'évolution du rapport des forces, du poids croissant pris par le mouvement de libération nationale.

A plusieurs reprises, à partir de 1964, par la bouche notamment de Waldeck Rochet, le P.C.F. insiste sur la notion de « diversité », même dans le cadre des conférences internationales. Puis il mettra en avant à plusieurs reprises, à partir de 1967, la nécessité de préciser et de limiter l'ordre du jour de ces grandes réunions. Au début de 1968, G. Marchais précise, lors d'une réunion préparatoire à Budapest, que la conférence doit procéder à des confrontations d'analyses, à des échanges d'expériences et à des concertations de lutte contre l'impérialisme; elle n'est donc pas le lieu de définition d'une stratégie unique; elle n'est d'ailleurs, dans la construction de l'unité du mouvement, qu'une étape et elle n'est pas la seule forme de réalisation de cette unité. La conférence tenue en 1969 et ses suites confirmeront la justesse de ce point de vue et conduiront le P.C.F. à d'autres initiatives pour transformer le style et les méthodes de travail en usage dans le mouvement communiste international

1969-1970 : le mouvement

L'année 1969 est marquée par les élections présidentielles qui font suite à l'échec enregistré par de Gaulle au référendum du printemps sur la « région » et la réforme du Sénat. Sans revenir

plus longtemps sur ces élections elles-mêmes, je retiendrai seulement quelques éléments dans la mesure où ils sont intégrés dans l'analyse du P.C.F.

D'abord, l'échec du gaullisme renforce les manœuvres centristes, le regroupement des forces de droite et la relance des opérations de type « troisième force », dès les élections, avec la manœuvre Poher.

Quant à l'échec de Defferre, il sert d'appui à la démonstration que la désunion est néfaste au P.S. lui-même : mais, dans la mesure où il permet l'établissement d'un lien mécanique entre la structure du P.S. et le courant réformiste, cet échec est aussi partiellement analysé comme un échec du réformisme lui-même, comme la marque de son déclin inéluctable.

Or, l'année 1969 voit précisément l'amorce des réajustements qui vont, après bien des péripéties, conduire à la restructuration organisationnelle du Parti socialiste et à la délimitation d'une nouvelle orientation stratégique qui aboutira à son acceptation du programme commun (voir à ce sujet l'*Histoire du réformisme,* E.S., 1976, t. 2).

Enfin, le fait que J. Duclos retrouve un niveau électoral comparable à celui de 1967 tend à confirmer le caractère électoralement payant de l'orientation choisie par le P.C.F., tant que le P.S. se maintient dans l'attitude de refus tranché de l'union. C'est ce que va traduire le XIXe Congrès du P.C.F., qui se tient en février 1970 et qui montre assez bien la manière dont s'est développée la réflexion du P.C.F. dans la période postérieure à Champigny.

Sans doute reprend-il l'idée de la nécessité historique du socialisme, mais on notera qu'il n'y consacre guère qu'une page des thèses adoptées.

Il s'attache plutôt à préciser sa conception du contenu du programme et notamment l'association de la démocratie économique et de la démocratie politique, à un moment où le P.S. « renâcle » devant les nationalisations à accomplir et où le pouvoir, face aux premiers développements de la crise, entame une nouvelle étape de sa politique de restructuration (et de surexploitation). Parmi les autres points où l'on constate une avancée sensible : la conception des rapports entre indépendance nationale et coopération, qui fait l'objet d'une réflexion renouvelée.

Plus généralement, le XIXe Congrès centre l'essentiel de son attention sur l'étape de la démocratie avancée. Cela se reflète d'ailleurs dans la structure des thèses, dont les titres de chapitres sont : la démocratie avancée; créer les conditions du socialisme; le socialisme lui-même (thèse 17).

L'union des partis est pensée, dans cette perspective, comme un préalable à la réalisation de l'unité de la classe ouvrière; toute l'argumentation développée sur la question de l'union, compte tenu principalement des blocages du P.S., fonctionne avant tout comme un moyen privilégié de peser sur le P.S.; et la réflexion sur le programme commun apparaît comme le moyen, au travers d'une grande campagne d'explication, d'arracher un accord d'unité entre le P.C.F. et le P.S..

Ce qui ressort à la fois du Congrès et de toutes les interventions qui l'entourent, c'est qu'implicitement le P.C.F. considère que la signature du Programme commun de gouvernement constitue le point de départ d'un processus pensé en termes de développement quasi linéaire presque fatal; c'est la « dynamique de l'union ». Le mouvement pouvait apparaître d'une logique absolue : la signature du programme, étant donné son contenu, semblait impliquer que le P.S. allait être arraché à la collaboration de classes, ce qui devait permettre la réalisation de l'unité de la classe ouvrière sur une base de classe, et des possibilités élargies d'alliance. La démocratie avancée, par sa logique et sa structure, crée largement les conditions du socialisme.

Par ailleurs, le Congrès développe la réflexion sur les moyens de parvenir au programme : au centre, se trouve placée l'idée de la lutte idéologique nécessaire pour infléchir les comportements politiques du P.S., jusqu'au programme.

Deux directions s'affirment dans cette lutte posée en termes de masse : elles seront développées dans le cadre d'une campagne d'assemblées-débats, de style nouveau, qui s'ouvre cette année-là.

La première ligne directrice vise à démonter les tentatives diverses du pouvoir dans sa politique d'intégration (la « nouvelle société », les « contrats de progrès », puis la tentative de Jean-Jacques Servan-Schreiber).

La seconde tend à faire pression sur le P.S. en popularisant l'idée et les grandes options du programme; l'insistance est alors mise sur le fait que les divergences ne peuvent empêcher l'accord politique : cet effort se concrétisera avec les discussions de la fin 1970; des groupes de travail établissent des documents qui font le point des accords et divergences.

Il est notable que, dans cette réflexion centrée sur le programme, le problème du rôle de la classe ouvrière et celui du P.C.F., dans son identité, viennent essentiellement dans le cadre de la polémique avec Roger Garaudy. Il s'agit du refus d'une démarche dont on perçoit à terme les dangers, puisqu'elle tend à faire de la classe ouvrière une force d'appoint. Ce refus débouche sur une réflexion qui intégrera véritablement les

données nouvelles de l'alliance entre la classe ouvrière et les couches nouvelles. Des amorces décisives de travaux se développent alors sur ces couches nouvelles, sur les intellectuels, sur les ingénieurs, techniciens et cadres : des analyses importantes et fouillées se multiplient sur le mouvement des classes sociales en France, comme s'affine l'étude de l'évolution du capitalisme monopoliste d'Etat, notamment dans la revue *Economie et Politique*.

Mais la mise en cohérence de tous ces travaux se fait dans un cadre stratégique et avec des instruments théoriques qui tendent à les intégrer dans la seule perspective du programme commun, pensé comment le moyen déterminant, créateur et moteur dans l'alliance.

Vers le programme commun

Au lendemain du XIXe Congrès, la réflexion se porte sur les moyens nécessaires pour lier le développement des luttes et les perspectives du programme. Elle débouche sur l'analyse de la *crise* de la société française en 1971 et permet ainsi de globaliser la démarche, amorcée au printemps par les actions que mènent les organisations du parti autour de sept grands objectifs nationaux.

En liant la situation économique et sociale, les luttes et l'issue politique, ces éléments renforcent la *cohérence* de la démarche communiste; celle-ci offre en même temps un champ à l'activité spécifique du parti sur son propre terrain et bouleverse par là même les réflexions traditionnelles sur les rapports entre parti et « organisations de masse ».

De plus, pour rendre plus crédible la perspective du programme, et en s'appuyant sur les avancées de ses analyses économiques et sociales des années précédentes, le P.C.F. poursuit son propre travail sur ses propositions. Ce travail, qui affirme la maîtrise du P.C.F. et son épaisseur politique, conduit, en octobre 1971, à la rédaction d'un texte, *Changer de cap :* il est destiné à renforcer la pression sur le P.S. et à fournir la base, pour les communistes, des négociations autour du programme.

Mais, par-delà tous ces éléments positifs, il faut noter qu'à partir de 1971 se développe l'élément de contradiction décelé plus haut.

Tout d'abord, la mise en évidence des conditions pour avancer au socialisme dans les conditions propres à la France est encore dominée par l'existence de références négatives : la notion de dictature du prolétariat est maintenue, fût-ce avec beaucoup de

précautions, et, conjointement, ne sont pas approfondis les questions des libertés dans le socialisme et le problème de l' « alternance ». Au fond, tout se passe comme si le P.C.F., qui n'a pas encore poussé jusqu'à leur terme les réflexions fortement développées en 1964, considère que l'essentiel est d'éviter des illusions : celles que recèle la référence en France à la démocratie et qui visent à en masquer les déterminations de classe (le P.C.F. pense alors au type de bataille mené par le P.S. pour raviver les illusions et cacher derrière des formules son refus du changement). A la limite, l'affrontement entre réformistes et révolutionnaires s'exprime encore plus en termes d'opposition sur des concepts ou des notions (comme celles de dictature du prolétariat ou d'alternance), ou sur des propositions différentes en matière économique ou institutionnelle (modes de suffrage ou nombre des nationalisations) qu'en termes d'opposition de démarches stratégiques. Pour le P.C.F., l'union est désormais abordée prioritairement au travers d'un contenu et, dans son programme, dominent deux thèmes : l'union a un contenu de classe et elle doit ouvrir les perspectives du socialisme. Elle apparaît donc comme la conséquence de l'orientation stratégique et non plus (comme elle le fut partiellement en 1956 par exemple) comme une sorte de substitut à l'absence ou palliatif de l'immaturité d'une stratégie à long terme. Cependant, à partir de 1971, puis avec l'existence du Programme commun de gouvernement — je ne rappellerai pas les péripéties précédant sa signature — les contradictions s'apprêtent à prendre une dimension nouvelle.

Après une authentique avancée dans la réflexion sur le long terme, le P.C.F. possède une orientation stratégique cohérente et a obtenu le Programme. Mais l'union reste pour une part posée en termes anciens, selon le modèle du Front populaire.

En 1971, lors du Comité central de juillet et encore en novembre, la même conception est reprise à la limite par la même formule : *union à tout prix!*

Or le P.S. — issu de la S.F.I.O. et des clubs — avait conditionné l'accord sur le Programme commun à l'élaboration préalable de son propre programme. Si le P.C.F. avait son *Changer de cap* et affirmait son identité par son orientation stratégique, la volonté du P.S. d'avoir son programme n'était pas une simple manœuvre pour retarder l'échéance d'un accord programmatique qu'il redoutait. Lui-même élaborait alors sa propre stratégie en référence à celle du P.C.F. pour affirmer — dans la période qui allait s'ouvrir — sa propre identité, sa nature.

La courte période qui va de 1970 à 1972 présente pour le P.S. des aspects décisifs. Alors que grandit le mécontentement face à la crise et se précise pour le P.C.F. la perspective du socialisme,

le P.S. opère un effort considérable de réajustement et d'identification à la fois programmatiques et organisationnels.

Or, dans le même temps, la recherche par le P.C.F. d'une union de type ancien pouvait conduire dans le P.C.F. lui-même — et à plus forte raison dans les masses — à affaiblir sa propre identité.

De la même manière, il pouvait être conduit à reprendre, comme allant d'elle-même, l'expérience de ses succès dans les luttes unitaires qu'il avait su mener. Cette reprise des expériences antérieures pouvait d'ailleurs nourrir également une vision mécanique de la pression des masses sur le P.S. pour le contraindre à signer le programme commun. Sans doute le P.C.F. ne se fait-il aucune illusion sur la nature du Parti socialiste et sur la nécessité de l'intervention spécifique renforcée du parti révolutionnaire; en témoigne le rapport présenté par G. Marchais devant le Comité central qui décida l'acceptation du Programme commun (voir ce texte, publié plus tard dans l'ouvrage d'E. Fajon *L'Union est un combat*). Mais parce que ce fut sa bataille (pour répandre l'idée du programme commun et imposer ses grandes lignes) qui conduisit principalement à la signature de l'accord de 1972, le P.C.F. tendait à agir comme si cette pression avait été le seul élément déterminant l'attitude du P.S.; par là fut partiellement négligée — mais pas véritablement ignorée — la détermination interne, de type stratégique, du P.S. lui-même. A la limite, se nourrissait l'idée que cette pression pouvait être codifiée et fixée sous la forme d'un contrat de sommet — signature du Programme commun — suffisant en lui-même; ce qui tend à négliger le rôle actif, autonome, du P.S., comme structure social-démocrate, pour reconstruire à partir des réalités nouvelles, façonnées notamment par le P.C.F., l'influence du courant réformiste et être le bénéficiaire de la bataille unitaire des communistes.

Les législatives de 1973 marquent une première modification : le P.C.F. procède à une analyse plus serrée des effets contradictoires de la signature par le P.S. du Programme commun. Tout en s'appuyant sur la volonté d'union et l'existence du programme, celui-ci commençait à mettre en œuvre sa stratégie exposée crûment à Vienne par F. Mitterrand : elle ne portait pas sur la transformation de la société mais sur la volonté de prendre trois millions de voix aux communistes.

En quelques mots, que se passe-t-il en effet au lendemain de l'accord de juin 1972? Le P.S., bien qu'il ait signé le programme, n'en dit rien jusqu'à la fin de l'année. Il continue de s'interroger de son côté, à partir de ses propres traditions et de ses mécanismes de fonctionnement, sur les conséquences de l'union,

sur ses effets dans le mouvement des consciences et les luttes politiques. Après la fin décembre et notamment après l'immense succès du rassemblement de la porte de Versailles, le P.S. se met à parler du Programme commun, mais en insistant sur sa différence avec le P.C.F., s'appuyant d'ailleurs sur les thèmes développés par le pouvoir et les médias : Parti démocratique, il serait le garant des libertés, capable d'infléchir et de maîtriser ce qu'il appelle les excès du P.C.F., soit face à la crise (on valorise par exemple la démarche de Rocard sur le pétrole), soit dans la perspective du socialisme (le P.S. se réfère abondamment à des comportements connus à l'égard des opposants dans les pays socialistes). Il est donc naturel que le P.C.F. s'interroge alors à la fois sur les comportements du P.S. et sur les conséquences de l'affaiblissement de son identité. Interrogation d'autant plus légitime que, au moment des législatives, il eut à faire face à des incompréhensions, hors de lui-même, mais aussi en son sein, sur la nécessité de voter, dès le premier tour, pour les candidats du Parti communiste comme condition du respect du Programme commun de gouvernement, du renforcement de l'union et des progrès de la gauche.

Ainsi l'union commence dans le concret à être posée sur de nouvelles bases. Mais j'ai par là même déjà dépassé quelque peu la période 1964-1972 qui était celle de cette étude. Depuis cette date, l'histoire s'est d'ailleurs écrite sous nos yeux, au jour le jour, jusqu'à la responsabilité bien évidente de la rupture de l'union par le P.S. et la confirmation de son objectif stratégique : affaiblir le P.C. Ce que — pas plus que Valéry Giscard d'Estaing — il n'a pu réaliser. Mais cela est une autre affaire.

PARTI RÉVOLUTIONNAIRE ET SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Mon objectif sera limité : comprendre dans ses processus essentiels la manière dont se construit et se développe la stratégie du P.C.F., en rapport avec la société française.

Réflexions sur l'objet, tout d'abord

Si les communistes ont toujours été conscients que leur Parti était un acteur-sujet important de l'histoire, ils ne l'ont pas toujours considéré comme un objet d'histoire. Les conditions de son intervention n'étaient donc pas l'occasion d'une étude

critique spécifiquement historique; tout au plus reprenait-il les critiques qu'il avait déjà formulées à d'autres moments de son intervention politique (critique des années vingt ou début des années trente).

Le P.C.F. n'était donc pas par lui-même pleinement étudié dans son rapport au mouvement récent de la société française, pas plus que n'étaient étudiés les outils qu'il se donnait pour intervenir sur cette société : sa démarche théorique, son orientation stratégique, ses activités intellectuelles, sociales, politiques.

Or, comme nous le verrons, la réflexion historique est intégrée dans sa stratégie : l'insuffisance dans le domaine de l'analyse historique lui est donc préjudiciable. Les efforts que fait actuellement le P.C.F. pour penser son histoire ont, quant au fond, le caractère d'une réflexion stratégique dans le sens de son XXIII[e] Congrès.

Je suis convaincu que, implicitement ou pas, les différentes études — historiques ou sociologiques — parues à ce jour sur le P.C.F. sont sous-tendues par une certaine conception de l'objet étudié, de sa place dans la société française et de son fonctionnement, qui conduit à isoler histoire et stratégie nouvelle du P.C.F., à affaiblir ses cohérences. Voilà pourquoi cette dernière partie vise à expliciter un peu plus la conception que l'on peut avoir de cet objet qu'abordent plus sérieusement les travaux qui se poursuivent et se développent à l'I.R.M., notamment parmi ses historiens (travaux amorcés dans le cadre de l'ancien Institut Maurice-Thorez).

Traditionnellement, on explique donc que l'étude du P.C.F. doit, pour être conduite de façon scientifique, être menée en relation étroite avec l'étude de la société française. C'est même cette relation entre les deux exigences qui conduit, concrètement, aux formes d'organisation de la recherche en œuvre, par exemple, dans les commissions d'histoire de l'I.R.M. Mais cette constatation, à elle seule, ne saurait suffire. Elle délimite en effet deux traits que l'on doit distinguer pour l'analyse :

- le P.C.F., qui fait partie de la société française, objet social, est marqué par le développement de cette société;
- en retour, il contribue, comme partie intégrante de cette société, à la façonner, à la modifier.

Concevoir de tels aspects n'est pas très compliqué, mais comment peut-on penser concrètement ce double mouvement?

Le P.C.F. est marqué par la société française, par les conditions mêmes de sa création, de son apprentissage par son héritage du mouvement ouvrier français et par sa manière de

recevoir, d'assimiler ou non, de façon critique ou non, l'expérience internationale... Cette marque, historiquement différente dans ses formes et ses effets, le mène jusqu'à sa recherche de voies spécifiques pour aller au socialisme.

Il est presque banal de dire cela. Encore que les explications de l'existence du P.C.F. essentiellement par les pressions et par les contraintes extérieures — c'est-à-dire par des structures internationales — telle l'Internationale communiste — ou par la « greffe », ayant toujours cours, il ne faut pas toujours craindre la banalité.

Mais, est-ce que, lorsque nous disons que le P.C.F. est marqué par la société française, cela signifie que certaines formes d'organisation, certains traits des discours politiques propres aux débats politiques français ou plus particulièrement aux traditions du mouvement ouvrier français se trouvent reproduits dans le P.C.F. ? Sans doute, oui. Mais il faut reconnaître que, si certaines formes antérieures ou voisines se retrouvent chez lui, d'autres ne s'y retrouvent pas. Et il faut reconnaître également que tel trait que l'on retrouve ailleurs fonctionne autrement dans le P.C.F. : l'étude de la pratique militante, le discours politique dans son rapport à l'acte politique, l'emploi de telle ou telle notion politique ou de telle analyse sociale suggérera les comparaisons nécessaires avec d'autres partis politiques mais montrera surtout bien des différences.

C'est dire que, si l'analyse scientifique du P.C.F. a recours à des méthodes ou à des concepts propres à toute l'histoire politique, elle ne peut éviter en même temps le problème de son existence comme objet spécifique et non pas seulement comme parti politique en général. Toutes ses campagnes témoignent qu'il est véritablement un objet particulier, spécifique.

Le P.C.F. marque la société : mais comment en mesurer les effets ? Est-ce que nous pouvons désigner dans tel ou tel aspect de la vie sociale et politique ce qui est rigoureusement dû à l'intervention du P.C.F. ? Peut-être dans le court terme : sur telle lutte politique ou prise de position d'un autre parti politique, sur telle modification dans l'intervention de l'Etat, etc.

On pourra mieux le mesurer encore dans les secteurs où le P.C.F. est inséré, dans la gestion municipale ou même dans les pratiques gouvernementales, indirectement au moment du Front populaire, ou directement, pendant une brève période, au moment de la Libération, entre 1944 et 1947.

Mais, quand il s'agit de porter une appréciation sur une très longue période, sur le fonctionnement en profondeur de la société française, c'est un autre problème. En fait, il s'agit de l'histoire du P.C.F. : comment, au cours de ses 60 ans d'exis-

tence, son utilité (par rapport aux besoins objectifs de la société française) s'est-elle affirmée? Sans doute perçoit-on de façon presque spontanée ce que la société française contemporaine doit au maintien sans discontinuer de luttes de classes de grande ampleur, à la force organisée du courant révolutionnaire, à l'implantation durable du P.C.F. et à son action positive pour limiter l'exploitation, contrecarrer les stratégies de l'impérialisme et créer les conditions du changement. C'est le sens que la réalité française donne à la notion d'utilité du P.C.F.

Mais on ne peut se contenter de l'appréciation spontanée. En fait, lorsqu'on réfléchit à la manière dont il est marqué par la société française, et, inversement, à la manière dont il la marque, on s'aperçoit que toute étude du P.C.F. rencontre inévitablement le problème de sa spécificité : cela est vrai d'abord pour définir les conditions de l'étude et des concepts utilisés, tout autant que pour une explication de son mouvement historique.

Comment penser le rapport du P.C. à la société française?

Il ne peut se penser comme le rapport du P.C.F. à la société en général.

Son existence, son intervention et son fonctionnement de parti politique sont déterminés d'abord par les liens concrets qu'il entretient avec la classe ouvrière; ils sont donc liés aux transformations historiques de cette classe, au type spécifique de relations qu'elle entretient avec le capital et avec le courant révolutionnaire. Ils sont également déterminés par les conditions, propres à chaque période historique, de la reproduction, du renforcement et de la transformation du courant révolutionnaire dans la société française.

Au fond, chaque fois qu'on se pose la question de savoir comment le P.C.F. peut agir de façon positive sur la société française, on retrouve une autre question, dérivée : le P.C.F. peut-il contribuer à élever le niveau de combativité consciente de la classe ouvrière et créer un mouvement majoritaire sur tel ou tel point et sur la question du changement et comment? Parvient-il à développer le courant révolutionnaire et de quelle manière? Je précise ici ce que j'entends par « courant révolutionnaire » : c'est un objet social complexe, un ensemble d'idées et de représentations, de pratiques et d'organisations diverses (dont les syndicats de classe : la C.G.T.) liés au fonctionnement de la société française dans ses aspects fondamentaux et agissant pour leur transformation. Donc, si l'on veut préciser les conditions de la

réflexion sur le P.C.F., on doit se porter plus attentivement vers les rapports entre le P.C.F. et le courant révolutionnaire.

De plus, cette réflexion doit prendre en compte que le P.C.F., par son lien avec le courant révolutionnaire, inscrit son rôle actif dans les rapports de ce courant au courant réformiste, dans un système de partis politiques et ainsi dans un rapport de forces politiques. Comprendre son intervention suppose donc que l'on délimite dans chaque conjoncture, autour de chaque enjeu social, la manière dont se construit ce rapport des forces, l'intervention des masses populaires, leur niveau de conscience qui inclut la conscience de leur rapport aux autres formations politiques. C'est pourquoi il est nécessaire de prendre en compte — dans une période historique donnée — la stratégie de chaque force politique : par exemple celle du P.S. de la droite, et les conditions d'application de leur stratégie (situation de la presse, des médias, intervention de l'Etat).

Toutefois l'exercice de mesure d'un rapport des forces politiques n'est jamais aisé. En effet, il faut reconnaître que, dans ce domaine, l'analyse scientifique de la politique n'est pas encore assurée : les méthodologies sont pauvres et les concepts n'ont guère fait l'objet d'une réflexion approfondie. Ce qui est déjà compliqué pour les situations très contemporaines l'est encore plus pour le passé, où l'histoire politique n'offre pas toujours les matériaux nécessaires. Et pourtant cette démarche — le travail sur la connaissance concrète de la réalité — est indispensable, faute de quoi on verse dans l'abstraction, voire l'erreur dans la perspective. En effet comment apprécier réellement telle décision importante de la direction communiste (par exemple pour la non-participation au gouvernement de Front populaire, pour la dissolution des milices patriotiques en 1945, pour le vote des pouvoirs spéciaux en 1956; le choix du Programme commun de gouvernement, à la fois à partir de ses propres références historiques mais aussi pour combattre les choix de division du P.S.) en faisant comme si cette décision ne s'inscrivait pas dans un champ de luttes politiques où le P.C.F. n'est pas seul? En effet, comme pour chaque parti, le comportement du P.C. est fondamentalement déterminé par son ancrage dans la société française et par ses objectifs stratégiques. Mais le P.C.F. construit aussi pour une part son attitude en fonction de l'attitude des autres forces politiques.

Mais alors, dans un contexte social et politique où il n'est pas seul à agir, par quels moyens le P.C.F. parvient-il à jouer un rôle actif sur le mouvement global de la société : sur les conditions d'exploitation, sur les formes institutionnelles et sur les rapports de forces de classes?

Il faut prendre en compte tout d'abord la *réalité matérielle* de son *implantation* et de ses *pratiques*. La stabilité relative de certaines pratiques, par exemple dans le domaine syndical ou des réalisations municipales ou, dans certains cas, la stabilité au niveau des effectifs ou de l'organisation ne se traduisent pas nécessairement et mécaniquement par le maintien de l'influence. Dans des conjonctures courtes et sans relation immédiate et mesurable avec son implantation, on constate sa capacité ou non à mobiliser les masses sur des mots d'ordre politiques. D'un côté, 1934, de l'autre, 1952 (par exemple). D'un autre côté l'influence électorale varie, avec l'alternance de phases de stabilité et de mutations brusques (type 58 ou 68) sans que l'on puisse définir à l'avance les conditions structurelles à ces mouvements.

C'est pourquoi il apparaît que, pour apprécier l'intervention et l'efficacité à long terme du P.C.F. dans des conjonctures politiques mouvantes, dans des mouvements aussi contradictoires de la réalité française que nous connaissons, il est nécessaire de *préciser au travers de quelle orientation stratégique le P.C.F., à un moment donné, définit son activité politique concrète*. C'est en effet la qualité de cette orientation, ses points d'ancrage principaux, sa capacité plus ou moins grande à anticiper sur l'évolution des rapports de forces dans la société et entre forces politiques qui permettent de comprendre le rôle actif, positif-négatif, du P.C.F. dans le mouvement social.

Le P.C.F. n'est pas un simple enregistreur passif des rapports de forces qui se construiraient pour l'essentiel en dehors de lui. Nous avons dit plus haut qu'il se détermine par rapport à l'attitude des autres forces politiques : c'est vrai, mais en partie seulement. Le P.C.F. ne fait pas que « répondre » : il développe une pratique spécifique, met en œuvre ses règles propres de fonctionnement politique en fonction d'exigences bien définies exprimées dans son orientation stratégique.

C'est au fond à cette question de l'orientation stratégique que la plupart des études se sont référées pour apprécier les activités du P.C.F.; car il n'y a pas, en effet, de rapports mécaniques directement lisibles ou obligés entre la société française et le P.C. Son activité passe par son orientation stratégique, et ses effets à long terme par le niveau de conscience des masses.

Dans cette élaboration et l'expression plus ou moins directe qui en est donnée interviennent :

- l'analyse faite de la société et de son mouvement en y incluant les forces sociales et politiques;
- l'analyse du P.C.F. sur lui-même.

Une orientation stratégique inclut donc nécessairement une démarche théorique; et pourtant, il serait tout à fait erroné de penser que le rapport entre stratégie et activité du P.C.F. (c'est-à-dire entre l'exposé de la conception générale du mouvement de la société et ses conséquences pratiques) est le simple dérivé du rapport théorie/pratique.

Sans doute y a-t-il certaines similitudes dans les rapports : la démarche théorique et l'orientation stratégique établissent en un sens les mêmes rapports de nécessité dialectique entre elles et avec la pratique du P.C.F. dont elles constituent dans une certaine mesure l'anticipation.

Si la stratégie inclut la démarche théorique, en retour, l'orientation stratégique marque la théorie, la pousse à formuler des concepts opératoires. Elle modifie ses conditions de fonctionnement. Exemple : l'avancée démocratique au lieu de dictature du prolétariat et, de manière générale, l'idée de processus au lieu d'étape.

La démarche théorique constitue un moment spécifique dans la conceptualisation des connaissances et du mouvement du réel; par tout son développement, elle vise à assurer le caractère opératoire des concepts sur la réalité sociale.

En ce sens, son état, à un moment donné, façonne l'expression élaborée de la stratégie politique du P.C.F. Mais si, par là, elle sous-tend l'orientation stratégique, il n'en reste pas moins que la théorie n'est pas en elle-même et directement opératoire sur la réalité, elle ne joue pas un rôle directement actif. C'est l'orientation stratégique, non la théorie, qui structure les activités sociales et politiques et intervient sur le rapport des forces.

C'est elle qui est déterminante, certes, mais, pas plus que toute chose, elle ne l'est par elle-même, en dehors d'une structure organisationnelle : il n'y a pas de stratégie en chambre. S'agissant d'une stratégie révolutionnaire, elle est déterminante à condition de s'investir dans une structure révolutionnaire concrète à sa mesure : le P.C.F. C'est en cela que, comme la théorie, une stratégie n'est pas en elle-même opératoire sur la réalité : elle passe par la médiation d'une organisation et de pratiques déterminées.

Ainsi, en retour, l'orientation stratégique est ce qui permet au P.C.F. d'exprimer, sur une période relativement longue, son rôle révolutionnaire. C'est par sa mise en œuvre, par sa concrétisation dans une activité politique différenciée qu'il agit sur la société française, qu'il contribue à modifier ou non — plus ou moins selon les moments — les comportements politiques, les formes de conscience sociale en vue de faire progresser la volonté

de changement profond et naître les conditions politiques de la transformation révolutionnaire.

A l'occasion de ses XXII[e] et XXIII[e] Congrès, il a défini de façon cohérente sa stratégie pour une longue période dans la perspective du socialisme; depuis, il s'efforce de mettre en œuvre cette orientation dans tous les secteurs de son organisation et de sa pratique politique.

Mais si l'on dit que la nouveauté est dans la possession par le P.C.F. d'une stratégie cohérente, cela signifierait-il qu'autrefois il n'avait pas de stratégie et qu'il ne s'efforçait pas de mettre en œuvre et de structurer toute son activité selon une orientation particulière?

Il est donc nécessaire de revenir, de façon synthétique, sur l'évolution dans l'orientation stratégique, sur l'histoire de la stratégie et du rapport de la cohérence stratégique avec la réalité de la société et des besoins de celle-ci. Le P.C.F. a toujours développé son activité selon une orientation déterminée; à toutes les périodes, il s'est appliqué à peser sur les rapports de forces politiques pour parvenir à des objectifs définis, de même qu'il organisait ses pratiques en fonction d'une analyse de la réalité sociale en s'efforçant d'anticiper sur les conditions d'évolution de cette réalité.

Il a toujours eu une orientation, mais ses caractéristiques ont fortement évolué. On peut dire brièvement qu'elle fut plus ou moins cohérente, plus ou moins explicitement formulée, plus ou moins développée dans tel ou tel de ses aspects, plus ou moins construite en fonction des besoins révolutionnaires globaux de la société française, plus ou moins élaborée de façon originale à partir de l'activité intellectuelle qui est propre au P.C.F. lui-même.

Ainsi, dans les années 1930, pour l'essentiel, l'élaboration stratégique et ses infléchissements étaient définis dans le cadre de l'Internationale communiste.

Cette stratégie, en se confrontant avec la réalité sociale française, avec les forces spécifiques des luttes de classes, devait produire des éléments incontestables de contradiction : les effets en sont positifs dans la structuration du parti révolutionnaire, mais ils freinent en même temps, pour une période, l'enracinement en profondeur du P.C.F. dans la société française. D'où la grande importance des initiatives propres qui vont se concrétiser dans le Front populaire en France, avec ses incidences internationales lors du VII[e] Congrès de l'Internationale communiste; d'où encore les traductions de ces nouvelles exigences dans le domaine organisationnel : ce qu'exprime la dissolution de l'Internationale en 1943. Dans cette période, il y a bien cohérence de la

démarche : elle assure le lien du P.C.F. avec la classe ouvrière et affirme le rôle de celle-ci dans la nation. Le P.C.F. inscrit donc concrètement les bases de son rôle révolutionnaire dans la société française : cette démarche lui permet, dans le moment décisif de la lutte contre le fascisme, d'élaborer et de conduire des initiatives politiques qui l'intègrent définitivement dans le tissu national français. Toutefois, en même temps, elle contredit partiellement cette intégration, en limitant les capacités du P.C.F. à prendre en compte, dans toute leur dimension, tous les éléments de la réalité française; elle limite les possibilités de lier avec plus de force, sur une longue période, le combat antifasciste et la lutte pour le socialisme.

De même, en 1947, en faisant sienne l'orientation proposée lors de la réunion constitutive du Kominform, le P.C.F. formule une orientation stratégique cohérente, dont on ne peut pas dire au départ qu'elle est sans fondement ou même simplement fausse. Ce type de cohérence-là lui permet, dans toute la période de la guerre froide, de maintenir ses liens avec la classe ouvrière et, par le biais des luttes ouvrières, de peser sur les conditions de l'exploitation et donc sur toute l'organisation sociale et politique; elle renforce la composante internationaliste du combat de classe en France. En même temps, cette cohérence, fondée sur une certaine analyse marquée par l'agressivité réelle de l'impérialisme U.S., par le rapport international des forces, faisait reposer pour l'essentiel le développement du courant révolutionnaire presque uniquement sur l'évolution de ces rapports internationaux. En soi, la cohérence n'a pas toutes les vertus. Dans cette situation, elle ne permit pas toutes les initiatives adaptées aux conditions politiques spécifiques à la France de l'après-guerre. Il y a donc encore cohérence certaine, mais qui limite pour une large part les capacités de développement du P.C.F., tout en lui permettant de maintenir et de reproduire l'influence du courant révolutionnaire en France.

Après 1956 et l'hésitation constatée à se saisir des éléments de nouveauté pour penser plus profondément une stratégie révolutionnaire adaptée à la France, on observe une longue phase de transition et de mutation. Il y a une certaine cohérence dans l'organisation de l'activité communiste : la volonté de maintenir l'enracinement ouvrier, la force croissante du thème de la lutte pour la démocratie sur tous les plans (économique, social et politique) exprimant le plus nettement cette cohérence. Mais les avancées sont inégales : elles concernent l'analyse de la réalité française et l'objectif du socialisme en France.

La mutation essentielle est pendant longtemps la polarisation sur la question de l'union, structurée selon les formes anciennes,

par la médiation privilégiée du Programme commun. Ainsi, tandis que s'affirme globalement la prise en compte plus grande de la réalité française, naissent des éléments nouveaux de contradiction. En effet, dans toute la période, coexistent, dans un équilibre mouvant, les formes anciennes de réflexion et les éléments nouveaux. Cela apparaît tout autant dans la définition plus fine de l'objectif (le socialisme) que dans la trop faible réflexion sur le P.C.F. lui-même, sur son histoire, sa place réelle dans les processus de changement et son fonctionnement.

En ce sens, les deux derniers congrès constituent bien un moment de nouveauté, une étape décisive dans l'évolution de la stratégie. Alors, en quoi la nouveauté?

Tout d'abord, l'orientation actuelle intègre directement toute l'expérience historique du P.C.F. : celle de ses succès et, pour commencer, la réalité de son implantation globalement maintenue, sa capacité préservée à jouer un rôle actif dans l'évolution sociale française. La force du P.C.F. est elle-même une spécificité française; elle est un élément décisif du paysage politique et social de la France, avec ses traits caractéristiques et notamment une forte composante ouvrière (dans son électorat, dans ses adhérents, dans ses directions). C'est ainsi que, par son activité passée, le P.C.F. permet à la France aujourd'hui d'avoir une perspective crédible d'issue à la crise et d'authentiques perspectives révolutionnaires. Mais le P.C. intègre également l'expérience de ses difficultés, de ses erreurs, éventuellement des lacunes dans ses orientations stratégiques antérieures; lacunes relatives, toutefois, puisqu'elles n'empêchèrent pas le P.C.F. d'être un réel parti ouvrier de luttes efficaces et un parti national; mais lacunes par rapport à son ambition ultime qui touchent aux questions de la stratégie dont nous avons parlé.

D'où la volonté traduite dans les travaux des XXIIe et XXIIIe Congrès, à partir de ces acquis de son histoire passée, de repenser l'ensemble de la stratégie révolutionnaire; et cela de façon cohérente, en ne reculant devant aucune décision — théorique ou politique — qui permette l'essor des capacités d'action révolutionnaire du Parti communiste. Volonté cohérente donc, non conjoncturelle, valable pour une longue période, nécessitant de mobiliser un ensemble diversifié de forces considérables. Ce sont en définitive tous les aspects de l'activité communiste qui sont repensés en fonction de l'orientation stratégique : le parti lui-même, son rôle et les nécessités qui en découlent du point de vue de son extension numérique, de son activité, de son fonctionnement; la démarche théorique, l'activité de connaissance, et plus généralement toute l'activité intellectuelle du parti, l'activité de chaque « secteur » plus spécialisé, le

rapport aux autres organisations politiques et aux mouvements sociaux, notamment à ce qu'on appelait naguère « l'organisation de masse », l'union et les conditions de sa réalisation. C'est ce travail de réélaboration et sa concrétisation quotidienne dans l'action qui se développent aujourd'hui sous nos yeux.

La stratégie est neuve non par le fait qu'elle définit le socialisme dans la perspective du mouvement de la société française mais parce qu'elle fait de la démocratie à la fois le but et le moyen, elle organise de façon dialectique l'un et l'autre dans la démarche autogestionnaire alors qu'elle tendait autrefois à séparer relativement l'objectif et le moyen.

L'affirmation de la nouveauté n'est donc pas une démarche abstraite ou une sorte d'astuce politique ou politicienne, elle n'est pas non plus un jugement hâtif sur le passé. Le P.C.F. n'est pas, avec ses récents congrès, passé brusquement de l'obscurité à la lumière. Les études historiques précédentes ont démontré qu'il y a toujours eu des objectifs globaux ayant une certaine cohérence avec les moyens de leur mise en œuvre. Quelquefois, des objectifs intermédiaires ont pu constituer des substituts de caractère stratégique (*Stratégie de la paix ; Stratégie de l'union*). Mais les orientations stratégiques antérieures, quels que soient leurs défauts ou les insuffisances que révèle le recul historique, avaient leur propre rationalité et correspondaient à certains besoins politiques liés aux périodes historiques considérées ; elles exprimèrent toujours, fût-ce partiellement ou imparfaitement, des exigences de reproduction du courant révolutionnaire en France. Elles ont créé les conditions du maintien du P.C.F., assuré l'existence des perspectives du changement, créé les conditions générales de ce changement.

Mais aujourd'hui les exigences sont autres. Le monde bouge et appelle à des bouleversements immenses, exige un autre ordre, d'autres comportements, d'autres mentalités. L'ambition du Parti révolutionnaire ne peut être simplement de se maintenir : il y va de la révolution, de l'avenir socialiste de notre pays. Son ambition est plus grande : il lui fallait donc une stratégie renouvelée et une autre façon de construire sa politique, de façonner l'activité de tous les communistes à partir de cette stratégie.

STATISTIQUES ÉLECTORALES

Election présidentielle de 1965

		% des exprimés
1er tour :		
Exprimés	23,8 M	
F. Mitterrand	7,7 M	32,2
De Gaulle	10,4 M	43,7
Lecanuet	3,8 M	15,9
2e tour :		
Exprimés	23,2 M	
F. Mitterrand	10,5 M	45,5
De Gaulle	12,6 M	54,5

Elections législatives de 1967

1er tour : Exprimés : 22 345 916

		% des exprimés	% des inscrits
P.C.F.	5 035 120	22,5	17,9
P.S.U.	482 719	2,2	1,7
F.G.D.S.	4 308 507	19,3	15,3
Ve République	8 554 126	38,3	30,3
C.D.	3 450 895	15,4	12,2

En sièges :	P.C.	72 (+ 32)
	P.S.U.	4 (+ 2)
	F.G.D.S.	117 (+ 13)
	Ve République	233 (– 23)
	C.D.	44 (– 19)

Elections législatives de 1968

1er tour : Exprimés : 22 147 207 (78,6 %)			
		% des exprimés	% des inscrits
P.C.F.	4 434 832	20	15,7
P.S.U.	865 848	3,9	3,1
F.G.D.S.	3 684 165	16,6	13,1
U.D.R.	10 281 998	46,4	36,5
P.D.M.	2 756 423	12,5	9,8
En sièges : P.C.		33 (– 39)	
P.S.U.		0 (– 4)	
F.G.D.S.		57 (– 60)	
U.D.R.		349 (+ 116)	
C.D.		31 (– 13)	

Référendum de 1969

Exprimés	22 457 618	
Oui	10 512 469	(46,8 %)
Non	11 945 149	(53,2 %)

Election présidentielle de 1969

		% des exprimés	% des inscrits
1er tour :			
Exprimés	22 204 687		
Duclos	4 779 539	21,5	16,6
Rocard	814 051	3,7	2,8
Defferre	1 127 733	5,1	3,9
Poher	5 201 133	23,4	18,1
Pompidou	9 761 297	44	33,9
2e tour :			
Exprimés	18 558 871	64,6	
Abstentions	8 907 407	30,9	
Poher	7 870 688	42,4	27,4
Pompidou	10 688 183	57,6	37,2

Source : C. Leleu, *Géographie des élections françaises depuis 1936*, Paris, 1971.

11

Étudier l'histoire du P.C.F.

Roger Martelli

Étudier l'histoire du P.C.F.

Pendant très longtemps, le P.C.F. vit dans l'écriture de son histoire une partie immédiate des luttes politiques, une simple activité politique parmi d'autres visant essentiellement à expliquer ou plutôt à justifier par le passé la politique suivie dans le moment. Le fait avait alors deux conséquences principales : l'histoire du P.C.F. semblait relever d'un mouvement linéaire où la continuité l'emportait presque sans exclusive, au détriment de tous les processus réels de ses transformations et de ses contradictions; par ailleurs, le travail historique, qui était directement placé et à toutes ses étapes sous la responsabilité des directions politiques, prenait l'allure de vérité officielle et tendait par là même à échapper au travail de recherche.

Comprendre les conditions de production d'une telle histoire n'est pas chose simple. Sans doute doit-on faire référence à des traditions ancrées dans l'histoire du mouvement ouvrier et tout particulièrement dans celle de l'Internationale communiste. Celle-ci donna très tôt l'exemple en publiant, à l'occasion des grands anniversaires, des thèses sur son histoire; en France, la démarche générale fut très vite prolongée et adaptée avec la publication, en 1939, de « Fils du peuple » : cet ouvrage fixa les

grandes lignes de l'histoire officiellement reconnue, et cela jusqu'à la publication du *Manuel* en 1964. Délimiter ce qui doit être tenu pour historiquement vrai par les communistes fut donc une caractéristique incontestable des différents partis communistes : les Soviétiques en fournirent pour une longue période le modèle par excellence avec *l'Histoire du P.C. (b) de l'U.R.S.S.*

Mais des formes de pensée enracinées dans la longue durée ne peuvent suffire à expliquer totalement ce que fut la démarche du P.C.F. D'abord parce que — nous le verrons plus loin — cette démarche ne lui est pas totalement propre; ensuite parce qu'elle apparaîtrait dès lors comme un trait structurel intangible, immobile, presque en dehors du temps. Or, cette démarche à l'égard du travail historique peut elle-même être objet d'histoire; elle correspond à des conceptions théoriques plus générales de ce qu'est le Parti communiste et de son rapport à la société française et elle répond à des séries complexes de besoins. Certains se sont manifestés à court terme : il fallait répondre ponctuellement à des interrogations des militants ou riposter à l'adversaire de classe. D'autres se sont révélés de façon beaucoup plus profonde : dans des conjonctures particulièrement difficiles ou à l'occasion de mouvements décisifs dans la pratique et la réflexion du P.C.F., l'histoire tendait parfois à apparaître comme la garantie principale de ce qu'était le P.C.F., l'expression la plus concentrée de sa nature, la justification ultime de la justesse de son engagement. A la limite, tout se passait comme si la fixation officielle de sa propre histoire était un élément crucial de son orientation stratégique du moment : on verra même qu'à plus d'une reprise la référence au passé sert de masque aux imprécisions de la démarche stratégique, fonctionne presque comme substitut.

Il convient aujourd'hui d'être clair : sans doute les méthodes de travail mises en œuvre n'étaient-elles pas exemptes de toute qualité, et les résultats accumulés, la documentation amassée continuent à être des bases de travail et de réflexion importantes. Mais les défauts apparaissent désormais trop grands : par-delà les visions unilatérales, les absences trop significatives, pour l'essentiel, le P.C.F. n'était pas pensé comme un objet de recherche spécifique dont tous les aspects nécessitent la mise en œuvre de méthodes d'approche diversifiées. Si les comportements étaient dans l'ensemble relatés — ce qui est le cas dans le *Manuel* — leur unité historique était rarement mise en valeur; les positions du P.C.F. étaient rappelées, voire rétrospectivement justifiées, mais rarement expliquées réellement dans leur cohérence relative. De là découle la tendance manifeste à gommer les

difficultés, les problèmes qui ont gêné, à différentes époques, l'activité politique du P.C.F., ou fait obstacle à ses avancées.

Une telle critique ne relève pas d'une attitude de dédain pour les prédécesseurs, ni d'une sorte d'exorcisme : nous nous sommes mal conduits, nous le regrettons et nous ne le ferons plus. N'est-il pas vrai, pour commencer, que le piège d'une histoire « utilitaire » à court terme est toujours de notre temps? Il appartient à toutes les forces sociales et politiques, Etat et groupements, qui ne se privent guère aujourd'hui de remodeler l'histoire à leur gré, à l'école ou dans leurs publications. Ce piège est au fond inscrit dans le fonctionnement de la société : l'appropriation du passé est un élément important dans le mouvement des consciences, la détermination des comportements sociaux. Le rapport au passé, la seule évocation du passé peuvent même jouer un rôle direct dans la construction d'un événement historique. Et le mouvement ouvrier connaît bien ce phénomène, lui pour qui la référence à la Commune de Paris, ou encore aux journées révolutionnaires de 89 ou 93 eut, à plusieurs reprises, des effets mobilisateurs, cristallisa des mouvements d'avancée comme au début du Front populaire ou dans la Résistance, permit en un sens l'intégration pleine de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier dans l'histoire nationale.

Le P.C.F. participa donc à sa façon d'un mouvement bien plus large qui ne le concerne pas seul. A sa façon : selon des formes et une intensité spécifiques, et jamais identiques, malgré parfois les apparences d'une certaine fixité du discours et des citations.

Nul besoin d'exorcisme pour les historiens communistes, de repentir bruyant : ou alors il faudrait que tout le champ politique retentisse des plaintes de tous ceux — et ils sont légion — qui, eux aussi, « utilisèrent » et torturèrent la science historique!

Nul besoin d'autre part, car si changement il y a, et volonté d'une démarche plus rigoureuse du point de vue historique, ce n'est aucunement l'effet d'un brusque retour à la lumière, d'une intelligence des contemporains plus grande que celle de leurs devanciers. Disons-le nettement : les besoins d'histoire du P.C.F. ne sont pas seulement différents (à chaque période ils ont été différents); ils sont aujourd'hui d'un autre ordre.

Sans doute n'est-ce pas là l'explication unique du changement : depuis quelques années la recherche sur l'histoire a pris son élan, des communistes y ont participé individuellement avec plus de constance et en plus grand nombre, des réflexions collectives ont longuement mûri à l'intérieur de cadres tels que l'Institut Maurice Thorez, tout particulièrement après 1972. Mais l'efficacité de toutes ces avancées partielles fut d'autant plus forte qu'elles se lièrent à des modifications importantes dans l'organi-

sation de toute la pratique politique communiste, de sa vie même. C'est là peut-être l'essentiel : dans le cadre d'un monde et d'une France qui bougent, les processus d'approfondissement et de mutation dans la stratégie du P.C.F. modifient son rapport à la société française, renforcent sa volonté d'intervenir positivement de façon plus active dans le mouvement de cette société et donc diversifient formidablement sa réflexion sur les conditions nécessaires de la transformation sociale.

Toute son activité intellectuelle est ainsi remodelée : dans son champ d'action comme dans ses méthodes, dans ses besoins de connaissance comme dans ses points d'appui théoriques. Dans cette activité, la composante historique trouve une place plus large et plus riche. Le besoin de connaître dans toute son épaisseur historique le mouvement complexe des sociétés — et de notre société — est patent : qui pourrait nier qu'une des clés décisives pour une connaissance plus fine de la société française contemporaine est une mesure exacte de tout son développement passé?

Mais ce qui est encore plus caractéristique de la période très contemporaine, c'est que le P.C.F., pour mieux maîtriser aujourd'hui son propre rapport à la société française, éprouve un besoin fondamental d'analyser ce que fut autrefois ce rapport : ses déterminations, les différents canaux de son intervention politique, leurs effets positifs ou négatifs, la diversification de son activité et sa cohérence. Parce qu'il sait trop aujourd'hui son rôle, son importance et sa complexité dans la transformation révolutionnaire de la société, le P.C.F. doit mieux savoir ce que furent ses liens, dans toutes leurs dimensions, avec la société française.

En ce sens, l'appropriation par le P.C.F. de son propre passé n'est pas un luxe ou un acte de prime abord justificateur : elle est un exercice critique — au sens de la critique scientifique —, intégrée à son activité intellectuelle, collective; elle est une composante spécifique dans l'élaboration, l'approfondissement et la mise en œuvre de sa réflexion stratégique.

Tout cela a-t-il des effets sur le travail historique?

Incontestablement et en profondeur : ce sont toutes les relations entre travail historique, réflexion théorique générale et pratique politique qui sont affectées.

L'exigence est plus grande d'une connaissance historique fondée sur la démarche la plus rigoureuse possible : cela a des effets sur les motivations et la pratique individuelle de travail des historiens, mais des effets surtout dans l'organisation du travail de direction. Les initiatives des directions se sont fixé dans les périodes récentes des objectifs en un sens plus ambitieux et dans

tous les cas plus complexes qu'autrefois : non pas pour guider ponctuellement le déroulement des activités de recherche, ou intervenir comme telles dans son cours, mais pour créer l'ensemble des conditions dont ont besoin l'activité intellectuelle de tout le Parti et les secteurs plus spécialisés dans l'activité de connaissance à proprement parler. Il n'est qu'à peine besoin de rappeler, parmi ces initiatives, le fait majeur que représente la création de l'Institut de recherches marxistes en 1979, qui renouvelle en profondeur, de façon plus riche, les relations entre l'élaboration politique propre au P.C.F., l'approfondissement théorique dans le cadre du marxisme et l'essor des activités de recherche sur le réel.

De la même manière, la fin des schémas d'explication globaux trop limpides, le déclin théorique et politique de la notion de « modèle », le lent travail de réappréciation des concepts anciens et d'élaboration des nouveaux, en quelques mots : la renonciation au « marxisme-léninisme » comme système clos, tout cela renforce encore les exigences historiennes d'une conceptualisation solide et souple, conduisant à repenser les formes d'investigation de la réalité sociale et donc, notamment, des phénomènes politiques.

Disons ici que, dans ce domaine, les investigations propres à la réflexion communiste rencontrent des besoins qui débordent largement les seuls historiens spécialistes du P.C.F. et concernent plus généralement toute l'histoire politique. Trop longtemps celle-ci fut — et reste encore de-ci, de-là — taxée de discipline mineure, objet de méfiance : elle offre le triple désavantage d'entretenir des rapports plus immédiats avec la politique, d'ouvrir largement les portes du très contemporain (et de fermer étroitement celle des archives!) et de polariser l'attention sur l'événement visible, le court terme au moment où l'histoire scientifique s'ouvre à la longue durée, aux structures à long terme, aux fondements profonds de l'économie, de la société, des mentalités, aux mouvements lents.

Voilà de grandes questions théoriques qui vont bien au-delà de la seule histoire du P.C.F. et qui méritent de bien plus amples débats. En tout cas, la connaissance sérieuse de la société contemporaine exige une analyse très serrée, dans ses mouvements, de l'intervention de l'Etat et des forces politiques. Par là, l'histoire politique — l'histoire des luttes des classes contemporaines et de leurs incidences sur tout le mouvement social — apparaît comme un enjeu d'une importance fondamentale pour la connaissance et donc pour l'activité pratique de transformation de la société.

La validité d'un travail scientifique se juge à ses résultats et

non à ses intentions, si louables soient-elles. Mais il serait toutefois malséant de méconnaître l'incontestable ferment d'originalité que constitue cette volonté, propre au P.C.F., de disposer d'une authentique connaissance du politique et de la politique, aujourd'hui et donc dans son histoire; une connaissance qui, par son sérieux et sa complexité, permette plus que la cohérence séduisante du discours et des systèmes : la maîtrise consciente par les hommes de leurs relations politiques et des rapports sociaux.

Et pour en finir avec les relations entre histoire et politique, ajoutons que, si l'activité historienne bénéficie considérablement des mutations stratégiques et de l'acuité des exigences suscitées par l'activité politique, en retour, les progrès de la recherche historique relancent bien des réflexions politiques. Des éléments d'explications trop simples, des interprétations rapides du rapport P.C.F.-société française ou de la place occupée par le P.C.F. dans le mouvement communiste international doivent s'effacer. La tendance stérilisante de la justification laisse la place à l'analyse critique complexe et mesurée : autant d'aspects qui posent de réels problèmes dans le développement de l'activité intellectuelle et notamment pour élargir véritablement cette activité à tous les communistes; mais autant d'aspects qui poussent en avant la réflexion amorcée par les XXII[e] et XXIII[e] Congrès du P.C.F.

On n'exagère sans doute pas en voyant là au fond la meilleure « garantie » : c'est, entre autres, parce qu'il ne disposait pas d'une stratégie pleinement développée que le P.C.F. avait besoin d'une histoire officielle. Il a aujourd'hui une stratégie tout à fait cohérente et explicite; son besoin fondamental, c'est donc de connaître réellement son histoire.

Peut-on en quelques lignes esquisser les grandes lignes d'une démarche qui se concrétise aujourd'hui par de nombreuses publications? Le risque en est double : déformer l'objet de travaux multiples et diversifiés, des tâtonnements permanents propres à toute recherche; donner l'image d'une conception monolithique, quand se manifestent avant tout les débats, la différenciation des méthodes et des conceptions entre historiens travaillant dans le cadre des commissions de recherche de l'I.R.M. Les pages qui précèdent ne sont donc ni la bible du parfait petit historien communiste, ni même le fondement de l'édifice de tous nos travaux; elles portent nécessairement, malgré leurs désespérantes généralités, la marque de celui qui les rédige; elles se limiteront enfin à quelques points lapidaires.

Le P.C.F. est un objet d'histoire à part entière, un objet social parmi d'autres dont l'étude particulière exige qu'il soit scrupuleusement replacé dans le mouvement général des contradictions sociales, dans l'histoire de la société où il prend place. A la

limite, il n'y aurait pas de compréhension et d'effort d'interprétation historique pour le P.C.F., s'il était pensé à l'écart du fonctionnement de la société française dans toutes ses composantes. De la même banale façon, il convient de repérer les effets qui découlent de son insertion dans le mouvement communiste international : elle a été permanente mais variable selon les époques, tant dans ses formes que dans son organisation d'ensemble. Il faut donc poser la question de cette dimension internationale du P.C.F. avec sérieux, sans les raccourcis saisissants et les grands systèmes d'interprétation si fréquents; une telle question ne peut alors se poser avec efficacité que dans un contexte historique bien délimité.

Dans la mesure où l'on a affaire à un parti politique, il faut, bien entendu, accorder une grande place à l'étude du champ général des luttes politiques, à ses grands traits structurels tant nationaux qu'internationaux, mais aussi aux conjonctures courtes, aux rapports des forces tels qu'ils se nouent, de façon différente dans chaque période historique. On ne peut isoler l'histoire du P.C.F. de cette réalité-là; mais en même temps il faut pouvoir cerner ses traits originaux dans le mouvement social et politique, ce qui délimite sa spécificité.

Il serait malhonnête ici de ne pas souligner un élément de difficulté éprouvant : la faiblesse des instruments d'analyse et des concepts qui permettent de penser cette spécificité. Sans trop grand risque de schématisation, on constate que jusqu'alors deux tendances se sont affirmées dans les travaux connus : Celle tout d'abord qui consiste, plus ou moins explicitement, à faire du P.C.F. le modèle par excellence de l'organisation politique, mais un modèle qui tend à éclipser les autres. Les effets de cette démarche peuvent être multiples mais les principaux sont les suivants : le P.C.F., objet privilégié, occupe à un tel point le devant de la scène qu'il devient le créateur et le manipulateur de toute la politique et donc, de ce fait, le responsable en titre des difficultés, des contradictions qui traversent toute la société; en même temps que s'estompent les autres formations politiques dans l'analyse, s'estompe son rapport particulier à la société capitaliste et ses forces spécifiques d'intervention. Par là, on rejoint la deuxième tendance, en apparence inverse : on analyse le P.C.F. selon des modèles construits, soit à partir d'autres organisations, soit à partir de l'ensemble du « système politique »; cela conduit à construire des modèles plus ou moins élaborés visant à définir les fonctions du P.C.F. dans la société.

Avec le problème des conceptions théoriques en histoire politique, on touche à quelque chose qui n'est certes pas un préalable pour toute recherche future, mais qui est un nœud de

toute réflexion générale sur le P.C.F. : un moment décisif dans la délimitation de l'objet « P.C.F. » et donc sans doute dans les progrès ultérieurs de l'étude du P.C.F., dans l'histoire et aujourd'hui.

Moment décisif, car il joue — fût-ce indirectement — un rôle dans le développement des méthodes de recherche. Il n'y a pas de voie royale, unique, de la recherche sur le P.C.F.; pas d'objet privilégié non plus.

Les recherches sur l'implantation, sur l'influence électorale, le discours, les militants, les différentes pratiques politiques sont irremplaçables : comme est nécessaire la réflexion historique approfondie sur la stratégie qui fut la sienne dans les différentes périodes et qui exprime concrètement son rôle social à chaque moment de son développement; comme est nécessaire enfin l'étude de son fonctionnement interne et des voies d'élaboration de sa politique.

Comprendre l'histoire du P.C.F. : ambition immense! Cela signifie comprendre (et sans sujet tabou!) toute sa pratique politique et tout son fonctionnement global (en y incluant l'activité théorique). Non pas en eux-mêmes, car on y perdrait la spécificité de cet objet particulier qu'est le P.C.F.; mais en fonction de multiples déterminations : les perspectives que s'assigne le P.C.F. dans la société, telles qu'il se les représente dans une période déterminée; les moyens politiques qu'il envisage pour parvenir à ses objectifs, la représentation qu'il se fait du processus qui y conduit et les activités qu'il organise à partir de là; les exigences politiques qui interviennent dans son activité à court terme, les rapports de forces qui se tissent à l'échelle internationale et dans le cadre national. A quoi doit s'ajouter encore la manière dont le P.C.F. perçoit, à un moment donné, le mouvement de la classe sur laquelle il prend appui, la réalité de la classe ouvrière : sa composition objective, ses formes de conscience, ses aspirations, sa combativité, son degré d'organisation, son rapport au capital et à l'Etat.

Autant dire que le développement des travaux est encore à l'heure actuelle loin du compte!

Pour progresser sur tous ces terrains, la recherche doit s'organiser sur une longue période, avec ses rythmes propres, qui sont très inégaux selon les secteurs et les périodes étudiées. Elle doit, comme c'est le cas pour toute recherche scientifique, mener de front les formes prudentes de généralisation et la recherche érudite, parfois très spécialisée : les deux moments se complètent mutuellement et ne peuvent s'envisager l'un sans l'autre. Elle suppose enfin l'organisation du débat.

Le débat et les confrontations — le P.C.F. en a bien pris la

mesure depuis le Comité central d'Argenteuil en 1966 — sont des composantes incontournables du débat scientifique. Pas d'avancées scientifiques et donc pas d'histoire sérieuse, utilisable, du P.C.F. sans en passer par là.

Mais l'exigence de scientificité est en un sens redoutable, car, en même temps, elle ne saurait s'accommoder du débat en lui-même et pour lui-même. Celui-ci est constamment sous-tendu et déterminé par son objectif : permettre à chaque chercheur et à chaque lieu de recherche l'intégration active des travaux existants. Dans le domaine des sciences sociales et donc de l'histoire, cela suppose un double effort : individuel de chaque chercheur pour acquérir les bases de travail qui délimitent la compétence de chacun; collectif pour intégrer les approches de chacun tout en respectant son identité.

L'insistance ensuite sur le fait que la complexité de ces liens n'autorise aucune simplification manichéenne : pas de coupure entre la « recherche scientifique » et « l'historiographie communiste », entre les « historiens » et les « historiens communistes ». Mais pas non plus identité des recherches et des lieux où elles se mènent.

Tout ceci pour mettre en avant une originalité et plaider pour elle : il s'agit de celle des recherches menées aujourd'hui dans le cadre de l'Institut de recherches marxistes, de ses commissions et groupes de travail sur l'histoire du P.C.F.

Ces recherches existent depuis plusieurs années et se développent, au rythme déroutant et ingrat du travail historique. Elles ne revendiquent aucun privilège de qualité scientifique, aucun monopole statutaire; comme pour tout travail de recherche on les juge à leurs seuls résultats.

Mais elles revendiquent leur spécificité : elle est dans une certaine mise en relation de chercheurs et de travaux différents, dans la possibilité ainsi créée de procéder à une intégration originale de recherches multiformes. Elle est surtout dans le lien *explicite* qui s'établit entre l'activité collective de recherche, organisée par les historiens, et la stratégie du P.C.F.

Quand il s'agit de construire ce double effort sur un objet tel que le P.C.F., qui ne pourrait reconnaître qu'il y a problème particulier?

L'histoire politique telle que nous l'avons définie plus haut rencontre dans son étude les stratégies politiques qui marquent le développement de chaque parti et organisation : elle tente d'en délimiter le fonctionnement spécifique dans chaque cas, les formes relativement stables et les évolutions.

La difficulté réelle commence avec le fait que, d'une façon ou d'une autre, le regard sur cet aspect du passé est directement

intégré dans la construction contemporaine des stratégies politiques. L'histoire du P.C.F. comme histoire de sa stratégie est donc un enjeu non négligeable des luttes politiques aujourd'hui; et un enjeu d'autant plus délicat que la recherche reste insuffisante sur ce terrain (insuffisance quantitative par le faible nombre de travaux et insuffisance méthodologique).

Quelles conséquences tirer de tout cela? Rien de schématique en tout cas. La constatation d'abord que des liens complexes se tissent entre le débat politique, les investigations historiques sur l'objet P.C.F., les conceptions mêmes de ce qu'est l'objet en question.

Ce lien n'est pas en lui-même producteur de science mais il est intellectuellement stimulant par le regard qu'il donne sur des aspects souvent sous-estimés, et notamment sur la manière dont, pour le P.C.F., se construit la cohérence de son intervention politique, de son activité intellectuelle, de ses pratiques et de son fonctionnement interne.

NOTES

1. LES ORIGINES DU P.C.F.

Jean-Louis Robert

1. La publication de l'édition critique du Congrès de Tours nous a amené à infléchir notre texte initial vers les aspects socio-économiques et les pratiques sociales liés à la Première Guerre mondiale et à ses lendemains.

Pour les références, en particulier pour les 21 conditions d'adhésion à l'Internationale communiste, nous renvoyons à l'édition du *Congrès de Tours*, Editions sociales, Paris 1980.

2. Le livre de J.-J. Becker, paru après la rédaction de ce texte, pourrait enrichir cette étude.

3. D'une façon générale, le lecteur pourra utilement se reporter aux biographies figurant dans *le Congrès de Tours*, *ouv. cité*, p. 803.

4. Le livre de Clément Bon, *30 ans de socialisme dans l'Isère, 1897-1927* confirme ces proportions pour l'Isère.

2. LE « TOURNANT » DES ANNÉES TRENTE

Danielle Tartakowsky

1. 15-19 octobre 1922. *Cf.* plus loin.

2. Nous nous permettons de renvoyer pour cette question, essentielle à l'histoire du Parti des années vingt et qui ne sera évoquée ici que brièvement, à la conférence prononcée par nous dans ce même cadre en 1978 : « Autour de la bolchevisation du P.C.F. » in *La Classe ouvrière française et la politique*, Editions sociales, 1980.

3. *Cf.* plus loin.

4. Ce développement s'inspire des travaux de J. Charles : « Les débuts de l'I.S.R. et le mouvement ouvrier français (1920-1923) », *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, n° 25-26. *Cf.* également : *Histoire du réformisme depuis 1920*, Editions sociales, 1976, t. I.

5. *Cf.* « Autour de la bolchevisation... », *ouv. cité.*

6. Une enquête réalisée par la direction du parti à la demande de la délégation de l'Internationale communiste fera apparaître que P. Célor, pris en flagrant délit d'activité antimilitariste dans son unité durant la guerre du Maroc, avait accepté, pour éviter le Conseil de guerre, de renseigner la Sécurité militaire.

7. Si on compare la composition du Comité directeur élu à Tours à celle du Comité central élu à Arles, on constate que deux hommes assurent la continuité : Marcel Cachin et Renaud Jean. Il faut y ajouter Paul Vaillant-Couturier, mort en 1937 après le Congrès de Villeurbanne.

8. La crise qui oppose en 1934 Doriot à la direction est une crise de tout autre nature, qui porte initialement — et ce pour la première fois — sur des désaccords

stratégiques clairement énoncés. C'est Doriot qui, en refusant de venir s'expliquer à Moscou, transforme en problème de cadre ce qui est initialement problème de ligne.

9. J. Omnès, « le P.C.F. et les leçons de l'expérience allemande », Communication à l'I.M.T., à paraître dans les *Cahiers d'histoire de l'I.R.M.*

10. Maurice Thorez, *Œuvres*, Editions sociales, 1951, livre II, t. 5, p. 115-116.

11. « Pour un front unique révolutionnaire de la classe ouvrière en France. » Nous empruntons ces éléments à J. Prézeau, « le Mouvement Amsterdam-Pleyel ». communication à l'I.M.T., à paraître dans les *Cahiers d'histoire de l'I.R.M.*

12. J.-P. Joubert, *Les Révolutionnaires de la S.F.I.O.*, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1977.

13. Nous empruntons ces éléments au rapport présenté par Jocelyne Prézeau à l'I.M.T., « le Mouvement Amsterdam-Pleyel », *ouv. cité.*

14. Maurice Thorez, *Œuvres*, Editions sociales, 1952, livre II, tome 6, p. 45.

15. *Ibid.* p. 5.

3. L'IMPLANTATION DU P.C.F. ENTRE LES DEUX GUERRES

Jacques Girault

1. Dans Les *Cahiers d'Histoire de l'Institut Maurice Thorez*, en 1979, « Etudier le Parti communiste. »

2. Nous renvoyons à l'ouvrage collectif *Sur l'implantation du Parti communiste français dans l'entre-deux-guerres*, Editions sociales, Paris, 1977, 348 pages.

3. Depuis, la thèse de troisième cycle de Jean Sagnes sur le mouvement ouvrier dans l'Hérault jusqu'en 1920 a été publiée aux Editions Privat à Toulouse.

4. La thèse de doctorat d'Etat de Claude Mesliand sur les paysans du Vaucluse sous la Troisième République, soutenue en avril 1980 à l'université de Paris X, apporte beaucoup sur ces questions.

5. Depuis cette conférence, nos connaissances se sont précisées. Nous avons publié certains résultats dans *Le Congrès de Tours*, Editions sociales, Paris, 1980. Dépassant la simple sociologie des délégués au Congrès, les données réunies ont permis à Jean-Louis Robert de mieux déterminer le rôle de la paysannerie dans le courant d'adhésion à la III[e] Internationale. Les fédérations socialistes les plus paysannes et les moins ouvrières constituent en effet les bastions les plus solides des adversaires de l'adhésion. A l'inverse, les fédérations socialistes les plus ouvrières forment les bastions précoces et solides des futurs communistes.

6. La thèse de doctorat d'Etat de Jean-Paul Brunet sur Saint-Denis apporte beaucoup pour la connaissance des budgets municipaux. En attendant la sortie de la partie consacrée aux problèmes de gestion municipale annoncée aux Editions Cujas, la partie publiée aux Editions Hachette sous le titre *Saint-Denis, la ville rouge* n'est pas à négliger.

7. Nous avons repris cette question avec Annie Fourcaut lors d'un séminaire sur le mouvement ouvrier et le logement organisé par l'unité U.P. 6 d'architecture. Les actes seront publiés. Nous avons depuis développé ces thèmes dans les *Cahiers d'histoire de l'Institut de Recherches marxistes*, n° 1980.

4. LE P.C.F. ET LE FRONT POPULAIRE

Serge Wolikow

1. Les indications qui suivent s'appuient sur un article intitulé « La crise des années 30 en France, aspects spécifiques », in *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, n° 17-18.

2. A. Sauvy, par exemple insiste sur l'augmentation du pouvoir d'achat pen dant la crise. A. Sauvy, *Histoire économique de la France entre les deux guerres*, t. 2, Fayard, 1967, p. 133.

3. Sauvy estime que, de 1930 à 1935, la diminution du nombre de personnes ayant un emploi fut de 1 815 000, ce chiffre comprenant notamment celui des chômeurs complets (495 000) et celui résultant de la réduction des taux d'activité (810 000), le reste étant dû au changement de la composition par âge et à l'émigration, *ouv. cit.*, p. 115.

4. *Annuaire Statistique de la France-rétrospectif — 1961*, I.N.S.E.E.

	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936
	—	—	—	—	—	—	—	—
Nombre de grèves	1 213	1 093	286	362	343	385	376	16 907
Nombre de grévistes	239 900	581 900	48 300	71 600	87 100	100 600	108 900	2 423 000

5. 9 143 000 en 1931 et 7 720 000 en 1936. Sauvy, *ouv. cité*, p. 483.

6. Cette brève caractérisation est faite à partir d'une étude que j'ai publiée sous le titre « 1926-1932. Conjoncture économique et intervention de l'Etat » in *Cahiers d'histoire de l'I.M.T.*, n° 6.

7. F. de Wendel « escompte et même paraît espérer la fin du système parlementaire » indique J. N. Jeanneney, *François de Wendel en République*, Le Seuil, 1975, p. 480.

8. Sur les rapports entre les partis de droite et ligues on trouvera beaucoup d'informations dans l'article de W. Irvine : « French conservatives and the New Right during the 1930's » in *French Historical Studies*, n° 4, 1974.

9. Sur ce point, voir M. Margairaz : « La droite et l'Etat dans les années 30 », in *Cahiers d'histoire de l'I.M.T.*, n° 20-21.

10. Ces remarques se fondent sur une étude que j'ai consacrée à l'unité et à la différenciation de la droite dans l'entre-deux-guerres, parue dans les *Cahiers d'histoire de l'I.M.T.*, n° 20-21.

11. Par exemple, D. R. Brower, *The New Jacobins. The French communist Party and the Popular Front*, Ithaca, 1968. En France, J.-P. Brunet, P. Robrieux, Tiersky reprennent ces idées dans leurs ouvrages, ainsi que J.-J. Becker, *le Parti communiste veut-il prendre le pouvoir ?*, Seuil, 1981.

12. Je songe notamment au *Manuel* de 1964 consacré à l'histoire du P.C.F., Editions sociales, p. 280-281.

13. Les ouvrages de référence sont :

M. Hajek, *Storia dell'Internazionale communiste* (1921-1935), E. Riuniti, 1972.

Une interview de cet historien tchécoslovaque a été récemment publiée par les *Cahiers d'histoire de l'I.R.M.*, juin 1980.

L'*Histoire de l'Internationale communiste* de l'Institut du Marxisme-Léninisme du P.C.U.S., parue en russe en 1969 et traduite en différentes langues mais pas en français. Je me référerai donc à la traduction italienne parue en 1974.

L'ouvrage d'Aldo Agosti, *La Terza Internazionale, Storia documentaria*, E. Riuniti, 1975-1979, dont le troisième volume, en deux tomes, couvre la période 1928-1943, est à la fois le plus synthétique et le plus riche; il offre par ailleurs l'avantage de réunir les textes essentiels élaborés par l'Internationale et des bibliographies à jour. On attend avec impatience la traduction française de cet ouvrage.

14. Sur ce point, je renvoie le lecteur à mon article « Le P.C.F. devant la crise (1929-1931), in *Cahiers d'histoire de l'I.M.T.*, n° 11.

15. Thorez sous le titre : « A l'action de masse avec les 800 000 travailleurs qui ont voté communiste », *l'Humanité*, 13 mai 1932, écrit notamment :

« Il faut reconnaître franchement que le Parti a subi un recul alors que toutes les conditions, *habilement et démagogiquement exploitées pour le compte du Capital par les partis radical et socialiste*, offraient et offrent d'immenses possibilités de rayonnement [...]. Nous étudierons de façon détaillée toutes les causes de notre recul momentané. Elles se ramèneront sans aucun doute à cette unique constatation : le Parti, dans son ensemble, n'a pas encore complètement liquidé l'étroitesse politique qui, sous l'influence du groupe Barbé-Célor, caractérisa son activité de 1929 à 1931. »

16. *Cahiers du bolchevisme*, mars 1932. M. Thorez, *l'Humanité*, 27.10.1932. Le 7 octobre, évoquant cette époque, M. Thorez indiquait : « le groupe Barbé-Célor avait fait le vide dans le Parti, nous étions un peu plus de 20 000 », *l'Humanité*, 14 octobre 1935.

17. A. Prost, *La C.G.T. à l'époque du Front populaire (1934-1939)*, A. Colin, 1964, p. 35.

18. Sur ce point, voir J. Prézeau, « Vers l'unité antifasciste : le rôle d'Amsterdam-Pleyel », *Cahiers d'histoire de l'I.M.T.*, n° 10. J'emprunte également des informations données par le même auteur dans un exposé présenté en 1980 à l'I.R.M.

19. C. Cardon et G. Willard, « Des intellectuels dans la lutte antifasciste l'exemple du C.V.I.A. », *Cahiers d'histoire de l'I.M.T.*

20. A. Agosti, *ouv. cité*, livre 3, t. 1, p. 311.

21. Au VII[e] Congrès, Thorez indiqua :

« Je dirai que le chaînon principal pour la mobilisation des masses, c'est l'organisation des luttes économiques. » Mais cette formule était assortie d'une restriction qui transparaît quand, ensuite, il en précise le sens : « Sans exagérer les conséquences et la portée des luttes pour les revendications immédiates, il faut comprendre que c'est un des chaînons qui permet d'entraîner les masses et d'aller vers l'issue révolutionnaire de la crise », *Œuvres*, livre II, t. 3, Editions sociales, 1951, p. 161-162.

Devant le XIII[e] Plénum de l'Internationale, en décembre 1933, Thorez déclara : « Longtemps le Parti a méconnu et même méprisé les besoins élémentaires des masses. Ce n'est qu'à la suite de la session plénière du Comité exécutif que commença un effort dans cette direction. » Œuvres, t. 5, Livre II, t. 5, E. S., 1951, p. 194.

22. M. Thorez. « Pour un travail bolchevik de masse » in *L'Internationale communiste*, 1.12.32, n° 23.

« Si le Parti, ses militants, ses organisations, savent s'intéresser aux revendications partielles, si nous savons rompre avec le verbalisme de nos syndicats unitaires, notre mouvement révolutionnaire, suivant l'exemple donné par nos camarades de Tchécoslovaquie, progressera rapidement. »

23. *Id.*

24. *Id.*

25. Au cours de ces mouvements, nous sommes parvenus mieux qu'auparavant à nous mêler aux masses et à prendre contact avec les travailleurs confédérés. Nous avons recensé 270 Comités de front unique de base, et dans presque tous il y avait des travailleurs réformistes pour empêcher la formation de ces Comités ou pour les détruire. Dans la région parisienne, cinq conférences ont été organisées avec la participation de 80 travailleurs confédérés de base. Dans des dizaines de meetings, les ouvriers organisés à la C.G.T. ont imposé nos orateurs, malgré l'opposition de leurs chefs. Quoique n'étant qu'un début, ces réalisations de front unique auraient pu nous permettre de combattre plus efficacement les manœuvres des chefs réformistes. Mais nous n'avons pas su utiliser convenablement ces premiers résultats. La lutte contre les chefs réformistes n'a pas été menée avec une vigueur suffisante. Ce qui était un succès de notre travail, le meeting commun des travailleurs municipaux de la région parisienne unitaires et confédérés, organisés sur notre initiative et auquel les dirigeants réformistes avaient dû se soumettre pour ne pas perdre le contact avec leurs adhérents, nous avons permis aux chefs réformistes d'en faire une arme contre le front unique en atténuant la critique et en leur permettant d'orienter le courant de masses vers l'unité sentimentale. Par l'atténuation de notre critique, nous avons entravé la formation plus rapide du front unique, nous avons détourné l'attention des membres des syndicats réformistes de la nécessité de créer des organisations de front unique à la base, et nous les avons incités à attendre les décisions communes prises par les dirigeants des organisations. »

« Dans les transports en commun de la région parisienne, nous venons de prendre l'initiative pour la constitution d'un syndicat unique de lutte de classe. Nous avons ainsi brisé les manœuvres qui se multipliaient contre cette organisation dont certaines sous le couvert de l'unité. Nous avons lancé le mot d'ordre d'organisation d'assemblées et de conférences pour la constitution d'un syndicat unique pour le début de l'année. La seule condition que nous mettons, c'est que le syndicat pratique la lutte de classe sur un programme correspondant aux revendications immédiates de la corporation. Cette initiative nous permettra de développer encore notre influence et facilitera l'unité de classe pour les batailles qui sont imminentes. Les chefs réformistes viennent de se démasquer en combattant ouvertement notre initiative et en déclarant qu'ils ne concevaient l'unité que chez eux. » In *Correspondance internationale*, n° 20, 1934, p. 355-356.

26. Décisions du Conseil National de la S.F.I.O., 5 novembre 1933. G. Lefranc, *Histoire du Front populaire*, Payot, 1965, p. 39.

27. « La social-démocratie en France a eu de plus grandes possibilités de manœuvres. Elle se livre aux phrases et aux gestes « gauches ». Elle prend la direction de plusieurs grèves. Le Parti socialiste n'a jamais participé au gouvernement, ne s'est pas démasqué comme d'autres Partis socialistes dans l'exercice sanglant de la dictature bourgeoise sur les masses. Il en résulte que notre lutte contre la social-démocratie n'est pas aussi simple qu'en d'autres pays,

que nous devons combattre la social-démocratie avec plus d'habileté et de souplesse, de façon moins élémentaire. » M. Thorez, « pour un travail bolchevik de masse », in *Cahiers du bolchevisme*, 15 octobre 1932.

28. « Plus grandit la menace de guerre, plus se déchaîne l'offensive capitaliste, plus aussi s'élève la protestation des masses et s'affirme le désir d'unité pour la lutte, plus les démagogues de la social-démocratie vont multiplier leurs manœuvres contre l'unité de la classe ouvrière, et plus nous devons, nous communistes, travailler avec patience au rassemblement des forces prolétariennes. » M. Thorez, *L'Humanité*, 16 octobre 1932.

29. « Formulant concrètement les revendications immédiates, indiquant les moyens de lutte contre le patron, et de l'action générale contre la guerre, dans les entreprises et sur tous les terrains, nos organisations de base doivent se tourner résolument vers les ouvriers socialistes, faire éventuellement des propositions de lutte commune aux sections socialistes. » *Ibid.*

30. *Lettre ouverte au Parti socialiste, 1er décembre 1932.* « Citoyen Paul Faure, secrétaire du Parti socialiste (S.F.I.O.).

« Citoyen,

« Le Bureau politique du Parti communiste, après avoir pris connaissance du texte de l'affiche commune de la Commission administrative permanente et des fédérations socialistes de Seine et de Seine-et-Oise, déclare :

« 1° Qu'il accepte la proposition d'organiser un bureau commun pour le meeting convoqué à Bullier et vous invite à déléguer le 2 décembre un de vos représentants auprès de lui pour discuter avec les organisateurs, en vue de régler la composition du bureau, l'ordre des orateurs et le temps de parole;

« 2° Le Parti communiste propose l'organisation de meetings sur le même sujet dans toute la France, avec les mêmes garanties;

« 3° Le meeting de Bullier étant public et ouvert aux ouvriers de toutes les tendances — la question de l'unité de classe du prolétariat débordant largement le cadre des organisations — il ne saurait être question d'en interdire l'accès aux masses inorganisées. D'ailleurs, l'histoire du mouvement ouvrier français est pleine de ces controverses publiques dont nous ne citerons que l'exemple fameux de l'hippodrome de Lille entre Jaurès et Guesde. La crainte que les meetings publics sur la question de l'unité ouvrière soient un traquenard et se transforment en bagarres est absolument démentie par de récents exemples, dont celui du meeting des travailleurs des services publics d'hier, 30 novembre.

« 4° Le Bureau politique du Parti communiste, qui connaît la discipline de classe du prolétariat parisien et du prolétariat français, est convaincu que les orateurs de toutes tendances auront la plus grande liberté d'expression;

« 5° Il ne saurait être question, dans une telle controverse, d'échanger des injures. Il s'agit simplement de permettre à chaque représentant de nos Partis d'exposer sans restriction nos conceptions différentes sur les moyens qui conduisent à l'unité du prolétariat.

« Nous pensons que ces précisions vous offrent toutes les garanties désirables et nous renouvelons instamment au citoyen P. Faure ou tout autre représentant de la Commission administrative permanente ou des fédérations socialistes de Seine et Seine-et-Oise, l'invitation qui vous a été faite par lettre en date du 22 novembre.

Salutations communistes.

Pour le Bureau politique du Parti communiste français,
Le secrétaire : Maurice Thorez. » In *l'Humanité*, 2 décembre 1932.

31. « Nous nous efforçons avant tout de rassembler et d'organiser à la base, dans les usines et dans les bureaux, le Front unique de lutte des prolétaires des différentes tendances. Mais nous avons aussi pris l'initiative de grandes assemblées populaires où pourraient être développées contradictoirement, par les représentants autorisés des Partis socialiste et communiste et pour le plus grand profit des prolétaires toujours mieux informés, des conceptions qui s'opposent quant aux conditions de l'unité prolétarienne et aussi quant aux possibilités d'action commune et immédiate contre la bourgeoisie, des ouvriers communistes et socialistes.

« Le Parti socialiste, invité à notre grand meeting de Bullier, a répondu par une affiche posant des conditions que nous avons, sur le champ, dans l'esprit le plus large, accepté de discuter afin de permettre la participation des orateurs socialistes, et au meeting de Bullier, et dans les controverses que nos camarades de province ont décidé de tenir dans tout le pays. On nous demandait une entente préalable sur les points suivants : bureau commun; nombre égal de cartes d'assistants mises à la disposition des organisations participantes; engagements réciproques d'éviter de part et d'autre des injures et des violences.

« L'exigence des cartes ne nous agrée pas; nous estimons que, sous réserve d'une organisation commune assurant l'atmosphère de dignité qui convient à de tels débats, les portes de l'assemblée doivent être largement ouvertes à tous. Mais, même sur ce point, nous l'avons formellement déclaré lundi, nous n'opposerons pas un refus absolu et définitif.

« Nos préférences démocratiques affirmées, nous sommes prêts même à la répartition des cartes.

« Or, comme les camarades ont pu le constater, la réunion de lundi soir n'a pas permis d'aboutir encore à l'entente escomptée pour l'organisation commune d'une controverse...

« Nous attendons maintenant les communications ou la réponse définitive du Parti socialiste. Mais, sans délai, nous appelons chaque ouvrier communiste, chaque organisation de base de notre Parti à l'effort fraternel de persuasion et de conviction auprès des ouvriers socialistes, à l'œuvre urgente d'organisation du Front unique à la base pour la défense des revendications quotidiennes et la lutte contre la guerre, pour le combat systématique et persévérant contre la bourgeoisie et ses soutiens. » in *l'Humanité*, 18 janvier 1933.

32. « Passionnément attachés à la cause de l'unité prolétarienne, nous, communistes, nous sommes allés jusqu'à accepter de discuter les propositions que vous formuliez comme conditions préalables à l'organisation commune de ces controverses destinées à éclairer les prolétaires et à accélérer la réalisation de leur unité de classe. Toutefois, nous n'avions pas caché combien, par exemple, l'exigence de meetings fermés, d'une discussion étriquée et en vase clos, heurtait violemment les principes de la démocratie ouvrière et de discussion libre et publique que notre Parti communiste se flatte d'observer.

« Il apparaît que ces concessions inaccoutumées de notre part, et par quoi se manifestait notre désir loyal de parler ouvertement et franchement aux ouvriers socialistes, ne sont pas susceptibles d'aboutir aux controverses envisagées.

« A l'heure où l'accession au pouvoir de Hitler — à quoi a contribué la politique dite « du moindre mal » de la social-démocratie allemande — crée une situation internationale lourde de dangers et où se développe ici même, sous l'égide du Parti radical, l'attaque contre les masses laborieuses, notre Parti communiste estime inutile toutes nouvelles conversations avec vos délégués. »

Lettre au Parti socialiste, le 6 février 1933, in *l'Humanité*, 7 février 1933.

33. *L'Humanité*, 13 février 1933.

34. *Manuel*, p. 244.

35. *L'Humanité*, 5 et 6 mars 1933.

36. « Au cours de ces derniers mois, spéculant sur la désillusion des masses trompées et frappées alternativement par les Chambres de « droite » ou de « gauche », certains journaux et groupements, se livrant à une facile démagogie antiparlementaire, développent des campagnes profascistes. » *L'Humanité*, 11 mars 1933.

37. « On va même jusqu'à revendiquer la « *dissolution de la Chambre* » et la « *révision de la Constitution* ». Mais derrière toute cette agitation apparaît déjà le masque grimaçant de l'aventurier Tardieu; que les lauriers de Hitler et de Mussolini empêchent de dormir. » *Ibid.*

38. « La bourgeoisie constate la montée croissante de la protestation populaire. Elle voit se dresser, pour la défense de leurs revendications, les ouvriers, les chômeurs, les fonctionnaires, les anciens combattants, les petits artisans et commerçants et la masse des paysans pauvres. Elle tente de freiner, de disloquer, de briser le mouvement des masses. Elle utilise, par exemple, la démagogie des agrariens pour détourner contre les prolétaires des villes et contre les petits fonctionnaires la colère légitime des paysans pauvres. La bourgeoisie française n'hésitera pas à recourir éventuellement à la dictature fasciste. » *Ibid.*

39. « L'objet véritable de l'appel n'est aucunement une négociation et une entente entre les deux organisations. L'intention véritable du Parti communiste est de toucher les travailleurs socialistes par-dessus ou par-delà leur organisation : c'est, tout en parlant d'action commune avec le Parti socialiste, et à la faveur de cette agitation, de dissoudre le Parti socialiste, ses cadres, ses organismes, dans une masse inorganique du prolétariat livré d'avance aux directives communistes. » Blum in *le Populaire* du 8 mars 1933.

40. *L'Humanité*, 11 mars 1933.

41. *Le Populaire*, 8 mars 1933, reproduit les consignes de la Commission administrative de l'Internationale socialiste : « Aussi croyons-nous devoir engager les partis affiliés à l'Internationale ouvrière socialiste à attendre si possible, avant de discuter des offres pareilles avec des communistes dans les différents pays, que l'Exécutif de l'Internationale ouvrière socialiste ait précisé son attitude à l'égard de la nouvelle plate-forme de l'Internationale communiste. »

42. *Histoire de l'Internationale* de l'I.M.L., p. 340.

43. Agosti, *ouv. cité*, Résolution du Présidium sur la situation en Allemagne, 1er avril.

44. Ainsi le 27 avril 33, une Conférence nationale du S.P.D. résolut-elle « de poursuivre son travail dans le cadre des possibilités légales ». La fraction parlementaire approuva la politique étrangère du gouvernement hitlérien. Le 19 juin 1933, le Comité directeur élimina de ses rangs ceux de ses membres qui étaient juifs. » Agosti, *ouv. cité*, p. 44. G. Badia, Histoire de l'Allemagne contemporaine, Editions sociales, 1964, t. 2, p. 20.

45. Agosti, *ouv. cité*, p. 441.

46. G. Lefranc, *Le mouvement socialiste sous la Troisième République* (1875-1940), Paris, 1963, p. 295.

47. Lors du Congrès du Parti (14-17 juillet 1933). L. Blum, à l'audition d'un discours de Marquet, l'interrompit : « Je vous écoute avec une attention dont

vous pouvez être juge, mais je vous assure que je suis épouvanté. » G. Lefranc. *ouv. cité*, p. 297.

48. *La Correspondance Internationale*, n° 1-2, 1934, p. 15.

49. « Le fascisme s'efforce d'assurer au capital monopoliste une base de masse au sein de la petite bourgeoisie en faisant appel à la paysannerie désorientée, aux artisans, aux employés, aux fonctionnaires et notamment aux éléments déclassés des grandes villes et tente de pénétrer également au sein de la classe ouvrière. » *Ibid.*, Thèses adoptées par le XIII[e] Plénum du C.E. de l'I.C. sur le rapport du camarade Kuusinen.

50. « La dictature fasciste n'est nullement une étape inévitable de la dictature bourgeoise dans tous les pays. La possibilité de l'éviter dépend des forces du prolétariat en lutte, paralysées principalement par l'influence dissolvante de la social-démocratie. » *Ibid.*

51. Il est ainsi désigné : « le gouvernement fasciste d'Allemagne, principal instigateur de guerre en Europe ». *Ibid.*

52. A la différence de la première vague de fascisation des Etats capitalistes, qui déferla au moment du passage de la crise révolutionnaire à la stabilisation partielle, le monde capitaliste passe aujourd'hui de la fin de la stabilisation capitaliste à la crise révolutionnaire, ce qui détermine une autre perspective de développement du fascisme et du mouvement révolutionnaire mondial des travailleurs. » *Ibid.*

53. « Ce serait donc une erreur opportuniste de droite de ne pas voir maintenant les tendances objectives de la crise révolutionnaire qui mûrit rapidement dans le monde capitaliste. » *Ibid.*

54. « La social-démocratie continue à jouer le rôle de principal soutien social de la bourgeoisie, y compris dans les pays à dictature fasciste ouverte, en luttant contre l'unité révolutionnaire du prolétariat et contre l'U.R.S.S., en aidant la bourgeoisie à prolonger l'existence du capitalisme par la division de la classe ouvrière. Mais, dans la plupart des pays, elle est déjà en voie de désagrégation. L'évolution à gauche des ouvriers social-démocrates renforce la discorde dans les sommets social-fascistes ». *Ibid.*

55. « Le C.C. du P.C.F. a commis de graves erreurs opportunistes à la fin de 1932 et au début de 1933, dans l'application du front unique. Durant trois mois, les dirigeants du P.C. français n'avaient fait que négocier avec le Parti socialiste les conditions dans lesquelles pourraient être organisés la discussion et l'examen de la question de l'unité en général. Acceptant l'une après l'autre les conditions offertes par le Parti socialiste, y compris celles relatives à l'obligation réciproque d'éviter toutes sortes d'accusations et d'injures, au nombre égal des billets d'invitation à répartir, etc., ils en étaient arrivés à cet accord que les réunions devaient être empreintes d'un respect et d'une discipline réciproques.

L'erreur du Bureau politique du C.C. du P.C.F. n'a pas consisté, évidemment, en ce qu'il avait engagé des pourparlers avec le C.C. du Parti socialiste, encore qu'on conçoive difficilement pourquoi il avait accepté de négocier avec les pupistes, les renégats chassés du Parti communiste, et qui ne représentent personne. L'erreur était que ces pourparlers, loin de porter sur l'organisation du front unique de lutte des ouvriers communistes et socialistes, sur des questions définies et une plate-forme déterminée, concernaient l'organisation de séances en vue de délibérer sur la question du front unique ». Intervention de Piatnitski. *Correspondance internationale*, n° 20, p. 328.

56. *Ibid.*, p. 329-330.

57. « Le P.C. a obtenu des succès, bien que peu nombreux. La critique apportée par la XII[e] session plénière n'a pas été inutile. Quoique de façon peu notable, la situation dans la direction s'est améliorée. Piatnitski, *Ibid.*

Manouilski indique : « Nous assistons cette dernière année à une hausse des effectifs du Parti, qui compte environ 40 000 membres, et des syndicats rouges, près de 275 000 adhérents ». *Correspondance internationale*, n° 33, p. 624.

58. Piatnitski, *Ibid.*

59. « Le P.C. de France a pour tâche de développer les batailles économiques en liaison étroite avec la lutte contre la dictature de la bourgeoisie française. Il lui faut également déployer, sous tous ses aspects, la lutte contre la guerre que la bourgeoisie française prépare sous le couvert de phrases sur la « démocratie ». Le P.C.F. doit mettre à profit la scission dans le Parti socialiste pour saper l'influence des réformistes, pour renforcer, tant au point de vue politique qu'au point de vue organisation, le Parti communiste et les syndicats unitaires. » *Correspondance internationale*, n° 20, discours de conclusion de Kuusinen.

60. « *L'Humanité* est le plus puissant agitateur du P.C.F.; aussi bien le C.C. doit-il désigner à la rédaction de cet organe les meilleurs journalistes, des militants fermes. Le B.P. doit exercer de plus près sa direction sur la rédaction. Les grandes campagnes doivent être menées par le journal sous la direction immédiate du Bureau Politique. » *Correspondance internationale*, n° 20, p. 332.

61. A. Agosti, *ouv. cité*, p. 464.

62. La situation actuelle en France et les tâches du P.C.F. in *L'Internationale communiste*, n° 2, 20 janvier 1934.

63. « Un certain esprit de panique, de défaitisme se manifesta dans quelques rayons et pesa jusque sur la rédaction de notre organe central. La résolution du Présidium et l'article de notre camarade Heckert furent publiés avec retard et très mal présentés. Des opinions apparentées à celles qu'exprima le groupe Neumann-Remmele sur la « défaite du prolétariat allemand » et la « capitulation du Parti communiste allemand » se sont fait jour et ont été condamnées par le Comité central. Des camarades déclarèrent que l'on ne pouvait plus avoir confiance dans l'Internationale communiste, après que le Parti communiste allemand se fut révélé incapable de déclencher une insurrection, même pour « sauver l'honneur ». Thorez, *Ibid.*

Pour une étude d'ensemble des réactions du P.C.F. sur cette question, on se reportera à la communication présentée par J. Bruhat sous le titre « Le Parti communiste face à l'hitlérisme de 1933 à 1936 » au colloque franco-allemand de 1977 in *La France et l'Allemagne 1932-36*, Ed. C.N.R.S., 1980.

64. « L'effort de notre Comité central contre le sectarisme et pour la réalisation d'un travail bolchevik de masse a permis au Parti d'accomplir quelques pas et d'arracher de premiers succès. Par crainte de retomber dans l'étroitesse sectaire, comme ce fut le cas une première fois au début de 1932, notre Comité central n'a apporté qu'une correction timide aux fautes de droite et, ce qui est plus grave, n'en a même pas toujours saisi la gravité. » *Ibid.*

65. Agosti, *ouv. cité*, p. 461.

66. *L'Humanité*, 6 février 1934. « A toutes les organisations et aux membres du Parti des cinq régions parisiennes. »

« Toutes les organisations du Parti et tous les militants doivent se mobiliser au maximum pour la réussite des manifestations de masse prévues aux usines et lieux de concentration des ouvriers d'une part, de l'autre pour les contre-manifestations à l'égard des organisations fascistes.

« Tout doit être mis en œuvre dans les ateliers, sur les chantiers, etc., pour convaincre les ouvriers socialistes et confédérés de la nécessité d'un front unique d'action puissant sur les mots d'ordre donnés par ailleurs par notre Parti.

« Toutes les réunions intérieures de rayons, de cellules, de fractions, etc., prévues pour ce soir sont annulées. La place de tous les communistes est à la tête des masses dans la bataille, suivant la ligne fixée par le Comité central. « Le Secrétariat du Comité Central. »

67. Serge Bernstein, *Le 6 février 1934*, Coll. Archives, Paris, 1975, p. 178.

68. *L'Humanité*, 6 février 1934.

69. G. Lefranc, *Histoire du Front populaire, ouv. cité*, p. 21.

70. *Ibid.*, p. 23.

71. *Ibid.*

72. G. Lefranc dit ainsi : « Mais, le 11 février, *l'Humanité* invite à la formation de comités de grève pour le 12. C'est dire qu'elle se rallie à la grève de la C.G.T. » *Ibid.*, p. 27.

73. *L'Humanité*, 9 février.

74. *L'Humanité*, 10 février.

75. *Ibid.*

76. *L'Humanité*, 11 février.

77. *L'Humanité*, 13 février.

78. « Au cours de ces semaines, une conviction paraît s'être formée chez les dirigeants de la S.F.I.O. et de la C.G.T. : point n'est besoin de se préoccuper à l'avance de chercher l'appui du Parti communiste et de la C.G.T.U. En cas de besoin, ils le donneront comme ils l'ont donné le 12 février. » Lefranc, *ouv. cité*, p. 42.

79. M. Thorez, « La lutte pour l'issue révolutionnaire à la crise », *Oeuvres*, livre II, t. 5.

80. *Cahiers du Bolchevisme*, mars-avril 1934.

81. G. Lefranc, *ouv. cité*, p. 41.

82. *L'Humanité*, 19 février 1934.

83. J. Duclos, « Contre le fascisme. Front unique d'action », in *L'Humanité*, 24 février 1934.

84. J. Prézeau, *ouv. cité*.

85. *Cf.* par exemple le gonflement des timbres de contrôle en mars 1934 : 3 683 contre 1 637 en février, *4 années de luttes*, 1935.

L'Humanité, 26 juin 1934 : Thorez indique 10 000 adhérents nouveaux depuis les événements de février.

86. G. Lefranc, *le Front populaire, ouv. cité*, p. 43.

87. *L'Humanité*, 22 mai 1934.

88. G. Lefranc, *Le mouvement socialiste..., ouv. cité*, p. 313.

89. *VII[e] Congrès de l'Internationale communiste. Compte rendu abrégé*, Editions en langues étrangères, Moscou, 1939, p. 85.

90. Humbert-Droz, par exemple, apporte des indications qui vont dans ce sens (Mémoires, 1971, t. I, p. 296). D. Wolf, par contre, en repousse même l'hypothèse.

91. Dieter Wolf, *Doriot, du communisme à la collaboration*, Fayard, 1969.

92. Gérard Walter, *Histoire du Parti communiste*, 1945, p. 258.

93. D. Wolf, *ouv. cité*.

94. *L'Humanité*, 19 mai. « L'Internationale a parlé. Décision du Comité exécutif de l'Internationale communiste concernant la politique scissionniste du camarade Doriot. »

« Moscou, le 16 mai 1934.

« En présence de la lutte commencée par Doriot contre le Comité central du Parti communiste de France, le Comité exécutif de l'Internationale communiste a proposé le 23 avril dernier, au Comité central du Parti communiste de France et à Doriot, de cesser la lutte intérieure dans le Parti et de soumettre les divergences à l'examen du Comité exécutif de l'Internationale communiste.

« En prenant cette décision, le Comité exécutif de l'Internationale communiste était inspiré par la nécessité d'assurer l'unité du Parti et de la classe ouvrière dans la lutte contre le fascisme ainsi que par le souci de protéger Doriot contre son isolement avec les masses ouvrières.

« Or, tandis que le Comité central du Parti communiste français, se conformant aux indications du Comité Exécutif de l'Internationale communiste, cessait immédiatement la lutte, Doriot a continué sa lutte contre le Comité central du Parti communiste français. Aux demandes réitérées du Comité exécutif de l'Internationale communiste, il répondit invariablement par le refus d'accepter la proposition du Comité exécutif de l'Internationale communiste de se rendre à Moscou.

« Le Comité exécutif de l'Internationale communiste a épuisé ainsi tous les moyens en vue de sauver Doriot pour le Parti et empêcher son isolement des masses ouvrières. Pour l'Internationale communiste, il est clair que Doriot parle et écrit sur le front unique, non pas dans l'intérêt de sa réalisation effective, mais simplement pour pouvoir, sous le couvert de phrases sur le front unique, préparer la scission dans le Parti. L'Internationale communiste ne croit pas que Doriot, qui brise le front unique à l'intérieur du Parti, puisse être honnêtement et sincèrement pour le front unique de la classe ouvrière.

« La lettre ouverte de Doriot au Comité exécutif de l'Internationale communiste n'est qu'un masque couvrant la politique scissionniste de Doriot. Ainsi, Doriot prend le chemin sur lequel autrefois est parti le contre-révolutionnaire Trotski dans sa lutte contre le Parti communiste de l'U.R.S.S. et contre l'Internationale communiste.

« Le Comité exécutif de l'Internationale communiste décide :

« 1° De refuser à Doriot la défense de l'Internationale communiste.

« 2° D'autoriser le Comité central du Parti communiste français à prendre envers Doriot toutes les mesures d'ordre idéologique et d'organisation qu'il considérera nécessaires afin de pouvoir assurer l'unité du Parti et la lutte victorieuse contre le fascisme.

« Par ordre du Comité exécutif de l'Internationale communiste : Dimitrov, Heekert, Kuusinen, Mac Ilhone, Manouilsly, Piatnitski. »

95. *L'Humanité*, 31 mai, « Un article de la *Pravda* — Pour le Front unique, contre la scission ».

96. *Ibid.*

97. Des indications de qualité très inégales sont fournies par trois études :

Une ancienne déjà, très anticommuniste, apporte quelques informations : « The Moscow origin of the French « Popular Front » by C. and A. Vassart, in *The Comintern : Historical Highlights* de Drackovitch and B. Lazitch, 1966.

J. Haslam, « The Comintern and the origins of the popular front 1934-1935 » in *The Historical Journal*, 1979.

K. K. Chirinia, *Stratégie et tactique du Komintern et la lutte contre le fascisme et la guerre (1934-1939)*, Moscou, 1979 (en russe).

98. Chirinia, *ouv. cité*, p. 38.

99. *Histoire de l'Internationale communiste*, I.M.L., p. 363.

100. *Ibid.*, p. 364.

101. *Ibid.*, p. 362.

102. *Ibid.*, p. 367. La lettre est datée du 21 août.

103. Sur ce point, voir Claudin, *La crise du mouvement communiste*, Maspero, 1972, t. I, p. 203.

104. Chirinia, *ouv. cité*, p. 37-38.

105. *L'Humanité*, 5 juin 1934.

106. *L'Humanité*, 23-26 juin 1934.

107. G. Lefranc, *ouv. cité*, p. 53-54.

108. *L'Humanité*, 20 juillet.

109. E. Bonnefous, *Histoire politique de la IIIe République*, t. 5, p. 281.

110. *L'Humanité* du 5 octobre, réagit en titrant : « Réponse à Doumergue : unité syndicale ». *L'Humanité* du 9 octobre publie le texte de l'affiche « Le Parti communiste répond à Doumergue ».

111. Herriot, le 5 octobre, à Lyon, stigmatise ainsi ceux qui « à la façon des nazis ou des fascistes, inventent pour imiter le geste du bras levé celui du poing tendu, s'ornent d'insignes et nous acheminent vers l'époque où l'opinion d'un citoyen se reconnaîtra à la couleur de sa chemise », E. Bonnefous, *ouv. cité*, p. 283.

112. *'Humanité*, 17 septembre : Lettre du B.P. du P.C.F. à la C.A.P. de la S.F.I.O. er octobre : nouvelle lettre qui critique les positions socialistes refusant de lier tactique électorale et accord d'unité d'action ; le P.C.F. demande, « une tactique électorale nette et conforme aux aspirations unitaires de la classe ouvrière ».

L'Humanité, 4 octobre : M. Thorez indique : « Il est même possible d'inciter les parlementaires radicaux qui s'affirment décidés à défendre les libertés démocratiques à contresigner les textes élaborés en commun par les communistes et les socialistes. »

113. *L'Humanité*, 12 octobre 1934.

114. L'épisode est évoqué de façon détaillée par G. Ceretti, *A l'ombre des deux T.*, p. 158-162. M. Thorez l'a lui-même relaté dans *Fils du peuple*, E.S., 1960, p. 102.

115. *Histoire de l'Internationale communiste*, I.M.L., p. 366.

116. Chirinia, *ouv. cité*, p. 52.

117. Devant le Présidium de l'Internationale, M. Thorez explique de façon détaillée et concrète la situation, notant en particulier les difficultés suscitées par le comportement de la S.F.I.O. Il évoque le risque d'une rupture de l'unité d'action en soulignant, devant les dirigeants de l'Internationale, comment les socialistes prenaient prétexte du caractère trop modéré des revendications avancées par le P.C.F. pour présenter des exigences susceptibles de mettre en cause tout accord unitaire large, de type Front populaire. « Ils proposent, dit-il, d'introduire le socialisme et ils posent une autre question : est-ce que nous soutiendrons un gouvernement qui aurait ce programme, et ils ont même été jusqu'à demander si nous y participerions? » [...] « Le but des socialistes, c'est d'empêcher tout d'abord l'action en bavardant sur le socialisme en l'an 2000, empêcher la lutte effectivement, maintenant, pour les revendications. » *Cf. Cahiers d'histoire I.M.T.*, n° 34.

118. *Histoire de l'Internationale communiste, I.M.L.*, p. 368.

119. Voir, par ex., l'article de M. Thorez dans *l'Humanité* du 3 janvier 1935 : « Le front unique, c'est l'action. »

« Il y a trois mois déjà que notre Parti communiste a proposé aux camarades du Parti socialiste d'étendre et de consolider le front unique antifasciste qui s'est heureusement réalisé entre nos deux partis après tant d'hésitations et même de résistances chez certains dirigeants du Parti socialiste [...]

« C'est dans cet esprit que nous avions élaboré un projet de programme. Naturellement, outre les revendications immédiates, nous y avions inscrit la lutte pour la défense des libertés démocratiques, le désarmement et la dissolution des ligues fascistes, et aussi l'action contre les préparatifs de guerre.

« Il est permis d'affirmer, en s'en réjouissant, que notre idée du Front populaire n'a soulevé aucune objection sérieuse. Au contraire, elle a valu à notre Parti de nouveaux et nombreux témoignages de sympathie.

« Malheureusement, après trois mois de discussions avec les camarades du Parti socialiste l'accord sur le programme n'est pas encore réalisé. Nous concevons parfaitement que les délégués du Parti socialiste contestent tel ou tel article du programme et qu'ils suggèrent des modifications ou des compléments. Une telle confrontation nécessaire et profitable eût demandé quinze jours, trois semaines au plus. Et nous en serions déjà à la besogne d'organisation du Front populaire, à l'élection de comités de base; nous serions déjà en pleine action pour la défense des revendications de la classe ouvrière et des travailleurs des classes moyennes.

« On ne peut que regretter ce retard si préjudiciable aux intérêts des prolétaires et des antifascistes. Surtout que nous n'avons guère avancé dans notre discussion. Les délégués du parti socialiste manifestent toujours le désir de substituer au projet de programme de revendications immédiates, susceptibles d'aboutir dans le cadre du régime actuel, un programme plus général qui est, au fond, le programme du parti socialiste.

« Or, nous avons aussi notre programme fondamental. Nous ne le proposons pas comme base d'un accord de front unique. »

Voir également « A propos de la socialisation » (*L'Humanité*, 16 janvier 1935) et « Dans la voie de Lénine », discours dans lequel M. Thorez réaffirmait les prises de position fondamentales du P.C.F. et de l'I.C. sur l'Etat bourgeois, sa destruction nécessaire, le pouvoir des soviets et la dictature du prolétariat. Le propos est sans ambiguïté : le P.C.F. indique que les propositions de Front populaire ne doivent pas être entendues par la S.F.I.O. comme une renonciation à ses objectifs révolutionnaires ». *Œuvres*, E.S. livre II, t. 8, p. 9

120. Bonnefous. *Histoire de la IIIe République, ouv. cité*, p. 330.

121. *L'Humanité*, 6 juin 1935.

122. *Journal Officiel* — Débats parlementaires, 31 mai 1935 :

« Nous serions prêts à vous apporter notre appui, monsieur le président Herriot, si vous ou tout autre chef de votre parti, vouliez prendre la direction d'un gouvernement radical — puisque le groupe radical est le plus important des groupes de gauche de cette Chambre — d'un gouvernement radical qui appliquerait réellement la politique du parti radical. »

123. G. Lefranc, *Histoire du Front populaire, ouv. cité*, p. 74.

124. J. Duclos, *Mémoires*, Fayard, t. 2, p. 49.

125. V. M. Lejbzon, K. K. Chirinia, *Povorot v politike kominterna*. Les remarques qui suivent prennent en compte le livre de Franco De Felice, *Fascismo,*

Democrazia, Fronte popolare, Il movimento communista alla svolta del VII congresso dell'Internazionale, De Donato, 1973, Bari.

126. VII[e] Congrès, compte rendu, *ouv. cité*, p. 523-526.

127. La délégation française était ainsi composée : M. Cachin, M. Thorez, A. Marty, Gitton, Nédélec, Thibault, Waldeck Rochet, Renaud Jean et Raymond Guyot.

On trouvera les textes des interventions des trois premiers en brochures, des six autres dans le n° spécial, 15 octobre, des *Cahiers du bolchevisme*.

128. Pour plus de détails sur ce point, on peut se reporter à mon article, « Le P.C.F. et la question de sa participation au gouvernement de Front populaire », *Cahiers d'histoire de l'I.M.T.*, n° 34.

129. « Résolutions sur le rapport du camarade Pieck », p. 524, *ouv. cité.* Cette résolution notait en effet que le Comité exécutif devait « transférer le centre de gravité de son travail sur l'élaboration des orientations politiques et tactiques fondamentales du mouvement ouvrier international ».

130. Bonnefous, *ouv. cité*, p. 345-346.

131. F. Gelly, « la question de l'unité organique entre P.C.F. et S.F.I.O. de 1934 à 1938 ». Exposé présenté à l'I.R.M., ronéoté.

132. Sur ette question, voir Giuliano Procacci, *Il socialismo internazionale e la guerra d'Etiopia*, Editori Riuniti, 1978.

133. *Ibid.*, p. 107 à 117.

134. *Histoire de l'Internationale communiste*, I.M.L., p. 410.

135. *Ibid.*, p. 412.

136. *Cf.* « La « question française » en janvier 1936 », *Cahiers d'histoire de l'I.M.T.*, n° 12-13.

137. *Cf.* Procacci, qui parle même d'un nouveau tournant : « una nuova svolta dell' Internazionale communista », p. 185 à 193.

138. « Le gouvernement que nous envisageons, nous ne le ferons pas à tout moment. Nous le ferons quand les conditions auront déjà créé une situation révolutionnaire : quand la classe ouvrière n'est pas encore prête à l'assaut final contre la bourgeoisie, quand elle n'est pas encore prête à la lutte sous le mot d'ordre du pouvoir aux soviets et de dictature du prolétariat, mais quand la classe ouvrière, les couches profondes du peuple sont décidées à s'opposer par la force à une tentative fasciste, c'est-à-dire par conséquent quand est créée dans la vie, pas dans les mots, une véritable situation révolutionnaire », Comité central, 17 octobre 1935. *Œuvres*, livre II, t. 10, p. 41.

139. « En présence des agressions des bandes fascistes, indique-t-il, sans rien renier de notre programme, nous sommes prêts à prendre nos responsabilités dans un gouvernement de Front populaire », *l'Humanité*, 18 octobre 1935.

140. Ainsi Duclos indique que « le gouvernement de Front populaire sera « un gouvernement de combat s'attaquant aux privilèges des oligarchies financières et aux ligues fascistes », *l'Humanité*, 12 novembre 1935.

Cachin explique que « l'œuvre essentielle d'un gouvernement de Front populaire digne de ce nom consiste en une politique efficace de prélèvement sur les fortunes de la grande bourgeoisie », *l'Humanité*, 25 novembre 1935.

141. Manouilski, « Le bilan du VII[e] congrès », in *l'Internationale communiste*, n° 19-20, octobre et novembre 1935.

142. *L'Internationale communiste*, n° 20.

143. Chirinia, *ouv. cité*, p. 123; P. Togliatti, « Lèttera a Ruggero Grieco », 26 octobre 1935, *Opere*, t. 4, Rome, 1975, p. 31-32. « Lettere a Giuseppe

Dozza » 17 novembre 1936, *Id.* Pour une analyse détaillée, voir mon article dans les *Cahiers d'Histoire de l'I.M.T.*, n° 34 : « Le P.C.F. et la question de la participation au gouvernement de Front populaire. »

144. Par exemple, Thorez donne ces deux définitions du gouvernement de front populaire comme « préface à l'insurrection armée pour la dictature du prolétariat » ou même encore comme « préface au gouvernement ouvrier et paysan, au gouvernement de la dictature du prolétariat et de la République des Soviets ». Discours du 26.12.1935, *Œuvres*, livre II, t. 10, p. 162 et *Cahiers du bolchevisme*, n° 1-2, 1936, « Le Parti communiste dans le Front populaire », p. 14.

145. *Cahiers d'Histoire de l'I.M.T.*, n° 17-18 : Genèse de la politique économique du P.C.F. et *Recherches et débats*, n° 2.

B. Frachon, *l'Humanité*, 17.1.1936 : « On nous reproche de négliger les nationalisations des industries clés. C'est tout juste si on ne nous accuse pas de vouloir perpétuer la domination des grands trusts. Nous avons dit et nous répétons que nous sommes des partisans de la nationalisation des grandes industries et des trusts sans indemnités aux gros actionnaires. Mais il ne suffit pas d'affirmer que nous sommes pour cela, il faut réaliser les conditions pour l'imposer aux gros capitalistes. Dire que c'est simple, que c'est par là qu'on doit commencer, c'est créer des illusions chez les travailleurs. A moins qu'il ne s'agisse de soi-disant nationalisations qui n'enlèveraient aux oligarchies financières, ni un centime ni une parcelle de leur puissance. »

146. C'est en particulier le cas de G. Lefranc qui oublie dans son ouvrage de publier cette troisième partie; on en trouvera le texte complet dans le n° 17-18 des *Cahiers d'Histoire de l'I.M.T.*

147. VIII[e] congrès national du P.C.F., Lyon-Villeurbanne, 22-25 janvier 1936, compte rendu sténographique.

148. *Ibid.*, p. 48.

149. *Cf.* mon texte sur « Analyse des classes et stratégie du P.C.F. » in *La classe ouvrière française et la politique*, Editions sociales, 1980.

150. G. Dupeux, *Le Front populaire et les élections de 1936*, A. Colin, 1959, p. 120.

151. M. Thorez, « Pour une France libre forte et heureuse », discours prononcé le 17 avril 1936 au micro de Radio-Paris.

152. *L'Humanité*, 23 avril : « La participation, c'est exactement le contraire de ce qu'il faudra au lendemain des élections, à savoir la mobilisation des masses pour approuver et pousser l'action de la majorité parlementaire et du gouvernement. »

153. G. Dupeux, *Le Front populaire et les élections de 1936*, A. Colin, 1959.

154. *L'Humanité*, 7 mai 1936.

155. Voir, par exemple, Claudin, *ouv. cité*, ou M. Hajek in *Cahiers d'histoire de l'I.M.T.*, n° 34, 1980.

156. « Le secrétariat du Comité exécutif de l'Internationale communiste discute à plusieurs reprises du problème de l'attitude du Parti communiste à l'égard du gouvernement de Front populaire. » *Histoire de l'Internationale* de l'I.M.L., p. 420. « Le secrétariat se réunit les 14, 19 mai et le 5 juin. » K. K. Chirinia, *ouv. cité*, p. 156.

157. Ainsi Dimitrov déclare : «... Il faut se souvenir qu'une situation semblable à celle que nous avons en France pose le problème de la non-opportunité de la participation des communistes au gouvernement. Mais ceci est un problème

d'opportunité politique et non une question de principe [...] Il est possible qu'une lutte se déclenchera. Avec une continuation de la mobilisation des masses, du renforcement du Front populaire, de la consolidation de nos forces se développera une lutte autour de ce gouvernement et ses mesures, et il peut se créer, pendant cette lutte, une situation où la participation au gouvernement apparaîtra comme opportune. Mais il faut envisager une situation donnée, une période donnée, une étape donnée de la lutte. » *Cahiers d'histoire I.M.T.*, n° 34, p. 108.

158. « Le plus grand danger pour le prolétariat français et, je dirai, pour le prolétariat international, pour la paix — le plus dangereux serait la discréditation et la défaite du Front populaire. Cela signifierait l'isolement de notre parti et la revanche de la réaction ainsi que la débâcle du mouvement révolutionnaire de la France. » Dimitrov, *Ibid.*, p. 110.

159. « Il faut constater que la victoire électorale du Front populaire a posé la question du gouvernement sous un aspect nouveau.

« Le gouvernement de demain ne sera pas un gouvernement de Front populaire au sens où nous l'entendons, au sens prévu par nos congrès.

« Ce ne sera pas non plus un gouvernement de simple coalition ou de collaboration socialiste avec les partis bourgeois comme en d'autres pays (Tchécoslovaquie, Suède, etc.), même s'il y a dans le gouvernement avec les socialistes les représentants des partis bourgeois [...] Parce que ce gouvernement se constituera sur la base d'un programme rédigé, adopté par les organisations du Front populaire et accepté par le peuple, parce que ce gouvernement sera le résultat de la poussée des masses dans notre pays. Il est imposé par les masses elles-mêmes... » M. Thorez, *Œuvres*, livre III, t. 12, p. 19.

160. « J'ai démontré que la situation était inédite par rapport aux thèses du VIIe congrès de l'Internationale communiste et aux orientations prévues par les thèses de l'Internationale communiste.

« Cela nous oblige donc à chercher non seulement dans les textes et résolutions du VIIe congrès mais à nous pencher sur les données concrètes du problème actuel et à faire travailler nos cerveaux. Nous sommes convaincus que nous répondons ainsi aux désirs de notre Internationale communiste qui ne nous a jamais ménagé ses conseils, mais qui a toujours souhaité par-dessus tout que nous sachions faire preuve d'initiative et d'esprit de responsabilité, en véritables dirigeants du peuple de notre pays. Nous voulons assurer l'appui des masses au prochain gouvernement. Nous raisonnons en hommes politiques et en tenant compte des modifications dans le rapport des forces de classes, en utilisant les moyens et les méthodes susceptibles de conduire à une situation où des conditions seront réunies pour la prise du pouvoir par le peuple. » *Ibid.*, p. 32-33.

161. Par exemple, J. Bardoux, « Le complot soviétique contre la patrie française. 11-12 juin 1936 », in *Revue de Paris*, 15-8-1936.

162. Voir par exemple Raymond Hainsworth, « Les grèves de mai et juin 1936 dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais », in *Mouvement Social*, juillet-septembre 1976.

163. « Si le but maintenant est d'obtenir satisfaction pour les revendications de caractère économique tout en élevant progressivement le mouvement des masses dans sa conscience et son organisation, alors il faut savoir terminer dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas encore été acceptées, mais si l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles et les plus importantes des revendications [...]

« Nous ne jouons pas, nous, avec la classe ouvrière, nous ne sommes pas une poignée d'irresponsables, nous sommes un grand Parti, le premier Parti de France, le Parti vers lequel convergent tous les espoirs du peuple de notre pays, et nous sommes comptables du présent et de l'avenir de notre pays. » M. Thorez, rapport présenté à l'assemblée d'information des communistes de la région parisienne, jeudi 11 juin, *l'Humanité*, 13 juin 1936.

164. « Si on ne faisait pas droit aux demandes du gouvernement espagnol, quel précédent ce serait! N'importe quel factieux pourrait obtenir l'appui des fascistes de l'extérieur, tandis que les gouvernements réguliers appuyés sur le peuple seraient mis dans l'impossibilité de lutter contre la rébellion.

« A présent, la solidarité doit devenir effective.

« Pour battre les rebelles qui sont pourvus abondamment de matériel de guerre par Hitler et Mussolini, notre peuple exige, dans son intérêt, la possibilité pour les combattants qui luttent en Espagne sur le front de la liberté d'obtenir le matériel nécessaire.

« C'est un devoir d'honneur pour la classe ouvrière de France, c'est un devoir d'honneur pour les républicains, c'est un devoir d'honneur pour les hommes de cœur, c'est un devoir d'honneur pour quiconque veut s'appeler Français.

« Une autre attitude signifierait la rupture avec ce qui a fait autrefois la gloire des travailleurs et du peuple de France.

« La défaite de la République espagnole serait notre propre défaite. Elle compromettrait gravement la sécurité et l'avenir de notre pays. Il faut aider, il faut soutenir la République espagnole. » M. Thorez, 6 août 1936, *Œuvres*, Livre III, t. 12, p. 151.

165. « Nous voulons encore mettre en garde contre l'inflation avouée ou dissimulée qui pourrait conduire à une dévaluation de fait.

« Les émissions massives de bons du trésor, le gonflement du portefeuille de la Banque de France qui réescompte ces bons sans autre contrepartie que des billets, les avances temporaires à l'Etat sont des procédés inflationnistes qui peuvent provoquer la dépréciation du franc. » M. Thorez, *Œuvres*, Livre III, t. 12, p. 95.

166. « Ainsi, dans une situation difficile, à l'intérieur et à l'extérieur, pour le salut de notre peuple, nous préconisons le Front français.

« 1° Front français pour le respect des lois, ce qui ne peut signifier dans le moment présent que l'application des accords Matignon, la dissolution effective et le désarmement des ligues, la défense de la Constitution et de toutes les lois de la République.

« 2° Front français pour la défense de l'économie nationale, ce qui ne peut signifier, dans le moment présent, que l'aide, la protection des éléments des classes moyennes, le soutien des paysans, faire payer les riches et empêcher certains capitalistes de saboter la production nationale en procédant au licenciement du personnel et à la fermeture des ateliers.

« 3° Front français pour la liberté et l'indépendance de notre pays, ce qui veut dire, dans le moment présent, une politique active et conséquente en accord avec tous les pays qui veulent effectivement la paix indivisible et la sécurité collective. Cela signifie qu'on repousse avec indignation toute immixtion étrangère dans les affaires de notre pays.

« Sur ces trois points, notre opinion est que l'on peut se rencontrer avec ceux qui n'approuvent pas tout le programme du Front populaire, même si ceux-là ne renoncent pas à toutes leurs opinions.

« Nous pouvons dire que le Front populaire (et nous y sommes pour quelque

chose, nous, les communistes), en ce sens, sera vraiment un Front français, un Front du peuple de France, héritier et continuateur de la grande Révolution contre le front des agents de l'étranger, contre le front du Coblence moderne. Un Front français à la tradition héroïque de lutte et de liberté, aux accents de *la Marseillaise* de 1792 mêlés à ceux de notre *Internationale*, sous les plis du drapeau de Valmy et du drapeau rouge de la Commune, un Front français contre le Front antifrançais de trahison. » M. Thorez, *ibid.*, p. 142-143.

« PAS DE GUERRE CIVILE.

« Ce qui est vrai, c'est que nous nous refusons, surtout en considérant l'horreur des événements d'Espagne, à accepter la perspective de deux blocs dressés irréductiblement l'un contre l'autre et aboutissant à une guerre civile dans des conditions qui seraient pour notre pays encore plus redoutables que pour l'Espagne, ne serait-ce qu'en raison des menaces de Hitler.

« Ce qui est vrai, c'est que nous estimons qu'on peut et qu'on doit encore gagner des hommes à la cause de la liberté et la paix, car enfin combien de voix ont obtenues les partis du Front populaire aux dernières élections? Un peu plus de cinq millions. Et combien de voix pour les groupements adversaires du Front populaire? Un peu moins de cinq millions.

« Moi, communiste, vous voudriez que je dise que ces cinq millions sont tous des fascistes, des traîtres au pays; vous voudriez qu'en présence de ces cinq millions où se comptent en majorité paysans et ouvriers, nous abandonnions la politique d'unité qui fait l'honneur de notre Parti communiste? Nous qui avons lutté pour l'unité entre socialistes et communistes, qui avons lutté pour l'union avec les radicaux, les républicains, les démocrates, vous voulez que nous disions : « C'est fini dans cette voie de l'union? » Non, et ce n'est pas d'aujourd'hui que nous avons tendu la main au travailleur catholique, à celui qui veut croire en Dieu — c'est son affaire — et à qui nous demandons simplement de lutter, avec ses frères de misère, en faveur du pain pour lui et sa famille, en faveur de la liberté et de la paix.

« Il ne faut pas permettre la division, il faut s'unir. Ce n'est pas d'aujourd'hui que nous avons tendu la main à l'ancien Croix-de-feu, à l'ancien combattant qui avait pu être abusé par la démagogie du colonel de La Rocque. Certains ont répondu affirmativement, tout de suite; d'autres ont attendu. Ils ont voté aux dernières élections pour des partis de réaction. Sont-ils condamnés à ce que nous ne puissions jamais plus les rencontrer? » M. Thorez, *l'Humanité*, 4 septembre 1936.

167. « ... soucieux comme toujours de ne rien dire ni de ne rien faire qui puisse affecter les liens fraternels entre ouvriers communistes et socialistes, *et afin d'éviter entre nous une polémique qui ne profiterait qu'aux ennemis de la classe ouvrière*, nous pouvons nous abstenir d'employer l'expression « *Front français* ». » Lettre du secrétariat du Parti communiste à la Commission administrative permanente du Parti socialiste, 9.9.1936, in *Cahiers du bolchevisme*, 1[er] octobre 1936.

168. J. Moch : « Dès juin 1936, L. Blum jugeait la dévaluation inévitable. » *Le Front populaire*, 1971, p. 187,

Selon Wilfrid Baumgartner, alors directeur du Trésor :

« La dévaluation de 1936 a été en fait décidée par L. Blum dans les quinze jours de son arrivée au pouvoir. Dès la première semaine, des conversations ont eu lieu auxquelles ont été mêlées fort peu de personnes. La direction du Trésor, qu'alors je dirigeais et qui avait son idée toute faite depuis longtemps sur ce sujet,

a exposé les deux voies dans lesquelles, de ce point de vue, on pouvait s'orienter. L. Blum a choisi la deuxième et Vincent Auriol s'y est rallié. » In « L. Blum, chef de gouvernement 1936-37 », *Colloque de la Fondation nationale des sciences politiques*, 1967, p. 281.

Pour une analyse plus détaillée on peut se reporter au n° 3, *Cahiers d'histoire de l'I.M.T.*, M. Argairaz : « Inflation, déflation, reflation, la position de G. Politzer », au n° 17-18, S. Wolikow, « Genèse de la politique économique du P.C.F. (1936-1939) » et à *Recherches et Débats*, n° 2, 1978 : « Front populaire, Politiques économiques et rapport des forces. »

169. J. Duclos, « La dévaluation : Qui est responsable? Qui doit payer? » Discours à la Chambre. 28 septembre, brochure de propagande.

170. « Tous les arguments invoqués contre la politique de non-intervention perdraient l'essentiel de leur valeur si, après quatre mois et demi de pratique de cette politique, on pouvait dire : « Voyez les résultats. L'Espagne a été pacifiée. En Europe, les amateurs d'aventures sont découragés. La France peut se sentir plus sûre, entourée de voisins pacifiques dans une Europe plus tranquille. »

« Vous le savez bien, après quatre mois de politique de non-intervention, c'est un spectacle bien différent que nous offrent l'Espagne et l'Europe.

« L'Espagne, j'en ai la conviction, serait aujourd'hui pacifiée si elle avait pu se procurer les moyens de rétablir l'ordre chez elle. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

« Entretenir des relations normales avec l'Espagne, ce n'était pas une décision audacieuse. C'était une mesure de prévention et de prudence. Pour ne pas l'avoir adoptée, la France sera acculée demain, je le crains, à des décisions beaucoup plus graves et beaucoup plus sévères.

« Nous demandons au Gouvernement de prendre l'initiative d'une proposition internationale tendant à rétablir avec l'Espagne la normalité de nos relations. Si le Gouvernement ne le fait pas, demain, il ne s'agira plus de savoir si l'on respectera ou non un traité de commerce, mais si l'on signera, et pour de bon, cette fois, l'arrêt de mort de la Société des Nations [...]

« Nous demandons encore au Gouvernement français de rétablir la normalité de ses relations avec l'Espagne. Qu'il ne soit pas dit que, dans un monde où la paix et la liberté sont des biens indivisibles, la France a préféré faire fléchir le droit plutôt que d'apporter, dans l'intérêt même de sa propre sécurité, sa collaboration à la sauvegarde d'un peuple ami, à la défense d'une démocratie courageuse, au salut de la grande paix humaine. » (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche communiste. Sur les bancs MM. les Députés se lèvent et applaudissent l'orateur.*) Séance du 4 décembre 1936, Chambre des députés, *G. Péri*, Editions sociales, 1947.

171. J. Duclos, *Mémoires*, t. 2, p. 176.

172. *Cahiers d'histoire de l'I.M.T.*, n° 17-18, *ouv. cité.*

173. J. Moch les qualifie ainsi : « Compétents et susceptibles de rassurer le capitalisme. » *ouv. cité*, p. 194. Il s'agissait de J. Rueff, inspecteur des Finances, directeur du Mouvement général des fonds au ministère des Finances, et Ch. Rist, ancien gouverneur de la Banque de France.

A leur sujet, Cusin, sous-chef du cabinet de V. Auriol à cette époque, donne des informations intéressantes. Il signale : « A cette époque, la liaison la plus étroite existait entre Baudouin et Doriot », puis ajoute : « Nous avons appris par la table d'écoute que M. Baudouin, téléphonant à M. Rist, lui avait fait part de son intention de démission ainsi que de l'adhésion qu'il avait reçue de M. Rueff

et de l'accord que celui-ci lui donnait afin de ne pas associer le comité des experts à la politique du Gouvernement. » *Colloque L. Blum*, p. 292.

174. J. Duclos, séance du 8 mai 1937 à la Chambre des députés.

175. « Il s'agit pour eux, avant tout, de rétablir leur autorité. C'est une question de principe, et qui passe avant toute autre. Fût-elle celle du profit. » A. Prost, « Le climat social », *Colloque Daladier*, F.N.S.P., 1975.

176. M. Thorez, « La pause? Aux trusts! », *Œuvres*, Livre III, t. 13, p. 199.

177. « Pour sa part, en présence de l'assaut furieux de la réaction, le Parti communiste se déclare prêt à prendre toutes ses responsabilités dans un gouvernement renforcé et constitué à l'image du Front populaire pour le salut de la France, de la démocratie et de la paix. » *Résolution du Comité central*, 15-6-1937.

178. Les sources sont toutes constituées par des documents imprimés : textes de M. Thorez, documents préparatoires aux congrès et à la conférence nationale. Par exemple, *Quatre années de luttes pour l'Unité, A la veille du VIIIe congrès*, déc. 1935 ou *Une année de lutte 1937-38*, rapport du Comité central pour la Conférence nationale du Parti communiste français, décembre 1938.

Des renseignements utiles peuvent être trouvés dans l'étude de A. Kriegel sur « Mouvement des effectifs et structure d'organisation ». In *Le Pain et les Roses*, P.U.F., 1968.

179. *Quatre années de luttes, ouv cité.*

180. *Une année de lutte, ouv. cité.*

181. Documents du comité central cités.

182. *VIIIe congrès, ouv. cité.*

183. E. Fajon, *Ma Vie s'appelle Liberté*, Paris, 1976.

184. Cf. S. Wolikow, 1936-39, « Genèse de la politique économique du P.C.F. », *Cahiers d'histoire de l'I.M.T.*, n° 17-18.

185. J. Solomon, « Contribution au programme de redressement du P.C.F. », *Cahiers du bolchevisme*, n° 4, avril 1939.

186. R. Martelli, *La Nation*, Editions sociales, 1979.

187. B. Chambaz, « La politique culturelle du P.C.F., formation et réalités nationales », *Cahiers d'histoire de l'I.M.T.*, n° 12-13.

188. S. Wolikow, « Le P.C.F. et les questions de l'Etat. 1928-1938 », *Cahiers d'histoire de l'I.M.T.*, n° 6.

189. Par exemple dans un texte intitulé « Ce que veulent les communistes » M. Thorez a recours à la notion de « gouvernement du peuple » pour caractériser l'Etat sous le socialisme... Le terme de dictature du prolétariat n'apparaît pas...

« Parce que c'est le prolétariat qui, allié avec toutes les victimes des oligarchies, doit réaliser la société nouvelle, une période de transition est nécessaire entre la société capitaliste et la société sans classes. Durant cette période de transition, le peuple exerce son gouvernement direct en vue de la construction de la société nouvelle. » *Œuvres*, livre III, t. 13, p. 99.

M. Thorez évoque aussi les traits nationaux du socialisme en France et de la « République française des Soviets, qui tiendra compte des particularités nationales de notre pays dans tous les domaines : économique, social, culturel, qui tiendra compte — qui ne peut pas ne pas tenir compte — des éléments qui sont propres à notre peuple de France, dont l'histoire comporte tant d'exemples magnifiques de luttes héroïques contre l'esclavage, contre la servitude. » *Œuvres*, t. 12, p. 201.

190. « ... Vous avez tué cet élément de la force des démocraties, la confiance des peuples.

« Vous venez de démontrer au monde qu'il était imprudent et dangereux d'être l'ami de la France.

« Quand on rapporte cela dans ses valises, on peut essayer de s'excuser ou de se faire pardonner on n'a pas le droit de prendre des allures de triomphateur [...]

« Ne baptisez pas cela du nom de la paix. La paix n'a rien à voir avec ce triomphe de l'égoïsme de classe. La paix, il faut la regagner. La regagner, cela ne veut pas dire forcément se lancer dans cette politique de surarmement dont votre capitulation récente vient de démontrer l'absurdité et dont il serait criminel de faire supporter le poids à la classe ouvrière.

« La paix, cela veut dire faire oublier la page sombre que vous venez d'écrire, arrêter le glissement, desserrer l'étreinte sur l'Europe centrale et sur les Pyrénées, rendre aux peuples qui l'ont perdue la confiance dans la signature de la France.

« C'est à cet effort, quant à nous, que nous allons nous consacrer.

« Ce n'est pas la première fois que dans son histoire notre peuple aura corrigé des défaillances des gouvernements.

« Vous avez signé la défaite sur le corps mutilé d'un peuple libre. C'est contre vous que nous gagnerons la bataille de la paix. » G. Péri, discours du 4 octobre 1938 à la Chambre des députés.

191. E. Bonnefous, *Histoire de la IIIe République, ouv. cité*, p. 365.

192. *Cf.* J. M. Gayman, « Classe ouvrière et nation en 1938 » in *Cahiers d'histoire de l'I.M.T.*, n° 12-13.

Colloque Daladier, ouv. cité.

193. Conférence nationale de Gennevilliers, 22 janvier 1939.

194. M. Thorez, Rapport au Comité central, 21 novembre 1938 : *Œuvres*, livre IV, t. 16, p. 61-106.

Les dix points du programme exposé étaient les suivants :

1. Abrogation des décrets-lois Daladier;
2. Maintien et élargissement des conquêtes sociales du Front populaire;
3. Droit au travail;
4. Protection de la famille et de l'enfance;
5. Réforme du budget et de la fiscalité;
6. Nationalisation des monopoles de fait (chemins de fer, mines, électricité, assurances);
7. Fonctionnement normal et régulier des institutions républicaines;
8. Arrestation des traîtres fascistes, agents de Hitler;
9. Lutte pour la paix dans l'honneur et la dignité de la France;
10. Organisation de la nation armée.

195. J. Duclos, « La rénovation nationale. Programme de redressement de l'économie française », texte intégral in *Cahiers d'histoire de l'I.M.T.*, n° 17-18.

196. M. Thorez, *Œuvres*, t. 17, p. 181.

197. *Colloque Daladier*, F.N.S.P., *ouv. cité.*

5. LE P.C.F. ET LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Germaine Willard

1. Discours de M. Thorez à Ivry, 23 septembre 1938, in M. Thorez, *Œuvres*, Editions sociales, t. 15, p. 209.

2. Discours de M. Thorez au Comité central, 21 novembre 1938, *ouv. cité*, t. 16, p. 66.

3. *Idem*, p. 69.

4. Discours de M. Thorez à l'assemblée des communistes parisiens, 6 août 1936, *ouv. cité*, t. 12, p. 142-143.

5. Discours de M. Thorez à Buffalo, 25 août 1936, *ouv. cité*, t. 12, p. 168.

6. Discours de M. Thorez au Comité central, 21 novembre 1938, *ouv. cité*, t. 16, p. 104.

7. Pour l'analyse de la « drôle de guerre » : R. Bourderon. « La « Drôle de guerre » : Pourquoi? », *La Pensée*, n° 211, avril 1980; G. Willard, « Les contradictions de la Drôle de guerre ». Dans *De la guerre à la Libération*, Editions sociales, 1972.

8. Article de M. Thorez, « Les Pitt et Cobourg de 1940 », *l'Humanité*, n° 40, 25 avril 1940. — Dans *l'Humanité clandestine*, Editions sociales, 1975.

9. Texte cité dans *Recherches et Débats*, « le Tournant de 1939 », n° 3, supplément au n° 29/30 des *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*. Il est également cité et commenté dans Jean Burles : *Le Parti communiste dans la société française*, Editions sociales, 1979.

10. Voir l'article de M. Thorez cité dans la note 8. Reproduit dans *Recherches et Débats*, *ouv. cité*.

11. Sur ce point voir G. Willard et A. Moine, « Les propositions du P.C.F. pour la défense de Paris le 6 juin 1940 », in *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, n° 12/13, 1975.

12. Sur les lendemains de la défaite, voir le dossier « mai 40-mai 45 » des *Cahiers du communisme*, n° 5, mai 1980.

13. Texte de l'Appel dans *l'Humanité clandestine*, *ouv. cité*.

14. Témoignage d'H. Jourdain dans *Révolution*, n° 16, 20 juin 1980.

15. *L'Humanité*, n° 91, 3 décembre 1940.

16. Remarque d'André Tollet dans la discussion qui a suivi la conférence.

17. H. Michel, *La Seconde Guerre mondiale*, P.U.F., 1968, t. I, p. 230.

18. Cité par H. Amouroux, *Les beaux jours des collabos, juin 1941-juin 1942*, Laffont, 1978, p. 226-227.

19. J. Staline, *Sur la grande guerre de l'Union soviétique pour le salut de la Patrie*, Moscou, 1946, p. 11-12.

20. H. Michel, *Les courants de la pensée de la Résistance*, P.U.F., 1962, p. 633.

21. Sur ce point, voir notamment : A. Ouzoulias, *Les fils de la nuit*, Grasset, 1975, ch. X et XII.

22. Remarque d'A. Ouzoulias dans la discussion qui a suivi la conférence.

23. Aragon, « La rose et le réséda », 1943, publié dans le recueil *La Diane française*.

24. Titre de l'article de Jacques Duclos dans *l'Humanité*, n° 283, 15 mars 1944.

25. Expression employée dans le programme du C.N.R.

6. STRATÉGIE ET PRATIQUES DU P.C.F.

Jean-Paul Scot

1. *Cf.* J. P. Scot, « Les pouvoirs d'Etat et l'action des communistes pour la démocratie agissante »; *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, n° 8-9, 1974, p. 88.

2. *Cf.* Philippe Mioche, « L'interview au *Times* — Pourquoi? Comment? », *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, n° 19, 1976, p. 167.

3. *Cf.* Robert Aron, *Histoire de la libération de la France*, Fayard, 1959, p. 875.

4. Retenons essentiellement : *L'Histoire du Parti communiste français*, Editions Unir, tome II, et Grégoire Madjarian, *Conflits, pouvoir et société à la Libération*, U.G.E., 10/18, 1980.

5. *Cf.* Les contributions de René Rémond et Maurice Agulhon au Colloque international de Paris : « La Libération de la France, 28-31 octobre 1944 — Actes », *Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, Editions du C.N.R.S., 1976.

6. *Cf.* Annie Kriegel, *Communismes au miroir français*, Gallimard, 1974, ch. VII, p. 169.

7. *Cf.* J.-P. Scot, « La Restauration de l'Etat (juin 1944-novembre 1945) », *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, n° 20-21, 1972, p. 167.

8. Le M.R.P., fondé dans la clandestinité par des résistants chrétiens, constitué en parti national lors de son premier congrès, le 28 novembre 1944, se rattache à une longue tradition, celle du Parti démocrate populaire et du journal *l'Aube*, fondé par Francisque Gay et Georges Bidault. Il bénéficie de la notoriété de Maurice Schumann et de l'appui officieux du clergé. Il s'efforce de ne pas apparaître comme un parti confessionnel et défend la liberté d'enseignement. C'est un parti composite regroupant une masse paysanne, une base ouvrière C.F.T.C., des cadres chrétiens et certaines antennes des milieux d'affaires. Il se veut parti gaulliste, mais sert souvent de couverture à d'anciens pétainistes.

9. *Cf.* J. P. Scot, « Etat, Institutions et luttes des classes 1944-1947 », *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, n° 6, 1974, p. 111.

10. *Cf.* J. P. Scot, « Le programme de gouvernement du P.C.F. (novembre 1946) », *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, n° 17-18, 1976, p. 169.

11. Jacques Duclos, *Les communistes dans la bataille pour la libération de la France*, rapport présenté au Comité central du P.C.F., le 31 août 1946, supplément de *l'Humanité*, p. 15 et 18.

12. *Cf.* Les nombreuses éditions de brochures intitulées *La haute Trahison des trusts, La France accuse*, éditées dès avril 1944 à Paris, Alger, Londres, Marseille; les reproductions des discours d'Etienne Fajon, le 21 juillet 1944, et d'André Marty, le 25 juillet, à l'Assemblée consultative d'Alger, publiées par les éditions Liberté à Lille et de *l'Humanité* à Paris dès la Libération sous les titres *Expropriation des trusts, sabotage des trusts.*

13. *Cf.* Maurice Thorez, *S'unir, combattre, travailler*, rapport présenté à la session du Comité central du P.C.F. à la Salle des Fêtes de la mairie d'Ivry, janvier 1945.

14. Johanny Berlioz : « Bons et mauvais compromis. » *Cahiers du communisme*, n° 7, mai 1945.

15. Le P.C.F. réédite très vite des œuvres de Staline : *Des principes du léninisme, L'Homme, le capital le plus précieux, Pour une formation bolchevique, Matérialisme dialectique et matérialisme historique.* Marcel Cachin, André Marty, en particulier, exaltent la puissance de l'U.R.S.S. et le « génie » militaire, politique et théorique de Staline.

16. Maurice Thorez, *Une politique française. Renaissance, démocratie et unité* rapport au Xe Congrès du P.C.F., 26 juin 1945, p. 29-31.

17. *Cf.* note 13, supra.

18. *Cf.* les articles des *Cahiers du communisme :* « La Pologne nouvelle », juin-juillet 1945 », « Les élections et la poussée démocratique en Europe », décembre 1945, « La réforme agraire dans les pays de l'Est et du Sud-Est Européen », janvier 1946.

19. *Cf.* les entretiens et discours de Georges Dimitrov du 14 janvier 1945 et du 6 novembre 1945, où il précise que le régime de démocratie populaire, « ce ne sera pas le pouvoir des Soviets ». Georges Dimitrov, *Œuvres choisies*, Sofia-Presse, 1972, t. 2.

20. *Cf.* Maurice Thorez, note 13 supra.

21. Robert Lacoste, ministre socialiste de la production industrielle. Interview aux *Nouvelles économiques* le 20 avril 1945. Sans se poser la question de leur nature de classe, Léon Blum écrit qu'il faudra bien « maintenir et renforcer encore » ces organisations créées pendant la guerre.

22. Jacques Duclos, Editorial du n° 1 des *Cahiers du communisme,* novembre 1944.

23. Maurice Thorez, « Pour une véritable démocratie », radio-message du 14 septembre 1944. In : *Œuvres*, livre V, tome 20, p. 94.

24. *Cf.* le rapport de Jacques Duclos au C.C. du P.C.F. du 31 août 1944 et surtout le radio-message de Maurice Thorez, « Vive à jamais l'union de la Nation française! » du 31 août également, in *Œuvres*, livre V, tome 20, p. 81.

25. Jacques Duclos, *cf.* note 21 supra.

26. *Cf.* les interviews et témoignages recueillis lors des réunions de la commission 1944-47 auprès d'anciens membres du Comité central et du Bureau politique du P.C.F.

27. *Cf.* J. P. Scot, « La S.F.I.O. et l'expérience du pouvoir. Le travaillisme à la française », in : *Histoire du réformisme,* Editions sociales, 1976, tome I, p. 236-237.

28. Pour une comparaison avec le Parti communiste de Belgique, voir en particulier « Le Parti communiste de Belgique (1921-1944) », actes de la Journée d'étude de Bruxelles, 28 avril 1979, numéro hors série des *Cahiers marxistes,* Bruxelles 1980.

29. Maurice Thorez, « Une politique française. Renaissance, démocratie, unité », in : *Œuvres*, livre V, tome 21, p. 9-124.

30. Les *Mémoires* du général de Gaulle en font foi, mais les archives des Conseils interministériels économiques du premier gouvernement provisoire en apportent les preuves matérielles.

31. Maurice Thorez, « Produire, faire du charbon », in : *Œuvres*, livre V, tome 21, p. 137-182.

32. Maurice Thorez, « Une politique française... », *ouv. cité,* in : *Œuvres*, livre V, tome 21, p. 95.

33. Maurice Thorez : « Dans les conditions présentes de la société française, alors que subsistent des catégories sociales dont les intérêts ne sont pas toujours

identiques, il est normal et il est nécessaire que de grands partis, sérieusement organisés et conscients de leurs responsabilités devant l'ensemble de la nation. représentent plus particulièrement les intérêts économiques et politiques de chacune de ces catégories ou couches sociales. » *Ibid.*

34. André Marty, *Pour une Assemblée constituante souveraine*, X[e] Congrès national, Editions du Parti communiste français.

35. Maurice Thorez, « Une politique française », *ouv. cité*, in *Œuvres*, livre V, tome 21, p. 96-97.

36. *Ibid.* p. 97.

37. *Ibid.*, p. 100.

38. Jacques Duclos, « Vive l'unité de la classe ouvrière en France! », projet publié en annexe du rapport au X[e] Congrès du P.C.F. Ce document, publié par *l'Humanité* le 12 juin, fut le seul soumis aux adhérents au cours de la préparation du X[e] Congrès dont le Bureau politique du P.C.F. n'avait annoncé que le titre des rapports et interventions de ses membres.

39. *Cf.* Benoît Frachon, conférence prononcée le 22 novembre 1944 devant l'Amicale des juristes démocrates.

40. J. P. Scot, « La S.F.I.O. et l'expérience du pouvoir... » in *Histoire du réformisme, ouv. cité*, p. 244-247.

41. *Cf.* « La funeste théorie du bloc occidental », article de Fernand Fontenay in *Cahiers du communisme*, août 1945, mettant en évidence la campagne de la revue *The Economist* et de la diplomatie de Churchill.

42. Du 15 juillet au 7 août, Léon Blum publie 18 éditoriaux dans le quotidien socialiste *le Populaire* pour refuser l'unité organique.

43. *Cf.* Georges Scelle et George Berlia, *La réforme constitutionnelle*, Editions Bourrelier, 1945, et J. P. Scot « Etat, Institutions et luttes des classes... », *ouv. cité*.

44. *Cf.* les discussions et les témoignages recueillis par la commission d'histoire 1944-1947, éclairant l'éditorial de Jacques Duclos dans le n° 12 d'octobre-novembre 1945 des *Cahiers du communisme*.

45. *Référendum et élections du 21 octobre 1945.*

Référendum : deux questions.

1° « Voulez-vous que l'Assemblée élue soit constituante? » Sinon maintien de la constitution de la III[e] République.

2° « Approuvez-vous que les pouvoirs publics soient, jusqu'à la mise en vigueur de la nouvelle Constitution, organisés conformément aux dispositions du projet de loi... » Ce texte limitait les pouvoirs de l'Assemblée ainsi que sa durée.

1[re] question :

96 % oui.

4 % non (radicaux et partisans de la III[e] République).

2[e] question :

66,5 % oui (De Gaulle, S.F.I.O., M.R.P., droite).

33,5 % non (Parti communiste).

• *Elections à l'Assemblée Constituante :*

		% exprimés		Rappel 1936
P.C.	5 024 000	26,2	50	15,4
S.F.I.O.	4 491 000	23,8		19,9
M.R.P.	4 580 000	24,9		n'existait pas
Radicaux	2 019 000	11,1		22,1
Droite	3 038 000	14		42,5

46. *Cf.* note 44.

47. Résolution du Comité central du Parti communiste français, Issy-les-Moulineaux, 3-4 novembre 1945.

48. *Cf. Année politique 1944-45* et la brochure de Jacques Duclos, *Huit jours de lutte politique du P.C.F. pour un gouvernement d'union nationale et démocratique*, Editions du P.C.F.

49. Le groupe parlementaire communiste avait publié un programme de redressement financier et de réalisations immédiates. Le 25 janvier, le projet de Félix Gouin, inspiré par Pierre Mendès-France, est connu par lettre.

50. *Cf.* J.-P. Scot, « La S.F.I.O. et l'expérience du pouvoir... », *ouv. cité* p. 263, les positions du ministre socialiste de la production industrielle Robert Lacoste.

51. *Cf.* Annie Lacroix, « La nationalisation du Gaz et de l'Electricité, in *Cahiers d'Histoire de l'Institut Maurice Thorez*, n° 6 et René Gaudy, *Et la lumière fut nationalisée*, Editions sociales, 1978.

52. *Référendum du 5 mai 1946 et élections à l'Assemblée constituante.*

• *Référendum*

Oui à la Constitution P.C.-P.S.
Non à la Constitution M.R.P.-Droite.

		% des inscrits
Oui	9 110 000	36,9
Non	10 273 000	41,6
Abst.	4 762 000	19,3

• *Elections du 2 juin 1946 à la 2e Assemblée constituante*

		% des exprimés	
P.C.	5 190 000	26	47,1
S.F.I.O.	4 188 000	21,1	
M.R.P.	5 589 000	28,1	
Radicaux	2 295 000	12,8	
Droite	2 630 000		

53. Délibérations internes du Comité directeur du P.S.

54. Jacques Duclos, *En avant pour la victoire de la République!* rapport au C.C. de Gentilly, 20 avril 1946, Editions du P.C.F.

55. *Cf. l'Humanité* du 21 janvier 1946.

56. *Cf.* note 52.

57. Résolution du C.C. de Saint-Denis, 15-16 juin 1946.

58. *Ibid.*

59. *Cf.* Alain Barrère, *Les crises de reconversion et les politiques économiques d'après-guerre*, Marc Rivière, éditeur, Paris, 1947.

60. En fait, le gouvernement Félix Gouin avait accepté, sous la pression des communistes, que les tarifs des heures supplémentaires et les primes de rendement permettent un accroissement des salaires nominaux. Mais, sur la base 100 en 1938, en avril 1946, alors que la *production* a doublé depuis avril 1945 et se trouve à l'indice 74, les *salaires* sont à l'indice 374, les prix de gros à l'indice 555, ceux de détail à 454, le coût de la vie à 575. C'est dire qu'en mai 1946, le niveau de vie a diminué non seulement par rapport à 1938, mais à 1945.

61. *Cf.* Annie Lacroix, « Salaires, prix et luttes revendicatives en 1946 », in *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez,* n° 12-13, 1975.

62. Ouverte à Paris le 25 avril par les Quatre au sujet de l'Italie, de la Roumanie, de la Hongrie, de la Bulgarie, de la Finlande. Du 29 juillet au 13 octobre, la Conférence de la Paix est plénière.

63. Pierre Courtade, « Notre politique », in *Cahiers du communisme,* n° 8, 1946.

64. *Cf.* Le discours de Maurice Thorez prononcé à Rouen le 4 avril 1946, in *Œuvres*, livre V, tome 22, p. 136.

65. Léon Blum, *le Populaire*, 16 août 1946.

66. *Cf.* l'article de Pierre Courtade paru dans les *Cahiers du communisme*, n° 8, 1946.

67. Au Comité directeur du 4 juin 1946, Gaston Defferre déclare :

« Nous devons tout faire pour éviter d'avoir le pouvoir pendant les trois mois qui viennent, afin de nous réserver pour les cinq années qui suivront. »

68. *Cf.* J.-P. Scot : « La S.F.I.O. et l'exercice du pouvoir... », in *Histoire du réformisme, ouv. cité,* p. 282-290.

69. Guy Mollet, *le Populaire,* 1er septembre 1946.

70. *Référendum du 13 octobre 1946 et Elections à l'Assemblée Législative.*

• *Référendum*

Oui à la Constitution P.C.-P.S.-M.R.P.-Radicaux.
Non à la Constitution Gaullistes-Droite.
Le M.R.P. en fait fera s'abstenir ses électeurs.

		% des inscrits
		—
Oui	9 039 000	36
Non	7 830 000	31,2
Abst.	7 880 000	31,3

• *Elections du 10 novembre 1946*

		% des exprimés	
		—	
P.C.	5 491 000	28,6	46,5
S.F.I.O.	3 434 000	17,9	
M.R.P.	4 989 000	26,4	
Radicaux	2 136 000	12,4	
Droite	3 168 000	14,4	

71. J.-P. Scot, « Le programme d'action gouvernementale du P.C.F. », in *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez,* n° 17-18, 1976.

72. *Cf.* Philippe Mioche, *ouv. cité.* Document en annexe.

73. Les articles d'Etienne Fajon, « Les communistes et les nationalisations », et de Victor Michaut, « Les nationalisations, revendication républicaine », in n° 4 et 10, 1945, des *Cahiers du communisme.*

74. Maurice Thorez, « A la Conférence de la Fédération de la Seine », 8 juin 1947, in *Œuvres,* livre V, tome 23, p. 131.

75. Lénine, *l'Etat et la révolution,* in *Œuvres,* tome 25, p. 489.

76. *Questions du moment,* brochure contenant les textes des trois conférences de Waldeck Rochet, Raymond Guyot et Etienne Fajon. Egalement les articles de Raymond Guyot et Raoul Calas, « Les chemins du socialisme », et « Lénine et la démocratie », in *Cahiers du communisme,* n° 1, 1947.

77. Les citations extraites du discours (voir note 74) sont faites à partir d'un texte sténographique non revu par Maurice Thorez. Cependant, nous trouvons confirmation de nos affirmations dans le discours tenu par Maurice Thorez au Vélodrome d'Hiver le 17 octobre 1946, au moment du lancement de la campagne des législatives : « Nous, communistes, allons à cette bataille en demandant au peuple d'approuver, de ratifier le programme d'action immédiate, parce que nous sommes plus que jamais convaincus que pour en terminer définitivement avec (...) l'exploitation de l'homme par l'homme, il faudra un jour en venir aux solutions du communisme libérateur (...) qui a pris corps dans un immense pays. » La nécessité de la dictature du prolétariat pour le passage au socialisme comme dans le cas soviétique n'est pas remise en cause.

78. Quatre députés socialistes votent blanc, 18 ne prennent pas position, dont G. Defferre, E. Depreux, A. Philip et G. Gorse. Il y a 2 bulletins Le Troquer.

79. Comme l'analyse Jacques Duclos dans les *Cahiers du communisme* de janvier 1947 et au Comité central du 18 janvier.

80. Articles de René Hervé dans *l'Humanité* du 7 janvier 1947.

81. Si Maurice Thorez est vice-président du Conseil et ministre d'Etat, Ambroise Croizat, ministre du Travail, les communistes ne dirigent plus la Production industrielle.

82. Déclaration gouvernementale de Ramadier, *Année politique 1947.*

83. La commission mixte chargée alors de dresser un tableau de la *répartition du revenu national* entre les diverses parties de la société, conclut, en dépit de fortes réserves sur la qualité des statistiques, à de très fortes mutations intérieures dans la répartition sociale. La forte régression des revenus du travail et de l'épargne correspond à la forte croissance des revenus du capital et des profits spéculatifs industriels et commerciaux.

Revenus en %		
	1938	Janvier 1947
Travail	48	42
Epargne	16	4
Agriculture	12	13
Autres revenus	24	41

84. *Cf.* Alain Ruscio et Charles Fourniau, « Le P.C.F. et le monde politique français face au développement de la première guerre d'Indochine », in : *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, n° 19, 1976 et « Le déclenchement de la guerre d'Indochine », *ibid.*, n° 22, 1977.

85. Certes, la logique de la tradition parlementaire aurait voulu que les ministres communistes démissionnent. Mais ils s'y refusent, vu que ce sont les autres partis qui entrent en contradiction évidente avec la déclaration ministérielle de janvier. Le Comité directeur de la S.F.I.O. aurait d'ailleurs désiré une démission collective du gouvernement, ce que refusa le groupe parlementaire.

86. Entre décembre 1945 et décembre 1946, le nombre d'adhérents du P.C.F. régresse dans l'Aisne, les Basses-Alpes, l'Ariège, le Cantal, la Charente, le Cher, l'Eure-et-Loir, la Haute-Garonne, l'Ile-et-Vilaine, l'Isère, le Jura, la Loire et la Haute-Loire, la Loire-Inférieure, le Lot-et-Garonne, la Lozère, la Marne et la

Haute-Marne, le Nord et le Pas-de-Calais, le Puy-de-Dôme, les Bouches-du-Rhône et le Rhône; la Saône-et-Loire, la Somme, le Tarn et le Tarn-et-Garonne, le Var, la Vendée, la Vienne, c'est-à-dire dans la plupart des régions rurales où la Résistance avait été forte et dans certains centres industriels.

87. Les succès les plus nets remportés par la C.G.T. ne le sont pas dans les grandes régions industrielles. Dans la région de Lille, la C.G.T. n'obtient la majorité absolue des Conseils dans aucune caisse. Dans la région de Paris, dans une seule, à Creil. Elle subit des échecs à Nantes, Rennes et Angers et en Alsace-Lorraine. Elle l'emporte plus facilement dans les régions rurales à implantation industrielle plus concentrée, dans l'ouest du Massif central, l'Aquitaine, les Alpes, le Languedoc, la Provence, de même qu'à Lyon et à Grenoble.

88. C'est le sens le plus profond de l'autocritique du Comité central du P.C.F. d'octobre 1947, après la Conférence des 9 Partis communistes à Szklarska-Poreba, en Pologne, du 22 au 27 septembre 1947, et la création du Kominform.

89. C'est la version la plus retenue par les militants du P.C.F., après les critiques de la Conférence des 9 Partis communistes.

90. *Cf.* J.-P. Scot : « Spécificité des crises et de l'évolution du mode de production capitaliste en France », in *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, n° 31, 1979.

7. LE P.C.F. ET LA GUERRE FROIDE
Roger Martelli

1. Ce décret, publié dans le *J.O.* du 5 mai, concerne Maurice Thorez alors vice-président du Conseil, François Billoux, ministre de la Défense nationale, Ambroise Croizat, ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Charles Tillon, ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme; « à la suite du vote qu'ils ont émis à l'Assemblée nationale le 4 mai 1947 », précise le décret. Georges Marranne, ministre de la Santé et conseiller de la République, n'était pas inclus dans ce décret; le 5 mai, il démissionne en solidarité avec les autres ministres communistes. Notons que les communistes belges avaient été évincés dès le 12 mars et que les communistes italiens (et les socialistes) le seront le 13 mai, les communistes autrichiens le 19 novembre. Ajoutons que le P.C. est mis hors la loi dans l'Etat de New York le 7 avril et le P.C. brésilien le 7 mai.

2. Dans *l'Humanité* du 6 mai, Georges Cogniot explique : « La politique économique du gouvernement glisse à droite, celle des communistes demeure (...). Ils ont toujours pratiqué une politique constructive. Comme J. Duclos l'annonçait à la tribune, ils continueront cette politique nationale et démocratique demain encore. »

3. «« Totale fidélité à la politique définie en janvier », proclame le Bureau politique le 22 mai. « Ainsi que dans les autres domaines, nous n'avons pas changé, nous » dit Thorez le 8 juin devant la conférence fédérale de la Seine.

4. Le 7 mai, Jacques Duclos déclare au *New York Herald Tribune :* « Nous avons l'intention de continuer à travailler avec le gouvernement pour toutes les mesures à prendre en faveur de la classe ouvrière, bien que nous soyons momentanément écartés du gouvernement. Et remarquez que je dis bien momentanément. » Dans son premier discours public, à Nîmes, le 18 mai,

Maurice Thorez déclare : « Fallait-il pour rester au gouvernement accepter de renoncer à défendre les intérêts de la classe ouvrière? (*Cris dans la foule : Non! Non!*) Fallait-il renoncer à tout l'avenir de la classe ouvrière? (*Mêmes cris ; Non! Non!*) Puisque vous nous approuvez, alors bientôt nous y reviendrons. » *Œuvres*, livre cinquième, t. 23, p. 111, publié dans *France Nouvelle.*)

5. *Cf.* G. Cogniot : « Demain comme hier ils [les communistes] apporteront leur appui loyal à tout ce que le gouvernement pourra faire de positif... » (*l'Humanité* du 8 mai) et J. Duclos le 7 mai : « Nous ne nous considérons pas dégagés d'une politique de responsabilité du fait que nos ministres ne sont pas dans le gouvernement. »

6. G. Cogniot (*l'Humanité* des 11-12 mai) : « Dans le domaine de l'approvisionnement comme dans les autres, chercher des réalisateurs, c'est chercher des communistes. Le Parti de la clairvoyance et du courage connaît, aux problèmes du ravitaillement, des solutions constructives, dans la concorde des consommateurs et des détaillants, des citadins et des paysans travailleurs. »

M. Thorez, le 18 mai (discours cité) : « J'affirme que personne ne peut mieux que les communistes régler le problème du ravitaillement. »

7. *Cf.* M. Thorez le 18 mai : « Nous prendrons ce ministère (du Ravitaillement) lorsque nous aurons la possibilité de présider le gouvernement. »

8. Après des discussions vives qui précédèrent la décision Ramadier du début mai (*cf.* R. Quilliot : *La S.F.I.O. et l'exercice du pouvoir 1944-1958*, Paris, 1972, p. 225-226), le Conseil national socialiste du 6 mai se prononce pour le maintien de la participation socialiste à une courte majorité de 2 529 mandats contre 2 125.

9. Ainsi peut-on noter l'importance accordée par le P.C.F. à la tenue des Comités départementaux de Libération en juillet.

10. En attestent aussi bien certains mémoires publiés (Pannequin, Noirot, Tillon, etc.) que l'insistance des directions à dénoncer la tendance au soulagement. « Nous n'avons pas à nous réjouir, ni surtout à nous sentir soulagés » souligne Thorez le 8 juin, pendant que dans les *Cahiers du communisme* d'août, M. Patinaud consacre un long passage à critiquer « le soulagement exprimé par certains camarades à l'annonce de l'éviction des ministres communistes du gouvernement ». Et il ajoute : « Bien piètre apparaît la satisfaction de pouvoir nier toute responsabilité gouvernementale dans les difficultés actuelles, en face des dangers que l'absence de communistes au gouvernement fait courir au pays. »

11. La bibliographie concernant la « guerre froide » est énorme. Le lecteur qui souhaite approfondir le problème des origines peut se reporter à une bibliographie utile, celle de M. Altherr : « Les origines de la guerre froide : un essai d'historiographie », in *Relations internationales*, n° 9, printemps 1977. Un article récent de la même revue apporte de nouvelles précisions sur les responsabilités américaines, celui de Pierre Melandri : « L'apprentissage du Leadership occidental : les Etats-Unis et le monde, 1941-1949 », (*ibid.* n° 22, été 1980).

Sur les Etats-Unis, on lira avec profit David Horowitz, *De Yalta au Viet-nam*, Paris 1973, t. 2, et D. Yergin, *la Paix saccagée, les Origines de la guerre froide et la Division de l'Europe*, Balland/France Adel, 1980.

12. Si l'on prend pour base la production des U.S.A. (indice = 100), on constate qu'en 1945, l'U.R.S.S. est à l'indice 29,4 pour le charbon, 8,6 pour le pétrole, 20 pour l'électricité et 17,4 pour l'acier brut.

13. Harry Truman succéda à F. D. Roosevelt, décédé en avril 1945. Même si certains auteurs américains tendent à insister sur la continuité fondamentale de la diplomatie américaine avant et après la mort de Roosevelt, il n'en reste pas

moins que l'arrivée au pouvoir de Truman coïncide avec un infléchissement très net de la stratégie américaine, le durcissement rapide des positions à l'égard de l'U.R.S.S.

14. Selon P. Melandri (article cité), ce plan, qui fut rédigé par G. Kennan, est « la version plus éclairée et brillante de l'endiguement ».

15. Le cadre institutionnel de cette unification est déjà fourni par la création, le 28 mars, de la Commission Economique pour l'Europe, dans le cadre de l'O.N.U. C'est l'ancêtre direct de l'O.E.C.E. qui verra le jour en avril 1948.

16. Cet article reprenait, dans ses grandes lignes, le rapport que Kennan avait rédigé, dès le début 1947, pour le secrétaire de la Marine, J. Forrestal, un des partisans de la « ligne dure ».

17. Le 21 juin, *France Nouvelle* publie un article de Ch. Haroche : « Le Plan Marshall application tactique de la doctrine Truman. »

Selon P. Courtade, le 24 juin, dans *l'Humanité*, le Plan Marshall est « une seconde mouture de la doctrine Truman ». Toutefois, il ajoute que la proposition de rencontre faite par l'U.R.S.S. peut permettre d'exiger de l'Amérique des garanties qui modifieront profondément le Plan Marshall »; Voir du même, les articles des 25 et 27 juin.

18. Dans son rapport au Congrès M. Thorez souligne la distinction de forme entre « le ton agressif du président Truman » et les « considérations morales du général Marshall ».

Au lendemain du Congrès, dans un discours prononcé à Strasbourg, il déclare encore : « Je ne parlerai qu'en termes très réservés de ces problèmes de politique extérieure. Je dirai seulement que nous souhaitons de tout cœur l'aide qui nous fut promise autrefois, mais que nous la voulons en préservant jalousement notre indépendance nationale. Nous préférons manger du pain noir et rester maîtres dans notre maison. » Sur ce point, voir notamment les mémoires de G. Cogniot, *Parti pris*, Editions sociales 1979, t. 2.

19. « La France ne veut pas d'un nouveau Munich », déclare P. Hervé dans *l'Humanité* du 2 juillet et, le 14 juillet, M. Thorez déclare au journaliste américain Léo Pearson : « Les réparations sont enterrées. »

20. Thorez, dès le 18 mai à Nîmes, déclare : « Nous refusons de laisser entraîner notre pays dans un bloc contre un autre. » Il reprendra sa déclaration à plusieurs reprises. Pendant le mois de mai et le début juin, le P.C.F. semble compter sur un accroissement des contradictions américano-britanniques.

Cf. France Nouvelle du 24 mai : « Contre la doctrine Truman s'insurge l'instinct de conservation britannique. »

21. « Une sorte de mouvement giratoire de grèves se développe, de milieu en milieu, comme s'il y avait un chef d'orchestre clandestin. Il porte, comme par hasard, sur les points les plus sensibles du pays [...] On assiste de tous côtés à une espèce d'assaut contre l'autorité démocratique. Tout se passe comme si, dans des milieux différents et en vertu d'idéaux différents, on cherchait à lui substituer une autorité fondée sur la grève ou la violence [...] La classe ouvrière comprendra que les mouvements suscités ici et là ont un but sournois, qu'ils tendent à provoquer une crise ministérielle et à ouvrir peut-être une crise de régime » (*L'Année politique*, 1947, p. 113).

22. Voir notamment les articles de Léon Blum dans *Le Populaire*, entre le 21 juin et la fin août.

23. En juin, l'Assemblée refuse de discuter une proposition de loi Queuille-Claudius-Petit visant à réglementer l'exercice du droit de grève.

24. Le 29 août sont publiés les accords Clay-Roberton (rédigés en juillet) fixant le niveau industriel allemand.

25. Sur la politique de l'Union soviétique, un ouvrage récent de Philippe Devillers, *Guerre ou paix. Une interprétation de la politique extérieure soviétique depuis 1944*, Paris, 1979, présente des analyses mesurées qui tranchent avec la production habituelle. En ce qui concerne le point plus particulier, mais capital, de l'Allemagne, voir Renate Fritsch-Bournazel, *L'Union soviétique et les Allemagnes*, Paris, 1979.

26. La tendance à la conciliation est sous-tendue par les analyses économiques de Varga qui mettent l'accent sur la possibilité, pour les U.S.A., de repousser pour quelques années les perspectives de la crise économique. La volonté conciliatrice s'exprime en tout cas officiellement dans l'entretien Staline-Stassen du 9 avril.

27. Le 22 juillet, à Montluçon, M. Thorez, déclare à propos du Plan Marshall, qu'« il est basé sur la reconstruction de l'Allemagne » [...] Nous avions fait des réserves dès la première heure. Nous avions dit notre crainte d'assister à la liquidation des réparations, notre crainte devant cette précipitation à diviser l'Europe et le monde, et les faits nous donnent raison [...]. Nous avons rejeté les pays de l'Europe orientale, alors que notre position n'est forte que si nous conservons de puissants liens à l'Est et à l'Ouest, autrement nous ne devenons qu'un simple appoint au bloc occidental ». Le 24 juillet, au déjeuner de la presse anglo-américaine, où il continue de parler de la nécessité de « l'aide de nos amis américains », il critique les tentatives de reconstitution de l'industrie lourde allemande (le 14 juillet, il avait déjà expliqué à L. Pearson qu'« une industrie lourde prospère en Allemagne, ce serait pour elle la renaissance de son potentiel militaire »).

28. M. Thorez déclare encore le 22 septembre à l'agence américaine Reuter : « Le Parti communiste est un parti de gouvernement, dont le programme fondamental et le langage n'ont pas changé et ne changeront pas, selon que ce parti est ou n'est pas au gouvernement. »

29. Ce rapport est publié dans le numéro 2 (1980) des *Cahiers d'Histoire de l'I.R.M.*

30. Je me suis appuyé notamment sur la principale étude existante consacrée au Kominform, celle de L. Marcou (*Le Kominform*, Paris, 1977). Pour décrire la réunion de constitution, L. Marcou s'est appuyée sur les témoignages publiés (notamment ceux de l'ex-dirigeant communiste italien E. Reale), sur des interviews et sur des documents d'archives hongrois (les notes en particulier de J. Revai) cités par l'historienne hongroise A. Sagvari.

31. *Cf. Archiviol Secchia*, publié dans la revue *Annali* de la Fondazione Giangiacomo Feltrinelli, en 1979. P. Secchia raconte que, s'étant rendu en Pologne « à la mi-août 1947 », il rencontra Gomulka et Bierut qui lui firent part du « projet de convoquer une réunion des P.C. des différents pays; au moins des plus importants. Etant donné la situation internationale, l'offensive impérialiste, les périls de guerre, le P.C.U.S. et d'autres partis tiennent pour nécessaires une rencontre et un échange de vue entre les P.C. » (p. 208). Secchia rajoute qu'il fit part de son intérêt pour cette rencontre, ce qui ne semble pas être le cas de P. Togliatti (*cf.* L. Marcou, *ouv. cité*, p. 142).

32. En témoigne cette déclaration très nette faite à l'agence Reuter le 22 septembre par Thorez (qui, pas plus que Togliatti, ne participera pas à la réunion constitutive du Kominform) : « Il n'est pas possible de parler de « tactique

d'ensemble des partis communistes », ni pour le passé récent, ni pour l'avenir. » Il venait de rappeler au journaliste américain les raisons de la dissolution de l'Internationale communiste.

33. La date la plus probable de ce rapport est celle du 25 septembre (selon K. Kaplan, in *Panorama* du 17 mai 1977, qui utilise les notes personnelles du Tchécoslovaque Bastovansky).

34. Kaplan, article cité dans *Panorama* du 17 mai 1977.

E. Reale, *Avec J. Duclos au banc des accusés*, traduction française, Paris, 1958.

Secchia, *ouv. cité*, p. 208.

Longo, témoignage oral accordé à G. Bocca (cité dans son ouvrage *Palmiro Togliatti*, Rome, 1973, p. 483).

Duclos, *Mémoires*, t. 4 (1945-1952), p. 220.

Notons que si J. Duclos limite les critiques adressées à celles des Yougoslaves, P. Secchia reconnaît que les attaques furent portées aussi par les Soviétiques.

35. Discours prononcé par M. Thorez au Vélodrome d'Hiver, le 2 octobre. Notons que c'est le 5 octobre qu'est publié dans *l'Humanité* le communiqué annonçant la création du Kominform.

36. Pour les résultats, voir annexe, p. 396-397.

Le P.C.F. perd un grand nombre de mairies qu'il détenait depuis avril 1945. Dans la région parisienne, il n'est plus majoritaire que dans 20 communes (contre 60 précédemment). Il perd entre autres les mairies de Lens, Limoges, Nantes, Villeurbanne, Toulon, Béziers, Sète et surtout Marseille (au profit du R.P.F. Carlini). Inversement le R.P.F. conquiert les 13 plus grandes villes et notamment Paris où il dispose de 52 conseillers sur 90.

37. Les C.D.R. élargissent la pratique amorcée au printemps des « Comités de Vigilance républicaine » constitués par les Comités de Libération avec l'appui du P.C.F.(*cf.* résolution du C.C. du 3 mai).

38. Le second numéro de la revue du Kominform, *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire* (désigné par ses initiales P.P.D.), le 1[er] décembre 1947, publie le texte prononcé par Duclos : « On peut certes se demander (allusion vraisemblablement aux critiques yougoslaves — R.M.), si, au moment de la Libération, il n'était pas possible de pousser plus avant l'offensive contre la trahison pétainiste, mais il ne faut pas perdre de vue qu'en août 44, la guerre continuait sur la terre de France avec le concours des armées alliées [...] Nous aurions dû dès ce moment-là (mai 1947) mettre l'accent non pas sur le prétexte de l'opération, mais sur les raisons profondes qui l'avaient motivée, à savoir l'ingérence des impérialistes américains dans la politique française. Il faut reconnaître que cela n'a pas été fait avec une clarté suffisante et de là découle le caractère un peu incertain de l'attitude adoptée par notre Parti, vis-à-vis du gouvernement Ramadier, après les événements du début mai [...] [cette opposition] « aurait fait disparaître tous les éléments d'hésitation et d'incertitude qui ont pu se manifester dans la conduite des mouvements de masse ». Notons que le phénomène d'autocritique n'est pas limité à la France : les Italiens et les Britanniques procèdent au même type d'autocritique, ainsi que les Brésiliens, les Japonais et les Américains un peu plus tard.

39. L'expression était timidement apparue en mai, notamment sous la plume de Courtade (*cf. l'Humanité* du 14 mai), mais elle ne fut pas systématisée.

40. Le P.C.F. à partir de l'automne 1947 valorisa exclusivement les déterminations extérieures comme le montre le texte de Duclos de P.P.D. : « Les problèmes

de politique intérieure sont actuellement dominés par les problèmes de politique extérieure. »

41. *Cf.* l'étude de M. Agulhon et P. Barrat, *C.R.S. à Marseille, 1944-1947*, Paris, 1971.

42. *Cf.* les remarques de R. Tiersky (*Le mouvement communiste en France 1920-1972*, Paris, 1973, p. 145) : « ... il faut reconnaître la légitimité des revendications économiques et sociales des grévistes. » Ce même auteur reprend par ailleurs, cette déclaration de J. Moch devant l'Anglo-American Press Club, le 18 février 1948 : « Le mouvement était-il l'amorce d'un mouvement insurrectionnel d'ensemble? Je ne le pense pas » (p. 368, note).

Ajoutons qu'il serait très curieux de voir dans l'attitude du P.C.F. un projet insurrectionnel alors que son principal dirigeant se trouve en U.R.S.S., puis en Pologne pendant tout le mois de novembre (il est à ce propos surprenant que Ph. Robrieux, après de savantes reconstructions sur la base de simples hypothèses, indique au détour d'une phrase qu' « il semble avoir été absent assez longtemps » alors que tout simplement *l'Humanité* du 1er novembre annonce qu'il assiste à Moscou aux fêtes du 30e anniversaire de la révolution d'octobre; le 26 novembre il est en Pologne, en provenance de Moscou; *l'Humanité* du 30 novembre-1er décembre annonce qu'il était de retour en France le 29 novembre. Le même auteur cite abondamment Duclos selon l'ex-dirigeant italien Reale, mais semble ignorer le texte publié dans P.P.D.).

43. Illusions qui coexistent d'ailleurs avec les phases d'énervement, de craintes exacerbées.

Cf. l'Humanité du 29 novembre qui titre « Alerte! Ils veulent assassiner la République! » et (en reprenant une phrase de l'éditorial de G. Cogniot) : « Défendez les permanences syndicales, les sièges des organisations républicaines, la presse libre, la personne des militants. » G. Cogniot évoque ses démêlés avec Arrachard qui représente le Comité national de grève (*Parti pris*, t. 2, p. 177)

Les mêmes tendances se retrouvent en Italie, et notamment à Milan à la fin novembre (Archivio Secchia, *ouv. cité*, p. 210).

44. Après une tentative avortée de Léon Blum, qui lui permet tout de même de lancer un texte célèbre de fondation de la troisième Force : « Le danger est double. D'une part le communisme international a ouvertement déclaré la guerre à la démocratie française. D'autre part il s'est constitué en France un parti dont l'objectif — et peut-être l'objectif unique — est de dessaisir la souveraineté nationale de ses droits fondamentaux. Je suis ici pour sonner l'appel. Je suis ici pour tenter de rallier tous les républicains — tous ceux qui se refusent à subir la dictature impersonnelle, non pas du prolétariat mais d'un parti politique — tous ceux qui refusent à chercher un recours contre ce péril dans le pouvoir personnel d'un homme [...].

Ce qu'on a appelé la Troisième Force n'est pas autre chose que l'union des républicains pour la liberté, pour la justice sociale et pour la paix. » (Déclaration lue à l'Assemblée le 21 novembre 1947). Sur la Troisième Force, voir l'étude de Danielle Tartakowsky : « Guerre froide et troisième force (1947-1954) », in *La IVe République*, Paris, Editions sociales, 1972.

45. Le 17 décembre 1947, un premier crédit est ouvert à la France, à l'Italie et à la Chine. Dans le courant décembre, plusieurs lois sont votées fixant le montant de l' « aide intérimaire » précédant le plan Marshall. Le 2 janvier 1948 est signé à Paris l'accord bilatéral franco-américain sur l'aide intérimaire.

46. Dès le 2 septembre 1947 était signé le Pacte de défense interaméricaine

de Rio de Janeiro associant, autour des U.S.A., 18 Etats latino-américains. Le 17 septembre est mis en place l'état-major mixte gréco-américain contre la guérilla. Dans les années suivantes, outre le pacte Atlantique, on retiendra parmi les plus importants : le « Programme en 4 points » (plate-forme des U.S.A. pour l'intervention diplomatique et économique au Moyen-Orient en mars 1948); la charte de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) le 30 avril 1948, à la tonalité résolument anticommuniste (conférence interaméricaine de Bogota). La principale étape ultérieure se reporte en 1954 avec la Conférence interaméricaine de Caracas et la Conférence de Manille, en septembre, qui voit la création de l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est (Australie, Philippines, France, Grande-Bretagne, Nouvelle-Zélande, Pakistan, U.S.A., Thaïlande).

47. Cf. D. Horowitz, *ouv. cité*, t. 1, p. 52, « Dans les années 1946-1953, l'Assemblée générale adopta plus de 800 résolutions. Les Etats-Unis furent vaincus dans moins de 3 % et dans aucune affaire dans laquelle un important intérêt de sécurité était impliqué ».

48. Le traité est signé le 17 mars entre la Grande-Bretagne, la France, la Belgique, la Hollande et le Luxembourg.

49. L'Organisation Européenne de Coopération Economique est créée le 16 avril. Elle reçoit l'adhésion de 16 pays.

50. Du 7 au 10 mai se tient le Congrès de La Haye, auquel participent le Comité provisoire pour l'Europe Unie (devenu ensuite « Mouvement européen » avec a sa tête Churchill, Blum, Spaak, De Gasperi), l'Union parlementaire européenne de Coudenhove-Kalergi et l'Union européenne des fédéralistes. Au centre des débats : la création d'une Union européenne.

51. Dès le mois de janvier, on parle dans les milieux officiels américains (Forrestal, secrétaire à la Guerre, et le Sénateur Baruch) de compléter le plan Marshall par une union militaire sous direction américaine (le 11 juin, la « Résolution Vandenberg » met fin à la vieille politique d'isolationnisme des U.S.A. : désormais ceux-ci peuvent s'intégrer dans d'éventuelles alliances militaires). Dès juillet 1948, 60 bombardiers B 29 sont installés sur le territoire britannique.

52. En 1947 et 1948, 15 traités bilatéraux sont signés entre l'U.R.S.S. et les démocraties populaires ou entre les républiques elles-mêmes. Ce n'est que le 24 janvier 1949 que sera institué le *Comecon*.

53. La revue du Kominform, intitulée *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire* est diffusée en France à quelque 10 000 exemplaires (chiffre officiel). A la suite de son interdiction, en janvier 1951, elle changea de titre et devint *Paix et Démocratie*.

54. Cf. Lily Marcou, *ouv. cité*.

55. Sur ce point, la documentation de base est l'ouvrage de J.-J. Carré, P. Dubois, et E. Malinvaud, *La croissance française*, Paris, 1972.

On se reportera utilement à l'article de J.-P. Scot : « Spécificités des crises et de l'évolution du mode de production capitaliste en France », dans les *Cahiers d'histoire de l'I.M.T.*, n° 31, 1979.

56. Sur le plan Monnet, l'*Année politique* a publié une étude conséquente en 1949, avec les principaux textes de référence.

57. Cf. J. M. Jeanneney, *Forces et faiblesses de l'économie française* 1945-1959, Paris, 1959, notamment à la page 47.

58. Cf. H. W. Ehrmann, *La politique du patronat français 1936-1955*, Paris, 1959

59. Les principaux renseignements statistiques ont été rassemblés par P. Birnbaum. *Les sommets de l'Etat,* Paris, 1977. On constate notamment que les parlementaires (principalement des médecins, des avocats et des enseignants) passent assez peu, à la fin de leur mandat, dans des Conseils d'Administration d'entreprises à dimension nationale, mais occupent plutôt des fonctions dans des entreprises locales et surtout dans des organismes publics et para-publics.

Inversement, la haute administration conserve un recrutement traditionnel, peu ouvert aux couches nouvelles; les hauts fonctionnaires peuplent les cabinets ministériels (à la différence de la III[e] République) surtout s'ils appartiennent à l'Inspection des Finances, au Conseil d'Etat, à la Cour des Comptes ou au corps préfectoral. Les anciens membres de cabinet se portent plus facilement vers les postes importants de l'industrie et des banques.

60. L'expression est fréquente sous la plume des « observateurs » américains qui s'en plaignent amèrement.

61. Le thème est avancé fortement par de Gaulle, dans un discours célèbre prononcé à Saint-Etienne le 4 janvier 1948 (le texte se trouve dans l'*Année politique* 1948, p. 324-325).

62. Cf. l'étude de D. Tartakowsky, citée plus haut. Le 10 janvier 1948, un bureau provisoire est créé et en février 1948, Léon Blum lance un appel solennel à la coordination de la Troisième Force.

63. Des éléments descriptifs et une bibliographie, dans l'étude d'E. F. Callot, *Le Mouvement Républicain Populaire,* Paris, 1978.

64. Sur la S.F.I.O., des éléments de réflexion et des repères bibliographiques dans l'ouvrage publié aux Editions sociales; *Histoire du réformisme en France,* Paris, 1976, t. 2.

65. Cf. la lettre de démission des ministres socialistes le 4 février 1950 (in l'*Année politique 1950,* p. 280).

66. Cette éviction est organisée dès 1948 avec comme cibles privilégiées les entreprises nationalisées, les grands organes d'information, puis des secteurs névralgiques, comme le Commissariat à l'Energie Atomique où gênait la personnalité de F. Joliot-Curie, ou encore l'E.N.A.

67. A plusieurs reprises sont discutés en Conseil des ministres des projets de loi prévoyant la mise à l'écart des communistes de certains postes, voire de la fonction publique. Parmi les plus avancés, celui de novembre 1952, cité par V. Auriol dans son *Journal du Septennat,* t. VI, p. 746.

68. Toujours selon V. Auriol, c'est dans le bureau même du président de la République, qu'est décidée et mise au point la création d'un journal pour les Houillères, journal dont Auriol précise prudemment qu'il doit « ne pas paraître dès les premiers jours anticommuniste » (*Journal,* t. 3, 1949, p. 71).

69. Sur le plan parlementaire, le ton est donné dès les premiers jours de 1948 : les communistes sont exclus de la vice-présidence de l'Assemblée et perdent la présidence de trois commissions. Cette décision est suivie, le 16 janvier, par la révocation de deux maires communistes, ceux des XI[e] et XX[e] arrondissements.

70. Dès la première élection partielle en janvier 1948 à Malakoff, le P.C.F. enregistre une nette progression.

71. Le 28 mai se crée un cartel interconfédéral F.O.-C.F.T.C., dit « Cartel de la Baisse », alors que la C.G.T. réclame une hausse des salaires de 20 %.

72. Les plus durables et les plus actifs seront, au début des années 1950, les « comités Henri Martin ».

73. Outre les rapports présentés devant les organismes dirigeants du P.C.F. et

les articles disséminés dans la presse, les textes les plus significatifs sont datés de la fin 1949 : une brochure largement diffusée sous le titre *La Yougoslavie sous la terreur de la clique Tito* (datée du 10 octobre 1949) et une étude de Dominique Desanti, *Masques et visages de Tito et des siens.*

74. Parmi les effets directs, la spectaculaire rupture avec des intellectuels et notamment avec Jean Cassou et Vercors.

75. Cf. le rapport de G. Cogniot au Comité central de décembre 1949, sur « la lutte contre les assassins et les espions de la clique Tito » (publié en brochure).

76. La presse communiste rend compte du déroulement des procès de Rajk et de Kostov et approuve sans réserve les condamnations prononcées

77. Le « Cartel de la baisse » fait état de ses inquiétudes dès le mois de juin. Il se dissout le 20 août et le 24 août, la C.F.T.C. réclame une augmentation de salaire. Le 10 septembre, F.O. elle-même décide de réclamer l'échelle mobile, une indemnité mensuelle de vie chère de 3 000 F et le relèvement des allocations familiales.

78. Le plan Mayer était déjà inquiétant (« la manière de M. R. Mayer est assez brutale », reconnaît J. Chapsal); l'arrivée aux Finances de Paul Reynaud confirme le glissement. Dès le printemps 1948, les anciens pétainistes redressent la tête en organisant publiquement un banquet. Par ailleurs, le mois d'avril voit une initiative spectaculaire de René Pleven qui envisage un rapprochement avec le R.P.F.

79. Voir à ce sujet un article de G. Martinet paru au début de 1949 dans les *Cahiers internationaux* (cette revue rassemblait des personnalités favorables à l'unité avec les communistes; parmi les noms principaux ceux de P. Nenni, Ch. Bettelheim, A. Le Leap, J. Duret, etc.).

80. En août, grève dans les Houillères du Nord et chez Schneider; en septembre, grève des ouvriers boulangers de Paris, des services publics, dans la métallurgie et l'aéronautique.

Le gouvernement est lui-même contraint de céder une augmentation de 15 %, mais comme l'indique l'*Année politique 1948*, « les hausses de prix décidées furent toutefois d'une telle ampleur qu'elles absorbèrent l'augmentation des salaires » (p. 167).

Le 24 septembre a lieu une grève générale d'avertissement de deux heures, décidée par le Cartel F.O.-C.F.T.C.-C.G.C. et soutenue par la C.G.T.

81. La volonté répressive de Jules Moch est telle qu'il doit être tempéré en Conseil des ministres par des hommes comme Schumann et Queuille! (cf. V. Auriol, *op. cit.*, t. 2, p. 491). La lecture de ses *Mémoires* montre qu'il était convaincu de l'existence d'un « complot » communiste; assez pour préparer par anticipation la grève des mineurs. D. Mayer a dit de lui que « le tempérament de J. Moch a certes été toujours un peu guerrier » (entretien du 23 juin 1979, publié dans les *Cahiers Léon Blum*, n° 6-7-8, décembre 1979-juillet 1980, p. 161). Notons que c'est à l'occasion de ces grèves que fut réorganisé le corps préfectoral avec l'utilisation des I.G.A.M.E., créés en mars 1948. Sur les opérations militaires de J. Moch, voir encore Cl. Angeli et P. Gillet (*La Police dans la politique 1944-1954*, Paris, 1967), qui montrent entre autres comment J. Moch — et V. Auriol par la même occasion — pouvait se laisser très facilement convaincre par le Commissaire Dides, lorsque ce spécialiste de l'anti-communisme lui faisait de nouvelles révélations sur les « complots » fomentés par le P.C.F. et les Soviétiques.

82. C'est à cette occasion qu'eut lieu une séance mouvementée de l'Assemblée où Jacques Duclos démonta point par point l'accusation du ministre de

l'Intérieur et retourna l'accusation contre la presse socialiste (discours du 19 novembre, publié en brochure sous le titre *Qui donc reçoit des fonds de l'étranger?*).

83. Il est à noter toutefois que, parmi les critiques adressées à Lecœur au XIII[e] Congrès du P.C.F. en 1954, on relève l'accusation de n'avoir pas voulu arrêter la grève au moment opportun et d'avoir ainsi favorisé son « pourrissement ».

Dans le cas italien, rappelons que le 14 juillet P. Togliatti est victime d'un grave attentat à sa sortie de la Chambre; une grève est lancée en riposte qui est l'occasion de très violents affrontements. A tel point que certains historiens ont cru possible de déceler une tendance chez Secchia à croire possible une issue non parlementaire (cf. l'introduction d'Enzo Collotti, à l'*Archivio P. Secchia*, op. cit. p. 105).

84. « Non il n'y a pas de place pour un socialisme dit national », affirme V. Michaut (*Cahiers du Communisme*, n° 9, septembre 1948) qui ajoute qu'il n'y a qu'un seul socialisme et que « sa valeur est universelle, son essence est internationale ».

85. Devant le Comité central de juillet qui évoque le cas yougoslave, Maurice Thorez insiste de nouveau sur les particularités des démocraties populaires : « Nous sommes en présence d'une République populaire et non d'une République socialiste puisqu'au pouvoir sont tout à la fois les représentants des ouvriers, des paysans, des intellectuels progressistes, des éléments de la petite bourgeoisie et de la moyenne bourgeoisie. » Il suit en cela à peu près exactement le rapport Jdanov (en y ajoutant, pour le cas français, la petite et la moyenne bourgeoisie).

En septembre 1948, Etienne Fajon parle encore — en citant d'ailleurs Jdanov — d'un « nouveau type d'Etat » et Michaut (dans l'article cité qui marque pourtant un net infléchissement) définit les démocraties populaires comme « un régime démocratique de type nouveau ».

Un premier ajustement est perceptible avec la reproduction du rapport de Bierut devant le C.C. du Parti ouvrier polonais en septembre; or, Bierut, qui se livre à une critique virulente de la « déviation nationaliste de droite » de Gomulka, insista sur l'identité qualitative de la voie soviétique et de la voie polonaise, qui n'en est que la « simple variante ».

86. Ce Congrès marque en effet un tournant décisif dans la réflexion du mouvement communiste. On y constate un phénomène significatif : dans son rapport d'ouverture, G. Dimitrov, tout en définissant la démocratie populaire par son contenu de « dictature du prolétariat », insiste encore sur la différence avec la forme soviétique. Or, le même Dimitrov revient sur le problème dans son discours de clôture; mais c'est pour critiquer explicitement ceux qui insistent sur les différences alors, dit-il, que l' « essentiel » est l'identité entre la voie soviétique et celle des démocraties populaires. Il est à noter que c'est en rendant compte de ce congrès, dans le numéro de février 1949 des *Cahiers du Communisme*, que G. Cogniot (qui ignore les différences entre l'introduction et la conclusion de Dimitrov) évoque, pour la dernière fois à ma connaissance, l'interview au *Times* de 1946. Cette interview sera ensuite « oubliée » jusqu'en 1956.

87. On en viendra d'ailleurs, à condamner « l'idéalisation de certaines particularités françaises » : c'est ce que fait V. Michaut en février 1950. Précisant que cette idéalisation « conduit à chercher en dehors de l'expérience du mouvement ouvrier international et plus particulièrement en dehors de l'expé-

rience de l'U.R.S.S. et du Parti bolchevique les formes et méthodes de lutte par le socialisme », V. Michaut ajoute encore que « franciser le concept de dictature du prolétariat, c'est l'édulcorer ».

Notons qu'en 1950 une critique analogue se retrouve au Japon où on critique violemment les thèmes de la « naturalisation du marxisme-léninisme sur le sol japonais » avancées par le dirigeant communiste Osaka en janvier 1947 et en juin 1949 (in : *P.P.D.*, n° 61, 6 janvier 1950).

Le seul dirigeant à maintenir — dans une certaine mesure — la démarche originale de la Libération semble être P. Togliatti. En avril 1951, il justifie encore l'attitude du P.C.I. à la Libération, explique pourquoi « nous ne pouvions présenter la solution de la dictature du prolétariat » et ajoute : « [...] les lignes politiques essentielles que nous avons proposées à l'Italie immédiatement après la fin de la guerre restent les mêmes bien que les conditions politiques aient changé ».

88. Des formes extrêmes de cette démarche se retrouvent périodiquement. Par exemple dans un article de mars 1951, J. Berlioz écrit : « Ce serait du bavardage que de prétendre déterminer aujourd'hui la voie qui mènera à une extension inconnue jusqu'ici de la pratique de la démocratie par les masses laborieuses; il suffit que la perspective lui en soit ouverte et qu'il sache que le marxisme-léninisme lui donne en principe la méthode vérifiée pour se débarrasser une fois pour toutes de la dictature bourgeoise. »

89. Le 20 février, le premier embryon de direction adopte un Appel rédigé par J. Cassou; c'est le 13 mars qu'est annoncée officiellement la création du Mouvement en même temps qu'on publie un manifeste en 5 points.

L'Humanité appelle dès le début à signer l'appel des résistants. *P.P.D.* évoque l'action des Combattants de la Liberté le 1er juillet; à la fin de l'année, toujours dans la revue du Kominform, G. Cogniot expliquera que « les Assises de la Paix et de la Liberté semblent bien ouvrir la voie à un rassemblement des forces démocratiques allant plus loin que ne put jamais aller le Front populaire dans l'histoire passée de la France ».

90. La délégation française comprenait notamment M. Bedel, Julien Benda, Louis Daquin, Paul Eluard, Y. Farge, F. Joliot-Curie, Fernand Léger, Léon Moussinac, Pablo Picasso, P. Seghers, R. Vailland, Vercors, H. Wallon, M. Willard.

91. Le Congrès fut notamment secoué, dès le premier jour, par une intervention virulente d'A. Fadéev contre « les agents littéraires de la réaction impérialiste ». « Si les chacals pouvaient apprendre à taper à la machine, et si les hyènes savaient manier le stylo, ce qu'ils composeraient ressemblerait sans doute aux livres des Millers, des Eliots, des Malraux et autres Sartre » (compte rendu officiel du Congrès, p. 20). Cette intervention provoque le départ du Britannique A. Huxley.

92. Le 1er septembre, P.P.D. consacre un court article sans commentaire au Congrès de Wroclaw.

Mais le 15 septembre, la revue associe l'hommage rendu à Jdanov (qui vient de mourir) et l'invitation à appliquer les décisions de Wroclaw : les deux événements sont l'occasion de revenir sur le nécessaire travail parmi les intellectuels.

93. Ils ont été publiés en brochure.

94. C'est à l'automne qu'apparaissent les premières critiques. Par exemple, dans *P.P.D.* le 23 septembre, R. Guyot, qui met en garde contre l' « économisme », explique qu' « on ne peut lutter contre la misère si l'on ne se dresse en

même temps contre le pacte atlantique. Il faut mettre au premier plan notre lutte pour la paix ».

Le 9 décembre 1949, E. Fajon précise les critiques devant le Comité central : « Il est vrai que la lutte revendicative et la lutte pour la paix sont aujourd'hui intimement liées. Mais il serait faux d'en déduire que c'est essentiellement par la lutte revendicative que le mouvement syndical doit contribuer à la bataille pour la paix. »

95. Au début 1950, on constate tout de même une correction dans cette appréciation, après les difficultés du début de l'année. Au C.C. du 23 juin 1950, M. Thorez reprend la critique de l' « économisme », mais en indiquant que cela ne doit pas aboutir à négliger les revendications.

96. Ce mouvement coïncide avec le début de la publication par ordre chronologique, des *Œuvres* de M. Thorez.

97. A noter que plusieurs interventions au XII[e] Congrès insistent sur la faiblesse numérique des comités de paix d'entreprise.

98. On trouve des formes de réflexion qui poussent cette critique à l'extrême. Par exemple, en 1950, est publiée en français une brochure de J. Revai sur « la littérature et la démocratie populaire. A propos de G. Lukács » (éditions de *la nouvelle Critique*). Il y explique entre autres que Lukács « considère comme sectaire la politique communiste *d'avant le Front populaire*, dont le but stratégique était la dictature du prolétariat. D'après le camarade Lukács, la politique communiste juste date de l'époque de la lutte contre le fascisme, de la politique de Front populaire et de la définition du but stratégique de la démocratie populaire. Il oublie que ce ne fut là qu'un *détour* historique que le fascisme nous avait obligé à emprunter. Il ne s'agit nullement de l'abandon d'une politique erronée, sectaire dans son ensemble, qui aurait fait place à une politique populaire juste. » (p. 11).

On ne trouve bien sûr pas de thème analogue chez les auteurs français, mais la reprise massive des citations de la période « classe contre classe » fonctionne de fait comme critique implicite de l'époque postérieure.

99. Pour se distancier de 1945, M. Thorez déclara ainsi publiquement au « Vel' d'Hiv' », le 25 octobre 1949 : « [...] les responsables de la politique suivie depuis trente mois ne sauraient trouver place dans un gouvernement d'union démocratique ».

100. Cf. le rapport d'E. Fajon devant le C.C. de septembre 1947 (publié dans les *Cahiers du Communisme* d'octobre et de novembre 1947).

101. La presse communiste rend largement compte de ces critiques en les reprenant entièrement à son compte. (Cf. Léon Lavallée, in *Cahiers du Communisme*, décembre 1948.)

102. Dès avril 1948, V. Michaut part de la critique adressée à Varga pour proposer une analyse de l'économie française en trois rubriques : « parasitisme impérialiste », « malthusianisme des trusts » et « catastrophe économique et réaction politique » (*Cahiers du Communisme*, avril 1948).

103. La formule est officiellement employée dans la résolution du Comité central en date du 23 juin 1950. Le contenu de cette expression se trouve notamment explicité dans des articles des *Cahiers du Communisme* (cf. J. Baby en septembre et Jean Servant en novembre 1950).

104. La critique de la pratique développée dans les comités d'entreprise se développe fortement dans l'année 1949. Elle se mène aussi bien dans le P.C.F. que dans les syndicats (cf. les interventions de B. Frachon contre les « porte-

serviettes » et celles de Monmousseau contre les « babebibobu » dans *la Vie Ouvrière*).

105. Toutefois, ce mouvement est préparé dans l'année 1948. Dans un discours prononcé à Waziers, le 20 juin 1948, M. Thorez critiquait explicitement l'« Etat-patron » qui « modifie du tout au tout la nature même des nationalisations, tend à leur enlever le caractère de progrès démocratique limitateur de l'exploitation capitaliste, pour en faire au contraire un moyen plus raffiné de l'exploitation capitaliste ».

Les thèmes développés à la fin de l'année ne sont donc pas à proprement parler nouveaux; mais ils sont systématisés et la tonalité générale du discours sur les nationalisations est modifiée.

Alors que Thorez revient en permanence sur la période précédente en la valorisant, A. Lecœur affirme brutalement que « les mineurs (...) ont fait, par leur propre expérience, la découverte que de telles « nationalisations » ne sont pas leurs affaires, ne sont pas l'affaire de la nation, mais, au contraire, l'affaire des capitalistes, dont les intérêts sont mieux défendus par l'Etat-patron à leur service qu'ils ne le seraient pas eux isolément ». (*Cahiers du Communisme,* n° 12, décembre 1948.)

Dans un article de *France Nouvelle* daté du 8 janvier 1949, il affirme même (après avoir aussi évoqué le cas de Renault) que « si les mineurs avaient eu devant eux les anciennes compagnies minières, celles-ci auraient cédé ».

106. En janvier 1949, F. Billoux critiquait explicitement l'emploi de la notion de fascisation dans les *Cahiers du Communisme.*

107. L'emploi de la notion de « parti américain » se complète par un refus : celui des notions de « droite » et de « gauche ». Le rapport de M. Thorez en octobre 1947 lançait l'idée que cette opposition est désormais dépassée; cette affirmation est périodiquement reprise dans la presse communiste. On la trouve encore dans la bouche de J. Duclos devant le C.C. en décembre 1949 : « la division entre « droite » et « gauche » ne correspond plus à rien au moment où les hommes et les organisations se classent en adversaires et partisans du camp impérialiste. »

108. A quoi il convient d'ajouter que selon les chiffres donnés par le même Servin au XIVe Congrès de 1956, les effectifs de 1955 se situeraient aux alentours de 390 000, alors que cette année — toujours selon lui — était la première à voir se stabiliser les effectifs, ce qui situe les effectifs de 1954 fortement au-dessous des 400 000 adhérents

109. Les organisations de jeunes connaissent le même processus de diminution. En janvier 1945, les effectifs sont de 92 919; au XVe Congrès en 1959, M. Servin donnera pour 1953 le chiffre de 40 000 adhérents (U.J.R.F. + U.J.F.F.).

110. Au XIIe Congrès, A. Lecœur donne des exemples de cette diminution : dans la Seine, 314 cellules d'entreprises de moins qu'en 1947; dans les Bouches-du-Rhône, 256 de moins qu'en 1945; dans le Rhône, 46 de moins qu'en 1945 (notons qu'à la Conférence nationale de mars 1953, J. Cagne annoncera 90 cellules d'entreprises de moins qu'en 1949).

On connaît par ailleurs l'exemple de Renault qui comptait, en 1937, 7 500 adhérents; en 1949, le chiffre est officiellement tombé à 1 800; on en dénombrera 1 000 en 1956.

Au total, selon M. Servin en 1954, seulement 26 % de cellules d'entreprise (contre 32 % en 1938) et 22 % des adhérents le sont sur ces cellules.

111. Les chiffres de la répartition socio-professionnelle des *adhérents* sont

donnés par Servin au Congrès en 1954 (calcul fait sur 153 163 talons de cartes) : il indique que les ouvriers d'industrie et des arsenaux sont 38 % (auxquels il convient d'ajouter les communistes travaillant à la S.N.C.F., à l'E.D.F.-G.D.F. et aux P.T.T. et les ouvriers agricoles). Le même Servin dans *l'Humanité* du 6 mai 1954 donnait d'autres chiffres portant sur un échantillon plus réduit : pour les ouvriers d'industrie on retrouve le même pourcentage, auxquels s'ajoutent cette fois les services publics (10 %) et les ouvriers agricoles (3 %).

On peut donc considérer que près de la moitié des adhérents du P.C.F. sont alors des ouvriers.

112. Au XIII[e] Congrès, M. Servin fait toutefois état de carence en indiquant que 24 % des adhérents syndicalisables à la C.G.T. n'étaient pas syndiqués; le pourcentage est plus élevé dans le cas des exploitants agricoles communistes dont 50 % ne sont pas syndiqués à la C.G.A.

113. A tel point que *France Nouvelle*, le 2 décembre 1950, consacre un très sérieux article au « surmenage des militants »! Il y est conseillé de prendre du repos et de dormir...

114. De nombreuses indications chiffrées, empruntées notamment à la revue *Sondages*, se trouvent rassemblées dans l'ouvrage de Duncan Mac Rae J., *Parliament, Parties and Society in France 1946-1958*, New York-London, 1967.

Il constate notamment que les baisses enregistrées entre 1947 et 1951 se traduisent par des augmentations de l'abstention, mais pas par des transferts de voix sur d'autres partis.

Il cite un sondage suggestif de l'I.F.O.P. publié en février 1952 : 72 % des électeurs communistes déclaraient avoir assisté à des réunions publiques, 62 % avaient versé de l'argent, 34 % avaient vendu des journaux et collé des affiches, 54 % avaient essayé de convaincre d'autres personnes de voter communiste.

115. En avril 1949, devant la Conférence nationale, M. Kriegel-Valrimont donne les chiffres suivants : *l'Humanité* tire à 260 000 exemplaires sur Paris (sur un total de 2 230 000) et *Ce Soir* 265 000.

116. Selon *Esprit*, avril 1954.

117. Le 1[er] octobre, la revue du Kominform relance la diffusion de l'*Histoire...*, en l'accompagnant d'un grand portrait de Staline et en établissant explicitement la liaison entre l'analyse du Kominform en 1947 et « l'appréciation de la situation internationale que le Camarade Staline a donnée en 1938 ».

118. Dans le domaine de la peinture, l'étude la plus pertinente est celle de Jeannine Verdès-Leroux, « L'art de parti : le Parti communiste français et ses peintres 1947-1954 », in *Actes de la Recherche en sciences sociales*, n° 28, juin 1979.

119. Sont donc alors valorisés l'apport des dirigeants au développement des sciences (cf. le numéro spécial des *Cahiers du Communisme* consacré aux soixante ans de M. Thorez en avril 1950) et surtout les mérites de la science soviétique et ceux des théoriciens du P.C.(b) de l'U.R.S.S.

120. La notion de modèle est développée dans de nombreux articles de *P.P.D.*, tout particulièrement en 1950; déjà en octobre 1948, en même temps que l'*Histoire du P.C.(b) de l'U.R.S.S.*, la revue avait mis en avant le caractère « unique » de ce modèle.

121. Il convient de noter que la référence à des modèles n'est pas une caractéristique propre au seul P.C.F. Ainsi R. Quilliot note-t-il (*la S.F.I.O. et l'exercice du pouvoir 1944-1958*, Paris, 1972, p. 370) le poids du modèle britannique dans la S.F.I.O. — et cela en fait depuis le Congrès de Tours

(cf. l'intervention de M. Sembat). Il cite notamment ce texte d'E. Weill-Reynal (*Revue socialiste,* décembre 1950) : « Pour nous, socialistes français, nous avons choisi. C'est vers la Grande-Bretagne que nous tournons nos regards. »

122. Son éloignement, à partir de la fin 1950, accentue le trait.

Cf. A. Lecœur, devant le C.C. de septembre 1951 : « Le Camarade M. Thorez est donc pour nous le modèle d'application de la théorie marxiste-léniniste aux conditions de notre pays. » Il ajoute alors que ses *Œuvres* représentent « une aide pratique et directe pour résoudre les problèmes actuels ».

123. Ainsi, en décembre 1949, M. Thorez déclare devant le C.C. qu'« il faut veiller à la fois à la quantité et à la qualité de nos effectifs. Nous entrons dans une période où la qualité sera déterminante ».

La lecture de cette dernière phrase fut telle que dans le numéro de *France Nouvelle* du 7 janvier, L. Mathey (qui appartient à la Section d'Organisation) doit critiquer ceux qui interprètent la formule « dans un sens restrictif ». Il apparaissait en effet que la démarche tendait à freiner les initiatives de recrutement.

124. L'un des indices les plus nets est le regroupement, en 1951, des « indépendants » et des « paysans » dans le Centre National des Indépendants et Paysans (C.N.I.P.), dont le principal dirigeant est Roger Duchet.

125. Les années 1948 et surtout 1949 avaient vu déjà la multiplication des attaques contre la presse communiste et syndicale. L'apogée fut alors atteinte après la déclaration du B.P. de septembre 1948 et celle de M. Thorez en février 1949.

126. Le 18 mars 1950 est voté un texte sur la répression des actes de sabotage. Outre la répression des malfaçons et des détériorations de matériel de guerre, ce texte prévoit la réclusion en cas « d'entraves violentes à la circulation de matériels; de participation en connaissance de cause à une entreprise de démoralisation de l'armée ayant pour but de nuire à la Défense nationale ». Plus grave : le texte prévoit la réclusion aussi en cas de « participation volontaire à une action commise en bande à force ouverte ayant pour but et pour résultat l'un des crimes prévus ».

127. Quelques exemples pour les deux premiers mois de 1950 : le 25 janvier, G. Tessier est révoqué de son poste de directeur du C.N.R.S. : le 3 février, suspension du maire de Vitry; les 6 et 10 février, interventions policières contre *la Voix des Charentes* et *Liberté;* le 27 février, procès de Jeanne Pitaval à Saint-Etienne pour avoir demandé aux ouvriers de l'arsenal de Roanne de ne plus fabriquer de tanks.

Le 28 avril, c'est au tour de F. Joliot-Curie d'être révoqué de son poste de haut-commissaire à l'Energie atomique pour ses « déclarations politiques et son acceptation sans réserve des résolutions votées par le Congrès de Gennevilliers du Parti communiste ». (Déclaration de P. H. Teitgen à l'issue du Conseil des ministres. *Année politique* 1950, p. 286.)

En avril, on discute même à la Commission de l'intérieur, sur initiative de la droite, d'une éventuelle interdiction du P.C.F. : le projet est repoussé, mais on note l'abstention des commissaires S.F.I.O. et M.R.P.

En octobre 1950, ce sera le procès et la condamnation d'Henri Martin, ancien F.T.P., second-maître mécanicien. Une accusation de sabotage lancée contre lui échoue dans un premier temps : il est déclaré non coupable. Il est pourtant condamné à cinq ans de réclusion pour diffusion de tracts communistes. Toujours en octobre, une majorité se prononce au Parti radical pour l'épuration des

administrations et pour l'incompatibilité entre l'appartenance au Parti communiste et l'exercice d'un emploi dans la Fonction publique.

128. Le secrétaire d'Etat à la Marine, Matthew, évoque directement la possibilité d'une guerre préventive en août. Les remous suscités par cette déclaration contraignent même D. Acheson à le désavouer publiquement.

129. En 1956, P. Togliatti révéla que Staline lui avait proposé en 1950 de prendre la tête du Bureau d'information. Des éléments d'appréciation contradictoires, dans les souvenirs de Nilde Jotti et de Pietro Secchia dans *Rinascita*, du 3 avril 1970. Cf. aussi l'*Archivio Secchia, ouv. cité*, p. 229 et suiv.

Peut-être cette affaire traduit-elle la volonté d'éloigner Togliatti de la scène italienne — sans qu'on puisse exactement cerner les motifs de cette démarche —; en tout cas elle eût pu aboutir, compte tenu de l'expérience et du prestige du dirigeant italien, à un renforcement de l'influence du Kominform.

130. La lecture des discours d'investiture ou celle du Journal d'Auriol montre bien cette volonté explicite de ne pas laisser aux communistes le « monopole de la paix ».

131. Le décret de la Congrégation du Saint-Office du 13 juillet 1949 indiquait qu'un catholique ne peut s'inscrire au P.C., participer aux revues communistes ou même lire les écrits communistes. Il ajoute que « le fidèle qui professe les doctrines matérialistes et anti-chrétiennes des communistes et, en premier lieu, ceux qui défendent ou propagent ces doctrines, encourent *ipso facto*, en tant qu'apostats de la foi catholique, l'excommunication réservée par le siège apostolique ».

Notons que ce décret suscite une violente riposte de la presse communiste qui argumente sur la liaison Eglise-capitalisme avec une dominante : l'Eglise est désignée comme une puissance capitaliste.

132. Du nom du travailliste Bevan.

133. Simple manœuvre politicienne? Expression réelle d'une crainte devant la guerre d'une fraction de l'opinion? Traduction d'une politique prudente de la part de certaines fractions des classes dirigeantes? Les différentes analyses se succèdent ou s'enchevêtrent sans que semble se dégager une attitude parfaitement cohérente que rendent difficile les ambiguïtés des protagonistes du « neutralisme ».

134. Cette utilisation est d'autant plus facile que l'U.R.S.S. ne participe pas alors aux travaux du Conseil de Sécurité.

135. Le 20 juillet, se tient à Fontainebleau une conférence militaire des « Cinq ». A la fin août, un mémorandum français réclame une aide américaine accrue, un renforcement du potentiel militaire anglo-saxon en Europe et une intégration plus poussée. Le caractère collectif de l'entreprise devrait être matérialisé par l'institution d'organes centraux de conception et de direction, à la fois dans le domaine politique et économique, par l'unité du commandement militaire et l'établissement d'un système financier destiné à centraliser et à gérer de la façon la plus efficace la plus grande partie possible des ressources consacrée par chacun des pays aux besoins de la défense. (Cité dans l'*Année politique* 1950, p. 365.)

136. Dès le 25 juillet, le général américain Mac Cloy déclare : « Il faudra bien donner aux Allemands les moyens de se défendre si une agression a lieu. » Précisons qu'à cette époque le général de Gaulle est partisan de cette intégration. Le 28 juillet, première application concrète : les Hauts-commissaires occidentaux autorisent le gouvernement fédéral à armer 10000 hommes. Le 11 septembre,

Truman fixe à 10 divisions la participation allemande à l'effort de défense et, le 26 novembre, les Douze se mettent d'accord pour affirmer « que l'Allemagne devrait être mise en mesure de contribuer à la mise en état de la défense de l'Europe occidentale ».

Enfin, en décembre, l'américain Spofford (qui préside le comité des « Suppléants ») propose de créer, sans attendre l'armée européenne, des unités de combat allemandes de 5 à 6 000 hommes.

137. Ce remplacement se fait à l'occasion du C.C. d'avril 1951. Lors de cette session, le rapport présenté par Lecœur fait le point de la démarche communiste et accentue son orientation prioritaire autour de la question de la paix.

138. En 1951, le P.C. de Grande-Bretagne publie son programme : « La voie de la Grande-Bretagne vers le socialisme. » Ce texte est publié dans la revue *Paix et Démocratie*, mais ne suscite pas de commentaires en France.

139. Au début de 1952 est publiée une « lettre d'Auguste Lecœur aux secrétaires et trésoriers de cellule ». Cette lettre constatait le déclin d'activité des cellules et proposait « de donner la responsabilité d'instruction politique de la cellule à quelques-uns des membres les plus conscients et à qui il faut confier la tâche de parrainer ceux qui assistent régulièrement ou pas du tout aux réunions de cellule ». Cette lettre théorisait sur l'« inégalité » des militants communistes, présentée comme « absolument normale ». Cette démarche fut fortement défendue par A. Lecœur et la mise en application fut tentée sous le contrôle étroit de la Commission d'organisation, mais elle se présentait alors comme une décision collective de la direction du P.C.F. Elle est critiquée dès l'automne 1953 et fera partie des griefs principaux adressés à Lecœur en 1954.

Quelles que soient les conditions de maturation de cette décision, elle est avant tout une tentative de réponse étroitement organisationnelle à des problèmes de nature politique plus large; apparaissant d'abord comme une solution concrète aux difficultés vécues du militantisme, la mesure fit apparaître plutôt ses défauts que des avantages.

140. Les premières analyses insistent sur le « succès » ou bien limitent les pertes aux secteurs des couches moyennes; la direction valorise alors le maintien en milieu ouvrier, ce qui ne correspond pas aux résultats réels. Ainsi la direction fédérale de la Seine évoque-t-elle la « consolidation » des positions dans la classe ouvrière; lors de la Conférence fédérale du début 1953, le rapport de R. Guyot reviendra de façon autocritique sur cette appréciation en insistant sur le recul par rapport à 1946 (127 000 voix en moins) et en ajoutant que « dans plusieurs arrondissements de Paris et communes de la Seine, nous étions en dessous de nos positions électorales d'avant-guerre (1936-37) ».

141. Les événements de cette année sont décrits plus longuement dans le n°s 29-30 (1979) des *Cahiers d'Histoire de l'I.M.T.*

142. Elle était composée de Léon Mauvais, Marcel Servin et Gaston Auguet.

143. Il est nécessaire en particulier de rappeler que, selon toute vraisemblance, la police bénéficiait de sources de renseignements haut placées. (Cf. Angeli-Gillet, *op. cit.*, p. 303-304.) Les années 1950 et 1951 avaient marqué la recrudescence des opérations policières, des provocations organisées (par exemple, l'affaire de Grenay dans le Pas-de-Calais) et des violences contre les militants et les sièges d'organisations

144. La lecture des textes publics confirme l'idée que Tillon continue après 1950 à valoriser la forme du « conseil communal », alors que le Mouvement de la paix, après des hésitations en 1950, s'oriente de façon prioritaire vers le

développement des « comités de paix ». L'organisation en « conseil communal », (renforcé par le principe pyramidal de l'élection) pouvait tendre à structurer le Mouvement de la Paix selon le modèle des organisations traditionnelles. Le « comité de paix », structure plus souple, laisse beaucoup plus de place à l'initiative des organisations (syndicats et P.C.F.) qui s'engagent sur le terrain de la paix : le comité apparaît d'autre part comme un moyen de pallier — par le biais de l'action syndicale — une faiblesse très tôt constatée : celle de l'organisation sur l'entreprise de l'action pour la paix.

145. On tend à considérer que le XIX[e] Congrès préparait une nouvelle vague de répression en U.R.S.S., ce qu'annonça l' « affaire des blouses blanches » à la fin de l'année. Il est de fait que l'insistance sur la critique et l'autocritique précède traditionnellement, dans le P.C. soviétique, les mouvements d'épuration (ce fut le cas avant guerre avant les procès; ce fut encore le cas au printemps 1948, dans les années 1930, avant la mise au ban de la Yougoslavie).

146. En 1950 et 1951, la formule du Front populaire était significativement déplacée (« la paix, le pain, la liberté »). M. Thorez revient sur l'ordre antérieur dès avant le XIX[e] Congrès.

147. La déclaration de Maurice Thorez est rendue publique au lendemain du C.C. du 22 février 1949. Elle se présente comme une réponse à la question posée par l'hebdomadaire *Carrefour*, le 20 octobre 1948, sur le thème : « Si l'armée rouge occupait Paris, que feriez-vous? » Le texte proposé par M. Thorez se caractérise par sa formulation volontairement prudente, par l'usage du conditionnel, qui empêche toute poursuite légale. Réaffirmant le caractère « par définition » pacifique de l'U.R.S.S. et condamnant la politique atlantique, M. Thorez terminait par ces mots : « Si les efforts communs de tous les Français épris de liberté et de paix ne parvenaient pas à ramener notre pays dans le camp de la démocratie et de la paix, si par suite notre pays était entraîné, malgré sa volonté, dans une guerre antisoviétique, et si dans ces conditions l'armée soviétique, défendant la cause des peuples, la cause du socialisme était amenée à pourchasser les agresseurs jusque sur notre sol, les travailleurs, le peuple de France, pourraient-ils se comporter envers l'armée soviétique autrement que les travailleurs, que les peuples de Pologne, de Roumanie, de Yougoslavie, etc.? »

Ce texte soulève immédiatement un tollé général, déclenche une campagne de presse qui se prolonge à l'Assemblée avec des demandes de levée de l'immunité parlementaire de M. Thorez. Il est encore interprété, dans les travaux historiques contemporains, comme la marque d'une servilité manifeste à l'égard de l'U.R.S.S., la volonté d'apparaître à tout prix comme le bon élève de Staline (cf. Robrieux). Cette approche ignore délibérément les faits suivants : l'impact dans la vie politique française est voulu, puisque le texte est publié à part dans *l'Humanité* et fortement mis en valeur dans toute la presse communiste; s'il est officiellement daté du 22 février, il est en fait prononcé pour la première fois le 6 février, devant la Conférence fédérale de la Seine (ce qu'ignore Robrieux, abusé sans doute par le *Manuel* de 1964 et par le fait, pourtant significatif que *l'Humanité,* rendant compte de la conférence ne cite pas le passage qui est toutefois restitué dans la brochure publiée dans la suite, avec la mention de l'accueil très favorable de la salle). Il y a donc bien là une décision longuement mûrie, qui est d'abord « testée » devant l'organisation communiste, au moment où elle s'oriente vers la lutte pour la paix. Celui qui lira attentivement la presse dans les 8 jours qui précèdent le 22 février trouvera d'ailleurs des thèmes analogues, par exemple, dans un article de Courtade, dans *l'Humanité* daté du 19 février (« A l'automa-

ticité des alliances militaires doit répondre l'automaticité des forces démocratiques en cas d'agression. »)

Enfin, il est à noter que des déclarations analogues, fût-ce avec des nuances de forme, sont faites par d'autres partis communistes, et entre autres par Togliatti.

Il est donc évident que le P.C.F. s'engage sur ce terrain en toute connaissance de cause, en sachant parfaitement les effets de son intervention et en acceptant les risques d'une incompréhension à court terme dans la population. Peut-on raisonnablement penser que les félicitations du P.C. soviétique pouvaient, pour lui, compenser ces graves inconvénients, quand les élections partielles de Grenoble venaient de confirmer son enracinement électoral. En fait, la décision de la direction procède d'une logique à plusieurs temps. Nous sommes alors en pleine discussion politique sur les bienfaits ou les méfaits du pacte Atlantique, après la mise en place en janvier du Conseil de l'Europe; par ailleurs le 16 février, alors qu'on est en plein blocus de Berlin, les Occidentaux procèdent à l'unification douanière de leurs trois zones en Allemagne, ce qui annonce déjà la création de la R.F.A. (annoncée le 8 mai). En même temps, une campagne d'opinion se développe pour préparer à l'idée d'une guerre possible avec l'U.R.S.S. Le P.C.F. intervient donc ponctuellement pour réaffirmer la validité fondamentale du traité franco-soviétique opposé au pacte Atlantique; la déclaration de Thorez vise à casser une campagne politique en poussant jusqu'à son terme et jusqu'à la mise en garde, l'hypothèse du conflit contre l'U.R.S.S. Il est d'ailleurs à noter que la déclaration — qui désarme quelque peu les milieux politiques par son habileté formelle — semble mettre fin à ce type de campagne : elle n'est pas à proprement parler aberrante, même à court terme. D'autre part, la déclaration s'intègre fortement dans une vision plus large : le procès Kravchenko qui s'ouvre en janvier relance le thème selon lequel combattre l'antisoviétisme, c'est combattre pour la paix. En rendant public le passage prononcé devant la Conférence fédérale de la Seine, la direction du P.C.F. procède selon une authentique orientation à long terme : gagner la population française à l'idée de l'amitié avec l'U.R.S.S. apparaît comme une nécessité de type stratégique et qui doit donc faire l'objet d'un travail en profondeur, même s'il s'avère au départ difficile.

C'est ce type de logique, à court et long terme, qui produit la déclaration de Thorez et pas fondamentalement la démarche psychologique de celui qui la prononce.

8. L'ANNÉE 1956

Roger Martelli

1. Le thème du « Front républicain » prend la suite du « Front démocratique et social », lancé en juin 1953 par la S.F.I.O. et qui échoue tout aussitôt.

Sur toute la période, voir l'*Histoire du réformisme en France depuis 1920*, Editions sociales, Paris, 1976, t. 2.

2. Il est tout à fait étonnant de constater la légèreté des auteurs qui abordent cette question et qui, la plupart du temps, n'ont pas *lu* les documents accessibles ou les tronquent systématiquement. En particulier en ce qui concerne l'attitude du P.C.F. face à la notion d'indépendance.

Quelques simples citations seront faites ici, à des époques volontairement différentes, de textes officiels ou de déclarations de dirigeants.

Léon Feix (*Cahiers du Communisme*, février 1955) : évoque la fusion progressive de la nation algérienne et du sentiment national, rappelle la déclaration du 8 novembre 1954 et conclut que « l'expérience du Viet Nam doit servir pour tous les peuples encore tenus sous le joug colonial. A l'égard de tous ces peuples, il n'est pas d'autre solution possible que la satisfaction de leurs revendications nationales, compte tenu des conditions particulières de chaque pays. L'expérience vaut pour l'Algérie comme pour les autres pays coloniaux ».

J. Duclos (Rapport au C.C. le 26 janvier 1955) : dénonce les opérations militaires en Algérie. « Nous appelons les travailleurs de France à agir pour que soit reconnu le bien-fondé des revendications à la liberté du peuple algérien et pour que le gouvernement en discute avec les représentants qualifiés de l'ensemble de l'opinion publique algérienne. »

F. Billoux (Rapport au C.C. le 11 mai 1955) : « La lutte du peuple algérien pour ses aspirations nationales est en plein développement (...) la terreur en Algérie ne peut arrêter le mouvement national dans ce pays (...). Nous assurons, une fois de plus, le peuple algérien de notre solidarité la plus entière dans son juste combat pour ses aspirations nationales et sociales. »

La Résolution du C.C. de juillet 1955 : réaffirme « la solidarité avec le peuple d'Algérie, en exigeant l'abrogation de l'état d'urgence en Algérie et de la loi qui le rend possible en France, la cessation immédiate de la répression en Algérie, le retour en France des troupes et des forces de police récemment envoyées en Algérie, l'ouverture de la discussion avec les représentants qualifiés du peuple algérien en vue d'établir des rapports normaux fondés sur les légitimes aspirations nationales de l'Algérie ».

M. Servin, le 30 août 1955 : « Pour nous, communistes, les choses sont claires. Nous sommes solidaires des peuples d'Algérie et du Maroc qui luttent légitimement pour la conquête de leur indépendance nationale. » M. Thorez, le 10 octobre 1955 : « Tous les peuples de l'Union française, y compris le peuple algérien, doivent être maîtres de régler eux-mêmes leurs destinées. »

J. Duclos, à l'Assemblée nationale le 11 octobre 1955 : « La reconnaissance du droit à l'indépendance du peuple algérien est la condition première d'une politique d'association au sein d'une véritable Union française. »

L. Feix (*Cahiers du Communisme* n° 1-2 1956) : « les communistes reconnaissent pleinement, sans la moindre réticence, le droit à la libre disposition, le droit à la liberté et à l'indépendance de tous les peuples encore opprimés par les impérialistes français. »

Le problème algérien, l'attitude du P.C.F., ses formes d'analyse et les conditions de son activité méritent des études plus poussées qui n'existent pas encore. Sans doute y percevra-t-on des éléments d'hésitations, des difficultés (reflets d'une situation complexe ou d'erreurs d'appréciation sur le mouvement national). Mais cette étude suppose un minimum de sérieux pour cerner des problèmes *réels* à partir de l'activité du P.C.F. dans toutes ses dimensions.

Sur cette question, voir les souvenirs d'A. Moine : *Ma guerre d'Algérie*, Editions sociales, Paris 1979 et l'étude d'E. Mignot sur « la politique et l'action du P.C.F. pendant la guerre d'Algérie » (*Cahiers du Communisme*, n° 7-8 et 9, 1980).

3. Les débats autour de la paupérisation sont ouverts par un article de M. Thorez paru dans les *Cahiers du Communisme* en mars 1955, sous le titre : « la

situation économique de la France (Mystifications et réalités) ». Dans cet article, M. Thorez se livre à une critique serrée des thèmes triomphalistes en matière de production et de productivité : il insiste sur les phénomènes de concentration capitaliste et sur les procédés de l'exploitation capitaliste, pour conclure à la nécessité de la lutte revendicative et des transformations profondes. Quelles que soient les remarques que l'on peut faire aujourd'hui sur l'argumentation économique proposée, on doit retenir que cette polémique s'inscrit dans un contexte politique et revendicatif précis, avec des objectifs déterminés, et notamment la volonté d'assurer une pression revendicative soutenue et donc de contribuer fortement au maintien des luttes contre l'exploitation. La polémique reprendra au début des années 1960 : c'est à ce moment-là que se développent les formes les plus schématiques de théorisation. Peut-être convient-il donc de dissocier les deux phases dans l'analyse de la « paupérisation ».

4. Sur ces élections et leur préparation, on peut consulter le cahier n° 82 de la Fondation nationale des Sciences politiques sur « Les élections du 2 janvier 1956 » (sous la direction de M. Duverger, F. Goguel et J. Touchard), Paris, 1957.

5. Voir les résultats en annexe p. 442.

6. Cf. F. Goguel : dans les Elections du 2 janvier 1956, *ouv. cité.* Voir, du même, *Modernisation économique et comportement politique* Paris, F.N.S.P., 1969.

7. Sur les élections et l'électorat communiste, l'étude de base est la synthèse de J. Ranger dans le volume collectif sur *Le communisme en France,* paru en 1969 sous l'égide de la F.N.S.P.

Des compléments utiles peuvent se trouver dans l'ouvrage classique de Ph. Williams sur *La vie politique sous la IV[e] République,* A. Colin, Paris, 1972, et dans un ouvrage — disponible seulement en anglais — de D. Mac Rae : *Parliament, Parties, and Society in France, 1946-1968,* New York, 1967.

Sur les élections, voir encore la revue *Sondages,* 1960, n° 4, p. 18 et, pour le cas marseillais, A. Olivesi et M. Roncayolo : *Géographie électorale des Bouches-du-Rhône sous la IV[e] République,* A. Colin, Paris, 1961.

8. Les principaux documents ont été rassemblés dans une brochure : « M. Thorez a conduit la campagne électorale du P.C.F. à la victoire du 2 janvier 1956. »

9. Ainsi la déclaration politique du groupe socialiste le 23 janvier 1956 parle-t-elle d' « une véritable Union française fondée sur la reconnaissance des aspirations nationales des peuples d'outre-mer ».

10. Tout en affirmant que le but doit être de « rétablir la paix », et qu'il faut reconnaître à la « personnalité algérienne » de s'exprimer par une « véritable consultation populaire », il maintient néanmoins la nécessité d'une « union indissoluble entre l'Algérie et la France » et ajoute que « dans l'immédiat, le potentiel militaire des forces déployées en Algérie ne peut encore être diminué ».

Outre les ambiguïtés du discours, on note encore le 15 février la rentrée au gouvernement de J. Chaban-Delmas et de Lemaire (républicains sociaux). « Remaniement inquiétant » note alors *l'Humanité.*

11. Alors que *le Populaire* claironnait le 5 février : « Les pressions des ultras, les démonstrations de force et de violence seront sans efficacité. »

12. Le texte complet de cette loi se trouve dans l'*Année politique 1956,* p. 504.

13. En même temps, le P.C.F. réaffirme clairement sa position sur le problème algérien. E. Fajon, devant les communistes de la région parisienne, déclare le

13 avril : « Nous luttons (...) pour la reconnaissance du fait national algérien pour le droit de libre disposition d'un peuple jusqu'alors enchaîné. »

Quant à F. Billoux, il explique nettement devant le C.C. le 9 mai : « C'est en tenant compte de la nécessité absolue d'accorder l'indépendance nationale à l'Algérie et ensuite des intérêts bien compris du peuple français et du peuple algérien que nous proposons la libre association de nos deux peuples dans une véritable Union française. Le fait même qu'il s'agit d'une libre association indique donc obligatoirement et préalablement la libre disposition du peuple algérien. »

14. Le M.R.P. est de ce point de vue le plus actif. Dès le 13 janvier, sa Commission exécutive annonce que le Mouvement « s'opposera à tout gouvernement qui n'aurait pas préalablement et définitivement répudié les voix communistes ». Le Comité national réitère le 23 janvier, en indiquant qu'il « se déclare opposé à toute majorité de Front populaire et à tout gouvernement qui lui laisserait la voie ouverte en acceptant indifféremment le concours des voix républicaines ou des voix communistes ». La presse reprend largement le thème, notamment *l'Aurore* et *le Figaro*, sous la plume de L.-G. Robinet.

15. De fait, le jeu des tendances permet de nuancer les positions socialistes. Au niveau gouvernemental, deux tendances se font ainsi jour sur la question algérienne : celle de G. Mollet et de R. Lacoste, plus intransigeante; celle de P. Mendès-France et de G. Defferre, plus prudente.

16. Sous la pression des fédérations du Nord et des Bouches-du-Rhône, la motion proposée au départ se trouve être sérieusement modifiée dans un sens modérateur, plus critique à l'égard des ultras du colonialisme; cette motion évoque entre autres l'idée que « c'est avec ceux qui se battent qu'il convient de discuter du cessez-le-feu ».

Il convient aussi de rappeler que le P.C.F. peut ranger parmi les indices positifs, la motion votée par le Comité exécutif du Parti radical le 20 avril et la démission du gouvernement de P. Mendès-France après le rappel de 50 000 hommes du contingent, décidé par G. Mollet le 9 mai.

17. La formule se trouve notamment dans l'article de M. Thorez paru le 27 mars dans *l'Humanité.*

18. Le 9 mars, G. Mollet avait expliqué à l'Assemblée que l'Algérie « ne peut pas être un Etat national musulman. Nous rejetons absolument l'idée d'un Etat algérien qui ne correspond à aucune réalité ».

19. Elle pèse d'autant plus lourdement que le refus du Front populaire est un leitmotiv de la presse de droite et de la S.F.I.O. Ainsi, le 12 mai, au congrès M.R.P., le député Simonet s'inquiète-t-il de ce qu'il appelle les « progrès du Front populaire », ajoutant qu' « une action vigoureuse est nécessaire si on veut le faire reculer ».

20. Ainsi, dans un article des *Cahiers du Communisme* de mai, W. Rochet indique : « Pendant quelque temps, on a beaucoup discuté dans les organisations du Parti du vote du 12 mars, ce qui était absolument normal, mais on ne s'est pas toujours saisi assez vite des conditions favorables que ce vote a créées pour généraliser les contacts avec les organisations et les militants socialistes, pour multiplier les actions communes. »

Quant à F. Billoux, le 9 mai, il va jusqu'à s'interroger : « Ce qui pourrait être grave chez les communistes, c'est que l'incompréhension du vote ne soit, en définitive, qu'une manifestation d'esprit de passivité. »

21. Cf. M. Thorez, le 10 mai : « Bien entendu, il faut aussi tenir compte du fait

que notre vote a permis aux dirigeants socialistes de se couvrir dans une certaine mesure. »

22. Les cinq dirigeants du F.L.N. étaient attendus à Tunis par le Sultan du Maroc et par H. Bourguiba. Leur avion fut détourné et intercepté par les autorités françaises. Cette opération, qui suscite l'indignation un peu partout dans le monde, provoque la démission du secrétaire d'Etat aux Affaires marocaines et tunisiennes, le socialiste A. Savary, et entraîne la rupture des relations avec Rabat et Tunis.

23. Le P.C.F. s'abstient dans le vote de confiance du 6 juin sur l'Afrique du Nord.

La décision est prise à l'issue d'une réunion du C.C. et des députés; après une discussion ouverte, une majorité se prononce pour l'abstention, mais une forte minorité se prononce dès lors pour l'opposition franche. Les députés communistes votent contre le projet d'Euratom le 11 juillet, contre les crédits militaires le 28 juillet et contre la « confiance » le 25 octobre.

24. C'est le cas notamment d'E. Fajon dans son livre *Ma vie s'appelle liberté*, R. Laffont, Paris, 1976.

25. Les documents officiels du XXe Congrès furent publiés en volume, comme supplément du numéro de mars des *Cahiers du Communisme.*

Quant au rapport « secret », il ne connut jamais d'édition officielle. Son existence fut connu dans les pays occidentaux dès la mi-mars et en Yougoslavie le 20 mars. Après la divulgation du texte par la C.I.A. et le département d'Etat américain, il fut publié à partir du 6 juin dans *le Monde*, d'après une traduction de l'agence United Press. Il semble qu'au moment de cette publication seuls le P.C. américain et le P.C. de Grande-Bretagne admirent l'authenticité du rapport publié aux U.S.A.

Des éléments sur les trucages de la C.I.A. américaine, au moment de la publication, dans l'ouvrage d'A. Guérin, *les Gens de la C.I.A.*, Editions sociales, Paris 1980.

26. Le 19 février, *l'Humanité* ne donne qu'une version édulcorée et sans commentaire du discours de Mikoïan, Hentgès parle même d'une « grossière tentative de diversion », à propos des commentaires de la presse française.

L'éditorial du 20 février se contente de parler du « caractère erroné d'un point de vue exprimé par Staline dans son dernier ouvrage ». Quand, le 27 février, F. Billoux tire le bilan du XXe Congrès, il ne fait aucune mention de Staline, même s'il énumère un certain nombre de « faiblesses » et d' « erreurs ».

Auparavant, le 22 février, *l'Humanité* annonçait les réhabilitations officiellement annoncées en U.R.S.S.; elle soulignait alors le « grand courage politique » du P.C.U.S., mais en précisant fortement qu'il n'était pas question d'envisager « la réhabilitation des ennemis de la classe ouvrière condamnés à juste titre ». Le 5 mars, *l'Humanité* fit paraître, en page intérieure, une photo de Staline, accompagnée d'un court commentaire, où l'on rappelait notamment que « pendant 29 années, il avait joué un rôle éminent à la tête du Parti et de l'Etat »

27. Il s'agit entre autres des articles de Konstantinov et de Jakolev parus à l'été 1953. Dans le numéro de mai 1956 de *Démocratie Nouvelle*, J. Berlioz évoque ces documents en regrettant ouvertement le fait que « nous n'ayons pas accordé toute l'attention nécessaire ».

28. Il faut se rappeler que Thorez connaît Molotov depuis l'époque de l'Internationale.

29. Ce texte est publié sous le titre « A propos de l'expérience historique de la

dictature du prolétariat ». Il sera suivi, le 29 décembre, par un nouvel article : « Nouvelles considérations sur l'expérience historique de la dictature du prolétariat. »

30. Il procède notamment à une vive critique de la formule du « Parti de M. Thorez ».

31. A la fin mai-début juin, se développe une autre polémique entre le P.C.F. et la Ligue des Communistes yougoslaves. Un article du quotidien yougoslave *Borba* du 20 mai, affirmait en effet que les analyses présentées par M. Thorez de la rupture de 1948 n'étaient pas marxistes.

L'Humanité du 4 juin publie des extraits tronqués de *Borba* et répond en reprenant le document de dissolution du Kominform et en établissant pour la première fois officiellement un rapport entre la position française en 1948 et les critiques adressées par les Yougoslaves au P.C.F. à l'automne 1947, au moment de la création du Kominform. Les remarques de 1948 n'étaient pas au fond plus scandaleuses que celles des Yougoslaves en 1947, explique en substance *l'Humanité.*

32. Dans *l'Humanité* du 20 mars, P. Hentgès publie un article intitulé : « les comptes rendus du rapport de Khrouchtchev sur les mérites et les erreurs de Staline se poursuivent dans toute l'U.R.S.S. ». Il précise que ce rapport fut présenté « au cours d'une séance spéciale qui s'est tenue le 25 février » et il ajoute qu'« en Union soviétique, on a estimé que ce rapport était tout d'abord une affaire intérieure du Parti communiste ». Suit un résumé du rapport qui évoque l'essentiel des questions abordées, y compris celles relatives à la guerre.

Le 24 avril. P. Courtade fait état d'un rapport « non publié », en indiquant simplement qu'il « précise certaines critiques publiques et les illustre par des exemples, mais il ne contient rien de différent ». Cf. aussi un article d'H. Parmelin, le 5 mai.

33. La position de Togliatti est exprimée dans l'interview qu'il accorde à la revue *Nuovi Argomenti* pour son numéro de mai-juin 1956. Il critique la non-mention au XXe Congrès des « mérites » de Staline et expose sa non-satisfaction devant les analyses proposées, « hors des critères de jugement qui sont le propre du marxisme ». Mais, à la différence de Thorez et du P.C.F., il propose de chercher l'explication dans « les différentes étapes du développement de cette société ». La direction du P.C.F. s'en tiendra elle, pendant longtemps, à l'image de « l'abcès sur un corps sain ».

34. Il n'est pas indifférent de noter que la S.F.I.O. développait alors à fond l'idée que le stalinisme est condamnable comme « système ».

Au Congrès de juillet, G. Mollet explique ainsi qu'il faut « condamner d'abord le système et le caractère quasi inéluctable du bolchevisme et de son évolution vers la dictature d'une caste, d'une équipe, d'un homme ».

35. Ce soulagement s'exprime par exemple dans un article de P. Courtade publié dans *l'Humanité*. Très tendu dans ses articles d'avril, attendant des interventions plus franches sur le problème de Staline (« Il y a des blessures qui ne cicatrisent bien que si elles ont d'abord été ouvertes », dit-il le 27 avril), il s'écrie le 8 juillet : « Merci camarades! »

36. Le premier article de A. Stil date du 17 avril.

37. Devant le C.C., E. Fajon explique le 18 octobre : « Le P.S. ne peut pas rester hermétiquement fermé, à la longue, à la poussée à gauche qui se manifeste partout et qui vient de s'exprimer avec éclat au Congrès du Labour Party. »

38. Le 2 novembre, E. Fajon réfute l'idée selon laquelle les erreurs commises

en Pologne seraient la cause de Poznan et il se livre, au nom de la direction du P.C.F., à une vive critique de la presse polonaise; sont énormément critiqués : Gomulka pour son rapport au C.C. du Parti ouvrier unifié polonais (l'appréciation de Poznan) et *Nowa Kultura*, la revue des écrivains communistes polonais.

39. Dans le numéro de novembre des *Cahiers du Communisme*, F. Billoux avance : « le socialisme ne peut se construire, le communisme ne peut se préparer que sur la base de l'industrialisation et, en premier lieu, d'une industrie lourde ».

C'est là, explique-t-il, une expérience qui « a une valeur d'enseignement pour tous les pays désirant construire le socialisme ».

40. Cf. M. Servin le 25 octobre, dans un éditorial de *l'Humanité* : « Les forces hostiles au socialisme ont pensé pouvoir bénéficier des fautes dénoncées à juste titre par exemple par le XXe Congrès (...). Elles ont pensé pouvoir, dans la confusion, faire oublier aux travailleurs que la thèse juste sur la diversité des voies vers le socialisme ne signifie pas l'abandon des principes de base du marxisme-léninisme. En d'autres termes, qu'une chose est la construction du socialisme en tenant le plus grand compte des particularités nationales, et autre chose est de prendre un chemin qui tourne le dos à la construction du socialisme. Pour ces éléments ennemis, la « démocratisation » détournée de son sens véritable et de ses objectifs, souhaitables au sens où les communistes doivent les entendre, a servi de masque à des entreprises de nature contre-révolutionnaire. Il suffit de lire la presse, les déclarations des milieux politiques dirigeants de Pologne et de Hongrie pour s'en convaincre. »

41. Cf. Thorez, le 21 novembre : « Accepter l'idée que ces événements pourraient être uniquement le résultat du mécontentement — incontestable et justifié — de la classe ouvrière, ce n'est pas seulement excuser d'avance les crimes des forces hostiles au socialisme : c'est se refuser à l'évidence ».

42. Le Parti ouvrier hongrois n'est plus un « Parti ouvrier marxiste », dit Fajon le 2 novembre.

43. Voir par exemple la brochure reproduisant la conférence faite par A. Stil le 17 décembre : « Je reviens de Budapest. »

44. Sans oublier que tout au long de l'année le P.C.F. a été soumis à de multiples difficultés judiciaires. *L'Humanité* a été saisie à plusieurs reprises (notamment début mai et en juin); R. Lambotte a été arrêté par la D.S.T. et des réunions ont été à plusieurs reprises interdites.

Indices d'autant plus inquiétants que G. Mollet revient à plusieurs reprises sur le thème du gouvernement fort.

45. C'est le cas, par exemple, au Congrès des Indépendants des 23-25 novembre 1956, qui demande « que les communistes et leurs complices soient chassés des hauts postes de l'Administration et de l'Armée (...) que le Parti communiste et ses filiales soient mis hors la loi ».

46. Le 7 novembre, Cl. Roy, R. Vailland, J. F. Rolland et Cl. Morgan signèrent, avec d'autres intellectuels non communistes, une lettre de protestation contre l'intervention soviétique.

J. F. Rolland critiqua ouvertement la direction du P.C.F. dans *l'Express* du 9 novembre, après que Cl. Roy soit intervenu dans *le Monde* du 1er novembre.

Le 20 novembre, dix intellectuels communistes (Picasso, Besson, M. Cornu, F. Jourdain, Pignon, P. Tillard, Wallon, R. Zazzo, H. Parmelin et Harel) écrivent au Comité central une lettre exigeant la convocation d'un Congrès extraordinaire.

Le 2 novembre, E. Fajon fait référence aux répercussions des événements de

Pologne et de Hongrie, au travers du seul cas de la rupture d'A. Césaire avec le P.C.F. significative, dit-il, de l'attitude d' « une infime minorité d'éléments petits-bourgeois opportunistes ». Le 11 novembre, R. Garaudy répondait à Sartre sur la question de la Hongrie et, le 21 novembre, le Comité central entérine l'exclusion de J. F. Rolland et la suspension de G. Lyon-Caen (auquel G. Besse répond dans le numéro de *France Nouvelle* daté du 24 novembre). Laurent Casanova répondit publiquement aux « dix » dans *l'Humanité* du 30 novembre.

Il convient de noter que Wallon revint sur sa signature et que Besson et Harel déclarèrent leur solidarité avec le P.C.F.

47. La fin de l'année confirme le regain de tension enregistré dès le mois de juin entre le P.C.F. et la Ligue des Communistes yougoslaves. Outre les débats fondamentaux déjà mentionnés, au centre du contentieux se trouvent des appréciations portées par les Yougoslaves sur l'attitude du P.C.F. au moment de Suez.

48. Le 21 novembre, Thorez déclare encore : « Nous estimons pour notre part que, sous peine de dislocation du mouvement ouvrier international, il ne saurait y avoir plusieurs centres dans ce mouvement. »

49. On assiste là à des phénomènes analogues, partiellement, à ceux de 1948.

Le recul de la réflexion sur les voies du socialisme s'accompagne d'une critique soutenue contre ce qui est alors désigné comme le « nationalisme ».

Dans cette période, critique du « communisme national » et valorisation de l' « internationalisme prolétarien » fusionnent pour justifier le recours au « modèle » ou à l' « exemple ».

50. Cf. F. Billoux, dans les *Cahiers du Communisme* de novembre :

« Le soviet, expression directe de la volonté de la classe ouvrière et des autres couches du peuple reste un exemple profitable à tous ceux qui vont ou iront vers le socialisme, y compris, demain, par la voie parlementaire, puisqu'en tout état de cause il faudra alors transformer le Parlement en instrument de la volonté populaire. »

Il ajoute : « les Partis communistes et ouvriers ne peuvent en aucun cas abandonner l'internationalisme prolétarien sans faillir à leur propre tâche nationale, sans se priver des moyens décisifs pour la réaliser, sans s'aventurer dans l'opportunisme ou le nationalisme bourgeois. De ce point de vue, le Parti communiste de l'Union soviétique reste le modèle, la brigade de choc du mouvement ouvrier international ».

51. Il est significatif qu'au printemps, M. Servin (dans un rapport prononcé le 21 mars devant les bureaux de cellules d'enseignants, chercheurs et étudiants de la région parisienne) réaffirme, à propos de Lyssenko, que l'on ne peut remettre en cause « le droit et le devoir qu'a le parti d'intervenir activement dans tous les domaines ».

52. Il convient de noter que le XXe Congrès du P.C.U.S., partiellement par la bouche de Mikoïan, s'était livré à une vive critique de l'analyse économique marxiste pratiquée jusqu'alors.

En particulier, étaient dénoncées les tendances à l'analyse « catastrophiste » du développement capitaliste. « Nous nous bornons souvent à utiliser — ajoutait Mikoïan aux fins de propagande, des faits détachés sur l'approche de la crise, la misère croissante des travailleurs, mais nous ne procédons pas à une appréciation profonde et complète des phénomènes de la vie à l'étranger. »

53. Au XIVe Congrès, M. Servin annonce que 429 653 cartes ont été délivrées au 1er juillet 1956. Il ajoute que ce chiffre est de 40 623 unités plus élevé que celui

de 1955 dont il avait dit qu'elle était la première année à avoir connu « la stabilisation réelle de nos effectifs ». Cela situerait aux alentours de 389 000 le chiffre d'adhérents en 1955, alors que le même M. Servin avait annoncé au XIII[e] Congrès 506 250 cartes délivrées au 21 mai 1954.

54. D'autres chiffres, ceux-là de 1956 mais plus fragmentaires, confirment l'image ainsi esquissée.

Ceux des députés communistes en 1956 : sur 145 députés, 61 sont ouvriers (42,1 %), 23 sont employés (15,9 %), 4 fonctionnaires (2,7 %), 18 agriculteurs (12,4 %) et 24 enseignants (16,5 %).

Ceux des délégués au XIV[e] Congrès : leur moyenne d'âge est de 35 ans, près de 60 % ont adhéré après la Résistance; 55,1 % sont des ouvriers et 23,6 % sont des métallos (les corporations les mieux représentées sont ensuite le bâtiment et le bois — 10,2 % —, les services publics — 6,3 % — et les mineurs — 4,3 %).

55. Au printemps 1956, s'engage une polémique sur les questions du « birth control », de la contraception et du malthusianisme. La manière dont elle s'est développée, le mode d'argumentation (et notamment les références théoriques avancées) témoignent du maintien de formes anciennes de réflexion. L'entremêlement de préoccupations parfaitement fondées (les problèmes de la natalité) et de positions manifestement indéfendables (le refus des méthodes modernes de contraception) nécessiterait — pour bien comprendre le phénomène — une étude que je n'ai pas faite. C'est, semble-t-il toutefois, un bon exemple des contradictions encore en œuvre en cette année 1956.

56. Reprenant en cela des analyses du P.C. soviétique, plusieurs interventions de dirigeants français notent qu'un des défauts principaux des partis polonais et hongrois, après le printemps 1956, fut d'être « trop ouverts ».

9. P.C.F., POUVOIR GAULLISTE, UNION, 1958-1964

Roger Bourderon

1. Toutes les statistiques électorales proviennent des volumes de *l'Année politique* consacrés à la période.

2. Jacques Rueff (1896-1978), polytechnicien, inspecteur des Finances, sous-gouverneur de la Banque de France en 1959. Depuis 1944, a exercé de hautes fonctions dans les institutions européennes naissantes, particulièrement à la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (C.E.C.A.). Vice-président du Comité d'experts pour la réforme économique et financière en septembre 1958, Auteur de nombreux ouvrages d'économie, il fut l'un des experts les plus en vue de l'époque de la naissance et du développement du C.M.E.

3. Ainsi la déclaration du Bureau politique du 3 juin 1958; « représentant les intérêts égoïstes des éléments les plus réactionnaires et les plus colonialistes du grand capital, ce gouvernement aggravera les conditions d'existence de tous les travailleurs » (texte reproduit dans les *Cahiers du communisme*, juin 1958, p. 967).

4. *Cahiers du communisme*, juin 1958, Editorial, p. 888.

5. Le Rassemblement du peuple français, fondé en 1947 par de Gaulle, sur la base de la lutte contre le « régime des partis », de l'anticommunisme, et comme relève possible, par un régime autoritaire, de la quatrième République. L'activité

de groupes de nervis du R.P.F., avait facilité l'assimilation hâtive par le P.C.F. du R.P.F. au fascisme, reprise par Roger Garaudy, dans un article intitulé « De Gaulle et le fascisme » (*Cahiers du communisme* juin 1958, p. 883) : « le R.P.F. — écrit-il — présentait les caractéristiques sociales d'un parti fasciste » (p. 899).

6. *Cahiers du communisme*, juin 1958, éditorial, p. 891.

7. *Cahiers du communisme*, juillet 1958. « Non au plébiscite », p. 1000.

8. L'utilisation du couple gaullisme-bonapartisme est alors nettement moins fréquente que la comparaison avec le fascisme, qui constitue la référence essentielle.

9. *Cahiers du communisme*, juin 1958, éditorial, p. 892.

10. *Cahiers du communisme*, juillet 1958, Discours de clôture de M. Thorez, p. 1085.

11. *Cahiers du communisme*, juillet 1958, Résolution du Comité central, p. 1101.

12. *Cahiers du communisme*, août 1958, Rapport à la Conférence nationale du Parti communiste français, p. 1109.

13. *Cahiers du communisme*, août 1958, Appel au peuple de France, p. 1107.

14. *Cahiers du communisme*, août 1958, Rapport..., p. 1122.

15. *Ibid.*, p. 1123.

16. *Cahiers du communisme*, juillet 1958, « Contre la dictature, pour la démocratie! », p. 979.

17. Respectivement président des Etats-Unis et chancelier de République fédérale d'Allemagne.

18. Parmi d'autres textes, la résolution du Comité central d'Ivry, 9-10 juin 1958, *Cahiers du communisme*, juillet 1958, p. 1102.

19. D'une certaine manière, le recours à des régimes autoritaires est effectivement une réponse au développement du mouvement des masses. Il faut cependant se garder d'établir des liens mécaniques entre l'un et l'autre. Car ce recours n'est pas directement lié aux moments où les couches exploitées se rassemblent, s'unissent, paraissent suffisamment fortes pour imposer, au moins en partie, leurs exigences aux classes dominantes. C'est plutôt en période de reflux, d'incertitude, de division, des mouvements populaires que celles-là peuvent tenter et réussir des restructurations politiques autoritaires.

20. *Cahiers du communisme*, juillet 1958, p. 1088.

21. *Ibid.*, p. 1095.

22. « La lutte de masse pour la défense de la République », p. 1007.

23. *Cahiers du communisme*, août 1958, interventions des délégués à la Conférence nationale de Montreuil, p. 1139 et suiv.

24. *Ibid.*, p. 1169.

25. *Ibid.*, p. 1163.

26. *Cahiers du communisme*, juillet 1958, Discours de clôture de M. Thorez, p. 1091.

27. *Cahiers du communisme*, août 1958, p. 1132.

28. *Ibid.*, p. 1135.

29. Le Comité central se réunit à Ivry les 3 et 4 octobre.

30. *Cahiers du communisme*, octobre 1958, Editorial : « Le combat pour la République continue » (R. Guyot), p. 1395 et 1396.

31. Résolution du Comité central d'Ivry, *Cahiers du communisme*, octobre 1958, p 1496 : Editorial de R. Guyot déjà cité; M. Schuwer, « les responsabilités

du Parti socialiste et la bataille pour l'unité des forces populaires », *Cahiers du communisme*, octobre 1958, p. 1408.

32. *Cahiers du communisme*, octobre 1958, session du Comité central, Résolution, p. 1497. Une nuance importante est en même temps introduite dans l'analyse des rapports de Gaulle/ultras : « Le gouvernement s'efforce d'entretenir des illusions sur sa politique en subordonnant sa position aux visées du grand capital sur le pétrole saharien, et non pas seulement aux intérêts immédiats des ultras et à leurs conceptions » (Résolution, p. 1497).

33. *Cahiers du communisme* octobre 1958, Editorial, p. 1399.

34. *Ibid.*, p. 1407.

35. *Cahiers du communisme*, octobre 1958, Résolution p. 1499.

36. *Ibid.*

37. *Cahiers du communisme*, novembre 1958, Résolution sur la tactique électorale (p. 1619) adoptée par le Comité central d'Arcueil (22 octobre 1958), qui a également adopté le programme pour les élections du 23 novembre (p. 1617).

38. Ainsi, *Cahiers du communisme*, décembre 1958, éditorial : « La leçon des élections » (p. 1627) : « Le trait dominant de la situation politique au lendemain des élections législatives, c'est l'importance des succès remportés par le parti de la réaction extrême et même du fascisme : l'U.N.R.

39. *Cahiers du communisme*, janvier-février 1959, Déclaration commune des délégations du Comité central du P.C.I. et du Comité central du P.C.F. p. 134. Les deux délégations se sont rencontrées du 19 au 23 décembre.

40. *Cahiers du communisme*, octobre 1958, éditorial, p. 1402 — Thème repris en décembre, après les législatives (*C.C.*, décembre 1958, p. 1627).

41. *Cahiers du communisme*, décembre 1958, éditorial, p. 1633 — Rappelons que les communistes n'ont plus que 10 députés, résultat du scrutin majoritaire et du découpage des circonscriptions.

42. XV[e] Congrès du Parti communiste français, Ivry, 24 juin 1959 — Rapports, interventions et documents, numéro spécial des *Cahiers du Communisme*, juillet-août 1959.

43. *Ibid.*, p. 14.

44. Thèses du XV[e] Congrès, *ouv. cité*, p. 518 à 555.

45. « C'est en regroupant toutes ses forces que le prolétariat acquiert l'autorité suffisante pour déterminer le ralliement de tous les travailleurs, de toutes les petites gens autour de lui, dans un vaste Front populaire contre la réaction et la guerre. » M. Thorez : rapport d'activité du Comité central, XIV[e] Congrès du P.C.F., Le Havre, 18-21 juillet 1956, *Cahiers du communisme*, n° spécial, juillet.

46. Rapport de M. Thorez au XV[e] Congrès, *ouv. cité*, p. 42.

47. *Ibid.*, p. 49.

48. *Ibid.*, p. 54,

49. *Ibid.*, p. 58-62.

50. *Ibid.*, p. 80.

51. *Ibid.*, p. 69.

52. *Ibid.*, p. 78.

53. *Ibid.*, p. 53.

54. *Cahiers du communisme*, octobre 1959, « Dissiper l'équivoque et intensifier la lutte pour la paix en Algérie », p. 975.

55. Article, « La paille des mots et le grain des choses. »

56. *Cahiers du communisme*, octobre 1959, « Pour la détente internationale et la paix en Algérie » p. 1193. Une telle analyse avait été esquissée par le Comité

central le 4 octobre 1958. Rappelons que les richesses pétrolières sahariennes viennent d'être découvertes et commencent tout juste à être exploitées.

57. Celui-ci, tout en demeurant résolument dans le bloc occidental, a pris quelque distance avec l'O.T.A.N., s'éloigne d'une politique d'intégration des forces militaires atlantiques, demande le départ des bases américaines en France, prend ses distances avec la supranationalité, tout en poursuivant activement la construction du Marché commun, et en privilégiant les rapports avec l'Allemagne fédérale.

58. C'est l'analyse faite par le XV[e] Congrès.

59. *Cahiers du communisme*, octobre 1959, p. 1190.

60. *Cahiers du communisme*, décembre 1959. A. Malleret-Joinville, « A l'heure de la coexistence pacifique, où en est l'armée française? », p. 1253. En janvier 1960, J. Denis écrira que « la politique extérieure gaulliste est viciée à la base, car elle est la politique des monopoles », mais soulignera que « des éléments plus positifs se dessinent », reconnaissance des échecs subis, » et l'équivoque reste le trait dominant » (« Vers la Conférence au sommet », *Cahiers du communisme* janvier 1960, p. 85.).

61. *Cahiers du communisme*, octobre 1959, p. 828, et novembre 1959, p. 1111.

62. *Cahiers du communisme*, février 1960, p. 149.

63. *Cahiers du communisme*, mars 1960. M. Thorez, Discours au Comité Central, p. 504.

64. *Ibid.*, p. 505.

65. *Economie et Politique*, n° 68, mars 1960, p. 6.

66. *Cahiers du communisme*, juin 1960, « La situation internationale et la lutte pour la paix », p. 1065.

67. C'est particulièrement frappant dans *Economie et politique :* aucun des arguments avancés pour justifier l'hypothèse des deux pôles de l'oligarchie française ne repose sur une analyse concrète des monopoles français. La remarque veut aussi pour les contributions de Servin, qui contiennent des observations fort pertinentes sur certains aspects de la politique gaulliste, mais dont l'analyse de classe n'est étayée par aucune preuve à l'appui.

68. *Cahiers du communisme*, février 1961, éditorial, « Après le Comité central d'Ivry des 13-14-15 janvier 1961 », p. 261. Cet éditorial reprend l'essentiel de l'argumentation de Thorez lors de son intervention au Comité central.

69. *Ibid.*, p. 262.

70. *Ibid.*, p. 263.

71. Ainsi, au cours d'une assemblée des secrétaires fédéraux tenue à Ivry le 22 novembre 1959, M. Servin insiste avec force sur la nécessité d'appliquer les thèses du XV[e] Congrès relatives au Parti et revient avec beaucoup d'insistance sur le rôle décisif des cellules (*Cahiers du communisme*, décembre 1959, « La campagne de remise des cartes et le renforcement du Parti », p. 1260). En janvier 1960, G. Marchais écrit un article substantiel sur « L'organisation du Parti à l'entreprise » (*Cahiers du communisme*, janvier 1960, p. 94), dans lequel il met très fortement l'accent sur le rôle spécifique indispensable des cellules d'entreprise.

72. Par exemple, dans un article de *l'Humanité* du 26 janvier 1960, sous le titre « Le bon chemin », M. Servin évoque la « liaison intime » qui existe « entre le travail de masse du Parti, l'effort des communistes pour travailler à l'organisation indépendante, à l'action des masses, et le renforcement du Parti lui-même », et il donne en exemple, entre autres, une cellule d'Ivry : « on trouve autour d'elle », écrit-il, un comité de paix, un comité de l'Union des femmes françaises, une

association de parents d'élèves, une amicale des locataires, un Comité des fêtes du quartier.

73. Selon l'analyse de G. Séguy, « Origines, signification et enseignements d'une grève » *Cahiers du communisme*, juillet-août 1960, p. 1207.

74. *Cahiers du communisme*, avril 1960, G. Plissonnier : « La politique actuelle des dirigeants socialistes et l'unité d'action », p. 577.

75. Par exemple, *l'Humanité* du 27 janvier 1960 appelle à constituer « d'urgence dans tout le pays de larges comités antifascistes », dans son titre et par l'éditorial d'Etienne Fajon.

76. *Cahiers du communisme*, mars 1960 p. 500.

77. *Ibid.*, p. 508.

78. Idée rappelée avec force par A. Souquière dans les *Cahiers du Communisme* (décembre 1959) dans son article : « Le rôle du Mouvement de la paix à notre époque » (p. 1220).

79. Le bureau politique du P.C.F. précisera à ce sujet : « la protestation des intellectuels signataires du manifeste des 121 est un reflet des aspirations du peuple de France d'en finir avec la guerre d'Algérie. C'est pourquoi le Parti communiste français, tout en ayant ses propres conceptions sur les formes de lutte les plus efficaces, à savoir la lutte des masses, ne saurait admettre que la répression s'abatte sur aucun partisan de la paix en Algérie » (Déclaration du 29 septembre 1960, *Cahiers du communisme*, octobre 1960, p. 1671).

80. Opération conduite essentiellement par la C.F.T.C., mais aussi par la F.E.N. et par l'U.N.E.F.

81. De premiers entretiens entre représentants du G.P.R.A. et émissaires du gouvernement français ont lieu en juin 1960 à Melun.

82. C'est en février 1960 que, pour la première fois, la S.F.I.O. a fait état de l'existence d'une nation algérienne (*Le Populaire*, 5 février 1960).

83. La consultation est prévue le 8 janvier 1961. Les électeurs sont invités à approuver un projet de loi concernant l'autodétermination à venir des populations algériennes, mais qui fait l'impasse totale sur les conditions de retour de la paix et sur toute éventualité de négociation.

84. *Cahiers du communisme*, décembre 1960, « Le référendum-plébiscite et la guerre d'Algérie », Déclaration du bureau politique, 17 novembre 1960, p. 2027.

85. *Cahiers du communisme*, décembre 1960 — « La campagne contre le référendum-plébiscite est ouverte, Déclaration du Bureau politique. 1er décembre 1960, p. 2023.

86. Déclaration du Bureau politique de juillet 1960.

87. Qui se ramène en fait aux références historiques.

88. *Cahiers du communisme*, février 1961, éditorial, p. 261.

89. M. Servin et L. Casanova sont démis de leurs fonctions de Secrétaire du Comité central et de membres du bureau politique en février 1961. Ils ne sont pas réélus au Comité central lors du XVIe Congrès (mai 1961), non plus que M. Kriegel-Valrimont (ex-directeur de *France Nouvelle*) et Jean Pronteau (ex-directeur d'*Economie et Politique*). Les réflexions sur l' « affaire » Servin-Casanova reposent sur les travaux en cours de la commission 1948-1968 de l'I.R.M. et sont étayées par la consultation d'archives privées.

90. *Cahiers du communisme*, novembre 1959, p. 1096.

91. *Cahiers du communisme*, septembre 1960, éditorial, « Un an après le XVe Congrès », p. 1299.

92. Roger Garaudy rappelle ainsi en mai 1963 que, « dès son XIVe Congrès,

notre parti a souligné que l'essentiel du XX[e] Congrès, c'était le bilan des victoires remportées dans la construction du socialisme et les perspectives immédiatement ouvertes de la construction du communisme » (*Cahiers du communisme*, mai 1963, R. Garaudy, « Remarques sur le programme de l'U.E.C. », p. 122).

93. *L'Humanité*, 16 décembre 1960, Rapport de M. Thorez au Comité central d'Ivry (15 décembre 1960).

94. *Cahiers du communisme*, juin 1961, *cf.* surtout le rapport de Waldeck Rochet, p. 14, et le texte de la Résolution, p. 555.

95. Rapport de Waldeck Rochet *Cahiers du communisme*, juin 1961 ; intervention de G. Marchais, *Ibid.*, p. 213.

96. Rapport de Waldeck Rochet, *Ibid.*, p. 103.

97. Résolution, *document cité*, p. 570.

98. *Ibid.*, p. 573.

99. *Ibid.*, p. 574.

100. *Cahiers du communisme*, octobre 1961, « Appel du Comité central aux travailleurs socialistes, à tous les républicains », 28 septembre 1961, p. 1621.

101. Le rapport de Waldeck Rochet est publié dans *l'Humanité* du 27 novembre 1961, celui de M. Thorez dans celle du 30 novembre.

102. Le P.C. albanais vient d'être condamné par le P.C.U.S. comme dogmatique, défenseur du culte de la personnalité, ennemi de la coexistence pacifique. Derrière cette condamnation se profilent les divergences avec le P.C. chinois, non encore rendues publiques, bien que Waldeck Rochet comme Thorez évoquent l'existence de discussions avec les Chinois sur le XX[e] Congrés du P.C.U.S.

103. Le P.C.I. estime que l'unité du M.C.I. passe par la diversité de ses composantes. Cela le conduit à envisager des rencontres régulières entre partis communistes pouvant avoir des conceptions, des conditions et des modes d'intervention jugés communs. Le « polycentrisme » apparaît en quelque sorte comme une réponse à une conception centralisatrice — même en l'absence de structure formelle — du M.C.I.

104. Qui, selon la Constitution, abandonnent leur mandat électif en devenant ministres.

105. *Cahiers du communisme*, mai 1962, éditorial : « Restaurer et rénover la démocratie », p. 5 : « [...] La composition même du gouvernement est caractéristique de l'orientation du régime. Pompidou, qui était jusque-là à la tête du petit groupe de technocrates chargés à l'Elysée de mettre en œuvre la politique des monopoles, est maintenant officiellement et ouvertement investi des fonctions de Premier ministre. L'accession officielle de ce grand commis de la haute finance, de ce directeur de la banque Rothschild, exprime ouvertement le caractère fondamental du pouvoir gaulliste : la politique de la France est identifiée avec celle de la haute banque et des monopoles. (Elle) peut être caractérisée par les trois traits fondamentaux suivants : néo-colonialisme, orientation européenne, concentration capitaliste à outrance. »

106. La revue *Economie et Politique* apporte beaucoup dans cette recherche, que favorise aussi la publication dans les *Cahiers du communisme*, tout au long de cette année 1962, de dossiers sur le pouvoir gaulliste, la démocratie, la place de monopoles, etc.

107. Cf. le dossier « Gaullisme et fascisme », *Cahiers du communisme*, février 1962, p. 10), ou l'éditorial, *Cahiers du communisme*, octobre 1962, p. 5, « La bataille contre le plébiscite et pour la démocratie ».

108. *l'Humanité*, juin 1962.

109. Dans la période immédiatement précédente, un dossier des *Cahiers du Communisme* a été consacré à « Quelques problèmes du Parti ». Un article de Jean Burles, « Le Parti à l'entreprise » (p. 10), soulignait qu'il n'était pas possible de faire du bon travail dans les organisations de masse sans une intense activité spécifique du Parti — et R. Leroy, « Le travail des communistes dans les organisations de masse » (p. 22), pose un regard neuf sur les organisations de masse, souligne leur rôle important en France, dans un pays de fortes traditions démocratiques, en montre l'enjeu pour le pouvoir et les réformistes, insiste fortement sur leur indépendance, comme sur l'intervention indépendante du Parti.

110. En septembre, Waldeck Rochet (« Les conférences fédérales du Parti et leurs enseignements »), reviendra encore sur ces aspects : appliquer partout la démocratie syndicale, avoir des formes de lutte adaptées, développer la propre bataille politique et idéologique du Parti (*Cahiers du communisme*, septembre 1962, p. 5).

111. *Cahiers du communisme*, octobre 1962, p. 153, « Non au plébiscite gaulliste ».

112. « Union pour le non au plébiscite et pour la démocratie », rapport présenté par R. Leroy, *l'Humanité*, 5 octobre 1962.

113. Qui ont eu lieu le 24 septembre.

114. *Cahiers du communisme*, octobre 1958, Michel Schuwer, « Les responsabilités du Parti socialiste et la bataille pour l'unité des forces populaires », p. 1409.

115. *Cahiers du communisme*, janvier-février 1959, éditorial, p. 9. Le maintien dans le gouvernement Debré, à l'Education nationale, d'un socialiste « en congé de parti », A. Boulloche, allait dans le sens de cette analyse.

116. Voir en particulier *l'Humanité* et les éditoriaux des *Cahiers du Communisme*.

117. *Cahiers du communisme*, septembre 1959, Henri Chauveau, « A tout prix le front unique », p. 750.

118. *Cahiers du communisme*, mai 1960, G. Mury. « Les partis social-démocrates abandonnent officiellement le marxisme », p. 794.

119. *Cahiers du communisme*, juin 1961, Rapport de W. Rochet, p. 79.

120. *Cahiers du communisme*, février 1962, M. Rosette, « L'union des forces démocratiques dans la lutte contre le fascisme », p. 51.

121. *Ibid.*, p. 57.

122. *Cahiers du communisme*, juillet-août 1962, G. Frischmann, « Les racines de classe de l'anticommunisme », p. 11.

123. *Cahiers du communisme*, décembre 1962, Waldeck Rochet, Rapport au Comité central, p. 326.

124. A Boulogne-sur-Seine, à Alforville, à Sète, les communistes se désistèrent en faveur d'un socialiste ou d'un P.S.U. moins bien placé. En Haute-Savoie, en Aveyron et en Ardèche, ils se désistèrent pour les M.R.P. qui avaient appelé à voter non au référendum, et, à Dijon, en faveur du chanoine Kir.

125. *Cahiers du communisme*, décembre 1962, Rapport de Waldeck Rochet, p. 334 à 338.

126. *Ibid.*, p. 340.

127. *Le Populaire*, 4-5 juin 1963, Résolution finale du 54e Congrès.

128. *Cahiers du communisme*, septembre 1963, C. Vallin, « L'unité d'action et ses perspectives », p. 22.

129. *Ibid.*, p. 22.

130. *Cahiers du communisme,* juillet-août 1963, éditorial. « Les monopoles capitalistes contre la nation », p. 5.

131. *Les Cahiers du Communisme, Economie et Politique, la Nouvelle Critique* en apportent de nombreux exemples.

132. Ainsi, dans un dossier substantiel des *Cahiers du Communisme* de novembre 1959 : « Si l'analyse matérialiste et dialectique du fait religieux révèle qu'il n'a pas de consistance en lui-même, qu'il n'est que le reflet mythique de contradictions matérielles dans lesquelles l'homme se débat impuissant, il n'y a pas lieu de s'en prendre à ce qui n'existe pas », p. 1008.

133. *Cahiers du communisme,* juillet-août 1962, G. Frischmann (« Les racines de classe de l'anticommunisme ») y voit la preuve que l'Eglise est « avant tout gardienne de l'ordre capitaliste et, à partir de là, anticommuniste ».

134. *L'Humanité,* 12 et 14 mai 1965 ; *Cahiers du communisme,* juin 1963.

135. *Cahiers du communisme,* juillet-août 1963, R. Garaudy, « Communistes et chrétiens », p. 107.

136. *Cahiers du communisme,* mai 1964, G. Mury, « Entre deux sessions du Concile, chrétiens et communistes », p. 136.

137. *Cahiers du communisme,* juin-juillet 1964. Résolution politique du XVII[e] Congrès, p. 526.

138. La réévaluation du XX[e] Congrès demeure cependant très limitée. En mai 1963 encore, on l'a vu, Roger Garaudy, alors directeur du C.E.R.M. rappelle que l'essentiel du XX[e] Congrès est constitué par le bilan de victoires. Mais de vieilles thèses tombent : ainsi celle du parti unique, répudiée par M. Thorez au Comité central d'Ivry en mai 1963, cf. *l'Humanité,* 15 mai 1963.

139. Voir notamment les travaux du Comité central de mai 1963, à Ivry. Rapport de Waldeck Rochet (*Cahiers du communisme,* juin 1963, p. 137) ; Discours de clôture de M. Thorez (*l'Humanité,* 14 mai 1963).

140. En octobre 1962, la seconde crise cubaine (qui se termina par le retrait des fusées soviétiques contre l'assurance de non-ingérence américaine à Cuba) en avait montré au demeurant toute l'acuité.

141. Waldeck Rochet, février 1963, à la Conférence nationale sur l'activité du P.C.F. Dans les *Cahiers du Communisme* (novembre 1963), cette formule : « le rôle d'avant-garde (du P.C.U.S.) est une réalité qui ne dépend ni de notre volonté ni de la conscience que nous en avons. Débattre à ce sujet est aussi vain que de disputer pour savoir si c'est la locomotive qui tire le train. »

142. *Cahiers du communisme,* juin 1963, Résolution pour l'unité du mouvement communiste international, p. 150.

143. *L'Humanité,* 14-5-63.

144. *Cahiers du communisme,* octobre 1963, R. Garaudy, « Où nous conduiraient les thèses des dirigeants chinois », p. 10.

145. *Cahiers du communisme,* octobre 1963, p. 66 et 68.

146. *Cahiers du communisme,* juin-juillet 1964, XVII[e] Congrès du P.C.F., Rapport de Waldeck Rochet, p. 24.

147. *Ibid.,* p. 19.

148. *Cahiers du communisme,* janvier-février 1963, Henri Jourdain, « Sur la rencontre de Moscou », p. 11.

149. *Cahiers du communisme,* juin-juillet 1964, p. 30 et suiv.

150. *Ibid.,* p. 43.

151. *Ibid.,* p. 44.

152. Dans le cadre limité de cette contribution, on ne peut s'étendre sur ces

propositions. Signalons que, pendant cette période, le P.C.F. est attaché à une refonte complète de la Constitution. Mais, surtout, les propositions de 1964, par rapport aux programmes antérieurs (XVe et XVIe Congrès), valorisent considérablement les nationalisations, la gestion et le contrôle ouvriers, et lancent l'idée d'un plan économique, social et culturel élaboré avec la participation des organisations ouvrières (*id.*, p. 46).

153. *Cahiers du communisme,* juin-juillet 1964, Résolution politique du Congrès, p. 522.

154. *Ibid.*, p. 523.

155. *Cahiers du communisme,* juin-juillet 1964, Rapport W. Rochet, p. 51.

156. C'est le fruit d'une réflexion dont on peut suivre (à travers les congrès, les sessions du Comité central, les *Cahiers du Communisme* et *Economie et politique*) la progression depuis 1959, et qui a désormais tout à fait dépassé les analyses des nationalisations comme simple mesure démocratique, n'amorçant aucune possibilité de changement dans le système économique. Ainsi, dans les *Cahiers du Communisme* (mars 1964), Pierre Juquin avait même souligné que les nationalisations « ont pour but d'empêcher le retour (au) passé, après la reconquête de la démocratie » (p. 40).

157. *Cahiers du communisme,* juin-juillet 1964, Rapport de W. Rochet, p. 51 et suiv.

158. Les mois précédents, un débat idéologique s'est déroulé entre P.C.F. et S.F.I.O. dans *l'Humanité* et *le Populaire.*

159. Rapport de W. Rochet, *o.c.*, p. 63. La résolution souligne de son côté qu'il ne fait « aucun doute que lors du passage de nouveaux pays au socialisme, l'unité et l'alliance revêtiront encore des formes nouvelles et originales » (*ouv. cité,* p. 523). Dans ce cadre, soulignons l'attention toute particulière, dans le rapport W. Rochet et dans la résolution, accordée aux chrétiens.

160. « Le parti communiste a rejeté l'idée que l'existence d'un parti unique était une condition obligatoire au passage au socialisme. Cette idée soutenue par Staline constitue une généralisation abusive des circonstances spécifiques dans lesquelles se déroula la révolution d'Octobre », précise la résolution. W. Rochet indique qu'une « réponse claire » à la question avait été déjà donnée au XVIe Congrès. Celui-ci avait souligné que la collaboration du P.C.F. et des autres partis démocratiques « est possible et nécessaire » pour restaurer la démocratie et pour édifier le socialisme (Résolution, *Cahiers du communisme,* juin 1961, p. 575). Mais la condamnation théorique de la thèse du parti unique est le fait du XVIIe Congrès.

161. W. Rochet rappelle — à la suite d'autres interventions, les mois précédents — qu'en 1951, G. Mollet s'était prononcé sur la « nécessité de la dictature du prolétariat, sous certaines formes » (*ouv. cité,* p. 67) et que l'idée de la dictature de la majorité sur la minorité a été reprise récemment par G. Mollet, au retour de Moscou d'une délégation de la S.F.I.O.

162. Rapport de W. Rochet, *ouv. cité,* p. 65. Notons que la résolution est silencieuse sur la dictature du prolétariat.

163. Le texte le plus accessible des statuts de 1964 figure dans les *Cahiers d'histoire de l'Institut M. Thorez,* n° 29-30, « Etudier le P.C.F. », p. 348.

164. Intervention de G. Marchais au XVIIe Congrès, *Cahiers du communisme,* juin-juillet 1964, p. 328.

165. C'est très volontairement que, parmi les difficultés internes qu'a connues

le P.C.F., rien n'est dit de l'affaire de l'U.E.C. en 1963 : faute d'étude suffisante, j'ai estimé impossible d'aborder un conflit qui n'a eu au demeurant que des répercussions très limitées sur la vie du P.C.F.

166. Résolution du XVII[e] Congrès, *ouv. cité*, p. 524.

Table des matières

Sommaire 7

Introduction 9

1. LES ORIGINES DU P.C.F. – Jean-Louis Robert

Chronologie 14

LA SOCIÉTÉ, L'ÉCONOMIE FRANÇAISE ET LA GRANDE GUERRE 18

L'économie de guerre et ses conséquences 18

La classe ouvrière 21

Pratiques du mouvement ouvrier 25

OPINION PUBLIQUE ET CLASSE OUVRIÈRE DEVANT LA DÉFENSE NATIONALE ET LA RÉVOLUTION RUSSE 29

LE PARTI SOCIALISTE ET L'ADHÉSION 32

Le Parti socialiste au lendemain de la guerre 32

Nouveaux éléments sur les causes de l'adhésion 34

2. LE « TOURNANT » DES ANNÉES TRENTE – Danielle Tartakowsky

Chronologie 42

APRÈS DIX ANNÉES D'EXISTENCE 45
Un échec? 45
Une double hémorragie 45
Des interventions réitérées dans l'Internationale communiste 47
D'irréversibles acquis 53
Une pratique nouvelle de la politique 53
Des cadres d'un type nouveau 55
Une audience de masse 56
Des limites 59

LE TOURNANT DU P.C.F., JUILLET 1929-AOÛT 1931 60
Du X[e] Plénum (juillet 1929) au Comité central de juillet 1930 60
Du XI[e] Plénum (avril 1931) au Comité central d'août 1931 64
Une direction homogène 66
Le P.C.F. face à la crise, 17 août 1931-6 février 1934 67
Sur le plan politique : « Classe contre classe » 68
Les conditions du Front unique 69
Le développement du Front unique 70
La lutte syndicale 70
Amsterdam-Pleyel 71
Le XIII[e] Plénum 72
Le 6 février 1934 ou l'expression d'une contradiction 73

3. L'IMPLANTATION DU P.C.F. ENTRE LES DEUX GUERRES – Jacques Girault

La problématique de l'implantation 78
Alors, quelles démarches? 78
Prévenir quelques objections... 79

COMMENT MESURER CETTE IMPLANTATION? 80
Les élections 80
L'organisation 82
La réorganisation en régions 84

DANS QUELLE SOCIÉTÉ S'IMPLANTE LE PARTI COMMUNISTE? 85
La classe ouvrière 86
La paysannerie 88

QUELQUES VOIES POUR CETTE IMPLANTATION 92
Les municipalités communistes 92

Y eut-il une politique municipale cohérente? 92
La gestion municipale communiste 93
Luttes pour le cadre de vie 95
Les lotissements 95
Les habitations collectives 97
En conclusion 98

4. LE P.C.F. ET LE FRONT POPULAIRE
Serge Wolikow

Chronologie 100

L'ÉCONOMIE ET LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE AU DÉBUT DES ANNÉES TRENTE 100
La crise 106
Une évaluation originale 106
Les effets sociaux de la crise 107
Les politiques économiques et leurs effets 108

L'ÉVOLUTION POLITIQUE APRÈS 1932 109
L'échec du néo-cartel 111
Une nouvelle droite 111
Le 6 février 1934 et l'avancée politique des forces de droite 112

LES ORIGINES DE L'ORIENTATION DE FRONT POPULAIRE ... 113
Le P.C.F. et l'Internationale, 1932-1933 115
Les orientations de l'Internationale 115
Le P.C.F. Difficultés et premiers changements 116
Lutte contre la guerre et le nazisme, 1932-1933 118
Priorité aux luttes revendicatives, renouveau du travail syndical 119
Les tentatives unitaires infructueuses du P.C.F., décembre 1932-mars 1933 122
Le Parti communiste français critiqué par l'Internationale 124
Le XIIIe Plénum. Des analyses erronées 126
La situation du P.C.F. début 1934 129
Le P.C.F. et la lutte antifasciste, février-mai 1934 ... 129
Les communistes dans l'action 130
Erreurs dans l'analyse et les prises de position 134
Souplesse et réalisme en pratique 135
Progrès de l'influence du P.C.F. 136
Problèmes de direction et d'orientation, janvier-mai 1934 136
L' « affaire » Doriot 137
Modification des analyses et nouvelles orientations dans l'Internationale communiste 141
Pourquoi ce changement? 143

La lutte pour l'unité d'action et l'émergence d'orientations nouvelles, mai-juillet 1934 144
La Conférence nationale, 23-26 juin 146
Le pacte d'unité d'action 148
Une avancée décisive : le mot d'ordre de Front populaire 151

L'ACTION DU P.C.F. POUR RÉALISER LE FRONT POPULAIRE, OCTOBRE 1934-MAI 1936 154
Les propositions communistes rejetées jusqu'au printemps 1935 155
Élections municipales et initiatives parlementaires du P.C.F. 156
Les communistes proposent de soutenir le gouvernement de gauche 157
Le Front populaire se constitue : le 14 juillet 1935 ... 158
Le VIIe Congrès de l'Internationale communiste 159
Portée et limites des analyses du VIIe Congrès 159
L'exemple du P.C.F. 161
Les perspectives de gouvernement et l'action pour un programme commun 163
Action revendicative et progrès de l'unité 163
Action antifasciste 164
La participation gouvernementale des communistes – une perspective remise en question 165
La lutte pour un programme 166
Le programme commun 167
Le VIIIe Congrès du P.C.F. 168
La campagne électorale 171

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, LE GOUVERNEMENT ET LA POLITIQUE DU FRONT POPULAIRE, 1936-1938 173
Les résultats électoraux 173
Le P.C.F. et la question de la participation au gouvernement 174
Le rôle du Parti communiste dans les grèves 176
Les initiatives infructueuses pour consolider le Front populaire 178
Le Front français 178
Contre la dévaluation 179
L'Espagne, la dénonciation de la non-intervention 179
La lutte contre la « pause » 180
L'organisation et l'activité du Parti communiste : des changements historiques 182
Un parti de masse 182
Evolution et diversification de l'organisation 183
Une propagande populaire et originale 185

« L'Humanité » 186
Evolution de l'activité politique générale du Parti 187
Analyses nouvelles, avancées théoriques et leurs limites 187
La réflexion économique 188
Les nationalisations 188
La nation prise en compte 189
Les intellectuels et la culture : la lutte pour le rationalisme 189
La réflexion sur l'Etat, la démocratie et le socialisme et ses limites 190

1938-1939 : SEUL DANS LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE NATIONALE ET LA DÉMOCRATIE CONTRE LE FASCISME 191
La fin du Front populaire et la lutte du Parti communiste 191
Le programme de gouvernement du P.C.F. 194
La lutte pour la défense nationale, contre le fascisme ... 195

5. LE P.C.F. ET LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE – Germaine Willard
Chronologie 200

LE P.C.F. FACE AU DANGER DE GUERRE 203
Analyses des guerres précédentes 203
Le P.C.F. et le monde des années trente 204
Caractères de la Deuxième Guerre mondiale 208

1939-1941 : UNE GUERRE IMPÉRIALISTE? 209
Septembre 1939 : une situation paradoxale 209
La « drôle de guerre » 210
Le P.C.F. face aux conséquences de la défaite 213

LE P.C.F. ET LA GUERRE LIBÉRATRICE 216
Le 22 juin 1941 : un tournant? 216
Spécificités de la lutte du P.C.F. 218
Le P.C.F. et l'union des forces nationales 221

CONCLUSION 224

6. STRATÉGIE ET PRATIQUES DU P.C.F., 1944-1947 – Jean-Paul Scot
Chronologie 228
A propos de quelques interprétations 234
Les phases de l'évolution du rapport des forces 235

LE RAPPORT DES FORCES NATIONALES ET INTERNATIONALES 237
Le rapport des forces internationales à la fin de la Seconde Guerre mondiale 238

Comment évolue la coalition anti-hitlérienne? 238
Le problème allemand 239
Les rapports de forces politiques et sociales en France après la libération 240
La « restauration de l'Etat » 240
Participation critique 241
Organisation de la Résistance et partis politiques ... 242
La rectification stratégique du C.C. d'Ivry 244
L'Union de la nation française mise en cause 244
La portée du C.C. d'Ivry 245

STRATÉGIE DU P.C.F. ET POUSSÉE DU MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE, MAI 1945-AVRIL 1946 247
La portée du X[e] Congrès 248
Renaissance 248
Démocratie 249
Unité 251
L'avancée démocratique, hiver-printemps 1945-1946 ... 253
Le renforcement de l'influence du P.C.F. 253
Le renforcement de l'unité d'action 255
Le renforcement de l'action des masses 256
Le retournement de tendance, mai 1946 258
La relance de l'anticommunisme 258
La responsabilité de la S.F.I.O. 259

RECUL DU MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE ET ISOLEMENT PROGRESSIF DU P.C.F., JUIN 1946-MAI 1947 260
L'aggravation des contradictions 261
La question de l'Etat 261
L'aiguisement de la contradiction capital-travail 262
La tension des rapports internationaux 263
Les contradictions du tripartisme 265
La contre-offensive du P.C.F. 266
La fin du « provisoire » 267
L'interview de Maurice Thorez au « Times »... 268
ses sources 269
et ses limites 270
L'isolement du Parti communiste français 271
L'échec de la candidature de Maurice Thorez à la présidence du gouvernement 271
La formation du gouvernement Ramadier 273
Exclusion des ministres communistes 275

EN GUISE DE CONCLUSION 277
Annexes 280

7. LE P.C.F. ET LA « GUERRE FROIDE », 1947-1953 – Roger Martelli
INTRODUCTION 292

I. 1947, L'ANNÉE DU TOURNANT? 297
Chronologie 298
Un parti de gouvernement 300
Prémices de « guerre froide » 301
Le XIe Congrès du P.C.F., juin 1947 304
Cristallisation du rapport des forces 305
L'attitude de l'Union soviétique et l'évolution du P.C.F. 306
La création du Kominform 308
Le rapport Jdanov 309
Le contenu du rapport 310
Le tournant de l'automne 312
Eléments de réflexion 315
Bouleversements d'une fin d'année 317

II. L'ENTRÉE EN « GUERRE FROIDE », 1948-1950 321
Chronologie 322
Esquisse d'une chronologie du P.C.F. 325
Déterminations internationales 327
En France : Etat et capital 328
En France : les forces politiques 329
Le P.C.F. : en voie d'équilibre 331
Le P.C.F. et le Kominform : l'affaire yougoslave 334
Les grèves de la fin 1948 336
Réflexions sur la stratégie communiste en 1948 338
La lutte pour la paix 341
La paix, question décisive 344
Le fonctionnement du P.C.F. dans la lutte pour la paix 346
Où en est le P.C.F. en 1950? 350
Réflexions sur le P.C.F. et son fonctionnement en 1950 352
Phénomènes de crispation politique 356

III. L'ÈRE DES DIFFICULTÉS ET LA STABILISATION, 1950-1953 359
Chronologie 360
Un contexte défavorable 363
La lutte pour la paix : rythmes chronologiques 366
A l'apogée de la « guerre froide » 367
Tout pour la paix? 370
Les indices des difficultés 373
L'année 1952 374
L'affaire Marty-Tillon 376

Problèmes internes et histoire globale 378
Amorces de stabilisation 380

COMPRENDRE 383
Réflexions sur la cohérence 383
Le P.C.F. dépend-il de l'extérieur? 386
Le P.C.F. joue-t-il un rôle actif sur la société française? 387
Le P.C.F. était-il stalinien? 390
Le P.C.F. était-il une contre-société? 392
Annexes 395

8. L'ANNÉE 1956 – Roger Martelli
Chronologie 400
Points de repère 404

LE P.C.F. ET LE GOUVERNEMENT GUY MOLLET 406
Les élections de janvier 1956 406
L'attitude du P.C.F. 408
Le vote du 12 mars 409
Les infléchissements de l'année 1956 411
Peut-on juger? 413
LE P.C.F. ET LE XX[e] CONGRÈS DU P.C.U.S. 414
Le choc du Congrès 415
Amorces d'une réflexion 419
LA CRISE DE L'AUTOMNE 421
Regain de « guerre froide »? 421
Des effets négatifs sur le P.C.F. 423
LES VOIES DU SOCIALISME 425
Diversité et voie pacifique 425
Recul à l'automne 427
Où il pourrait être question de « retard » 428
Une situation contradictoire 431
Le nouveau et l'ancien 432
Annexes 436

9. P.C.F., POUVOIR GAULLISTE, UNION 1958-1964 – Roger Bourderon
Chronologie 446
Remarque préliminaire 453
La mise en place du nouveau régime 453

LE P.C.F. ET L'ÉTABLISSEMENT DE LA V[e] RÉPUBLIQUE ... 456
1960-1961 : ÉVOLUTIONS ET PERMANENCES 468
La réflexion sur le pouvoir gaulliste 470
Le rapport du P.C.F. aux masses 477
Le P.C.F. et le mouvement communiste international .. 481
Ajustements et limites du XVI[e] Congrès, mai 1961 ... 483

LES MUTATIONS DE 1962 488

LES NOUVEAUTÉS DU XVII[e] CONGRÈS 497
Une approche contradictoire des réalités nationales ... 498
Le XVII[e] Congrès 502
La démarche 503
Démocratie véritable et socialisme : les voies de passage 504
Esquisse de bilan 506
Annexes 511

10. LE P.C.F. ET LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE, 1964-1972 – Jean Burles
Chronologie 516

LE CADRE CHRONOLOGIQUE 520
Où en est le P.C.F. en 1964? 520
Des expériences de tous types 520
La perspective stratégique 521
1964-1965 : l'unité est-elle possible? 523
1966-1968 : éléments de maturation 526
Le choc de 1968 528
Le drame tchécoslovaque 531
Le P.C.F. dans le mouvement communiste international 533
1969-1970 : le mouvement 534
Vers le Programme commun 537

PARTI RÉVOLUTIONNAIRE ET SOCIÉTÉ FRANÇAISE 540
Réflexion sur l'objet, tout d'abord 540
Comment penser le rapport du P.C. à la société française? ... 543
Annexes 551

11. ÉTUDIER L'HISTOIRE DU P.C.F. – Roger Martelli 553

NOTES DES CHAPITRES 1 A 11 565

La collection Problèmes
(directeur : Jacques Milhau)

Depuis 1945, publie des études, des essais individuels ou collectifs qui prennent place au cœur des débats théoriques et idéologiques de notre époque.

Aujourd'hui, elle change de format.

elle s'agrandit
elle s'enrichit

Déjà parus :

Michèle BERTRAND : *Le statut de la religion chez Marx et Engels.*
Marx et Engels ont-ils été les détracteurs de la religion que l'on croit? Bien au contraire, leur intérêt pour la religion ne s'est pas démenti, et c'est en hommes de science, non en propagandistes, qu'ils en ont abordé l'étude. D'où vient cet intérêt?

Michel DION : *Les catholiques et le pouvoir : crise du « consensus » (enquêtes en Mayenne et en Lorraine).*
Quelle est l'influence de la crise sur le comportement des chrétiens? Quels sont les rapports noués au fil de l'histoire entre « consensus » et catholicisme?

Claude DUBAR : *Formation permanente et contradictions sociales.*
La « formation professionnelle continue » est entrée dans l'actualité au début des années 70. Exigence issue de mai 1968, elle était censée bouleverser les méthodes traditionnelles d'éducation, permettre aux travailleurs de gravir des échelons dans la hiérarchie sociale et épanouir leur personnalité... Où en est-on aujourd'hui *réellement?*

Jean GADREY : *La théorie économique libérale ou néo-classique.*
Jean Gadrey résume simplement les arguments de la théorie dominante, sans recourir à la formalisation. Ce travail de recherche est donc largement accessible aux non-spécialistes, à tous ceux qui entendent se situer de façon critique dans le concert des idées économiques courantes. Ils y seront aidés par un glossaire de termes courants de la théorie néo-classique.

Jean-Paul JOUARY : *Comprendre les illusions.*
L'illusion existe bien. Elle a ses causes et ses conséquences théoriques et pratiques. Elle joue un rôle dans nos pensées. Pour la dépasser, il faut donc la prendre au sérieux : démonter les illusions que nous entretenons vis-à-vis d'elle. C'est le sens de cet essai philosophique...

Solange MERCIER JOSA : *Pour lire Hegel et Marx.*
Le rapport Hegel/Marx est le sujet depuis quinze ans d'un débat philosophique nourri. Solange Mercier Josa en renouvelle les termes et nous propose une *lecture* croisée qui éclaire bien des aspects de la question.

Jean SURET-CANALE : *Essais d'histoire africaine (de la traite des Noirs au colonialisme).*
Jean Suret-Canale, dont on connaît déjà la série importante d'ouvrages généraux sur l'histoire de l'Afrique tropicale et sur le tiers monde, aborde ici quelques problèmes clés de cette partie du monde : la traite et ses répercussions à l'époque précoloniale, les économies africaines après l'indépendance, etc.

Et dans la série *Problèmes-histoire*
(directeur : François Hincker) :

Roger BOURDERON : *Le Fascisme, idéologie et pratiques.*
Qu'est-ce que le fascisme? En s'appuyant sur l'histoire des mouvements et des partis fascistes, leurs structures, leurs programmes, leur propagande avant la prise du pouvoir, on peut montrer à la fois les spécificités et les caractères communs des fascismes et du fascisme.

Antoine CASANOVA, Ange ROVERE : *Peuple corse, révolution et nation française.*
Que savons-nous de l'histoire de la Corse? La Vendetta. Napoléon et Colomba cachent une réalité beaucoup plus complexe faite de spécificités nationales et régionales qui ont permis l'intégration de l'île à la France. Le moment où tout se joue : le XVIII[e] siècle.

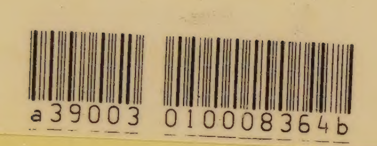
M. DION, R. HUARD, A. LACROIX, M. MOISSONNIER, M. SIMON, D. TARTAKOWSKY, S. WOLIKOW : *La Classe ouvrière française et la politique.*
La naissance des partis politiques en France, les organisations du Parti communiste dans les entreprises et son analyse de la classe ouvrière autour des années trente, les rapports des luttes revendicatives et politiques, l'influence des partis de droite et, plus généralement, les rapports entre les grands courants idéologiques et les choix politiques en milieu ouvrier.
Une matière riche et souvent inédite pour la réflexion.

Michel VOVELLE : *Ville et campagne au XVIII[e] siècle. Chartres et la Beauce. Préface d'Ernest Labrousse.*
Une ville qui tire toute sa substance de la campagne : les hommes, les graines mais surtout la rente.
Mais cette cité dépendante est en réalité dominatrice, par l'emprise qu'elle manifeste sur le monde rural.
Ce sont bien là des « problèmes nationaux d'histoire sociale » comme l'écrit Ernest Labrousse dans sa préface.

Et dans l'ancienne présentation (poche) :
Jacques MILHAU : *Chroniques philosophiques.*
Henri SALVAT : *L'intelligence, mythes et réalités.*
Pierre BRUNO, Catherine CLEMENT, Lucien SEVE : *Pour une critique marxiste de la théorie psychanalytique.*
Suzanne de BRUNHOFF : *La Monnaie chez Marx.*
Jacques d'HONDT : *Hegel en son temps.*
Pierre JAEGLE : *Essai sur l'espace et le temps.*
Maurice DECAILLOT, Edmond PRETECEILLE, Jean-Pierre TERRAIL : *Besoins et mode de production.*
Jean-Pierre DELILEZ : *L'Etat du changement.*
Michèle BERTRAND : *Histoire et théories économiques.*
Etc.

Achevé d'imprimer en juillet 1981
sur presse CAMERON
dans les ateliers de la S.E.P.C.
à Saint-Amand-Montrond (Cher)
pour Messidor/Éditions sociales
146, rue du Faubourg-Poissonnière
75010 Paris

N° d'Édition : 1955. N° d'Impression : 924.
Dépôt légal : 3e trimestre 1981.
Imprimé en France



Le P.C.F. étapes et problèmes 1920-1972

J.-L. Robert : *Les Origines du P.C.F.*
D. Tartakowsky : *Le « Tournant » des années trente.*
J. Girault : *L'Implantation du P.C.F. entre les deux guerres.*
S. Wolikow : *Le P.C.F. et le Front populaire.*
G. Willard : *Le P.C.F. et la Deuxième Guerre mondiale.*
J.-P. Scot : *Stratégie et Pratiques du P.C.F., 1944-1947.*
R. Martelli : *Le P.C.F. et la « guerre froide », 1947-1953.*
R. Martelli : *L'Année 1956.*
R. Bourderon : *P.C.F., pouvoir gaulliste, union, 1958-1964.*
J. Burles : *Le P.C.F. dans la société française, 1964-1972.*
R. Martelli : *Etudier l'histoire du P.C.F.*

Le P.C.F. depuis sa fondation au Congrès de Tours (1920) jusqu'à la signature du Programme commun (1972)...
Des historiens communistes se sont attachés à comprendre et à faire comprendre ce qu'il est, la manière dont il se constitue, dont il construit son intervention active dans la société française.
Sont donc abordés l'évolution de sa stratégie, l'élaboration de sa politique, son activité, son fonctionnement depuis les origines jusqu'à ces dernières années.
Les onze textes ici réunis embrassent la plus grande partie de l'histoire du P.C.F. Ils constituent une source considérable de connaissance et une invite à la réflexion.
Cependant, il ne s'agit pas d'une histoire continue, et encore moins d'un manuel, dont le principe ne répond plus à la démarche du P.C.F. ni à celle des historiens communistes. Les contributions portent la marque de la diversité de leurs auteurs quant aux méthodes et conceptions de travail, quant aux aspects étudiés.
Elles doivent être considérées comme une étape dans une recherche à long terme qui a donné et donnera lieu à d'autres publications.

Timbres à l'effigie
des « amis de *l'Humanité* »
Collection Silvain, photo H.M.

Maquette Arlette Carré

problèmes histoire/éditions sociales

81-V 520437 ISBN 2-209-05403-6